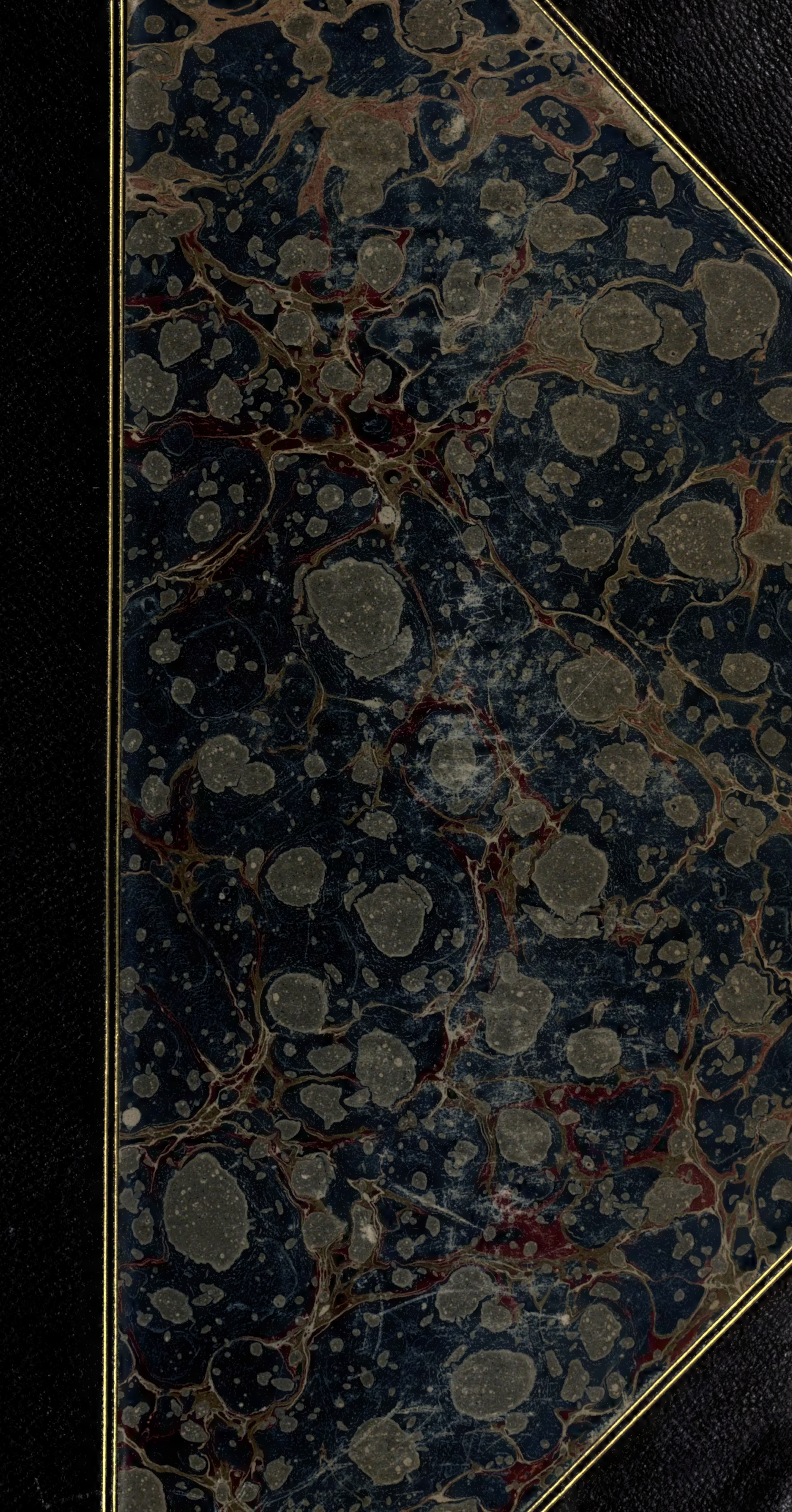
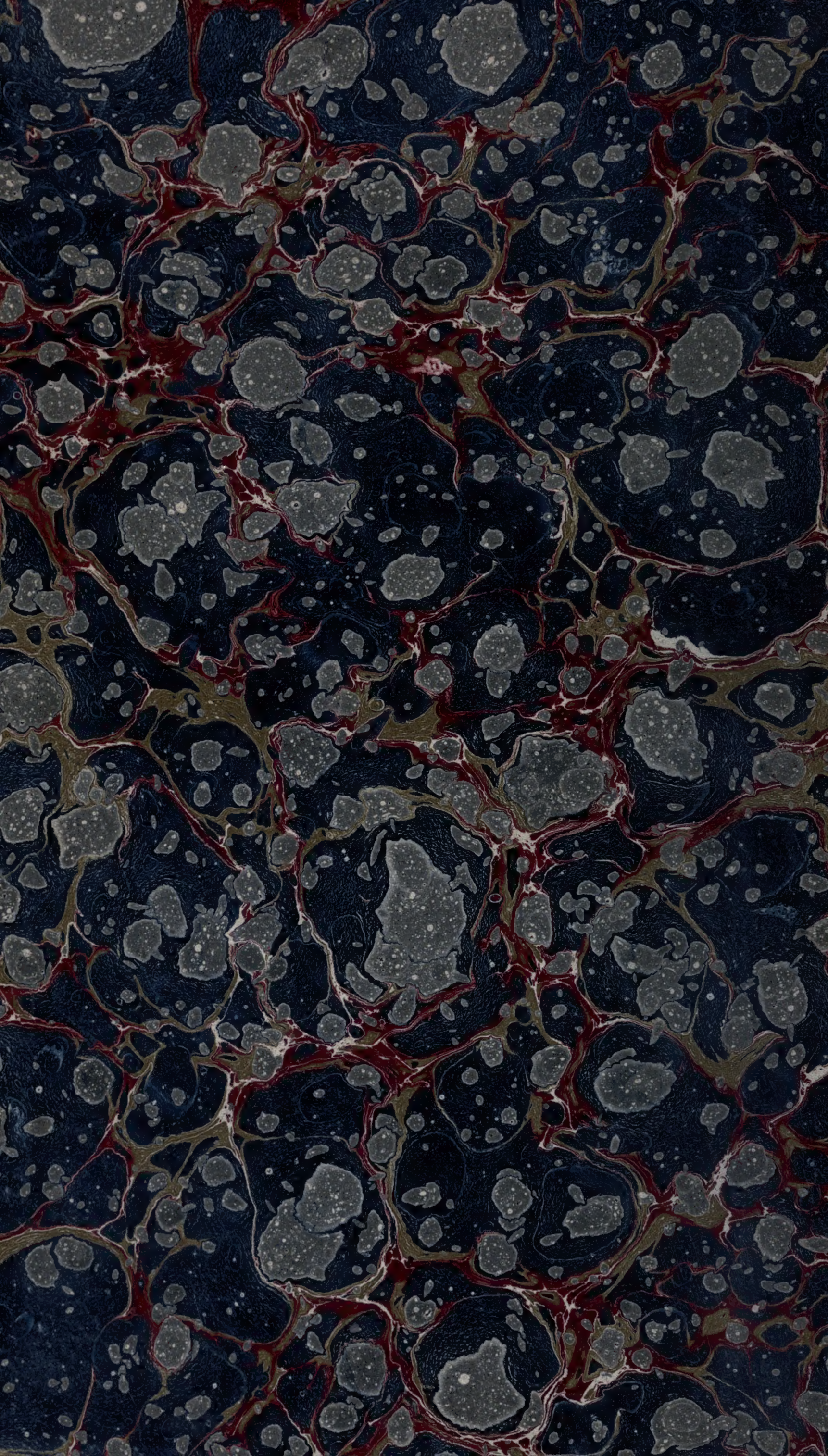
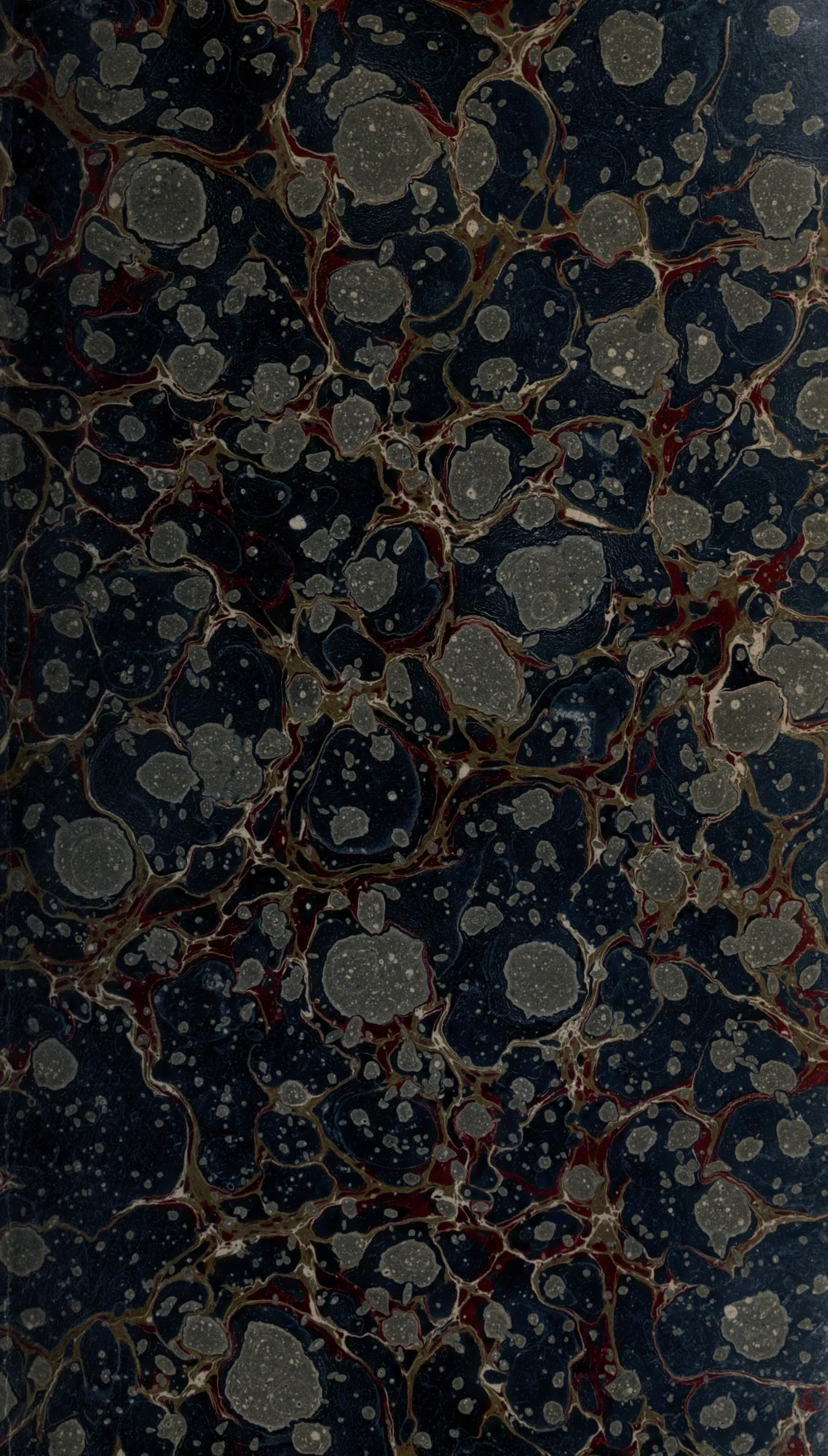






Rappoltsteinischen

MILAN

NOVARE ET OPORTO

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie) en mai 1890.

Du même auteur et à la même librairie :

Un homme d'autrefois, souvenirs recueillis par son arrière-petit-fils. Un vol. in-18, 5e édition. . . . 4 fr.
Ouvrage couronné par l'Académie française.

Prologue d'un règne : **La jeunesse du roi Charles-Albert.** Un volume in-8°, avec portrait et fac-simile d'autographes. . . . . 7 fr. 50

PARIS. TYPOGRAPHIE DE E. PLON, NOURRIT ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.



R. Victor-Meunier sc.

Imp. Eudes.

LE ROI CHARLES ALBERT

pendant la campagne de 1848

D'après un portrait lithographié par Doyen et édité à Turin par Giov. Fantini.

E. Plon Nourrit & Cie Edit.

ÉPILOGUE D'UN RÈGNE

Milan, Novare et Oporto

LES DERNIÈRES ANNÉES DU ROI CHARLES-ALBERT

PAR

LE Mis COSTA DE BEAUREGARD

Portrait du roi Charles-Albert

Gravé à l'eau-forte par R. Victor-Meunier



PARIS

LIBRAIRIE PLON

E. PLON, NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

RUE GARANCIÈRE, 10

1890


LIBRARY
MAR 8 1971
UNIVERSITY OF TORONTO

A

Monsieur le baron

MANNO

Je vous dédie ce livre parce que vous en comprendrez l'âme, cette âme du livre dont Tocqueville disait : « Qu'elle est bien plus dans les pensées du lecteur que dans les pensées exprimées par l'écrivain... »

Or, qui jamais a pénétré plus profondément que vous le sens de la vie et de la mort dont il va s'agir ici? Qui mieux que vous a eu l'intuition des intimes sacrifices, des héroïsmes mystérieux qui firent du roi Charles-Albert le plus grand des méconnus?

L'irrésolution, le scrupule, l'alternance de certitudes et de doutes terribles ont frappé son œuvre d'une marque obscure pour l'histoire, parce que l'histoire ne se soucie guère de psychologie.

Elle se prononce sur le fait, ou plutôt, comme disent les philosophes, sur le phénomène, sans

chercher la cause rectrice, sans chercher la raison dont le phénomène dérive.

Être historien, c'est donc s'ériger en juge impitoyable. Pour juger impitoyablement celui qui fut le bienfaiteur de tous les miens, il faudrait que mon cœur soit sans souvenir.

Ai-je à excuser ce souvenir près de vous? Près de vous qui avez si noblement parlé du roi Charles-Albert, près de vous qui portez si haut l'indépendance de l'écrivain?...

D'ailleurs, mon cher baron, comment oublier, à l'heure où ce livre va paraître, vos affectueux encouragements à le faire... comme le voici?

COSTA.

P. S. — *Si l'on vous disait que bien des choses, racontées ici, sont dès longtemps connues, répondez par ce mot de Pascal :*

« Quand on joue à la paume, c'est d'une même balle que se servent les joueurs!... »

Ne pouvant conclure comme Pascal : « Que l'un la place mieux que l'autre... », je dirai, un peu confus de ma suffisance, qu'il la place autrement.

Paris, avril 1890.

DU PROLOGUE A L'ÉPILOGUE

D'UN RÈGNE

Le vague du coloris, l'indécision de la forme donnent je ne sais quel inoubliable charme à un portrait d'enfant. Aussi, le peintre ne se reprend qu'avec regret à son modèle vieilli. Il lui faut changer sa palette, accuser d'anguleux contours. Il lui faut surcharger de méplats, creuser de rides, sa poétique vision d'autrefois. C'est ainsi que devant l'austère figure du roi Charles-Albert, je regrette, moi aussi, la mélancolique image du prince de Carignan.

Et cependant, si tout a vieilli, dans mon modèle, tout s'y est ennobli. La souffrance ennoblit ce qu'elle touche. Or, pour le Roi pas plus que pour l'héritier présomptif, la souffrance n'a désarmé. Quelques années heureuses, sur lesquelles je passe, ne furent pour Charles-Albert qu'un trait d'union entre le douloureux prologue et l'épilogue plus douloureux encore de son règne. Après vingt ans, je retrouve Hamlet, Hamlet dont la royauté a seulement assombri le rêve...

Lugubre avait été, le 27 avril 1831, l'avènement au trône du premier Carignan (A). Les royalistes piémontais croyaient y voir monter un révolutionnaire; les révolutionnaires, un traître; M. le duc de Modène et ses féaux, un usurpateur. Parmi ses nouveaux sujets, Charles-Albert ne comptait en quelque sorte que des résignés ou des ennemis.

Lui, dédaigneux en apparence de cette coalition, laissait dire depuis quinze ans et agissait (B). D'admirables finances, une armée réorganisée, un pays florissant, témoignaient de l'immense labeur accompli; accompli par lui seul, car, toute personnelle, la politique du Roi trompait les curiosités, décourageait les ambitions, décevait les calculs. Personne ne pouvait dire vers quels horizons elle se dirigeait. Mais, c'est ici un trait caractéristique, le succès chez le mystérieux prince semblait avoir tué toute confiance dans la vie.

Le pessimisme, comme la gangrène, avait déposé ses inguérissables taches noires sur son âme, et en mortifiait les tissus à ce point qu'elle semblait n'agir que sous la pression de cet inconscient qui, dit-on, se substitue à la volonté et domine le libre arbitre.

Étrange spectacle que de voir un tel être appliqué à l'œuvre immense pour laquelle il eût fallu un corps et une âme indomptables!

Mais qu'importe le héros, quand Dieu entend que le drame marche?

Si je rapproche ainsi l'idée religieuse de l'idée pessimiste, bien que l'une soit la négation de l'autre, c'est qu'elles se fondaient, sans se confondre, chez le roi Charles-Albert. Elles ne se confondaient pas, car s'il niait le bonheur, s'il ne croyait guère qu'au mal en ce monde, jamais il ne regarda l'anéantissement comme une délivrance. Après son dur contact avec les hommes et les événements, il avait, au contraire, la nostalgie de la « vie éternelle (1) ».

C'est dire que l'extraordinaire mysticisme du prince de Carignan survivait chez Charles-Albert (C). Le grand rôle que le prince avait jadis entrevu aux vagues lueurs de ses rêveries bibliques se précisait maintenant aux yeux du Roi dans ce flamboyant verset du Deutéronome : « Vous ne pourrez pas établir sur vous un roi d'une autre nation ; mais il faut qu'il soit votre frère (2). » Pour l'Italien, l'Allemand n'était pas un frère ; injuste pesait donc sur l'Italie la domination étrangère, Charles-Albert ne doutait pas qu'il ne fût choisi pour faire cesser cette injustice.

Mise à vif pour ainsi dire, par le frottement inces-

(1) « Oh ! oui, il y aura une vie éternelle si belle. Nous serons toujours, alors, en la présence de Dieu ; il n'y aura plus ni ingratitude, ni calomnie, ni intrigues, ni crimes. Tout sera beau, tout sera bonheur... » (*Scritti e littere di Carlo-Alberto.* — Nicomède BIANCHI, p. 10.)

(2) *Non poteris alterius gentis hominem facere regem, qui non sit frater tuus...* (Voir *Réflexions historiques,* page 16.)

sant de cette pensée unique, son âme avait toutes les impressions infiniment douloureuses. On a dit « qu'elle eut des sueurs de sang... » Excessif est le mot, mais non cependant sans quelque vérité. Il y eut des heures d'agonie où le Roi ne semblait trouver que dans l'excès d'une souffrance physique un dérivatif à sa souffrance morale. Il ceignait alors la haire, il ensanglantait ses épaules. Mais plus il rudoyait ainsi son corps exténué, plus ses nerfs frémissants, plus sa tête, vide de jeûne, répercutaient les battements de sa fièvre.

« Pour faire un héros, il faut la force physique... » Gœthe l'a dit. L'équilibre d'une âme est bien compromis, lorsque l'équilibre physique est détruit. Il l'était, il l'était absolument chez Charles-Albert, par sa vie ascétique.

Quand, vers cinq heures du matin, l'huissier appelé par un léger coup frappé à la boiserie entrait chez le Roi, il trouvait son maître debout, botté, éperonné, et enveloppé, quelque température qu'il fît, d'une robe de chambre de bure brune, épaisse comme un matelas. Depuis longtemps déjà, Charles-Albert avait quitté sa couchette de fer, si basse, qu'elle s'élevait à peine d'un pied au-dessus du parquet ; il avait passé cette première heure agenouillé devant son crucifix.

Pour avoir le visage plus doulonreux que le Roi, il n'y avait que ce Christ qu'il priait. Entre eux,

c'était comme l'échange ds leurs couronnes d'épines. Puis, affaissé plutôt qu'agenouillé dans son oratoire, Charles-Albert entendait une messe, deux quelquefois (1).

Après avoir ainsi commencé sa journée, il mangeait un morceau de pain et buvait un verre d'eau glacée. A ce premier repas succédaient d'ordinaire, entre six et sept heures du matin, quelques audiences ; après quoi le Roi travaillait jusqu'à midi avec ses ministres, ou écrivait (D).

C'était alors une promenade à cheval dans le jardin. Et puis le travail reprenait pour ne s'interrompre plus qu'à l'heure du dîner.

Une soupe de riz et, selon les jours gras ou maigres, un morceau de bœuf ou un poisson composaient d'ordinaire le menu particulier du Roi, pendant que, pour l'entourage, la table était servie avec une recherche rare.

Là, comme partout, Charles-Albert voulait de la magnificence. Il en avait le goût, et ce goût provenait chez lui du sentiment de sa dignité royale. Il était Roi, partout, toujours. De ce sentiment si haut porté découlaient d'extraordinaires exigences au point de vue de l'étiquette, mais aussi tous les raffinements de

(1) Ces détails ont été fournis par M. M....., ancien valet de pied du roi Charles-Albert.

la plus exquise courtoisie dans ses rapports personnels avec chacun.

A peine un peu d'ironie faisait maintenant miroiter ses propos ; c'était comme un dernier reflet des moqueries d'antan. Et encore, cette ironie masquait presque toujours, chez le Roi, une sorte de timidité sceptique, triste legs de sa jeunesse (1). Il avait alors tant souffert, que depuis, il vivait dépaysé parmi les gens heureux. Leurs voix lui semblaient fausses, leur dévouement, leur affection, suspects. D'une autre âme à la sienne, il ne voulait que la souffrance pour mot de passe. Il en advint que les déshérités furent seuls à comprendre sa grandeur.

« ... Nous sentions, disait l'un d'eux, son âme passer dans la nôtre, quand il nous regardait... » Et après bientôt un demi-siècle, l'œil assombri de celui qui parlait ainsi s'illuminait encore d'un reflet du regard royal...

Dans l'œil superbement douloureux du Roi, s'étaient en effet réfugiées toutes les vitalités de son être. A peine Charles-Albert avait alors quarante-sept ans ; on en eût donné soixante à ses traits flétris, à sa haute taille fléchissante, à sa démarche incertaine. On le sentait aux prises avec une souffrance physique qu'à

(1) Un jour que l'on demandait au Roi pourquoi il avait invité à dîner certain personnage mortellement ennuyeux : — « C'est « que je ne savais que lui dire », répondit-il tristement.

grand'peine maîtrisait un implacable raidissement. L'uniforme, qu'il ne quittait jamais, aidait Charles-Albert à se tenir ainsi debout, et à masquer sa souffrance. A son corps, comme à son âme, il fallait un masque. Sa mission l'exigeait.

Mortel à toute joie était le rayonnement d'une telle âme. L'étiquette enlisait la cour : elle en avait banni les tendresses. Dans les femmes et les enfants de sa race, le Roi ne voyait que des princesses ou des héritiers. Depuis bien longtemps, Marie-Thérèse n'était plus que la reine, reine timide, gauche et sans prestige, ailleurs que devant ses pauvres et devant Dieu. A quelques grands jours, on la voyait apparaître, écrasée sous le poids des pierreries de la couronne, et lamentable comme si elle fût descendue d'une fresque d'Holbein ou d'Orcagna; puis elle disparaissait, se mourant de ce mal qu'une autre femme appelait naguère « une apoplexie de larmes et de tendresses ».

Oui, que de larmes il avait fallu pour noyer la tendresse qui, jadis, faisait écrire à cette femme, à cette reine :

« Mon bien-aimé Charles, je suis heureuse ce matin, ayant reçu de tes nouvelles par une lettre du chevalier Costa. Mais je l'aurais bien été davantage encore, si j'en eusse reçu par toi-même, mon cher amour... Tu ne peux croire combien ton absence me rend triste, je

ne puis penser qu'à toi. Et si ce ne fût qu'en m'occupant de nos enfants du matin au soir, je pense que je fais encore quelque chose pour toi, je ne serais plus capable de rien faire... (1). »

N'est-ce pas charmant ? Mais de ces choses charmantes il ne survivait qu'un souvenir. Et puis, à leur tour, les enfants, en grandissant, avaient déserté la solitude de leur mère, pour devenir les admirables soldats que chacun sait. S'ils n'étaient guère autre chose à l'heure où reprend ce récit, c'est que l'extraordinaire sévérité de leur père ne l'avait pas permis.

L'aîné, M. le duc de Savoie, allait avoir vingt-six ans. En lui, tout était rude. Des cheveux plantés droits, d'énormes moustaches, un nez retroussé, des yeux hardis, donnaient au prince une physionomie par-dessus tout martiale. La gêne, la contrainte, lui pesaient lourdement. Sans besoin, il était prodigue par paresse, bon par instinct, héroïque par tempérament.

A une excessive indolence de caractère — et le phénomène n'est pas rare — M. le duc de Savoie joignait une si prodigieuse activité physique, qu'il semblait toujours vouloir se fuir lui-même.

Chasseur, cavalier, marcheur sans trêve ni repos,

1) Cette lettre, datée de Turin, 8 avril 1829, a été trouvée dans les papiers du chevalier Sylvain Costa, à qui le Roi l'avait donnée.

sa vraie préoccupation semblait être de s'isoler d'un rôle insupportable. Cependant, M. le duc de Savoie avait l'âme ambitieuse et l'esprit d'une extrême finesse.

Pour l'achever de peindre, je détournerai à son profit ce mot charmant de madame de Rémusat : « On voyait que le prince était né pour vivre sous la tente où tout est égal, ou sur le trône où tout est permis... »

Bien autre était M. le duc de Gênes. Jamais deux frères ne s'aimèrent plus et ne se ressemblèrent moins. A la guerre comme en amour, leur vaillance était égale; mais l'aîné battait la charge tandis que le cadet manœuvrait.

Grand, bien fait, avec des cheveux châtains, des yeux bleus et une physionomie charmante de douceur, tel était au physique M. le duc de Gênes. Au moral, on le trouvait toujours calme, réfléchi, plein de mesure. Le hasard pour M. le duc de Gênes n'existait pas. Ses moindres paroles, ses actions les plus insignifiantes étaient calculées. Il en résultait que le prince semblait parfois d'un abord un peu froid, mais il en résultait aussi que ses sentiments inspiraient une confiance absolue. S'il comptait, parmi les jeunes gens de la cour, moins de camarades que son frère, il y comptait un plus grand nombre de vrais amis. Imaginez enfin, pour parfaire ce double portrait, chez l'aîné des deux princes l'entrain, la belle

humeur, le tempérament du Béarnais; imaginez sa galanterie tendre, son esprit raffiné, sa politique chez le cadet, et vous aurez, de cet assemblage, un Henri IV fort à l'étroit dans ce palais de Turin, dont les murailles, comme disait un diplomate, « bourgeonnaient de solennité et d'ennui... » (E).

On avait espéré, lors du mariage de M. le duc de Savoie avec sa cousine l'archiduchesse Marie-Adélaïde d'Autriche, que la cour, trop maussade à la surface, et trop gaie peut-être dans ses bas-fonds, reprendrait un juste équilibre. Mais l'illusion s'était éteinte avec les lampions et les fusées qui avaient accueilli la princesse, belle pourtant, douce et aussi sainte qu'ange peut l'être. Ce fut bientôt, hélas ! autour de la jeune femme comme autour de sa belle-mère le néant de toute joie, de toute initiative, de toute liberté, si innocentes fussent-elles.

« Il y a quelques jours, écrivait la marquise d'Azeglio (1), comme pour justifier mon dire, la duchesse de Savoie a été prise d'une curiosité excessive de voir les boutiques des portiques. Elle s'est adressée à la Reine, qui lui avait dit que pareille chose ne s'était jamais faite et qu'elle ne se chargeait pas de le demander. Elle (madame la duchesse de

(1) 31 décembre 1842. — *Souvenirs historiques de la marquise d'Azeglio, née Alfieri*, p. 51.

Savoie) ne s'est pas tenue pour battue et s'est adressée au Roi, qui l'a refusée. Mais c'était apparemment une envie de grossesse qu'il fallait satisfaire à tout prix, car malgré tous les refus, elle s'est bien voilée, bien encapuchonnée, avec son mari, et les voilà partis, les uns disent à huit heures du matin, les autres à huit heures du soir. Ont-ils mangé des petits pâtés chez Basso, ou se sont-ils contentés de les regarder, c'est sur quoi on n'est pas d'accord. Ce qui est plus positif, c'est qu'en rentrant chez eux, les malheureux, le Roi a envoyé Victor aux arrêts. Ce de quoi la duchesse a tant pleuré que le Roi a pardonné, de crainte qu'elle n'en souffre, mais à la condition qu'elle n'irait plus pleurer dans sa chambre, parce qu'autrement il ne pourrait plus châtier Victor de ses fredaines..... »

Peut-être en ce temps-là eût-on trouvé quelque euphémisme dans le dernier mot de la marquise d'Azeglio.

Mais qu'importe aujourd'hui? Le temps n'est-il pas fait pour estomper les contours et la distance, pour assourdir les sons? N'est-ce pas dans l'atténuation de détails trop criards que l'historien comme le peintre trouvent l'harmonie, non seulement de leurs tableaux d'intérieur, mais de leurs tableaux d'histoire?

Celui que je vais esquisser rappellera un drame où tout portera l'empreinte de cette fatalité qui jadis donnait aux tragédies de la Grèce une si incomparable grandeur. Il n'est pas, pour achever l'analogie,

jusqu'au chœur antique que n'aient représenté, autour de Charles-Albert, les vieux serviteurs de sa maison.

En 1846, la noblesse savoyarde ou piémontaise, fière des services rendus, était plus soucieuse des gloires passées que des aléas de l'avenir. De là un mélange singulier de dévouements sans bornes et de critiques sans merci. Avec ces intuitions que le cœur donne, même en politique, ces hommes avaient découvert le secret de leur maître. Mais, comme les huguenots du roi Henri IV qui ne trouvaient pas que Paris valût une messe, eux ne trouvaient pas non plus que l'Italie valût l'abjuration de leurs idées, de leurs principes et de leur vieille foi.

Lentement, ils avaient élevé le trône sur cette foi et sur ces principes. Ce trône symbolisait pour ces hommes le patriotisme, qui, à leur sens, n'était qu'un, dans sa forme, dans son expression, dans ses tendances. Et contre eux maintenant se dressait une génération nouvelle qui prétendait rajeunir les vieilles formules, rejeter les vieilles armes, déserter les vieilles alliances.

A se sentir ainsi menacés dans leurs plus chères croyances, ils en venaient, étrange interversion de rôles, à se faire révolutionnaires par haine, par terreur de la révolution ! ! !

Mais voilà qu'à l'heure où, doutant du Roi et prêts à ne plus rien ménager, ils allaient donner libre essor

à leurs récriminations, le clairon sonne. Tous se taisent. Il n'y a plus que des soldats, des soldats qui crieront : Vive le Roi ! quand même, et mourront pour lui, si d'autres meurent pour l'Italie...

C'est en saluant ce dévouement grondeur, qui fut l'un des plus nobles, mais aussi des plus douloureux éléments du drame italien, que je termine cette préface. J'emprunterai parfois quelqu'un de leurs jugements sévères aux gens de bien dont je parle. Mais au-dessus de ces sévérités, planera toujours le sentiment qui inspirait à l'un d'eux ces lignes admirables :

« ... Si un léger nuage de poussière, inhérent à l'humanité, a terni quelques-uns des nobles penchants de mon roi... quel est celui qui voudra les rappeler ? Quant à moi, je me rappelle seulement qu'il fut mon maître, qu'il me combla de ses bontés, et je le pleure... Et lorsque je tourne mon regard vers la colline de Superga où reposent ses cendres augustes, je demande à Dieu le repos pour son âme immortelle... (1). »

---

(1) C'est ainsi que le comte della Margherita, qui pendant plus de dix ans fut ministre des affaires étrangères du roi Charles-Albert termine, son *Memorandum*, que j'aurai plus d'une fois l'occasion de citer.

Les auteurs consultés sont :

Poggi : *Storia d'Italia*. — Cibrario : *Notizie sulla vita di Carlo Alberto* et *Ricordi d'una missione in Portogallo*. — D'Azeglio :

I miei Ricordi. — Marquise D'AZEGLIO : *Souvenirs historiques.* — METTERNICH : *Mémoires.* — PASOLINI : *Mémoires.* — CHIALLA : *Lettere edite e inedite di Cavour, Ricordi di Michel Angelo Castelli, Ricordi della giovinezza di Alfonso Lamarmora.* — LA MARGHERITA : *Memorandum.* — PREDARI : *I primi vagiti della liberta italiana.* — BONFADINI : *Mezzo secolo di patriotismo.* — NICOMÈDE BIANCHI : *Storia della diplomazia Europea,* et *Scritti e lettere di Carlo-Alberto.* — BROFFERIO : *Storia del Parlamento subalpino* et *Storia del Piemonte.* — BERSEZIO : *Il regno di Vittorio Emanuele II.* — VECCHI : *La Italia, storia di due anni 1848-1849.* — Baron ANTONIO MANNO : *La concessione dello Statuto* et *Informazioni sul Ventuno in Piemonte.* — OTTOLINI : *La Rivoluzione lombarda.* — GARNIER-PAGÈS : *Histoire de la Révolution en 1848.* — TALLEYRAND-PÉRIGORD : *Campagne de 1848-1849.* — LE MASSON : *Histoire de l'insurrection et de la campagne d'Italie en 1848.* — MASSARI : *La Vita ed il regno di Vittorio Emanuele II di Savoia, primo re d'Italia.* — MARCO MINGHETTI : *Miei ricordi.* — CAVALLINI : *La Vita e i tempi di Giovanni Lanza. Guerra dell' Independenza d'Italia nel 1848.* — FERRERO : *Journal d'un officier de la brigade de Savoie sur la campagne de Lombardie.* — *Relazione delle operazioni militari della campagna di Lombardia :* général EUSEBIO BAVA, etc., etc.

Ce travail nécessitant un grand nombre de notes, j'ai renvoyé à la fin du volume celles qui n'étaient pas indispensables à la clarté du récit. Elles s'y trouvent classées par chapitres et correspondent aux lettres alphabétiques insérées dans le texte. Parmi ces notes figurent un grand nombre de lettres inédites du Roi.

MILAN

NOVARE ET OPORTO

CHAPITRE PREMIER

Le réveil italien en 1845. — Gioberti et Balbo. — Odyssée politique du marquis d'Azeglio. — Son retour à Turin. — Entrevue avec Charles-Albert. — Première déclaration du Roi en faveur de l'indépendance italienne. — Incrédulité générale. — Le comte Petiti, Camille Cavour cherchent à porter la lutte sur le terrain économique. — Association agraire. — Les hommes du passé. — Le comte della Margherita. — Les hommes de l'avenir. — Le marquis de Villa Marina. — Le prince de Metternich. — Les vins piémontais à la frontière d'Autriche. — *Italia fara da se*. — Le cardinal Mastaï à Imola. — Le pape Pie IX à Rome. — Jugements du prince de Metternich et du comte della Margherita. — Lettre de Charles-Albert. — Son attitude. — Peuples et princes italiens à la fin de 1846.

I

« Si le monde n'avait le soupir, dit un proverbe oriental, le monde étoufferait. » Or, le soupir de l'Italie en 1845 s'exhalait par la bouche de Gioberti (*A*) et de Balbo (*B*). L'un parlait de fédération, l'autre d'indépendance. Et pareils au pollen que sème le vent, ces mots magiques retombaient sur les souffrances de

tout un peuple, pour les féconder. Du nord au midi de la Péninsule, c'était alors un renouveau de la crise morale qui l'avait bouleversée en 1821 ; toutefois, avec cette différence, qu'un irrésistible élan national remplaçait partout le particularisme, jusque-là si funeste à l'Italie.

A lire aujourd'hui le *Primato*, de Gioberti, et les *Speranze d'Italia*, de Balbo, on demeure étonné de leur action sur le mouvement italien. Ce furent cependant ces deux livres qui ouvrirent l'ère nouvelle de l'autre côté des Alpes. Donnant le gonfalon pontifical pour drapeau à la liberté italienne, Gioberti formulait la théorie de l'évolution, tandis qu'en prêchant 'expulsion de l'étranger, Balbo indiquait le moyen pratique d'y atteindre. Mais encore, tous deux demeuraient dans des sphères trop hautes pour que leurs conceptions ne restassent pas à l'état spéculatif. Il fallait qu'un autre vînt qui traduisît en langage vulgaire ces nobles formules, et s'en allât, comme jadis les pêcheurs de Gethsemani, distribuer aux simples, c'est-à-dire au plus grand nombre, la parole nouvelle.

Or fut-il jamais plus charmant apôtre que ce marquis de grande race qui avait nom Massimo d'Azeglio (1)? Tout moderne d'idées, tout féodal de façons, il tenait par son grand nom, par sa noble allure, par ses atte-

(1) Massimo d'Azeglio était frère de Robert d'Azeglio, marié à la fille du marquis Alfieri, l'ambassadeur sarde qui, en 1823, avait reçu à Paris le prince de Carignan.

nances illustres, au monde d'autrefois, et, par sa plume, son pinceau et ses aspirations, au monde d'aujourd'hui. Soldat, diplomate, ministre même à ses heures, cavalier élégant, beau joueur, un peu léger, mais réussissant à tout sans se donner de peine pour rien, tel était Massimo d'Azeglio.

Ne fallait-il pas être tout cela pour rêver, en plein dix-neuvième siècle, comme rêvait le marquis, d'une chevalerie errante au profit de sa patrie? La grandeur italienne que Gioberti demandait à l'accord de la religion et de la politique, l'indépendance que Balbo espérait de compensations lointaines accordées à l'Autriche, lui, d'Azeglio, les voulait obtenir par l'inféodation de l'Italie à la Maison de Savoie.

Dans le mystérieux prince qui régnait à Turin, d'Azeglio pressentait l'homme de l'avenir italien ; d'un avenir que, déjà en 1821, Charles-Albert semblait avoir compris autrement que ses prédécesseurs. Il est vrai que depuis, de cruelles répressions avaient, en 1833 (*C*), fait s'évanouir bien des espérances. Mais, dans ces contradictions, d'Azeglio ne voulait voir que les tiraillements d'une volonté incertaine, et partant, facile à ramener. « L'homme, comme dit l'Arioste, accorde si facile créance à ce qu'il désire ! »

Et puis, chercher ailleurs le levier rêvé, c'eût été, d'Azeglio le comprenait, perdre son temps. Il n'y avait d'argent et d'armée qu'à Turin. Malgré les défiances qu'il inspirait, c'était donc le nom de Charles-Albert qu'il fallait jeter aux peuples italiens, comme symbole de la patrie entrevue; et d'Azeglio

partit à la fin de l'automne 1845 pour s'en faire le prophète.

Ah ! quel roman sentimental, comique, philosophique, que ce voyage ! D'Artagnan, Sterne, Xavier de Maistre, semblent avoir galopé à la suite du marquis et collaboré aux récits charmants qu'il a laissés de cette odyssée politique.

A peine d'Azeglio était-il sorti de Rome par la porte du Peuple, qu'il essayait sur son voisin de *vetturino,* le gros Pamfili, la virtuosité de ses raisonnements.

« Voyons, disait-il, vous autres, que voulez-vous ? » Le dialogue commençait ordinairement ainsi, et pour mettre tout de suite ses interlocuteurs à l'aise, Massimo se chargeait de la réponse. « Vous voulez chasser les Allemands, échapper au gouvernement des prêtres. Mais si vous priez tous ces gens-là de s'en aller, il est probable qu'ils vous refuseront. Vous serez donc réduits à les y forcer...

« ... Or, pour forcer les gens à s'en aller, il faut en avoir la force... L'avez-vous, cette force ?... Si vous ne l'avez pas, il faut vous adresser à quelqu'un qui l'ait... En Italie, qui est-ce qui est fort ?

« Le Piémont.

« Le Piémont a de l'argent en réserve, il a une armée... »

Mais à ce mot de Piémont, on faisait la moue :

« Le Piémont, c'est bien, disait-on, mais Charles-Albert !... comment voulez-vous que nous espérions en lui ? »

Massimo alors levait les yeux au ciel et reprenait d'un air pénétré :

« Si vous ne voulez pas espérer en lui, n'espérez pas ; mais alors, n'espérez en personne... »

L'interlocuteur, presque toujours, se reprenait à parler des événements de 1821.

« ... Ah ! ceux-là, disait d'Azeglio, ne me plaisent pas plus qu'à vous; mais, je vous le répète, résignez-vous à espérer en Charles-Albert, ou n'espérez rien du tout.

« Du reste, allons au fond des choses. Voyons-les froidement.

« Si nous demandions au roi Charles-Albert d'agir au rebours de ses intérêts, vous pourriez hésiter à lui demander son aide, mais en est-il ainsi? Ne lui demandons-nous pas, au contraire, la permission de l'aider lui-même à devenir plus grand, plus puissant qu'il n'est?

« Pouvez-vous douter vraiment qu'il vous accorde cette permission? » . . . .

. . . .

L'argument était sans réplique, même pour les amoureux, paraît-il, car l'aimable marquis raconte que l'un d'eux lui répondit tragiquement, au sortir d'un rendez-vous, qu'en effet, « l'heure était passée de penser aux femmes ».

« Ceci, observe d'Azeglio, n'était qu'une bêtise, mais une bêtise qui caractérisait toute une situation (1). »

(1) *I miei ricordi*, ch. XXXIV.

Cependant, pour si favorable qu'elle parût au marquis d'Azeglio, cette situation n'en avait pas moins son côté grave. D'Azeglio s'était fait, sans mission, le garant d'un prince aussi incompréhensible qu'insaisissable. Qu'allait penser, qu'allait dire Charles-Albert ? Allait-il d'un mot féconder ou stériliser tant d'efforts ?

Chez les natures d'artiste, l'enthousiasme est intermittent. Il se volatilise au contact de l'impression, comme l'essence sur une plaque rougie, et souvent ceux-là vous font peur aujourd'hui, que la veille, on eût voulu rejoindre à tire-d'aile.

Il en était ainsi pour d'Azeglio. Lui-même avoue la terreur avec laquelle, revenu à Turin après quelques mois de voyage, il faisait demander une audience au Roi. Heureusement il ne l'attendit pas longtemps. Dès six heures du matin le lendemain il arrivait au palais. Rien n'était étrange comme cette demeure royale illuminée, pendant que tout dormait encore dans la ville!

Après une minute d'attente, le premier écuyer de service introduisait le marquis dans le salon de parade. Charles-Albert y était, debout près de la fenêtre; d'un signe de tête il répondit à la profonde révérence que fit le voyageur. Puis, il lui indiqua un tabouret dans l'embrasure de la fenêtre, et lui-même s'assit en face du marquis.

« Eh bien! d'où venez-vous? dit le Roi de sa voix si douce, qu'elle exerçait un irrésistible charme sur ses interlocuteurs.

— Sire, reprit d'Azeglio, je viens de parcourir l'Ita-

lie, et je désire faire connaître à Votre Majesté l'impression que j'ai rapportée de ce voyage... »

Massimo dit les conditions morales et matérielles où il avait laissé les provinces visitées, l'ébranlement partout constaté, les espérances que dans tous les cœurs éveillait le nom de Charles-Albert.

« J'attends, dit-il enfin, quand il eut achevé son récit, que Votre Majesté approuve ou blâme ce que je viens de faire... »

Il se fit un silence bien long. Pour d'Azeglio, c'était une de ces minutes où l'on dirait que le cœur s'arrête de battre.

Le marquis n'osait regarder le Roi.

« Faites savoir à vos amis, dit enfin Charles-Albert, que l'heure n'est pas encore venue d'agir; mais lorsqu'elle sonnera, ma vie, la vie de mes fils, mes trésors, mon armée, tout sera sacrifié à la cause de l'Italie (1). »

. . . .

Et par deux fois, Charles-Albert répéta ces mêmes mots fatidiques, que nul n'avait encore entendus. Puis, se levant lentement, il mit les mains sur les épaules de d'Azeglio, et l'embrassa.

« Ah! ce baiser, raconte le marquis, avait quelque chose de si froid, de si funèbre, qu'il me glaça!... (2). »

(1) D'Azeglio, *I miei ricordi*, chap. xxxiv.
(2) *Idem.*

II

Le grand mot était dit. Mais à en juger par l'impression de d'Azeglio, glacé jusqu'à l'âme de ce baiser funèbre, qui donc, en Italie, croyait à la sincérité de Charles-Albert?... La buée de soupçons qui depuis quinze ans enveloppait le Roi se dissiperait-elle jamais?

Étrange méfiance, que cette méfiance réciproque d'hommes courant à la conquête d'une même terre. C'était Christophe Colomb et son équipage aux dernières heures de leur navigation.

Mais ce dualisme fut peut-être un des éléments qui contribuèrent le plus à l'émancipation de l'Italie. Comme l'équipage du Génois, se méfiant de leur pilote, les Italiens se voyaient réduits à chercher en dehors du Roi les moyens d'atterrir.

Certes, ils savaient le secours qu'une monarchie apporte à un pays qui se constitue. Mais aux Italiens de 1845, cet appui semblait insuffisant, ou plutôt il leur paraissait aussi démodé par son absolutisme que ces conspirations, que ces mouvements violents à l'aide desquels naguère encore ils avaient essayé de conquérir leur autonomie. C'était sur le terrain des affaires, des intérêts, qu'ils entendaient porter la lutte. — Sur ce terrain-là « chacun est une force, comme

disait d'Azeglio, pourvu qu'il ne soit pas un idiot ». — L'évolution italienne était désormais une révolution à faire « les mains dans les poches ».

Les chemins de fer, selon les uns, dont était le comte Petiti (*D*), devaient, à brève échéance, amener la suppression de toutes les frontières. Selon les autres, dont était Cavour (*E*), le groupement des intérêts, l'association des capitaux, feraient bientôt la loi à toutes les monarchies.

« L'émancipation des peuples ne peut plus être ni l'effet d'un complot, ni d'une surprise, écrivait-il, à la date du 1er mai 1847, dans la *Revue nouvelle;* elle est devenue la conséquence nécessaire du progrès, de la civilisation chrétienne et du développement des lumières... Les forces matérielles dont disposent les gouvernements seront impuissantes à maintenir sous le joug les nations conquises... Elles céderont devant l'action des forces morales qui doivent, tôt ou tard, opérer en Europe, avec l'aide de la Providence, une commotion politique, dont la Pologne et l'Italie sont appelées à profiter plus que tout autre pays. »

Comme jadis en France, c'étaient donc en Italie les économistes qui prenaient la tête du mouvement; et comme jadis encore, on voyait ambitieux, patriotes et naïfs, se ruer sur leurs traces. Ainsi s'était créée, puis développée, sous le nom d'Association agraire, une immense société, sorte de fédération italienne où, sous prétexte d'agriculture, on s'occupait surtout de politique (*F*). Parmi ses membres les plus actifs, figuraient

ces ministres de l'avenir, qui avaient nom : Lanza, Alfieri, Balbo, Ratazzi, Cavour. Là encore, s'étaient fait inscrire tous les hommes qui, en Piémont, tenaient une plume. Car, à défaut de journaux politiques, l'*Antologia*, les *Lectures populaires*, le *Messager turinais*, dirigés par des gens de grand talent, transmettaient, sous prétexte de littérature ou d'économie politique, le mot d'ordre, de proche en proche, et jusqu'au palais.

Mais là les terrains sur lesquels il tombait rappelaient par leurs diversités ceux de la parabole évangélique.

Le cœur du Roi y était la bonne terre, dans laquelle les mots d'indépendance et de liberté germaient au centuple, tandis que ces mêmes mots tombaient dans le cœur de ses vieux amis, comme parmi les cailloux et les ronces, auxquels ressemblait leur dur et épineux dévouement.

De là, chaque jour, entre les hommes du passé et les hommes de l'avenir, une comparaison dont, hélas ! n'avaient à bénéficier ni le maréchal de La Tour, ni Paolucci, ni le fidèle Sonnaz, ni surtout le comte La Margherita, le ministre des affaires étrangères.

Ah ! La Margherita était un ministre comme je doute qu'il s'en trouve beaucoup aujourd'hui. Charles-Albert ne l'avait pas rencontré au hasard d'un vote. Depuis dix ans, il prodiguait au Roi son admirable fidélité, mais La Margherita était vieux, et la vieillesse a toujours passé pour un soleil d'hiver, qui éclaire peut-être, mais ne réchauffe pas.

Combien plus aimables paraissaient les rayons de libéralisme qui teintaient la politique du marquis de

Villa-Marina! Le marquis était au ministère le rival heureux du vieux La Margherita, car il détenait les deux portefeuilles qui intéressaient le plus le Roi, ceux de la police et de la guerre. Et puis, Villa-Marina représentait les idées toutes modernes qui rajeunissaient Charles-Albert de vingt ans. N'étaient-ce pas celles qui avaient fait du prince de Carignan « *il principe della gioventù* (1) »?

Les passions, on l'a dit, non sans une grande vérité, nous attendent dans le cours de la vie comme des hôtes chez lesquels nous nous hâterions de revenir, s'il nous était permis de refaire le chemin. Eh bien! entre les deux ministres, la partie était engagée. L'un voulait ramener Charles-Albert, qui n'y contredisait pas, à ses idées de 1821, l'autre prétendait lui en barrer le chemin.

Une telle lutte passionnait, les lettres de la cour que j'ai sous les yeux en font foi, tous ceux qui à Turin aimaient le Roi et s'intéressaient aux destinées de leur pays. Mais elle passionnait, à un bien plus haut degré à Vienne, le vieil adversaire du roi Charles-Albert, je veux dire le prince de Metternich.

Les innombrables documents accumulés dans les mémoires du Chancelier prouvent, en effet, la prodigieuse attention avec laquelle il suivait ce qui se passait alors en Piémont. L'acrimonie qui perce dans toutes ses dépêches, lorsqu'il parle de Charles-Albert,

(1) *Le prince de la jeunesse.* On appelait ainsi le prince de Carignan, en 1821.

est surtout frappante. Il y a là une vieille haine, une de ces haines que l'on n'éprouve que vis-à-vis de sa propre victime. Pour le prince, Charles-Albert, dès sa plus tendre enfance, avait été un ennemi, un ennemi dont il pressentait aujourd'hui l'avenir, appuyé qu'il le voyait sur toute une génération d'hommes que le Chancelier s'obstinait à confondre avec les pires ennemis de l'ordre social. De l'avis de Metternich, « il n'y avait pas plus de différence entre Balbo, Gioberti, Petiti et Mazzini, qu'il n'y en avait entre des empoisonneurs et des assassins (1) ».

D'Azeglio se trouvait enveloppé dans cet anathème, depuis que d'Azeglio avait publié, contre la politique autrichienne et papale, une plaquette pleine de verve et d'esprit, intitulée « *I casi di Romagna* ». On disait ce petit livre inspiré par le roi Charles-Albert.

Or, cette croyance était pour achever d'exaspérer le Chancelier.

« Le Roi, écrivait-il au comte Buol qui le représentait alors à Turin, n'a que le choix entre deux systèmes diamétralement opposés : le premier est celui de la conservation, l'autre est celui de la *crasse* révolution (2). »

« C'est à lui que, dans la pire des suppositions, il appartiendrait de nous dire que son règne n'a été que le masque dont s'est couvert le prince de Carignan

(1) Metternich, *Mémoires*, vol. VII, p. 408.
(2) Metternich à Buol, 29 mai 1846. — *Mémoires*, vol. VII, p. 233-235.

arrivé au trône par l'ordre de succession, rétabli en sa faveur par l'empereur François (1). »

Dans l'inexactitude même de cette dernière assertion, ne sent-on pas comme la joie de vieilles rancunes qui s'étirent, qui sourient à la perspective longtemps attendue de prendre une revanche?

II

Mais au lieu d'arriver quelque peu solennelle, on allait voir cette revanche s'introduire sous la forme mesquine d'une question de tarifs. Ces questions fiscales sont presque toujours grosses d'une guerre ou d'une révolution (*G*).

Ici, ce fut un droit en quelque sorte prohibitif, dont, tout à coup, l'Autriche frappa les vins piémontais à leur entrée en Lombardie, qui préluda aux grandes aventures que je vais raconter.

On voulut, en Piémont, qu'une telle mesure fût un acte de représailles; on prétendit que l'Autriche se vengeait ainsi d'un arrêté que venait de prendre le Roi. L'arrêté n'avait pourtant rien d'agressif. Il accordait simplement un droit de transit aux sels que consommait le canton du Tessin. Venise, il est vrai, se

(1) Voir la *Jeunesse du roi Charles-Albert*. Notes, p. 354, 355 et 356.

trouvait ainsi sacrifiée au préjudice des finances autrichiennes. Mais le Roi n'avait jamais attaché à l'affaire l'importance qu'on s'avisa de lui donner tout à coup, soit à Milan, soit à Turin. D'un côté du Tessin comme de l'autre, on voulut voir, dans la mesure prise, un défi jeté à l'Autriche.

Charles-Albert, il faut l'avouer, ne s'étonna pas moins que M. de Metternich de l'effet produit par ces malencontreuses mesures. Mais les regretta-t-il?... On pourrait en douter, car lorsque le comte La Margherita essaya d'accommoder les choses, il se heurta à un extraordinaire raidissement du Roi. Un mot aussi significatif que celui que naguère le prince avait dit à d'Azeglio, venait révéler d'ailleurs toute une situation nouvelle.

Pendant un conseil des ministres, quelqu'un s'était risqué à demander ce qu'il adviendrait du Piémont, si l'attitude prise amenait une rupture finale avec l'Autriche.

« Eh bien! répondit sèchement le Roi, si nous perdons l'Autriche, nous gagnerons l'Italie, et l'Italie, devenue grande, agira seule (fara da se) (1). »

Les mots ont leurs fortunes, grandes, glorieuses ou misérables. Au delà des Alpes, surtout, ils émeuvent au point que leur écho touche à l'hyperbole.

Bientôt on voulut saluer du titre de roi d'Italie celui qui avait prononcé le mot l'*Italia fara da se*.

(1) *Vittorio Belzezio. Il regno di Vittorio Emmanuele II. Trent' anni di vita Italiana.* Vol. II, p. 32.

Une immense manifestation fut résolue. La revue que le Roi allait passer le 7 mai devait fournir le prétexte d'une ovation telle que jamais Turin n'en aurait vu de semblable.

Mais se prêter à l'enthousiasme de son peuple, c'était pour le Roi couper derrière lui tous les ponts, car le comte Buol avait aussitôt déclaré qu'il verrait dans la manifestation une injure directe à son gouvernement. Le maréchal de La Tour, le comte La Margherita suppliaient le Roi, prêt à monter à cheval, de se dérober à l'enthousiasme populaire, tandis que Villa-Marina faisait au sentiment chevaleresque de son maître un suprême appel en faveur de l'Italie.

Ah! terrible fut, pour Charles-Albert, à cette heure, l'alternative de se montrer téméraire ou pusillanime. Mais incapable encore de jeter le gant à l'Autriche, il se résigna à être mal jugé.

« Que l'on dise ce que l'on veut sur moi, écrivait-il le jour même à Villa-Marina, en lui annonçant qu'il avait décommandé la revue, j'ai cru devoir faire ce sacrifice à la tranquillité et au bien du pays. Quand le temps sera venu, au lieu de cris, qu'ils (les enthousiastes) viennent alors verser leur sang avec le mien pour la patrie (1). » . . . .

. . . .

Le Roi se recueillait, comme s'il eût attendu, pour déchirer lui aussi son nuage, l'astre nouveau qui allait luire sur l'Italie.

---

(1) *Scritti e lettere di Carlo-Alberto,* Nicomède Bianchi, p. 44.

IV

Les idées ressemblent à cette neige impalpable qui, dans les pays du Nord, entre par les portes les mieux closes, traverse les doubles fenêtres pour s'accumuler bientôt, presque miraculeusement, là où l'on s'attendait le moins à la trouver.

C'est ainsi que, peu à peu, les idées libérales avaient pénétré dans le palais épiscopal d'Imola.

Là, demeurait le prélat le plus saint, et peut-être aussi le plus spirituel de l'Église romaine. Il s'appelait Mastaï Ferretti.

Or, depuis les quelques années qu'il habitait Imola, le cardinal s'était lié avec un riche et aimable voisin, le comte Pasolini. Comme le cardinal, le comte Pasolini avait jadis beaucoup voyagé. Ses nobles manières, la culture et le charme de son esprit avaient apprivoisé la timidité du cardinal, si bien que leurs relations, d'abord banales, s'étaient peu à peu resserrées jusqu'à l'intimité (1).

Tout leur était sujet de conversation. L'un et l'autre connaissaient ces contrées d'Amérique d'où le cardinal avait rapporté des impressions si vivantes encore,

(1) Pour tous ces détails, voir *Giuppe Pasolini, 1815-1876. Memorie raccolte da suo figlio*, p. 51 et suivantes.

après vingt ans! C'était à bord de l'*Eloysa*, sous pavillon sarde, que le jeune abbé Mastaï abordait le nouveau monde à la suite de Mgr Muzi, envoyé pour aplanir je ne sais quelle difficulté entre le clergé et le gouvernement chiliens. Et, à propos de ce voyage, le cardinal se plaisait à constater que le pavillon sarde lui avait toujours porté bonheur. Il aurait pu en donner pour preuve cette aventure peu connue. Comme son légat et lui débarquaient à Palma, la police s'était saisie d'eux, et sous triple clef les avait enfermés au Lazaret. Bon gré, mal gré, on en voulait faire des conspirateurs politiques si dangereux, que, sans la caution du consul sarde, ils eussent difficilement recouvré leur liberté.

Mais, bien plus encore que les vieux souvenirs mis en commun, le mélange d'ardent libéralisme et de foi éclairée qu'il rencontrait chez Pasolini (*H*), intéressait le cardinal. C'étaient ses propres idées, ses propres sentiments, parfois si vagues, si peu définis, qu'il voyait se refléter, avec des contours précis, dans les idées et les sentiments de son hôte. Or, rien n'était pour passionner le cardinal, comme cette revue réflexe, en quelque sorte, qu'il passait des sentiments presque inconscients encore que l'atavisme lui avait mis au cœur (1).

Doucement, il s'éprenait de ces découvertes dont

(1) Un proverbe courant à Sinigaglia disait que « dans la maison Mastaï, tout était libéral, jusqu'au chat... » (Poggi, *Storia d'Italia.*)

chacune lui apportait l'affirmation d'un principe d'éternelle justice : « ...Qui paye l'impôt, lui entendait-on dire sans cesse, a le droit de savoir comment il se dépense. » Pour son cœur assoiffé d'équité, c'était la contre-partie du précepte qui commande de « rendre à César ce qui est à César... »

Or, dans les Romagnes, ce qui se passait était en si flagrante contradiction avec la doctrine évangélique, que le cardinal en arrivait à ne plus contredire que faiblement les revendications, un peu laïques, de son ami Pasolini. Un dernier événement survint qui acheva de l'y convertir tout à fait.

Le 24 février 1846, à l'heure de l'*Ave Maria,* le cardinal priait dans sa cathédrale, quand, tout à coup, un enfant de dix-sept ans, répandant son sang et ses entrailles par une blessure affreuse, vint tomber dans ses bras.

Hélas! l'enfant était victime d'une de ces querelles entre libéraux et pontificaux qui, sans cesse, ensanglantaient les rues de la petite ville. Zardi, il s'appelait ainsi, mourut quelques jours après, pardonnant à ses meurtriers et béni par le cardinal ; mais cette mort, pour si édifiante qu'elle fut, avait trop profondément ému l'hôte du comte Pasolini, pour ne pas influencer son jugement. On l'entendit, dès lors, prendre presque sévèrement parti contre la police pontificale. Ses agissements à chaque heure ravivaient l'indignation de l'aimable saint que sa vie avait, jusque-là, laissé absolument étranger à la politique.

« Ah ! qu'il serait facile au Saint-Père de se faire

aimer! » — « Non, la théologie ne s'oppose pas au progrès. » Tel était le thème ordinaire des conversations du cardinal, thème qu'il développait avec une chaleur d'âme infinie... mais pour s'arrêter tout à coup. « Je n'entends rien à la politique, disait-il alors, peut-être me trompé-je. »

Ces trois phrases qui résumaient les éternelles discussions de la villa de Montericco, résument aussi la trinité de vertus qui firent du cardinal Mastaï, devenu pape, la grande figure de ce siècle sceptique. J'entends la foi naïve, l'indulgence infinie, et une défiance de soi, qui souvent toucha à la plus sublime humilité.

« *Vogliono fare di me un Napoleone, mentre che non sono altro che un povero curato di campagna* (1) », disait parfois Pie IX. Pouvait-il fournir à son histoire une plus adorable épigraphe?

...Un jour le cardinal arrivait plus empressé que de coutume à Montericco. Il tenait à la main le nouveau livre de d'Azeglio, *I casi di Romagna,* que quelqu'un lui avait échangé contre je ne sais quel ouvrage de théologie. Absolument sous le charme de sa découverte, il voulait faire partager à ses amis une si heureuse fortune. Mais voilà que le cardinal les trouvait, eux aussi, enthousiasmés d'un livre qu'ils venaient de recevoir un peu tardivement, car il ne datait pas d'hier, c'était le fameux livre de

(1) Ils veulent faire de moi un Napoléon, quand je ne suis qu'un pauvre curé de campagne.

Balbo : *Le Speranze d'Italia.* La comtesse Pasolini achevait la lecture de ces pages dont aussitôt elle relut quelques-unes des plus éloquentes avec le cardinal. Non moins ravi que ses hôtes, celui-ci demanda à emporter le livre. Il le lut et le relut, sans doute, car décisives furent les *Speranze* de Balbo sur celles de Pie IX.

Entre Montericco et Imola, les relations s'étaient dès lors encore resserrées. Le cardinal et ses amis échangeaient presque toutes les nouveautés littéraires, économiques, politiques qu'ils pouvaient se procurer. On parcourait ensemble les comptes rendus des congrès scientifiques qui alors se multipliaient en Italie. Au fur et à mesure de ces lectures, le cardinal découvrait, en quelque sorte, son admirable pays et regrettait tout haut de le voir moralement et politiquement si mal gouverné.

A tant de maux, il cherchait le remède. Il le chercha longtemps, jusqu'à ce qu'il l'entrevît dans les troublants axiomes du *Primato* de Gioberti. Dans des axiomes comme celui-ci, par exemple :

« ...Une confédération italienne a ses racines à Rome et à Turin, car Rome et Turin représentent la sainteté et la force de l'Italie... »

Ou comme cet autre encore :

« Celui qui règle l'accroissement et la transformation des nations y pourvoit par les princes qu'il leur donne... »

Devant les yeux émerveillés du cardinal, passait alors l'image triomphante d'une patrie unifiée par

l'idée catholique, et par le bras d'une puissance italienne.

Le comte Pasolini a raconté depuis que, bien souvent, il avait entendu son ami, comme en extase, répéter tout haut quelques-unes des formules de Gioberti. Le regard du cardinal alors s'élevait vers les portraits appendus dans le salon de Montericco. Il semblait leur demander une inspiration. Ses yeux erraient longtemps ainsi, mais toujours ils finissaient par s'arrêter sur un grand portrait accroché au-dessus de la cheminée. Ce portrait était celui de Victor-Amédée III, roi de Sardaigne...

Or, pendant que ces choses se passaient à Imola, le pape Grégoire XVI mourait à Rome (1er juin 1846). Avec lui disparaissait tout le vieil ordre de choses. Raide, dur, austère, absolu, Grégoire XVI avait été le type sans larmes, comme sans sourires, de la papauté.

Qu'allait être son successeur ?

Le cardinal Mastaï se doutait si peu qu'il pourrait être ce successeur, qu'en partant pour le conclave, il pria le comte Pasolini de lui donner le *Primato*, les *Speranze* et les *Casi di Romagna* « pour faire, disait-il, hommage de ces beaux livres au nouveau pape ».

Avec sa malice accoutumée, peut-être songeait-il à les offrir au cardinal Lambruschini, que l'on regardait comme le plus papable de tous les cardinaux.

Lambruschini était un homme violent et d'un indomptable caractère. Il passait, aux yeux des quel-

ques libéraux du Sacré Collège, pour si énergiquement attaché aux vieilles idées, que, causant avec lui des chances de l'élection, le cardinal Micara lui dit plaisamment :

« Si le Saint-Esprit entre chez nous, le pape sera Mastaï ; mais si le diable s'en mêle, Éminence, ce sera vous... »

Or le Saint-Esprit prit parti pour Mastaï, car les partisans de Lambruschini se virent bientôt en minorité.

Faisant à leur mauvaise fortune bon visage, tous se hâtèrent de reporter leurs votes sur l'évêque d'Imola, persuadés que sa bonté, pour ne pas dire sa faiblesse, ne changerait rien au gouvernement de la sainte Église.

On était au troisième jour du conclave. Ce jour-là le cardinal Mastaï dépouillait le scrutin. — Dix fois, vingt fois, déjà, il avait, en pâlissant, lu son nom. Mais lorsque, pour la trente-cinquième fois, il le vit sortir de l'urne (ce trente-cinquième bulletin assurait son élection), il se jeta à genoux devant ses collègues, et, de toute son âme, les supplia d'épargner sa faiblesse. Il leur dit en pleurant qu'il se trouvait trop peu rompu aux affaires, trop jeune (1), pour porter un tel fardeau ; puis il s'évanouit...

Quand il revint à lui, l'élection était faite (*I*).

(1) Né à Sinigaglia le 13 mai 1792, le cardinal Mastaï avait alors cinquante-quatre ans.

V

Le 16 juin, à trois heures de l'après-midi, la petite fumée qui s'échappait de la cheminée du Vatican annonçait aux Romains qu'ils avaient un nouveau pape.

Le cardinal Mastaï, l'ami de Pasolini, prenait le nom de Pie IX, et Pie IX, le jour même, au bruit de toutes les cloches de Rome, de tous les canons du château Saint-Ange, montait le premier degré du Calvaire. C'est au pied de la croix que le Christ voulait désormais le trône de son Vicaire.

Mais nul ne le prévoyait; toute l'Europe se trompa sur le caractère du nouveau pape, comme sur le rôle qu'il allait jouer. M. de Metternich alla jusqu'à dire... « que Pie IX deviendrait un soutien de sa politique ».

« ...Si l'élection du pape Pie IX, écrivait-il le 28 juin 1846, est un événement qui honore la religion, c'est à la fois un grand acte politique, qui contribuera essentiellement à déjouer les sinistres projets des ennemis de l'ordre, et à ranimer le courage et l'espérance de ceux qui sont voués à la défense des principes immuables qui font vivre et prospérer les empires... (1). »

Pie IX venait, en prenant la tiare, de prêter serment à la charte pontificale, c'est-à-dire de jurer la défense

(1) METTERNICH, *Mémoires*, vol. VII.

de l'Église et du patrimoine de saint Pierre. M. de Metternich avait raison de se réjouir.

Mais quelques jours à peine se sont passés, et le chancelier voit le nouvel élu, par un acte inouï jusqu'alors dans les annales romaines, amnistier les condamnés politiques, rappeler ceux mêmes qu'une juste répression avait éloignés.

Ce prêtre inconnu la veille était donc le Messie attendu par l'Italie ! Sous sa soutane blanche battait un cœur compatissant! La majesté de la plus vieille institution de l'univers abritait un homme fait de chair et de sang !

Il devenait donc possible que les peuples se réconciliassent avec leurs gouvernements et que le rêve italien se réalisât !

Le 16 juillet, alors que le décret d'amnistie s'affichait sur toutes les murailles de Rome ; que la foule accourait pour remercier le pontife ; que, par trois fois, lui-même apparaissait au balcon du Quirinal et bénissait le peuple, une stupeur immense, mais inverse de la stupeur populaire, frappait, à Vienne comme à Turin, les ministres autoritaires de Charles-Albert et de François II.

Ils assistaient au renversement d'une politique jugée éternelle ; mais plus curieuses encore que les lamentations soudaines du chancelier autrichien (1), étaient celles que l'annonce de l'amnistie arrachait au comte La Margherita.

(1) « La rentrée des amnistiés dans l'État de l'Église, écrivait

A la première nouvelle de l'élection du nouveau pape, on l'avait entendu s'écrier :

« Malheur à nous si le Roi trouve chez Pie IX le moindre encouragement à ses idées.... il ne sera plus alors au pouvoir de personne de le retenir ! »

La Margherita connaissait bien son maître !

L'amnistie accordée par Pie IX aux proscrits de l'idée italienne produisit en effet une indescriptible impression sur le roi mystique, pour qui, même en politique, le Pape représentait Dieu sur la terre. Dieu, enfin, reconnaissait donc l'Italie !

La nomination du cardinal Gizzi, le seul cardinal libéral du Sacré Collège, au-poste de ministre d'État, venait, peu de jours plus tard, confirmer encore le Roi dans cette idée que Pie IX serait le pape rédempteur.

« ... Le Pape est décidé à marcher dans la voie du progrès et des réformes... Qu'il en soit béni ! écrivait Charles-Albert à son confident Villa-Marina... C'est une campagne qu'il entreprend contre l'Autriche... *Evviva...* (1). » . . . .

. . . .

Metternich après l'amnistie, marque le commencement d'une ère nouvelle pour cet État, et voici pourquoi : Les réfugiés italiens ont quitté leurs foyers comme des hommes égarés, comme autant d'écoliers du libéralisme. Ils sont rentrés dans leur patrie comme des révolutionnaires consommés, comme des partisans habitués à suivre les ordres de leurs meneurs. Ces derniers suivent un plan, et leur plan est de démolir l'ordre de choses existant en essayant de soutirer des concessions au pouvoir souverain. » (Metternich, *Mémoires,* vol. VII, p. 411-412. — Lettre à Lutzow, Rome.)

(1) Lettre citée par La Varenne dans la traduction de *La vie et la mort du roi Charles-Albert,* par Luigi Cibrario, p. 88.

Sur le chemin de l'indépendance nationale, on ne se heurterait donc plus maintenant à l'excommunication de Rome ! Dieu voulait donc que l'épée de Savoie délivrât l'Italie, pour la plus grande gloire de l'Église. Avec Pie IX allaient se renouveler les triomphes d'Alexandre III sur Barberousse. Dans son cœur italien, Charles-Albert bénissait la glorieuse union des deux grandes forces nationales.

Tandis qu'il rêvait ainsi, comme ces harmonies mystérieuses qui parfois au théâtre accompagnent les visions, un concert de louanges s'élevait, de tous les points de l'Italie, en l'honneur de la papauté transformée. Les poètes chantaient (1). Et pendant qu'ils chantaient, on voyait venir, pour baiser, eux aussi, la main du pape moderne, les pires ennemis de la papauté d'autrefois.

Mazzini de son exil (*J*), Garibaldi du fond de l'Amérique, envoyaient à Pie IX leurs enthousiastes applaudissements.

Lui répondait à toutes ces acclamations en promettant des réformes plus complètes, en licenciant ses Suisses, en s'entourant d'hommes nouveaux. Hélas ! il voulait, disait-il, utiliser les grandes forces populaires, quand déjà le courant l'emportait !

L'envers de tant d'enthousiasme était, dans toute l'Italie, une recrudescence de haine contre l'Autriche.

(1) De toutes parts retentissaient les hymnes à Pie IX, et le poète philosophe Montanelli s'écriait, en revenant de Rome, qu' « il avait vu le Christ ressuscité... »

Le 5 décembre 1846, les crêtes des Apennins se couvraient de feux, et un peuple entier répondait à ce signal, par le cri de « *Fuori i Barbari...* »

Des Apennins, le cri se répercutait aux Alpes, comme pour donner à Charles-Alhert l'ordre d'accentuer encore sa politique vis-à-vis de l'Autriche.

Maintenant c'était en termes presque rudes qu'il s'en prenait au comte Buol de l'affaire toujours pendante des sels et des vins.

« J'ai pensé, Monsieur l'ambassadeur, lui disait-il, que vous auriez pu trouver un prétexte pour venir me trouver et pour me dire : « Voilà ce que nous avons l'intention de faire » ; mais aviser, sans me prévenir, à une mesure qui touche de si près aux intérêts de mes sujets, et cela dans une forme si directement hostile à mon gouvernement... cela, je vous le répète, m'a surpris et vivement blessé... (1). »

A quelques jours de là, pour affirmer plus énergiquement encore sa volonté de rompre en visière à M. de Metternich, le Roi repoussait, non sans hauteur, l'amicale médiation de la Russie. C'en était donc fait de tous les précédents ; c'en était donc fini de toutes les espérances de paix ! Dans son effroi, le comte de La Margherita s'enhardit jusqu'à demander au Roi, en plein conseil, « si c'était à genoux qu'il entendait que l'ambassadeur d'Autriche implorât son pardon » (2).

(1) METTERNICH, *Mémoires,* vol. VII, p. 244.
(2) BERSEZIO, *Il regno di Vittorio Emanuele,* vol. II, p. 32.

La question demeura sans réponse, mais dans l'étrange regard que lui jeta le Roi, La Margherita lut, et son congé prochain, et les raisons qui le lui feraient donner. Non, il ne pourrait longtemps être le ministre des inspirations mystiques qui menaçaient d'emporter son maître. D'où venaient-elles, sinon de Rome? C'était à Rome qu'à tout prix il fallait aller en tarir la source. Par amour de sa monarchie, le vieux ministre se résolut de le tenter. Voici quelques lignes du testament qu'avant de partir, il laissait au Roi sous forme de mémoire :

« On a mis en avant l'Italie; on a eu l'audace de vous désigner, Sire, comme le Roi de ce futur royaume... La couronne d'Italie ne serait en pareil cas qu'une couronne mal acquise et qui, tôt ou tard, échapperait à la main qui l'aurait saisie par toute autre volonté que la volonté de Dieu (1). »

Hélas! à propos de cette volonté de Dieu dont se targuait le ministre, de cette volonté qu'il voyait à droite et que le Roi voyait à gauche, comment ne pas dire avec Montaigne : Que sais-je?

Comment ne pas dire : Que sais-je? quand on voyait La Margherita, le représentant des vieilles idées, froidement reçu au Quirinal, et quelques mois plus tard, Massimo d'Azeglio, l'auteur des *Casi di Romagna*, y trouver le plus bienveillant accueil?

Le ministre avait quitté Turin sans que d'un mot le Roi l'eût remercié de son mémoire. Il arrivait à

(1) LA MARGHERITA, *Memorandum*, chap. XIV, p. 387-389, tra-

Rome pour voir briser les bustes de Grégoire XVI. Ses pronostics de malheur glissaient sur les incrédulités, les naïvetés, les confiances inébranlables du Saint-Père. Si bien qu'on reprenant le chemin de Turin, La Margherita pouvait dire qu'il avait vu un pape qui l'avait écouté sans le comprendre; tandis que d'Azeglio, au sortir de son audience, écrivait à Balbo : « Pie IX m'a compris... *m' ha capito è importante* (1). »

Massimo d'Azeglio avait ménagé la première rencontre de Charles-Albert et de l'Italie. Il constatait aujourd'hui l'accord non moins heureux de l'Italie et du Pape. Ainsi se réalisait son rêve de poète et de soldat. « Dans leur sublime, comme disait jadis Saint-Simon, le Pape et le Roi s'amalgamaient. »

Ce n'était à Rome et à Turin, ni la même sérénité,

---

duction de M. l'abbé Albrieux. — Paris, Jacques Lecoffre, 1854.

A propos de ce passage du *Memorandum* du comte La Margherita, je tiens à faire ici une rectification.

Dans mon livre *La jeunesse du roi Charles-Albert,* j'ai été amené à faire, à propos des princes mystiques du commencement de ce siècle, un rapprochement qui m'a semblé curieux entre Frédéric-Guillaume de Prusse et le prince de Carignan. Pour l'appuyer, j'ai cité un fragment emprunté à chacun d'eux. Or, il semble résulter d'un récent écrit qu'une confusion a été faite à l'étranger, entre mes paroles et celles que j'ai extraites d'une lettre de Frédéric-Guillaume à son ami Bunsen. Je proteste de toute mon âme contre une telle confusion qui mettait sous ma plume des paroles telles qu'elles constituaient une offense à l'égard de princes auxquels m'attachent la reconnaissance et la fidélité du souvenir.

(1) « Il m'a compris, c'est l'important. » PREDARI, *I primi vagiti,* p. 191. — *Lettre de d'Azeglio à Balbo.*

ni le même sourire. Mais c'était le même mysticisme (1), le même amour d'un pays reconnaissant. Pendant qu'on acclamait Pie IX à Rome, le congrès de Mortara saluait Charles-Albert du titre de « *libérateur* de l'Italie », une médaille était frappée en l'honneur du Roi. Sur l'une des faces, on voyait son portrait entouré des quatre plus grands hommes de l'Italie : Colomb, Raphaël, Dante et Galilée..., pendant que sur le revers de la médaille un lion aux armes de Savoie déchirait de ses griffes un aigle à deux têtes. . . . .

. . . .

Et l'année 1846 finissait tandis qu'à son tour l'Autriche essayait, comme disait Charles-Albert, de « *jeter aux gémonies de l'histoire* (2) » celui dont elle voyait avec terreur la popularité grandir.

---

(1) Pie IX était non moins mystique que Charles-Albert et attachait, comme lui, parfois aux phénomènes extérieurs un sens prophétique. « C'est ainsi qu'un soir du mois de mars 1848, voyant le ciel rougi par une comète, le Pape fit mettre à genoux tout son ministère, dont il présidait une séance. Et devant la fenêtre ouverte, il pria Dieu à haute voix de détourner les fléaux dont il lisait le présage dans le ciel. » (*Miei Ricordi,* MINGHETTI, vol. I, p. 348.)

(2) Ces paroles se trouvent dans une conversation de Charles-Albert avec Crétineau-Joly, rapportée par celui-ci dans ses *Mémoires*, cités par le P. Deschamps, vol. III, p. 158. Voir pour plus de détails la note (*K*) à la fin du volume.

CHAPITRE II

Politique féminine du Roi. — Tutelle du comte La Margherita. — Le Roi. — Le comte Balbo. — La démocratie italienne. — Occupation de Ferrare. — Lettre du marquis Costa. — Résurrection de l'idée guelfe. — Le prince de Metternich. — Congrès de Casal. — Schamyl. — Influence du confesseur et du médecin de Charles-Albert sur l'évolution italienne. — Voyage du Roi à Alexandrie. — Le fil à plomb. — Manifestation à Turin. — Démission de Villa-Marina. — Le roi Tentenna. — Lord Minto. — Démission de La Margherita. — Jugements du prince de Metternich sur cette double démission. — Sarcasmes du chancelier sur Charles-Albert et sur Pie IX. — Formule du serment de la jeune Italie.

I

Je risque, ne trouvant pas mieux pour rendre ma pensée, cette métaphore, que l'âme de Charles-Albert était un alliage de deux âmes, d'une âme de héros et d'une âme de femme. Le héros se révélera aux grandes heures de la crise; mais la femme se retrouve dans ces heures indécises qui la précédèrent.

Quoi de plus féminin que cette politique menée, comme une intrigue d'amour, parmi ces soubresauts mystiques, passionnés, nerveux, où se débattait Charles-Albert? Tout s'y compliquait de désirs, de défiances, de regrets, de mystères. Il n'était pas jusqu'aux barbons jaloux qui n'y eussent leurs rôles. Pour le jeu de cette politique, le palais même qu'habitait le Roi

s'était machiné comme un théâtre (1). On y voyait entrer, on en voyait sortir, le matin avant l'aube, le soir aux heures les plus tardives, des personnages mystérieux. Tantôt le chevalier Canna, le secrétaire du prince, tantôt son bibliothécaire, le comte Promis, tantôt enfin le comte Castagnetto, l'homme le plus important de l'entourage, les introduisaient par la galerie d'armes ou par le garde-meuble (2).

Et comme une amoureuse intrigue, l'intrigue royale se raffinait encore par le plaisir de tromper d'importunes surveillances. La raison, représentée par le comte de La Margherita, pesait en effet sur la politique piémontaise, un peu à la façon dont la raison pèse sur le bonheur d'un ménage, quand elle y est représentée par un mari trop solennel.

M. de La Margherita, sans doute, était un grand ministre, mais il aurait eu besoin d'apprendre à l'école du prince de Ligne qu'il n'est pas pour une femme de moins agréable compliment que celui qu'on lui fait de sa vertu ; je connais sur ce point bon nombre d'hommes qui sont femmes.

Parler sans cesse à Charles-Albert de sa continence politique dans le passé, comme le faisait La Marghe-

(1) Voir *Memorandum* du comte La Margherita, chap. xv, p. 430.

(2) Il y avait là un corridor secret dans lequel, d'après une lettre de Mazzini adressée à Fedenco Campanella (lettre reproduite pages 36 et suivantes par Stefano San Pol dans son *Quaresimale del contemporano dinanzi la Corte di Torino*), se cacha un jour un assassin, bien déterminé à poignarder le Roi. Celui-ci n'en manifesta ni étonnement ni crainte.

rita, pour l'engager à une éternelle continence, qu'était-ce, sinon aviver chez le Roi son regret de n'avoir pas encore mordu au fruit défendu (1)? Qu'il était curieux alors de voir le prince aux prises avec ces remords anticipés qu'éprouvent les femmes à certaines heures psychologiques! Ce n'est jamais d'un premier élan qu'elles franchissent le seuil de la maison qui abrita leur bonheur. Elles regardent indécises, se rasseyent au foyer, se ressouviennent. Joies, serments d'autrefois voltigent autour d'elles, jusqu'à ce que les chers souvenirs s'envolent par la porte entre-bâillée....., et qu'elles les suivent.

Par la porte entre-bâillée, Charles-Albert avait entrevu une glorieuse Italie. Ébloui, il n'avait pas aperçu la révolution derrière elle. Mais ses yeux maintenant reprenaient leur clairvoyance et les choses leur aspect vrai. Comme la femme de tout à l'heure, il hésitait, discutait avec ses traditions, son cœur, ses souvenirs. L'enthousiasme, qui naguère l'avait si violemment entraîné vers Pie IX, faisait place à je ne sais quelle vague inquiétude. N'était-ce pas la révolution qui, sous prétexte de libéralisme, s'introduisait au Quirinal?

Par l'ordre du Pape, ou tout au moins par sa permission, des journaux de toutes nuances, des cercles politiques se fondaient à Rome. Les questions les

(1) La Margherita avait oublié ce mot de Joseph de Maistre : « Le diamètre du Piémont n'est pas proportionné à la grandeur et à la noblesse de la maison de Savoie. » (*Correspondance diplomatique,* p. 193.)

plus passionnantes, les plus audacieuses, s'y discutaient avec une liberté si proche de la licence, que Massimo d'Azeglio lui-même s'en étonnait.

C'était là mêler, de façon si dangereuse, la cause italienne à la révolution, que le Roi s'arrêtait tout à coup, ne pouvant se résoudre à favoriser une telle fusion.

« ... Ma position de roi, écrivait-il à Villa-Marina, devient en ce moment bien difficile, voulant agir toujours en conscience, et préserver notre pays de tomber dans l'état d'agitation et de dissolution dans lequel la Toscane est en proie (*sic*). Personne au monde n'est plus dévoué et affectionné au Pape que je le suis (1)..... J'approuve, je loue et je vénère les grandes mesures d'utilité publique entreprises par ce saint pontife, et je suis prêt à verser mon sang pour le soutenir.

« D'autre part, pourtant, on ne peut se faire illusion sur les efforts que fait le parti révolutionnaire pour entraîner le Pape bien au delà de ce qu'il désire ; ce que l'on cherche à obtenir en grande partie par le moyen des journaux, qui profitent d'une liberté presque *complète* de la presse, pour propager, non les sentiments de Pie IX, mais ceux qu'il désapprouve complètement. En effet, on publie, *seulement dans Rome*, cinquante journaux,

(1) Cette lettre est du 20 août 1847. Je la cite ici sans m'occuper de l'ordre chronologique, uniquement parce qu'elle marque la disposition du Roi pendant toute cette année. (*Scritti e lettere,* Nicomède Bianchi, p. 50.)

la plupart détestables, et faits pour gangrener l'esprit des populations... »

Et le Roi continue en disant que pris entre sa conscience et le désir de montrer sa déférence au Pape, « il lui fait demander par son ambassadeur s'il en est quelqu'un parmi ces journaux qu'il tienne à faire entrer en Piémont... »

C'était bien tout ce que Charles-Albert pouvait accorder alors à la politique de Pie IX, car de cette première crise de libéralisme il semblait ne rester que des regrets au Roi. Telle était la réaction, qu'elle arrachait à Balbo cette plainte, d'une rare amertume :

« ... L'année qui court, écrivait-il à d'Azeglio (juin 1847), a été merveilleusement inaugurée par le Roi. Maintenant il se repose, ou il attend, ou il doute... Ici, je te le répète, on ne laisse plus entrer les journaux de Rome, de Florence, de Pise, ni de Bologne, excepté le *Felsineo*, qu'on nous donne huit jours après son arrivée. Quant à la *Gazette piémontaise*, elle suit sa méthode facile de silence; de telle sorte que j'ai su les nouvelles de juin par les journaux français, la *Presse*, les *Débats* et la *Revue des Deux Mondes*, avant de les savoir par toi.

. . . .

« ... On prétend que le Roi est changé, qu'il est maintenant tout autre. Moi-même, à force de m'entendre dire par toi, par Predari : Courage, courage! (comme si celui qui voit la vérité, si laide soit-elle, en manquait), je m'efforçais, moi aussi, de voir en

beau, et je t'écrivais en conséquence. Mais ces lunettes couleur de rose me faisaient trop de honte à garder. J'en suis revenu à ma vue naturelle, et je revois ce que j'ai toujours vu, des faits microscopiques donnés pour des choses grosses, grandes même, et nulles comme résultat...

« Mécontent de P. (Promis ?), je me suis retourné vers V. (Villa-Marina ?). Mais je me suis cassé le nez partout. Après tout, ce n'est pas leur faute, c'est la faute du chef qui ne sait pas prendre une résolution énergique (1). »

Balbo, l'homme des *Speranze d'Italia*, s'irritait de tout ce qui se dressait entre lui et ses espérances. C'est le propre des hommes qui voient de haut, que de voir toujours par-dessus l'obstacle, et par conséquent de ne le compter pour rien. Ils ne savent pas que les théories les plus admirables sont parfois souillées par les moyens utiles à leur réalisation. L'inexpérience rend ainsi de tels hommes sans indulgence pour ceux qui ont la responsabilité de l'exécution.

Or, Charles-Albert avait de cette responsabilité le sentiment, on peut dire, écrasant. L'avoir à ce degré, c'est se condamner à ne presque jamais agir. C'est se condamner à justifier le mot d'Hamlet, « que la conscience fait de l'homme un lâche... »

Comme à tous ceux que séduit le vague de l'idée,

(1) Voir *Lettres éditées et inédites du comte de Cavour*, réunies par Louis Chialla. (Introduction, p. 55-56.) Cette lettre de Balbo est traduite de l'italien.

la réflexion faisait voir à Charles-Albert, dans un acte à accomplir, quelque chose d'irréparable qui le terrifiait.

Et quand j'aurai ajouté qu'à toutes ces hésitations politiques se joignaient les perpétuelles hésitations d'une conscience scrupuleuse, on comprendra que le Roi ait usé, en luttes contre lui-même, dix fois, vingt fois peut-être, plus de force qu'il n'en eût fallu à l'accomplissement de l'œuvre que sa pensée avait conçue. Ce qui aggrave un tel état d'âme, c'est qu'entre deux dangers, il fait trop souvent choisir le plus grand, celui qui se trouve en arrière de soi. C'est ainsi que Charles-Albert, au lieu d'affronter les périls chevaleresques que son imagination pourtant caressait avec amour, rompait imprudemment.

Mais les hommes à qui il avait affaire savaient trop bien le fort et le faible de sa nature complexe pour s'avouer vaincus. Ils savaient que si le prince avait horreur de la louange, derrière laquelle toujours quelque intérêt lui semblait embusqué, il craignait plus encore le blâme. Jouant donc de ses passions avec le doigté de virtuoses consommés, les libéraux firent tout à coup succéder aux dithyrambes les plus amères critiques du présent, les plus outrageantes allusions au passé. On remit en circulation un écrit que, l'année d'avant, avait publié la princesse Belgiojoso. Charles-Albert y était nettement accusé d'avoir, en 1821, livré au maréchal autrichien Bellegarde tous les secrets de la conspiration. L'auteur précisait l'heure, le lieu de la rencontre à Milan. Il allait jusqu'à dire sous quel

déguisement le malheureux prince avait commis l'acte infâme(1).

La Fable parle d'un grand coupable qui fut condamné à porter éternellement au doigt un anneau fait d'un morceau de sa chaîne. Il la traînait ainsi toujours derrière lui. Pour Charles-Albert, le souvenir de 1821 était l'anneau de Prométhée.

L'effet de la manœuvre, imaginée pour obliger le Roi à reprendre sa marche en avant, ne se fit pas longtemps attendre. Comme par miracle, la police et la douane devinrent sourdes et aveugles. Par-ci par-là, on confisquait bien encore quelque livre, quelque journal, mais la victime était aussitôt avisée du lieu, de l'heure où elle pourrait retrouver le livre ou le journal saisis. Ils ne l'avaient été que pour répondre aux réclamations de l'Autriche. Au besoin, la police elle-même distribuait des milliers d'exemplaires pour un qu'elle avait confisqué. Quant aux publications sur la question des vins toujours en litige, le Roi ne voulait pas que la circulation en fût gênée « par cette raison qu'un intérêt national les inspirait ». — « Dieu sait pourtant, disait à ce propos le comte La Margherita, si la question tenait à cœur aux auteurs des brochures ou à leurs lecteurs ! »

L'immense enthousiasme avec lequel à la même heure l'Italie saluait le passage de Cobden, était pour le vieux ministre un autre symptôme non moins grave. Il devenait de plus en plus évident que ces

(1) Voir Predari, *I primi vagiti*, p. 179.

belles réformes économiques, demandées et applaudies, masquaient une idée politique. Croire que l'on contenterait longtemps les Italiens avec des lois sur les chemins de fer ou sur les douanes eût été folie. Ce que les Italiens voulaient, c'était leur patrie, toute leur patrie. Mais lorsqu'on suit une idée, sait-on jamais, au point de départ, par quels sentiers elle vous mènera, quelles stations elle vous fera faire, et peut-être aussi quels faux pas?...

II

Or, pendant que l'Italie s'enfiévrait ainsi, M. de Metternich, sans doute pour avoir la température de cette fièvre, donnait l'ordre à quelqu'un de ses lieutenants d'occuper Ferrare (*A*).

Le 17 juillet 1847, un corps autrichien, sans que rien pût servir de prétexte à cette violation de territoire, entrait, le myrte au chapeau, dans la ville pontificale, et y requérait, comme en pays conquis, vivres et logements.

L'Autriche, il est vrai, avait, en vertu des stipulations de Vienne, le droit de tenir garnison dans la forteresse. Mais de là à s'emparer de vive force de la ville, il y avait toute la différence de la possession à l'usurpation.

Partout, en Italie, l'occupation de Ferrare causa une émotion profonde.

« Les puissances, écrivait le marquis Costa, l'un des écuyers de Charles-Albert (1), laisseront-elles consommer l'iniquité que l'Autriche vient d'inaugurer à Ferrare? J'en doute... Dans tous les cas, à leur défaut, les populations italiennes ne le supporteront pas. Le parti avancé a le Pape pour drapeau et notre roi pour épée. Si le mouvement qui se prépare éclate, nous chevaucherons probablement à côté de la mule blanche de saint Pierre. Si nous étions au printemps, tout serait à craindre, mais voilà l'hiver. Espérons que les protocoles émollients viendront à bout de l'irritation générale. Personne au fond ne veut la guerre. Le bon Pie IX, malgré son poing sur la hanche, malgré les dix mille hommes que, dit-on, il veut armer, n'imaginera pas, sans doute, d'entrer seul en campagne. Il a pour lui le droit et la faiblesse, ce qui vaut mieux que les forces ridicules dont il menace M. de Metternich.

« ... En attendant, après avoir décliné les offres du ministre français, le cardinal Ferretti s'est adressé au marquis Pareto, notre ambassadeur à Rome, pour lui demander assistance. L'ouverture me semble avoir été parfaitement accueillie par le Roi. »

. . . .

Avec *enthousiasme*, aurait dit sans doute le marquis s'il n'avait été tenu à quelque discrétion, car le Roi tout aussitôt avait écrit à Villa-Marina :

(1) Le marquis Léon Costa avait remplacé, comme premier écuyer de Charles-Albert, son oncle, le chevalier Sylvain Costa, mort en 1836. Il faisait revivre auprès du Roi, quoique avec moins de rudesse, le même absolu dévouement.

« Grâce à Dieu, nous avons un pape saint et plein de fermeté qui saura soutenir avec dignité l'indépendance nationale. Je lui ai fait écrire que *quelconque* (*sic*) événement qui puisse arriver, je ne séparerai jamais ma cause de la sienne...

« ... Dieu seul sait l'avenir, nous agirons avec prudence; mais je vous avoue, ami Villa-Marina, qu'une guerre d'indépendance nationale, qui s'unirait à la défense du Pape, serait pour moi le plus grand bonheur qui pourrait m'arriver (1)... »

. . . .

C'était l'épée guelfe qui sortait du fourreau.

Oui, si le mouvement italien se propagea avec une puissance, avec une rapidité extraordinaires, c'est qu'il représentait un de ces instincts qui sommeillent dans la conscience des peuples, comme le son dort dans l'instrument.

L'Italie, au moyen âge, avait levé contre l'Empire une double force politique et religieuse que l'Autriche allait retrouver devant elle. Par l'Église et pour l'Église, l'union après sept siècles allait se refaire. L'Italie frémissante ne devait plus séparer, en 1847, Pie IX de Charles-Albert. Au cri plein d'effroi que poussait le prince de Metternich, on voit qu'il jugeait, à sa formidable puissance, l'union désormais accomplie du Pape et du Roi.

« ... La révolution s'est emparée de la personne de

(1) *Scritti e lettere di Carlo-Alberto,* Nicomède Bianchi, p. 50.

Pie IX, écrivait-il sous le coup d'une émotion qu'il ne cherchait plus à dissimuler, comme d'un drapeau, et de l'opinion publique, en relevant l'ancienne bannière guelfe au nom du Saint-Siège.

« ... Nous avons donc aujourd'hui l'ancien parti guelfe en Italie, qui prononce arrêt de mort contre les Allemands, et nous n'y trouvons plus un Gibelin... Le parti impérial ne pouvait survivre à la destruction du Saint-Empire romain (1). »

. . . .

Quel aveu !

Au temps de Dante, le dévouement des chefs guelfes était récompensé parfois par la persécution, par l'exil. Il n'en était plus de même en 1847. Charles-Albert, en se constituant le défenseur de la papauté, provoquait une véritable explosion d'enthousiasme. Ses paroles étaient commentées, amplifiées ; les journaux de Rome et de Toscane les propageaient à l'envi. Il devenait la grande force de l'Italie, à l'heure même où le mépris du prince de Metternich semblait prendre à tâche d'exaspérer ce noble pays.

Dans une circulaire adressée aux ambassadeurs autrichiens à Pétersbourg, à Londres, à Berlin et à Turin, l'Italie, sous la plume dédaigneuse du prince de Metternich, n'était plus *qu'une expression géographique* (2).

. . . .

(1) Metternich, *Mémoires,* t. VII, p. 471.
(2) Metternich, *Mémoires,* t. VII, p. 415.

La fatalité semblait vraiment pousser le chancelier à attiser ainsi l'incendie que précisément il prétendait étouffer. Cette malencontreuse circulaire tombait, en effet, en Piémont, à l'heure précisément où la cinquième session de l'Association agraire réunissait à Casal les patriotes italiens les plus exaltés.

Il y avait là des Parmesans, des Génois, des Romains, des Milanais, des Turinois, en foule.

Rien pourtant n'avait troublé l'ordre des premières séances que présidait le comte de Colobiano, quand, à propos d'un incident insignifiant, le médecin Lanza, un des hommes les plus affichés du mouvement italien, fit entendre un formidable cri de : « Vive l'Italie ! »

. . . .

C'était le signal attendu. L'enthousiasme patriotique déborda. Comme par enchantement, une adresse au Roi, adresse que quelques journalistes avaient apportée de Turin, se couvrit de signatures. Elle demandait les réformes les plus libérales.

Colobiano, effrayé, s'empara de ce séditieux papier qu'il expédia aussitôt à Turin, en signalant son caractère révolutionnaire.

Mais en même temps que partait le rapport officiel du président, le comte de Castagnetto (*B*), l'ami particulier du Roi, en rédigeait un autre, qui au contraire mettait en relief le caractère italien de la manifestation.

Deux courriers de la cour arrivaient le surlendemain. Chacun apportait une réponse du Roi. « Il faut empoigner les promoteurs du désordre et les envoyer

à Fenestrelle... » (1), disait la lettre adressée à Colobiano.

Mais voilà que dès l'ouverture de la séance suivante, au moment où Colobiano apparaissait avec un visage sévère, le comte Castagnetto demande la parole pour une communication du souverain. Bientôt ce fut au milieu d'un délire indescriptible qu'il achevait la lecture de cette lettre royale :

« ...Deux petits mots, très cher Castagnetto, car les affaires ne me manquent point... Votre lettre contient des détails qui m'intéressent infiniment.

« Si je vous écrivais, au long, je ne pourrais que vous répéter ce que je vous ai dit à Racconis, à l'égard des sentiments et des vues qu'il faut exprimer, pour le présent et pour l'avenir. Ajoutez, seulement, que si jamais Dieu nous fit la grâce (*sic*) de pouvoir entreprendre une guerre d'indépendance, que c'est moi seul qui commanderai l'armée, et qu'alors je suis résolu à faire pour la cause guelphe (*sic*) ce que Schamil fait contre l'immense empire russe. »

. . . .

Et la lettre disait encore :

« Il paraît qu'à Rome on tient en réserve les armes spirituelles... Espérons... Ah ! le beau jour que celui où nous pourrons jeter le cri de l'indépendance nationale (2). »

. . . .

(1) *La vita e i tempi di Giovanni Lanza,* vol. I, p. 47, Enrico Tavallini.

(2) *Scritti e lettere di Carlo-Alberto*, Nicomède Bianchi, p. 46.

Comme les âmes, les foules ont des sensations à contre-coups prolongés. Le contre-coup de ces paroles fut inouï dans toute l'Italie.

Enfin, Charles-Albert avait parlé la langue qui devait être entendue par ce peuple plus assoiffé encore d'autonomie que de libertés ! Et s'il avait ainsi parlé, c'est que cette fois il avait parlé la franche langue de son cœur.

Balbo connaissait bien son maître lorsqu'il disait de lui « qu'il était d'une ardeur sans égale pour l'affranchissement de l'Italie, mais qu'il ne se sentait pour la liberté qu'une affection relative ». Non pas, ajoutait l'auteur des *Speranze d'Italia*, que Charles-Albert craignît la liberté pour elle-même, mais parce qu'il craignait en elle un obstacle à la première, à la grande, à la suprême ambition de sa vie : l'indépendance nationale (1).

III

Après toute émotion violente comme celle qui, pour Charles-Albert, résultait de la lettre ou plutôt du manifeste qu'il venait d'écrire, ses nerfs battaient la fièvre si fort, que la science se trouvait impuissante à les calmer. Et tandis qu'il eût fallu, à tout prix, rendre

(1) *La vita e tempi di Giovanni Lanza,* vol. I, p. 42. Traduction libre de l'italien.

quelque vigueur à cette organisation minée, la cruelle médecine d'alors ne savait que l'appauvrir.

Faut-il que tout ait été étrange dans cette vie royale! On est allé jusqu'à prétendre que le confesseur de Charles-Albert, par les macérations qu'il lui imposait, que son médecin, par le sang qu'il tirait de ses veines, l'avaient assassiné, en haine de l'Italie (1)!

Oui, on a dit ces choses après l'événement de Casal, on les répétera quand le Roi donnera la Constitution, et encore quand il déclarera la guerre!

Par une souffrance cruelle, Charles-Albert marquait ainsi chacune de ses décisions; on eût dit qu'il l'expiait!...

Mais comme le Juif de la légende, il ne pouvait s'arrêter, même pour souffrir. On a prétendu que c'était là une des plus grandes douleurs du pauvre; c'est bien aussi la plus grande souffrance des rois.

Si abattu que fût Charles-Albert par les émotions que je viens de dire, des engagements antérieurs l'obligeaient, en effet, vers les premiers jours de septembre, à partir pour Alexandrie.

« ...Le Roi est pâle et malade à faire pitié, écrivait le marquis Costa. Quand même, il fait à cheval, en voiture, des étapes à exterminer un homme bien portant. Nous sommes, grâce à la lettre lue par Castagnetto au congrès de Casal, partout furieusement acclamés. Les cris de *Viva Carlo Alberto!* sont

(1) Voir Predari, *I primi vagiti della liberta italiana,* p. 82.

accompagnés des cris de *Vive Pie IX!* et surtout de *Vive le roi d'Italie!* Hier, pendant deux heures, à Alexandrie, ces cris se sont répétés sous les fenêtres du Roi qui n'a pas voulu se montrer. Je me demande parfois s'il est heureux ou malheureux de ce qu'il vient de faire, à le voir si triste, si préoccupé... Dans tous les cas, il a partout lancé le mouvement. On parle de dix-sept morts à Milan, dont le comte Greppi, frappé, dit-on, d'un projectile de mitraille. De grandes manifestations se préparent à Turin. Gênes est déjà en pleine effervescence. »

Il n'en pouvait être autrement. A Gênes, dans l'aristocratie comme dans le peuple, les vieux instincts républicains survivaient aux traités de 1815 (*C*). C'est dire que dans la fameuse lettre de Casal, les Génois virent aussitôt une porte grande ouverte devant toutes leurs revendications. Sans même laisser au Roi le temps de revenir à Turin, ils lui députèrent les marquis Doria, Raggi, Balbi, avec mission de demander une garde civique et la liberté de la presse. Tout paraissait maintenant facile à obtenir du roi libéral ! Mais voilà que Charles-Albert refusa de recevoir officiellement la députation génoise. Quelques jours se passent, et l'étonnement devient une stupeur immense dans toute l'Italie, quand on y apprend que le Roi, par l'entremise du ministre Villa-Marina, avait fait répondre au marquis Doria :

« ...Qu'il était décidé à défendre l'indépendance du royaume contre toute agression étrangère, mais qu'il l'était aussi à ne pas se compromettre vis-à-vis des

grandes puissances en faisant, sans leur consentement, franchir la frontière à son armée. Villa-Marina avait ajouté qu'il était également faux que le Roi eût l'intention de faire la guerre pour l'indépendance d'autres États, à moins que le Souverain Pontife, brandissant la croix, ne proclamât une guerre de religion (1). »

. . . .

Entre cette déclaration et la lettre que Castagnetto venait de lire à Casal, la contradiction est flagrante. Je le constate pour que le portrait que je retrace soit ressemblant. Cromwell exigeait de son peintre qu'il n'omît, en le peignant, aucune de ses verrues.

Et cependant, imaginez un fil à plomb, et attachez-y des ailes. Ces ailes voltigeantes l'emporteront à travers l'espace; mais ce vol, fût-il saccadé, empêchera-t-il ce fil de demeurer rigide et de garder sa perpendiculaire (*D*)?

L'impressionnabilité du Roi pouvait de même obéir aux caprices de son cœur, aux influences de l'entourage; mais ni le cœur, ni l'entourage ne parvinrent jamais à faire dévier l'idée. Elle devait demeurer à la fois italienne et antirévolutionnaire. A leur tour, les Turinais allaient en faire l'expérience.

Croyant que leurs vivats accéléreraient l'évolution que Charles-Albert avait indiquée dans sa lettre de Casal, ils organisèrent, pour le 9 octobre, sous

(1) Voir *Lettere edite e inedite de Cavour*, Chialla. Introduction, p. cvii.

prétexte de célébrer l'anniversaire de sa naissance, une grande manifestation. Les meneurs italiens tâtaient ainsi l'opinion, pratiquant de leur mieux ce précepte de Mazzini :

« Remuez les masses, ne fût-ce que pour témoigner de la reconnaissance. Des fêtes, des chants, des rassemblements suffisent pour donner au peuple le sentiment de sa force et le rendre exigeant... (1). »

L'expérience allait se faire à Turin, sur les moutons de Panurge, car certainement, parmi les cinq ou six mille personnes qui s'étaient donné rendez-vous aux remparts, pour chanter des hymnes à Charles-Albert et à Pie IX, bien peu avaient le mot de ces manifestations. Quoi qu'il en soit, au milieu d'une strophe, quelques cris perçants de *Vive Gioberti!... A bas les Jésuites!* se firent entendre.

A ces cris répondirent d'autres cris plus nourris de *Vive l'Italie!* Ce fut comme un appel magique à la police que personne ne soupçonnait dans le voisinage. Il y eut quelques coups de plat de sabre, quelques coups de crosse, quelques arrestations ; la foule enfin se dispersa en hurlant, laissant sur le champ de bataille, à défaut de cadavres, une jonchée de chapeaux et de bonnets.

Si anodine qu'eût été cette répression, elle n'en devint pas moins le prétexte d'un changement ministériel qui fut l'inauguration d'un régime nouveau.

(1) Instructions données par Mazzini. — Voir *Histoire de la révolution de Rome,* par BALLEYDIER, préface, p. XIII.

Mécontent de l'attitude prise par le Roi dans cette circonstance, le ministre de la police, marquis Villa-Marina, envoya sa démission. Si son étonnement fut grand de la voir acceptée, il fut encore plus grand de voir cette acceptation ainsi motivée.

« ... Je n'ai jamais autorisé cette fête d'aucune façon, lui écrivait Charles-Albert..... Si l'on m'en eût parlé, je m'y serais opposé...

« On dit que le peuple n'a point crié, ni illuminé le jour de ma fête. Je suis dans la dix-septième année de mon règne, et ça n'eut jamais lieu. Je ne vois pas pourquoi on en aurait fait autrement maintenant. Il n'y avait point de raison pour cela, et, en vous parlant à cœur ouvert, je vous dirai que toutes ces ovations me répugnent extrêmement ; je suis né dans la révolution, j'en ai parcouru les phases, et je sais ce que c'est que la popularité. Aujourd'hui : *Viva!* demain : Mort !

« Notre pays a été parfaitement tranquille depuis le commencement de mon règne, et je crois de mon devoir devant Dieu de faire tous mes efforts pour conserver cette tranquillité... Je m'opposerai donc de tout mon pouvoir à ces manifestations populaires à l'imitation de Rome et de Florence, qui finiraient par avoir leur triste fin. Aussi là tout commence par des *Viva!*

« ... Il nous faut de la tranquillité, il nous la faut surtout devant l'Autriche, car si nous commençons à nous diviser, à être en agitation, l'indépendance nationale finira par se perdre ; et je suis résolu de la sou-

tenir et de la défendre, en y donnant ma vie (1). ». . . . .

Dans cette lettre, la plus belle peut-être qu'ait écrite Charles-Albert, sa fermeté le dispute à sa clairvoyance. Il entrevoit et son rôle sacrifié et les folies qui compromettront l'œuvre à laquelle il a voué sa vie.

Mais « les grands efforts où l'âme touche quelquefois, sont choses où elle ne tient pas. Elle y saute seulement pour retomber aussitôt... »

Une simple plaisanterie allait justifier ce mot si profond de Pascal.

Au moment où Charles-Albert congédiait Villa-Marina, quelques couplets, dont les allusions n'étaient que trop transparentes, arrivaient au palais. Ils étaient intitulés : *Le Roi Tentenna. Tentenna* en italien veut dire *Tâtonneur*.

La plaisanterie consistait à mettre *Tentenna* aux prises avec ses deux conseillers, dont l'un, *Biagio*, disait toujours noir, tandis que l'autre, *Martino,* disait toujours blanc. Or *Tentenna* n'avait pas fini d'approuver le premier qu'il donnait raison au second.

Voilà ce que disait la chanson en huit couplets.

Et la chanson n'avait pas tort. Car le ministre des affaires étrangères La Margherita se voyait bientôt sacrifié *aux mânes* du ministre de la police Villa-Marina. Ce qui faisait dire dans le salon de la marquise d'Azeglio que « *Samson en tombant entraînait le Philistin* ».

(1) *Scritti e lettere di Carlo-Alberto,* p. 52 et suiv.

Mais là où les salons et la rue ne voyaient qu'un effet ordinaire de la politique tâtonnante de Charles-Albert, il y avait tout autre chose. La vérité était que le Roi, piqué au vif par ces plaisanteries, entendait s'affranchir de ses lisières rétrogrades et donner, en sacrifiant son vieux ministre, une satisfaction aux idées libérales qui foisonnaient en Italie, et que représentait à l'étranger la politique de lord Palmerston.

IV

Parmi toutes les puissances européennes, l'Angleterre était la seule qui, à cette heure décisive, témoignât quelque sympathie à l'Italie. Lord Minto (1) arrivait tout à coup à Turin pour s'en faire l'interprète. C'était le diplomate le mieux fait pour représenter le positivisme britannique qui, partout en Europe, mais surtout en Italie, exploitait alors l'enthousiasme libéral. Il recommençait le jeu que, vingt ans auparavant, lord Byron avait déjà tenté et que, quelques années plus tard, lord Brougham essayait à son tour.

Mais aujourd'hui l'objectif se précisait. Ce n'était plus sur la foule, mais sur le Roi, qu'il s'agissait de peser. Le caractère même du Prince rendait la mis-

(1) Voir dépêches de lord Minto à lord Palmerston, 8-12-15 octobre 1845.

sion de lord Minto délicate. Si Charles-Albert, en effet, inspirait tant de défiances, c'est que lui-même était sans abandon. Le Roi n'en souffrait pas moins de l'isolement moral où il vivait. Car si parfois on fait souffrir les autres de ses défauts, on en souffre autant, sinon plus qu'eux.

Lord Minto avait bien vite mis le doigt sur cette plaie secrète du Roi, et peu à peu, avec une extrême finesse, il était parvenu à persuader son interlocuteur que le seul moyen de conquérir la confiance serait de rompre avec ses errements passés. De là à faire entendre à Charles-Albert que ses pires conseillers étaient ceux qui l'ancraient dans une résistance devenue impossible, il n'y avait qu'un pas (1).

Et comme conclusion, le diplomate anglais faisait entrevoir au Roi que le danger de concessions à faire était bien moindre que celui d'une résistance prolongée à l'entrainement général.

Le résultat de ces conversations multipliées fut le départ de La Margherita. Pouvaient-elles, en effet, aboutir à autre chose qu'à une rupture avec le vieil homme d'État, qui toujours ignora que les vertus, les idées, les principes doivent être à la mode comme les habits ?

Jamais La Margherita n'avait songé à s'accommoder au goût du jour, il s'en tenait à sa cadenette. Ce fut son honneur, comme son malheur !

(1) Voir sur ce point le magnifique livre que j'aurai si souvent l'occasion de citer : *Storia documentata della diplomazia europea in Italia,* par Nicomède Bianchi. Voy. vol. V, p. 83.

« Qu'y a-t-il de nouveau? lui dit un matin le Roi, comme le ministre entrait au conseil.

— Mon congé, répondit le ministre, et mon remplacement par le marquis Alfieri.

— Et qu'avez-vous répondu à celui qui vous l'annonçait ainsi? reprit le Roi.

— J'ai répondu que, si même ma santé ne me permettait plus d'être ministre, je ne me retirerais pas dans un moment aussi grave que celui que nous traversons. »

Ce jour-là, le Roi n'ajouta rien; mais c'était une première allusion à une démission désirée. Deux ou trois fois, il revint à la charge sans articuler plus nettement sa pensée. Mais enfin, comme les manifestations hostiles au ministre des affaires étrangères se multipliaient, comme aux cris de Vive Pie IX! Vive Charles-Albert! se mêlaient furieusement ceux de : « A bas La Margherita! » le Roi se décida enfin à passer outre. Il se sépara dans les premiers jours d'octobre du vaillant ministre dont la raison avait été pour lui un frein, longtemps supporté, quoique souvent mordu.

Avec La Margherita disparut le type de ces serviteurs qui, dans les conseils du Roi, personnifiaient l'ancien régime. Peut-être sommes-nous vis-à-vis d'eux plus justes après quarante ans, que leurs contemporains, que ceux même qui avaient le plus exploité leur communauté de principes.

« ... En renvoyant Villa-Marina, écrivait Metternich le 5 octobre 1849, il (Charles-Albert) se défait également du comte de La Margherita, personnage

assurément fort faible, mais dont l'éloignement portera un coup au parti conservateur dont il était le drapeau, drapeau à la vérité déchiré, mais qui, en tout état de cause, était d'un meilleur usage que ne pourra l'être le comte de Saint-Marsan, qui dans tout son être n'a rien de ce qui constitue un drapeau. Quoi qu'il en puisse être, l'événement qui a eu lieu servira à rompre bien des fils et à relâcher ceux qu'il n'aura point rompus (1). » . . . .
. . . .

Il ne pouvait en effet qu'être infiniment douloureux au prince de Metternich de voir se rompre les fils au bout desquels il avait jusque-là tenu les ministres piémontais.

Rien ne le rattachait à ceux qui succédaient au comte de La Margherita. Il ne connaissait ni le comte de Saint-Marsan, pour lequel il se montrait si sévère, ni le nouveau ministre de la guerre, général comte Broglia; le dépit qu'éprouvait le Chancelier de n'avoir plus entre les mains que des fils brisés se trahissait dans ses dépêches. Il en est peu où ne se trouvent associés, dans un même sarcasme, Charles-Albert et Pie IX.

« ... Le roi Charles-Albert, écrivait-il, a une fois de plus tourné le dos à ses amis de la veille... Ce que ce prince ne sait point oublier, c'est qu'il a deux épaules, et ce sur quoi il se trompe, c'est sur le fait que Dieu n'a pas donné à l'homme ces épaules pour

(1) Metternich, *Mémoires*, vol. VII, p. 433.

mettre sur l'une le pour, et sur l'autre le contre... (1). »

Et le lendemain, 23 octobre, Metternich s'en prenait à Pie IX.

« ... Les holocaustes à Pie IX sont une mode qui passera comme toutes les modes. Elles feront place à des injures qui, ainsi que les adorations, seront privées de bonnes raisons. Le Pape ne peut avoir la prétention d'inspirer des passions. Celles-ci se jettent sur lui comme les mouches sur un pot au lait, et elles s'useront comme les mouches se noient. Ce que, dans l'enthousiasme du jour, il y a de déplorable, c'est qu'il salit tout ce qu'il touche, à commencer par le nom qu'il a pris pour drapeau et pour enseigne. »

Comment cependant un politique, de l'envergure du prince de Metternich, ignorait-il que « les mots et les drapeaux ont toujours conduit les hommes plus que la raison et les raisons (2) » ! M. de Metternich avait beau voir dans Charles-Albert, comme il disait encore, « le prototype de l'ambition associée à la faiblesse »; il avait beau lui appliquer le mot du Gascon : « Si tu recules, j'avance... », le Chancelier ne pouvait lutter longtemps contre celui qui représentait les idées de tout un peuple, bien plus encore que l'ambition d'une race royale.

Encore une fois le Chancelier se trompait sur le compte du roi Charles-Albert. Encore une fois il se trompait quand il pensait que la diplomatie euro-

(1) Metternich, *Mémoires*, vol. VII, p. 433.
(2) Jules Simon.

péenne s'associerait à l'Autriche contre l'Italie.

L'Europe ne s'asssociait plus au sort du grand Chancelier.

Quand l'année précédente, au mépris des traités de 1815, il avait occupé Cracovie (1), lord Palmerston lui avait jeté ce désaveu du haut de la tribune anglaise : « Si les traités sont nuls sur la Vistule, ils peuvent aussi bien être déchirés sur le Rhin ou sur le Pô... »

Tout annonçait déjà en 1847 l'orage qui allait emporter Louis-Philippe, Frédéric-Guillaume, qui allait emporter le Chancelier lui-même. Metternich ne dira plus que rien n'a échappé à ses prévisions. Que pourra-t-il désormais contre ceux qui, en face du monde, crieront qu'ils n'ont ni nom, ni drapeau, ni patrie?... Comment refoulera-t-il dans l'histoire ceux qui, « par le frémissement de leur âme créée pour la liberté, et réduite en servitude, jureront de reconquérir leur indépendance (2) »?...

(1) On sait que par le traité de 1815, la petite république de Cracovie avait été déclarée neutre. Sous prétexte qu'elle avait pris part à l'insurrection de la Pologne en 1846, l'Autriche l'incorpora à son territoire dans la Galicie.

(2) Serment des affiliés de la jeune Italie :
Je jure. . . . . par la rougeur que je sens au front (*pel rossore ch' io sento in faccia*), vis-à-vis des citoyens des autres nations, de n'avoir ni le nom, ni les droits de citoyen, ni drapeau, ni nation, ni patrie. . . Je jure, par le frémissement de mon âme créée pour la liberté et impuissante à l'exercer, de mon âme créée pour l'activité du bien, et impuissante à le faire dans le silence et l'isolement de la servitude. . . . . (*Scritti editi ed inediti di* G. Mazzini, vol. I, p. 118.)

CHAPITRE III

Fin de la veillée des armes. — Pression démocratique et récriminations féodales. — Immutabilité dans l'irrésolution. — Premières réformes du 30 octobre 1847. — Le Roi part pour Gênes. — Ovations. — Sinistres pressentiments de la Reine. — Mgr Franzoni et ses bons mots. — Marasme du Roi à son retour à Turin. — Ses vieux amis et les compagnons de Magellan. — Le 2 janvier 1848 à Milan. — Adresse des Turinais au Roi. — Charles-Albert ne donnera pas une Constitution. — Cependant l'impossibilité de s'en tenir aux réformes d'octobre est manifeste. — État de Turin. — Angoisses du Roi devant ses engagements pris en 1824.—Velléités d'abdication. — Impopularité, en 1848, de Victor-Emmanuel et du comte de Cavour. — Initiative prise par celui-ci pour obliger la population de Turin à demander une Constitution.

I

J'en arrive à cette heure décisive où Charles-Albert va mettre le pied hors de la chapelle où, depuis dix-sept ans, il s'est enfermé pour la veillée des armes... Pendant ce second cycle de sa vie, que va-t-il être ?

Apportera-t-il à l'œuvre une personnalité moins énigmatique, une volonté mieux définie, une action plus énergique?

A certains symptômes, on pouvait le croire.

Des mots étranges sillonnaient maintenant la conversation du Roi, illuminant l'avenir comme

autant d'éclairs. Il semblait tâter l'opinion par des phrases comme jetées au hasard, et dont il guettait le commentaire.

C'est ainsi que, dès le mois de septembre, il disait au marquis Costa :

« Je donnerai pour qu'on ne me demande pas... J'irai pour qu'on ne me contraigne pas... »

C'est que le Piémont ne pouvait seul rester en arrière de tous les États d'Italie.

A Florence, le grand-duc venait de créer une garde civique, de donner à la presse une liberté presque absolue. Le drapeau aux trois couleurs italiennes flottait au palais Pitti. A Rome, le Pape avait laïcisé son gouvernement. Naples s'agitait ; les Calabres suivaient l'exemple de la Sicile insurgée. Maintenir entre ses États et le reste de l'Italie une dissemblance politique devenait aussi impossible pour Charles-Albert que d'empêcher l'eau de reprendre son niveau dans les différents tubes qu'alimente une même source. Tous les soirs il s'entendait demander par deux ou trois mille personnes réunies devant le palais royal leur émancipation politique.

L'heure était critique.

« ... Nous y voilà, écrivait le comte de Sonnaz (1), le 25 octobre 1847... nous y voilà. L'arbre planté à Rome par Pie IX étend ses rameaux de Naples à Turin. Toute l'Italie peut en recueillir les fruits.

---

(1) On se souvient peut-être du comte de Sonnaz, ce vieil ami de Charles-Albert, dont si souvent le nom est revenu dans le *Prologue d'un règne*.

« Le Roi veut maintenant ce qu'il appelle un ministère homogène. Il est curieux de voir que la populace et le Roi sont du même avis. Tous les soirs ce sont des cris, des chants enragés en l'honneur de Pie IX et de l'Italie. Je n'ai pas besoin de vous faire comprendre toute la gravité de ces symptômes. Le pauvre gouverneur de Turin, maréchal de La Tour, est devenu le bouc émissaire de la révolution. Depuis la chute de La Margherita, c'est lui qui, chaque soir, reçoit les sifflets de la canaille.

« Il va falloir partir pour Gênes le 3 novembre ; je ne sais comment, dans le piteux état où le réduisent les émotions de ces jours-ci, le Roi pourra accomplir son voyage. De la fermeté anormale qu'il paraissait montrer depuis quelque temps, le voilà qui retombe dans toutes ses irrésolutions. Je retrouve le prince de 1821. Les mêmes idéologues l'assiègent ; j'entends siffler autour de lui les mêmes paroles... Je constate le même dégoût, la même fuite de nous autres... Je m'y perds... »

. . . .

Pour Sonnaz, Charles-Albert devenait insaisissable comme l'image qui se reflète dans l'eau. Au souffle qui en agitait la surface, l'image tremblait, vacillait. Elle n'en était pas moins le reflet d'une volonté raffermie, qui, en réalité, n'hésitait que sur les moyens à employer pour se manifester. Dès le mois de juin 1846, Charles-Albert avait tracé le programme de la fin de son règne. Le 30 octobre 1847 allait marquer le premier pas vers sa réalisation. Le Roi,

rêveur et engourdi dans son rêve, se réveillait ce jour-là l'enfant de son siècle.

« ... Quant à moi, avait-il écrit en 1846, je considère que, pour plaire à Dieu, il faut profiter de tous les progrès et des découvertes pour le plus grand bien des peuples... De même, je crois qu'un gouvernement... doit se mettre lui-même à la tête du progrès, en faisant participer autant que possible les populations à l'administration de leurs provinces... Je crois qu'un gouvernement monarchique qui marche avec sagesse doit toujours être progressif dans le bien et doit offrir au public une liberté complète, hormis pour faire le mal... (1). »

Le 30 octobre donc, celui qui pensait si noblement faisait insérer dans la *Gazette piémontaise* une série de décrets, dont le libéralisme dépassait et les craintes des uns, et les espérances des autres (2).

Aussitôt, le cri de : « Vive le roi réformateur ! » remplace le cri de : « Vive le pape libéral ! » Les maisons se pavoisent, s'illuminent, les passants s'embrassent. N'est-ce pas quand la foule célèbre un bien imaginaire qu'elle touche le plus vite au paroxysme de l'enthousiasme ?

(1) 18 juin 1846. Lettre à Villa-Marina. — *Scritti e lettere*, p. 20.

(2) Charles-Albert abolissait les tribunaux d'exception, il supprimait les commandants de place, établissait l'égalité des classes dans les conseils de ville, nommait une cour de cassation, promettait l'élection dans toutes les questions d'administration locale, et autorisait la liberté de la presse, avec censure préalable toutefois.

« ... Je dînais à la cour ce jour-là, écrivait Sonnaz. Pour arriver au palais du *réformateur*, il a fallu que ma voiture fît un détour énorme. Il m'a fallu traverser les hordes braillardes qui stationnaient sous le balcon de Pilate (1).

« Malgré leurs cris cependant, la galerie royale ne s'est point illuminée. Mais qu'importe ce détail aux libéraux? Ils sont aux anges de nous avoir enfin fourrés dans l'engrenage. Rome est une boussole qui nous jettera bien sur quelque vilain récif. Le Roi est pâle, malade, soucieux. Malgré tout, pouvait-il faire autrement qu'il n'a fait?

« Il s'abandonne à son triste sort avec une dignité grande. Je ne partage pas ses idées, mais en les admettant comme justes, il fallait bien qu'il accordât ces libertés soi-disant nécessaires au grand mouvement libérateur qu'il médite.

« Je le plains, car ses instincts répugnent aussi bien à ces concessions qu'à ces manifestations.

« Mais quand on a accordé celles-là, il faut se faire le cœur fort pour subir celles-ci! On nous menace d'une aventure pour après-demain lorsque nous prendrons la route de Gênes. On improvise des hymnes, on coud des bannières. Partout la populace entière entend se monter au diapason des circonstances... »

(1) Le balcon de Pilate est une grande fenêtre située à l'extrémité de l'aile gauche du palais qui donne sur la place du Château, à Turin. C'était là ordinairement que la famille royale se montrait au peuple dans les grandes circonstances.

Exacte au rendez-vous, toute la population de Turin se ruait, en effet, le surlendemain, dans les rues et sur les places que devait traverser Charles-Albert pour prendre la route de Gênes.

Lui, debout à l'une de ses fenêtres, se rappelait, sans doute, cette même foule qui, l'année d'avant, déjà, voulait le saluer du titre de roi d'Italie. — On l'avait arraché alors à ce premier contact d'âme avec son peuple... Et aujourd'hui voici qu'on veut l'en détourner encore... La Reine se fait près de son mari l'interprète des bruits les plus sinistres. Tout semble possible de la part de cette foule dont les cris, les drapeaux, rappellent lea débuts d'une révolution.

Mais rien n'ébranlera plus les résolutions du Roi. Impassible, Charles-Albert donne l'ordre de partir. Les voitures s'ébranlent. Elles vont attendre sur la route de Gênes le Roi qui tout à l'heure les rejoindra à cheval. Oh! alors la Reine, presque suffoquée par une crise de nerfs, se jette aux pieds de son mari (1), s'attache à ses vêtements, se laisse traîner en quelque sorte jusqu'aux premières marches de l'escalier; mais il faut bien qu'elle le quitte, il l'a repoussée. Voilà le Roi qui apparaît. Sa grande taille domine la foule. Il avance au pas de son cheval, que les cris et les hourras effrayent. A la droite et à la gauche du Roi, marchent ses deux fils, eux aussi si pressés par la foule, qu'à peine ils peuvent avancer.

(1) Predari, *I primi vagiti della liberta italiana,* p. 213.

Les fleurs, les couronnes tombent de tous les balcons. Les *evviva* assourdissants se croisent. Ils se répondent avec des effractions de projectiles. Parmi ce délire, Charles-Albert passe comme le cadavre que l'on promène à toutes les veilles de révolutions, tant il semble ne rien voir, ne rien entendre, tant sa pâleur est d'un mort.

Enfin, en arrivant aux portes de la ville, le Roi descendit de cheval, ses voitures étaient là, il fit quelques pas en chancelant, comme prêt à s'évanouir. Les aides de camp qui le soutinrent virent des larmes dans ses yeux.

Qu'étaient ces larmes (1) ?

Étaient-ce des larmes de joie ou des larmes de douleur?

Se voyait-il près de ceindre la couronne d'Italie, ou voyait-il sa propre couronne brisée, dès ces premières concessions?

Était-ce un roi ou un martyr qu'acclamait ce peuple, alors qu'il chantait en le couronnant de fleurs :

« Aborriamo il tiranno, più che morte, aborriamo il servir (2). »

. . . .

. . . .

« J'ai entendu ce couplet répété neuf fois, du Palais au Valentin (3) où le Roi allait monter en voiture,

(1) « Lui, dit Predari, qui n'avait jamais pleuré que de douleur, pleura une fois de joie, et ce fut ce jour-là... »

(2) « Nous abhorrons le tyran, et plus que la mort, nous abhorrons la servitude. »

(3) Le Valentin est une grande promenade qui jadis entourait Turin.

écrivait quelqu'un. Ce qu'il y a d'étonnant, c'est que le Roi est parti pour Gênes sans laisser derrière lui le moindre ordre, ni la plus petite régence. L'interrègne est complet. Grâce à Dieu, il n'y a eu jusqu'ici autre chose que des hurlements et des dîners patriotiques... Serait-ce déjà le repentir qui fait flotter ainsi les rênes entre les mains du Roi ; ou bien veut-il tâter son peuple, et savoir s'il est digne de liberté ? »

Hélas ! là où l'on prétendait voir du machiavélisme, il n'y avait qu'une réaction maladive, suite d'un immense effort.

II

L'écrasement du Roi était complet. Il lui avait fallu subir, à son arrivée à Gênes, les mêmes *hosannas* qu'il avait laissés à Turin. Le peuple agenouillé baisait ses mains tremblantes de fièvre en criant : « Amnistie, amnistie pour les frères exilés... »

Tout le monde pleurait... « Bientôt on ne cria plus, écrivait la marquise d'Azeglio, on n'entendait que gémir. »

Ces gémissements feraient sourire, si l'on ne savait que les révolutionnaires ont toujours été des hommes sensibles...

Cependant, durant ces jours d'extraordinaire frater-

nité, nobles et bourgeois, aussi bien à Turin qu'à Gênes, se réunissaient, selon leur tempérament, pour applaudir aux réformes dans la rue, ou pour les critiquer à portes closes. Car il y avait, si j'en crois la marquise d'Azeglio, à qui il faut toujours demander le côté pittoresque de ces événements, « il y avait à côté des enthousiastes de vieilles perruques qui adoptaient le vert et le jaune, et dont les figures étaient les cocardes de la peur... »

Presque toutes ces figures appartenaient à des gens qui se souvenaient des mauvais jours d'autrefois et se demandaient pourquoi on en risquait si légèrement le retour. Non, ces vieilles gens ne pouvaient comprendre qu'en politique les choses ne se passassent pas comme elles se passeront au jugement dernier. Eux, les bénis de la veille, s'étonnaient d'être tout à coup envoyés dans les ténèbres rejoindre leurs principes, tandis que les maudits d'hier se voyaient appelés aux béatitudes de demain.

Je n'oserais prétendre que ce commentaire des Écritures fût de la façon de Mgr Franzoni, l'archevêque de Turin. Mais je puis dire que boudeurs et boudeuses marchaient en troupeau serré sous sa houlette.

Avec moins d'esprit que le cardinal Lambruschini à Rome, mais avec autant d'acrimonie, l'archevêque de Turin se posait en censeur du Pape et du Roi.

De vieille noblesse, ancien officier de cavalerie, il gardait un peu, sous sa soutane violette, les allures et le ton de son régiment. Volontiers il jouait sur les mots.

Tantôt on lui entendait dire : *Pito Nono* pour Pio Nono, quand il parlait du Pape. Tantôt, quand il parlait du Roi (1), il prononçait *Cavolo Alberto* au lieu de Carlo Alberto. On jugera de l'atticisme de la plaisanterie, quand on saura qu'en piémontais *pito* veut dire *dindon*, et que *cavolo* veut dire *chou*.

Et c'est à l'aide de ces bons mots, fort applaudis du reste autour de lui, que Mgr Franzoni croyait tenir en échec la couronne et la tiare (2).

Malheureusement il n'avait pas absolument tort de prévoir, et à brève échéance, quelque catastrophe. Ce qui se passait précisément alors à Gênes, où la populace s'arrogeait le plus impertinent contrôle sur les actions du Roi, était d'un triste augure.

Comme le lendemain de son arrivée, Charles-Albert voulait aller à la messe chez les Jésuites, dont la chapelle est voisine du palais Durazzo, la foule se précipitait à sa rencontre en criant : « *Non ci vada, Maestà* (3)... *Non ci vada... Viva Gioberti !... Abasso i Gesuiti !...* » Ce furent les mêmes cris tant que dura la messe. Et puis, quand, sortant de la chapelle, Charles-Albert

(1) Voir Bersezio, *Il regno di Vittorio Emanuele. — Trent' anni di vita italiana*, vol. II, p. 391.

(2) Ces attaques faisaient sortir le Roi de son sang-froid. Mgr Franzoni avait dit que *le Roi le craignait*. « Je puis avoir « des égards pour son caractère épiscopal, écrivait le prince ; « mais comment pourrais-je jamais craindre un de mes sujets ?... « Je ne crains pas l'Autriche, je suis prêt à entreprendre seul « une guerre d'indépendance, et je craindrais le marquis Louis « Franzoni ?... Oh ! ce serait par trop bouffon ! » — *Scritti e « lettere di Carlo Alberto*, p. 19.

(3) N'y allez pas, Sire, n'y allez pas. Vive Gioberti ! A bas les Jésuites !

traversa de nouveau la rue, pas un vivat ne le salua.

Bien triste fut ce séjour à Gênes. Sonnaz, qui s'y trouvait avec le Roi, racontait plus tard que chaque journée avait été ainsi marquée par quelque leçon silencieuse, ou par quelque ovation comminatoire.

Le retour à Turin n'en fut cependant pas avancé, tant l'étiquette primait les impressions chez Charles-Albert, mais à Turin une manifestation attendait encore le malheureux prince si écœuré de popularité.

C'était le 3 décembre 1847. Un immense arc de triomphe avait été dressé place Victor-Emmanuel.

Depuis huit heures du matin, dans les rues, dans les cafés, sous les portiques, la foule circulait inquiète; un affreux brouillard enveloppait la ville. La pluie menaçait, lorsque tout à coup, vers quatre heures, à l'heure précise où le Roi devait arriver, un radieux soleil déchira les nuages. Mille voix le saluèrent de ce cri : « *Il sole d'Italia non tramonta mai* (1)... »

Puis un hourra...

C'était le Roi.

Mais c'est à peine si la foule a le temps de se ranger. Les piqueurs qui précèdent le Roi sont au galop. La voiture, toutes glaces levées, passe à la même allure. Plus un cri, tant le désappointement est immense. Puis, voilà tout à coup la foule qui se met à courir derrière la voiture. C'est une armée de bannières qui se rue, d'hommes, de femmes qui roulent

(1) « Le soleil d'Italie ne se couche jamais. »

comme un flot les uns sur les autres vers la place du Château. La manifestation menace de tourner tout autrement qu'elle n'a commencé, lorsque enfin le Roi paraît à la loge de Pilate, mais si défait, si faible, que, pour se tenir debout, il est obligé de s'appuyer au balcon.

Stupéfaite d'une telle apparition, la foule alors se disperse presque en silence ; les cris s'éteignent, et le Roi, affaibli à ne pouvoir marcher, est porté dans sa chambre, couché et saigné deux fois !

« Il semble, écrivait la marquise d'Azeglio en donnant ce dernier détail à son fils, il semble que le Roi cherche tous les moyens de se tuer au plus tôt... C'est triste... »

Brève et leste peut paraître l'épitaphe. Mais l'espérance est faite pour alléger les regrets! Et Mme d'Azeglio entrevoyait peut-être par delà le cercueil du Roi une politique plus énergiquement italienne.

Par delà ce cercueil, d'autres, au contraire, ne voyaient plus rien.

Quand un sentiment cesse d'être général, il se réfugie avec violence dans un petit nombre d'esprits, qui s'élèvent alors si haut dans leurs regrets, que l'on renonce d'autant plus à les suivre.

Auprès de Charles-Albert, le fidèle Sonnaz était le type de ceux que l'on ne suivait plus.

« ... Pendant le long et pénible mois que je viens de passer à Gênes avec le Roi, écrivait-il le 9 décembre 1847, j'ai plusieurs fois pensé à vous écrire, mais j'en ai été détourné par la nature des choses que j'au-

rais eu à vous dire. La prudence, toutefois, n'entrait pour rien dans mon silence. Ne peut-on, en effet, tout dire quand on voit tout faire? Pour moi, si je n'ai pu empêcher de faire ce que l'on a fait, j'ai eu du moins la consolation d'écrire que je le désapprouvais. Je l'ai écrit ne pouvant le dire, car je ne vois presque jamais le Roi seul. Il m'évite, et quand il est obligé de me subir, comme à table, par exemple, nos dialogues ne roulent que sur la pluie et le beau temps.

« Le Roi est seul, peut-être, à ne pas comprendre où l'emmènent les promesses faites le 30 octobre. Les progressistes, eux, l'ont bien compris. Ils ont saisi l'occasion aux cheveux ; ils ont étouffé tout repentir possible sous l'élan de leur reconnaissance. Leurs cris, leurs transports n'étaient que pour bien convaincre tout le monde qu'ils avaient obtenu ce qu'ils voulaient, et surtout pour bien convaincre le Roi qu'il ne peut plus reculer...

« La révolution, comme dit Balbo, *è buona* (est bonne). Elle va devenir *intiera* (entière), comme il le dit encore dans sa brochure intitulée : « *Alcune parole sulla situazione nuova...* (1). »

« Cette *situazione nuova* est tout entière dans l'enthousiasme de Gênes, où Gioberti et Mazzini ont été encore bien plus acclamés que nous. L'armée, heureusement, est tombée entre les bonnes et dignes mains de Broglia, dont les principes sont faits pour nous rassurer. Borelli, le nouveau ministre de l'intérieur,

(1) *Quelques paroles sur la situation nouvelle.*

est un magistrat des plus fermes. Alfieri est à l'instruction publique, Saint-Marsan aux affaires étrangères. Vous voyez que nous ne manquons pas de ministres pour nous mener au diable.

« On divinise le Roi, on nous conspue, on crie en avant. C'est ainsi que l'on culbute une monarchie vieille de huit siècles... »

Ne dirait-on pas l'étonnement, l'effroi de ces premiers navigateurs espagnols dont naguère d'admirables pages nous retraçaient l'odyssée (1)? Lancés à la suite de Magellan dans l'inconnu, un seul lien les rattachait au vieux monde. Je veux dire cette aiguille aimantée qui obstinément se tourne vers le nord !

Mais voici qu'un jour l'aiguille décline brusquement. Le lien est rompu. A ces hommes ignorant les lois de la variation, il reste les étoiles, mais elles aussi disparaissent pour ceux qui, sans le savoir, changent d'hémisphère.

La polaire s'éteint.

Des constellations innomées troublent le firmament. Les malheureux croient tomber dans un univers fou.

Comme eux, les hommes d'autrefois qui suivaient Charles-Albert changeaient d'hémisphère. A sa suite, ils se voyaient lancés dans l'inconnu. Lui seul les rattachait au vieux monde!

Mais quand ils virent sa politique décliner brusquement, quand ils virent leurs traditions, leurs souvenirs, leurs croyances remplacés au ciel italien par des

(1) Vicomte Eugène Melchior de Vogüé, *Visions et souvenirs*.

constellations inconnues..., quand ils virent enfin leur vieille monarchie s'abîmer dans la buée populaire..., en vérité ces hommes crurent, eux aussi, tomber dans un univers fou.

III

. . . .

« Mon ami, écrivait Sonnaz, le 13 janvier 1848, ne parlons plus de notre vieille monarchie. De vous à moi, le mot est affreux, mais la révolution est faite et couronnée. Je commence à dire comme Balbo : « C'est un fait providentiel ! »

« Le chef de l'Église qui, maintenant, est malade de peur derrière les portes du Quirinal, a levé l'étendard révolutionnaire. Les conséquences de cet acte ne s'arrêteront plus en Italie et ébranleront le reste de l'Europe. Le malheur est qu'aujourd'hui Pie IX soit débordé.

« En Italie, toute digue est devenue impossible. Depuis bien et bien longtemps, j'avais apprécié les révolutionnaires italiens ; mais toujours, Charles-Albert s'était illusionné à notre détriment sur leur compte...

« Vous me faites à son propos une question à laquelle je ne puis répondre par écrit. Si vous étiez là, nous causerions des heures sans arriver davantage

à une conclusion. Vous me demandez ce qu'est et ce que pense le Roi. Je ne puis vous répondre que ceci : Comme Napoléon à Sainte-Hélène, Charles-Albert n'est plus qu'une âme ébranlée dans un corps souffrant . . . .

. . . .

« Transportez-vous par la pensée aux audiences du dimanche, à sept heures du matin (1). Voyez le marasme sur la figure du Roi, la tristesse profonde dans son regard, l'accablement de toute sa personne, et dites si la discussion est possible. La fausse position d'aujourd'hui n'est-elle pas la conséquence du passé ? Le cœur manque pour redire ce que l'on disait il y a vingt ans et pour dire ce que l'on prévoit. »

Comment, en transcrivant la lettre que l'on vient de lire, ne pas me rappeler ces autres lettres datées de Florence, dans lesquelles Charles-Albert, si tristement, reprochait déjà à son fidèle Sonnaz « de lui percer le cœur... » ?

Les hommes qui jamais ne surent ce qu'est une faiblesse, qui jamais ne succombèrent à un entraînement, ceux enfin qui, comme disait Fontenelle, ont « de la cervelle là où d'ordinaire bat le cœur », peuvent pratiquer les dévouements impitoyables. Mais combien plus humaine est la pitié pour la souffrance ! Ah ! ne clouez donc pas un homme à sa faute, et ne vous substituez pas à son propre remords !

(1) Heure des audiences. Charles-Albert en donnait souvent dès six heures du matin.

La monarchie, pour Sonnaz, devait être au-dessus de tous les entraînements, au-dessus de toutes les faiblesses. Il la comprenait immuable à la façon des digues de marbre de Venise, tandis que, hélas! aujourd'hui, la monarchie n'est plus qu'une écluse qui, au gré du progrès, retient ou laisse s'écouler le torrent. Ce que Sonnaz ne comprenait pas, Charles-Albert le comprenait. Les rudes contacts subis pendant le prologue de son règne lui avaient appris que c'en était fait, pour les princes comme pour les peuples, des formes élémentaires qui jusque-là avaient régi le monde. Il avait subi tous les brisements de l'adaptation aux temps nouveaux (1).

Qui se fût transporté dans le cabinet du Roi à l'heure où Sonnaz en sortait, y aurait vu pénétrer l'un après l'autre tous les ministres, chacun avec ses mauvaises nouvelles.

Les plus inquiétantes venaient de Milan.

Depuis qu'un vent de libéralisme passait sur l'Italie, les Autrichiens redoublaient de rudesse, pour ne pas dire de cruauté, en Lombardie; si bien que, le 1er janvier 1848, les rues de Milan étaient mornes comme

(1) « J'ai renouvelé. . . l'époque des princes chevaliers errants, écrivait Charles-Albert en 1824. Mais je ne peux qu'en rendre grâces à Dieu, car l'adversité est la meilleure école pour les princes, et j'ai bien appris à connaître ce que sont les hommes, et le cas que l'on doit faire des choses d'ici-bas. J'ai cherché à mettre tout ce temps à profit, espérant pouvoir un jour contribuer à la gloire du Seigneur... » 18 août, Florence. Lettre au duc de Lucques, communiquée par Mgr Anzino, chapelain de S. M. le roi Humbert.

celles d'une ville conquise. Les Italiens n'y circulaient qu'à pas pressés, n'y parlaient qu'à voix basse; nul ne disputait le haut du pavé aux sbires croates, qui, d'immenses cigares à la bouche, narguaient la population. On le sait, pour atteindre le fisc autrichien, les Milanais ne s'habillaient plus que d'étoffes faites dans le pays, et à partir du 1er janvier 1848 ils s'étaient interdit de fumer (1).

Réfugiés dans les cafés, ils espéraient être là, du moins, à l'abri de l'insolente soldatesque; mais non, bientôt les cafés furent envahis par des bandes de uhlans avinés que la police autrichienne avait travestis en agents provocateurs. Il devenait clair que l'on cherchait l'occasion « de s'assurer, selon la théorie de Radetzky, *trente ans de paix par trois journées de sang* » (2).

Après de longues heures d'angoisse et de provocations auxquelles on n'avait pas répondu, les soldats ivres dégainèrent le soir du 3 janvier. A travers la neige qui tombait folle, passèrent des charges de cavalerie. Derrière elles, on ramassait soixante victimes (3).

J'abrège. Que servirait de dire ici ce que j'aurai à redire bientôt des horreurs commises à Milan? Les protestations indignées du podesta Casati n'avaient réussi qu'à faire afficher sur les murs de la malheureuse ville une proclamation de Radetzky à ses trou-

(1) Le fisc autrichien y perdait 4,386,786 francs. — OTTOLINI, *La rivoluzione lombarda*, p. 27

(2) *Ibidem*, p. 30.

(3) *Ibidem*, p. 31.

pes. Elle se terminait par ces mots menaçants : « Bien ferme est encore entre mes mains l'épée que, depuis soixante ans, je brandis dans les batailles... Qu'on ne m'oblige pas à élever le drapeau de l'aigle autrichienne, car ses coups de bec ne frappent pas en vain (1)... »

Sur les deux rives du Tessin, il était, depuis l'avènement de Charles-Albert, de communes espérances. Ce qui se traduisait à Turin par des cris de liberté s'était dès longtemps traduit à Milan par des cris d'indépendance. On pouvait en quelque sorte dire de ces deux pays voisins que, s'ils n'avaient pas le même ciel, ils avaient du moins le même enfer : la haine de l'Autriche. L'écho des provocations de Radetzky retentissait donc partout, douloureusement, en Piémont ; partout, excepté, chose étrange, au palais où Charles-Albert, maintenant, semblait ne pas voir, ne pas entendre ce que chacun voyait et entendait.

Qui pourtant ne savait ses chevaleresques sympathies pour Milan, et son envie de venger de vieilles injures (2) ? A l'atelier, dans les boutiques, dans la rue, le peuple, pour qui Charles-Albert était devenu une idole, se demandait avec étonnement quelle

(1) Ottolini, *La rivoluzione lombarda*, p. 38.

(2) Malgré l'attitude impénétrable du Roi, il lui échappait des mots comme celui-ci : « ... Vingt batailles gagnées, c'est bien beau (il s'agissait du marquis Paolucci)... Je me contenterai, *pour une cause que je sais,* d'en gagner dix et d'être tué à la dixième. Oh ! alors, je mourrais bien heureusement, en bénissant le Seigneur. » (*Scritti e lettere,* p. 10. — Lettre à Villa-Marina, 1840.)

pouvait être la raison de l'impassibilité du Roi.

Mais, fidèles autant qu'ils sont braves, les Turinais ne pouvaient imaginer qu'une noble raison à l'attitude de Charles-Albert; et voici que, sans qu'on sût où il avait pris naissance, le bruit se répandit tout à coup que c'était pour sauvegarder les intérêts de sa capitale que le Roi se résignait à refréner ainsi ses impatiences.

Un immense sentiment de gratitude suivit cette découverte; le marquis Robert d'Azeglio (1) fut chargé d'en porter l'expression au palais.

C'était une sorte de blanc-seing, que cette adresse des Turinais. Riches et pauvres y demandaient à Charles-Albert de disposer, pour l'honneur du pays, de leurs fortunes et de leur sang.

Je doute qu'il se rencontre dans l'histoire d'un autre peuple un mouvement national plus grandiose et à la fois plus touchant pour qui en était l'objet.

Le marquis, ce jour-là, n'eut pas de peine à faire parler le sphinx. Ému plus que jamais il ne l'avait été, Charles-Albert renouvela l'assurance que lui aussi était prêt aux derniers sacrifices. Mais telles étaient les difficultés de l'heure présente, que son royal dévouement se voyait impuissant à les surmonter.

Et le Roi s'en expliqua avec un abandon qu'on ne lui avait jamais connu. Il laissa entrevoir au marquis

(1) Le marquis Robert d'Azeglio était le frère aîné du marquis Massimo, non moins libéral que son frère et plus populaire encore. Le peuple appelait Robert d'Azeglio *il Marchese Cicervacchio*. (PREDARI, p. 213.)

d'Azeglio cette seconde couche de lui-même, si l'on peut ainsi dire, qu'enveloppait son impassibilité. Là, chez lui, comme chez tant d'êtres mal jugés, s'exerçaient toutes les facultés de l'intelligence, toutes les puissances de l'âme...

Le Roi dit que, dans toute la Péninsule, ne lui apparaissaient que divisions politiques. Il n'y voyait pas une armée, sinon la sienne, et encore la jugeait-il brave, mais trop peu nombreuse pour s'attaquer seule au colosse autrichien. Mais parmi les périls entrevus, le plus redoutable à ses yeux était encore celui que le parti libéral, si prompt à promettre et si lent à agir, ferait courir à la cause italienne.

« Il fallait des soldats et non des avocats pour mener à bien la grande entreprise. Infini serait donc le danger d'une constitution qui, livrant la tribune aux parlementaires, affaiblirait la force du gouvernement, amoindrirait la discipline dans l'armée et, par ses indiscrétions, ajouterait aux difficultés déjà écrasantes du commandement. »

En prononçant ces dernières paroles, le Roi, transfiguré, se dressait devant le marquis d'Azeglio.

« Rappelez-vous, marquis d'Azeglio, lui dit-il enfin, le regardant bien en face, que, comme vous, je veux l'affranchissement de l'Italie, et rappelez-vous que c'est pour cela que je ne donnerai jamais de constitution à mon peuple (1)... »

(1) Voir Chialla, *Lettere edite e inedite de Camille Cavour*. — Introduction, p. 70.

Mais, encore une fois, les événements qui se pressaient allaient avoir raison de sa clairvoyance et de sa volonté.

IV

A l'heure où Charles-Albert parlait ainsi, l'action gouvernementale et l'action révolutionnaire étaient en complet désaccord. Quand l'une croyait avoir atteint le maximum de ce qu'elle pouvait accorder, l'autre, rien moins que satisfaite, demandait encore, toujours.

Complète devenait l'impossibilité de conduire un pays qui n'avait plus les garanties d'un gouvernement absolu et n'avait pas encore celles d'un gouvernement constitutionnel.

Le Roi le sentait (1). Mais, mieux encore, les libéraux comprenaient quelle arme ils avaient contre lui et en abusaient.

Modelant leurs articles sur ses impressions de chaque jour, les journaux s'en prenaient tantôt aux scrupules du Roi, tantôt à son honneur, tantôt à son amour pour l'Italie.

(1) Il avait fait écrire par son confident Cibrario un petit livre fort persuasif : *Sulle riforme del re Carlo-Alberto, pensieri;* mais ce livre ne réussit à persuader personne, si bien qu'il est devenu fort rare, tant on en a recherché les exemplaires pour les détruire.

Comment d'ailleurs le résultat d'une campagne si savamment conduite aurait-il pu se faire longtemps attendre, étant donné l'état d'effervescence où se trouvait le Piémont ?

Les impatiences y éclataient de toutes parts, les prétentions y grandissaient. Chaque jour, on injuriait les *codini* (1), on embrassait les Juifs; c'étaient des tendresses pour les protestants, des cris de mort contre les Jésuites... C'étaient des farandoles, des défilés, des réunions sans fin, des hymnes... Tabatières, cocardes, lampions, tout était aux couleurs tricolores (2). Et puis voilà que, tout à coup, éclate à Turin, comme un coup de foudre, la nouvelle qu'une constitution vient d'être accordée à Naples (3). Alors, les réclamations se font impérieuses, presque menaçantes; les journaux embouchent la trompette, jettent aux quatre vents du ciel leurs fanfares toutes vibrantes de liberté.

Ah! que lointaines étaient déjà les acclamations reconnaissantes qui avaient salué les réformes d'octobre!... Comme dit Mme de Staël, « s'opposer au progrès des peuples, c'est se perdre; s'y prêter, c'est mettre son nom à la tête d'une histoire de sang et de malheur!... »

Non seulement ce n'étaient plus des remerciements qui montaient jusqu'au Roi, mais les prières qu'il

(1) On appelait ainsi, en Piémont, les réactionnaires. Le mot venait de la cadenette de jadis.

(2) Voir la si curieuse brochure du baron MANNO, *la Concessione dello Statuto.* J'ai fait à ce petit livre les plus larges emprunts.

(3) 28 janvier 1848.

6

entendait maintenant ressemblaient à des ordres; à des ordres qui, comme des vagues de fond, devaient bientôt submerger ses dernières résistances. Et avec elles, hélas! les vagues ramenaient comme de hideux noyés les vieux engagements pris par le Roi, lorsque, prince de Carignan, il revenait d'Espagne en 1824.

Au congrès de Vérone, on s'en souvient peut-être, M. de Metternich n'avait pas réussi à faire déshériter le prince de Carignan au profit de M. le duc de Modène. Mais le chancelier s'était vengé de sa déconvenue en obligeant l'héritier du roi Charles-Félix à souscrire un engagement qui, à jamais, devait paralyser toute initiative libérale de sa part (1).

L'engagement souscrit par Charles-Albert portait, en effet, que jamais il ne serait rien innové aux lois organiques qui régissaient alors le Piémont. Pour plus de sûreté encore, M. de Metternich avait exigé qu'une sorte de conseil de surveillance fût institué. Là devaient figurer, afin de veiller à la stricte exécution de l'engagement pris, les colliers de l'ordre de l'Annonciade et tous les évêques de Piémont.

Écœuré d'exil, le prince signa ce qu'on voulut, et cette signature, depuis son avènement, était demeurée un redoutable secret d'État. Aussi, nul ne s'expliquait le bouleversement d'âme auquel le Roi semblait en proie, non plus que les mots étranges qui, sans cesse maintenant, lui échappaient.

« Quel compte un chrétien doit-il faire d'un enga-

(1) Voir *Prologue d'un règne,* p. 236.

gement qui, pour lui, équivaut à un serment? » dit-il, par exemple, un jour à Balbo qui le pressait de donner une constitution.

Comme Balbo, qui ignorait à quoi le Roi pouvait faire allusion, ne répondait pas, Charles-Albert prononça tout à coup le mot d'abdication.

Je ne saurais dire combien ce mot sonna lugubrement.

Il passa sur Turin comme un glas, après le joyeux carillon des espérances éveillées. On doutait, on affirmait, on niait, on cherchait les raisons de cette détermination absolument inexplicable pour tous. Charles-Albert n'avait jamais été populaire; aujourd'hui qu'il l'était jusqu'à devenir une idole, pourquoi donc voulait-il abdiquer?

La santé du Roi, selon les uns, ne lui permettait plus le fardeau des affaires; pour les autres, c'était son indécision qui, poussée à l'extrême, lui faisait préférer l'abdication à une énergique résolution. On allait jusqu'à dire qu'il reculait... D'aucuns voulaient enfin que, vaincu par les objurgations du parti rétrograde, il sacrifiât sa couronne à des amitiés rancunières.

N'y a-t-il pas des gens qui sans être jamais dans leur propre secret, se croient toujours dans le secret d'autrui?

Mais cette fois, le secret avait été si bien gardé que Sonnaz lui-même y était demeuré étranger. Hélas! en voulant débrider la plaie, il ne fit que l'irriter davantage, car son maître était de ceux dont le plus terrible supplice consiste, selon le mot d'un ancien,

à être forcés de tourner en dehors l'intérieur de leurs âmes.

. . . .

« ... Obsédé d'une affreuse inquiétude, j'entrai dimanche, écrivait-il le 9 février, à huit heures, dans le cabinet de Sa Majesté...

« Je lui rappelai que mon opinion avait toujours été qu'une constitution, quelle qu'elle fût, favorisait les classes moyennes au détriment du vrai peuple, que l'autorité royale ne saurait longtemps résister à l'omnipotence parlementaire, et que cependant tel était l'état des choses, que tous les honnêtes gens désiraient qu'en prenant un parti le Roi fît cesser l'insupportable état où nous vivions depuis la fatale journée du 30 octobre...

« Croyez, cher ami, que ce fut pour moi une scène terrible, ce n'était plus le Roi. En le quittant, je lui dis :

« — Soyez convaincu, Sire, qu'il faut prendre un parti. Votre cœur et votre conscience vous diront si vous pouvez laisser à votre successeur le poids et les difficultés de circonstances qu'il n'a pas créées. »

Je ne sache rien de mortel comme ces coups que l'on dirait tirés au hasard et qui vous frappent en plein cœur. Quoi de plus poignant pour le Roi que d'entendre parler de conscience à cet instant où sa conscience le faisait tant souffrir! Voilà comment les affections les plus fidèles peuvent torturer l'être à qui elles se dévouent, et comment l'homme est à l'homme un perpétuel martyre.

Le désordre qui régnait à Turin, les sommations du *café National* et du café *Della Lega Italiana* qui étaient les seules puissances reconnues; l'anarchie qui sévissait à Gênes où l'on demandait à grands cris la liberté de la presse, l'expulsion des Jésuites, la garde nationale, justifiaient pourtant l'argumentation de Sonnaz. L'abdication n'eût fait qu'ajouter aux inextricables difficultés de la situation. Par ce qui s'était passé en 1821, Charles-Albert ne savait-il pas qu'un enfant, jeté tout à coup aux prises avec la révolution, est incapable d'autre chose que de lui obéir?

Jusque-là d'ailleurs, M. le duc de Savoie avait vécu si étranger aux affaires, qu'il n'eût inspiré confiance à aucun parti. Mieux que personne lui-même le comprenait, et on lui faisait de ces sentiments grand honneur à Turin.

A ce propos il est assez intéressant de remarquer combien, à l'heure où l'Italie s'éveillait, ceux qui, un jour, devaient en faire l'unité étaient impopulaires. On se méfiait de M. le duc de Savoie, qui allait devenir le premier roi d'Italie; on se méfiait bien plus encore de son futur ministre, le comte de Cavour, « l'homme le plus dangereux du royaume (1) », au dire de Charles-Albert. L'initiative que prenait alors précisément Cavour n'était pas pour faire changer l'opinion que le Roi avait de lui.

Avec ce coup d'œil et cette audace que les circonstances depuis ne trouvèrent jamais en défaut, Cavour

(1) *Le comte de Cavour*, par M. de La Rive.

jugeait, au mois de janvier 1848, que l'heure était venue de livrer un dernier assaut au pouvoir absolu.

Une nouvelle députation génoise arrivait à Turin. Sous prétexte que l'on avait trouvé au couvent des Jésuites une correspondance avec Radetzky, elle était chargée de demander au Roi l'immédiate expulsion de l'Ordre et la création non moins nécessaire d'une garde civique.

Mais voilà que la députation conduite par le marquis Doria, qui se souvenait du froid accueil reçu quelques mois auparavant, ne savait plus comment aborder le Roi.

Tout aussitôt les principaux journalistes de Turin se réunirent pour aviser. Longue fut la conférence sans que l'on conclût à rien, tant une démarche de cette nature semblait alors audacieuse.

Le temps passait, le comte de Cavour se leva enfin, impatienté de tant de bavardages inutiles; son opinion était que peu importait que l'on expulsât « tels ou tels moines (*sic*); que du moment où l'on était résolu à affronter le danger, de s'adresser directement au souverain, il fallait au moins que l'objet en valût la peine (1). Si nous risquons la démarche, dit-il en finissant, que ce soit pour demander une constitution... »

Je passe ici sur les détails d'une discussion orageuse. L'opposition faite à la proposition de Cavour

(1) Voir *Lettres éditées et inédites du comte de Cavour,* vol. I, Chialla. Introduction.

fut si violente, que l'idée en fut abandonnée. Mais ces altercations avaient fait un tel scandale, que Cavour ne crut pouvoir se dispenser de dresser une sorte de procès-verbal de la discussion. Il le fit paraître dans les journaux de Rome et de Toscane; après quoi, et ceci n'est pas un des faits les moins curieux de cette histoire, il l'adressa au Roi, simplement par la poste.

Charles-Albert pour la première fois entendait ainsi prononcer tout haut ce mot de constitution, que chacun prononçait tout bas autour de lui, depuis que le Pape, le grand-duc de Toscane et le roi de Naples l'avaient mis si fort à la mode.

A son tour, fasciné par ce mot magique, le peuple piémontais perdait son sang-froid. Maintenant, lui aussi voulait une constitution. Par quelles crises, par quels soubresauts fallait-il que ce peuple, si calme, si soumis d'ordinaire, eût passé pour en arriver là ?... Quand la foule a certains regards, ce ne sont plus, comme dit Victor Hugo, « des idées qu'il y a dans les cerveaux... ce sont des événements... »

CHAPITRE IV

L'honneur pour le Roi vaut mieux que la gloire. — Étranges conséquences des garanties prises à Vérone contre le prince de Carignan. — Première réunion du conseil de tutelle imposé par Metternich. — L'archevêque de Verceil, Mgr d'Angennes, consulté par le Roi, opine pour l'octroi d'une Constitution. — Seconde réunion du conseil. — Discours du Roi. — État de Turin. — Quelques lettres du comte de Sonnaz. — Adaptation de la charte française modifiée. — Immense manifestation à Turin. — Attitude du Roi. — La nouvelle arrive à Turin de la révolution de Février. — Comment le Roi entend la monarchie et la république. — Désordres à Sassari, à Gênes, à Chambéry. — Expulsion des Jésuites. — Marasme du Roi. — Nouvelles lettres de Sonnaz. — Charles-Albert charge Balbo et Pareto de former un nouveau cabinet. — Sincérité du Roi. — Milan et les partis à Milan. — Le comte Henry Martini. — Son entrevue avec Charles-Albert. — Paroles du Roi.

I

« Souvent Fortune se rit du trébuchement des grands », a dit La Trémoïlle, mais plus encore, ajouterai-je, de leur folle sagesse.

Ce furent précisément les hommes que M. de Metternich avait prétendu imposer comme tuteurs au prince de Carignan, ce furent les hommes auxquels le congrès de Vérone avait remis en garde l'absolutisme traditionnel de la maison de Savoie, qui obli-

gèrent Charles-Albert à donner une constitution. Les engagements pris par le prince, aussi bien que la tutelle inventée par Metternich, étaient, comme je l'ai dit, demeurés secret d'État jusqu'en 1848. Ils ne pouvaient plus l'être à l'heure où l'on touchait.

Cruelle pour le Roi, mais plus cruelle encore pour ses ministres, fut cette révélation. L'étonnement, la douleur, la perplexité se disputaient ces hommes qui, dans un même culte, associaient leur patrie et l'honneur de leur dynastie. Déserter ou fausser sa parole, voilà donc où en était réduit leur maître. « Ah! s'écria Balbo, l'honneur pour le Roi vaut encore mieux que la gloire. » Mais quelle pitié pour l'Italie !

Quoi! Charles-Albert abdiquerait à l'heure où deux millions de poitrines poussaient le cri d'indépendance! Sa désertion livrerait à l'Autriche tous ceux qui avaient eu foi en lui ! C'était impossible. Cependant il semblait qu'il fallût choisir entre un parjure et cet irrémédiable écroulement. Oui, Metternich avait prévu que tôt ou tard Charles-Albert serait acculé à cette impasse. Pour lui rendre un tel instant fatal, il n'avait rien épargné. Dieu permit cependant que ce luxe inouï de précautions antilibérales ne servît qu'à lever les scrupules du Roi.

N'appartenait-il pas bien plutôt, en effet, au conseil judiciaire qu'au prince interdit de trancher la question de vie ou de mort qui se posait? Tel était bien autour de Charles-Albert l'avis de tous. Lui-même n'y contredisait pas, non plus qu'à la grande hâte qu'avaient ses ministres de réunir ce conseil suprême.

Pour arriver à une compétence plus grande des questions à élucider, on substitua aux chevaliers de l'Annonciade et aux évêques, qui primitivement devaient siéger, les anciens ministres d'État, et les présidents des diverses cours de Piémont.

De hautes convenances firent exclure du conseil les membres de la famille royale. Pour être absolument sincère, il faut ajouter que certains ministres d'État, comme par exemple le comte de La Margherita, furent oubliés.

J'ai sous les yeux le procès-verbal de la première réunion (1) de ce conseil, où tout le monde, à l'exception du comte Avet, ministre de la justice, opina pour que le Roi donnât une constitution.

« Avant les événements de Naples, dit le comte de Saint-Marsan, nous pouvions espérer que nous dirigerions un mouvement qui n'avait pas la force de s'imposer encore, mais aujourd'hui, il nous faudrait, pour

(1) Le Conseil se composait de dix-sept personnes :

Des sept ministres en exercice, savoir : pour l'intérieur, le comte Borelli ; pour la justice, le comte Avet ; pour les affaires étrangères, le comte de Saint-Marsan ; pour les finances, le comte de Revel ; pour les travaux publics, le chevalier des Ambrois ; pour la guerre et la marine, le général Broglia ; pour l'instruction publique, le marquis Alfieri.

Du comte Sallier de la Tour, doyen des chevaliers de l'Annonciade ; du comte Louis Peyretti ; du chevalier Provana de Collegno ; du marquis Raggi ; du comte Pralormo, l'ancien ambassadeur sarde à Vienne ; du comte Coller, président de la cour de cassation ; du comte Stefano Gallina, surintendant des archives ; du chevalier Gromo, vice-président de la chambre de cassation ; du comte Lesegno et du comte Sclopis. (Voir *la Concessione dello Statuto,* par le baron Antonio MANNO, p. 14 et suiv.)

l'étouffer, avoir recours à l'intervention étrangère. Trône constitutionnel pour trône constitutionnel, mieux vaut encore que les marches n'en soient pas ensanglantées comme à Naples. »

Le comte de Revel envisage les choses au même point de vue. Le chevalier des Ambrois espère que l'évolution du Roi donnera au Piémont l'appui de la France constitutionnelle. Le général Broglia dit que, quoique l'armée soit prête à faire son devoir et à exécuter tels ordres qu'on lui donnera, il pense qu'une répression ne servirait qu'à rendre la réaction plus violente.

Le marquis Alfieri a, pour partager l'avis général, cette dernière bonne raison « qu'il faut opposer aux entraînements et aux écarts de l'imagination populaire une représentation exacte des intérêts du pays ».

La question semblait tranchée; mais c'eût été mal connaître le Roi que de le croire rassuré par cette unanimité de ses conseillers. Celle-ci n'était, au contraire, que pour le grandement troubler. La discussion n'avait porté que sur des faits extérieurs. On ne s'était appuyé que de considérations secondaires. La vraie question, la question de principe n'avait pas été abordée.

Or, maintenant que les décisions de son conseil semblaient mettre hors de cause ses vieux engagements, Charles-Albert se demandait s'il avait légitimement le droit de sacrifier une autorité qui, en dernière analyse, n'était qu'un dépôt entre ses mains;

dépôt dont les Livres saints lui révélaient le caractère encore bien plus religieux que politique (1).

Il quitta le conseil en proie à d'intolérables scrupules. La nuit qui suivit fut affreuse, dit-on. C'est que la conscience touche de si près au cœur que leurs troubles se confondent : quelles souffrances, alors!

Quand enfin l'aube parut, le Roi fit appeler l'archevêque de Verceil, Mgr d'Angennes, un saint dont l'humilité infinie préservait les conseils de toute préoccupation humaine. Le Roi le savait; aussi lorsque l'archevêque entra, lui fit-il en quelque sorte l'abandon de toutes ses responsabilités. Ah! non pas qu'il les déclinât par pusillanimité (2), mais dans le conflit de devoirs contraires qui tout à coup surgissaient, Charles-Albert croyait voir l'indication providentielle que son règne devait finir.

L'archevêque ne le pensa pas; bien au contraire, il affirma au Roi que devant le danger dont les sectes

(1) « Lorsque Dieu veut récompenser les peuples, écrivait le Roi en 1838, il leur donne de bons rois, et lorsqu'il veut les punir... il leur donne, ainsi qu'il nous l'a dit, des souverains méchants, faibles ou enfants. Il nous offre le gouvernement monarchique comme le modèle des meilleurs gouvernements. Il le fonde sur l'autorité paternelle et le donne à son propre peuple. Il le rend héréditaire de mâle en mâle... parce qu'ainsi il est plus fort... et pour éviter qu'un étranger vienne à régner sur une nation dont il ne fait point partie... » (*Réflexions historiques*. Turin, 1838, p. 16.)

(2) Je trouve ces mots dans une lettre écrite par le Roi en 1833 : « Dieu m'a fait Roi pour rendre la justice, pour défendre notre sainte religion, et au reste, rien au monde ne m'effraye (*sic*), rien ne me trouble... » (*Notizie sulla vita di Carlo-Alberto*. CIBRARIO, p. 53.)

révolutionnaires menaçaient la religion en Italie, son devoir était de demeurer au poste où Dieu l'avait placé. Qu'importaient périls et déboires, alors qu'il s'agissait pour le Roi de sauvegarder la foi de ses peuples !

Auprès de cette question, l'autre question, celle qui visait les engagements pris par Charles-Albert en 1824, n'était que secondaire.

Mgr d'Angennes déclara au Roi que le serment prêté par lui de pourvoir à la tranquillité de ses peuples primait tout engagement contraire.

Lorsque l'archevêque sortit, Charles-Albert semblait résigné à régner encore.

Mais qui n'en a la triste expérience?...

L'accalmie produite dans un cœur par la raison ne dure jamais longtemps. Comme l'huile jetée autour d'un navire en détresse, la raison peut calmer un instant la vague, mais une fois ce point franchi, le cœur, comme le navire, redeviennent le jouet des flots et de la passion.

Charles-Albert voulut soumettre ses scrupules à un dernier contrôle. Il se décida à convoquer une seconde fois le conseil, le 7 février (1).

(1) Assistaient au conseil du 7 février :

Les sept ministres à portefeuilles; les quatre présidents du conseil d'État.

Les autres personnages appelés étaient le maréchal La Tour, le comte Peyretti, le chevalier Provana, le marquis Raggi, le comte de Pralormo, le comte Coller, le comte Gallina, le chevalier Gromo, le chevalier Quarelli, le comte Sclopis, le comte Radicati faisant fonction de secrétaires.

« ... Voilà dix-sept ans, dit-il en ouvrant la délibération, dix-sept ans que je règne, et que je modèle mon gouvernement sur les nécessités des temps. J'ai dû, en 1833, sévir rigoureusement contre les agissements révolutionnaires, et puis, quand la paix a été rétablie, j'ai réformé les diverses législations de mes États.....

« Cependant, depuis un an, au milieu de l'agitation qui s'est emparée des esprits, les tendances vers la liberté s'accentuent tous les jours.

« Il est en conséquence de graves et indispensables mesures à prendre. Je vous ai réunis en conseil pour les discuter avec vous.

« Je ne vous demande que deux choses : maintenez intacte l'autorité de notre sainte religion catholique, et comptez avec la dignité du pays (1)... »

Pleine et entière liberté fut ensuite donnée à la discussion. On revint sur les arguments déjà agités le 3 février. Les circonstances semblaient leur donner d'heure en heure plus d'importance.

La fidélité des troupes s'ébranlait. A l'exemple de Rome, le clergé entrait ouvertement dans le mouvement. Son attitude avait raison des dernières hésitations de la foule. Personne au conseil ne contredisait plus à la nécessité de concessions à faire.

Immobile dans son fauteuil, le Roi ne disait pas

(1) Ces extraits du discours que prononça le roi Charles-Albert sont empruntés à la brochure du baron Manno, *La concessione dello statuto.*

un mot qui marquât chez lui un regret. Il eût rougi de rien marchander de ce qu'il abandonnait. Mais l'honneur royal touchait d'autant plus les hommes qui assistaient à ce sublime sacrifice.

« ... Que l'on fasse au moins à la couronne une situation digne d'elle! » s'écria des Ambrois.

Le comte de Saint-Marsan crut répondre à ce vœu en proposant que les concessions faites pussent être rapportées en cas de guerre. Mais le marquis Alfieri fit observer que « l'avènement de la démocratie ressemblait à quelqu'une de ces commotions terrestres qui tout à coup haussent les plaines au niveau des montagnes. De tels phénomènes sont faits pour déconcerter toutes prévisions..... » comme pour rendre, aurait-il pu ajouter, le retrait des concessions faites impossible.

Mais déjà on ne l'écoutait plus. Le mot de guerre que venait de prononcer Saint-Marsan avait brusquement fait dévier la discussion.

Quelqu'un fit observer qu'en cas de guerre un gouvernement libéral doublerait son action des forces de la démocratie, et que la guerre serait un tout-puissant dérivatif aux passions déchaînées.

Fidèle à l'attitude qu'il s'était imposée, Charles-Albert ne laissait rien paraître de l'impression profonde que de telles paroles lui apportaient. Étrange prince, qui avec la même parfaite sérénité écoutait quelques instants plus tard le rude discours du comte Pralormo, de ce même comte Pralormo qui jadis, ambassadeur à Vienne, avait consenti les dures condi-

tions mises par M. de Metternich à la rentrée de Charles-Albert en Piémont.

Pralormo faisait donc observer que *certaines alliances*, il n'allait pas jusqu'à nommer l'Autriche, s'accommoderaient mal des institutions dont il s'agissait. Dans un discours où la vérité s'étalait sans ambages, il redit ses tristes prévisions pour l'avenir de la monarchie.

« Je ne crois donc pas, concluait Pralormo, devoir conseiller l'introduction du parlementarisme en Piémont... Je consens cependant à ce qu'on l'expérimente, puisqu'il est le seul remède dont on n'ait pas encore essayé dans l'état désespéré où se débat le pays. »

Certes, en parlant ainsi, l'ancien ambassadeur obéissait noblement au cri de sa conscience. Mais du même coup, il justifiait ce mot « qu'à certaines heures les barrières deviennent des appuis ». Son discours faisait s'évanouir les derniers scrupules du Roi et de son conseil.

Donner une constitution, c'était donc pour Charles-Albert affirmer son indépendance vis-à-vis de l'Autriche.

C'était se préparer plus utilement à la guerre qu'en entassant des munitions, ou qu'en faisant fondre de nouveaux canons.

Et puis, il savait, le noble prince, qu'il entraînerait sur le chemin de la Lombardie ceux mêmes qui essayaient de l'arrêter sur le chemin de la liberté. Il savait que son peuple tout entier rallierait au drapeau quand il l'aurait engagé.

Commencé à neuf heures du matin, le conseil, dont on vient de lire les discussions succinctes, se termina à quatre heures après midi. En levant la séance, le Roi fixait pour neuf heures, le même soir, une nouvelle réunion.

Mais entre temps, avertis par l'ambassade anglaise des dernières hésitations de Charles-Albert, Cavour et ses amis se décidaient à tenter sur les volontés royales une pesée décisive.

A leur instigation, les deux syndics de Turin, le marquis Colli et le banquier Nigra, suivis d'une foule immense, arrivaient au palais comme finissait le conseil dont je viens de parler, pour demander la constitution.

« Le Roi, raconte Sonnaz, reçut leur adresse et répondit fort sèchement à leurs phrases qu'il examinerait la chose, mais que jamais il ne déciderait rien tant qu'il verrait les grilles de son palais encombrées par la foule.

« Depuis le matin, en effet, les curieux assiégeaient les abords de la grille. Aussitôt un ordre partit du café de la *Lega italiana,* et à six heures, quand nous sommes allés dîner, il n'y avait plus personne.

« J'étais à table, à côté du Roi, continue Sonnaz. Je le trouvai pâle, abattu ; il ne disait rien, ne mangeait pas, mais quand même il affectait la sérénité... »

Vers neuf heures, le même soir, le conseil prorogé reprit séance. Il ne s'agissait plus, cette fois, de savoir

si l'on donnerait une constitution, mais de décider quelle serait cette constitution.

Après quelques pourparlers, le conseil se résolut à calquer la charte française, et passa aussitôt à un examen sommaire de ses principaux articles. Il semblait que le Roi les vît défiler avec indifférence, quand tout à coup, — il s'agissait de la liberté de la presse, — Charles-Albert demanda qu'en matière religieuse, rien ne pût être imprimé sans une autorisation préalable des évêques. Le Roi se souvenait de la parole de Mgr d'Angennes, il ne voulait pas que l'on attentât à la foi de ses peuples ! *(A)*

Mais le conseil qui, à l'unanimité, avait accepté que la religion catholique fût déclarée religion d'État, repoussa la demande du Roi, et Pralormo justifia ce refus en disant, non sans quelque amertume, « qu'il n'existait pas de moyen terme ; qu'entré dans une voie, il fallait avoir le courage de la suivre jusqu'au bout ».

Sous cette dure leçon, Charles-Albert baissa la tête, et puis il signa le projet de cette constitution que, suivant sa magnifique parole, il allait octroyer à son peuple... « *avec toute la loyauté d'un Roi et toute l'affection d'un père* » (1).

. . . .

(1) Le matin, le Roi avait communié, et l'un des plus avancés d'entre les journaux de Turin imprimait ces lignes :

« Dieu bénisse le pieux monarque qui, pour rendre la terre heureuse, va demander ses inspirations au ciel... »

II

Cependant l'opinion à Turin s'exaspérait du mystère qui enveloppait les délibérations du Roi et de ses ministres. La nuit, puis la matinée du 8 février s'étaient passées sans que l'on sût rien de positif. Les uns assuraient que Charles-Albert abdiquait, d'autres qu'il accordait un simulacre de constitution. On parlait de nouvelles graves arrivées de Gênes, de Milan, de Londres.

Enfin, vers midi, un groupe de journalistes, à la tête desquels marchait Camille de Cavour, se rendit chez le garde des sceaux, comte Avet, qu'ils trouvèrent rentrant chez lui.

Ce fut d'un air à la fois discret et joyeux que le ministre leur dit aussitôt qu'ils pouvaient avoir confiance dans la bonté du Roi, qu'ils allaient en avoir la preuve.

De son côté, le comte de Saint-Marsan trouvait au ministère des affaires étrangères tous les ambassadeurs venus aux nouvelles. Grand fut leur étonnement de recevoir chacun un exemplaire du décret qui accordait la constitution.

Une heure plus tard, tandis que les courriers d'ambassades galopaient vers toutes les capitales de l'Europe, le décret qu'ils emportaient se placardait sur les murailles de Turin.

La foule en le lisant fut prise de folie, de délire, et l'air, selon le mot du poète antique, « se hérissa des mains levées de tout un peuple ».

Mais ni Charles-Albert, ni son fidèle Sonnaz, n'étaient pour se faire illusion sur la valeur des applaudissements que battaient ces mains.

« ... Un avis positif, écrivait Sonnaz le 9 février, m'avait prévenu que nous passerions le Rubicon dans la journée, et j'attendais chez moi l'explosion de cris qui allait saluer le grand événement. On fut exact, et à quatre heures, je courus me mêler à la foule.

« Naturellement, la Constitution, ou plutôt le *Statut,* comme l'on dit ici, était fort discuté. A première vue, le projet m'a paru rédigé avec une extrême adresse. Les gens qui voulaient la Constitution belge, qui donne tout à l'élection, sont déçus. Plus déçus encore sont ceux qui ne voulaient qu'une seule Chambre, c'est-à-dire une Convention. Mais tous font bonne mine à leur mauvais jeu. Il est convenu que, jusqu'à nouvel ordre, nous garderons drapeau et cocarde (*B*). On cite parmi les commissaires appelés à préparer les nouvelles lois, Cavour, Cesare Balbo, Franzini... Après tout, peut-être vaut-il mieux toucher le fond, que de flotter éternellement entre deux eaux... »

Si, comme le disait Sonnaz, bien des gens n'étaient pas aussi heureux qu'ils voulaient le paraître, c'est que, parmi les promesses faites, les plus importantes se trouvaient formulées de façon assez obscure. Le

Roi, par exemple, s'était réservé de rédiger ainsi qu'il lui plairait la loi électorale. Il s'était également réservé de constituer à sa convenance cette garde nationale, après laquelle chacun soupirait. Jusqu'à la convocation d'un futur parlement, il appartenait à la couronne de suppléer aux lois à faire, par de simples décrets. Chose plus singulière encore, le mot d'amnistie n'était pas prononcé. Enfin, et ceci portait à son comble l'étonnement général, non seulement il n'était pas question de rappeler les contingents, mais l'attitude de Charles-Albert semblait se faire plus pacifique à mesure qu'à Milan la situation empirait. Le bruit courait cependant que pour prendre ses sûretés le maréchal autrichien Radetzky se préparait à marcher sur Alexandrie. L'effrayante surexcitation qui régnait des deux côtés du Tessin justifiait jusqu'à un certain point ce projet. Et nul ne comprenait que le Roi, si jaloux de son honneur, n'eût rien répondu à une si outrecuidante menace.

Hélas! c'était que la réaction accoutumée suivait l'effort immense que venait de s'imposer Charles-Albert, mais c'était surtout que les événements avaient, par leur rapidité, trompé tous les calculs du Roi. Il ne se trouvait pas prêt pour cette guerre tant désirée; et il se demandait avec terreur comment il ferait entendre raison à ce pays qui, spontanément, avait pris *liberté* pour mot d'ordre et *guerre* pour mot de ralliement.

A Gênes, depuis la proclamation du Statut, ce

n'étaient que manifestations, que cris : A bas l'Autriche ! A la frontière !

A Chambéry, à Nice, la reconnaissance se montrait tout aussi échevelée... « A Novare, écrivait la marquise d'Azeglio, les Novarais, qui pressentaient quelque chose et ne pouvaient plus tenir dans leur peau jusqu'à l'arrivée du courrier, qui passe la nuit, sont allés l'attendre à Verceil. Tout le monde a été debout toute la nuit, dans les rues illuminées. On sonna toutes les cloches. Les paysans, ne sachant de quoi il s'agissait, crurent à l'invasion, et, armés de tout ce qui leur tomba sous la main, arrivèrent au nombre de plus de huit mille. »

Avec une population surexcitée à un tel degré et entre les mains de meneurs aussi habiles que ceux qui dirigeaient le mouvement en Piémont, la foule devenait une irrésistible puissance. Il fallait la lancer contre les irrésolutions du Roi.

« Les plus fortes digues ne résistent pas à ces innombrables gouttes d'eau que sont les fleuves; une multitude de jugements, dont chacun est méprisable séparément, emportent ceux mêmes qui résisteraient à une violence ouverte... »

La manifestation qui eut lieu le 27 février à Turin a prouvé combien est juste et vraie cette pensée de Nicole.

III

Les récits du temps chiffrent à plus de cinquante mille le nombre des délégués accourus pour prendre part, ce jour-là, à la fête organisée par le marquis d'Azeglio en l'honneur du Statut. De mémoire d'homme on n'avait vu Turin si agité, si bruyant. Non seulement toutes les provinces, mais toutes les villes, toutes les bourgades du royaume se trouvaient représentées à cette sorte de fédération; car la révolution n'est que médiocrement inventive en fait de fêtes. Ce sont toujours des défilés, des processions aboutissant à un autel où, selon les circonstances, on adore Dieu ou la raison. Ici, l'objectif à atteindre par la colonne qui allait se déployer était le sanctuaire de la Gran Madre di Dio, situé en face de la rue de Pô, de l'autre côté du fleuve.

Un immense autel, entouré de lampadaires et de cierges, avait été dressé sous le péristyle de l'église. Tout à l'entour s'élevaient des gradins en amphithéâtre, et là s'était groupée la population féminine de Turin.

Au signal donné par toutes les cloches de la ville, la colonne, bannières et étendards au vent, se mit en marche. Il avait fallu près de deux heures pour incruster dans cette immense mosaïque chacune des corporations qui y devaient figurer. Depuis la magis-

trature en robe rouge jusqu'à la troupe dramatique qui alors donnait ses représentations à Turin, chacune y marcha à son rang, plus ou moins applaudie, selon qu'elle était plus ou moins populaire, selon que ses étendards portaient plus ou moins de devises patriotiques.

Mais voilà que tout à coup la foule, mue comme par une secousse électrique, se tait, se presse, se bouscule pour mieux voir. Une émotion profonde se peint sur tous les visages.

Vingt-cinq ou trente hommes vêtus de noir, sans bannière, un crêpe au bras, passent : ce sont les délégués lombards. A les voir, on oublie les cris de joie. Jamais mise en scène mieux réussie ne produisit plus d'effet. Une sorte de frisson sinistre, ondulant à travers la foule, l'envahit de proche en proche, et gagne jusqu'au Roi, qui demeure la tête découverte, plongé dans une sorte de stupeur tant que dure le triste défilé.

Mais, — et ceci prouve que certaines douleurs peuvent, comme certaines maladies, n'être que diplomatiques, — à quelques pas en arrière des Lombards marchait, Camille Cavour en tête, le groupe des journalistes. Eh bien! personne n'était plus gai que ces hommes d'esprit qui, chaque matin, versaient des pleurs amers sur la destinée de leurs *fratelli* en deuil.

Tous semblaient infiniment jouir du double voisinage des sculpteurs sur bois qui les précédaient et des garçons marchands de vin qui les suivaient. Rien de plus plaisant que la rivalité de ces trois groupes à

chanter leurs hymnes patriotiques. Mais, quoi que fissent les journalistes, Cavour en était réduit bientôt à confesser qu'ils chantaient, ou plutôt qu'ils *hurlaient comme des chiens* (1), ce à quoi personne ne contredit.....

Quand enfin la messe eut été chantée à grand orchestre, la foule remonta la rue pour venir défiler devant le palais royal. La Reine était au balcon de Pilate. Le Roi en face d'elle raide, froid, livide, saluait automatiquement et les drapeaux et la foule. A le voir ainsi, on l'eût dit réduit à cette immobilité de statue par quelqu'une de ces incantations que le terrible poète grec appelle l'hymne des chaînes. Forgé de rythmes mystérieux, cet hymne garrottait la victime et la liait à une destinée qu'elle ne pouvait désormais plus fuir.

Les bras de Charles-Albert s'alourdissaient de ces chaînes. Sous leur poids, ses pieds s'immobilisaient. Désormais, il se sentait condamné à suivre son peuple; il était son prisonnier...

Lorsque la nuit fut venue, et que le Roi eut regagné le palais, un char allégorique immense se mit en marche à travers les rues de Turin.

Sur ce char, chaque ville lombarde avait sa bannière que brandissait un homme en armure de fer. A voir ces haches, ces hallebardes, ces drapeaux emmêlés, à entendre le tocsin qu'un moine debout au sommet du

(1) Voir Torelli, *Ricordi politici*, p. 57.

char sonnait à coups précipités, l'émotion de tous fut à son comble.

Dans ce tocsin, le peuple n'entendait qu'un appel aux armes. Mais, pour le Roi, c'était l'annonce du terrible incendie qui allait embraser l'Europe. Une dépêche avait, en effet, appris au Roi, pendant qu'il subissait l'enthousiasme populaire, qu'une révolution venait d'éclater à Paris, que Louis-Philippe était en fuite, que la république venait d'être proclamée. Pour lui, ce mot de république flamboyait sur les murs de sa capitale en fête comme jadis flamboyèrent les mots terribles qu'une invisible main traçait sur les murailles de Babylone.

Et cependant l'impression fut moins douloureuse pour le Roi, qui si tristement s'était assis au festin constitutionnel, que pour les hommes qui avaient pensé s'y griser de liberté. Ah! pour eux, les événements de Paris avaient une portée désastreuse. Ils renversaient tous leurs plans. « Aucun mouvement populaire, écrivait Cavour, ne m'a jamais causé une pareille douleur... »

« Nous ne pouvions y croire, écrivait de son côté la marquise d'Azeglio; Charles X avait lutté trois jours. Louis-Philippe a été renversé en trois heures. C'est un *crescendo* de révolutions bien fait pour tourner toutes les têtes. »

La catastrophe dépassait les craintes mêmes de ceux qui depuis longtemps criaient malheur.

« La république proclamée en France est pour nous un coup de massue, écrivait Sonnaz. Le mot et la

chose remettent, chez nous, tout en question. On paraît provisoirement vouloir se grouper autour du Statut. Mais le mot de république et la chose n'en sont pas moins dans l'air. Balbo, d'Azeglio, Cavour ont beau crier du haut des balcons que le Statut royal pourvoira à tout, rendra tout le monde heureux, on n'y croit déjà plus. On sent instinctivement que le mouvement républicain va nous gagner par Nice, par Chambéry et par Gênes... Voyez où nous en sommes après quelques jours de liberté... »

Quelques jours de liberté avaient, en effet, eu raison de toute tranquillité en Piémont, en Sardaigne, en Savoie.

Partout la démagogie s'en était prise aux Jésuites. A Sassari, la foule pillait leur couvent. A Chambéry, elle dispersait brutalement leurs élèves. Eux-mêmes, à Gênes, pour n'être pas massacrés, n'avaient que le temps de gagner un navire en rade... Le Roi se laissait enfin arracher leur expulsion.

« Jamais position plus extrême que la nôtre, écrivait Sonnaz; pour justifier l'infâme expulsion des Jésuites, on a imaginé un complot de ceux-ci contre la sûreté de l'État, contre la vie même du Roi. A la tête de ce complot, on a placé, je ne sais pourquoi, ce pauvre Paolucci (1), qui gît écrasé par la goutte, l'âge, et dont la tête est totalement affaiblie. Ai-je à vous dire que

(1) Paolucci était ce même marquis modénais dont il a été si fort question dans un précédent volume : *La jeunesse du roi Charles-Albert.*

toutes ces lâchetés n'ont d'autre but que de calmer des gens dont on ne sait déjà plus que faire?

« On accuse le Roi, et le Roi est malade de désespoir. J'ai dîné à la cour, le jour de la lamentable exécution des Jésuites, le Roi faisait pitié. J'ai entendu un ministre, pour le consoler, lui souffler à l'oreille « que c'était un sacrifice nécessaire ». La peur des uns, le désir de popularité des autres, la folie de tous, font de notre maître le lamentable jouet de la révolution. »

Plus navrante encore était cette autre lettre du fidèle Sonnaz.

« Dans son embarras, écrivait-il le lendemain, le Roi s'explique avec emphase et confusion sur ce qu'il laisse faire. Il me faisait voir hier une apocalypse de malheurs. Le seul, hélas! qu'il semblât ne pas prévoir, c'était notre fuite, imitée de celle du roi Louis-Philippe. »

Sonnaz devenait injuste. Il aurait dû savoir que les hommes de la trempe de son maître sont voués à de plus tragiques douleurs. L'audace toujours croissante de l'émeute était, d'ailleurs, pour les lui faire prévoir.

Incessantes devenaient autour du palais les démonstrations menaçantes. Tout leur était prétexte. On bafouait l'insuffisance de ces libertés naguère tant acclamées. On trouvait mauvais qu'il y eût deux chambres, excessif que le Roi se fût réservé le droit de les dissoudre, injuste que les députés ne reçussent pas d'indemnité. On trouvait odieux qu'il y eût encore des

moines, et que la cocarde tricolore n'eût pas remplacé la vieille cocarde bleue.

Devant le mouvement dont la direction lui échappait, le ministère donna sa démission. Charles-Albert l'accepta, à la façon du joueur qui, pour rompre une série mauvaise, change de cartes.

Il chargea le marquis Pareto et le comte Balbo de former un nouveau cabinet. Le premier était Génois, le second Piémontais. Leur double nomination amena, soit à Gênes, soit à Turin, une sorte d'accalmie. Cependant, jamais deux hommes aussi dissemblables n'avaient été chargés d'une mission commune plus difficile. Elle parut même pendant plusieurs jours impossible à remplir. C'était à qui se déroberait aux responsabilités militaires, financières, politiques, que le nouvel ordre de choses ne pouvait manquer de créer à brève échéance. Si l'action anonyme n'a jamais effrayé personne, les plus braves parfois hésitent à sortir du rang et à engager leur propre responsabilité.

Il fallut que le Roi lui-même vînt en aide à Balbo et à Pareto, pour qu'ils arrivassent enfin à réunir les dévouements dont ils avaient besoin.

Balbo prenait la présidence du conseil sans portefeuille, et Pareto les affaires étrangères. Le marquis Ricci, compatriote de Pareto, était à l'intérieur. Le général Franzini avait le portefeuille de la guerre, tandis que le comte de Revel se chargeait des finances.

Tels étaient les hommes qui allaient avoir affaire à toute la diplomatie européenne liguée contre le Pié-

mont. C'était avec les enthousiasmes de l'Italie, avec les colères de l'Autriche, avec les abandons de l'Angleterre, avec les cajoleries de la France qu'il leur faudrait compter. Ils entraient en fonction le 16 mars, à la veille de l'insurrection de Milan, et quinze jours à peine après l'octroi de cette constitution qui avait éveillé tant d'espérances. Ah! il avait raison, celui qui naguère disait que « toute espérance est un œuf d'où peut sortir un serpent ».

IV

On peut dire de l'année 1848 qu'elle brisa de ces œufs plus qu'aucune autre. Ce fut, en effet, depuis la révolution de Février, le bouleversement de toutes les politiques en Europe.

Quel curieux spectacle, par exemple, de voir l'Angleterre prendre aussitôt, vis-à-vis du Piémont, une allure presque aussi gourmée que celle de l'Autriche! Sans doute, lord Palmerston craignait que l'Italie, qu'il s'était plu à jeter dans le mouvement, ne tombât, en vertu de la vitesse acquise, entre les bras de la France républicaine.

Le noble lord en était presque à faire au Piémont des scènes de jalousie. Tantôt, il obligeait le comte de Revel, ambassadeur sarde à Londres, à des déclarations au moins inutiles; tantôt il demandait au

ministre des affaires étrangères, marquis Pareto, des explications à propos des plus insignifiants mouvements de troupes. Il fallait vraiment que le vieil homme d'État fût singulièrement troublé par les circonstances, pour croire que Charles-Albert nourrît, à l'égard de la République française, la moindre sympathie.

De sa vie le Roi n'avait plus profondément senti la nécessité du principe monarchique. Seule, la monarchie pouvait, au point de vue italien, grouper les éléments de succès. Bien loin de rechercher une alliance républicaine, c'était donc contre la République menaçant ces frontières, que Charles-Albert prenait des dispositions purement défensives.

« L'orage gronde de trop près, faisait-il dire par son ambassadeur à Londres, pour que nous n'ayons pas le droit d'aviser à des éventualités dont il n'est pas donné à l'homme de prévoir l'étendue (1). »

Ce n'est pas que Charles-Albert n'aimât ce noble pays de France, sa première patrie, comme il se plaisait à le répéter. Mais comment, au point où en étaient les choses, n'eût-il pas redouté les tendances du gouvernement français? Milan, Venise, pouvaient demain proclamer la république, et compléter avec la Suisse le blocus républicain des États piémontais. Si subtile puisse sembler la distinction, c'était chez Charles-Albert le monarchiste plus encore que le

(1) Garnier-Pagès, *Histoire de la révolution de 1848*, p. 143.

Roi, qui tremblait de se voir enserré de la sorte.

Ce que l'on n'a jamais dit de Charles-Albert, sur lequel l'opinion s'est parfois si cruellement méprise, c'est que nul ne se fit de la monarchie une idée ni plus haute, ni plus désintéressée.

Charles-Albert regardait que dans le Roi s'incarne la patrie, que vis-à-vis de Dieu, comme vis-à-vis de ses peuples, la royauté a des devoirs égaux (1).

Il pensait que la concentration de toutes les forces d'une nation, dans un être vivant et se survivant, pouvait seule assurer l'avenir. Selon lui, la république atrophiait la vitalité d'un pays. A ce peuple italien surtout, si avide de formes extérieures et de signes sensibles, il fallait, dans la pensée du Roi, un être qui incarnât l'idée d'unité. Et il avait foi que son peuple lui assignait ce grand rôle.

Heureuses les nations qui aiment le prince pour la patrie, et la patrie pour le prince ! De ce double amour devait naître, de l'autre côté des Alpes, la fusion nationale de vingt-six millions d'âmes, et la justification de cet admirable mot de Joseph de Maistre : « Que la monarchie participe à la formation d'une nation, comme le noyau qui se forme au centre du fruit. »

C'est dans cette terreur désintéressée de Charles-Albert pour la république, — car Charles-Albert eut toujours, comme il l'écrivait déjà dans ses lettres de jeunesse, « l'horreur de son métier de prince », — c'est

(1) Voir lettre de Charles-Albert au marquis Victor Costa. — Lettre écrite au moment des événements de juillet 1830 (C).

dans cette terreur qu'il faut chercher le mobile secret de ses actions pendant les années 1848-1849. C'est de même dans leur terreur d'entraver la grande œuvre de l'unification nationale qu'il faut chercher le secret de l'abnégation des républicains de race qui, en Italie, abandonnèrent les théories de toute leur vie pour se faire monarchistes, à l'exemple de Manin (1).

A juger les uns comme les autres, on risquerait de s'égarer si l'on ne partait de ce double point de départ.

. . . .

Et ceci est si vrai, que par horreur de la république Charles-Albert semblait encore, le 15 mars 1848 (c'est-à-dire quelques jours avant la révolution de Milan), se rapprocher de l'Autriche. Le protocole par lequel il notifiait à l'Empereur qu'il venait de donner une constitution à son peuple se terminait par ces mots :

« Le Roi désire que S. M. l'Empereur d'Autriche reçoive l'assurance que l'observation des traités formera toujours la base de sa politique, et S. M. le Roi

(1) Après la chute de Venise, Daniel Manin vécut retiré à Paris, aimant l'Italie plus que la République... « J'accepte, disait-il, la monarchie de Savoie, pourvu qu'elle concoure loyalement et efficacement à faire l'Italie... La monarchie piémontaise, pour être fidèle à sa mission, doit toujours avoir devant les yeux le but final : l'indépendance et l'unification de l'Italie... Elle doit rester le noyau, le centre d'attraction de la nationalité italienne..... »

Manin parlait ainsi en 1856. Il ne se doutait pas que, quatre années plus tard, l'œuvre serait accomplie. Mais il ne devait pas la voir, la mort ne lui en laissa pas le temps. (Voir *Le comte de Cavour*, par Mazade, p. 173-174.)

espère que la coopération de ses sujets à l'œuvre difficile de l'administration intérieure, loin de nuire aux bonnes relations avec les puissances étrangères, contribuera au contraire à affermir les liens d'amitié qui ont uni jusqu'à présent les deux États, et que le Roi désire et se flatte de resserrer encore (1). »

En écrivant ainsi, Charles-Albert était sincère, sincère de cette sincérité momentanée que lui créait, non plus comme autrefois son imagination, mais la pression des événements.

Quel curieux jeu de fortune que cette obligation où allait se trouver le Roi de déclarer la guerre tant désirée au moment où il sentait son impuissance à la faire! Mais n'est-il pas plus étrange encore de voir le prince, qui par-dessus tout craignait, comme je viens de le dire, la république, forcé en quelque sorte de courir au secours des républicains soulevés à Milan?

La Lombardie, depuis que les traités de 1815 l'avaient rendue à l'Autriche, ne cessait de conspirer, et l'Autriche ne cessait d'exiler, d'emprisonner, de fusiller les conspirateurs, sans parvenir toutefois à en étouffer la race. Riches, pauvres, bourgeois, prêtres, ducs et marquis étaient prêts à se sacrifier pour l'indépendance de leur pays.

Mais, de tous les partis qui escomptaient l'avenir, le parti républicain était le plus fort, ou du moins le plus agissant. Cette coalition des Milanais contre

(1) Garnier-Pagès, *Histoire de la révolution de 1848,* p. 145.

l'Autriche rappelle d'autres coalitions plus récentes, où toutes les forces d'un pays firent faisceau contre l'ennemi commun. Mais, hélas! les liens qui unissent ce faisceau se brisent trop souvent après la victoire, et les partis entre eux deviennent plus âpres qu'ils ne l'ont été contre l'envahisseur.

La suite de cette histoire montrera qu'il en devait être ainsi pour Milan.

En attendant, le peuple, comme la bourgeosie, rivalisaient avec l'aristocratie milanaise de dévouement et de générosité.

Or, au premier rang de ces gentilshommes patriotes figurait le comte Henri Martini. Jeune, ardent, enthousiaste, Henri Martini associait aux visées politiques les plus libérales la modération qui, seule, peut les faire prévaloir.

Comme d'Azeglio, il était dès longtemps persuadé que les plus belles théories ne vaudraient pas, contre l'Autriche, les baïonnettes d'un régiment piémontais.

Toutefois son opinion n'était pas, en Lombardie, celle de la majorité. Mais que servait de se désoler? Martini résolut, à la fin de 1847, d'aller voir par lui-même en Piémont ce que l'on pourrait espérer de Charles-Albert. Les lettres de recommandation qu'il apportait lui eurent bientôt ouvert les bras du comte de Castagnetto.

Depuis la fameuse aventure du Casal, Castagnetto était devenu l'intermédiaire attitré des amours politiques de son maître.

Ah! les amours politiques! Le prince de Ligne disait d'elles « que, s'il n'est pas bon de suivre Platon en amour, il est bien pire encore de le suivre jusqu'à sa république!... »

Fidèle à son rôle, Castagnetto s'était gardé de décourager Martini. Il lui avait laissé entendre qu'aussitôt que les circonstances le permettraient, « on tirerait l'épée et qu'on jetterait bien loin le fourreau... (1); mais qu'en attendant, la prudence exigeait que l'on ne vît pas le Roi. »

Martini n'insista pas et partit pour Paris. Il espérait rallier là aussi des amis à sa cause. Mais voilà qu'il arrivait en France juste comme éclatait la révolution de Février. Il n'y avait plus rien à faire à Paris, tandis que tout, au contraire, était à faire en Italie. Martini revint à Turin, et cette fois, sans hésiter, Castagnetto le présenta à Charles-Albert.

— Qui vous envoie? dit le Roi.

— Les hommes de 1821, Sire, répondit Martini, heureux, dit-il lui-même dans ses mémoires, de saisir au vol l'occasion de concilier des souvenirs pénibles.

« Charles-Albert parut content de ma réponse..., continue Martini. Il me parla longuement de l'Italie, de son désir de lui être utile. Il me questionna sur les ressources militaires de la Lombardie, sur les dispositions de Milan. Il voulait savoir si Milan serait prêt à résister. Le Roi finit enfin par me promettre que,

(1) Voir Chialla, *Lettres éditées et inédites du comte de Cavour*. Introduction, note, p. cxxxviii.

quand Milan s'insurgerait, lui, ses fils, son armée, son peuple, courraient aux armes pour soutenir le grand mouvement national (1). »

. . . .

Pour la seconde fois, Charles-Albert faisait entendre les mêmes paroles. Mais qu'il parlât à d'Azeglio ou à Martini, il subordonnait son action à des éventualités qui ne dépendaient pas de lui. Il espérait concilier sa passion italienne avec son respect des traités.

Le Roi, parfois, était mobile. Mais ici il n'y eut, au dire de tous ceux qui l'entouraient alors, ni mobilité, ni duplicité. Charles-Albert était à une de ces heures où l'on voit jusqu'à l'âme des choses. Il voyait les âmes de deux peuples révoltées l'une contre l'autre, au point de rendre entre elles une rencontre fatale.

Il entendait se prêter à cette rencontre, mais non la provoquer. Dans sa pensée, c'était l'Autriche qui allait déchirer les traités (2), et, dans son mysticisme, il se voyait en quelque sorte prédestiné à devenir l'exécuteur des volontés de Dieu.

(1) *Cavour, lettere edite e inedite,* Luigi Chialla. Introduction, note, p. cxxxviii.

(2) En voici la preuve. La lettre lue par Castagnetto à Casal, le 2 septembre 1847, finissait par ces lignes :

« Les Autrichiens ont donné un mémoire aux puissances pour chercher à faire croire qu'ils ont le droit pour eux, et ils ont déclaré qu'ils resteraient en possession de Ferrare et que, d'autre part, ils interviendraient dans les pays où ils le croiraient nécessaire pour leur intérêt... »

Et c'est alors que le Roi ajoutait :

« D'autre part, il paraît qu'à Rome on tient en réserve les armes spirituelles... Espérons... Ah ! le beau jour que celui où nous pourrons jeter le cri de l'indépendance nationale... » (*Scritti e lettere di Carlo-Alberto,* p. 46.)

CHAPITRE V

Le 18 mars à Milan. — Les Autrichiens tirent sur une manifestation pacifique conduite par le podestat Casati. — Siège du palais municipal le Broletto. — Le comte Arese est envoyé par la municipalité milanaise à Charles-Albert pour lui demander assistance. — Départ de Martini pour Milan, sa double mission. — Il croise le comte Arese. — Énigmatique accueil rencontré par Arese au palais de Turin. — Billet de Charles-Albert à Castagnetto. — Combat dans Milan. — Radetzky se décide le 23 mars à évacuer la ville. — Détails rétrospectifs. — Contre-coup de la révolution milanaise à Turin. — Les journaux. — La foule. — Présages dans le ciel. — Une visionnaire savoyarde. — Son action sur le mysticisme du Roi. — Retour de Martini porteur d'une adresse des Milanais. — Derniers conseils des ministres. — La guerre est décidée. — Charles-Albert l'annonce aux envoyés lombards. — Scènes populaires. — Apparition du Roi au balcon de Pilate. — Il agite sur sa tête une écharpe aux trois couleurs. — Proclamation royale. — M. le duc de Savoie et le comte Balbo. — Le comte Buol demande ses passeports. — Déclaration de guerre. — Formule du marquis Pareto. — Morale privée, morale politique. — L'armée sarde et l'armée autrichienne.

I

« Ah ! les révolutions marchent vite... », écrivait le prince de Metternich le 6 février 1848, et il ajoutait : « ... Ces mots me rappellent involontairement ceux du jeune poète Bürger, fort populaire en Allemagne, dans la ballade de Lénore (1). »

---

(1) « ..... Les morts vont vite..... »

Oui, comme les morts, les révolutions marchaient vite au commencement de cette funeste année 1848. Après avoir bouleversé Paris en février, la révolution éclatait à Vienne le 13 mars, et à son tour le chancelier était emporté, s'apercevant enfin que « la plus invincible des forces, celle des choses, avait mis fin à sa longue vie publique (1)... »

Tant il est vrai que les délais de la justice divine ne sont, comme dit Plutarque, que le temps qu'elle emploie à soulever ceux qu'elle veut précipiter. Triste est alors leur chute. Ils se reprennent aux promesses, sentant l'inutilité des menaces.

Ainsi se passèrent les choses à Milan, dès qu'y fut parvenue la nouvelle de la révolution de Vienne. Comme par miracle, les murailles se couvrirent d'affiches qui annonçaient que le gouvernement impérial supprimait la censure, préparait une loi sur la presse et se disposait à convoquer les états du royaume lombardo-vénitien. Les cris mille fois répétés de : *Vive l'Italie! Vive Pie IX! Mort à l'Autriche!* répondirent à tant d'indulgence tardive. Toute répression en fut déconcertée, et, chose curieuse, pour la première fois peut-être depuis que Milan appartenait à l'Autriche, des coups de fusil ne suivirent pas immédiatement la provocation, venue cette fois de la rue. Les Milanais, pendant deux jours, c'est-à-dire le 17 et le 18 mars, eurent, pour se concerter, la plus entière liberté.

(1) METTERNICH, *Mémoires*, vol. VIII, p. 607. — Termes de la démission envoyée par le chancelier à l'Empereur.

Le vice-roi, archiduc Rénier, avait en toute hâte gagné Vérone, laissant au maréchal Radetzky le soin de pourvoir aux éventualités qui menaçaient de se produire. Celui-ci, croyant la ville sans armes, n'avisait à aucune mesure militaire.

La physionomie de Milan semblait, d'ailleurs, donner raison à l'optimisme du vieux maréchal. Il n'avait été question, dans les innombrables réunions tenues depuis qurante-huit heures, que de manifestations pacifiquement libérales.

C'est ainsi que toute la population, conduite par le podestat, devait défiler à travers les rues jusqu'au palais du gouvernement et demander simplement la réforme d'une police odieuse et la création d'une garde civique.

Le 18 mars, le comte Gabrio Casati, suivi d'une foule énorme, s'acheminait, en effet, vers le palais. Casati marchait vêtu de noir, il portait une cocarde tricolore à sa boutonnière. Devant lui, deux hommes tenaient une bannière aux mêmes couleurs. Les balcons, les fenêtres, les toits même, regorgeaient de femmes, d'enfants qui jetaient des fleurs à pleines mains et criaient : « Vive l'Italie ! »

Le cortège, à chaque pas, se grossissait de tous les promeneurs qu'il rencontrait ; peu à peu, s'exaltait ainsi une population qu'un coup de fusil allait rendre folle.

Comment, pourquoi ce coup de fusil fut-il tiré par la sentinelle du pont San Damiano ? nul ne le saura jamais. Mais la foule, ivre de colère, se rua aussitôt sur le palais du gouvernement. Elle n'y trouva que le

vice-gouverneur, le vieil O'Donnel, dont elle s'empara. Le pauvre homme signa tout ce qu'on lui donna à signer. Il supprima la police, institua la garde civique, chargea enfin la municipalité de pourvoir à la sécurité publique. Il eût ainsi décrété bien autre chose, lorsqu'une salve, partie du haut de la rue de Monte Napoleone, tua un homme et en blessa quelques autres autour de Casati.

Le bon droit maintenant était du côté des Milanais. « Aux armes! » cria quelqu'un... « Aux armes! » répondit la foule, qui voyait rouge. Casati essaya de regagner le palais du Broletto (1), où l'attendait la municipalité; mais, bousculé par la foule, il n'y put parvenir, et s'arrêta au palais Vidiserti, qui, par une heureuse chance, devint ainsi le quartier général de l'insurrection.

Radetzky pensa qu'il était temps enfin d'intervenir, non plus avec des proclamations, mais avec des coups de canon. Le colonel Perrin reçut l'ordre de prendre un régiment, quelques pièces d'artillerie, et de s'emparer du Broletto, où le maréchal croyait que Casati et les chefs du mouvement devaient se trouver.

Mais, si grande diligence qu'eût faite le colonel Perrin, il ne trouva pas Casati au Broletto; on sait pourquoi. Perrin n'en mit pas moins le siège devant le palais, duquel tombaient comme des projectiles, sur la tête des soldats, tous les meubles et même les registres de la municipalité.

(1) Le Broletto était le palais où se réunissait la municipalité de la ville.

L'étroitesse de la rue empêchait les Autrichiens de se servir de leurs canons, le combat se prolongeait, quand enfin on parvint à pousser une pièce jusque devant la porte du Broletto. Un mouchoir blanc apparut aussitôt, et la vie sauve fut promise aux assiégés...

Il pleuvait à torrents, quand, avec ses prisonniers, le colonel se mit en marche vers le palais où l'attendait Radetzky. Dans la pluie et dans le vent, on n'entendait que le pas de la colonne, qui avançait avec d'infinies précautions; car l'Autriche n'avait plus affaire à une émeute, mais au soulèvement de tout un peuple exaspéré.

« Milan jetait le dé, Dieu allait lui être en aide (1). » Mais comment?

Casati et ses amis comprenaient, après l'échec du Broletto, l'impossibilité où ils étaient de continuer la lutte, si un secours immédiat ne leur arrivait. Savaient-ils les pourparlers engagés par Martini? Je l'ignore. Mais leur première pensée fut de s'adresser à Charles-Albert. Le comte Arese, qui avait avec le Roi d'anciennes relations, fut prié de partir à l'instant même pour Turin.

Bien qu'il lui répugnât de quitter Milan à cette heure décisive, Arese céda aux instances de ses amis. La voiture dans laquelle il se jeta le 19 au soir fut la dernière qui franchit la porte Ticinese.

Mais Arese avait été devancé auprès du Roi. Le

(1) Voir *La révolution lombarde*, par Ottolini.

comte d'Adda et Martini, qui représentaient presque officiellement à Turin les patriotes milanais, avaient mis Charles-Albert au courant de ce qui venait de se passer. Tous deux avaient déjà fait auprès de lui les plus vives instances pour qu'il se décidât à une intervention immédiate. Mais le Roi, qu'une pareille mise en demeure déconcertait absolument, — il ne croyait pas l'insurrection si prochaine, — s'était borné à répondre en souriant : « Vous voulez donc que j'aille à Milan proclamer la république?... »

D'Adda, qui savait les répugnances du Roi pour le mot comme pour la chose, saisit habilement le joint :

« En effet, Sire, répliqua-t-il, la république sera proclamée si Votre Majesté n'intervient pas tout de suite (1)... »

Le Roi n'avait rien ajouté. — Mais, soit que, sur ses traits d'ordinaire si impassibles, d'Adda eût rencontré une sympathie plus marquée, soit que le noble comte eût jugé indispensable, pour précipiter les résolutions du Roi, un appel direct des Milanais, il se hâta, en quittant Charles-Albert, d'expédier Martini aux insurgés. — Martini avait pour mission de leur laisser entrevoir l'intervention du Piémont comme possible, et de leur marquer à quelles conditions elle pourrait avoir lieu. Je reviendrai tout à l'heure sur cette mission.

Martini croisa Arese à la dernière poste avant Turin

(1) *Mezzo secolo di patriotismo,* par Bonfadini, p. 290.

et le mit assez au courant des impressions du Roi pour qu'il pût aborder avec lui, sans hésitation, la question qu'il était chargé de traiter.

Mais Charles-Albert avait repris son allure de sphinx. Arese ne trouva chez lui qu'une réserve qui semblait s'accentuer d'autant plus que la parole du Milanais se faisait plus pressante. Charles-Albert écoutait, regardait fixement son interlocuteur et ne répondait rien.

Mais voici qu'au moment où, assez décontenancé, Arese quittait le Roi pour se rendre chez le ministre des affaires étrangères, Pareto, il était rejoint au bas de l'escalier par un huissier, qui le priait de remonter chez le comte Castagnetto. Le comte, tout souriant, lui tendit un billet qu'il venait de recevoir. Ce billet du Roi était ainsi conçu :

« Vous pouvez assurer ces messieurs que je prends mes dispositions;... que, pour ma part, je brûle d'aller à leur secours; pour ce, je saisirai le plus petit prétexte qui se présentera... »

La poussée des événements était plus forte que la dissimulation du Roi. Son secret lui échappait. Car, comme il le disait, Charles-Albert « brûlait » d'aller au secours de Milan. Ce qui lui manquait, c'était le prétexte. Radetzky, malgré ses menaces de marcher sur Alexandrie, n'avait même pas regardé vers le Tessin. Une injure personnelle eût dégagé le Roi de tout scrupule. Mais en quoi une injure faite à Milan le touchait-elle?... D'ailleurs, était-il certain que ces quelques Milanais qui le suppliaient d'intervenir

représentassent l'opinion vraie de leurs concitoyens? L'entrée de l'armée royale en Lombardie ne pouvait être une aventure. Son chef était en droit d'attendre, avant de faire un pas vers la frontière, que les insurgés réclamassent officiellement son aide.

D'Adda avait eu, lorsqu'il expédia Martini à Milan, la merveilleuse intuition de ces arrière-pensées du Roi. Martini tombait au milieu de la lutte peut-être la plus héroïque de ce siècle.

Leur échec au Broletto n'avait pas découragé les Milanais; ils ne s'étaient pas laissé davantage intimider par les proclamations du maréchal, qui les menaçait d'anéantir la ville. Certes, Radetzky le pouvait, maître qu'il était de la citadelle et de toutes les portes. Mais, si irrité qu'il fût, il avait à compter avec la démoralisation de ses troupes et l'exaltation grandissante des Milanais. — Milanais et Autrichiens sentaient que la lutte engagée était une lutte à mort.

Comme par miracle, la ville, dans la nuit du 19 au 20 mars, s'était hérissée de dix-sept cents barricades. Ces barricades, à leur tour, se hérissaient maintenant de défenseurs qui, pour la plupart sans armes, se jetaient en désespérés sur l'ennemi, pour lui arracher un fusil ou un sabre.

Après une série d'engagements corps à corps, le Duomo, le palais du vice-roi, l'hôtel de la police tombaient, le 21, aux mains du peuple. Le peuple se rue aussitôt sur les casernes. Elles sont défendues par une formidable artillerie. A la hâte, on improvise avec des matelas je ne sais quelles défenses mobiles. Qu'elle

les protège ou non, peu importe ! à l'abri de cette défense étrange, quelques hommes s'élancent, arrivent jusqu'aux pièces et les enclouent. Le succès grise les insurgés; tout leur paraît possible. Ils refusent la suspension d'armes que le maréchal leur fait demander.

Alors, le feu des Allemands redouble, pour atteindre le paroxysme de sa violence le 22 mars au soir. Un immense incendie semble dévorer la citadelle qu'occupe encore Radetzky, en même temps que des centaines de tambours battent la charge. Les Milanais croient à un suprême effort de l'ennemi. De toutes parts, ils accourent pour lui vendre chèrement leur vie. Mais les soldats de Radetzky ne paraissent pas. Le feu se ralentit peu à peu. Les boulets, devenus plus rares, apportent aux Milanais le dernier adieu du feld-maréchal.

A l'aide de l'infernale fantasmagorie à laquelle il vient de se livrer, Radetzky, à la tête de toutes ses troupes, a quitté Milan.

« ... Ce fut, disait-il plus tard, une résolution terrible, mais le salut de l'empire voulait que je la prisse... »

Pendant les cinq jours que dura le combat, riches, pauvres, nobles, bourgeois, moines, prêtres avaient rivalisé d'héroïsme. Si rare était la poudre que fabriquaient douze ou quinze chimistes, que « l'on ne dépensait pas deux coups de fusil pour tuer un Croate... » Les couvents avaient envoyé leurs religieux aux barricades; les séminaristes y avaient

apporté leurs lits. Ces lits s'ajoutaient aux entassements de voitures, de canapés, de tapis, derrière lesquels on tirait. Tout se mêlait dans ce fouillis héroïque. Un marchand y avait jeté ses pianos, un autre des ballots de drap, d'autres encore d'immenses pièces de toile ou de soie. Enfin, pêle-mêle, gisaient en travers de la rue, pour la barrer, toutes les décorations du théâtre de la Scala. Et l'on voyait un chat sur le sommet de chaque barricade... « Là où est le chat, dit le proverbe milanais, nul ne passe... »

Parmi toutes les horreurs de cette lutte, les vainqueurs s'étaient montrés humains. Bolza lui-même, le sinistre persécuteur de Silvio Pellico et de Confalonieri, eut la vie sauve. Les atrocités commises par les Autrichiens eussent cependant mérité d'autres représailles.

Cantù parle de huit enfants broyés contre les murs ou tués à coups de pied. Dans le sac d'un Croate, on trouva la main chargée de bagues d'une femme. D'autres femmes avaient été éventrées.

Les Milanaises, pendant ces cinq jours, s'étaient montrées dignes de la grande cause italienne. On en releva plus de cinquante, mortes sur es barricades.

II

Pendant ce terrible combat, la municipalité avait pris, sous le nom de comité de défense, le gouvernement de Milan.

Parmi les membres qui formaient ce comité, un grand nombre étaient républicains et n'entendaient pas faire tourner au profit d'une monarchie le mouvement insurrectionnel qu'une prochaine victoire semblait devoir sanctionner. Cette préoccupation, pour ainsi dire exclusive, avait donné lieu déjà, au sein du comité, aux plus orageuses discussions. L'arrivée de Martini ne faisait que les envenimer.

Mais le peuple, sous le feu autrichien, ne se souciait guère d'arguments pour ou contre la république. Il espérait dans Charles-Albert, dans l'armée piémontaise, dont à chaque instant il croyait apercevoir les baïonnettes; et, sur les barricades mêmes, les combattants signaient une adresse pour supplier le Roi d'accélérer sa marche.

On raconte qu'en y apposant sa signature, le vieux Manzoni dit à Martini : « Prévenez Sa Majesté que si ma signature lui semble un peu tremblée, ce n'est pas que j'aie peur, mais c'est que je suis vieux ! »

Et, ce disant, il se calomniait, le poète, car ce n'était pas l'âge, mais la joie qui le faisait trembler. Il avait eu, une fois encore, dans les rues de Milan, une ter-

rible vision de cadavres; mais il voyait aussi, une fois encore, sa chère ville délivrée. Son vieux cœur frissonnait de ce frisson d'enthousiasme, de ce frisson toujours jeune qui, de Rome à Turin, secouait toute l'Italie.

« Les nouvelles qui nous arrivent de Milan, écrivait le 19 mars le marquis Costa, au moment où il reprenait à Turin son service de premier écuyer auprès de Charles-Albert, produisent ici le plus violent contre-coup. L'université est en pleine révolte; les jeunes gens demandent que leurs cours soient suspendus pour courir au Tessin. Le rappel bat dans toutes les rues... Les ministres se sont réunis trois fois aujourd'hui. Ils sont encore en séance. Ce soir, l'ordre a été donné à plusieurs corps de se rapprocher de la frontière milanaise. Impossible de se faire l'idée de l'agitation, de l'enthousiasme de la population... Les volontaires affluent, quoique les portes de Milan soient, dit-on, fermées et que personne ne puisse ni entrer ni sortir. Le courrier qui apporta la première nouvelle de l'insurrection s'est échappé de Milan à l'aide d'une corde. La population veut, dit-on, s'ensevelir sous les ruines de la ville. On ne sait rien encore, mais on peut tout prévoir... »

. . . .

« Une immense nouvelle se répand à l'instant. Le comte Arese, noble milanais, vient d'arriver avec des dépêches qui, dit-on, offrent au Roi la couronne de Lombardie.

« Quelle effrayante alternative pour notre maître

dans la décision à prendre! S'il accepte, une guerre générale peut suivre notre passage du Tessin;... s'il refuse, il n'a plus qu'à abdiquer... Toute la presse est démuselée, acharnée à le pousser à la guerre. On le somme d'agir, on le menace, on l'interpelle sur tous les tons... »

Les plus violents parmi les journaux étaient ceux qui traduisaient le mieux l'opinion :

« L'heure suprême de la dynastie a sonné, écrivait Cavour;... il est des circonstances où l'audace est prudence, où la témérité est plus sage que le calcul... »

« ...Le sang des Milanais, s'écriait de son côté le journaliste Bianchi Giovini, le sang des Milanais crie vengeance à Dieu... Si nous comptons ici les jours, à Milan on compte les heures, les minutes...

« ...Ne serions-nous que dix mille, passons le Tessin... Ne fussions-nous que cinq mille... passons, passons pour montrer au monde la bannière de Savoie...

« ...Que ceux qui doivent nous entendre nous entendent!... Si les princes ne mettent pas leur épée au service de la liberté... les peuples combattront seuls pour leur liberté... » ou « guerre à l'Autriche, ou (1)... » La censure avait coupé le reste de la phrase, mais l'effet de ce cri mutilé fut inconcevable.

A la même heure, comme un présage sinistre, une éclipse telle que, de mémoire d'homme, on n'en avait vu, atterrait le peuple ameuté.

(1) Ce dernier passage paraissait dans un journal du 21 mars. (Voir Garnier-Pagès, *Histoire de la révolution de 1848*, p. 140.)

« Je continue ma lettre au milieu de l'effervescence de nos rues », écrivait le marquis Costa, qui, à minuit, ajoutait ce *post-scriptum :*

« Tout Turin est dehors... Non seulement on est sous le coup des plus graves nouvelles, on s'aborde, on s'interroge, on recueille le moindre bruit, mais on regarde avec stupeur une éclipse effrayante dans laquelle on ne peut s'empêcher de voir un présage. Vraiment, dans les circonstances actuelles, cette lune voilée d'un voile sanglant a quelque chose de sinistre... »

Dante, lui aussi, à une heure d'angoisse, vit les étoiles devenir d'une telle couleur qu'il les croyait en deuil.

III

En ce temps-là vivait, dans un petit village de Savoie (1), une religieuse que la maladie avait obligée à quitter son couvent. Solitaire et recluse, elle explorait, un peu en visionnaire, le double champ de la rêverie politique et de la prière.

Si effrayantes avaient été ses macérations, si lumineux ses aperçus de spiritualité au monastère des

(1) Cognin, à quatre kilomètres de Chambéry.

Chartreusines de Voiron, qu'on l'y avait regardée comme une seconde sainte Thérèse (A).

Or, c'était à Charles-Albert que la religieuse avait dû, sinon sa vocation, du moins la possibilité de la suivre.

Sans ressource du côté de sa famille, elle s'était adressée au Roi, qui, immédiatement, lui avait envoyé la dot nécessaire à son entrée en religion. L'infinie reconnaissance de la Sœur Marie-Thérèse s'était dès lors traduite par une correspondance que des voies mystérieuses faisaient parvenir au palais de Turin.

Une âme, ou plutôt un cœur de femme mystique ne peut s'exalter à demi. Perdue sans cesse dans une prière voisine de l'extase, la Sœur Marie-Thérèse en était venue à confondre dans un même amour séraphique Dieu et le Roi. Bientôt, elle crut voir un symbole dans cette main charitable qui s'était tendue vers elle. Cette même main devait se tendre à tout un peuple opprimé. Et s'exaltant de plus en plus de tous les bruits politiques qui circulaient autour d'elle, les apparitions, pour la voyante, succédèrent aux visions. Le secret de Dieu, qu'elle n'avait que deviné jusque-là, la Sœur Marie-Thérèse crut l'entendre. Dieu appelait le roi Charles-Albert, le bienfaiteur de l'humble religieuse, à jouer un grand rôle dans l'histoire. La Vierge elle-même intervenait pour tracer au libérateur de l'Italie le but à atteindre; l'heure sonnait, il fallait agir. Tel était le sens des lettres qui affluaient à Turin au commencement de l'année 1848.

L'analogie entre ces sommations mystérieuses et

celles de Catherine de Sienne commandant au Pape de revenir à Rome, ou celles de Jeanne d'Arc ordonnant à Charles VII de se faire sacrer à Reims, était trop frappante pour que le Roi n'en fût pas profondément ému.

Le mystique, le méditatif qui, depuis un quart de siècle bientôt, n'attendait qu'un signal d'en haut pour agir, pouvait-il ne pas entendre la voix qui semblait venir du Ciel, quand elle s'accordait si bien avec celles de la terre ?

C'était à l'heure même où Martini, revenant de Milan, apportait enfin au Roi l'appel officiel non seulement du peuple, mais du gouvernement lombard, que les exhortations de la voyante venaient se joindre à la pression populaire. Battus enfin dans la discussion qui s'était engagée au Comité du gouvernement, à propos de l'intervention piémontaise, Cernuschi, Cattaneo, et toute la faction républicaine du conseil, avaient abandonné la partie (1).

Par ce fait, l'appel des Milanais se dégageait de toute compromission républicaine, et Charles-Albert ne risquait plus d'entrer à Milan comme un condottiere au service de la révolution (2). N'y avait-il pas là encore une indication providentielle ?

---

(1) Cattaneo, Cernuschi et leurs amis donnèrent leur démission le 31 mars. (Garnier-Pagès, *Hist. de la rév. de 1848*, p. 161.)

(2) Voici cet appel, dans lequel on reconnaît les craintes qu'avait cependant encore le gouvernement provisoire d'engager l'avenir dans un sens monarchique :

« ... Nous avons déjà invoqué les armes de Votre Majesté tan-

Mais si le premier obstacle était écarté, le second, bien plus grave encore pour le Roi, subsistait. Le prétexte attendu pour intervenir manquait toujours.

Comment attaquer sans raison l'Autriche à qui l'on venait de donner les plus formelles espérances de paix (1) ?

. . . .

« Le mysticisme fait abstraction de la raison pour affirmer l'extase et la clairvoyance de l'extase. » Peut-on dire que, dans la résolution suprême qu'allait prendre le Roi, le surnaturalisme l'emporta absolument sur la politique ?... Je ne le pense pas. Mais,

---

dis que nous combattions dans nos murs, prêts à affronter une seconde ruine pour la cause italienne.

« Maintenant, si la cité est délivrée, il ne nous importe pas moins d'obtenir de Votre Majesté un prompt et important secours.

« C'est pour cela que le gouvernement insiste vivement afin que Votre Majesté lui apporte une assistance complète.

« Votre Majesté aura par là glorieusement mérité de la cause sacrée de l'indépendance et de la fraternité italienne et recevra les applaudissements et la reconnaissance de ce peuple.

« Nous voudrions ajouter *autre chose.* Mais notre condition de gouvernement provisoire ne nous permet pas de devancer les vœux de la nation, qui sont certes pour un plus grand resserrement de la cause de l'unité italienne. » (Garnier-Pagès, *Histoire de la révolution de 1848,* p. 128.)

(1) Pendant l'insurrection de Milan, l'ambassadeur autrichien, qui avait protesté contre l'enrôlement des réfugiés lombards, recevait du ministre des affaires étrangères Pareto une réponse qui se terminait par ces lignes : « Le soussigné, en se faisant un devoir de répondre par ces explications à M. le comte de Buol, se hâte d'y ajouter l'assurance de son vœu de coopérer à tout ce qui pourra affermir les rapports d'amitié et de bon voisinage entre les deux États... » (Garnier-Pagès, *Hist. de la rév. de 1848,* p. 145-146.)

de même que certains terrains dès longtemps minés par l'eau s'effondrent sous la pression du pas le plus léger, de même la raison chez Charles-Albert, dès longtemps minée par le mysticisme, n'était plus de force à résister à la pression d'une fantasmagorie religieuse.

Quoi qu'il en soit, les ministres constatèrent tout à coup, chez le Roi, une fermeté de volonté qu'ils ne soupçonnaient pas.

En devinèrent-ils la cause ? Je ne le saurais dire. Au fait, que leur importait ? Leurs vues et celles de leur prince se confondaient maintenant tellement, qu'ils songèrent sans doute bien moins à s'étonner qu'à se réjouir de la métamorphose accomplie.

Déjà, le 22 mars, l'éventualité du passage immédiat de la frontière avait été discutée au conseil sous la présidence du Roi, et l'on disait que trois voix seulement, parmi lesquelles celle de Charles-Albert, s'étaient prononcées pour l'affirmative (1).

Mais ce n'était là, au moment où Martini revenait de Milan, qu'un bruit vague qui circulait à Turin. Son retour fit de ce bruit une réalité. Une plus longue résistance à la pression du pays sembla impossible aux ministres. Elle sembla non moins impossible au Roi. Au sentiment de sa mission providentielle s'ajoutait maintenant celui de sa responsabilité vis-à-vis de peuples dont il n'était plus maître de refréner l'élan vers une nationalité commune Toute digue

(1) Les deux autres étaient celles de Ricci et de Pareto.

était rompue. Dans le torrent populaire qui passait (1), Charles-Albert jeta sa couronne, son épée... peut-être son remords. — On était au soir du 23 mars.

En sortant du conseil, le Roi fit appeler d'Adda, Martini et Arese.

« Annoncez aux Milanais, leur dit-il, mon intervention armée en Lombardie ; mais en même temps dites-leur que je n'entrerai à Milan qu'après avoir battu les Autrichiens. Je ne veux me présenter devant un peuple si valeureux qu'après avoir prouvé au monde que je suis digne d'un tel peuple... »

Charles-Albert pouvait-il plus noblement répondre aux défiances des Milanais?

Lorsque leurs trois ambassadeurs sortirent de l'audience royale, ils se hâtèrent de gagner leur hôtel en face du palais. Les voilà au balcon dominant la foule en délire. A les y voir paraître, elle se tait aussitôt.

« Nous avons fait, s'écrie d'Adda, une grande révolution ; vous allez faire une grande guerre... »

A ces mots, un immense cri d'enthousiasme s'échappe de dix mille poitrines. La foule se précipite vers le palais royal. Là, tout est morne, pas une lumière, pas le moindre bruit. Rien d'anormal ne semble s'y être passé. La foule haletante croit qu'elle

(1) Indépendamment de la croyance à un ordre divin, Charles-Albert avait une sorte de foi religieuse dans la volonté du peuple. « Le mal, disait-il, ne peut être voulu par tout un peuple. » (Voir Cibrario, *Ricordi d'una missione in Portogallo*, p. 203.)

a été trompée, ou que le Roi est revenu sur sa résolution guerrière.

Les heures passent, la nuit s'avance, rien toujours, qu'un silence de mauvais augure. Sur la place du Château, la foule grossit cependant d'heure en heure.

Minuit sonne enfin... et voilà que, comme par enchantement, la loge de Pilate s'ouvre; deux valets de pied, porteurs de torches, apparaissent. Des milliers et des milliers de visages se lèvent vers le balcon, des milliers de poitrines ne respirent plus, des milliers de cœurs sont sans battement.

Indescriptible est l'émotion quand on voit Charles-Albert, comme une fantastique apparition, s'avancer jusqu'à l'appui du balcon. Auprès de lui sont ses fils... un peu en arrière sont les envoyés de Milan. Le Roi tient dans ses mains une écharpe aux trois couleurs italiennes; il veut parler, mais ne pouvant se faire entendre, il agite cette écharpe sur sa tête; un ouragan de cris semble la soulever et la faire claquer comme un drapeau. C'était une déclaration de guerre jetée à l'Autriche par tout un peuple, dont, à cette heure suprême, le Roi se faisait le héraut d'armes... (1).

Dans la même nuit Charles-Albert réunit son conseil pour arrêter les termes des notifications à faire à l'Autriche, et pour rédiger cette proclamation fameuse qui désormais allait identifier les destinées

(1) Voir Bersezio, *Il regno di Vittorio Emanuele*, vol. III, p. 253.

de la maison de Savoie avec les destinées de l'Italie.

Martini et d'Adda assistèrent par ordre à ce conseil. Leur présence donna lieu à cet épisode trop curieux pour n'être pas rapporté ici. Lorsque le comte Sclopis eut achevé de lire le projet de la proclamation, le Roi se retournant vers les deux Milanais leur demanda « s'il en était bien ainsi... »

Alors Charles d'Adda se leva et fit remarquer que le projet de proclamation invoquait Dieu, mais ne parlait pas de Pie IX. « Un tel oubli est regrettable, ajouta le comte, alors que le nom du Pape a été acclamé dans toute l'Italie, et qu'il a fait se lever, pour la défense de la patrie, tant de prêtres et tant de paysans. »

Et voilà comment le nom de Pie IX figurait le lendemain dans cette proclamation admirable qui inondait l'Italie.

« ... Peuples de la Lombardie et de la Vénétie, les destins de l'Italie s'accomplissent. Par affinité de race et par la communauté de nos aspirations, nous sommes les premiers à nous associer à l'unanime enthousiasme que vous inspirez à l'Italie... Nos armes vous apporteront l'aide que le frère doit au frère et que l'ami doit à l'ami... Nous vous seconderons, espérant en Dieu qui a donné Pie IX à l'Italie, et qui a mis l'Italie en mesure de n'avoir besoin de personne (*l'Italia fara da se*)... Pour témoigner de l'indissoluble union des forces italiennes, nous voulons que nos soldats, en franchissant la frontière, portent l'écusson de Savoie sur les couleurs de l'Italie... »

Quelques heures plus tard, cette proclamation était suivie d'un décret d'amnistie.

A peine ces deux documents sont-ils connus que rien ne peut plus contenir l'enthousiasme de l'armée et des volontaires. Ils se précipitent par bandes dans les rues ; chacun cherche des armes, demande un grade pour courir à la frontière... Admirable élan dont voici le royal exemple :

... Comme le comte Balbo regagnait sa demeure, un homme, le manteau remonté jusqu'aux yeux, se mit à le suivre.

Il était tard dans la nuit.

« Que voulez-vous? demanda le président du conseil à l'homme.

— C'est moi, dit celui-ci en laissant tomber son manteau ; je viens vous prier de ne pas m'oublier dans la distribution des commandements de l'armée.

— Soyez tranquille, Monseigneur, répond alors Balbo ému jusqu'aux larmes, car il a reconnu M. le duc de Savoie, je sais qu'il est dans les intentions du Roi de confier un commandement important à Votre Altesse (1). »

Entre temps, le ministre d'Autriche, comte Buol, faisait demander des explications. Mais il s'agissait bien de fournir des explications, alors qu'on ne cherchait qu'un prétexte de rupture!

Pareto, par une circulaire qu'il adressait le 23 mars aux représentants des puissances accréditées auprès

(1) Bersezio, vol. IV, p. 18.

de la cour de Turin, avait préparé les voies (1).

Cette note portait en substance... « que la sympathie qu'excitait l'héroïsme de Milan, l'esprit de nationalité qui s'éveillait en Italie, pouvaient faire craindre une révolution en Piémont, et qu'après les événements de France, la proclamation de la république en Lombardie semblait probable... Dans ces conditions, ajoutait Pareto, il y a tout lieu de craindre qu'un mouvement analogue n'éclate dans les États du Roi, et le premier devoir d'un gouvernement n'est-il pas d'assurer sa propre existence (2) ?... »

On le voit, c'était par des nécessités monarchiques que le ministre justifiait l'intervention de l'armée piémontaise en Lombardie.

Mais ces explications ne pouvaient suffire vis-à-vis de l'Autriche, ni surtout justifier la rupture cherchée. Le lendemain 25 mars, le marquis Pareto transmettait donc au comte Buol ces mêmes arguments, mais cette fois il y ajoutait une réclamation où il était facile de voir une déclaration de guerre.

« Par un traité du 24 décembre 1847, argumentait le ministre, sous l'apparence de secours à fournir aux petits États de Parme, de Plaisance et de Modène, qui pourraient revenir au Piémont par droit de réversibilité, ces duchés ont été réellement englobés dans la monarchie autrichienne, qui, en portant les

(1) La circulaire cependant ne fut envoyée ni au nonce ni à M. Bixio, ministre de la République française.

(2) Voir Garnier-Pagès, *Histoire de la révolution de 1848*, tome I, Europe-Italie.

frontières militaires du Pô, où elles devraient finir, jusqu'à la Méditerranée, a ainsi rompu l'équilibre existant dans les différents États de l'Italie (1)... »

Le comte Buol, en recevant cette note à onze heures du soir, se borna à répondre que la pièce dont il accusait réception n'était qu'une apologie mal déguisée de la révolution, et qu'il demandait ses passeports.

Deux jours après, le gouvernement autrichien, à titre de représailles, livrait à la presse les dépêches par lesquelles, le 15 mars, Charles-Albert protestait encore de son respect pour les traités.

Pascal se demandait où était le point fixe, en morale. Et chacun connaît sa charmante comparaison. « Ceux qui sont dans un vaisseau, disait-il, s'imaginent que ceux qui sont au bord, s'éloignent. »

Charles-Albert et ses ministres avaient-ils cette illusion, quand ils se laissaient entraîner à déclarer la guerre, après avoir protesté de leur respect pour les traités? Peut-être.

Pareto, cependant, avait raison d'affirmer que l'imprescriptible droit d'un État est d'assurer sa propre existence. Et, comme il le disait encore, « le Roi, en maîtrisant le mouvement républicain en Italie, entendait prendre la défense de toutes les monarchies » (2).

---

(1) GARNIER-PAGÈS, p. 153.

(2) Le 24 mars, Pareto écrivait au marquis Ricci :

« Ce soir le Roi s'est décidé à intervenir militairement en Lombardie. Cette détermination de Sa Majesté était impérieusement exigée par les circonstances actuelles de l'Italie... Il y avait

Mais personne n'acceptait cette interprétation. L'Angleterre battait en retraite. Le Czar donnait l'ordre à son ambassadeur de quitter Turin, imité en cela par le roi de Prusse, sans parler de la République française, qui se déclarait absolument opposée à une prise d'armes contre l'Autriche.

Il n'y avait que peu de compte à tenir de l'opinion du roi de Naples ou de la Toscane.

« Ici, écrivait le marquis Costa, on crie de plus en plus *aux armes,* malgré la grise mine de la diplomatie. On s'exagère, je le crains, la toute-puissance du patriotisme à faire des miracles. Enfin, nous verrons. Les Juifs eux-mêmes, en attendant, se mettent de la partie. Un bataillon composé entièrement de ces dignes fils d'Israël partira tout à l'heure pour la frontière. Les jeunes gens de l'Université les suivront. A Gênes, deux mille prêtres forment une cohorte sacrée.

« Je n'ai pas à apprécier la cause pour laquelle je vais me battre. Le mouvement qui nous entraîne est beau ; mais, quoi qu'on en dise, le beau n'est pas toujours la splendeur du vrai... Enfin qu'importe! je n'ai en tout ceci qu'à faire mon service auprès du Roi. Je partagerai le service de premier écuyer avec le

---

aussi à craindre que les nombreuses associations politiques existantes en Lombardie ne fissent proclamer un gouvernement républicain. Cette forme aurait été fatale à la cause italienne, à notre gouvernement, à l'auguste dynastie de Savoie. Il fallait prendre un parti prompt et décisif. Le gouvernement et le Roi n'ont pas hésité, *et ils sont intimement persuadés d'avoir opéré, au prix des dangers auxquels ils s'exposent, le salut des autres États monarchiques.* » (Garnier-Pagès, p. 452.)

marquis La Marmora. Le Roi emmène avec nous quatre aides de camp et un lieutenant des gardes du corps. Il prend décidément le commandement en chef de l'armée.

« Demain nous chanterons un *Te Deum* pour la délivrance de Milan, nous passerons ensuite en revue la garde nationale ; et puis, après-demain probablement, nous nous acheminerons vers la frontière.

« L'armée, malheureusement, a plus d'ardeur et de bonne volonté que d'expérience, et nous laissons derrière nous de terribles éléments de troubles. Enfin, à la grâce de Dieu... Mieux vaut, dans les circonstances présentes, regarder devant soi qu'en arrière... *Sempre avanti Savoia* (1)! »

. . . .

Certes, l'armée piémontaise qui allait entrer en campagne était une brave armée. Mais elle se trouvait alors terriblement rouillée par trente années de vie de garnison. Les plus avisés, parmi ses généraux, n'étaient que sous-lieutenants au temps où ils guerroyaient sous Bonaparte. Pas un colonel n'avait vu le feu, et tous, péniblement arrivés à leurs grades, n'étaient plus jeunes.

Avec toute la fougue de leur âge, les officiers inférieurs en avaient toute l'inexpérience. Les cadres de sous-officiers se trouvaient formés de remplaçants réengagés, dont la suprême ambition se bornait à devenir, quelque jour, adjudants de place.

(1) Toujours en avant Savoie! cri de guerre de la maison de Savoie.

Comme l'infanterie, à cette époque, ne passait guère que quatorze mois sous les drapeaux, elle manœuvrait médiocrement. La cavalerie semblait meilleure, bien qu'elle fût lourdement montée. En revanche, l'artillerie était parfaite. Quant aux équipages, au service médical, aux ambulances, ils laissaient de tous points à désirer.

A une armée ainsi composée, il aurait fallu des généraux de grande expérience. Malheureusement, le maréchal de La Tour et le marquis Paolucci, qui seuls avaient fait leurs preuves devant l'ennemi, étaient trop vieux. Tous deux appartenaient, d'ailleurs, au parti le plus rétrograde, et n'auraient pu recevoir le commandement de l'armée sans exciter les clameurs de toute la démocratie.

Jamais, du reste, Charles-Albert n'eût consenti à céder à personne ce commandement. Il n'est rien de tel qu'une idée généreuse pour créer des idées fausses. Le Roi se croyait un grand général parce qu'il voulait délivrer l'Italie.

Extraordinairement brave comme tous les princes de Savoie, ses aptitudes militaires n'étaient pas à la hauteur de sa bravoure. Cette bravoure même était si froide que l'on a pu dire de Charles-Albert qu'il assistait à une bataille avec le même recueillement qu'il mettait à entendre la messe.

Impassible devant le danger, comme l'a écrit Ferdinand Pinelli, à qui je ferai ici de larges emprunts (1),

(1) *Storia militare del Piemonte, etc.*, par Ferdinand PINELLI, p. 204.

il se montrait incapable de l'éviter. Ses combinaisons militaires étaient hésitantes à la façon de ses combinaisons politiques. Toutes les lacunes de son esprit purement spéculatif s'y faisaient sentir. A propos du moindre mouvement stratégique, le Roi s'engageait dans un dédale de pour et de contre, où il ne se retrouvait plus. On peut dire qu'en dernière analyse le vrai talent militaire de Charles-Albert consistait à voir le défaut de toutes les combinaisons, même de celles qui lui appartenaient en propre.

M. le duc de Savoie à la tête de la réserve, et son frère M. le duc de Gênes qui commandait l'artillerie, étaient devant les troupes bien plus brillants que leur père. Mais l'expérience leur manquait naturellement. Le seul général qui méritât vraiment le nom d'homme de guerre, dans l'armée sarde, était le baron Eusèbe Bava. Celui-là, quoiqu'il fût peut-être un peu trop systématique, avait la véritable intelligence du champ de bataille. Bava commandait le premier corps de l'armée piémontaise. Le commandement du deuxième corps avait été dévolu au général Hector de Sonnaz (1). Celui-ci, brave soldat, il n'est pas besoin de le dire, était un peu rouillé dans le maniement des troupes, car c'était comme lieutenant qu'il avait fait ses dernières armes, pendant la campagne de France, sous Bonaparte.

Le général Chiodo, officier de mérite, commandait

(1) Le général Hector de Sonnaz était d'une branche cadette de la famille, cousin éloigné du comte de Sonnaz, que nous avons vu tant de fois intervenir dans ce récit.

le génie. Enfin, le Roi avait pris pour chef d'état-major général le comte Salasco, homme de grand savoir, mais trop minutieux dans le détail et manquant de hardiesse pour oser contredire le Roi.

L'armée, divisée en deux corps, comptait environ soixante-dix mille hommes.

En face de l'armée piémontaise se trouvait, hélas! un véritable homme de guerre. Radetzky avait guerroyé, pendant vingt-cinq ans, sous Landon, sous Claerfayt, sous Mélas, sous Schwarzemberg enfin. Il commandait en Lombardie depuis 1831. Toujours actif, toujours vigoureux, malgré ses quatre-vingt-deux ans, le maréchal s'était plu à étudier et à faire étudier à ses lieutenants d'Aspre, Wratislaw, Thurn, le pays où il prévoyait que, tôt ou tard, il leur faudrait tirer l'épée.

Un long séjour sous les drapeaux avait aguerri et discipliné les bandes auxquelles commandaient ces hommes. L'infanterie était bonne. Les Tyroliens, surtout, qui en formaient l'élite, passaient pour d'admirables tireurs. Bien mieux montée que la cavalerie piémontaise et plus légèrement armée, la cavalerie autrichienne devait rendre de grands services dans un pays aussi coupé que l'est la Lombardie.

Mais si, comme infanterie et comme cavalerie, l'armée autrichienne paraissait supérieure à l'armée piémontaise, on pouvait, en revanche, la dire bien inférieure comme artillerie. Son matériel était de calibre beaucoup plus petit, et son personnel bien moins savant.

Au moment où éclata l'insurrection lombarde, l'armée commandée par Radetzky comptait nominalement soixante-dix mille hommes. Mais les désertions, les capitulations, les combats venaient de lui en faire perdre vingt mille environ. Il ne restait donc au maréchal que cinquante mille hommes, sur lesquels dix mille au moins étaient Italiens, lorsque Charles-Albert franchit le Tessin.

CHAPITRE VI

Retraite de Radetzky. — Départ du Roi pour la frontière. — État de Turin. — Sinistres prophéties de Sonnaz. — Proclamation du Roi. — Entrée de Charles-Albert à Pavie. — Quelques lettres du marquis Costa. — Intrigue des Milanais. — Les voraces à Chambéry, le 4 avril. — Combat de Goïto. — Insurrection de Venise. — Abnégation et générosité de Charles-Albert. — Le roi de Naples. — Sa jalousie vis-à-vis du Pape et du roi de Sardaigne. — La ligue italienne. — Mgr Corboli-Bussi. — Psychologie militaire. — Charles-Albert sous les murs de Peschiera et de Mantoue. — L'Italie aux derniers jours d'avril 1848. — Correspondance de M. de Lamartine et de Bixio, ministre de France à Turin, à propos des affaires d'Italie.

I

Sur le socle de la modeste statue que j'essaye de modeler, figureront, à la façon de bas-reliefs, quelques-uns des épisodes militaires ou politiques qui aboutirent, en 1848, à l'armistice de Salasco, et, en 1849, à l'abdication du Roi. Mais je n'entends pas plus raconter ici l'histoire d'Italie que je n'entends décrire cette terre de Lombardie, où le sang a si souvent coulé comme l'eau de ses rivières.

Là, pas un village dont le nom ne soit deux ou trois fois fameux. Marignan, Rivoli, Custozza portent l'immortelle cicatrice qu'y ont laissée tour à tour, pour ne parler que des dernières guerres, les boulets

de Bonaparte, de Charles-Albert et de Napoléon III. Les grands fleuves qui caressent les murailles de Pavie et de Mantoue se souviennent encore de tant et de tant de cadavres qu'ils ont charriés vers la mer.

Chacun sait les lacs de Lombardie et les forteresses fameuses du quadrilatère, que cherchaient à gagner les Autrichiens en déroute depuis l'aventure de Milan.

Radetzky se défendait à peine contre les bandes d'insurgés qui se levaient sur son passage. A Monza, à Côme, les Autrichiens mettaient bas les armes. A Brescia, la moitié de la garnison passait à l'Italie. Les grandes villes, comme les plus petites communes, comme les plus humbles villages, organisaient leurs comités de défense, coupaient les ponts, détruisaient les chemins.

Un seul passage restait au maréchal pour communiquer avec l'Autriche : c'était la vallée de l'Adige qui le reliait au Tyrol. Ah! si le Roi eût écouté les conseils du général Sonnaz, qui voulait que, par une marche rapide, toute l'armée piémontaise allât se mettre à cheval sur l'Adige, la campagne eût autrement fini!

Mais c'est là anticiper sur les événements.

Deux jours à peine s'étaient écoulés depuis le départ du comte Buol, lorsque le Roi, après avoir pourvu à la régence, en nommant pour le suppléer en Piémont son cousin le prince de Carignan (1), prit à son tour le chemin d'Alexandrie.

(1) Le prince Eugène de Carignan avait été en quelque sorte

Charles-Albert quittait Turin le 26 mars, vers minuit. M. le duc de Savoie et son frère étaient partis la veille. Que tristes pour la maison royale avaient été ces départs successifs !

L'intérêt politique pouvait faire oublier à Charles-Albert et à ses fils leurs parentés autrichiennes (1); mais les deux princesses qui restaient au palais ne pouvaient, elles, que se souvenir ! Qui jamais dira les douleurs d'une reine, quand elle se double d'une femme qui aime ?...

Si retirées qu'eussent vécu au fond de leur palais la reine Marie-Thérèse et sa belle-fille, madame la duchesse de Savoie, elles avaient entendu les vociférations de la foule. Elles avaient entrevu, quand la nouvelle des révolutions de Vienne et de Milan parvenait au palais, une joie que le respect n'avait pu comprimer... Et maintenant, c'était sous le poids d'une réprobation commune que les deux Autrichiennes s'arrachaient aux bras de leurs maris italiens. Nobles et admirables saintes, dont la prière hésitait comme le cœur, ne sachant pour qui implorer la victoire !

. . . .

Quand Turin, le lendemain en s'éveillant, apprit le départ du Roi, la ville fut secouée tout d'abord d'une

---

élevé par Charles-Albert, qui l'aimait comme un fils. Issu de la branche cadette de la maison de Carignan, son père était connu sous le nom de comte de Villefranche.

(1) L'archiduc Rénier, gouverneur de Lombardie, était le propre beau-frère du Roi et le père de madame la duchesse de Savoie.

sorte de mouvement fébrile auquel bientôt succéda une morne stupeur, quoique certains quartiers, cependant, demeurassent houleux.

On parlait d'émeutes prochaines ; des signes mystérieux se trouvaient le matin tracés sur les portes.

. . . .

« Tout est lugubre ici après le bruit de ces jours-ci, écrivait Sonnaz le 30 mars ; les cafés ne hurlent plus, mais des bruits infâmes ou absurdes circulent de plus belle. Hier paraissait un article dans je ne sais quel journal demandant la tête de l'archevêque. Heureusement que celui-ci est à Rome. En réalité, nous sommes à la garde de Dieu et de la garde nationale. Elle a pris tous les postes de la capitale. Le Roi a fait recommander son palais et sa famille à Lisio (1).

« Pour moi, cette recommandation est un symptôme grave. Ce n'est pas, je veux l'espérer, que le palais soit en danger... Mais, cependant, c'est avec une indicible satisfaction que j'ai vu arriver de Gênes notre excellent prince de Carignan. Sa nomination est un bonheur pour cette pauvre reine abandonnée dans ce vaste palais, avec la duchesse malade et quatre petits enfants.

« Tous y sont sous la garde du vieux Bassy. Il est seul à coucher au palais. Vous savez la distance qui sépare sa chambre de l'appartement de la famille royale. Voyez donc de quel secours pourrait être ce

(1) Le comte Lisio commandait alors la garde nationale.

vieillard caduc si un mouvement venait à éclater !... Ce n'est certes pas de Turin qu'il partira, mais il peut, en venant de la frontière, nous gagner de proche en proche. »

. . . .

Sonnaz faisait ici allusion à des bruits sinistres qui circulaient en Savoie et dans le comté de Nice. On y annonçait des bandes d'ouvriers parties de Lyon, de Grenoble, de Marseille, qui devaient envahir les provinces frontières dégarnies de troupes, et y proclamer la République. Mieux que personne le Roi le savait; mais irrésistiblement entraîné sur la pente italienne des Alpes, il se bornait à adresser aux peuples qu'il abandonnait sur l'autre versant une proclamation (1), dans laquelle il leur confiait ses frontières. Puis, après avoir fait une première étape à Alexandrie, Charles-Albert entrait à Pavie à la tête de vingt mille hommes, au milieu d'un indicible enthousiasme.

« Nous arrivons à Pavie, écrivait le marquis Costa le 29 mars, pour nous porter demain sur Lodi. Le Roi a reçu ici le plus magnifique accueil qui se puisse imaginer. Jamais population plus enthousiaste ne s'est vue. Portes, balcons, fenêtres, regorgeaient de femmes agitant la bannière italienne, nous inondant de fleurs, tandis que la foule acclamait le Roi à faire tomber les nues... »

Il en eût été ainsi d'un bout à l'autre de la Péninsule. A cette heure, les sèves nationales bouillon-

(1) Proclamation datée de Voghera, mars 1848.

naient comme celles de la nature. A ces foules ivres d'une première victoire, tout paraissait faisable, tout paraissait facile. « Ah ! dans la jeunesse des peuples, il y a, comme on l'a dit, la candeur des grands espoirs que l'expérience n'a pas flétris!... »

Les gens les moins portés pour l'entreprise italienne, le marquis Costa était de ceux-là, ne pouvaient se soustraire à l'enivrement général :

« ... Suivez-moi sur la carte, écrivait-il, et voyez notre itinéraire par Alexandrie, Tortone, Voghera, Pavie, Lodi et Crema, où nous arrivons aujourd'hui 1er avril, par un soleil chaud et resplendissant. C'est un vrai temps à entreprendre une folie. La nôtre, jusqu'ici, semble étrangement favorisée : nous n'avons pas vu un Autrichien encore. Ils semblent avoir abandonné les lignes de l'Adda et de l'Oglio, pour se retrancher sur le Mincio. En tout autre temps, nous irions nous briser contre le quadrilatère ; mais dans l'état de démoralisation où se trouve son armée, il se peut que le maréchal rétrograde jusqu'au Tyrol. Imaginez qu'à Brescia, les insurgés ont pris cinquante-deux officiers, dont un général, et trois pièces de canon. Venise, dit-on, est évacuée. Enfin, les événements sont si extraordinaires, qu'il faut se préparer à ne s'étonner de rien. Cinquante mille Autrichiens abandonnant la Lombardie sans coup férir, semble un miracle, même au Roi, qui s'en prend à la Providence de faire ainsi sa besogne. »

C'est qu'il était à craindre que la Providence ne la fît trop bien, et que la Lombardie, si elle se débar-

rassait seule des Allemands, ne se crût par là même affranchie de toute reconnaissance vis-à-vis du Piémont. Dans ces conditions, comme l'écrivait encore le marquis Costa, « Charles-Albert pouvait assurément jalouser les trompettes qui si facilement faisaient tomber les murs de Jéricho... »

II

Mais la foule en délire eût-elle compris ces tristes prévisions, lorsqu'elle acclamait ce premier roi italien qui passait à la tête d'une armée italienne?

Tout ce qui ne pouvait marcher avec lui jetait son argent et ses fleurs sous ses pas, tandis qu'entraînés à leur tour par le tourbillon, les princes jetaient leurs troupes à sa suite.

Le grand-duc de Toscane envoyait ses régiments. Ces régiments, en passant, ralliaient les troupes de Modène et de Reggio. La Sicile embarquait ses volontaires. Manin et Tommaseo avaient arboré les couleurs italiennes aux grands mâts de la place Saint-Marc. Le Tyrol s'insurgeait. Roveredo, Pavie, Udine, Vicence, Palma-Nuova prenaient les armes. Enfin, léguant son armée à la cause italienne, le duc de Parme, en fuite, plaçait ses États sous la protection de Charles-Albert « pour concourir à l'œuvre de l'indépendance ».

Charles-Albert devenait ainsi la clef de voûte de tout l'édifice italien. Mais, maintenant qu'il était découronné de ses traditions, il ressemblait à quelqu'un de ces marbres de la Grèce ou de la Renaissance, que l'on rencontre parfois à Rome, pris dans une maçonnerie moderne.

Superbes dans leur rôle mutilé, ils subissent l'injure comme l'admiration du passant. Ainsi allait-on voir Charles-Albert exposé à l'insulte, après l'enthousiasme qui l'avait accueilli tout d'abord de l'autre côté du Tessin.

Enthousiasme et insulte jaillissaient, provoqués par deux écrits datés presque à la même heure de Lodi.

Dans une proclamation adressée au peuple lombard, Charles-Albert disait « qu'appelé par lui, *il venait sans conditions* terminer la grande entreprise que la valeur milanaise avait si heureusement commencée... » La réponse à un tel désintéressement avait été un enthousiaste remerciement.

Mais malheureusement les actes des Milanais ne s'accordaient guère avec leurs paroles. Le triste accueil qu'ils faisaient au général Bès, envoyé par Charles-Albert à Milan pour parer aux éventualités d'un retour offensif de Radetzky, obligeait le Roi à réclamer du podestat Casati des garanties plus effectives que des paroles. La réunion d'une assemblée qui d'ores et déjà fixerait les destinées de la Lombardie était exigée par le Roi.

Aussitôt les républicains de s'indigner et de déclarer

qu'une telle demande n'était qu'un piège tendu à leur indépendance... « Vive le Piémont! s'écriait le fougueux Cattaneo... Infamie à Charles-Albert!... »

Cattaneo et ses collègues avaient beau jeu, d'ailleurs, à surexciter la population, car Mazzini débarquait précisément alors à Milan. La présence du conspirateur était pour soulever jusqu'à la fureur l'élément démocratique contre le gouvernement provisoire et surtout contre le Roi.

Hélas ! partout sévissaient, en 1848, ces idées révolutionnaires, véritables épidémies qui, comme les épidémies, ne s'arrêtaient pas aux frontières. De proche en proche le danger républicain, que le Roi craignait de rencontrer sur sa frontière lombarde, envahissait maintenant ses États par la double frontière de Nice et de Savoie.

Les bandes annoncées par Sonnaz apparaissaient, hideuses et déguenillées, sur le Var et sur le Rhône. Mais si les idées démocratiques ressemblent aux épidémies, il leur faut, comme à elles, pour se développer, un milieu favorable. Elles ne le rencontrèrent pas en Savoie, le 4 avril 1848.

Une des dernières joies de Charles-Albert fut de voir ce jour-là sa fidèle province sonner le tocsin à tous ses clochers, et repousser aux cris de « Vive le Roi ! » l'invasion républicaine (1).

(1) Deux mille ouvriers, envoyés de Lyon par le gouvernement provisoire, étaient entrés en Savoie le 2 avril, pour tenter d'y proclamer la République ; le 4, ils étaient chassés à coups de fusil.

« J'aurais voulu que vous entendissiez comme moi, écrivait le marquis Costa, le Roi dire que vous aviez vaillamment mis le pied sur l'étincelle qui menaçait d'embraser ses États... Il a ajouté avec une émotion profonde qu'en Savoie tout le monde, jusqu'aux femmes, était brave ; qu'on pourrait lui arracher ce joyau de sa couronne, mais qu'il ne le céderait jamais. C'est d'un bel exemple de voir notre pauvre petit pays se battre pour son prince, quand tant d'autres grands pays se battent pour se débarrasser du leur. Je crois bien que dans les circonstances présentes, vous avez sauvé la monarchie... (1). »

A cette heure de reconnaissance, prévoyait-il, le Roi, que pour manger les feuilles de l'artichaut, il faudrait quelque jour qu'on en rejetât le cœur (A) ?

Oui, peut-être.

Peut-être, au moment de jouer cette carte italienne sur laquelle il avait tant mis, les responsabilités devenaient-elles pour Charles-Albert si pesantes, qu'il se hâtait de les rendre à Dieu avec qui, un instant, il avait rêvé de les partager !

« ... Le Roi semble s'en remettre maintenant de ses futures victoires à la miséricorde de Dieu, écrivait le marquis Costa. Ses nuits se passent en prière. Couchant dans un cabinet contigu à sa chambre, je

(1) Lorsque les soldats de la brigade de Savoie apprirent l'échec de la tentative républicaine à Chambéry, ils accueillirent la nouvelle aux cris mille fois répétés de : Vive le Roi !... Ce fut un délire. (*Journal d'un officier de la brigade de Savoie sur la campagne de Lombardie,* Maximilien Ferrero, p. 17.)

l'entendis, il y a deux jours, pousser de tels soupirs que, le croyant malade, je regardai par une fente de la porte. Il était là à genoux, priant de toute la ferveur de son âme. Je me retirai fort ému d'un pareil spectacle... (1).

« Le Roi, du reste, en priant ainsi, a peut-être raison d'en revenir à la bonne Providence, car la première fumée d'enthousiasme dissipée, nous voyons de tristes choses; nos régiments ne nous rejoignent qu'à grand'peine, nos approvisionnements ne nous arrivent pas. Le Roi n'a sous la main que les vingt-cinq premiers mille hommes avec lesquels il a passé le Tessin. Les circonstances cependant deviennent telles que nous ne pouvons attendre le reste de l'armée; les dispositions des Milanais sont détestables. Ils nous en veulent de ne pas leur avoir ramené encore Radetzky dans une cage en fer. Un succès militaire nous est indis-

(1) Ce ne fut pas la seule fois que ce fait étrange se produisit, car voici ce que raconte le général Alphonse La Marmora :

« La Marmora était alors chef d'état-major du duc de Gênes. Envoyé par lui pour je ne sais quelle affaire auprès du Roi, il le trouva dans le salon d'un modeste presbytère, présidant un conseil de guerre.

« Comme il arrivait souvent à l'armée piémontaise, on parlait beaucoup sans conclure à rien, lorsque tout à coup La Marmora vit le Roi se lever et passer dans une pièce voisine. L'heure s'écoulait sans que Charles-Albert réapparût. Plus intrigué que ses collègues, habitués sans doute à ces disparitions, La Marmora, à pas de loup, s'approche de la porte et met son œil à la serrure. Il aperçoit Charles-Albert à genoux, les yeux levés vers le ciel, priant avec la ferveur de l'extase. Sans doute l'inspiration était venue pendant que La Marmora regardait, car l'instant d'après Charles-Albert rentrait et donnait sans hésiter tous les ordres pour le lendemain. » (*Ricordi di Michele-Angelo Castelli*, p. 52, note, Luigi CHIALLA.)

pensable, si indispensable que nous allons le chercher, même à l'aventure... »

Le quartier général et le premier corps d'armée, sous la conduite de Bava, s'étaient, en effet, jetés au hasard à la poursuite de l'armée autrichienne. On disait que celle-ci avait déjà passé l'Adda, l'Oglio, le Mincio, l'Adige même. Mais voilà qu'après une première journée de marche, on apprenait à Lodi que Radetzky avait gagné les inexpugnables positions de Monte-Chiaro, et qu'appuyé sur Peschiera, il attendait une attaque qu'il savait bien qu'on ne tenterait pas.

Pouvait-on y songer en effet ?

Monte-Chiaro est un camp retranché presque imprenable en temps ordinaire. Il le devenait tout à fait par l'accumulation de troupes que Radetzky y avait enfermées. Cependant, si l'on ne pouvait y assiéger le maréchal avec quelque chance de le voir capituler, on pouvait, en manœuvrant, l'obliger à en sortir.

Le Roi quitta donc Lodi pour Crémone. De là il dirigea toutes ses troupes sur Mantoue et dessina un mouvement tournant qui, de Mantoue, devait l'amener jusqu'au lac de Garde, en remontant le Mincio. Pris ainsi à revers, Radetzky devait, ou mettre bas les armes, ou évacuer la position de Monte-Chiaro avant d'y être bloqué.

Avec des troupes plus expérimentées, et avec plus de décision dans le commandement, ce plan eût été bon ; mais une heure perdue, comme disait Napoléon, est une heure donnée au malheur : le Roi et son état-major perdirent plus d'une heure à exécuter leur

projet. Radetzky eut le temps d'avoir des nouvelles.

Il faut lire dans les *Souvenirs* du marquis de Pimodan cette page si émouvante, où il raconte son arrivée à Monte-Chiaro, après le voyage le plus hasardeux à travers le pays insurgé.

Le vieux maréchal croyait le quadrilatère soulevé, ses garnisons massacrées. Il pleura de joie en embrassant Pimodan. Les troupes royales ne s'étaient donc pas montrées sur l'Adige, le drapeau autrichien flottait encore à Vérone, à Peschiera, à Mantoue. Une revanche était encore possible. Pour la préparer, le feld-maréchal, sans perdre un instant, mit ses troupes en retraite sur l'Adige.

III

L'armée piémontaise cherchait, comme je l'ai dit, un peu à l'aventure, une occasion de victoire.

Le 10 avril, elle donnait sur l'arrière-garde autrichienne, à Goïto. Wratislaw s'y trouvait avec la mission de défendre le passage du Mincio. Le pont de Goïto est en effet le pont le plus important qui soit sur toute la ligne du fleuve.

Wratislaw avait dissimulé ses premiers tirailleurs sur la rive droite du Mincio, à quelques centaines de mètres en avant du terrain qu'il comptait sérieusement défendre.

Une reconnaissance, conduite par le colonel La Marmora, se heurta aux Tyroliens. Ceux-ci bientôt se replièrent sur leurs troupes de soutien et se retranchèrent avec elles derrière les murailles crénelées qui entouraient la ville du côté de l'attaque.

L'action s'engagea alors violemment entre les bersaglieri de La Marmora et les Tyroliens de Wratislaw. Le général d'Arvillars, à la tête du régiment d'Aoste, accourt au secours de La Marmora. Son mouvement est appuyé par l'infanterie de marine du colonel Macarani. Bientôt, les Tyroliens, débusqués, se replient sur la rive gauche du Mincio et essayent de faire sauter le pont.

Quand la fumée fut dissipée, une arche seule manquait; le parapet, tout chancelant, demeurait debout.

Ce fut merveille de voir alors les bersaglieri de La Marmora se glisser à la file indienne sur ce parapet, s'arrêtant pour faire le coup de feu, puis reprenant leur course, accompagnés dans leur folle équipée par les balles des Tyroliens.

Quelques coups de canon, heureusement pointés, culbutèrent enfin maisons et Autrichiens. On put réparer le pont, et toute une brigade passa au pas de course.

« ... Ce premier fait d'armes, extraordinairement brillant, a un peu déridé le Roi, écrivait le marquis Costa. Il a déridé le Roi, quoique la situation s'aggrave singulièrement. Notre campagne pourrait fort bien s'arrêter où nous sommes. Le gouvernement provisoire de Milan, en effet, procède à notre égard

d'une façon singulièrement suspecte. Pendant que nous cherchons à chasser les Autrichiens, les Milanais paraissent vouloir entrer en arrangement avec eux et avec la République française. Ils députent à Paris pour y demander des armes. Il s'agirait, paraît-il, de l'établissement d'une république italienne. Leur démarche, pourtant, n'a rien d'officiel, mais le but poursuivi se lit clairement, entre les lignes de l'adresse milanaise, dans le *Journal des Débats*... On se plaint à l'armée, on s'étonne dans la presse de notre inaction après un premier et brillant succès qui nous livre le passage du Mincio. La vérité est que nous n'osons avancer, tant nous sommes peu rassurés sur ce que nous avons autour de nous... »

En parlant de ce qu'il y avait de peu rassurant autour du Roi, le marquis Costa ne pensait pas aux seuls Milanais.

Dans sa proclamation datée de Lodi, Charles-Albert s'était adressé non seulement aux habitants de la Lombardie, mais à ceux de Plaisance, de Reggio et surtout à l'héroïque Venise, qui, elle aussi, venait d'arborer glorieusement le drapeau de l'indépendance. A tous, Charles-Albert disait : *Je viens sans conditions.*

Mais si Milan tenait les intentions du Roi pour suspectes, à plus forte raison en était-il de même de Venise, républicaine par tradition. Entre ces deux États s'était établie une sorte de solidarité de méfiance basée sur leurs communes aspirations, et sur leur commun orgueil d'une victoire remportée sans l'aide de personne.

Un souffle de liberté avait passé sur les lagunes de Venise au printemps de 1848. Brutalement emprisonnés par le gouvernement autrichien, Manin et Tommaseo se voyaient, le 15 mars, délivrés par le peuple, qui violemment ainsi célébrait la révolution de Vienne.

Dès le lendemain, la lutte s'engageait partout entre la population enthousiaste et la garnison autrichienne découragée. Les journées du 18, du 19, du 20 mars, se passaient en combats et en négociations. Le 22 enfin Venise était libre.

. . . .

Comme Milan, il fallait maintenant que Venise abritât derrière une armée sa liberté reconquise. Charles-Albert s'attendait à ce qu'on invoquât son aide. Mais non. Telle était la méfiance qu'il inspirait que Manin, proclamé dictateur, s'adressait successivement à la France (1) et à l'Angleterre, comme si le roi de Sardaigne n'eût pas été là, à la tête d'une armée italienne.

Moins désintéressé, Charles-Albert eût abandonné Venise à tous les périls d'un retour offensif de l'Autriche. Mais chez lui certaines sensations, si pénibles, si vives qu'elles fussent, n'étaient qu'accessoires. Il les reléguait, celles-là, dans les bas-fonds de son être.

(1) L'*Asmodée,* commandée par le capitaine Ricaudy, fut envoyée dans les eaux de Venise, tandis que l'amiral Baudin et le reste de la flotte française restaient à l'ancre avec l'escadre française dans le golfe de Naples.

Jamais elles ne purent parvenir à obscurcir la grande idée qui en illuminait les hautes régions.

Par son ordre, le 31 mars, le ministre Pareto offrait à Venise comme à Milan le secours que « le frère doit au frère, que l'ami doit à l'ami... » Devant une offre si noblement faite, les défiances de Manin désarmaient.

Le 8 avril, le dictateur vénitien faisait demander au Roi un officier général pour organiser les troupes de la République.

Mais, — et jusqu'à la fin de ce récit on en aura la preuve, — les difficultés ne s'aplanissaient que pour renaître sous les pas de Charles-Albert. Contre lui tour à tour se dressaient les monarchies comme les républiques italiennes. Le roi de Naples entrait maintenant en scène pour jeter, à travers cette Italie du Nord qui semblait se constituer, un terrible brandon de discorde.

Jaloux de l'auréole que leur libéralisme valait à Pie IX et à Charles-Albert, Ferdinand II s'était écrié : « Eh bien ! puisqu'ils me poussent, je les pousserai à mon tour... (1). » Et l'on vit alors, par un étrange revirement, le plus réactionnaire des princes italiens faire de la révolution avec rage. Il promit à Venise républicaine le concours de quarante mille Napolitains royalistes, et cette armée fut confiée au général Pepe, que ses agissements révolutionnaires avaient, depuis vingt-huit ans, fait proscrire de Naples.

Après avoir ainsi fait de la guerre révolutionnaire, Ferdinand, toujours en haine de Charles-Albert, se

(1) Garnier-Pagès, *Histoire de la révolution de 1848*, p. 45.

prit à faire de la politique fédérative. Il s'avisa de ressusciter l'idée d'une ligue italienne.

L'idée première de cette ligue appartenait à Pie IX (1). L'année précédente, Mgr Corboli-Bussi, l'ami particulier du Pape, était venu à Turin négocier les bases de cette sorte de fédération, qui avait rencontré, soit en Piémont, soit en Toscane, l'accueil le plus favorable, tandis qu'au contraire le roi de Naples se dérobait (2).

Dès lors le projet avait traîné sans autre sanction qu'un platonique acquiescement donné soit à Florence, soit à Turin. Mais aux premiers mois de 1848, saisissant l'occasion de reprendre un rôle prépondérant, le roi de Naples reparlait de cette ligue dont il avait paru ne se nullement soucier l'année d'avant (3).

(1) Il s'était agi tout d'abord d'une ligue douanière. Il s'agissait maintenant d'une ligue, pour le moins défensive, de toutes les forces italiennes contre l'ennemi commun. Cette ligue devait avorter, comme la fédération imaginée par Gioberti.

(2) Garnier-Pagès, *Histoire de la révolution de 1848*, p. 193.

Voici ce que Charles-Albert écrivait à ce sujet au grand-duc de Toscane, qui lui avait fait valoir tous les avantages de la ligue :

« Mon très cher frère, la proposition que vous me faites d'une alliance défensive entre les puissances italiennes me paraît une pensée qui pourrait produire les conséquences les plus avantageuses, surtout depuis que nous avons vu publier les traités entre l'Autriche, Modène et Parme. Le Pape se trouve maintenant dans une position bien difficile. Mais j'espère qu'il surmontera toutes les difficultés qui l'entourent, et alors s'il persiste dans cette intention, et si l'on peut parvenir à y amener aussi le roi de Naples, je crois que nos vœux pourront se réaliser avec des effets qui sont fort désirables... » (Nicomède Bianchi, *Scritti e lettere di Carlo-Alberto*, p. 36.)

(3) Ferdinand II avait proposé la réunion d'un congrès à

De toutes façons la manœuvre ne pouvait, dans la pensée du roi de Naples, que lui être avantageuse : si Charles-Albert acceptait de reprendre les pourparlers, l'honneur de l'initiative restait au roi de Naples. Si au contraire Charles-Albert refusait, son ambition devenait manifeste, et Ferdinand avait beau jeu à la dénoncer à l'Italie.

C'était là ce qui devait arriver. Pareto déclina les offres du roi de Naples. La date même de sa dépêche en donne la raison. Cette dépêche est du 24 mars ; c'est dire que Pareto l'écrivait le jour où le Piémont déclarait la guerre à l'Autriche.

IV

Trop heureux, on le voit, eût été Charles-Albert s'il n'avait rencontré d'ennemis que sur le champ de bataille ! Sa jeune armée, après Goïto, avait remporté un second succès à Mozambano. Elle se trouvait

Rome pour régler toutes les conditions de cette ligue. Le 7 avril il avait dit, dans sa proclamation à son peuple : « Bien que non arrêtée par des actes certains et invariables, nous considérons comme existante de fait la ligue italienne, parce que l'universel accord des princes et des peuples de la Péninsule nous la fait regarder comme déjà conclue. Ce congrès, que nous fûmes les premiers à proposer, étant près de se réunir à Rome, nous sommes aussi les premiers à y envoyer les représentants de cette partie de la grande famille italienne. » (Garnier-Pagès, *Histoire de la révolution de 1848,* p. 193.)

maintenant sous les murs de Peschiera. Mais en vouloir faire le siège, c'était perdre le bénéfice insurrectionnel de la situation. En temps de révolution, on ne fait pas de guerre méthodique... « Ce n'est pas, comme disait Napoléon, par la charge en douze temps que l'on a défendu les Thermopyles. »

Dans un pays soulevé, avec des troupes comme les siennes, que n'aurait pu faire le Roi s'il avait eu un peu de cette décision qui, jadis, valut à Bonaparte de si prodigieux succès en Italie? Que n'eût-il pas obtenu de ses soldats par l'extraordinaire fascination qu'il exerçait sur eux?

« Son visage décharné, son air malade, presque mourant, son regard de feu malgré cela, écrivait Minghetti à Pasolini (1), et sa tristesse qui semble repousser jusqu'à l'apparence d'un sourire, ont sur ses troupes une influence magnétique... »

Magnétique, elle l'était, cette influence, car, sous le feu de Peschiera, sur la chaussée balayée par les boulets de Mantoue, elle s'exerçait toute-puissante, c'est vrai, mais à contresens, si l'on peut ainsi dire.

C'est ici de la psychologie militaire peut-être; mais de même que la foule s'enthousiasmait sous le regard glacé du Roi, sa morne impassibilité électrisait ses soldats.

« ... Nous sommes restés près d'une heure, écrivait le marquis Costa, le 19, c'est-à-dire avant-hier, sur une chaussée qu'enfilait l'artillerie d'un bastion de

(1) Voir lettre de Minghetti. — Pasolini, *Mémoires*.

Mantoue. Après cette fanfaronnade d'épaulettes et de chapeaux brodés, nous avons tranquillement, et comme à la parade, fait demi-tour. En elle-même, la chose serait sans grande importance, mais elle a eu au moins celle d'établir devant toute l'armée la folle bravoure de notre prince et son extraordinaire religiosité. »

Le 19 avril, en effet, pendant cette même reconnaissance sur Mantoue dont parlait le marquis Costa, le Roi galopait du côté où l'engagement était le plus vif, quand il vit sortir de la ville une grande croix suivie d'un cortège d'hommes et de voitures.

Aussitôt Charles-Albert donna l'ordre de cesser le feu... Les soldats stupéfaits obéirent et s'arrêtèrent en plein combat. Tranquillement alors l'ambulance autrichienne parcourut le champ de bataille en relevant ses blessés et ses morts.

Faire ainsi la guerre était folie; mais n'a-t-on pas dit que l'homme n'a de grandeur véritable que lorsqu'il est déséquilibré?

Ne pourrait-on dire de même qu'il entre plus de folie que de sagesse dans l'appréciation qui fait la grandeur des événements? A Milan, à Venise, on croyait à l'éternité de la délivrance. A Naples, à Rome. on célébrait la résurrection de la patrie italienne. Le sentiment national, encouragé par les réfugiés qui, de toutes parts, rentraient dans leur patrie, prenait un si haut vol qu'il n'était plus que les poètes à pouvoir le suivre.

Et partout ils le suivaient, non seulement en Italie, où l'on avait alors l'orgueil de la vie, mais en France.

M. de Lamartine, entraîné, lui aussi, par ses rêves poétiques, envoyait soixante mille hommes sur les Alpes. Puis, comme s'il se fût agi de la plus simple des promenades militaires, le poète-ministre écrivait à M. Bixio, qui le représentait à Turin, cette lettre vraiment trop curieuse pour n'être pas rapportée :

« Paris, 11 avril 1848 (1).

« Monsieur, les événements d'Italie nous inquiètent assez pour nous faire penser à l'éventualité de la descente d'un corps d'observation en Piémont, avec le consentement préalable du gouvernement sarde, ou même *en devançant au besoin cette demande.* Ne communiquez point ces inquiétudes au gouvernement de Turin, mais tâchez de savoir, par voie de conversation, ou autrement par voie indirecte, *si, dans le cas d'une marche d'un corps d'armée français par la Savoie, les forts qui se trouvent sur la route de Maurienne, comme Lesseillon et autres, feraient feu sur nous.* »

La réponse datée du 15 avril, à trois heures du matin, dut faire s'évanouir les rêves du ministre des affaires étrangères français.

« ... Les événements de Milan et de la Savoie, et la retraite des Autrichiens devant l'armée sarde, ont donné à l'esprit public un très haut degré de confiance et d'excitation. L'intervention de la France en

(1) Garnier-Pagès, *Histoire de la révolution de 1848,* p. 240.

Italie, sans que son concours soit demandé, et au mépris des protestations souvent répétées, serait regardée par tous les partis comme un acte de déloyauté de la France. Il n'y a en Savoie que quatre mille soldats, mais les forts sont armés, et les commandants avertis par *un exemple récent* se défendraient avec énergie. Ils seraient soutenus par les populations que la constitution, la différence d'impôts et un succès récent rendent en ce moment antifrançaises (1)... »

Le caractère essentiellement italien de ce qui se passait du nord au sud de la Péninsule échappait à M. de Lamartine, et peut-être les hommes qui dirigeaient le mouvement auraient-ils eu raison de décliner l'offre de la France, si, au lieu de se désagréger par de mesquines jalousies, ils avaient formé contre l'ennemi commun l'union de toutes les forces nationales.

« Mais, hélas, il y a, dit Chateaubriand, un principe de destruction en tout. A quelle fin Dieu l'a-t-il établi?... C'est son secret... » Secret aussi impénétrable que devait l'être bientôt la politique de celui qui le représentait ici-bas.

(1) Garnier-Pagès, *Histoire de la révolution de 1848*, p. 240.

CHAPITRE VII

Proclamation de Pie IX. — Enthousiasme belliqueux des Romains. — Durando et d'Azeglio. — L'armée pontificale. — Pape et Roi. — Ordre du jour de Durando. — Réveil de Pie IX. — Suggestions du cardinal Antonelli. — Mgr Corboli-Bussi au camp piémontais. — Lettres du marquis Costa. — Pie IX et la politique du cardinal Antonelli. — L'ambassadeur autrichien Lutzow à Rome. — Diplomatie anglaise et française. — Lord Minto. — Le quartier général à Valeggio. — Diplomates et aventuriers. — Le prince Eugène et Charles-Albert. — Le général autrichien Nugent en Vénétie. — Attitude de Durando. — Bataille de Pastrengo. — Danger couru par le Roi. — Balbo et Martini. — Le soldat de Savoie. — Pie IX et ses ministres. — Hésitations croissantes du Pape. — Ses promesses. — Ses conversations. — Encore l'ambassadeur Lutzow. — Encyclique du 29 avril. — Pie IX cherche à en atténuer l'effet. — Sa conversation avec Pasolini. — Le cardinal Antonelli à l'imprimerie secrète du Quirinal. — Papiers révélateurs trouvés dans la succession de Mgr Pentini. — Apostrophe du Père Ventura.

I

« ... Malheur, s'écriait Pie IX en apprenant les révolutions de Vienne, de Milan, de Venise; malheur à qui n'entend pas la voix de Dieu dans ce vent qui agite et brise les cèdres et les roseaux... Malheur à l'orgueil humain, s'il attribue aux fautes ou aux mérites de quelque homme que ce soit ces merveilleuses révolutions, au lieu d'y adorer les secrets desseins de la Providence... Et nous, à qui la parole

a été donnée pour interpréter la muette éloquence des œuvres de Dieu, nous ne pouvons nous taire au milieu des regrets, des craintes, des espérances qui agitent le cœur de nos enfants... (1). »

La papauté semblait répondre sur ce mode enthousiaste au manifeste que Charles-Albert avait adressé à ses peuples pour proclamer la guerre d'indépendance et remercier Dieu d'avoir donné Pie IX à l'Italie.

N'avais-je pas raison de dire que les anneaux de la chaîne guelfe se ressoudaient après cinq siècles?...

Le 28 mars on voyait le comte Rignon accourir à Rome, porteur de la proclamation du Roi et de la nouvelle de l'entrée des troupes piémontaises en Lombardie. Irrésistible avait été alors la poussée, aussi bien dans le conseil des ministres que dans la rue. Ces rues de Rome, d'ordinaire si tristes et si sombres, s'étaient animées ou plutôt enfiévrées dès la nouvelle de la révolution de Vienne. Furieuse et chantante, maudissant l'Autriche et acclamant le Pape, demandant des armes et agitant ses bannières, une foule en délire s'était ruée vers le Colisée. Là, se groupant sur les ruines, dans une merveilleuse harmonie de couleurs, de gestes, d'attitudes, elle avait juré, sur le sang des martyrs, d'expulser le barbare.

L'esthétique, en Italie, est au fond de toutes choses.

Sous un soleil de feu, aux premiers souffles d'un

(1) Proclamation adressée aux peuples de l'Italie. — Mars 1848. (Balleydier, *Révolution de Rome*, p. 105.)

printemps qui, là plus que partout, donne le vertige, ce peuple se grisait de liberté.

En serait-il des hommes comme des papillons dont le coloris, au dire des savants, ne tient qu'à l'époque froide ou chaude de leur éclosion ?

Leur froid climat donnerait-il au caractère des peuples du Nord les teintes sombres et grises de la ponte d'hiver ? La chaleur des pays du soleil produirait-elle, dans les races méridionales, ces belles couleurs morales qui s'appellent l'ardeur, l'élan, l'enthousiasme ?

Je ne le saurais dire, mais le sentiment patriotique ne se révéla jamais avec les couleurs qu'il arborait à Rome en mars 1848. Tout pâlissait, tout s'effaçait devant l'enthousiasme populaire. Il fallut armer, armer quand même, armer immédiatement ; partout s'ouvraient des bureaux d'enrôlement ; partout le jaune et le blanc du drapeau pontifical se mariaient au rouge et au vert du drapeau italien. Le général Ferrari prenait le commandement des volontaires innombrables qui s'engageaient. Le général Durando, un Piémontais exilé, était mis à la tête de toutes les troupes régulières, et aussitôt il nommait chef d'état-major ce Massimo d'Azeglio, à qui l'épée dans la main ne pesait pas plus qu'une plume ou qu'un pinceau.

Partout on rivalisait de sacrifices. L'argenterie se fondait entre les mains des trésoriers de l'armée ; les bagues d'évêques se mêlaient, dans le trésor italien, aux diamants des patriciennes, aux anneaux d'or des

plébéiennes, aux boucles d'oreilles des paysannes. A cette heure unique dans l'histoire, les pauvres mendiaient pour l'Italie.

Du 24 au 28 mars, plus de douze mille volontaires avaient quitté Rome. Au premier rang d'entre eux marchaient deux neveux du Pape. Comment à la voix de Pie IX tout catholique romain ne se fût-il pas doublé d'un Italien?

L'armée que menait Durando ressemblait à ces armées que, jadis, Pierre l'Ermite entraînait à sa suite. Un immense chariot cheminait au centre des colonnes. Sur le chariot se dressait un autel; et l'autel était surmonté d'un grand mât auquel flottaient les couleurs pontificales. Des moines suivaient, qui portaient à leurs ceintures des pistolets ou de grands sabres (1).

D'Azeglio regrettait de les y voir pendre. Mais des volontaires ont-ils jamais eu confiance en eux-mêmes ou dans leur cause, s'ils n'arborent des plumes à leurs chapeaux, ou s'ils ne passent, fussent-ils moines, quelque rapière à leurs ceintures?

Puis venait une nuée de paysans, armés de bâtons et de faux emmanchées. Le débraillé de ces hommes en bas de cuir, en vestes, en chapeaux pointus, servait de repoussoir à la belle tenue des régiments suisses qui formaient le noyau de l'armée pontificale.

A voir s'acheminer ces troupes, quelques-uns, il est

(1) Voir *L'Italie de 1847 à 1865. — Correspondance politique de Massimo d'Azeglio*, p. 37. Lettre à M. Doubet.

vrai, hochaient la tête et disaient l'aventure moins héroïque que ne semblaient l'indiquer d'aussi belliqueuses ardeurs. Mais les fâcheux ont toujours tort, et parmi les soldats qui marchaient à la frontière nul ne savait, ou ne voulait savoir, qu'on ne devait pas la franchir (1). Si grand semblait l'effet moral produit par cette armée pontificale qui se levait pour la cause italienne, que les chefs du mouvement avaient accepté et fait accepter à Pie IX une sorte de compromis. On ne parlait que d'une guerre défensive.

Et Pie IX se laissait bercer de cette espérance qui conciliait si bien ses devoirs de pape et de prince italien, quand un ordre du jour, signé de son général en chef, vint tout à coup lui révéler la douloureuse incompatibilité de ces deux devoirs.

« ... Radetzky, écrivait Durando le 5 avril, a voulu faire la guerre à la croix du Christ, briser les portes du sanctuaire, y pousser son cheval, profaner l'autel, et violer les cendres de nos pères, avec ses immondes bandes de Croates...

(1) D'après une dépêche du ministre des affaires étrangères Pareto au comte Rignon à Naples, Turin 7 avril 1848, le Pape semblait décidé, à cette époque, à prendre une part active à la lutte. « Je me réjouis, écrivait Pareto, que vous ayez pu convaincre la grande âme de Pie IX de toute la convenance et de l'intérêt commun pour le bien de l'Italie, de son concours matériel et moral à la si importante entreprise après laquelle soupirent tous les Italiens avec un indicible enthousiasme. Outre vos rapports, le marquis Pareto (ambassadeur à Rome) m'a donné des motifs d'espérance et de confiance encore plus grands d'un double et prompt secours de la part du gouvernement romain. » (*Storia della diplomazia Europea*, vol. V, p. 176.)

« ... Le saint Pontife a béni vos épées qui, unies à l'épée de Charles-Albert, doivent ensemble se tirer pour l'extermination des ennemis de Dieu, de l'Italie et de ceux qui outragent Pie IX...

« ... Une telle guerre est celle de la civilisation contre la barbarie, et pour cela, elle n'est pas seulement une guerre nationale, c'est une guerre hautement chrétienne... (1). »

. . . .

. . . .

Nos premiers parents, au jardin d'Éden, touchèrent un jour à l'arbre de la science, et découvrirent à la fois toutes les misères de leur humanité. De même Pie IX, dans ce paradis d'illusions où, jusque-là, il promenait ses pas, avait touché à ce fruit défendu à l'Église, qui s'appelle le libéralisme. Et tout aussitôt, lui aussi, découvrait les misères de l'humaine politique et de la popularité malsaine. Des applaudissements, son peuple avait passé aux exigences. Ce même peuple en venait aux sommations. La proclamation de Durando devenait un effrayant symptôme. Ce n'étaient plus les soldats du Pape qui s'acheminaient vers la frontière; c'étaient les soldats de l'Italie qui, maintenant, exigeaient que leur maître brandît l'épée guelfe d'Alexandre III.

Le rôle d'Alexandre III eût peut-être tenté le patriote qu'était le comte Mastaï, mais il épouvantait le pape Pie IX. Deux inconciliables devoirs s'arra-

(1) Minghetti, *Mémoires,* vol. I, p. 365.

chaient ce cœur qui aimait tant l'Italie ! Pie IX, à son tour, connaissait les perplexités terribles qui avaient torturé Charles-Albert, mais il ne lui restait même pas, comme au Roi, la faculté d'hésiter.

Un instant Pie IX s'était plu à espérer qu'un sévère désaveu infligé à Durando (1) satisferait sa conscience. Mais non ; plus implacable que jamais, elle l'acculait au dilemme d'être Pape ou Italien.

Parmi tant d'angoisses, quelqu'un enfin lui suggéra, — fut-ce le cardinal Antonelli ? tout porte à le croire, — l'idée de ressusciter cette ligue italienne dont j'ai parlé déjà ; Pie IX se réfugia avec bonheur dans cette chimère de faire pacifiquement reculer l'Autriche et de satisfaire, sans répandre de sang, ses trop belliqueux sujets.

Reprendre les négociations relatives à la ligue, c'était non seulement pour Pie IX la possibilité d'échapper à l'obligation d'engager ses troupes, mais c'était aussi pour le cardinal Antonelli l'occasion tant cherchée de revenir aux errements d'autrefois. Le cardinal avait cessé d'être maître au Quirinal ; il était obligé de subir comme collègues le prince Aldobrandini, le comte Minghetti, et enfin ce comte Pasolini, l'ami du Pape à Imola, que l'on regardait mainte-

(1) La *Gazette officielle* du 10 avril contenait l'article suivant: « Un ordre du jour daté de Bologne, adressé aux soldats le 5 avril, exprime des idées et des sentiments tels que s'ils avaient été dictés de la bouche même de Sa Sainteté. Quand le Pape veut faire des déclarations de sentiments, il parle de lui-même et non par la bouche d'un subalterne. » (MINGHETTI, *Mémoires*, vol. I, p. 367.)

nant comme le véritable inspirateur de la politique pontificale (1).

Dès lors entre l'élément laïque, c'est-à-dire libéral du cabinet, et l'élément rétrograde que représentait le redoutable cardinal, la lutte s'était engagée sur la question de paix ou de guerre.

Le parti de la guerre était chevaleresque, celui de la paix était habile. Qui des deux allait l'emporter?

Un seul homme était capable de déjouer les trames merveilleusement ourdies à l'aide desquelles Antonelli espérait neutraliser les velléités guerrières de son maître. Cet homme était Mgr Corboli-Bussi. Diplomate raffiné autant que bon prêtre, Mgr Corboli avait, dès l'avènement de Pie IX, charmé le cœur du Pape non moins que son esprit.

C'était lui qui, l'année précédente, avait engagé, à Turin, les premiers pourparlers relatifs à la ligue italienne. Personne donc, et le cardinal ministre eut beau jeu à faire valoir cette raison au Pape, ne pouvait mieux que Mgr Bussi renouer les négociations.

C'est ainsi qu'en couvrant de fleurs l'homme dont, par-dessus tout, il redoutait la clairvoyance et le dévouement, Antonelli trouvait le moyen d'éloigner du Quirinal son plus redoutable adversaire. On peut ajouter que celui dont la destinée devait être

(1) Les autres membres du premier ministère laïcisé par Pie IX étaient : l'avocat Recchi, à l'intérieur; l'avocat Sterbinetti, à la justice; le prince Aldobrandini était à la guerre; Marc Minghetti, aux travaux publics; le cardinal Mezzofanti, à l'instruction publique, et le cardinal Antonelli, à la présidence du conseil.

de tenir en échec la politique piémontaise ne remporta jamais sur elle une plus éclatante victoire qu'en substituant tout à coup aux vingt mille pontificaux qu'attendait Charles-Albert le prélat charmant qui se faisait annoncer au camp piémontais dans les premiers jours d'avril.

II

« C'est de très mauvais œil, écrivait le marquis Costa, que l'on voit arriver ici au quartier général un nonce du nom de Corboli, homme de formes exquises, mais qui ne me semble pas apporter grand'-chose de bon dans les plis de sa soutane violette. Je ne puis croire à tout ce qui se raconte. Mais on prétend que Pie IX, maintenant soucieux, s'afflige de nos succès et se méfie de nous. On dit qu'il croit à nos vues ambitieuses sur Bologne et sur Ferrare. Certes, le Roi est à mille lieues de convoiter le bien du Pape !

« Il fermerait, j'en réponds, l'oreille à l'offre des Légations comme le bon Ulysse au chant des sirènes... Mais quand même, il est blessé de trouver, à l'heure qu'il est, le Pape, sinon en faute, du moins hésitant, d'entendre parler de ligue pacifique, quand l'ennemi se trouve devant nous et à portée de canon. Bref, l'at-

titude que prend le Pape nous inquiète et paraît suspecte. Qu'en arrivera-t-il? La démarche énergiquement négative faite l'autre jour par le ministère aux premières démarches tentées par Rome en faveur de la ligue, nous privera-t-elle du secours de Durando et des troupes pontificales ? C'est ce que nul ne peut prévoir... mais ce qui inquiète chacun... »

L'inquiétude grandit ainsi jusqu'à ce qu'enfin le Roi, profondément ulcéré de ce qu'il n'osait appeler la mauvaise foi du Pape, renvoya Mgr Bussi à ses ministres.

A l'inverse de ce qui devait si souvent arriver par la suite, le ministère, dans cette circonstance, se fit l'exécuteur des hautes œuvres du Roi. Pareto, le 10 avril, répondit sèchement à la cour pontificale « qu'à l'heure où l'on était, il ne pouvait être question de négociations (1)... »

Il fallait en effet le très peu de politique habituel à Pie IX pour imaginer que Charles-Albert et ses ministres se priveraient ainsi bénévolement des vingt mille hommes de Durando, quand ils étaient indispensables précisément alors à la défense de Venise.

Mais le refus si catégorique de Pareto n'en fut pas moins un malheur. Les délégués piémontais à Rome eussent, peut-être, entouré le Pape et neutralisé la pression terrible que la diplomatie autrichienne exerça dès lors sur sa conscience timorée. Qui sait si, dans

(1) Voir *Storia della diplomazia Europea,* p. 179-180, Nicomède Bianchi.

ces conditions, le déchirement se fût fait entre Pie IX et l'Italie?

Cependant, jusque-là, les hésitations du Pape ne s'étaient encore traduites que par le désaveu infligé le 10 avril à Durando.

Ce désaveu avait eu déjà sur les troupes pontificales une désastreuse influence. Outre qu'il les décourageait, il leur rendait leurs généraux suspects. Comment faire entendre à ces soldats, dont Pie IX avait béni les drapeaux, que ces drapeaux ne devaient les conduire que jusqu'à la frontière? Comment leur persuader qu'ils étaient partis en guerre, mais qu'ils ne devaient tuer personne, parce que le prince dont ils relevaient était le Pape?...

Durando se désespérait et objurguait le ministre de la guerre Aldobrandini de le tirer de l'affreuse position où il se débattait. Aldobrandini, à son tour, suppliait le Pape de donner des ordres, dussent-ils par leur amphibologie prêter plus tard à un désaveu.

Hésitant, tiraillé, plus perplexe que jamais, Pie IX finit par dire qu'il autorisait son général « à faire ce qu'il jugerait utile pour le plus grand bien des États pontificaux (1) ».

Sur cet ordre, Durando passa la frontière! Mais, hélas! la néfaste influence du cardinal Antonelli devait le poursuivre bien au delà!

Depuis que le départ de Mgr Corboli lui avait livré Pie IX, le cardinal n'avait eu d'autre souci que

(1) Pasolini, *Mémoires*, p. 94.

d'éveiller dans l'âme de son maître, je n'oserais dire des sentiments de jalousie, mais des sentiments de méfiance profonde vis-à-vis de Charles-Albert. Les circonstances, malheureusement, semblaient lui donner raison. Le refus du gouvernement piémontais d'entrer dans la ligue italienne ne marquait-il pas chez le Roi le désir d'accaparer à son profit l'effort commun, ou tout au moins de s'affranchir d'un contrôle gênant? N'était-il pas manifeste que si le Roi parvenait au but de ses efforts, les États de l'Église ne pourraient, tôt ou tard, échapper à l'unification nationale?

N'était-il pas plus évident encore qu'en cas d'insuccès, la République jaillirait de terre et qu'elle engloberait fatalement Rome et ses provinces?

Dans tous les cas, concluait le cardinal, une alliance avec le Piémont devait, et à brève échéance, amener la chute du pouvoir temporel.

Mais, quelque spécieux que fussent ces raisonnements, peut-être ne seraient-ils pas venus à bout de l'affection de Pie IX pour Charles-Albert, si tout à coup les nonces en Suisse et à Vienne n'eussent prononcé le terrible mot de schisme. De son côté, Lutzow, l'ambassadeur autrichien à Rome, faisait journellement affluer au Quirinal des lettres de Bohême, de Hongrie, de Dalmatie, lettres menaçantes, où les évêques s'insurgeaient contre *le pasteur qui sacrifiait aux intérêts d'une politique humaine une partie du troupeau que le Christ lui avait confié.*

Oui, vraiment, Antonelli avait beau jeu à troubler la conscience de Pie IX et à égarer sa parole!

L'encyclique du 29 avril ne le montrera que trop tout à l'heure.

Par un étrange hasard, il arrivait qu'au moment où l'abandon de ses alliés naturels mettait Charles-Albert dans un si cruel embarras, cet embarras se doublait de l'obstinée bienveillance d'alliés auxquels il ne demandait rien. Je veux parler des offres de secours que multipliait de plus en plus M. de Lamartine.

Or, comme l'Angleterre craignait par-dessus tout l'intervention française, l'Angleterre harcelait le Roi de conseils, d'instances, d'objurgations, et allait, se faisant ainsi l'alliée morale de l'Autriche, jusqu'à vouloir imposer un armistice à Charles-Albert. L'effet en eût été de stériliser instantanément les premières victoires piémontaises.

Le 15 avril, c'est-à-dire huit jours après les succès de Goïto et de Mozambano, on voyait arriver au quartier général de Volta lord Minto, qui, après avoir longuement intrigué à Rome avec Lutzow et Antonelli, débarquait précisément au quartier général de Charles-Albert en même temps que le comte Hartig, plénipotentiaire autrichien, lançait de Goritz un appel de conciliation aux Lombards et aux Vénitiens.

Rien n'est curieux comme de suivre ces négociations dans les dépêches que le ministre français Bixio envoyait au gouvernement provisoire ; on y trouve le fil de toutes les intrigues qui se croisaient entre Rome, l'Angleterre et l'Autriche.

Le 27 avril, Bixio écrivait :

« Lord Minto est parti de Rome pour Turin à la réception d'une dépêche qu'un bateau à vapeur autrichien avait apportée à Ancône. Il m'a fait viser hier son passeport pour la France; mais ce n'est pas en France qu'il ira : c'est au camp. Il y retrouvera Mgr Corboli et, sinon les émissaires officiels, du moins les instructions, l'esprit et l'ultimatum de l'Autriche. M. Abercromby (1) est venu lire au ministère sarde une note de lord Palmerston dans laquelle la levée de boucliers en Piémont est traitée d'impolitique et presque d'insensée, dans laquelle aussi on engage le roi Charles-Albert à s'arrêter à moitié route. On essaye de l'intimider, et on finit par lui déclarer nettement qu'il n'a rien de mieux à faire que d'écouter les propositions que M. Hartig va lui transmettre, et préalablement, de consentir à un armistice qui permette de discuter ces propositions...

« Mais je crois, ajoutait non sans raison Bixio, que le jour où de pareils pourparlers seraient connus du pays, l'esprit public se soulèverait de telle sorte que c'en serait à toujours fini de la maison de Savoie (2). »

Avoir devant soi une armée ennemie, derrière soi un pays déchiré, être en même temps en proie aux conseils intéressés de toute l'Europe, et le jouet des hallucinations de sa propre conscience, constituait

(1) On sait que M. Abercromby était l'ambassadeur d'Angleterre à Turin. On retrouvera sans cesse le nom de ce diplomate au cours de ce récit.

(2) Voir Garnier-Pagès, *Histoire de la révolution de 1848*, vol. I.

pour le Roi un supplice auquel le supplice qui, à la même heure, torturait Pie IX, pouvait seul se comparer...

Et voilà où en étaient réduites, à la fin d'avril 1848, les deux grandes figures qui, selon la moqueuse expression de M. de Metternich, « *représentaient en Italie le système japonais des deux empereurs religieux et laïque...* »

III

Au milieu de ces préoccupations, Charles-Albert attendait à Valeggio l'arrivée de sa grosse artillerie, pour entreprendre enfin le siège de Peschiera.

Valeggio est un village pittoresquement bâti sur la rive gauche du Mincio. Une grosse tour lui donne je ne sais quoi de belliqueux. Au pied de cette tour, le Roi occupait à l'extrémité de la grande rue, et non loin du campement principal de ses régiments, une belle maison entourée d'un jardin. Le Roi, pendant ses longues journées d'accalmie, avait repris à Valeggio l'existence austère qu'il menait à Turin.

Levé avant cinq heures du matin, il entendait aussitôt la messe. Le reste de la matinée se passait, soit à travailler avec le chef d'état-major Salasco, soit à donner quelques audiences. Puis, on amenait le cheval du Roi; Charles-Albert semblait, comme à dessein, choisir pour ses reconnaissances, pour ses

visites aux hôpitaux, les heures les plus brûlantes de la journée...

« Tout était resplendissant au départ de ce brillant état-major. Mais au bout de quelques minutes, raconte le duc de Dino, hommes et chevaux étaient méconnaissables, sous l'effroyable poussière. Tout cela revenait gris, poudreux, ruisselant de sueur. Seul, le Roi paraissait n'avoir pas ressenti de lassitude... »

Si j'entre dans ce détail infiniment petit, c'est que l'âme, comme dit Mme de Staël, se mêle à tout. Il y a un peu de notre âme dans les moindres choses que nous faisons. C'est dans ces moindres choses qu'il m'a paru surtout intéressant de suivre l'âme héroïque de Charles-Albert. Oui, sa misanthropie allait jusqu'à souffrir des exigences de la vie physique. Il les repoussait, il les bravait avec ce même hautain mépris qu'il avait pour les boulets, pour le poignard, pour le poison.

Sut-on jamais, par exemple, si le roi avait faim? Mais il était trop esclave de l'étiquette pour que la ponctualité de ses repas fût, sous aucun prétexte, dérangée. A Valeggio comme à Turin, Charles-Albert tenait à présider la table où se groupaient matin et soir les officiers de son grand quartier général.

Ceux-ci étaient bien plutôt pour leur maître des amis que des aides de camp, car on ne pouvait dire de Charles-Albert ce que disait Nicole, « qu'être roi, c'est avoir des sujets et n'avoir point d'amis ». Quand j'aurai nommé les généraux Lazzari, Robilant, Franzini, Foras, personne ne me contredira.

Après eux venait le marquis de La Marmora, qui partageait avec le marquis Costa les fonctions de premiers écuyers. Là encore on voyait le marquis Scatti, lieutenant des gardes du corps, le comte Salasco, chef d'état-major, et puis enfin, au bout de la table, sans épaulettes celui-là, mais plus important que pas un des convives, le comte de Castagnetto, qui, à Valeggio comme à Turin, cumulait les fonctions de secrétaire intime avec celles bien plus importantes d'introducteur, tantôt officiel, tantôt secret, des ambassadeurs.

Dieu sait si sa charge était une sinécure, car il y avait accréditée auprès du Roi, à Valeggio, toute une diplomatie de campagne. Avec Mgr Corboli, que l'on connaît déjà, c'était le comte Léopardi, un vieux réfugié napolitain, dont les sentiments libéraux contrastaient de plaisante façon avec sa situation officielle de ministre du roi de Naples. C'étaient encore les deux Martini, dont l'un représentait la Toscane, et l'autre, dont j'ai tant parlé déjà, le gouvernement provisoire de Milan. A la suite de ces noms on en pourrait citer bien d'autres, ceux-là moins connus, de prêtres, d'avocats, d'aventuriers. Diplomates d'occasion qui, tous, accouraient apportant leurs nouvelles, leurs plans fantaisistes, leurs programmes étranges.

A entendre les paroles ardentes qu'échangeaient entre eux ces hommes à l'esprit fin, délié, peu scrupuleux parfois, mais toujours exalté; à suivre les tours et détours de leur politique, presque toujours en contradiction avec son caractère officiel, on sentait la

confusion d'idées et d'ambitions qui se disputaient les volontés de Charles-Albert. Il n'était parmi ces hommes qu'un sentiment qui leur fût commun. Je veux dire l'étonnement où les jetait l'impassibilité du Roi parmi des événements qui d'heure en heure bouleversaient prévisions et calculs.

Certes, à Valeggio le temps n'était guère aux rapprochements historiques. Cependant il y avait dans cette attitude de Charles-Albert un trait de race; — l'atavisme se retrouve toujours. — Le Roi ne rappelait-il pas, de frappante façon, ce prince Eugène, dont on disait l'autre jour qu'il avait « du soldat de grande race, du gentilhomme français aux manières élégantes et chevaleresques, du diplomate italien aux finesses calculées (1) »? Et le trait que voici n'est-il pas pour achever l'analogie ? Comme son grand-oncle, Charles-Albert « opposait une hautaine froideur, une indignation contenue aux manœuvres diplomatiques » qui se croisaient autour de lui. Mais, hélas! que ne cachait-il sous cette réserve impénétrable l'énergique décision du prince Eugène?

Quand le vaincu de Denain « mordait ses gants de dépit » en voyant ses alliés battus, il croyait sage de quitter le champ de bataille sans engager ses propres troupes. Charles-Albert n'eut pas cette inspiration de génie. Il pensa, au contraire, que malgré l'Europe il devait combattre...

---

(1) *Villars,* par le marquis DE VOGÜÉ, vol. II, p. 58-59.

On peut dire qu'il se trompa, mais qui oserait dire qu'il fit mal ?

Depuis un mois que son armée était en campagne, deux victoires avaient donné au soldat piémontais confiance en ses chefs et en lui-même. Quand le soldat a confiance, il est comme l'enfant qui jouit de mille riens qui l'amusent.

Joyeux étaient donc les campements autour de Valeggio. Piémontais et Savoyards demandaient à se battre et, ajoutait quelqu'un, à « courtiser les très jolies Lombardes, dont ils se faisaient les chevaliers ».

Rien n'est pittoresque comme le campement d'une armée victorieuse ! La gaieté, l'esprit, l'industrie de chacun s'y traduisent par mille combinaisons charmantes. Sur les bords du Mincio, c'étaient des fourmilières de petites maisons, tissées en branchages tressés, enchevêtrés dans les mûriers et les vignes. C'étaient des faisceaux de fusils brillant au soleil ; c'était partout, sous le ciel bleu, la fumée bleue qui montait. C'étaient le clairon qui appelait, le tambour qui battait. C'était enfin le mugissement des grands bœufs gris que l'on chassait vers la rivière pour les abreuver. Et à la douce clarté des étoiles, de merveilleuses voix chantaient :

« Fratelli d'Italia,
L'Italia s'è desta.
Dell' elmo del Scipio,
S'è cinta la testa (1). »
. . . .

(1) O frères d'Italie, l'Italie s'est éveillée. Du casque des Scipions, voyez, sa tête s'est couronnée. (*Hymne* de Mamelli.)

Dans ses *Souvenirs,* le duc de Dino a retracé de ce camp de Valeggio un dessin qu'eût signé Wouwermans.

On y voit une fontaine au centre du village. Autour de cette fontaine, hommes, femmes, muletiers, chevaux, se bousculent.

A la droite de la place est le *Caffé,* devant lequel une musique militaire exécute des valses, qu'écoutent avec délices les jeunes filles groupées sur les portes. Elles sont fort entourées, mais n'ont d'yeux que pour M. le duc de Savoie, dont le regard franc et hardi se fixe avec une certaine complaisance sur ces jolis visages campagnards. Et en quelques lignes le duc parfait ainsi ce charmant tableau :

« L'hôtesse s'appelle madame Guerra. Autour d'elle et de sa jolie fille se presse le public le plus chamarré. A l'heure du dîner surtout, gardes nationaux accourus pour voir leurs amis, jeunes femmes venues pour saluer les objets de leurs affections, diplomates, militaires entrent, mangent, sortent. Les arrivants donnent une poignée de main amicale, un tendre baiser. Puis, à chaque instant, des vivats au Roi, à l'armée, à l'Italie partent d'un commun accord au choc des verres. Il y a là joie complète, abnégation entière de soi-même pour la cause commune, mais aussi confiance un peu trop orgueilleuse dans l'avenir. »

« Les Alpes et l'Isonzo !... » s'écrient les plus sages. « Trieste et l'Illyrie !... » s'écrient les plus fougueux. Telles sont les limites seules possibles, seules acceptables.....

Hélas! comme un mirage, Trieste et l'Illyrie allaient bientôt disparaître aux yeux de cette jeunesse enthousiaste. Sur l'Isonzo, elle va rencontrer Nugent et les renforts qu'il amène. Devant l'Autrichien, les défiances des Vénitiens, les hésitations du Pape et le retard des Napolitains ont laissé toutes les portes ouvertes.

Le 16 avril, à la tête de treize mille hommes, Nugent, en effet, passait l'Isonzo. Vainement, le lendemain et le surlendemain, les volontaires d'Udine, de Bellune, vainement les insurgés du Frioul, de la Vénétie s'efforcent de l'arrêter. Leurs chefs expédient courriers sur courriers, dans toutes les directions. Ils conjurent Durando d'accourir. Durando n'a pas d'ordres.

A la vérité, Venise fait d'héroïques efforts pour sauver Vicence et Udine. Mais les quarante mille hommes du roi de Naples lui manquent. La flotte napolitaine que doit amener l'amiral Cosa ne paraît pas. Il n'est plus d'espoir qu'en Charles-Albert. Les envoyés vénitiens se succèdent au camp. Ils implorent, ils supplient au nom de l'honneur piémontais, au nom de l'honneur pontifical, au nom de l'honneur italien.

Ils veulent bien mourir, mais leur résolution de mourir ne suffit pas contre l'ennemi qui s'avance comme un torrent débordé.

Charles-Albert devant ce débordement se rendait compte de ce qu'avait compromis son immobilité. Quoi qu'il pût arriver, il donna à Durando l'ordre de se porter au-devant de Nugent. Lui-même prit

ses dispositions pour que le 26 avril toute l'armée piémontaise passât de la rive droite sur la rive gauche du Mincio. Le double objectif du Roi était de compléter l'investissement de Peschiera et de couper l'armée autrichienne de ses communications avec le Tyrol, en se portant sur le cours supérieur de l'Adige.

Les divisions piémontaises poussèrent le premier jour jusqu'à Roverbella et Villafranca. Le 27 et le 28 avril se passèrent en escarmouches insignifiantes. Le 29, le général autrichien Taxis attaqua vivement les Piémontais à Sandra et fut repoussé après six heures d'un combat furieux.

Ce combat préludait à une bataille sérieuse qui, dès huit heures du matin, s'engagea le lendemain entre le 2e corps piémontais, commandé par Sonnaz, et le général d'Aspre dont toutes les troupes étaient concentrées sur les positions de Pastrengo. Sonnaz mettait en ligne environ 24,000 hommes d'infanterie, 1,800 chevaux et 34 pièces de canon, tandis que l'ennemi n'avait, au commencement de l'action, que 17,000 soldats de toutes armes sur le terrain.

Les dispositions données par Sonnaz portaient que le général Broglia essayerait de tourner la gauche de l'ennemi au-dessus de Pastrengo. M. le duc de Savoie devait marcher sur le front de la position, tandis que le général Federici attaquerait les Autrichiens par leur droite. Deux régiments de cavalerie, placés sur la route de Brescia, couvraient le flanc droit de l'attaque contre une sortie possible de Vérone.

Excellentes étaient ces dispositions, mais comme

toujours on perdit du temps. Le 30 était un dimanche. Charles-Albert voulut que ses troupes entendissent la messe, de telle sorte que les régiments ne s'ébranlèrent qu'après onze heures du matin.

L'attaque n'en fut que plus impétueuse. Voilà les premiers tirailleurs piémontais au pied de la colline. Leurs troupes de soutien tardent malheureusement. Le Roi, qui ne s'explique pas ce retard, descend au galop des hauteurs de Mirandola d'où il suivait les péripéties de l'engagement. Un petit torrent est là qui arrête la marche des régiments bien plutôt encore que le feu enragé de quelques compagnies de Tyroliens embusqués sur l'autre rive. Enfin les Piémontais éteignent le feu et passent l'eau. Ils s'élancent, électrisés par la présence du Roi.

Lui accompagne la charge, mais bientôt il a dépassé les têtes de colonnes. Le voilà avec sa simple escorte, qui donne dans une embuscade de Tyroliens. Terrible est le feu, qui l'accueille à bout portant. Les carabiniers d'avant-garde, surpris, tournent bride. Ils découvrent le Roi, qui se heurte à l'ennemi. Alors, il tire son épée, il va charger, quand le colonel Saint-Front, avec un demi-escadron de carabiniers, se jette entre lui et les Tyroliens. Une compagnie de chasseurs arrive au pas de course : le Roi est sauvé.

C'est alors une course folle de ses régiments sur l'ennemi. Pêle-mêle avec les Autrichiens, une section d'artillerie, un escadron de Piémont royal, conduits par La Marmora, entrent dans le village de Pastrengo. Broglia y pénètre de son côté.

Pour le maréchal, la bataille était perdue.

Il mit ses troupes en retraite. Bientôt, la retraite se changea en déroute. Peut-être les troupes royales fussent-elles entrées dans Vérone, avec les Autrichiens, comme elles venaient d'entrer dans Pastrengo, si le Roi n'eût prononcé ce mot devenu célèbre : « Pour aujourd'hui c'est assez. »

A quatre heures de l'après-midi, le vainqueur entrait à Pastrengo. Ah ! Charles-Albert, ce jour-là comme toujours, fut héroïque, mais, comme toujours, irrésolu. Il n'aurait tenu qu'à lui que ses troupes franchissent l'Adige. Si elles l'avaient franchi, immenses eussent été les résultats militaires et politiques qui, hélas ! pour toujours échappaient au Roi.

« Tout, écrivait le marquis Costa, pendant cette journée de Pastrengo, s'est admirablement passé. Vous n'avez nulle idée de la bravoure de nos troupes. La seule peine des officiers était de retenir leurs soldats. Au dire de tous, ce furent encore les deux régiments de Savoie qui gagnèrent la bataille. A voir revenir ces braves, couverts de poudre, de poussière et de sang, de frénétiques cris de « Vive Savoie ! » partaient de toutes les poitrines. Le Roi a lui-même fait écho à cet enthousiasme. Parmi tant de traits que je pourrais citer à la gloire de ces braves gens, je n'en veux citer que deux : ils montrent ce que sont nos soldats.

« A l'entrée de Pastrengo, le caporal Perrier se jette au-devant de son capitaine, reçoit à bout portant une décharge qui lui était destinée : « Je suis heureux de vous avoir sauvé la vie », dit-il en tombant.

« Un autre soldat venait de faire deux prisonniers. Il les fouillait avec rage. Les Allemands retournent alors eux-mêmes leurs poches et offrent leur argent au Savoyard. Mais lui de répondre aussitôt : « Gardez votre argent, b..., je ne veux que vos cartouches... »

. . . .

Si le comte Martini, si le premier ministre comte Balbo, accompagnèrent ce jour-là Charles-Albert sous la mitraille, c'est qu'ils savaient que l'indépendance de leur pays était l'enjeu de la bataille ; mais qu'importait l'enjeu au pauvre Savoyard ?

On lui avait dit un jour que le Roi l'appelait, qu'il y avait en Lombardie, — un pays dont il n'avait jamais ouï parler, — des malheureux à délivrer, et lui était venu, laissant là-bas sa misère, son champ, sa femme, son enfant, il était venu apportant au Roi tout ce qu'il avait : son brave cœur, ses deux bras et son sang... (1).

Son sang qui désormais allait couler inutile ! Car le beau rêve italien touchait à un triste réveil.

---

(1) Un soir, raconte dans ses *Souvenirs* un officier de la brigade de Savoie, étant de garde à la Madonna del Monte, entre Sona et Somma Campagna, j'entrai dans une église ; elle était remplie de soldats groupés autour d'une statue de la Vierge. Ces braves, qui affrontaient l'ennemi avec tant de courage sur le champ de bataille, chantaient en chœur les litanies ; deux énormes bouquets cueillis dans les champs et quelques cierges ornaient l'autel... « Mon lieutenant, me dit un soldat que j'avais souvent remarqué pour sa bravoure, je viens de prier pour ma famille : j'ai cinq enfants et une mère aveugle... » (FERRERO, *Journal d'un officier de la brigade de Savoie,* p. 80.)

IV

Le 21 avril, Durando, s'appuyant sur l'ordre ambigu du ministre de la guerre Aldobrandini, s'était décidé à franchir le Pô.

Mais là, toute liberté d'action lui manquant, il était demeuré immobile, si péremptoires eussent été les ordres de Charles-Albert, si pressantes les supplications des habitants du Frioul, menacés par Nugent. Cette station sur le territoire ennemi, sans instructions de son souverain et sans que la guerre eût été officiellement déclarée, était intolérable pour le malheureux général. Elle l'était non moins pour les ministres de Pie IX.

Tous, et surtout Pasolini, conjuraient le Pape de déclarer enfin ses résolutions, car chaque heure qui s'écoulait ajoutait à la gravité de la situation et à l'irritation de la populace.

Mais Pie IX, plus que jamais perplexe, ne se résolvait à rien. N'était-ce pas une étrange situation que celle de ces ministres constitutionnels ne parvenant pas à savoir de leur souverain si, oui ou non, il voulait déclarer la guerre, quand déjà ses troupes étaient en plein territoire ennemi ?

Laisser se prolonger un tel état de choses qu'aggravait l'attitude maintenant absolument hostile des villes et des campagnes romaines devenait impossible. C'est

ce qu'une note collective des ministres essayait de démontrer au Pape...

« ... Alors même qu'on le voudrait, disait cette note, il serait aujourd'hui impossible d'arrêter l'enthousiasme des populations en faveur de l'indépendance italienne. Il a fallu acheminer les troupes vers la frontière. On a pu éviter une formelle déclaration de guerre en donnant à Durando l'ordre d'agir selon les circonstances, mais un tel état de choses ne saurait durer. Un parti devient nécessaire à prendre. Votre Sainteté nous a assurés qu'Elle allait parler. Elle a, pour le faire, un double caractère, celui de chef de l'Église et celui de souverain temporel. Nous n'avons qu'à nous incliner devant la première de ces qualités, mais comme ministres, nous avons le droit de parler librement à notre souverain.

« Votre Sainteté doit choisir entre trois partis : ou Elle consentira à déclarer la guerre, ou Elle déclarera s'y refuser absolument, ou enfin Elle pourra dire qu'en voulant la paix, Elle ne peut empêcher la guerre.

« Le ministère regarde la première déclaration comme absolument indispensable.

« La seconde serait une catastrophe, tant serait violente la réaction qui succéderait à l'enthousiasme des premiers jours.

« Votre ministère pense que la troisième opinion serait l'aveu d'une faiblesse et d'une impuissance telles, qu'elles rendraient tout gouvernement impossible. Ce serait partout le désordre et l'anarchie à l'intérieur. Ce serait permettre à l'ennemi de soupçonner la bonne

foi de Votre Sainteté, qui ne serait de la sorte pas moins compromise que par une franche déclaration de guerre.

« Dans ces conditions, on serait autorisé à traiter les soldats du Pape comme des bandits, alors qu'ils combattent sous les ordres de généraux choisis par Pie IX, alors qu'ils portent les couleurs pontificales (1)... »

A la lecture de cette note, le Pape se troubla, mais ne répondit rien. Les ministres insistèrent, et se déclarèrent prêts à donner leur démission si, au prochain consistoire, leur maître ne se prononçait pas ouvertement pour la guerre...

A cette menace, Pie IX répondait : « ... Ayez confiance, ... ayez donc confiance. » Puis, se reprenant : « Non, je ne vous montrerai pas l'allocution que je veux prononcer, disait-il à Pasolini, parce qu'on m'accuserait d'être trop lié à la partie laïque de mon ministère, et que l'on m'accuserait surtout de gouverner les choses de l'Église dans un sens trop laïque (2)... Mais ayez confiance... »

Si positives que fussent ces paroles, elles ne tranquillisaient pourtant pas les ministres. Ils savaient, en effet, de source certaine (3) que l'ambassadeur

(1) Pasolini, *Mémoires,* p. 97.
(2) *Ibid.,* p. 101.
(3) On trouve dans les *Mémoires de Pasolini,* p. 101, ce très curieux épisode : Le docteur Nicomède Pantaleoni racontait qu'étant allé comme médecin dans la famille de l'ambassadeur de Russie Bouteneff, une jeune servante lui avait raconté avoir entendu l'ambassadeur d'Autriche dire à son collègue de Russie, en faisant allusion à une prochaine allocution du Pape : « Nous la lui avons faite. »

d'Autriche venait de dire à son collègue de Russie : « Je suis tranquille ; c'est moi qui ai dicté l'allocution que va prononcer le Saint-Père... »

Plus que jamais inquiet des dispositions du Pape, Pasolini retourna en toute hâte au Quirinal.

« ... Mais non, mais non, lui dit Pie IX... n'avez-vous plus confiance en moi ?... Ne me connaissez-vous pas encore ?... Tranquillisez-vous... Vous verrez que vous serez content... »

Ceci se passait le 28 avril.

Le lendemain se tint le consistoire tant attendu.

Quoique le latin de l'allocution prononcée par le Pape fût fort compliqué, il était facile d'y voir une franche rupture avec les tendances guerrières de la partie laïque du ministère.

« Toute idée de déclarer la guerre, disait Pie IX, répugne à notre caractère, étant, quoique indigne, le vicaire de Celui qui est paix et amour... La mission de notre suprême apostolat est d'embrasser dans un même amour peuples et nations... »

Le même soir (29 avril), le ministère donnait sa démission.

« ... Mais pourquoi ?... Qu'y a-t-il ? » disait le Pape étonné de l'effet produit par son allocution, et cherchant à en atténuer l'effet.

Peut-être l'obscurité de la phrase latine rédigée par la chancellerie avait-elle trompé Pie IX lui-même.

A l'exception d'Antonelli qui, sous prétexte que l'obéissance ecclésiastique l'y obligeait, rompait ouvertement avec ses collègues, tous les ministres décla-

rèrent qu'ils n'avaient pas à se faire juges de l'allocution pontificale, mais que devant l'extraordinaire émotion qu'elle avait produite, ils ne pouvaient garder leurs portefeuilles...

« Eh bien! dit alors le Pape, puisqu'à Rome on ne comprend pas le latin, je parlerai italien. Gardez vos portefeuilles. Vous verrez que demain vous serez parfaitement satisfaits... »

Le lendemain soir, c'était le 30 avril, Pie IX se promenait dans les jardins du Quirinal avec ses ministres Recchi et Pasolini :

« Vous verrez, répétait-il sans cesse, que vous allez être satisfaits. Je veux vous montrer les épreuves de ma proclamation (il s'agissait d'une proclamation par laquelle le Pape expliquait l'encyclique), et vous verrez qu'il n'y aura plus de malentendus entre nous. »

Et le Souverain Pontife envoya un valet de pied chercher les épreuves de la proclamation que l'on imprimait à l'imprimerie secrète du Quirinal.

« ... Saint Père, les épreuves ne sont pas prêtes », répondit l'homme en revenant.

« — ... Retournez, et rapportez-les-moi », répliqua le Pape.

« — Saint Père, reprit pour la seconde fois l'homme, après être retourné à l'imprimerie, les épreuves ne sont pas prêtes... »

« — Retournez encore, ordonna le Pape; je ne bougerai d'ici que je n'aie ces épreuves. »

Mais le serviteur ne revint plus. Pie IX dit alors à

Recchi : « ... Après tout, la proclamation dira la même chose demain... L'air devient humide... Rentrons... »

Le Pape congédia ses ministres (1).

Le lendemain matin, sur tous les murs de la ville, se lisait une proclamation de Pie IX, proclamation qui n'était que la paraphrase de l'allocution prononcée au consistoire.

Rome entrait en révolution.

. . . .

Bien des années plus tard, Mgr Pentini racontait que le 1er mai 1848, le Saint-Père lui avait confié le soin de rédiger une proclamation où il se déclarerait en faveur de la guerre. Mgr Pentini avait développé cette pensée que, « comme Pape, Pie IX ne pouvait faire la guerre, dans son propre intérêt, à une nation catholique, mais que, comme souverain temporel, son devoir non moins impérieux était de défendre ses sujets et de seconder leurs aspirations... »

Pie IX s'était montré très satisfait de l'écrit, et après y avoir fait quelques corrections il l'avait aussitôt envoyé à l'imprimerie secrète du Quirinal.

Mais bientôt on y voyait arriver le cardinal Antonelli qui, sans consulter le Pape, non seulement modifiait, mais changeait complètement le sens de la proclamation pontificale. Le lendemain, ce nouveau texte se trouvait affiché aux quatre coins de Rome.

---

(1) Tout ce passage est extrait et traduit presque littéralement des *Mémoires du comte Pasolini,* p. 102.

Mgr Pentini ajoutait à son incroyable récit ce détail « qu'il était heureusement arrivé à temps pour sauver son manuscrit ». En effet, après la mort du cardinal, on a retrouvé dans ses papiers le texte du manifeste projeté avec des corrections de la main du Saint-Père (1).

Avant d'en finir avec cette curieuse et triste histoire, je veux dire encore que, dans cette même nuit du 30 avril, les ministres, réunis autour du Saint-Père, eurent une grande et noble pensée. Puisque lui-même s'était déclaré protecteur de la paix, il pouvait se transporter à Milan, et là se faire l'arbitre d'une pacification fondée sur les revendications nationales (2). Pie IX goûta cette idée, et, par son ordre, Piazzoni, qui représentait à Rome le gouvernement provisoire de Milan, fut appelé au Quirinal; mais Piazzoni se montra si froid, si hésitant, à propos de ce voyage, que l'idée en fut aussitôt abandonnée.

Il n'est pas à raconter la révolution que fit éclater à Rome la manœuvre d'Antonelli.

Le Père Ventura se fit l'interprète de l'indignation générale dans cette foudroyante apostrophe : « ... Vous avez effacé les plus belles pages de l'histoire ecclésiastique du dix-neuvième siècle. Vous avez arraché à Pie IX la gloire de donner son nom à son siècle. »

(1) Je laisse la responsabilité de ce récit à l'auteur des *Mémoires* tant de fois cités déjà, au comte Pasolini. (*Mémoires,* p. 103.)
(2) Pasolini, *Mémoires,* p. 104.

CHAPITRE VIII

Effet produit au camp piémontais par l'encyclique. — Lettre du Pape à l'empereur d'Autriche pour l'engager à déposer les armes. — Mgr Morichini à Insprück. — Impression de Charles-Albert sur l'attitude de Pie IX. — Menées de lord Palmerston, de lord Minto. — Correspondance de Bixio, chargé d'affaires français à Turin. — Refus de Charles-Albert d'accepter les propositions anglaises. — Le ministre Minghetti au camp piémontais. — Mazzini et Charles-Albert. — Gioberti au quartier général de Somma-Campagna. — Garibaldi. — Il est éconduit par le Roi. — Les volontaires. — Durando se retire à Vicence. — Le Roi comprend trop tard la nécessité d'agir. — Combat de Santa Lucia. — Charles-Albert sur le champ de bataille. — Ouverture des chambres piémontaises : Valerio à la tribune. — Mission Hummelaüer. — Interpellation du député Buffa. — Défiance du Roi vis-à-vis de lui-même. — Lettre au général Franzini. — Événements de Naples. — Rappel des troupes napolitaines. — Impression produite au camp et au parlement. — Mot de d'Azeglio.

I

La nouvelle de ce qui venait de se passer à Rome apportait au camp piémontais une terrible réaction aux joies du triomphe.

« ... Que sert notre magnifique succès d'avant-hier? écrivait, le 5 mai, le marquis Costa. Par une incroyable détermination, dont l'avis officiel nous parvint ce matin, le Pape a déclaré que ses troupes ne se battront pas contre l'Autriche. Voilà donc Durando arrêté net,

et les Vénitiens avec le Frioul complètement à la merci de Nugent. Un immense cri d'indignation va s'élever contre Pie IX, de toute l'Italie.

« Comment s'attendre à la défection de celui qui avait été l'initiateur du mouvement italien, de celui qui avait attisé la haine de l'Italie contre l'Autriche par sa noble attitude à Ferrare? Il est inexplicable de voir le Pape caresser tout à coup Lutzow, sous prétexte qu'il représente une puissance catholique. Il y a là une faiblesse ou une incapacité politique incalculables dans leurs conséquences...

« Mais enfin Pie IX est un saint; et comme Dieu se rit de notre sagesse humaine, il a mis sur le trône de saint Pierre l'homme qu'il faut pour que les décrets providentiels s'accomplissent. Peut-être son vicaire assurera-t-il le triomphe de la religion en perdant son pouvoir temporel...

« Le pronunciamiento de Pie IX en faveur de l'Autriche me semble mener tout droit à ce résultat... J'ai lu une lettre du Pape au Roi, dans laquelle le Pape déclare qu'il essaye de voies de conciliation « et *qu'il laissera ses légions marcher contre l'Autriche, si l'Autriche refuse sa médiation* ». Or cette médiation propose tout simplement à l'Empereur d'abandonner de plein gré l'Italie pour faire cesser l'effusion de sang. Ce sentiment si naturel dans la bouche du père commun des fidèles fera, je le crains, peu d'impression sur l'empereur d'Autriche!... »

Il est des natures marquées du signe des belles chimères; celles-là se brisent aux durs contacts de la

réalité. Ne pourrait-on dire de Pie IX ce que jadis on disait de Fénelon, « que son erreur était de celles dont Dieu ne redresse l'irrégularité qu'en bénissant le cœur qui l'a conçue »?

Mais plus sévères furent les hommes, car bien peu admirèrent la naïveté sublime qui dictait cette lettre, que Mgr Morichini était chargé de porter à l'empereur d'Autriche :

« Qu'il ne soit pas désagréable à Votre Majesté, écrivait Pie IX, que nous fassions appel à sa piété et à sa religion, l'exhortant avec une affection paternelle à retirer ses armes d'une guerre qui, sans pouvoir reconquérir à l'Empire les esprits des Lombards et des Vénitiens, traîne à sa suite un funeste cortège de malheurs; malheurs qu'Elle-même déteste certainement... Qu'il ne soit point désagréable à la généreuse nation allemande que nous l'invitions à déposer les armes et à convertir en utiles relations d'amical voisinage une domination qui ne serait ni noble, ni heureuse, puisqu'elle ne reposerait que sur le fer.

« Nous avons donc la confiance qu'une nation, si légitimement fière de sa propre nationalité, ne mettra pas son honneur dans des tentatives sanglantes contre la nation italienne, mais qu'elle le croira plutôt intéressé à reconnaître celle-ci pour sœur, toutes deux nos filles, toutes deux chères à notre cœur, consentant à habiter chacune son territoire naturel, où elles vivront une vie honorable et bénie du Seigneur (1). »

(1) *Correspondance politique de Massimo d'Azeglio*, notes, p. 338.

Si douce fût cette perspective, elle n'était pas, hélas! pour charmer l'Empereur, ni surtout pour désarmer Radetzky. Bien moins encore pouvait-elle calmer l'indignation des Italiens, et embaumer la mortelle blessure de Charles-Albert.

Par ordre exprès du Pape, Mgr Morichini en se rendant à Insprück avait passé par le quartier général et fait part de sa mission au Roi.

Or, deux lettres écrites précisément alors par Charles-Albert (1) témoignent de la respectueuse tristesse avec laquelle il voyait le Pape tenter une démarche si fausse. Cette démarche allait discréditer le pouvoir par lequel lui, le Roi, avait espéré faire l'Italie. Ah! c'était plus encore sur l'aide de Dieu que sur les baïonnettes italiennes qu'il avait compté pour vaincre. Aussi tous les abandons de la terre devaient être pour ce cœur

(1) La première de ces lettres, datée du 16 mai, est adressée au comte Sclopis. Le Roi envoyait au comte, alors ministre de la justice, la lettre du Pape dont parlait le marquis Costa :

« ... Le chargé d'affaires du Pape, M. Farini, m'a apporté la lettre ci-jointe de Pie IX, avec la copie de celle qu'il a écrite à l'empereur d'Autriche, que je vous prie de vouloir bien remettre au marquis Pareto (ministre des affaires étrangères). J'ai répondu qu'étant roi constitutionnel, je serais obligé de consulter mes ministres, lorsqu'il s'agira de traiter de la paix, mais que j'étais convaincu que... mon conseil s'unirait à ma vénération et à ma reconnaissance pour Sa Sainteté. »

La seconde lettre est du 2 juin ; le Roi ajoutait :

« Il nous est arrivé, il y a peu de temps, Mgr Morichini, que le Pape envoie auprès de l'Empereur, à Insprück, pour l'engager à faire la paix en renonçant à l'Italie. Le Pape l'a chargé de me voir auparavant. Je doute infiniment que la mission puisse réussir... » (CIBRARIO, *Notizie sulla vita di Carlo-Alberto,* p. 105 et 107.)

moins douloureux que le *Gran Rifiuto du Pape* (1). N'était-ce pas le Christ qui disait à Pierre de remettre l'épée au fourreau?...

Pour le mystique, pour le méditatif, il n'est d'événements véritables, on l'a dit, que ceux qui se passent dans le domaine de l'idée. C'était dans ce domaine que se faisait ici l'écroulement. Une défaite eût été réparable ; le renoncement de Pie IX ne l'était pas.

Pour comble de fatalité, l'Autriche se riait de ce Pape qui avait été l'idole de l'Italie. L'Empereur renvoyait à ses ministres l'ambassadeur pontifical, avec cette observation dédaigneuse : « que l'Autriche possédait ses provinces italiennes, en vertu des mêmes traités qui avaient reconstitué le pouvoir temporel (2)... » Plus dédaigneux encore, Wessenberg, le

(1) Guardai e vidi l'ombra di colui
Che fece, per viltà, il gran rifiuto.....
(DANTE, *Inferno,* canto terzo, 56.)

« J'ai regardé et j'ai vu l'ombre de celui qui, par lâcheté, fit le grand refus..... »

On sait que l'ombre rencontrée ainsi par Dante, au fond de l'enfer, était l'ombre du pape Célestin V, dont l'histoire n'est pas sans analogie avec celle de Pie IX.

Pietro Morone, élu pape sous le nom de Célestin V, en 1294, était un véritable saint. Il vivait comme un anachorète, passant ses jours et ses nuits en prière. Mais il n'avait aucune expérience des affaires. Au bout de cinq mois, il fut forcé d'abdiquer.

L'indignation que manifesta Dante contre lui fut générale dans son parti. On accusa Célestin V de lâcheté, de faiblesse, d'abandon de ses devoirs les plus sacrés.

Il mourut en prison et fut canonisé, comme le sera probablement Pie IX.

(2) *Storia della diplomazia Europea,* vol. V, p. 193, Nicomède BIANCHI.

ministre impérial, écrivait à son ambassadeur à Londres, « que la démarche de Mgr Morichini avait tous les caractères de la dérision (1)... »

Que cet abandon du Pape faisait donc bien aussi le jeu de l'Angleterre! On la vit aussitôt redoubler d'efforts auprès du Roi, pour qu'il acceptât les propositions d'armistice que le comte Hartig avait été chargé de lui transmettre. Coûte que coûte, lord Palmerston voulait que la paix se fît en Italie. Pour y décider le Roi, l'Angleterre laissait entrevoir comme possible l'annexion de Parme et de Modène au Piémont. Il était même question de donner la couronne de Sicile à M. le duc de Gênes.

Menées avec adresse par sir Abercromby, ces négociations semblèrent un instant si près d'aboutir, que le président du conseil Balbo se hâta d'arriver au quartier général pour offrir sa démission et celles de ses collègues, dans le cas où le Roi succomberait à la tentation de traiter.

Mais le ministre qui avait vu Charles-Albert si impassible sous la mitraille de Pastrengo le retrouvait non moins impassible devant les propositions de l'Angleterre.

Si grande fût la pression, si tentante fût l'offre des duchés de Parme et de Modène, si dangereuse enfin pût paraître la continuation de la lutte, Charles-Albert repoussa simplement les offres dont l'acceptation, après les engagements pris, lui semblait déshonorante.

(1) Garnier-Pagès, *Histoire de la révolution de 1848,* p. 467.

« ... A la réception des dépêches expédiées par les ministres, écrit Bixio (1), portant de la part de l'Angleterre offre d'une médiation qui lui garantissait non seulement l'intégrité de ses États, mais l'adjonction des duchés de Parme et de Modène, au cas où il consentirait à se retirer de la lutte, Charles-Albert, pour toute réponse, a refusé l'armistice, fait connaître au gouvernement les propositions qu'il recevait, et déclaré, de la façon la plus formelle, qu'il ne traiterait que lorsqu'il n'y aurait plus un Autrichien en Italie. »

Bixio ajoutait :

« Charles-Albert, déjà depuis longtemps, passait pour l'homme de la situation; depuis cet acte, il est devenu, aux yeux de tous, l'homme indispensable... »

Le Roi, en sens inverse, venait à son tour de faire le *Gran Rifiuto*. On eut alors, au camp, ce même spectacle que l'on avait eu au Quirinal, au moment où Pie IX faisait, en 1846, son évolution italienne. Les pires ennemis de la papauté étaient venus alors rendre hommage à son libéralisme. On vit de même les adversaires de la monarchie s'incliner respectueusement devant la loyauté de Charles-Albert.

C'est ainsi que les Milanais, jusque-là si républicains, se déclarèrent prêts à s'unir au Piémont (2).

(1) Garnier-Pagès, *Histoire de la révolution de 1848*, p. 275.

(2) Le gouvernement provisoire, si divisé, se déclara nettement, à l'exception d'un seul de ses membres, M. Guerrieri, pour l'adjonction à la monarchie piémontaise. (Garnier-Pagès, *Histoire de la révolution de 1848*, p. 276.)

C'est ainsi encore que l'on vit accourir Marco Minghetti, le ministre du Pape qui, vainement, avait cherché à arrêter sur les lèvres de son maître la fatale encyclique. Minghetti apportait au Roi l'expression à la fois de sa profonde douleur et de son admiration. Il venait s'engager, simple soldat, dans cette armée piémontaise qui maintenant demeurait le dernier espoir de la patrie...

Mazzini lui-même fit taire pour un instant ses haines. « ... Malgré toute l'aversion que j'ai pour Charles-Albert, écrivait-il, malgré toutes les aspirations démocratiques qui bouillonnent dans mon cœur, si j'estimais que Charles-Albert fût assez ambitieux pour faire l'unité italienne, même à son profit, je dirais : Amen (1)... »

. . . .

Sincère était sans doute ce sentiment, car Mazzini arrivait alors à Milan et déclarait, à la stupeur profonde de ses amis, que tant que la guerre ne serait pas terminée, il ne prendrait parti ni pour la monarchie ni pour la république.

Évidemment ces paroles avaient été rapportées au Roi, car il envoya, dit-on, un émissaire à Mazzini pour entamer des pourparlers avec lui.

Quelles curieuses différences d'un temps à un autre! On parle aujourd'hui à tout propos de république ouverte. En 1848 c'était la monarchie qui, dans un

(1) Lettre à de Boni. (*Archives triennales des choses d'Italie*, p. 443.)

intérêt national, faisait des avances à la démocratie. L'émissaire qu'envoyait Charles-Albert était chargé d'offrir au grand conspirateur l'insertion, dans une future constitution italienne, de tels articles démocratiques qu'il indiquerait, pourvu que le principe monarchique de cette constitution fût sauvegardé (1).

Mais encouragé par une si haute bienveillance, Mazzini, — lui-même l'a raconté, — prétendit alors exiger du Roi un engagement écrit.

Dans ces termes, la négociation ne pouvait aboutir. Le conspirateur rompit sur ce mot cruel « ...que Charles-Albert avait trop grand souci de sa couronne savoyarde pour devenir irrévocablement et ouvertement l'épée de l'Italie (2) ».

A la même heure, Charles-Albert à qui Mazzini, traitant pour ainsi dire d'égal à égal, avait envoyé, dit-on, la formule d'une adresse au peuple italien (3), congédiait l'intermédiaire.

Ce rapprochement de Charles-Albert et de Mazzini

(1) Vecchi, *La Italia, storia di due anni,* vol. I, p. 132.

(2) *Ibidem.*

(3) « O peuple, je sens accomplir (*maturi*) les temps pour l'unité italienne. J'entends, ô Italiens, le frémissement qui trouble vos âmes (*affatica*)... Debout, levez-vous, je vous précède... Me voici, je vous donne un gage de ma foi, le spectacle inconnu au monde d'un roi-pontife des temps nouveaux, apôtre armé de l'Idée-peuple, édificateur du temple de la nation. Je déchire, au nom de Dieu et de l'Italie, les vieux pactes qui vous tiennent divisés et disposent de votre sang. Je vous appelle à arracher les barrières qui aujourd'hui encore vous divisent, et à vous réunir en légions de frères libres, émancipés autour de moi votre chef, prêt à mourir ou à vaincre avec vous... »

D'après les papiers secrets de Mazzini, le grand conspirateur,

ne vous rappelle-t-il pas qu'Abel et Caïn étaient fils d'une même mère?... Oui, les extrêmes peuvent se rencontrer, mais il n'est que taches et blessures à résulter de leur contact.

Peut-être Charles-Albert mourant pensait-il à la démarche faite auprès de Mazzini lorsqu'on lui entendait dire à Oporto : « Nul jamais ne saura ce que j'ai fait pour l'Italie. »

Après Mazzini, qui n'eût trouvé accès auprès du Roi? Les arrivées les plus inattendues faisaient dire à quelqu'un que c'était au quartier général comme « un jugement dernier d'âmes en peine ». Demain arrivera Garibaldi, aujourd'hui c'est Gioberti.

« ... Je ne m'attendais pas, écrivait le marquis Costa, de Somma Campagna, le 13 mai, à être appelé à présenter l'illustre Gioberti au Roi, et pourtant cet honneur m'est échu. A travers les ovations de Turin, de Milan et de Brescia, il a pénétré jusqu'à Somma Campagna, se rendant à Rome. Il m'a fait l'effet d'être parfaitement satisfait de lui-même, et surtout de trouver fort bien acquise l'admiration dont il est l'objet. Le personnage est grand et bien en chair, sa figure n'a rien de distingué. Son œil, quoique petit, est vif sous ses lunettes de myope. L'ampleur et les saillies de son front dénotent une grande intelligence.

supposant qu'un prince se servirait de cette formule, ajoutait : « Qui de nous ne se ferait soldat dans les rangs de son armée ? Qui ne crierait aux frères : Voilà l'élu de la nation ? » (Voir pour les relations de Mazzini et du roi Charles-Albert : Bersezio, *Il regno di Vittorio Emanuele II,* vol. IV, p. 76-77 ; Vecchi, *La Italia, storia di due anni,* p. 129 et suiv.)

Ses cheveux sont roux plutôt que châtains et sans trace de tonsure. Gioberti se présente en habit et en pantalon noir, n'ayant plus rien du prêtre qu'une certaine onction. Il doit être atteint de quelque maladie de larynx, car sa voix est fort rauque. Cet enrouement, m'a-t-il conté, est chronique et s'augmente de la fatigue que causent à l'abbé les nombreuses allocutions qu'il fait en chemin.

« Le Roi n'était rien moins que charmé de sa visite. Quant à moi, je regardais avec tristesse cet homme funeste! Que va-t-il faire à Rome? Il faut convenir cependant qu'à propos du Pape, Gioberti s'est exprimé convenablement, je dirai même respectueusement. Il excusait les fautes politiques commises, les expliquant par les anxiétés de conscience et les scrupules de Pie IX. Tout souverain purement temporel, ajoutait-il, succomberait infailliblement sous la déconsidération qu'entraîneraient des contradictions pareilles à celles auxquelles Pie IX s'est laissé aller. Mais lui se relèvera s'il rétracte ses lettres et adhère franchement à la politique du Roi. »

Mais déjà, malgré les ovations folles qui partout célébraient son passage, l'auteur du *Primato* se sentait débordé. Il en était réduit à distinguer les *sentiments* républicains de la république, et, malgré le respect avec lequel il s'était exprimé au quartier général, il avouait dans ses conversations intimes que le pouvoir temporel du Pape lui semblait bien compromis.

Ainsi donc par un cruel retour de fortune Pie IX se voyait abandonné de ceux qui l'avaient le plus encensé.

Dans toute l'Italie, il ne restait guère à lui être fidèle que Charles-Albert. A l'heure même où Antonelli l'accusait de si ambitieuses visées sur les États de l'Église, le Roi disait devant Minghetti « que, bien loin de vouloir enlever au Pape quelqu'une de ses provinces, il lui en eût donné d'autres si la chose eût dépendu de lui (1) ».

II

Il y a des erreurs de proximité, comme il y a des erreurs de distance. « L'œil ne voit pas ce qui le touche », a dit Joseph de Maistre. Je ne sache personne pour qui ce mot du grand philosophe soit plus vrai que pour Charles-Albert. Ceux-là se trompaient donc qui, sans connaître à fond ses rapports avec Mazzini et Gioberti, s'imaginaient que le Roi abdiquait ses croyances par rancune ou par ambition.

On a dit de M. de Chateaubriand « qu'il aurait vu loin, s'il n'avait pas toujours été devant lui ». De même Charles-Albert aurait vu à quels hommes il avait affaire si, entre eux et lui, il n'y avait pas toujours eu l'Italie.

(1) Pasolini, *Mémoires,* p. 108 : « ... Carlo-Alberto medesimo ebbe occasione di dire che se fosse il tempo in cui i re cedevano a loro voglia le provincie anziche toglierne al Pontefice, sarebbe più disposto a fargliene dono di alcun' altra... » (Lettre de Minghetti, de Somma Campagna, 14 mai 1848.)

La plus curieuse de toutes les figures qui défilèrent au quartier général est celle de Garibaldi, qu'on y vit arriver vers la fin du mois de juin. Ici j'anticipe pour grouper dans un même cadre les éléments bizarres dont pendant cette première campagne se composaient les forces politiques et militaires de l'Italie.

A la première nouvelle de l'évolution pontificale en 1846, Garibaldi, alors réfugié en Amérique, parce qu'en 1833 Charles-Albert l'avait condamné à mort, s'était épris, — le mot n'a rien d'excessif, — de Pie IX. Tel avait été l'enthousiasme de cet étrange néophyte, qu'il écrivait au Pape pour lui exprimer son admiration. Mazzini, on le sait, l'avait encore devancé dans cette voie.

Faut-il que cette terre italienne soit aimée de ses enfants, pour que l'espoir de la voir libre et glorieuse amenât de tels hommes d'abord au Pape, puis au Roi? Bien moins calculé que Mazzini, bien plus spontané dans ses haines et dans ses enthousiasmes, Garibaldi, lorsqu'il avait appris le passage du Tessin, s'était, avec une centaine de ses compagnons d'armes, jeté dans le premier navire en partance.

« ... Je n'ai jamais été partisan des rois, s'écriait-il en débarquant à Nice; mais puisque Charles-Albert s'est fait le défenseur de la cause du peuple, mon devoir est de lui offrir mon épée... »

De Nice en passant par Gênes, Garibaldi était accouru à Roverbella où se trouvait le Roi.

Si l'on voulait philosopher sur l'audience qui lui

fut immédiatement accordée, que de rapprochements à faire entre le passé que représentait Charles-Albert, et l'avenir que représentait le condottiere révolutionnaire !

« C'en est fini de nous », aurait dit Sonnaz...

Oui, c'en est à jamais fini des idées que représentait le vieux royaliste, puisque Dieu réservait à la démocratie de triompher dans la grande lutte italienne.

Roi et condottiere avaient sans doute le pressentiment de cet avenir lorsqu'ils se rencontrèrent pour la première fois. Ils devaient se souvenir : le Roi, qu'il avait condamné à mort son hôte d'aujourd'hui ; Garibaldi, qu'il saluait son persécuteur d'autrefois. Mais un même intérêt national leur faisait dissimuler leurs impressions.

Ce fut avec toute sa royale bonne grâce que Charles-Albert, rompant un embarrassant silence, parla à son interlocuteur des hauts faits accomplis par lui en Amérique.

« C'est vrai, Sire, répondit le soldat, l'interrompant d'une façon qui ne sentait guère l'homme de cour... c'est vrai, j'ai combattu pour la liberté d'un pays qui m'avait été hospitalier... mais j'arrive à temps pour prendre part à une entreprise plus glorieuse... Je demande pour toute récompense à faire avec les autres ce qui quelque jour sera un honneur et un avantage pour mon pays (1). »

A cette déclaration attendue, le Roi répondit que

(1) Vecchi, *La Italia, storia di due anni,* vol. I, p. 216.

grand était son regret d'être obligé de renvoyer une telle demande à ses ministres et de ne pouvoir lui-même accéder au désir de son interlocuteur.

Garibaldi ne se méprit pas sur cette fin de non-recevoir. Éconduit à Roverbella, il le fut de même à Turin.

Grande fut la faute ainsi commise par Charles-Albert et par ses ministres, car, blessé dans son amour-propre, Garibaldi non seulement ne revit pas le Roi, mais se jeta dans le parti le plus exalté. Il ne l'eût sans doute pas osé s'il avait porté l'uniforme piémontais.

Revenu fort mécontent à Milan, Garibaldi repartit presque aussitôt pour Bergame, où ses amis républicains lui confiaient le soin d'organiser une nouvelle bande de volontaires.

Ainsi s'aggravait l'embarras que Charles-Albert avait, par-dessus tout, redouté depuis le commencement de la guerre. Tout contact entre ses troupes régulières et les volontaires indisciplinés que levait le gouvernement de Milan était pour l'effrayer. Non pas qu'au début de la campagne ceux-ci ne se fussent brillamment conduits sous les ordres de Manara et d'Arcioni. Mais le désordre s'était bientôt mis parmi ces hommes qu'un premier succès près de Peschiera avait grisés.

Surpris, en effet, en plein triomphe par le général Thurn, ils avaient perdu quatre ou cinq mille hommes dans un combat, non loin de Vérone. Manara, cependant, le 13 avril, reprenait une heureuse offensive à Stenico.

Le 19, près de Vezzano, il était de nouveau battu et faisait demander des secours au Roi. Charles-Albert les refusait précisément à l'heure où Garibaldi rejoignait les vaincus à Bergame.

Or, tandis que ceux-ci cherchaient à se reformer, leurs camarades de Padoue, de Vicence, de Trévise continuaient, sous le nom de Croisés, à guerroyer du côté de Palma Nuova et d'Udine.

On ne pouvait cependant leur demander d'arrêter Nugent. Les seules forces alors qui eussent été capables de lui barrer la route étaient celles de Durando. Mais ces malheureuses troupes étaient absolument immobilisées par l'encyclique du 29 avril. Comme l'écrivait Massimo d'Azeglio, « l'armée pontificale en avait été presque dissoute ».

Nugent avait donc pu s'emparer, presque sans coup férir, de Bellune et de Feltre. Les volontaires romains, à la suite de cet échec, s'étaient dispersés en accusant Pie IX du désastre. Cependant, plus heureux que Ferrari, Durando et d'Azeglio, réussissant à maintenir la discipline dans leurs régiments, gagnaient Nugent de vitesse et rentraient en bon ordre à Vicence.

Les tristes nouvelles de ce qui se passait sur la Piave devaient décider Charles-Albert, mais trop tard, hélas! à reprendre l'offensive. Le Roi comprenait enfin qu'autant Radetzky avait intérêt à ne pas s'engager avant l'arrivée de Nugent, autant il était lui-même intéressé à prévenir la jonction du maréchal et de son lieutenant. Il est vrai que, depuis le combat de

Pastrengo, l'armée autrichienne n'avait fait aucun mouvement. Elle se trouvait encore tout entière retranchée sur les positions de San Massimo, de Santa Lucia et de la Croce Bianca, qu'elle avait occupées dès le soir de sa défaite.

Mais aux raisons stratégiques que je viens d'indiquer se joignaient bien d'autres raisons, celles-là politiques, pour livrer bataille.

Quand, comme Charles-Albert, on est entré en campagne à la suite d'un mouvement populaire, il faut compter avec tant de nécessités de toute nature, que la stratégie ne règle que bien rarement les opérations.

C'est ainsi que les ministres avaient besoin d'une victoire pour la prochaine ouverture des Chambres. C'est ainsi encore qu'il fallait jeter une victoire en pâture aux récriminations de Milan. Et puis, faut-il le dire? une autre raison, celle-là mystérieuse, comme toutes les raisons qui décidaient en dernière analyse Charles-Albert, l'obligeait à livrer bataille le 6 mai...

Le cabinet du comte Castagnetto était plus que jamais devenu le foyer de toutes les intrigues, non seulement politiques, mais militaires, qui se nouaient et se dénouaient autour du Roi. C'était à Castagnetto que courait cette foule d'intrigants, d'agents secrets, d'aventuriers qui, chaque jour, se succédaient au quartier général. Malheureusement, ceux-ci ne réussissaient que trop souvent à duper le secrétaire intime, pour si fin qu'il fût.

Certains désirs trop ardents ressemblent à la peur.

Ils font croire à tout, même à l'absurde. C'est pourquoi Castagnetto persuada au Roi de prêter foi au rapport d'un adroit espion qui se jouait de sa crédulité. L'espion se vantait de soulever Vérone, si l'armée piémontaise parvenait à attirer Radetzky hors de la place (1).

On avait pris jour. Et, au jour marqué, c'est-à-dire le 5 mai, toutes les brigades piémontaises quittaient leurs cantonnements et dessinaient un mouvement offensif sur la Croce Bianca, San Massimo et Santa Lucia, formidables positions, situées en avant de Vérone.

Sans tenir compte des difficultés inextricables du terrain sur lequel il allait opérer, le général Bava, chargé par le Roi de régler les détails de l'attaque, avait calculé la marche de ses troupes comme pour une manœuvre. Ce n'étaient cependant partout que montagnes de pierres roulantes, que chaussées étroites, que fossés profonds, que mûriers enfin, par milliers, rattachés entre eux par des vignes. Parmi ces verdures, qui paralysaient absolument la cavalerie et l'artillerie, il était impossible de diriger un mouvement d'ensemble. Faut-il ajouter qu'à peine l'état-major piémontais avait fait éclairer par une ou deux reconnaissances ce terrain si difficile. Il en résulta le plus inexprimable désordre dans les mouvements convergents de l'attaque. Les colonnes arrivèrent sur le

(1) Ce détail a été raconté par le comte Castagnetto au marquis Costa et consigné par celui-ci dans ses *Notes*.

champ de bataille sans cohésion, espacées et incapables de se soutenir.

La colonne du centre, avec laquelle marchait Charles-Albert, entra la première en ligne. Mais encore, se trompant de direction, au lieu d'attaquer San Massimo, qui devait être son objectif, elle se porta à droite, sur les collines que domine le cimetière de Santa Lucia.

L'attaque de ce cimetière fut héroïque. — Par deux ou trois fois, les divisions piémontaises, que leur artillerie, embarrassée par les difficultés du terrain, ne pouvait soutenir, montèrent et remontèrent à l'assaut. Avec une audace inouïe, les assaillants finirent par saisir, à travers les créneaux des murs, les fusils qui partaient sur eux à bout portant. Une dernière charge, menée par la brigade d'Aoste, débusqua enfin, vers une heure, les Impériaux et s'empara d'une position qui n'était plus qu'un monceau de cadavres et de ruines.

On vit alors le Roi, qui s'était exposé autant que le dernier de ses soldats, regarder anxieusement à travers sa lorgnette du côté de Vérone. A chaque instant, il croyait voir partir le signal du soulèvement dont on l'avait leurré... Mais rien... Si... bientôt il voit une colonne autrichienne qui accourt au secours des premières troupes épuisées...

Au même moment, Charles-Albert reçoit la nouvelle que l'attaque sur la Croce Bianca a échoué; que Radetzky, toujours maître des positions de San Massimo, se prépare à tourner Santa Lucia. L'inutile succès que l'on vient d'obtenir va donc se convertir en désastre. Rien n'est plus à espérer ni à Vérone ni

sur le champ de bataille. Le Roi ordonne la retraite.

Radetzky revient alors à la charge et attaque vivement Santa Lucia, où est restée, comme arrière-garde, la brigade de Cuneo, commandée par M. le duc de Savoie.

Héroïque est la résistance du prince. Sans reculer d'un pas, il laisse les divisions quitter le champ de bataille; lui-même ne se met en retraite que lorsque le salut de toute l'armée est assuré. Reculant par échelons, faisant face à l'ennemi, pendant qu'en même temps il essuie, sur sa droite et sur sa gauche, le feu des Tyroliens, qui l'ont débordé, il regagne enfin, avec sa troupe décimée, mais en bon ordre, ses cantonnements.

La nuit mit fin à cette inutile effusion de sang. Des deux côtés, on crut à la victoire et l'on reprit ses anciennes positions, les Autrichiens sous Vérone, les Piémontais sous Peschiera. Le Roi, dès lors, ne songea plus qu'à mener à bien le siège de cette dernière ville, devant laquelle il immobilisa de nouveau ses troupes.

Charles-Albert a justifié plus que personne cette remarque : que la défiance de soi et l'indécision s'allient à une douceur d'âme qui répugne à tous les moyens violents.

Passionné pour la guerre, les cruelles exigences de la guerre étaient infiniment douloureuses pour lui. On perd quelquefois sa présence d'esprit pour juger, mais rarement sa présence de cœur pour souffrir. Le Roi ne pouvait, quoiqu'il se raidît, échapper à la ter-

rible impression du champ de bataille; et jamais on ne le vit plus ému qu'après cet engagement de Santa Lucia où les pertes furent aussi sérieuses qu'inutiles. Quand le Roi, raconte le marquis Costa, rencontrait une civière, il demandait tristement : *Morto o ferito...* mort ou blessé ?...

Quand on répondait : *Mort*, Charles-Albert saluait.

Les pertes des Piémontais avaient été graves, mais quand même on était encore aux impressions heureuses. Durando, le 23 avril, repoussait victorieusement une attaque des Autrichiens sur Vicence. Trévise, Rovigo, Bellune envoyaient des députés au quartier général pour y apporter leurs vœux d'union. Les flottes sarde et napolitaine faisaient leur apparition dans les eaux de Venise. Un nouveau mouvement révolutionnaire à Vienne obligeait l'Empereur et toute la famille impériale à se réfugier à Insprück. L'armée napolitaine, enfin arrivée sur les rives du Pô, sous la conduite de Pepe, menaçait de prendre à revers Radetzky et ses forteresses. Les Chambres enfin allaient s'ouvrir à Turin ; tout, en un mot, semblait, à cette heure encore, d'un heureux présage pour l'Italie.

III

Cependant le Piémont abandonné à lui-même faisait ses premières élections politiques.

Bien qu'il ne fût pas question de suffrage universel, le cens électoral était cependant assez abaissé pour que tout le monde s'intéressât au vote. Mais si vif que fût cet intérêt, il ne pouvait aboutir qu'à l'imprévu, tant la loi électorale avait été improvisée. Or, les surprises qui s'étaient produites autour des urnes allaient probablement se continuer au palais Carignan, où les nouveaux élus se réunissaient au commencement de mai.

Curieux fut le spectacle de ces hommes arrivant de tous les points de l'horizon pour faire en commun une besogne dont en particulier chacun était parfaitement ignorant.

L'absolutisme du régime piémontais n'avait pas été, en effet, pour favoriser l'éclosion de beaucoup d'hommes politiques. Et le très petit nombre qu'en comptait le nouveau parlement se composait d'amnistiés et de quelques écrivains qui, plus ou moins audacieusement, s'étaient posés comme les champions de la liberté. Mais, encore une fois, l'immense majorité des choix faits par les électeurs ne représentait que des intérêts locaux. Il en résultait qu'avocats, propriétaires, fonctionnaires pour la plupart, les nouveaux élus étaient inconnus hors de leurs terres ou de leur petite ville. Ni Cavour, ni La Marmora n'avaient été nommés. Les seuls grands noms qui figurassent dans la nouvelle Chambre étaient ceux de Gioberti, de Balbo, de d'Azeglio.

Aussi la foule ne prononçait guère que ces noms-là, sur le passage des honorables qui, le 8 mai 1848, se

rendaient pour l'ouverture de leur première session au palais Carignan.

Mais là, rien n'était prêt, car le Régent, pour pourvoir aux besoins de l'armée, avait réuni le parlement bien avant la date fixée primitivement.

A peine existait-il des bancs autour de la salle. La tribune ne se trouvait pas à sa place. La loge diplomatique n'était qu'un squelette de poutres et de planches. Tout manquait, en un mot. Les ministres eux-mêmes manquaient, sans que personne parût s'en apercevoir (1).

Le vénérable avocat Fraschini, qui avait plus de quatre-vingts ans, s'assit provisoirement, à titre de doyen, sur une chaise présidentielle. On se pourvut ensuite de vice-présidents et de secrétaires.

Mais quand il s'agit de savoir de quelle façon l'on se constituerait, de savoir surtout de quelle façon se régleraient les délibérations, il fallut recourir, provisoirement encore, au règlement des Chambres françaises.

Quelques incidents non moins curieux marquèrent cette première séance. Comme on ne pouvait, faute de sièges, voter par assis et levé, on convint de lever la main ou de mettre la main dans sa poche. Et puis, il fallut, pour le tirage au sort des bureaux, que le président substituât son chapeau aux urnes absentes.

Enfin, ce fut le 9 mai que cette assemblée, si som-

(1) Ces pittoresques détails sont empruntés à la *Storia del parliamento subalpino,* par l'avocat Brofferio.

mairement constituée, tint sa première séance (1). On se demandait qui oserait gravir les marches de la tribune, quand on y vit apparaître l'homme qui, peut-être, représentait les idées les plus avancées du parlement. C'était le député Valerio, rédacteur du journal *la Concordia*. Gros, trapu, le teint blême, avec des yeux noirs d'une extraordinaire profondeur, Valerio personnifiait la nouvelle démocratie italienne, cette démocratie qui, par amour de son pays, si elle n'abdiquait pas ses idées, renonçait, pour le moment du moins, à les faire prévaloir. En Piémont, à cette heure solennelle, on peut le dire en toute vérité, l'amour du pouvoir pour le pouvoir n'existait pas. Le désintéressement politique y était absolu. Cent autres députés auraient dit ce que Valerio allait dire; ils l'eussent dit avec la même conviction, avec la même sincérité.

« Oui, s'écria Valerio dans son admirable langue, rendue plus vibrante par l'émotion qui l'étreignait..... oui, alors que la guerre tonne en Lombardie, que le ciel à Rome se couvre de nuages menaçants, que des milliers de héros tombent de l'autre côté du Tessin, le premier mot qui doit retentir à cette tribune est celui de reconnaissance, de reconnaissance pour le Roi et pour l'armée. »

---

(1) La veille, le prince de Carignan, à qui, on s'en souvient, le Roi avait confié la régence, avait ouvert solennellement les Chambres devant les sénateurs et les députés réunis, juré sur l'Évangile d'observer la Constitution et reçu le serment des deux Chambres.

D'unanimes applaudissements saluèrent cette motion, qui partait du cœur même de la nation.

Ah ! qu'eût dit Charles-Albert, si, du milieu de ces applaudissements, il avait entendu s'élever cette voix qui tout à coup supplia le Roi « *de moins exposer sa vie* » ?

Vraiment, cette étrange motion fut faite ! Mais combien celui qui la risqua connaissait mal Charles-Albert et son pays ! Si, de l'autre côté des Alpes, les passions populaires ont emporté tant de princes; si, au contraire, elles ont respecté la vieille race de Savoie, c'est que sa légendaire bravoure l'a pour jamais ancrée au cœur de ses peuples...

Mais qui jamais a vu l'accord longtemps gardé par cet instrument bizarre que l'on appelle un parlement? Après cet hommage spontané rendu au Roi, l'opinion libérale réclama sa revanche. Cette revanche fut la nomination de Gioberti au fauteuil de la présidence.

Gioberti, qui alors était encore à Rome, avait si bien prévu cette nomination, que ses amis acceptèrent aussitôt la présidence en son nom, et, en son nom encore, renoncèrent à toute indemnité présidentielle.

Émus d'un si bel exemple, les secrétaires en firent autant, pour ce qui les regardait; les questeurs imitèrent les secrétaires. Ce fut une petite nuit du 4 août à laquelle les députés, qui ne renonçaient à rien, vu qu'ils n'étaient pas payés, se hâtèrent d'applaudir.

C'était sous ces aimables auspices que venait de se constituer le nouveau pouvoir, qui, à son tour, allait ajouter tant de difficultés à celles que Milan, Venise,

sans parler de Radetzky, créaient autour du Roi.

Le premier acte du ministère fut d'annoncer au Parlement une heureuse nouvelle : Plaisance venait de se déclarer en faveur du Piémont et suppliait le Roi de considérer dorénavant la ville et le duché comme incorporés à ses États. Un grand pas venait ainsi de se faire vers l'unité tant désirée. Malheureusement, à Milan, on se hâtait moins. Les délégués lombards avaient apporté à Turin l'écho de leurs querelles intestines. Ils voulaient bien l'union au Piémont, mais à la condition, pour ainsi dire, d'absorber celui-ci. Faible et désemparé, le gouvernement provisoire, présidé par Casati, laissait s'ajouter chaque jour une condition nouvelle aux conditions dont dépendait l'acquiescement à l'union.

Tout d'abord, on était convenu d'un plébiscite. Comme condition absolue à leur vote, les Milanais demandaient en outre la réunion d'une Constituante. Jusque-là, Milan devait avoir une constitution spéciale. On y prétendait à une liberté illimitée de la presse et au droit absolu de réunion. Quelques-uns même voulaient transférer la capitale de Turin à Milan.

Toutes les correspondances de cette époque parlent avec sévérité, ou au moins avec un profond ennui, de ces prétentions qui, sans cesse, remettaient tout en question. Trop heureux si ces querelles s'étaient bornées à enfiévrer le pays et la Chambre. Mais elles avaient malheureusement leur contre-coup dans toutes les chancelleries de l'Europe.

Chassé de Vienne, comme je l'ai dit, par une nouvelle émeute, et plus effrayé qu'il ne voulait le paraître des succès de l'armée italienne, l'empereur d'Autriche cherchait à intéresser l'Angleterre à de nouvelles négociations. Le 24 mai, le baron Hummelaüer proposait au cabinet de Saint-James les bases suivantes pour une médiation :

La Lombardie cesserait d'appartenir à l'Autriche et serait libre de choisir tel État d'Italie à qui elle voudrait se donner. Quant à la Vénétie, elle continuerait à faire partie intégrante de l'Empire, mais avec une constitution propre et la vice-royauté d'un archiduc. C'étaient là les articles principaux du projet que le baron Hummelaüer avait soumis à lord Palmerston (1).

Pouvait-on espérer plus et mieux encore? C'est probable. Les Lombards, malheureusement, ne laissèrent

(1) *Memorandum Hummelaüer.*
La Lombardie cessera d'appartenir à l'Autriche. Elle sera libre de rester indépendante ou de s'unir à tel État de l'Italie qu'elle croirait devoir choisir. Elle se chargera d'une part proportionnelle de la dette autrichienne. L'État vénitien restera sous la souveraineté de l'Empereur. Il aurait une administration séparée, tout à fait nationale, réglée par les représentants du pays, sans l'intervention du gouvernement impérial, et représentée près du gouvernement central de la monarchie par un ministre qui dirigerait ses relations avec ce gouvernement. L'administration vénitienne aurait pour président un archiduc, vice-roi qui résiderait à Venise en qualité de lieutenant de l'Empereur. L'État vénitien payerait ses propres dépenses et contribuerait à celles de l'Empereur pour deux cent mille livres par an. Il prendra pour son compte une partie de la dette nationale. L'armée vénitienne sera entièrement nationale, mais soumise au ministre de la guerre. (Voir *Storia della diplomazia europea*, Nicomède Bianchi, vol. V, p. 263 et suiv.)

pas à l'Angleterre le temps de prendre utilement leurs intérêts.

Vers les derniers jours de mai, le député Buffa mettait le ministère piémontais en demeure de déclarer si, oui ou non, la diplomatie anglaise prenait fait et cause pour l'Autriche contre l'Italie. Il demandait ensuite quelle serait, dans cette éventualité, l'attitude que prendrait le gouvernement du Roi.

Buffa conclut par ces mots : « Je suis persuadé que la réponse du ministère rassurera les Lombards et ôtera tout soupçon aux opinions les plus ombrageuses. »

Mis avec cette véhémence en demeure de s'expliquer, le ministre des affaires étrangères commit l'imprudence d'engager le gouvernement et d'enlever ainsi au Roi toute possibilité de traiter même aux plus avantageuses conditions.

« Jamais, dit le ministre, il n'est entré dans les projets, ni du Roi, ni de son cabinet, de traiter tant qu'un Autrichien restera en Italie. » Et il ajouta : « Plutôt que de manquer à cette promesse, le ministère donnera sa démission. Les Lombards peuvent être assurés que rien ne se traitera jamais en dehors de leur concours ou à leur insu (1). »

Le langage du ministre Pareto, dans cette circonstance, fut une faute; bien plus, fut un malheur ; car les propositions du baron Hummelaüer présageaient la possibilité de traiter, non seulement avec honneur, mais avec profit.

---

(1) Voir Brofferio, *Storia del parliamento subalpino.*

Charles-Albert en avait ainsi jugé. Les dispositions pacifiques des gouvernements anglais et autrichien lui apparaissaient, en effet, aussi évidentes que l'impossibilité où allait se trouver le Piémont de continuer la lutte.

Mais ici, comme lors de l'octroi de la constitution, comme lors de la déclaration de guerre, le Roi se crut, en conscience, tenu de sacrifier sa propre opinion à l'opinion d'autrui. C'est ainsi que celui à qui l'on a tant reproché ses méfiances s'est défié de lui-même plus que de personne. Pour lui les raisons d'autrui furent toujours meilleures que les siennes. Était-ce fatalisme? était-ce lassitude de la discussion? était-ce faiblesse? était-ce vertu?... Je ne saurais le dire. Mais ce qui frappera chacun, c'est l'invariabilité de ce trait de caractère chez un prince que l'on s'est plu à représenter comme sans cesse dissemblable à lui-même.

Le 7 juin, le Roi donnait, en écrivant au général Franzini, une nouvelle preuve de cette abnégation généralement si peu pratiquée par les princes.

« De Roverbella, 7 juin.

« Je m'empresse, très cher Franzini, de répondre à la lettre que vous m'avez écrite après vos entretiens avec le ministre d'Angleterre. Vous connaissez parfaitement ma manière de penser sur les agrandissements que je crois que nous devons désirer pour notre pays, en songeant surtout à nos finances et aux forces que notre armée peut porter en effectivité dans les combats...

« Je crois donc, dans ma conscience, que si nous

pouvons obtenir par la médiation de l'Angleterre la cession de la Lombardie jusqu'à l'Adige avec les deux duchés, nous aurons fait une campagne glorieuse, et qu'un État aussi petit que le nôtre contre le colossal empire autrichien aura fait des acquisitions superbes et presque inouïes dans l'histoire. Voilà devant Dieu le fond de mon cœur et ce que je vous autorise à confier à M. Abercromby. Désirer plus..., c'est une témérité, j'ose le dire, presque folle. C'est vouloir risquer la perte, la ruine à jamais de la cause italienne...

« ... Vous voyez maintenant, ami Franzini, quelle est ma position avec un ministère responsable qui a pris un engagement devant les Chambres. Tandis que l'union avec la Lombardie n'est pas encore absolument conclue et qu'il y a, à Turin comme à Milan, des prétentions si grandes, je ne puis, moi, à la tête de l'armée, prendre l'initiative. Je ne puis que représenter en conscience l'état des choses qui, certes, est bien fait pour dessiller les yeux.

« Mais si on veut que je risque tout, j'ai mon honneur militaire avant (*sic*) et je marcherai jusqu'à ce qu'une balle me fasse terminer avec joie une vie de péripéties, et toute consacrée, sacrifiée à ma patrie (1)... »

On voulut que le Roi risquât tout, et lui sans une

(1) *Scritti e lettere di Carlo-Alberto,* Nicomède Bianchi, p. 61. Cette lettre étant fort longue, je n'en ai donné que les principaux passages, mais celui-ci me semble avoir trop d'importance pour n'être pas transcrit ici :

« Il me paraît qu'il faudrait faire connaître au public et aux membres influents des Chambres la disposition qu'aurait l'Autriche de traiter, les favorables dispositions de l'Angleterre pour

plainte sacrifia la certitude de rentrer victorieux dans ses États agrandis aux hasards d'une lutte qu'il pressentait sans espoir !

Comme disait Balbo, l'honneur pour les rois vaut encore mieux que la gloire !

Charles-Albert l'avait ainsi compris. Les déclarations faites à la Chambre par son ministère le liaient. De roi, il redevint soldat.

Mais tandis qu'il faisait si noblement honneur à sa parole de roi constitutionnel, Ferdinand II de Naples faisait bon marché des engagements qu'avec plus de solennité encore que Charles-Albert il avait pris vis-à-vis de ses peuples.

Le 15 mai, les députés napolitains arrivaient pour l'ouverture des Chambres. Une question de serment avait aussitôt mis le feu aux poudres.

---

nous soutenir dans les négociations, les jalousies de la France à l'égard de Venise, les dispositions du corps germanique, l'épuisement inévitable de nos finances, l'abandon des alliés, les secours si lointains que nous pourrons recevoir des divisions Perrone et Visconti, ce qui mettra la Lombardie et les duchés au risque d'être désertés, si je passe dans la Vénétie. Il me paraît qu'en faisant ces réflexions, l'on devra faire dans les Chambres des représentations énergiques en faveur d'une conduite sage et prudente.....

« Je pense que ce que j'ai fait dire à Milan et à Turin sur les dangers que l'on éprouvera lorsque je passerai l'Adige, aura fait naître déjà bien des craintes et des appréhensions, et que le moment serait favorable à ce que l'Autriche fît une proposition officielle honorable. Dans tous les cas, je serai infiniment reconnaissant à M. Abercromby pour tout ce qu'il voudra faire pour le bien de notre pays. Je vous embrasse en vous priant de faire tous mes compliments à la comtesse, et je suis votre très affectionné

« Charles-Albert. »

Quelques barricades s'ébauchent. Ferdinand cède, on croit que tout va rentrer dans l'ordre ; que le Parlement s'ouvrira tranquillement. Les députés courent à travers les rues annoncer la bonne nouvelle. Mais voilà que des coups de fusil partent, quelques soldats sont blessés. Les troupes ripostent. Le combat est engagé, terrible et sans merci... pour aboutir à la plus cruelle réaction.

Ferdinand vainqueur renia l'Italie, renia la grande cause que le 7 avril pourtant il avait proclamée sainte.

Deux jours après il rappelait ses troupes et sa flotte.

« Heureusement, écrivait le 26 mai le marquis Costa, le plus grand nombre des régiments napolitains n'obéiront pas, dit-on, à cet ordre honteux de désertion devant l'ennemi...

« Jamais catastrophe plus lamentable que ce désarroi d'une armée sur laquelle nous comptions pour défendre Venise et pour couvrir notre droite menacée. »

Deux jours plus tard le marquis écrivait encore :

« Hier, sont arrivés les députés de Parme et de Guastalla. Aujourd'hui arrivent ceux de Reggio et de Modène pour demander aussi leur adjonction à nos États. De ce côté, tout va donc bien. C'est une compensation, mais trop petite en vérité, au vide que le départ de l'armée napolitaine fait dans nos rangs. Beaucoup, heureusement, ont méprisé les sommations misérables qui leur arrivaient de Naples. Pepe s'est

démis de son commandement et a réuni quelques braves gens pour continuer à se battre. Ceci lui fait honneur sans doute, mais affirme plus cruellement encore la honte des autres.....

« Après l'abandon de Pie IX, le reniement de Ferdinand est fait pour donner en Italie un terrible essor aux idées républicaines. Dieu sait pourtant si elles ont besoin d'être encouragées ! Que va faire le Roi?... »

Charles-Albert allait demander à la bataille une revanche que parlement et parlementaires allaient demander à leurs folies.

Est-il, en effet, sol plus fertile en éclosions étranges que le milieu parlementaire? Il fallut, quand la nouvelle des événements de Naples parvint à Turin, tout le sang-froid du ministre des affaires étrangères pour ramener sénateurs et députés à une saine appréciation des choses. Les propositions les plus inouïes s'étaient coup sur coup produites dans les deux Chambres.

Il fut question de déclarer le roi de Naples *ennemi public et parricide.* Il fut question d'élever à Turin et à Gênes une *colonne* d'infamie qui, à jamais, perpétuât l'*exécrable mémoire du tyran.* Il fut aussi question d'un deuil national ; enfin, séance tenante, on voulait envoyer un message au roi Charles-Albert, pour le supplier de fournir aux infortunés Napolitains les moyens de se délivrer de leur tyran.

A grand'peine Pareto parvint à faire entendre raison à d'aussi extravagantes douleurs. Il dit, ce qui était vrai du reste, que de nombreux régiments napolitains

se montraient hésitants encore sur le parti qu'ils prendraient, et qu'il serait toujours temps d'aviser d'après leurs décisions (1).

Hélas ! de ce qui se passait alors à Naples, comme à Milan, comme à Venise, ne pourrait-on tirer avec Massimo d'Azeglio cette spirituelle morale :

« Qu'avec certains rois qui s'intitulent nos pères, il serait préférable d'être orphelins, de même qu'en songeant à certaines fraternités, on aimerait mieux être fils unique ? »

(1) Brofferio, *Storia del parliamento subalpino,* t. I, p. 50.

CHAPITRE IX

Peschiera. — Le duc de Gênes à la tranchée. — Résurrection de Clorinde en Italie. — Charles-Albert et le maréchal Rath. — Plaisants détails et galanteries devant Peschiera. — Plan de Radetzky pour ravitailler la place. — Charles-Albert homme de guerre. — Le Roi au combat de Pastrengo. — Double succès. — Reddition de Peschiera. — Immobilité de Charles-Albert après la victoire. — Attaque et prise de Vicence par Radetzky. — Milan et Venise s'annexent au Piémont. — Soulèvement de l'opinion contre Charles-Albert, parce qu'il n'a pas secouru Vicence. — Malgré son entourage Charles-Albert accepte la clause d'une Constituante comme condition de l'inféodation de Milan au Piémont. — Discussions des Chambres. — Rattazzi. — Encore la visionnaire savoyarde. — Le député Brofferio et son interpellation sur l'état de l'armée. — Le comte de Cavour. — Chute du ministère. — Toujours les Milanais. — Négociations entre Milan et Vienne, conduites en dehors du Roi. — Profonde tristesse de Charles-Albert. — Son héroïsme dans le sacrifice.

I

Peschiera, dont Charles-Albert allait enfin commencer sérieusement le siège, est située à l'extrémité sud du lac de Garde. La ville affecte la forme d'un pentagone flanqué de cinq bastions. Quelques ouvrages modernes, le fort Salvi, dans la direction de Brescia, et du côté de Vérone, le fort Mandelli, couvrent le corps de la place. Les eaux du lac qui s'échappent, claires et transparentes, entre deux bastions, prennent

le nom de Mincio. Le Mincio inonde les fossés et rend, par ses infiltrations dans les terres avoisinantes, les travaux de tranchée presque impraticables.

A l'heure où commençait le siège, la garnison autrichienne ne comptait guère plus de quinze cents hommes placés sous les ordres du feld-maréchal Rath.

Rath, malgré ses quatre-vingts ans, était demeuré capable de toutes les énergies. Les quelques centaines d'habitants enfermés avec lui ne le savaient que trop bien.

Par un singulier contraste, c'était M. le duc de Gênes et ses vingt-cinq ans qui allaient lier partie avec l'octogénaire autrichien. Le Roi, qui savait la bravoure à la fois si froide et si brillante de son fils, lui donnait, dès l'ouverture de la tranchée, la haute direction du siège. Ce à quoi chacun avait applaudi.

« Je ne sache pas, écrivait un officier du quartier général en parlant du prince, une plus poétique expression du courage que celle que reflète son grand œil bleu... »

A la tranchée, il faut être plus brave que sur le champ de bataille. Car sur le champ de bataille on court volontairement au-devant de la mort, tandis qu'à la tranchée elle vient sournoisement vous surprendre.

Il me paraît retrouver dans cette lettre quelque chose d'une telle impression.

« ... La ténacité de nos pauvres soldats qui, pourtant, n'ont jamais fait de siège, écrivait le marquis

Costa, me semble encore plus admirable que leur élan sur le champ de bataille. Ils creusent leurs tranchées, ils construisent presque gaiement leurs batteries sous le feu dont la place les écrase, et sous le déluge dont le ciel les noie. Du feu ou de l'eau, je ne sais quel est pour eux l'élément le plus maussade.

« Vous ne pouvez imaginer ce qu'il en coûte pour établir une batterie sur un sol qu'effondrent nos énormes canons. Quatre-vingts hommes suffisent à peine pour soulever une pièce. On a essayé de plates-formes en madriers, mais le recul dont on n'avait pas suffisamment calculé l'effet les a mis en bouillie.

« Aussi notre feu a-t-il été maigre pendant ces deux premiers jours. La place nous envoyait vingt coups de canon contre un que nous lui adressions.

« Le Roi a choisi, pour bien juger des choses, le poste le plus en évidence. Aussi, tout de suite a-t-il été reconnu, et tout de suite l'a-t-on salué d'un coup de canon fort bien pointé, ma foi, après lequel l'ennemi galamment ne s'est plus occupé de nous.

« Demain, nous serons, je l'espère, en mesure d'agir plus efficacement. Une fois le tir réglé, on continuera de canonner sans désemparer jusqu'à ce que la place capitule.

« Puisse la chose ne pas tarder, car nos brigades au bivouac font pitié ! Voici trois jours et trois nuits qu'elles passent dans la boue et sans abri sous cette malheureuse pluie. Malgré tout, l'esprit et le cœur sont excellents chez ces pauvres soldats... Quant à nos jeunes gens, tout crottés qu'ils sont, ils trouvent

16

le temps et les moyens de festoyer les belles dames qui visitent nos états-majors plus, je crois, que ne le voudrait le Roi... »

Partout à cette époque, en effet, Clorinde ressuscitait en Italie. Non seulement on l'avait vue, héroïque, sur les barricades de Milan, mais, là où l'on se battait, on était sûr de la rencontrer avec des pistolets passés à la ceinture, des plumes au chapeau et une cocarde tricolore accrochée au corsage.

Tantôt Clorinde rédigeait des adresses à ses sœurs italiennes, tantôt elle envoyait des proclamations à l'armée, tantôt enfin, pour soigner les blessés, elle marchait à la suite des régiments. Suivant l'événement, l'héroïque Italienne changeait de nom.

Devant Peschiera elle s'appelait Thérèse Doria, et mettait le feu au premier coup de canon tiré contre la place. Ailleurs, elle signait : princesse Belgiojoso, et écrivait à Charles-Albert pour lui offrir les clefs de Milan. Un beau soir enfin, elle arrivait aux avant-postes piémontais, arborant ce nom si bien sonnant en Italie, de marquise d'Adda. Elle faisait si fort claquer son fouet que point elle n'entendit le « Qui vive? » de la sentinelle. Un coup de feu partit qui, heureusement, ne tua personne ; mais les avant-postes avaient pris les armes, et il advint que la marquise et sa compagne, la comtesse Taverna, firent leur entrée au quartier général triomphalement conduites par un caporal et quatre hommes.

Est-il à dire que vieux et jeunes, au quartier général, rivalisèrent d'empressement pour faire oublier

aux nobles voyageuses cet accueil trop militaire?

Le duc de Dino, à qui est empruntée cette anecdote, ajoute que la voiture qui avait amené ces dames au camp était comble de provisions de toutes sortes. L'aubaine était d'autant meilleure que l'on savait les Autrichiens affamés.

« ... Pour paraître au-dessus de leurs affaires, écrivait le marquis Costa, nos bons amis tudesques ont inventé de faire paître alternativement sur tous les glacis de la place un grand malheureux bœuf gris très maigre, que nos artilleurs en gaieté prennent pour cible, et dont ils saluent chaque jour l'apparition par un boulet qui demeure, hélas! toujours sans résultat...

« On n'a pas, du reste, idée de la candeur de ces Allemands. Hier, ils n'ont pas une minute cessé de tirer sur un mannequin de batterie, sans s'apercevoir qu'ailleurs nos gens travaillaient fort en paix... Cela nous a fort divertis. Mais, au fond, je crois que nous sommes peut-être tout aussi naïfs que ceux dont nous nous moquons. Il est impossible de se garder plus mal que nos régiments, et d'être moins bien renseigné que ne l'est notre quartier général. Jamais on ne sait rien de ce que fait l'ennemi, tandis qu'il est informé du moindre de nos faits et gestes. Je suis sûr que la trop grande gentilhommerie du Roi vis-à-vis de tous les inconnus qu'il reçoit nous a joué déjà et nous jouera encore plus d'un mauvais tour... »

Plus tard, en effet, le marquis Costa racontait que pendant deux jours, lors du siège de Peschiera, il

s'était trouvé chez le Roi, assis à table, auprès d'un officier supérieur *français*, charmant de formes, et d'une conversation pétillante d'esprit. Mais voilà que, le troisième jour, le convive avait disparu. On ne tarda pas à savoir que le soi-disant officier français n'était autre que le comte de C..., aide de camp de S. M. l'Empereur d'Autriche. François II, mieux que Charles-Albert, se souvenait du mot de Montaigne, « que la peau du lion suffit rarement si l'on n'y coud un lopin de celle du renard... »

Avec des fortunes diverses, le siège de Peschiera s'était ainsi prolongé jusqu'au 28 mai.

Le Roi, ce jour-là, venu comme à l'ordinaire pour assister au bombardement, vit tout à coup des incendies se déclarer sur plusieurs points. Aussitôt pris d'une immense pitié, il envoyait La Marmora offrir une fois encore à Rath une capitulation honorable.

La Marmora part, tandis que les boulets, sans doute pour répondre aux bombes qui ont mis le feu à la ville, pleuvent sur les assiégeants. Près du Roi que l'on a reconnu, ils s'épaississent au point d'inquiéter l'entourage. Quelqu'un s'approche de Charles-Albert et cherche à lui faire entendre que la place du général en chef n'est pas sous cette bordée de mitraille. Lui, distrait, de répondre aussitôt : « Oui, vous avez raison », et donnant de l'éperon à son cheval, il se rapproche de vingt pas environ de la batterie qui fait feu sur lui.

Le prince capable d'une telle distraction était fait pour comprendre le refus du vieux Rath.

« ... Je ne puis me rendre, avait en effet répondu le

maréchal, puisque la brèche n'est pas ouverte et que mes munitions ne sont pas épuisées... »

Mais, tout en disant la vérité, Rath ne l'avait pas dite tout entière. Il venait d'être avisé d'une tentative qu'allait faire Radetzky pour le ravitailler. Les circonstances, les positions occupées par l'armée italienne semblaient devoir favoriser le coup de main que méditait le vieux maréchal.

Depuis la bataille de Pastrengo, le Roi avait concentré son armée entre Peschiera et Vérone. Il ne restait à l'autre extrémité du quadrilatère, du côté de Mantoue, que la division toscane commandée par le général Laugier, et celle-ci ne se reliait au gros des forces piémontaises que par le pont de Goïto.

Radetzky, que ses espions renseignaient sur les moindres mouvements du Roi, avait calculé qu'il pourrait avoir raison des Toscans bien avant qu'ils fussent secourus. Rien ne l'empêcherait plus alors de remonter la rive droite du Mincio et de faire sauter le pont de Goïto. Si l'opération réussissait, l'armée piémontaise, coupée de sa base d'opération, prise entre le Mincio et l'Adige, ne pouvait empêcher le ravitaillement de Peschiera qu'en livrant une bataille perdue d'avance.

Il était évident qu'une énergique résistance de la part des Toscans, qu'un peu de décision de la part du Roi, changeraient pour l'armée autrichienne la victoire en désastre.

Mais de telles éventualités semblaient trop improbables à Radetzky pour qu'il s'y arrêtât.

Le maréchal quitta donc Vérone le 27 mai dans l'après-midi, et suivi de trente-cinq mille hommes, il se dirigea sur Mantoue ou plutôt sur Curtatone, où campaient les Toscans.

Ceux-ci étaient là six mille seulement, et n'avaient avec eux que huit pièces de canon. Mais ces six mille hommes pendant trois heures en valurent vingt mille. Rien d'héroïque comme leur résistance.

Un caisson vient de sauter, le feu a pris aux vêtements d'un des servants. Lui les arrache et, tout nu, continue à charger et à tirer sa pièce, car, pour la plupart, ses camarades gisent là, morts autour de lui (1).

Laugier, qui commande ces braves, donne enfin le signal de la retraite. Il se dirige sur l'Oglio. Sans doute, il eût mieux fait de remonter le Mincio jusqu'à Goïto. Mais l'ordre ne lui en fut pas donné, ou du moins il ne lui parvint que trop tard.

Heureusement, Radetzky commit, lui aussi, la faute de ne pas marcher sur Goïto, aussitôt après avoir bousculé les Toscans à Curtatone. Il se fût emparé de la position sans coup férir. Mais, encore une fois, le maréchal comptait sur les lenteurs du Roi, sur son inexpérience. En cela, il se trompait, car ce jour-là, au dire de tous, le roi Charles-Albert se révéla homme de guerre.

« ... C'est aujourd'hui le cas de prendre de grand papier, écrivait le marquis Costa le 31 mai; trente-

(1) Ferrero, *Journal d'un officier de la brigade de Savoie*, p. 64.

cinq mille Autrichiens, sortis de Mantoue pour venir au secours de Peschiera, ont assailli les Toscans à Curtatone sur la rive droite du Mincio. Le combat a été terrible. La résistance des Toscans, qui se prolongea plusieurs heures, n'a pas permis ce jour-là à Radetzky de poursuivre son succès.

« C'était bien, mais ce n'était qu'un prélude ; car le Roi, le lendemain, par un mouvement hautement désapprouvé de tous, rompit le blocus de Peschiera, dégarnit son centre, et avec vingt mille hommes se dirigea vers Goïto, où il était absolument seul à penser que l'ennemi devait revenir. Tous nos généraux croyaient au contraire que l'aventure de la veille n'avait été qu'une démonstration pour nous attirer du côté de Goïto, et tous prédisaient que si nous donnions dans le piège, le maréchal se jetterait sur notre centre dégarni, passerait paisiblement par Somma Campagna, et ravitaillerait Peschiera.

« Tous avaient tort, le Roi seul avait raison.

« Partis à huit heures de Valeggio, nous arrivions une heure après sur les hauteurs de Goïto. L'ennemi que nous nous attendions à y trouver ne se montrait nulle part. Pendant plusieurs heures, on poussa des reconnaissances dans toutes les directions. Las de ne rien voir venir, le Roi, vers trois heures, se décida à reprendre la route de Valeggio. Nous arrivions à Volta quand le canon tout à coup se fit entendre. En même temps nous voyions la fusillade s'engager sur toute la ligne du Mincio. Le Roi triomphant tourna bride, et au galop revint sur le champ de bataille. Bien nous

en prit d'avoir amené quarante pièces de canon. L'attaque des Allemands était furieuse et a duré près de cinq heures. Ce qui a été admirable, surtout, c'est notre artillerie. Plusieurs de nos batteries ont brûlé jusqu'à leur dernière gargousse et repoussé jusqu'à quatre attaques consécutives. Enfin le feu a fléchi sur toute la ligne. Radetzky a repris le chemin de Mantoue, jetant ses morts dans le Mincio, et emportant comme il a pu ses nombreux blessés. »

Un instant, la victoire avait semblé indécise. L'aile droite piémontaise était en l'air, quand on vit accourir M. le duc de Savoie à la tête du régiment des gardes. Irrésistible est la charge qu'il mène. Les Autrichiens plient, reçoivent des renforts, reviennent. A leur tour, les régiments piémontais reculent. Le prince les ramène. Une balle le frappe à la cuisse, une autre le contusionne à la poitrine... Il n'en charge qu'avec plus d'entrain à la tête de ses régiments ralliés, et on l'entend crier en montrant sa blessure : « C'est mon frère qui ce soir sera jaloux de moi. »

Officiers et soldats étaient dignes de celui qui les commandait ainsi.

Voilà le lieutenant Riccardi cerné par l'ennemi. Un fusil est par terre, il le ramasse, et veut avec une poignée de soldats se frayer un passage. Un Tyrolien gigantesque s'élance pour lui barrer la route. Le fusil de Riccardi n'est pas chargé; le brave officier s'en sert comme d'un javelot, le lance et le plante dans la poitrine de l'Autrichien.

Pendant que Riccardi se bat ainsi à la façon des

héros d'Homère, une balle atteint son lieutenant, le comte de Balbian. Il faut arracher Balbian à la mêlée... Riccardi se baisse, une seconde balle lui brise la main. Enthousiasmés, les soldats enlèvent alors leurs deux officiers et les emportent hors de cette tempête de feu (1).

De l'avis unanime, c'était cependant au Roi qu'appartenait la palme de l'héroïsme.

Comme, vers trois heures, il arrivait sur le champ de bataille, un boulet tomba à ses pieds. Son cheval effrayé se cabra, pendant qu'impassible Charles-Albert regardait sa main teinte de sang. Heureusement, ce n'était rien, un éclat de pierre avait frappé le Roi... « Ce n'est pas une blessure..., c'est une galanterie de Mars. »

Le mot est du duc de Dino qui achève son récit en s'écriant : « Vivat pour la maison de Savoie, les descendants d'Emmanuel-Philibert n'ont pas dégénéré (2). »

« ... Dieu aime et protège notre vieille race royale, écrivait de son côté le marquis Costa, car Dieu lui a ménagé un double et beau triomphe. Comme le

(1) Dans l'armée sarde, cette fraternité militaire n'était pas seulement une question de dévouement ou de bravoure, elle y était surtout une question de loyauté. Au lendemain de la victoire, on voyait un officier supérieur, le major Mollard, dont une manœuvre avait presque décidé du sort de la bataille, remettre au sous-lieutenant comte de Sambuy une déclaration écrite, par laquelle il lui reconnaissait tout le mérite de cette heureuse inspiration. (Voir FERRERO, *Journal d'un officier de la brigade de Savoie,* p. 65 et 66.)

(2) *Souvenirs de Talleyrand,* duc DE DINO, p. 96.

Roi, devant toute l'armée, embrassait le général Bava qui venait lui annoncer la déroute définitive de Radetzky, nous vîmes accourir au galop, venant de Peschiera, un aide de camp de M. le duc de Gênes, chargé d'apprendre au Roi la reddition de la ville! Non, jamais je n'ai éprouvé une émotion pareille à celle qui m'a secoué des pieds à la tête, lorsqu'en ce moment suprême, un immense cri de « Vive le Roi! » s'est élevé de toutes nos lignes. . . . . »

II

... Pourquoi cet enthousiasme n'entraîna-t-il pas Charles-Albert sur les traces de Radetzky? Pourquoi, comme après la victoire de Pastrengo, sembla-t-il dire : « C'est assez !... » Pourquoi, en entrant à Peschiera, son visage avait-il perdu le rayonnement fugitif de joie qui l'avait un instant illuminé la veille?...

C'est que le Roi avait instinctivement peur du succès. Il regardait le bonheur comme un hôte suspect, toujours prêt à trahir celui qui se fie en lui. A Peschiera, à l'heure du plus beau triomphe de ses armes, pendant qu'il reprenait possession de cent vingt-sept pièces d'artillerie, dont beaucoup portaient la croix de Savoie, parmi leurs enguirlandements de vieux bronze, lui, le Roi, sans émotion apparente, demandait au ciel des garanties contre les revers que le succès d'aujourd'hui lui promettait pour demain...

Afin de célébrer la fête de l'Ascension, le Roi vainqueur immobilisait, au grand regret de tout son état-major, ses troupes dans d'interminables *Te Deum.*

Une pluie diluvienne faisait d'ailleurs croire à Charles-Albert que Radetzky ne tenterait rien de quelque temps. Mais celui-ci, mieux avisé ou moins dévot que son adversaire, avait, malgré la pluie et la fête, décampé dans la nuit du 3 au 4. A marches forcées, il s'était porté vers Legnago à la rencontre du général Welden, qui lui amenait un renfort de sept à huit mille hommes.

Merveilleusement informé des moindres mouvements du Roi, le maréchal acquérait bientôt la certitude qu'il pouvait rallier Welden, tenter un coup de main sur Vicence, peut-être y écraser Durando, et revenir sur Vérone avant que l'armée piémontaise ait eu connaissance de sa marche, ou se fût mise en mouvement pour profiter de son éloignement.

Le maréchal voulait venger l'échec que Durando, le 22 mai, avait infligé à Nugent, mais une autre raison, celle-là purement stratégique, l'obligeait à s'emparer de Vicence à tout prix. Quoique ouverte, la ville avait, pour le maréchal, cette importance d'être le nœud des routes qui mènent au Frioul par Trévise, à Rovigo et à Venise par Padoue.

Quelle surprise pour les habitants de Vicence que de voir tout à coup, le 8 juin, apparaître cette même armée autrichienne dont ils venaient de célébrer avec tant d'enthousiasme la défaite à Goïto !

Durando fait aviser Charles-Albert, demande du

secours et annonce qu'il tiendra quelques jours. Mais Radetzky amène avec lui cent dix-huit bouches à feu et quarante mille hommes.

L'héroïque cité n'a que ses barricades pour remparts, dix mille hommes pour défenseurs et trente-huit pièces de canon. Mais tous, habitants, soldats, Suisses, volontaires, rivalisent d'énergie et d'entrain.

Le 9, à la pointe du jour, l'ennemi entoure la ville de tous côtés. D'Aspre attaque par la route de Padoue, Wratislaw par celle de Trévise, tandis que la colline de Bellavista est furieusement assaillie par la colonne que commande Culoz.

La garnison reçoit sans broncher cette trombe qui menace de tout engloutir. On se bat pendant six heures. Repoussés de la Bellavista, les Autrichiens concentrent leurs forces sur le Bericocolo, une autre colline qui domine Vicence. On comprend des deux côtés que c'est là que va se dénouer le drame. Douze mille hommes de troupes autrichiennes montent à l'assaut. Italiens et Suisses résistent en désespérés, Cialdini, d'Azeglio tombent blessés. L'ennemi enfin est maître des hauteurs, il les couvre de batteries. Bientôt les bombes et les boulets pleuvent sur la ville. La nuit vient ajouter à toutes les horreurs du combat qui dure depuis trente-six heures.

Durando a presque toute son artillerie démontée, ses soldats sont épuisés. Charles-Albert n'a pas répondu. On peut encore obtenir une capitulation honorable. Durando se résout à la demander. Il en fait aviser le Comité de défense. Mais le Comité

repousse toute idée de capitulation. Durando passe outre, car c'est là du patriotisme en délire. Le drapeau blanc est arboré, il tombe criblé de balles. Durando le fait hisser de nouveau, et le 11, à six heures du matin, il envoie un parlementaire à Radetzky.

Quelques heures plus tard, la capitulation était signée. Les troupes pontificales, drapeaux déployés, tambours battants, quittaient Vicence, applaudies par leurs vainqueurs.

Ce fait d'armes, glorieux entre tous ceux qui honorèrent, pendant la campagne de 1848, le courage italien, fut, hélas! inutile, autant que devait l'être la victoire de Goïto.

En ne volant pas au secours de Durando, Charles-Albert venait non seulement de stériliser un glorieux passé, mais de compromettre irrémissiblement l'avenir. Il est vrai que dès le 7 juin, le Roi était informé du danger de Vicence; mais croyant que Durando n'avait devant lui que les forces de Welden, il avait pensé que le général romain se trouvait en mesure de repousser l'attaque. L'Italie allait chèrement payer la faute commise, et Charles-Albert cruellement expier ses irrésolutions.

Une dernière joie cependant était réservée à celui contre lequel devaient se déchaîner tant d'ingratitudes et de calomnies.

Comme le 11 juin le Roi revenait à Garda, avec deux divisions, d'une inutile promenade militaire faite à Rivoli, il trouva devant le perron de la villa Alberti, où il avait établi son quartier général, une voiture de

poste qu'accompagnaient deux escadrons de cavalerie. A peine était-il lui-même descendu de cheval que le comte Gabriel Casati, accompagné de M. Berretta et du comte Greppi, s'avançaient vivement à sa rencontre et lui offraient un parchemin sur lequel, en lettres d'or, était tracé l'acte de fusion de la Lombardie avec le Piémont.

Quelques jours plus tard, sur la place Saint-Marc, dans un sublime élan de patriotisme, Manin « laissait Venise libre d'imiter Padoue, Vicence, Trévise », d'imiter Milan, et, le 4 juillet, le peuple sanctionnait par des acclamations frénétiques son inféodation aux États du Roi.

Ce fut un beau jour pour Charles-Albert, mais ce fut le dernier, car ce jour-là ne devait pas avoir de lendemain.

III

Être malheureux, c'est avoir tort.

Le désastre de Vicence faisait impitoyablement oublier la prise de Peschiera, les victoires de Pastrengo et de Goïto. Les ennemis du Roi, ou plutôt de la royauté piémontaise, avaient donc trouvé le prétexte tant cherché, de déconsidérer Charles-Albert et son armée! Le parti démagogique allait donc pouvoir se venger de ce vote qui, malgré tous ses efforts, avait

réuni la Lombardie et la Vénétie à la couronne piémontaise !

Toutes les questions irritantes, toutes les récriminations qui pouvaient diviser Milanais et Piémontais étaient soulevées, et se traduisaient par les mots de lâcheté et de trahison, que l'on ne craignait plus de jeter à la face du Roi et de ses généraux.

Certes, Charles-Albert aurait dû sévir; mais celui qui, selon son expression, *s'était fié à l'Italie* n'avait pas la main de fer qu'il eût fallu pour pétrir ce peuple en formation. Trop précaires d'ailleurs étaient ses pouvoirs pour qu'il songeât à inaugurer un système répressif qui avait rendu si profondément odieux le joug de l'Autriche.

Ici, comme toujours, Charles-Albert recula devant les moyens violents. Il préféra réduire ses ennemis par la reconnaissance. Une fois de plus, on le vit se sacrifier à qui l'insultait.

La nomination d'une Constituante, qui était devenue la condition absolue de la réunion de la Lombardie au Piémont, créait le danger immense de mettre en question l'existence même de la monarchie sarde et d'exposer ainsi Charles-Albert à n'être plus que le président d'une confédération républicaine (1).

Cette perspective, qui semblait laisser le Roi indifférent, terrifiait son entourage. On vit alors ces hommes, qui s'étaient tus sous le feu autrichien quand ils voyaient le Roi n'exposer que sa vie, rompre le

(1) Voir *Notizie sulla vita di Carlo-Alberto,* Cibrario, p. 84.

silence quand ils lui virent risquer sa couronne héréditaire. Les conditions imposées par Milan étaient, en effet, des conditions sans précédents dans l'histoire. Mais que d'horizons différents n'a-t-on pas d'un même sommet?... Que de façons différentes n'y a-t-il pas d'envisager la dignité et l'honneur?... Il semblait au Roi que sa dignité consistait précisément à ne rien retenir de ce qu'on lui marchandait (1). Malgré son entourage, il était prêt à contresigner les exigences des Milanais.

Vainement l'avait-on mis en défiance contre ces exigences, en les lui dénonçant comme l'œuvre de Mazzini. — Il avait bien fallu, en même temps, avouer que l'unité italienne ne se ferait qu'au prix de ce suprême sacrifice. — « Le pays retombera sans cela dans le plus effroyable chaos... » s'était écrié Casati, le podestat de Milan.

Charles-Albert, dès lors, n'avait plus hésité. Il acceptait tout plutôt que de voir « l'Italie redevenir, comme disait Dante, une hôtellerie de douleurs ».

Hélas! déjà cette terre italienne, à moitié affranchie par la victoire, cette terre où l'on avait entendu tant de joyeux cris d'enthousiasme, menaçait de subir la terrible transformation.

« ... Si triste soit, depuis la capitulation de Vicence, notre situation militaire, écrivait le marquis Costa, celle que nous fait la politique me paraît plus triste encore. En échange du bien immense que nous leur

(1) Voir *Notizie sulla vita di Carlo-Alberto,* Cibrario, p. 84.

avons fait, les Lombards, aujourd'hui, veulent nous imposer leur Constituante...

« Que seront les discussions auxquelles les Chambres vont se livrer à propos de cette loi qui mettra en cause l'avenir même de notre monarchie?...

« Ah! combien, devant la perspective de cette lamentable discussion, je regrette le champ de bataille (1)! J'avais là au moins le spectacle d'une vaillante monarchie militaire, tandis qu'à la Chambre j'aurai, je le crains, celui d'une monarchie ébranlée par la démocratie. Les hommes à qui nous allons avoir affaire arrivent, le drapeau tricolore à la main, jeunes comme leurs espérances et hardis comme leurs illusions.

« Tous voient le problème italien résolu à brève échéance. Ils ont l'habitude de la parole, de la plume, de la foule.

« Nous, leurs adversaires, sommes, au contraire, usés comme nos principes et pauvres nageurs pour remonter un si formidable courant. Il menace d'entraîner même le ministère qui l'a déchaîné.

« Imaginez, en effet, que, bien que les Milanais aient formulé dans leur acte d'union « qu'ils acceptaient le régime constitutionnel avec la monarchie « sarde », nos ministres n'ont pas daigné faire mention de ce principe dans leur projet de loi.

« C'est inouï. Aussi nous efforcerons-nous, avant

(1) Le Roi avait obligé le marquis Costa à quitter l'état-major général, pour aller siéger comme député de Chambéry au Parlement.

tout, de faire rétablir ce paragraphe dans le projet. Puis nous essayerons d'y ajouter que le siège du gouvernement sera maintenu dans notre bon et fidèle Turin, et qu'il y aura deux Chambres. Une Convention, au point où nous en sommes, nous conduirait aux abîmes... »

Peu importe à ce récit les longues et fastidieuses discussions qui, dès le premier jour, s'engagèrent à la Chambre sur cette loi d'annexion. Mais comment ne pas nommer l'homme qui, rapporteur de la loi, prit aussitôt au Parlement une importance qu'il devait garder trente ans? Je veux parler d'Urbain Ratazzi. Sa profession d'avocat l'avait préparé à sa nouvelle carrière, sans qu'il fût pourtant un orateur de haut vol. Mais sa finesse, sa logique frisant parfois un peu le sophisme, étaient irrésistibles, même pour ses adversaires. Si indifférents qu'ils voulussent être à sa parole, ils en arrivaient forcément bientôt à l'écouter presque avec plaisir. Simple était sa phrase, mais toujours d'une lucidité parfaite et absolument courtoise.

Dans les discussions les plus violentes, — et, certes, celle dans laquelle il débutait fut vive, — la passion ne se trahissait jamais par un éclat, ni d'éloquence ni de personnalité; en un mot, Urbain Ratazzi faisait l'effet, à la tribune, d'un diplomate plutôt que d'un orateur. Sa tournure, son visage, sa voix même, avaient avec son éloquence une grande analogie. Il était petit, fluet, semblait souffrant; sans le développement de son front et l'éclat de ses yeux, mal dissimulé par un lorgnon, on n'eût pas remarqué l'homme

qui devait avoir sur les destinées de son pays une si grande influence.

Du reste, il est curieux de signaler qu'à propos de cette loi, Ratazzi allait rencontrer pour la première fois, dirai-je son grand adversaire? non, son grand rival, le comte de Cavour.

Avec la profonde intuition politique et la souplesse dont il était doué, le rapporteur Ratazzi eut bientôt compris l'importance qu'il y avait à rallier au projet de loi l'opposition dynastique.

C'est à quoi il parvint en faisant fort adroitement rétablir dans la loi la formule même du vote émis par les Lombards. A gauche on essaya d'introduire quelques amendements, mais ils furent repoussés l'un après l'autre. La loi qui donnait ainsi une satisfaction relative à la droite fut votée par cent vingt-sept voix contre sept seulement.

« Nous venons enfin de conclure notre laborieuse union avec la Lombardie, écrivait, le 29 juin 1848, le marquis Costa. Ce grand acte a été amené par trois jours de discussions et de lutte acharnée. Les Piémontais, les Génois, les Milanais étaient exaspérés les uns contre les autres. Les Génois surtout nous menaçaient d'abandonner la salle si l'opposition monarchique triomphait.

« On a tout employé : prières, menaces, intimidation. Les journaux ne rendent qu'un compte affaibli et dénaturé d'une pareille lutte. J'aurais voulu que vous vissiez nos adversaires s'embrasser, les larmes aux yeux, quand on proclama le scrutin...

« Quant à moi, si ému en déposant mon vote en faveur de l'union lombarde, je l'aurais été moins si j'avais su ce que j'ai appris depuis, c'est-à-dire que les princes et le Roi étaient mécontents de notre résistance et ne concevaient pas comment les conservateurs prétendaient imposer des limites aux pouvoirs du peuple... Nous sommes blâmés aujourd'hui d'avoir voulu paraître plus royalistes que le Roi... »

Ceux qui parlaient, et qui aujourd'hui encore parlent ainsi, ignorent les terribles désaveux que le droit populaire inflige au droit divin. Ils ne comprennent pas les princes qui avancent sur l'horloge de leur temps au point de regarder les droits de la couronne comme un dépôt et ceux du peuple comme une propriété.

De là, une rupture qui s'accentuait de plus en plus entre le Roi et son entourage, ou plutôt entre les idées de l'un et les idées des autres. Parfois, n'est-on pas comme en pays étranger au milieu des siens?

« Ah! s'écriait souvent Charles-Albert, les jeunes sont seuls à me comprendre. » Et ce disant, il semblait se retourner vers le passé avec une profonde impression de souffrance.

C'était bien le passé qui s'écroulait, non pas pierre par pierre, mais comme ces pans de murs qui, tout à coup, tremblent sur leurs bases et tombent tout d'une pièce. La Chambre réunie d'hier s'en prenait aux plus vieilles institutions de la monarchie. De la politique elle passait à la religion. Elle demandait l'expulsion de tout ce qui restait d'Ordres religieux en Piémont.

« Il me revient, écrivait le marquis Costa, que, bien plus encore que nos discussions politiques, les lois contre les Ordres religieux, que l'on aborde maintenant, ont profondément attristé notre maître. Elles l'ont attristé plus que n'importe quelle avanie personnelle. Le Roi est disposé, m'écrit-on du quartier général, à voir la cause de nos revers dans une malédiction que vaut à nos armes notre impiété parlementaire... » (*A*)

Au mystique qu'était Charles-Albert, une telle idée suffisait pour qu'il se crût appelé à l'expiation des péchés de son peuple. Ses austérités, sa prière redoublaient de rudesse et de ferveur. — « Le Roi, écrivait-on du camp au marquis Costa, le Roi se tue de macérations et de prières, ce qui, en campagne, est désastreux non seulement pour la santé du prince, mais aussi pour la bonne marche de nos opérations... »

Et en effet, on demeurait de plus en plus frappé au quartier général de l'étrangeté du commandement. Plus que jamais, le Roi paraissait ne demander ses inspirations qu'à l'extase; car, on l'a su depuis, la visionnaire dont il a été question multipliait à cette époque ses communications mystérieuses.

Déjà, dès le début de la campagne, on remarquait je ne sais quelle incohérence dans les déterminations prises par le Roi. Vainement on cherchait la raison des ordres et des contre-ordres brusques, inexplicables, qui cahotaient l'armée.

Mais entre l'arrivée de certaines lettres mystérieuses et les variations du Roi la coïncidence deve-

nait de plus en plus frappante. Des recherches furent faites soit à Chambéry, soit à Turin, soit au quartier général, et l'on acquit bientôt la certitude que, de par le ciel, la Sœur Marie-Thérèse enjoignait au Roi de demeurer inactif ou de livrer bataille (1). Lui, sur la parole de cette hallucinée, se jetait dans les

(1) Je certifie que j'ai entendu plusieurs fois parler, pendant mes vacances de 1848 à 1849, d'une religieuse chartreusine, Sœur Marie-Thérèse, envoyée par son couvent dans la maison de santé de madame Bella, à Cognin. Cette religieuse prétendait avoir des révélations et s'était, paraît-il, mise en correspondance directe avec Charles-Albert, qui lui avait donné six mille francs de dot pour entrer aux Chartreusines du Pont-de-Beauvoisin. Cette correspondance ayant été découverte dans l'entourage du Roi, Marie-Christine fit prier Mgr Billet, alors archevêque de Chambéry, de la faire cesser, à cause de l'influence déplorable que ces lettres, contenant des prédictions sur les événements du jour, avaient sur l'esprit du Roi.

Se conformant à ce désir, Mgr Billet donna ordre à Sœur Marie-Thérèse de faire passer par les mains de M. Fasy, curé de Cognin, tout ce qu'elle écrirait, et de lui remettre en même temps toutes ses prophéties et soi-disant révélations.

Nous ne connaissions encore aucun de ces détails, lorsqu'un jour ma mère fit le reproche à M. le curé d'avoir eu la cruauté de refuser la communion à Sœur Marie-Thérèse, lui exprimant le sentiment pénible qu'elle avait éprouvé en voyant la Sœur supporter si humblement cet affront, que ma mère croyait dû à la réputation de folie faite à cette religieuse, et qui ne lui semblait pas méritée, ayant souvent reçu ses visites, et ne lui ayant jamais entendu dire d'insanités d'aucun genre. Ce fut alors que M. le curé Fasy lui expliqua que cette fille était moins folle que désobéissante à ses supérieurs, et que c'était par l'ordre exprès de Monseigneur qu'il lui refusait la communion, lorsqu'il avait les preuves qu'elle avait transgressé la défense formelle d'écrire au Roi. Ce jour-là, il avait reçu une lettre de M. Colobiano qui le prévenait que cette intrigante avait trouvé le moyen de faire parvenir d'autres prophéties au Roi, qui causaient de sa part des tergiversations très préjudiciables aux décisions à prendre pendant la campagne; car on l'avait vu plusieurs fois changer d'avis ou refuser de faire ce qui avait été convenu, par suite des

bras du hasard qu'il prenait pour ceux de la Providence.

Quel contraste curieux entre cette exaltation royale et le positivisme parlementaire qui, à cette heure décisive pour l'Italie, ergotait sur l'être ou le non-être de quelques pauvres moines !

C'est à cette occasion que se manifesta surtout avec toute sa fougue celui qui jusqu'à la fin de ce drame personnifiera à Turin les passions populaires. Brofferio, le député de Carail, avait toutes les fièvres de la foule qu'il représentait. Chevaleresque à ses heures, mais toujours léger, parce qu'il était impressionnable comme le peuple, le tribun piémontais se montrait plus compromettant qu'utile à ses amis, plus bruyant que redoutable à ses adversaires.

Le 5 juillet, il s'en prenait au ministre de la guerre Franzini.

A la suite des derniers désastres, la confiance que l'Italie avait mise dans le Roi s'était évanouie aussi vite que s'était allumé son enthousiasme trois mois

---

conseils qu'il recevait de plusieurs illuminés qu'il consultait, et en particulier de la Sœur Marie-Thérèse, qu'il engageait à faire surveiller de plus près.

Ma mère s'expliqua alors le but intéressé des visites que lui faisait souvent la Sœur Marie-Thérèse, dont le prétexte était l'intérêt qu'elle portait à son frère, officier dans le régiment de Savoie, et dont ma mère était fort inquiète. Elle profitait de ces visites pour se procurer les journaux que ma mère, touchée de sa sollicitude, s'empressait de lui communiquer, et où elle pouvait suivre, jour par jour, les opérations de la guerre pour combiner ses prédictions du lendemain.

J. Go.

Chambéry, 8 février 1890.

auparavant... Mais encore survivait dans le peuple piémontais quelque chose du respect traditionnel d'autrefois.

Et cette survivance empêchait les plus audacieux sur la rive droite du Tessin de s'en prendre directement au prince que l'on maudissait déjà sur la rive lombarde. N'osant encore s'attaquer à Charles-Albert, on se mit alors, par une sorte de fiction parlementaire, à attaquer les généraux dont on savait bien qu'il avait réglé jusqu'aux moindres démarches. Les récriminations contre eux, les insinuations, allaient jusqu'à soupçonner leur honneur, jusqu'à soupçonner leur bravoure.

N'a-t-on pas toujours vu les parlementaires parler de guerre avec une extraordinaire compétence? Un homme d'esprit disait qu'ils lui rappelaient ces ambassadeurs du vieux temps qui épousaient par procuration la femme de leur souverain, et prenaient des airs entendus à l'annonce du premier dauphin. La suffisance, hélas! de ceux qui, à Turin, parlaient de guerre, était plus tragique. Plus implacable était l'outrecuidance avec laquelle Brofferio appelait le général Franzini, ministre de la guerre, à la barre de l'Assemblée.

Dès longtemps cette interpellation, bruyamment annoncée et impatiemment attendue (1), passionnait les députés et la foule.

(1) Une première fois déjà, le député Sciotto Pintor et Brofferio avaient essayé d'attaquer les généraux et le Roi. Brofferio avait

Lorsqu'on vit le vieux ministre de la guerre, tout bronzé par le soleil de Lombardie, apparaître dans la salle, l'émotion fut profonde, même à l'extrême gauche. Rien, cependant, ne put faire reculer Brofferio devant la tâche malheureuse qu'il s'était donnée.

Dans un précédent discours, il avait déjà dit : « Nous avons un grand prince, nous avons de vaillants soldats, mais avons-nous un grand capitaine?... Non... »

Sans revenir cette fois sur une apostrophe aussi directe, et par une manœuvre plus habile, il chercha, en s'attaquant brutalement aux généraux, à découvrir le Roi, à rendre suspects... « ces hommes qui, s'écria-t-il, n'ont pas au cœur l'amour de l'Italie..., ces hommes pour qui le triomphe du drapeau tricolore serait la défaite de leurs opinions politiques (1)... »

Le démocrate jouait son rôle ; mais qu'il fut triste de voir en face de lui le vieux monarchiste qu'était le ministre de la guerre doubler d'inexpérience son admirable dévouement !

Franzini était plus habitué à recevoir en face des coups de fusil que de semblables harangues. Il se troubla, fit un pauvre discours, avoua que, devant l'incapacité de ses collègues, il avait conseillé au Roi

---

longtemps parlé; mais comme il n'était pas de sanction possible à son discours, il avait été obligé d'attendre jusqu'au 5 juillet l'arrivée du ministre de la guerre Franzini, que Balbo s'était hâté de prévenir au camp.

(1) Voir Brofferio, *Storia del Parliamento.*

de demander, pour commander l'armée, un maréchal de France, et raconta mille détails tristes et inutiles.

Comprenant trop tard l'immense faute qu'elle venait de commettre, la Chambre coupa court à l'interpellation, sans même la sanctionner par un ordre du jour.

Mais le mal était fait. La défiance, déjà si fort éveillée en Piémont et en Lombardie contre le Roi, ne fit que s'accroître. Nul pourtant n'avait osé prononcer le nom de Charles-Albert, mais chacun dans son for intime le rendait responsable des événements.

« Quoiqu'il s'en défende, écrivait le marquis Costa, Brofferio, sous couleur de s'en prendre aux généraux, a désigné encore cette fois notre malheureux prince à toutes les haines de la démagogie. Heureusement, il a semblé à beaucoup de nos énergumènes que l'attaque était prématurée, et ils se sont eux-mêmes hâtés de clore la discussion sur une lamentable homélie de notre brave mais peu éloquent ministre de la guerre. Et puis, nous sommes tout aussitôt retombés dans les articles de la loi qui doit régler les élections de la Constituante, et réglementer le gouvernement provisoire, que la Lombardie réclame jusqu'à son union définitive avec le Piémont... »

Cette reprise fut marquée dès le début par la première apparition à la tribune du comte Camille de Cavour, qu'une élection supplémentaire venait d'envoyer à la Chambre.

Cavour ne fut pas heureux. Sa parole, ce jour-là,

ne correspondit pas nettement à sa pensée, à cette pensée si claire, si précise, si pratique toujours, qui fut la sienne.

Charles-Albert le tenait pour dangereux, mais lui tenait son maître pour un rêveur. Le rêve est ce que Cavour, en politique, en affaires, en amour, prisait le moins. Bien plus Anglais qu'Italien, dans la forme comme dans la conception de ses discours, il exposait, raisonnait, concluait, sans que sa voix montât jamais d'un ton. Rien de guindé, rien de pédant, dans la façon dont il jugeait les événements, les hommes et soi-même. Tel on le rencontrait dans la rue ou dans son salon, tel on le retrouvait alors à son banc de député, et plus tard à son banc de ministre.

A le voir assis sur sa jambe repliée, tenant de la main gauche son pied droit, tandis que sa main droite brandissait un éternel couteau à papier, on l'eût dit l'homme le plus désintéressé de ce qui se passait autour de lui. Mais l'heure venue, il répondait en souriant aux plus virulentes attaques. Car l'imagination, absente chez Cavour, ne lui grossissait pas plus ses propres bonnes raisons que les raisons mauvaises de ses adversaires. On peut dire que si le comte de Cavour ne vécut jamais dans le bleu, il vécut toujours dans le vrai.

Quoi de plus vrai et de moins poétique que ce petit homme au regard si malin derrière ses lunettes ! Court, trapu, avec une barbe en collier, simple à l'excès dans son vêtement, parlant piémontais, arrêtant les gens dans la rue, beau joueur, louant une

ferme avec le même soin qu'il annexait une province, et comptant en Europe autant d'adversaires que d'admirateurs, mais n'y comptant pas un ennemi parmi ceux qui l'ont connu.

Dans cette fin de lettre, le marquis Costa prévoyait déjà les hautes destinées d'un futur adversaire qui, quand même, devait toujours demeurer un ami :

« Cavour, hier, a fait ses débuts en interpellant le ministère avec une grande véhémence. Il l'a accusé d'incapacité à propos de cette loi d'union qui nous occupe, et pas un ministre ne s'est levé pour lui répondre. Aussi le bon Camille est-il retourné triomphant à sa place. Le gaillard est d'une fameuse envergure. Il va prendre le haut bout de nos discussions parlementaires, en attendant qu'il vienne siéger au banc des ministres, où il convoite une place qu'il n'attendra pas longtemps... »

Quand on a, comme l'avait le comte de Cavour, le sentiment de sa valeur, on dédaigne les petits moyens d'habileté, et c'est de haut qu'on le prend avec les difficultés. Sa harangue reprochait surtout au ministère d'avoir été chercher l'appui momentané de la gauche, en lui sacrifiant le sentiment monarchique qui avait dicté tout d'abord le projet de loi.

« Ce faisant, ajoutait-il, vous n'avez montré ni grand sens politique, ni grande habileté parlementaire. »

La philippique de Cavour avait si fort ébranlé le ministère qu'il tombait quelques jours plus tard, à une heure qui rendait l'événement bien autrement

grave que ne l'est en général la chute d'un cabinet et les Milanais bien autrement fâcheux qu'ils ne l'avaient été jusque-là (1).

« ... On ne voit pas trop, écrivait la marquise d'Azeglio, à quoi servent les *fratelli Lombardi*...; au lieu de faire devenir le Piémont italien, les Italiens feraient bien mieux de devenir Piémontais... »

« Nous avons eu ces jours-ci, continuait-elle, — et l'aveu est curieux, après le bel enthousiasme des premiers jours, — nous avons eu l'adhésion de Venise; tu ne saurais croire comme nous sommes blasés sur ces annexions. Cela ne nous touche plus du tout. Ce que nous voudrions, c'est de gagner des batailles, de prendre Vérone et voir le bout de cette guerre... »

Il est certain que les insupportables difficultés suscitées par les Milanais n'avaient mis ni le Roi, ni la Chambre, ni même le public en goût d'annexions. Les

(1) La lutte parlementaire s'était concentrée sur l'article 6 du projet de loi, qui consacrait l'union de la Lombardie au Piémont sous cette condition que « Milan aurait un *gouvernement personnel,* jusqu'au jour où la Constitution aurait revisé le statut piémontais ». Le ministère n'admettait pas cette clause que la gauche, représentée par le rapporteur Ratazzi, exigeait absolument.

Pressé par l'argumentation de celui-ci, le comte Sclopis, ministre de la justice, se défendait assez mal. Forcé enfin dans ses derniers retranchements : « Si j'ai bien compris, s'écria-t-il, le discours du préopinant, il entend qu'il y ait deux États, et qu'il n'est pas sûr, malgré le vote de la Lombardie, que le Roi soit maître de ce dernier pays. Peut-il, doit-il, dans ces conditions, engager ses armes et ses finances en faveur d'un pays dont la possession ne lui est point garantie? Nous faisons du rejet de cet article, acheva le ministre, une question de cabinet... » Malgré cette pression, l'article fut adopté.

Vénitiens s'en aperçurent le 8 juillet, lorsque leurs députés, conduits par Paleocapa, le représentant de l'idée monarchique à Venise (1), apportèrent leur adhésion à Turin. L'accueil ne fut certes pas en rapport avec le sacrifice qu'ils venaient faire de leur autonomie et de leurs idées séculaires.

Mais au camp, l'accueil fut plus froid encore, au dire de tous ceux qui alors entouraient Charles-Albert (2).

La politesse du Roi, racontèrent plus tard les députés vénitiens, fut exquise. Mais, en vérité, ils ne pouvaient comprendre la raison de l'excessive réserve qu'en une circonstance pourtant aussi solennelle le Roi leur témoignait.

C'est que les impressions du Roi étaient alors si pénibles qu'elles transperçaient, pour ainsi dire, son impassibilité.

On a parlé du secret du Roi, et non sans quelque sévérité pour les princes qui agissaient jadis en dehors de leurs ministres et conspiraient ainsi contre leurs plus dévoués serviteurs... Que ne pourrait-on dire des peuples et des ministres qui ont aussi leur secret vis-à-vis de princes qui se sacrifient et exposent pour eux, comme le roi Charles-Albert, leur vie et leur couronne ?

Depuis près de deux mois, en effet, des négociations étaient entamées en dehors et à l'insu du Roi ; Charles-

(1) C'était un discours de Paleocapa, en réponse au discours de Manin, qui avait décidé l'union de la Vénétie au Piémont.

(2) Bersezio, *Trent' anni di vita italiana il regno di Vittorio-Emanuele,* vol. IV, p. 102.

Albert venait de découvrir ces menées souterraines à l'instant où les députés vénitiens arrivaient au camp.

Mais peut-être est-il nécessaire, pour faire comprendre à quoi se rapportaient ces négociations, de jeter en arrière un rapide coup d'œil.

IV

Les souffles de liberté qui, maintenant, bouleversaient l'Europe, ressemblaient à ces vents qui, partis des plus lointains horizons, vont grossissant les flots et finissent par jeter sur le rivage des vagues énormes.

Depuis près d'un demi-siècle ils soufflaient de tous les points du vieux continent, soulevant l'Irlande, la Belgique, la Pologne, l'Italie. Les premiers mois de 1848 avaient marqué le paroxysme de la tempête. Aujourd'hui le flot se calmait.

Des blasphèmes de l'émeute se dégageaient les justes revendications des peuples. Tout un programme de politique étrangère était apporté à la tribune française aux derniers jours de mai 1848 par M. Drouyn de Lhuis. Trois vœux y étaient formulés : celui d'un pacte fraternel avec l'Allemagne, celui de la reconstitution d'une Pologne indépendante et celui enfin de l'affranchissement de l'Italie.

S'autorisant du vote presque unanime que provoqua cette déclaration, le gouvernement français fit aussitôt offrir sa médiation à la cour de Vienne. La réponse fut une note présentée à M. de Lamartine quelques jours plus tard par l'ambassadeur d'Autriche à Paris. Cette note n'était, à peu de chose près, que la reproduction du projet Hummelaüer. Très flatté, M. de Lamartine fit entendre aussitôt que ses bons offices étaient acquis à l'Autriche, à cette condition toutefois que, si les duchés et la Lombardie venaient à être cédés au Piémont, la France recevrait comme compensation tout ou une partie de la Savoie (1).

Mais cette intervention du gouvernement républicain français semblait ne pas convenir plus à l'empereur d'Autriche qu'elle ne convenait au roi de Sardaigne. Voulant donc éviter de traiter directement avec Charles-Albert ou de lui faire faire des propositions par la France, le cabinet autrichien s'avisa d'entrer en négociations avec le gouvernement provisoire de Milan, en dehors du ministère piémontais. C'était, on en conviendra, une curieuse distraction de la part de l'Autriche qui, par là, reconnaissait les faits accomplis en Lombardie.

Le baron Wessenberg, président du conseil des ministres autrichien, envoya le 17 juin à Milan le conseiller Schnitzermeeray, pour traiter ou pour essayer de traiter avec le gouvernement provisoire.

(1) Nicomède Bianchi, *Storia della diplomazia europea*, vol. V, p. 282 et suiv.

Mais dès la première rencontre avec le podestat Casati, il devint manifeste que l'on ne s'entendrait pas. Pouvait-on espérer, en effet, que les Lombards consentiraient à traiter sur toute autre base que celle de l'évacuation totale de l'Italie par l'Autriche? Or, les propositions apportées d'Insprück ne mentionnaient rien de semblable.

Dès le lendemain de l'entrevue avec Schnitzer-meeray, Casati écrivait à Wessenberg que « si grand que fût le désir du gouvernement lombard de mettre fin à la guerre, il ne pouvait négocier sur des propositions qui ne mentionnaient pas la reconnaissance de l'indépendance italienne ». Le podestat ajoutait loyalement que « la Lombardie, ayant voté son union au Piémont, ne pouvait agir en dehors du gouvernement de Turin ». Celui-ci, tout aussitôt, était avisé par Casati de ce qui venait de se passer. Pareto et ses collègues témoignèrent hautement au comte Casati leur satisfaction et leur reconnaissance.

Mais soit défiance, soit indifférence déjà pour celui dont il semblait que l'on pût maintenant se passer, le Roi fut laissé en dehors des négociations entamées. Elles s'étaient même poursuivies, à son insu, pendant tout le mois de juin. Et ce n'avait été qu'aux premiers jours de juillet, après leur rupture, que le roi Charles-Albert en avait été indirectement informé (1).

(1) Voir sur toutes ces négociations Nicomède Bianchi, *Storia della diplomazia europea,* vol. V, p. 283-284.

Ah! ce fut là une des plus cruelles amertumes de sa vie. « Quoi que je fasse, lui entendait-on dire, jamais l'Italie n'aura confiance en moi. »

Charles-Albert le disait tristement, mais ne s'en étonnait pas. Depuis trop longtemps il comptait avec l'ingratitude. Les peuples sont des enfants. Ils le sont surtout parce qu'en lisière ils vous marchent sur les pieds et que, devenus grands, ils vous marchent sur le cœur... Mais qu'est-ce que la reconnaissance, si ce n'est la vertu des bienfaiteurs? L'heure où Charles-Albert se voyait traité par son peuple avec cette méconnaissance était précisément celle où il s'efforçait de faire à ce peuple le plus cruel de tous les sacrifices.

Pendant qu'on tenait le Roi à l'écart de la négociation conduite entre le ministère piémontais, les Milanais et l'Autriche, lord Palmerston en apprenait tous les détails par son ambassadeur à Vienne.

Trop heureux de contribuer à une paix ardemment souhaitée, le ministre anglais écrivait aussitôt à son représentant près de l'Empereur que le cabinet britannique verrait avec plaisir les négociations aboutir, et que « pour les seconder, il autorisait son représentant à se transporter à Milan, et même à Turin, s'il en était besoin ».

Cette réponse arrivait en Autriche comme les négociations étaient rompues. Mais l'ambassadeur anglais à Vienne n'en avait pas moins informé sir Abercromby des tentatives faites. Et celui-ci, essayant sous sa propre responsabilité une démarche des plus hardies auprès d'un personnage de l'intimité de Charles-

Albert, que j'ai lieu de croire être le comte de Castagnetto, lui faisait la peinture la plus sombre de la situation que les événements créaient au Piémont. Il lui démontrait en quelque sorte l'urgence de traiter. « Je n'ai aucun mandat officiel, disait sir Abercromby, pour exprimer une opinion à l'égard des propositions de paix à faire ou à accepter, mais il me semble que l'heure est venue pour le Roi de prendre en sérieuse considération l'intérêt de sa couronne. Le Roi doit savoir que l'Angleterre est prête à l'appuyer de tout son pouvoir, mais ne peut le faire sans connaître exactement ses intentions..... Je suis prêt, par conséquent, à renseigner mon gouvernement sur ce que le Roi jugera opportun de lui faire connaître (1). »

Charles-Albert répondait de la façon la plus encourageante aux ouvertures de l'ambassadeur anglais.

Le 10 juillet, sir Abercromby pouvait écrire à lord Palmerston :

« Ce matin, une lettre toute tracée de la main de Sa Majesté m'a été communiquée. Dans cette lettre qui porte la date de Roverbella, du 7 courant, Sa Majesté déclare qu'elle accepterait les propositions d'avoir l'Adige pour confins orientaux de ses États, et de reconnaître l'annexion de la Lombardie et des duchés de Parme et de Modène au royaume sarde. Sa Majesté déclare, soit que le gouvernement autri-

(1) Nicomède Bianchi, *Storia della diplomazia europea*, vol. V, p. 285.

chien fût disposé à lui faire des propositions directes de paix sur les bases du susdit changement territorial, soit que ces propositions vinssent du gouvernement de Sa Majesté Britannique comme médiateur, soit que j'en fusse chargé par le gouvernement de la Reine, qu'il n'hésiterait pas à les accueillir. Il désire en outre que ses sentiments me soient confidentiellement communiqués.....

« Sa Majesté termine cette lettre par moi lue, en notant que l'on peut donner aux Chambres et à la nation des raisons bien suffisantes pour prouver que c'est sagesse d'accepter une paix qui, vu la force relative de la Sardaigne et de l'Autriche, doit être regardée comme honorable et glorieuse pour le Piémont (1). »

. . . .

Oui, c'était sagesse de faire la paix et folie de continuer la guerre. Oui, on pouvait donner les meilleures raisons de traiter; mais, pour entendre à ces raisons, les passions étaient trop déchaînées. Elles aimaient mieux s'en prendre au Roi et taxer son abnégation de lâcheté, son dévouement de parjure...

D'ailleurs, abnégation et dévouement venaient trop tard.

L'Autriche, s'appuyant sur les victoires récentes de Radetzky, répondait aux ouvertures qui lui étaient faites de Londres, que la presque totalité des États vénitiens venait de rentrer sous la domination impé-

(1) Garnier-Pagès, *Histoire de la révolution de 1848,* p. 500.

riale, que Vérone et Mantoue étaient en état de défense, et que l'armée autrichienne en Italie allait pouvoir bientôt, grâce à de nouveaux renforts, reprendre l'offensive... En un mot, l'Autriche ne voulait plus entendre parler des offres qu'elle avait faites, et laissait aux armes à prononcer en dernier ressort.....

CHAPITRE X

Appréciation de l'entourage du Roi sur son détachement de toutes choses. — Charles-Albert reprend la campagne. — Il ébauche le siège de Mantoue. — Succès de Governolo et de Staffalo. — Combat de Custozza. — Retraite de l'armée royale. — Les régiments de Savoie à Volta. — Demande d'armistice. — Charles-Albert repousse les conditions qu'y met Radetzky. — Proclamation royale aux Italiens. — Marche en avant des Autrichiens. — Radetzky passe l'Adda tandis que le Roi se retire sur Milan. — Émeute dans les rues de Turin. — Casati forme un nouveau ministère. — Castagnetto et Gioberti. — La Chambre donne au Roi la dictature jusqu'à la fin de la guerre. — Les ministres se décident à demander le secours de la France. — État de Milan au moment où apparaît l'armée du Roi. — Sir Abercromby au camp piémontais. — Le marquis Ricci et le comte Guerrieri auprès de Cavaignac. — Dispositions stratégiques prises autour de Milan. — Combats du 4 août. — Inutile intervention du ministre de France, M. de Reiset. — L'armée piémontaise est repoussée dans Milan. — Le roi Charles-Albert, la nuit, sur les remparts de la ville.

I

Une lettre écrite par le marquis Costa quelques semaines avant son départ du quartier général faisait prévoir l'état d'esprit où se trouvait Charles-Albert, lors des négociations que je viens de raconter.

« ... Le Roi s'abandonne à sa destinée, disait cette lettre, comme une épave s'abandonne au courant, et je ne crois pas qu'il reste à l'heure actuelle, au fond de son cœur, une ambition humaine. Il s'acquitte d'une

tâche que lui impose la Providence. Vainqueur ou vaincu, j'estime qu'il n'attend que la fin de la campagne pour se retirer du monde... »

Une curieuse coïncidence faisait écrire, presque à la même heure, par Minghetti : « Le Roi semble décidé à se retirer, à la fin de la guerre, de toute politique... Il finira bien ainsi, à la façon des chevaliers du moyen âge (1)... »

La suite de ce récit montrera combien juste était la grande idée que Minghetti, comme le marquis Costa, se faisaient du désintéressement de leur maître... L'homme, en effet, qui n'a que l'ambition pour se soutenir, s'affaisse quand viennent les jours mauvais. Celui, au contraire, qui ne se compte pour rien, dans l'action, grandit aux heures d'épreuves. Désormais, l'épreuve mettra sur un piédestal le prince dont l'histoire ne saurait dire qu'il fut un grand homme, mais en qui elle sera forcée de reconnaître une des âmes les plus détachées qui furent jamais.

Jusque-là, pour le Roi, les succès de son armée avaient adouci les amertumes de sa politique. Mais, à leur tour, ces suprêmes joies de la victoire allaient s'évanouir dans les fumées du champ de bataille.

Depuis un mois, l'armée s'énervait, dans l'immobilité, comme s'était énervée l'âme de son chef, parmi tant de négociations avortées. Il fallait reprendre la campagne. Mais le Roi malheureusement n'avait plus que le choix des fautes à commettre. Le temps des

(1) PASOLINI, *Mémoires,* p. 109.

coups de main était passé. On ne pouvait franchir l'Adige sans être maître du quadrilatère; or peu importait de l'attaquer par Vérone, par Legnago ou par Mantoue... Ce fut à Mantoue que Charles-Albert réserva l'honneur de sa première attaque. Il ne pouvait être plus mal inspiré, bien que l'inspiration datât de loin.

C'était bien avant la guerre. Une conversation banale traînait autour du Roi. Lui, les yeux fixés dans le vide, n'y prenait aucune part, quand tout à coup, il saisit le bras d'un de ses officiers : « Oui... oui, s'écria-t-il, vous serez gouverneur de Mantoue... »

Ce gouverneur, — je pourrais le nommer, — dut sourire quand, à la suite de son maître, il se présentait quelque dix ans plus tard devant les portes closes de son gouvernement.

Le 13 juillet, toute l'armée piémontaise faisait une conversion à droite, ne laissant que cinq mille hommes aux ordres du général Sonnaz, sur la ligne de Rivoli à Somma Campagna. C'est dire que, pour couvrir à la fois Peschiera, Goïto et Valeggio, il fallut que Sonnaz éparpillât ses troupes sur près de cent vingt kilomètres.

N'entendant pas faire l'histoire militaire de la campagne de 1848, je passe sur le brillant fait d'armes de Governolo, comme sur le succès que Sonnaz remportait peu après à Rivoli. Je passe enfin sur le combat, non moins heureux, de Staffalo, et je ne ferai qu'indiquer cette bataille de Custozza qui, hélas! mit le

signet aux bulletins de victoire du roi Charles-Albert.

Comme un funeste présage, la veille du jour où les troupes s'ébranlèrent, on trouvait placardés sur tous les arbres des vers satiriques, intitulés : « Conseils au Roi »... « O Roi, disaient ces vers, *la podagre* (sic) *a frappé tes chevaux, et tes soldats sont éculés à ne pouvoir marcher...* »

Les engagements de Governolo et de Staffalo avaient eu pour résultat de concentrer vers Rivoli les troupes du général Sonnaz. Son collègue, Broglia, l'y avait rejoint avec dix mille hommes. Mais, depuis deux jours qu'il était aux prises avec l'ennemi, Sonnaz ne savait rien du quartier général. Il hésita donc quelque temps sur le parti à prendre. Fallait-il rejoindre le Roi sur la rive droite du Mincio, ou fallait-il l'attendre sur la rive gauche pour protéger, au besoin, un passage du fleuve?

Après de longues tergiversations, le général piémontais se décida à rejoindre Charles-Albert. Mais ses troupes épuisées par une série de combats, de marches et de contremarches, arrivèrent à Volta, hors d'état de rien entreprendre.

Le résultat des tâtonnements de Sonnaz avait été de laisser Radetzky, de son côté, fort perplexe sur les projets du Roi. Le maréchal pensait que l'armée royale se disposait à passer le Mincio, et que Sonnaz l'attendait sur la rive gauche pour lui donner la main.

Charles-Albert, de son côté, croyant que Radetzky n'en voulait qu'à Sonnaz, n'avait mis en mouvement

que vingt-deux mille hommes, jugeant ces forces bien suffisantes pour appuyer son lieutenant. Aussi, grand fut l'étonnement du Roi et du général Bava, de trouver, le 26 juillet, les positions de Valeggio bien plus fortement occupées qu'ils ne s'y attendaient.

Le plan de bataille adopté par le Roi pour secourir Sonnaz consistait à s'emparer de Valeggio, de Custozza et de Somma Campagna, et à se rabattre ensuite sur le Mincio, par une conversion à gauche, dont Valeggio serait le pivot. Charles-Albert espérait ainsi acculer au fleuve toutes les forces autrichiennes, les couper de Vérone, et les obliger ainsi à mettre bas les armes.

Mais comme, dès le 25, M. le duc de Savoie et M. le duc de Gênes s'étaient emparés des hauteurs de Custozza et de Somma Campagna, le maréchal avait, en toute hâte, appelé de Vérone toutes les forces dont il pouvait disposer. Cinquante-cinq mille Autrichiens se trouvaient dès lors en ligne en face de vingt-deux mille Piémontais.

Jetant à la fois ses régiments sur Custozza et sur Somma Campagna, tenant ainsi en échec l'aile droite et l'aile gauche piémontaise, en même temps qu'il paralysait l'effort du Roi, qui s'était réservé de mener le centre à l'attaque de Valeggio, Radetzky réduisait à néant toute la combinaison de Charles-Albert.

En vain les deux princes royaux avaient cherché à repousser les attaques multipliées du maréchal.

Écrasés sous le nombre, les Piémontais ne pouvaient avancer, ni à droite, ni à gauche, ni au centre.

Sonnaz, qui aurait sauvé la situation en paraissant sur le champ de bataille, faisait dire que ses troupes épuisées étaient dans l'impossibilité d'arriver avant longtemps.

La nuit tombait, et depuis neuf heures du matin l'armée piémontaise luttait contre des forces triples des siennes.

Elle n'avait cependant ni plié ni reculé. Le Roi comprit enfin qu'il devait ménager d'aussi admirables troupes et se résigna à donner l'ordre de la retraite.

Cette retraite, qui aurait pu devenir un désastre, s'effectua dans un ordre parfait. La bravoure des troupes piémontaises faisait à l'ennemi illusion sur leur nombre (1).

On ne peut imaginer ce qu'avait été le combat. Le thermomètre, ce jour-là, marquait 28 degrés Réaumur. Pas un souffle d'air ne passait pour rafraîchir les malheureux qui tombaient sous l'insolation, autant que sous les balles.

Il était affreux de les voir s'arrêter tout à coup, râlant de soif, incapables d'aucun mouvement et regardant, stupides, passer les régiments qu'ils ne pouvaient plus suivre. Ainsi décimés, ces régiments manœuvraient quand même comme à la parade, et recevaient sur leurs baïonnettes les charges furieuses de l'ennemi.

Ah ! les braves gens !... Pourtant, deux heures après,

(1) Voir pour tous ces détails : *Histoire de l'insurrection et de la campagne de 1848,* p. 132 et suiv.

ces mêmes soldats tombaient à bout de forces autour de Villafranca.

L'irrémédiable défaite avait eu raison de ces géants. Depuis qu'ils se sentaient à l'abri des balles, l'honneur ne les tenait plus debout. Ils s'affaissaient sous le poids de leur si grand effort inutile.

Que pouvaient-ils davantage?... Plus une cartouche pour charger leurs fusils encrassés, plus un morceau de pain, plus une goutte d'eau... ; ils gisaient là dans la poussière comme là-haut, à Custozza, gisaient leurs camarades morts !

Un témoin oculaire racontait que tandis que blessés et mourants étaient étendus le long de la route parmi les canons et les caissons, le Roi, lui, occupait une pauvre chambre dans une auberge. A chaque instant on le voyait apparaître sur le balcon. Alors quelques faibles cris de : *Vive le Roi!...* le saluaient encore, sans pouvoir dérider son visage décomposé.

On ne pouvait laisser plus longtemps ces soldats ruminer sur leur défaite.

Vers minuit, le Roi les remet debout. Un à un les régiments se reforment, et comme à tâtons ces masses lamentables et muettes se dirigent vers le Mincio.

Elles vont repasser le fleuve sur ce pont de Goïto, témoin de deux victoires, et qui maintenant n'est plus que le dernier passage ouvert à leur malheur.

Rien ne peut rendre les lugubres scènes de cette retraite. Charles-Albert marchait à quelques pas en avant de la brigade d'Aoste, affaissé sur sa selle, le

visage contracté comme s'il entendait encore les balles autrichiennes siffler à son oreille... « *Italia fara da se!...* » Et le triste défilé continuait à se dérouler sous l'œil égaré du Roi.

L'armée se traînait ou plutôt se glissait entre les Autrichiens postés à Valeggio et à Mantoue. C'était d'ailleurs, sur la route suivie, un enchevêtrement d'artillerie et de fourgons inextricable au point de rendre tout déploiement impossible si l'ennemi se fût montré.

L'ennemi ne se montra pas. C'est là un fait inexplicable, car à Custozza Radetzky n'avait pas engagé ses réserves. L'énergique résistance qu'il y avait rencontrée aurait dû l'avertir qu'il n'en trouverait plus.

Car c'est là une triste expérience! Plus une troupe s'est montrée héroïque, plus elle s'abandonne le lendemain à la merci de son vainqueur.

Par une aberration stratégique, du reste assez fréquente chez les généraux autrichiens, le vieux maréchal laissait passer l'occasion imprévue pour s'en tenir au plan longuement médité. Celui qu'il s'était tracé dès avant la bataille lui faisait franchir le Mincio à Valeggio pendant que Charles-Albert le passait à Goïto. Le vainqueur espérait-il devancer ainsi le vaincu sur l'Oglio ou sur l'Adda? Je ne sais, mais toujours est-il que, dès le lendemain, dans leur marche parallèle, les deux armées se trouvaient trop rapprochées pour ne pas reprendre le contact. Il n'y avait à les séparer que la colline de Volta.

Par un fatal malentendu (1), le deuxième corps d'armée sous les ordres du général Sonnaz, qui, la veille encore, occupait Volta, venait de l'abandonner. Radetzky avait aussitôt occupé la position.

Coûte que coûte maintenant, il fallait la reprendre. On ne pouvait après le désastre de l'avant-veille se reformer ainsi, à la gueule du canon autrichien.

Le général Sonnaz fut chargé de l'opération. Il emmenait avec lui quelques pièces de canon, deux bataillons du 16e régiment, un bataillon de Savone et la brigade de Savoie tout entière.

. . . .

Wouwermans, Vernet, Protais, tous les peintres de batailles, enfin, retracent sur le devant de leurs toiles quelque épisode héroïque ou charmant. C'est dans les tableaux de Wouwermans une lutte corps à corps. C'est, à Fontenoy, l'embrassement épique de deux héros. C'est enfin, dans cette merveilleuse toile de Protais intitulée : *Après le combat*, cette sonnerie de clairon qui semble réveiller les morts du champ de bataille. Je veux de même, ici, sur le premier plan de la désastreuse retraite des troupes piémontaises, retracer l'héroïque combat de Volta où la brigade de Savoie teignit une dernière fois de sang la croix blanche de son drapeau.

Depuis deux jours on n'avait guère mangé au régiment de Savoie, mais on n'y eut plus faim quand

(1) Le général de Sonnaz avait quitté Volta sur un ordre écrit au crayon. On n'a jamais pu expliquer la provenance de cet ordre.

l'ordre vint d'attaquer. Les cartouches manquaient. On en emprunta aux gibernes voisines de Pignerol et de Piémont. On dégrafa la cravate rouge, et le fameux mot de la brigade : « *Ardi zefans grepenna* (1) » courut dans le rang comme l'étincelle qui va mettre le feu aux poudres.

Vers six heures du soir les Savoyards s'ébranlent en colonne d'attaque. Devant eux les pentes sont raides. Qu'importe ! Un feu terrible de mousqueterie couronne ces pentes... Qu'importe encore !... Eux ne prennent pas la peine de tirer un coup de fusil. Ils s'élancent à l'assaut, conduits par le général Jean-François Mollard qui sacre comme un templier. La nuit est tout à fait venue, nuit sans lune, et dont l'obscurité profonde n'est éclairée que par les coups de feu et par deux ou trois incendies.

Voilà les Savoyards sur le plateau. Une maison, puis deux, puis cinq, puis vingt s'enlèvent au pas de charge. Les Savoyards sont maîtres du village. Le premier arrivé, le lieutenant comte de Foras, saute à la gorge du commandant tyrolien qu'il fait prisonnier. Les Autrichiens, pêle-mêle, dévalent alors vers le Mincio. Mais bientôt le général Kerpan et sa brigade entière arrivent à la rescousse, le major Mudry les reçoit sur ses baïonnettes. Les baïonnettes se faussent, se brisent à la besogne. C'est une confusion inouïe, sans nom, d'hommes, de cris, de coups de feu. Morts

(1) Mots patois dont la traduction littérale serait : « Hardi, enfants, cramponnez-vous ! »

et blessés sont roulés par le flux et le reflux des combattants. A coups de crosse, les Savoyards assomment, à coups de baïonnette ils clouent au sol, aux portes, aux murailles tout ce qui résiste. Mais plus ils tuent, plus l'ennemi renaît du sang qui court dans le ruisseau.

Il faut reculer, le combat devient trop inégal. Ils se battent là depuis deux heures un contre dix. Sonnaz a fait demander du secours. Le secours n'arrive pas.

Épuisés, haletants, les Savoyards chancellent. Ils se mettent à genoux pour ne pas tomber et continuent de cribler l'ennemi. Les cartouches vont manquer... « Allons, la balle est folle, comme disait Souvaroff, la baïonnette est intelligente... » Debout donc, et à la baïonnette pour se couvrir une dernière fois de gloire et de sang !

Dans ce suprême élan, les Savoyards mettent leur immortelle bravoure. Ils ne font plus de quartier. Le clairon les rappelle, ils ne l'entendent pas. La poudre, le sang, l'honneur, l'espérance les grisent. Si, dans cette nuit héroïque, la victoire trahit encore une fois le courage, l'honneur fut grand pour Savoie, car Savoie est tombée comme le lion de Lucerne en couvrant de son corps l'écu de ses princes...

Mais la situation de l'armée empire de ce nouveau désastre, la retraite devient une déroute ; c'est vainement que l'on essaye de remettre un peu d'ordre parmi les convois agglomérés autour de Goïto.

On comptait trouver là des vivres, mais les agents milanais chargés de l'approvisionnement avaient dis-

paru. Il n'était pas jusqu'au grand parc à bestiaux qui ne se fût évanoui.

Le soldat, qui parmi les si rudes privations de sa campagne avait été soutenu par l'orgueil de la victoire, murmurait maintenant; les officiers eux-mêmes étaient découragés, quelque effort qu'ils fissent pour réagir.

Plus que jamais cependant, le Roi montrait un admirable sang-froid. Il descendit, quand apparurent les voitures qui apportaient les blessés savoyards.

Charles-Albert, au dire d'un témoin, paraissait profondément ému. Il voulut assister aux amputations qui se firent sur la place même du village. « O mes pauvres soldats ! » répétait sans cesse le Roi, tandis que des larmes roulaient sur ses joues.

Pour pleurer ainsi, il faut avoir le cœur placé haut. Les sources de certaines larmes sont au sommet de notre être. Dans ces régions où tout est vrai et sincère, ni la raison d'État, ni l'intérêt ne peuvent être invoqués; mais il était dans la destinée du Roi d'être méconnu même lorsqu'il pleurait.

II

A une si profonde douleur, il n'était même plus à donner pour consolation l'espérance. La faim, la misère, avaient fait ce que les uhlans de Radetzky avaient été impuissants à faire.

« Jamais on ne vit pareille catastrophe. Je croisai, raconte un témoin (1), les premiers fuyards qui arrêtèrent ma voiture et me dirent que poursuivre ma route, c'était marcher à une mort certaine. J'ai vu mourir d'épuisement sous mes yeux plusieurs soldats qui, après quelques convulsions, tombaient sur le bord du chemin. Le tumulte, le désordre de ce jour néfaste ne sortiront jamais de ma mémoire. »

Le 28 juillet enfin, Charles-Albert s'avoua vaincu. Un conseil de guerre réuni sous sa présidence délégua les généraux Bès et Rossi au quartier général autrichien pour demander une suspension d'armes.

Longue fut l'attente. Tandis que ses envoyés s'acheminaient vers Vérone, lui, le Roi, demeurait appuyé contre un arbre, au milieu du premier régiment de Savoie. Il passa ainsi presque toute sa journée.

« Son visage, raconte le duc de Dino, qui jusque-là m'était apparu plein de calme et de confiance dans le succès, me causa alors une impression toute différente. Il me semblait y lire la résignation à de profonds chagrins, et dans l'éclat passager d'un œil investigateur je croyais saisir l'interrogation muette qui plongeait sans illusion au fond de l'âme de ceux qui l'entouraient...

« Pauvre prince! Pendant que, dominant ses douleurs, il restait impassible sur le champ de bataille témoin naguère de sa plus belle victoire, déjà sur tous

(1) Voir, pour tous ces détails, Vecchi, *passim*, p. 236.

les points de son nouveau royaume des ennemis implacables insultaient à son malheur et, démasquant leurs haines, faisaient circuler le mot de trahison dans tous les conciliabules des révolutionnaires italiens... (1). »

Il y a entre la défaite et la déroute la différence qu'il y a entre la pauvreté et la misère. L'une n'a que des noblesses, l'autre a trop souvent ses hontes. L'ingratitude des peuples n'est pas une des moindres parmi ces hontes.

L'exaspération des révolutionnaires italiens ne ménageait plus rien.

Le cannibalisme en quelque sorte remplaçait pour eux le patriotisme.

On parlait de quelques nobles milanais qui venaient de se faire bravement tuer.

« Ah! fasse le Ciel, s'écriait un énergumène, que tous périssent ainsi et que la graine s'en perde!... »

On peut imaginer quelle indignation, quelle exaspération apportaient à l'armée d'aussi indignes propos.

C'est aux prises avec toutes ces amertumes que Charles-Albert attendait le retour des plénipotentiaires envoyés à Radetzky.

Six heures venaient de sonner lorsqu'on les annonça. Ils avaient poussé jusqu'à Vérone où se trouvait le maréchal. Bès et Rossi se louaient fort de son accueil. Ils rapportaient sa réponse écrite. Le Roi la lut et

(1) *Souvenirs* du duc de Dino, p. 222.

donna l'ordre aussitôt de réunir un conseil de guerre.

Quand les généraux furent réunis, Charles-Albert tendit l'écrit à Bava en lui ordonnant de le lire tout haut. La lecture commença et finit au milieu du plus morne silence. Mais chacun avait remarqué un étrange changement chez le Roi. Ce n'était plus le même homme. Son masque tout à l'heure encore si douloureux, si abattu, redevenait énergique et fier à mesure que la lecture se poursuivait.

Bava achevait à peine sa lecture, que Charles-Albert se prit à dire, d'un ton sec : « Je ne vous ai pas réunis pour discuter ces propositions ; elles sont déshonorantes. Ce que je veux de vous, messieurs, c'est de connaître votre sentiment sur ce que nous aurons à faire dans un instant, car les hostilités vont recommencer. »

Vraiment, y avait-il lieu à un réveil aussi subit d'énergie et de volonté? Les demandes du maréchal étaient-elles déshonorantes comme disait le Roi?... Non. Elles prouvaient, au contraire, qu'on ignorait au quartier général autrichien dans quelle détresse se trouvait l'armée piémontaise.

Radetzky demandait que le Roi se retirât derrière l'Adda, que les troupes sardes évacuassent Peschiera et les duchés. Comme dernière condition enfin, le maréchal exigeait qu'on lui rendît ses officiers prisonniers.

Ne pas accepter ces offres dans l'état où se trouvait l'armée piémontaise, c'était démence ; mais le Roi ne voulait pas qu'il fût dit que, pour une

paix qui sauverait le Piémont, il sacrifiait la cause de l'Italie... Ce furent, dit-on, ses propres paroles (1).

. . . .

Elles étaient admirables; mais les paroles, comme les actions, ont leurs étoiles heureuses ou malheureuses..... Une malheureuse étoile s'était levée sur l'héroïsme de Charles-Albert.

Nul cependant n'avait contredit, dans l'entourage du Roi, à cet héroïsme. On fit sauter le pont de Goïto, et les régiments se reprirent à défiler vers l'Oglio. Mais ce fut pour y trouver la rivière partout guéable. Il fallut continuer vers l'Adda.

L'Adda présentait, en effet, une bonne ligne de défense. Cette ligne n'était pas trop étendue, car le général Perrone et ses divisions lombardes, encore intactes, défendaient le cours supérieur de la rivière. Sur l'Adda, les communications de l'armée avec le Piémont se trouvaient assurées par les ponts de Plaisance et de Pavie. Mais si impassible qu'il s'efforçât encore de paraître, Charles-Albert arrivait à cette dernière étape, accablé de fatigue, miné par la fièvre, rongé d'inquiétude et de chagrin.

Comme disait quelqu'un de l'entourage, « ce n'était plus le Roi, c'était son ombre qui chancelait à pied, qui chancelait à cheval; ses jours étaient horribles, que devaient être ses nuits? »

Se sentant hors d'état de continuer, le malheureux

(1) Brofferio, *Storia del parlamento subalpino*, vol. I, p. 232.

prince remit à Bava le commandement en chef de son armée.

Bava était certainement le plus habile tacticien parmi les généraux piémontais. Il avait l'expérience de la guerre. Sa bravoure était légendaire, et à cette bravoure il ajoutait un sang-froid et une abnégation qui lui firent assumer, à la dernière heure, la responsabilité de fautes qu'il n'avait pas commises. Il eut ce grand mérite de ne pas désespérer et d'opposer la plus indomptable énergie aux défaillances qui l'entouraient. Son seul tort, hélas ! fut de compter trop avec les irrésolutions du Roi.

Comme il venait de prendre toutes ses dispositions pour se couvrir de l'Adda, Bava se vit demander par Charles-Albert de défendre Crémone. Crémone se trouve sur la rive gauche du fleuve. Pour obéir, il fallut donc faire repasser l'eau à toutes les divisions.

Pendant qu'elles manœuvrent, l'ennemi se montre et attaque vivement les régiments de Savoie placés en avant de Crémone, sur la route de Piadena.

Leur résistance désespérée donne heureusement à Bava le temps de réunir les brigades du duc de Savoie et du général Ferrero, pour les jeter au secours des régiments engagés.

Radetzky hésite, mais le temps qu'il marque ne peut être qu'un répit bien court. Bava en profite pour supplier le Roi d'abandonner Crémone, d'en revenir au premier projet, qui, seul, offre quelque chance de salut.

Charles-Albert cède. On repasse l'Adda en toute

hâte, et l'armée reprend ses positions de la veille.

Le Roi abandonnait Crémone après douze heures, qu'il avait presque passées en prières. Sortant de la cathédrale, et sur le point de monter à cheval, il se retourna vers le clergé qui lui faisait escorte : « Messieurs, dit-il, soyez persuadés que, dans cette cathédrale même, il sera chanté quelque jour un *Te Deum* pour la délivrance de l'Italie... »

C'était le précurseur, plus encore que le visionnaire, qui se révélait.

Pour en revenir aux tristes réalités de l'heure où l'on était, les eaux, très fortes, de la rivière la rendaient infranchissable partout ailleurs qu'à Lodi, Pizzighetone et à Grotta d'Adda. Ces points, sérieusement défendus, assuraient à Bava le temps d'aviser.

Mais voilà qu'au milieu de la nuit, le marquis d'Aix, placé avec trois régiments et deux batteries à Grotta d'Adda, fait prévenir que l'ennemi se présente en forces de l'autre côté de la rivière. Le marquis ajoute que la position qu'il occupe lui-même, sur la rive droite, est dominée de huit mètres par la rive gauche, et que, dans ces conditions, il ne peut empêcher le passage du fleuve.

Deux heures plus tard, c'est une nouvelle dépêche ; le marquis annonce, cette fois, que ses prévisions se justifient, que l'ennemi jette un pont et que lui-même se voit réduit à se retirer sur Plaisance.

On a souvent et bien cruellement reproché cette retraite au marquis d'Aix. Mais que pouvait-il, avec ses troupes démoralisées, dominées de tous côtés par

une artillerie à laquelle, malgré les renforts qu'on lui envoyait, il se trouvait hors d'état de répondre? Les canons entraient jusqu'à la gueule dans les terres défoncées et marécageuses qui bordent l'Adda. Peut-être eût-il plus habilement agi en laissant à Bava, qui accourait à toute bride, la responsabilité des décisions à prendre. Mais, à la guerre, les plus braves, et, certes, le marquis d'Aix était de ceux-là, peuvent se tromper. Leur faute, alors qu'elle entraîne la victoire ou la défaite, s'appelle génie ou trahison.

Il faut avoir vu la défaite hideuse et folle pour savoir ce qu'est ce mot de trahison dans sa bouche. La trahison explique tout, donne de l'air à toutes les jalousies et leur revanche à toutes les rancunes ou à toutes les ambitions déçues.

L'ennemi avait passé l'Adda sur le point abandonné et surprenait les troupes piémontaises en plein changement de front.

Un changement de front sous le feu de l'ennemi a toujours passé, à la guerre, pour une opération très délicate, on en était réduit à la tenter avec des soldats démoralisés. Et sur quel terrain, grand Dieu!

Les routes peu nombreuses et fort étroites que Bava avait à sa disposition se trouvaient encombrées.

Les fuyards, les blessés, les malades qui couvraient ces routes formaient encore le pire obstacle aux ordres que le général en chef multipliait.

Et vous eussiez vu Charles-Albert depuis le matin, debout sur le bord de la route, présider à ce désordre, comme une statue de la Fatalité. La statue ne s'anima

que pour montrer à Bava la route de Milan, lorsque Bava lui demanda dans quelle direction il fallait acheminer l'armée.

Milan attirait, fascinait le malheureux roi, parce qu'on ne se soustrait pas à sa destinée. Moins que personne, Charles-Albert pouvait échapper à la sienne.

Mais il est d'expérience aussi que certaines âmes préfèrent l'honneur à l'intérêt. D'aucuns appellent cela folie. Vauvenargues appelle cela noblesse de cœur!

Était-ce ceci, était-ce cela qui dictait à Charles-Albert ces lignes admirables?

« Comme Piémontais, il est évident que la seule voie de salut raisonnable eût été de rentrer en Piémont; mais, comme Italiens, nous sacrifiâmes la partie au tout, la province à la nation.

« ... Placée entre l'intérêt et l'honneur, l'armée n'hésita pas un instant. » Et le Roi hésita moins que personne (1)...

III

Pendant que, scrupuleusement fidèle à sa promesse, Charles-Albert risquait sur les champs de bataille de Lombardie sa vie, celle de ses fils, celle de ses soldats, pendant qu'il prodiguait son sang et ses trésors à

(1) *Guerra dell' independenza,* p. 115-116.

l'Italie, Gioberti rapportait, lui aussi, à Turin d'amères déceptions.

Après avoir vu le Roi au quartier général sous Peschiera, il était allé à Florence, puis à Rome. Mais bientôt l'astre du triomphateur pâlissait. Ses réceptions successives chez le Pape semblaient avoir marqué pour Gioberti les échelons de sa popularité décroissante.

La première fois, Pie IX témoignait à l'auteur du *Primato* une extrême cordialité. Quelques jours plus tard, cette cordialité se convertissait en défiance; la troisième fois qu'il s'était présenté au Vatican, Gioberti écrivait, au sortir de son audience :

« Le Pape n'a rien de ce qu'il faut pour le grand rôle que lui a assigné la Providence (1)... »

Gioberti, sans doute, était tenté d'ajouter : « pour le grand rôle que je lui avais assigné moi-même... »

Où donc étaient les enthousiasmes d'Imola? Ils étaient allés rejoindre les illusions unitaires que Gioberti, quelques semaines auparavant, avait emportées à Rome.

A Rome comme à Florence, comme à Naples, comme dans toute l'Italie, il avait constaté de telles dissidences, de telles jalousies, que l'unité semblait maintenant une utopie au voyageur. Le système fédératif, jadis préconisé par lui, redevenait à ses yeux le seul remède qui pût être appliqué dans ce danger extrême.

Les déclarations que Gioberti fit dans ce sens, alors

(1) Bersezio, vol. IV, p. 147.

que, presque à l'improviste, il revint occuper le fauteuil présidentiel à la Chambre vers le milieu de juillet, créaient une difficulté nouvelle parmi tous les embarras où se débattait déjà le gouvernement piémontais. Un nouveau parti, le parti fédéraliste, se constituait aussitôt à la suite de Gioberti.

La désunion qui régnait entre Génois, Lombards, Piémontais, Modénais semblait justifier la constitution de ce parti. Mais ce parti rêvait la folle utopie de faire de l'ordre avec du désordre, de l'union et de la concorde avec de la discorde.

« ... Nous crions, écrivait la marquise d'Azeglio, après les Génois, après les Milanais, les Vénitiens, les Modénais... Nous voulons absolument avoir le monopole des défauts et des misères, car nous avons les nôtres, mais nous ne voulons pas les admettre chez les autres. La presse est irritante, et avec cela toujours l'union pour refrain, et nous ne travaillons qu'à nous indisposer les uns les autres (1)... »

C'était sans doute pour donner une sanction à ce besoin d'union que le Roi, au lendemain de Custozza, avait chargé le podestat de Milan, comte Casati, de former un nouveau cabinet. Le ministère précédent, on s'en souvient, avait été renversé par Cavour lors de la discussion relative à la Constituante.

En donnant le pouvoir au comte Casati, on espérait satisfaire Milan, comme on avait satisfait Gênes en nommant Pareto. C'était Casati qui, pendant les

(1) *Lettres de la marquise d'Azeglio*, p. 275.

cinq journées de la révolution de Milan, en avait été l'âme.

Mais, dès lors, près de six mois avaient passé sur la popularité du comte. Quelle popularité, en temps de révolution, peut résister à six mois de pouvoir? Casati n'apportait donc qu'une autorité bien affaiblie à la présidence du conseil.

Avec le podestat figurait le chevalier de Collegno, l'ancien écuyer du prince de Carignan aux mauvais jours de 1821. Puis Paleocapa, l'un des seuls monarchistes peut-être que comptât Venise. Collegno eut le portefeuille de la guerre; Paleocapa, celui des travaux publics. Le marquis Pareto resta aux affaires étrangères; c'était une satisfaction donnée aux Génois. On les craignait si fort, qu'à Pareto on voulut adjoindre le marquis Ricci, un Génois encore, comme ministre des finances.

La marquise d'Azeglio raconte qu'un certain Plezza, riche propriétaire novarais, « fut fort étonné de se réveiller ministre de l'intérieur... » Durini, un Lombard aussi, dont le plus grand mérite était de s'être toujours montré l'ennemi acharné de l'Autriche, fut nommé ministre sans portefeuille, tandis que pour dissimuler, sans doute, le caractère étranger et hétérogène de ce ministère, on donnait le commerce à Ratazzi et la justice au mathématicien piémontais Gioja.

Comme le pays, du reste, le Roi sentait que dans les circonstances terribles où l'on se trouvait un cabinet ne pouvait être qu'éphémère, et, si j'en crois une lettre

de Castagnetto, Charles-Albert avait laissé faire Collegno et Casati, se désintéressant tristement de la question. Que pouvait peser, en effet, la question parlementaire pour le Roi, au moment où l'honneur militaire du pays était si gravement engagé?

Il y a toujours eu, et il y aura toujours une façon différente de voir les choses quand on les regarde du haut d'un cheval de bataille ou d'une tribune parlementaire.

Rien ne peut donner l'idée de l'insignifiance du programme que le ministre Casati apportait à cette heure où nul ne distinguait la vérité parmi les bruits sinistres qui circulaient. Le bulletin officiel du désastre de Custozza n'était pas encore arrivé. C'est à peine si l'on avait appris que le Roi était en retraite, que l'ennemi le poursuivait, que l'armée piémontaise se trouvait sous les murs de Milan. Et voici qu'à la suite du plus pâle des discours Casati demande, tout à coup, un crédit de cent millions pour continuer la guerre...

La demande du ministère irrite chacun, sans surprendre personne. La discussion devient orageuse. Le ministère pose la question de confiance sur le vote des cent millions. La Chambre accorde l'argent, mais refuse la confiance.

Ah! si l'on eût avoué la défaite et le lamentable état où se trouvait l'armée, moindre sans doute eût été la colère contre ceux qui venaient tendre la main... Mais on ne sait rien. La colère des députés a bientôt gagné la foule qui, haletante, attend des nouvelles

autour du palais Carignan. Il faut une victime à cette colère populaire. Quelqu'un nomme Castagnetto, et la foule se rue vers le palais du comte qui, mal inspiré, a quitté le quartier général le lendemain de la bataille de Custozza, sans se douter qu'on va le rendre responsable des malheurs dont on n'ose encore accuser son maître.

Oui, pour la foule c'est lui le traître qui a fait mourir l'armée de faim. C'est lui qui à Santa Lucia a fait tuer inutilement tant de malheureux soldats. C'est lui qui a fui quand ses trahisons enfin ont amené le désastre de Custozza... Sa voiture est criblée par les balles que les soldats trahis ont tirées sur lui.

La populace veut voir la voiture... Déjà elle enfonce la porte du palais quand, à quelque distance, tout à coup les cris d'enthousiasme, les vivats d'une autre foule répondent aux imprécations poussées sous les fenêtres de Castagnetto. Là-bas, c'est Gioberti qui parle de sa fenêtre; Gioberti, l'idole d'un pays inconscient. Les applaudissements retentissent si fort autour de l'orateur, qu'oubliant leurs rancunes, les furieux de tout à l'heure transforment en vivats pour Gioberti les cris de mort qu'ils poussaient contre Castagnetto.

La foule dans ses folies a ces intermittences de fureur et d'enthousiasme. Il faut toujours qu'elle s'en prenne à quelqu'un, de ses joies ou de ses douleurs. Il lui faut des idoles à adorer ou des traîtres à massacrer. Il lui semble que le sang d'une victime soit un baume sur ses plaies.

On en était presque arrivé à ces sacrifices auxquels

le peuple croit une puissance expiatoire. A Turin, on cherchait la victime, chez Castagnetto, chez Pareto, au ministère des affaires étrangères. On menaçait d'envahir la Chambre... Aussitôt la garde nationale s'arme; on bat la générale. On déclare la patrie en danger. On dresse des tables pour recueillir des signatures.

Chose curieuse, ces signatures somment la Chambre de donner, jusqu'à la fin de la guerre, la dictature au Roi.

En même temps qu'elle veut le Roi dictateur, la foule veut Gioberti au ministère... Elle l'acclame ministre sans portefeuille. C'est absurde. C'est fou. Mais qu'importe?... Le peuple a fait acte de souveraineté. Il s'applaudit lui-même et se disperse. La Chambre en fait autant après avoir accordé au Roi le pouvoir dictatorial. Singulière émeute, n'est-ce pas? que celle qui se termine par un retour à la monarchie absolue!

Il n'est jamais à désespérer d'une nation capable de telles choses! Ce qui se passait dans la rue se passait, en effet, sur le champ de bataille. Là, plus que jamais l'armée défaite se serrait autour de son prince, pour essayer de sauver avec lui le vieil honneur piémontais.

Battue, déguenillée, affamée, cette armée en imposait encore à Radetzky, au point qu'à la tête de cinquante mille hommes, le maréchal semblait redouter de prendre le contact avec l'arrière-garde du Roi.

Il était écrit que Charles-Albert étonnerait amis et

ennemis par le prestige qu'il exerçait, mais surtout par la folie chevaleresque de ses déterminations. Non, jamais Radetzky n'aurait pu croire que, pour sauver Milan, son adversaire abandonnerait sa vraie ligne de retraite par Plaisance et par Pavie. Mais on comprenait bien moins encore à Turin la lourde faute stratégique que commettait le Roi. C'était l'existence même du Piémont que l'héroïque mais insensé dévouement de Charles-Albert mettait en question.

A Turin, l'opinion se montrait si irritée, si effrayée même, que le conseil des ministres jugea l'heure passée des orgueilleuses espérances jadis traduites par le mot *Italia fara da se*.

A la suite d'un conseil où Casati, Durini, Paleocapa avaient offert leur démission (1), s'ils n'étaient autorisés à réclamer immédiatement l'appui de la France, le marquis Ricci, ministre des finances, partait pour Paris, avec mission de pressentir le gouvernement français au sujet d'une intervention.

Les instructions de Ricci portaient expressément qu'il ne pourrait être question, dans les négociations, d'aucune cession de territoire à titre de compensation. Une autre condition était que la France s'abstiendrait de toute propagande républicaine (2).

Les instructions de Ricci portaient encore que pour le cas où, entre temps, le maréchal Radetzky se montrerait plus accommodant, la demande d'intervention serait considérée comme nulle et non avenue.

(1) *Storia della diplomazia europea*. Voir p. 303.
(2) *Ibid.*, p. 304.

C'était une dernière espérance à laquelle se rattachait la partie piémontaise du ministère. Pour la convertir en réalité, le ministre des affaires étrangères, marquis Pareto, priait aussitôt sir Abercromby de se rendre au quartier général autrichien.

Le premier argument qu'il devait faire valoir auprès de Radetzky était précisément cette intervention française que Ricci allait réclamer à Paris. On sait combien l'Angleterre redoutait de voir la France se mêler aux affaires de la Péninsule.

L'intervention de la France, c'était une guerre générale à brève échéance. Une si redoutable éventualité devait peser sur les décisions de l'Autriche.

Sir Abercromby partit aussitôt et fut d'autant plus insistant auprès du maréchal, que son voyage à travers la Lombardie lui faisait juger toute résistance impossible de la part du Roi.

Mais Radetzky répondit : « que l'Autriche, tout en reconnaissant le péril d'une guerre européenne, se sentait prête à l'affronter, pour soutenir son droit... »

Le maréchal ajouta que, « si l'on voulait un armistice, il le négocierait aux conditions qu'il avait indiquées déjà, sauf cependant en ce qui concernait l'occupation par les Piémontais de la ligne de l'Adda, qui venait de tomber en son pouvoir..... »

Sir Abercromby porta cette réponse au Roi le 2 août, à Lodi. L'Anglais trouva Charles-Albert plein de reconnaissance, mais de fermeté en même temps. Après avoir remercié le négociateur, « le Roi affirma qu'il ne croyait pas plus aujourd'hui qu'hier devoir

accepter les conditions de l'armistice. Son honneur voulait qu'il protégeât Milan... » Et pour se justifier vis-à-vis d'Abercromby, comme vis-à-vis de son ministère, Charles-Albert ajouta que « le parti auquel il s'arrêtait était peut-être le moins stratégique (*sic*), mais qu'il était le plus généreux... (1) ».

. . . .

Lorsque Louis XIV, vaincu à Malplaquet, parlait d'abriter sa défaite derrière ses forteresses du Nord et de s'enterrer lui-même sous leurs ruines, Villars lui répondait : « Les partis les plus glorieux, Sire, sont souvent aussi les plus sages, et je n'en connais pas de plus noble que celui que prend Votre Majesté. »

Mais aux côtés de Charles-Albert l'ingratitude révolutionnaire remplaçait la fidélité monarchique de Villars. C'en était fait. Aux tristesses du champ de bataille allaient succéder les horreurs de l'insurrection et les hontes de la guerre civile.

IV

En apprenant les revers de l'armée sarde, la population de Milan demeura écrasée, anéantie sous l'écroulement de son immense orgueil.

Quelques hommes cependant parlèrent de se défen-

(1) *Storia della diplomazia europea*, p. 304.

dre; le général Fanti, l'avocat Rastelli, le médecin Maestri, auxquels bientôt s'adjoignirent le général piémontais Olivieri et le marquis Montezemolo, prirent en main le gouvernement de la malheureuse ville.

Tour à tour, ils décrétèrent les mesures les plus énergiques, mais elles ne se traduisirent que par des affiches dont le Roi, en arrivant à Milan, trouva les murailles couvertes. Triste fantasmagorie de résistance que ces papiers de toutes couleurs remplaçant des défenses absentes !

L'abandon des murailles par ceux qu'il s'attendait à y voir armés jusqu'aux dents fut pour Charles-Albert la déception la plus cruelle de cette campagne, si fertile pourtant en déceptions de toutes sortes. Elle n'avait d'égale que la désillusion des Milanais, en voyant revenir comme un vaincu et suivi d'une armée débandée (1) le Roi, ce grand soldat qui ne devait se présenter qu'après la victoire.

Charles-Albert paraissait atterré. Il s'enferma sans dire un mot dans le misérable salon de l'auberge Saint-Georges, en avant de la porte Romaine. Le Roi voulait être à portée de ses avant-postes dans le cas où il faudrait se battre encore.

Comme il prenait ses dispositions en vue de cette éventualité, on lui annonça M. de Reiset, chargé d'affaires de France. Celui-ci, noble courtisan du

(1) *Che brutti soldati!* disaient en nous voyant les Milanais... (*Journal d'un officier de la brigade de Savoie,* p. 126.)

malheur, était venu saluer cette grande infortune. Le Roi eut une lueur d'espoir en le voyant entrer. Il espérait que le diplomate français lui apportait la réponse aux démarches que venait de faire, on le sait, le marquis Ricci à Paris...

Malheureusement, il n'en était rien.

On ne se souciait plus à Paris d'une intervention qui si souvent avait été refusée.

Voici ce qui s'était passé.

Le marquis Guerrieri, membre de l'ancien gouvernement provisoire de Milan, arrivait à Paris en même temps qu'y arrivait de son côté le marquis Ricci, parti, comme je l'ai dit, de Turin le 30 juillet. Guerrieri venait, sans se soucier du gouvernement piémontais, traiter directement au nom des Lombards avec le général Cavaignac.

Ricci et Guerrieri voulaient l'un et l'autre l'intervention française. Mais Guerrieri la demandait immédiate, tandis que Ricci la subordonnait à des conditions, à des délais qui, tout au moins, marquaient une médiocre envie d'être exaucé.

L'action si différente de ces hommes qui, pourtant, prétendaient parler au nom de l'Italie, eut pour résultat une irréparable perte de temps. Celle-ci, hélas ! amena la catastrophe où même l'honneur du malheureux roi faillit sombrer.

Ce fut dans la soirée du 3 août, raconte Montanelli dans ses *Mémoires*, que s'agita devant le général Cavaignac, entre Guerrieri et Ricci, le sort de l'Italie.

Cavaignac, tout d'abord, avait commencé par dé-

clarer avec une certaine rudesse que la France républicaine ne pouvait voir d'un bon œil le royaume de haute Italie se créer sur ses frontières.

« Cependant, ajouta-t-il, la France ne prétend pas vous faire des leçons chez vous, et, bien que la façon dont vous arrangez vos affaires intérieures lui soit peu agréable, ce n'est pas une raison pour qu'elle refuse l'assistance que vous lui demandez.

« Mais à qui entendez-vous que la France porte secours ? Est-ce à la Lombardie ou au Piémont ? »

Ricci, craignant aussitôt l'influence de Guerrieri, ôta tout crédit aux réclamations milanaises en disant : « que le gouvernement provisoire de Milan n'existait plus, que le 30 juillet les commissaires royaux avaient pris possession de la Lombardie. »

Cavaignac voulut savoir alors de Ricci quel était, en substance, l'objet de la requête qu'il apportait au nom du gouvernement piémontais.

Ricci balbutia, parut embarrassé, parla d'intervention morale, comme, par exemple, « d'une déclaration en faveur de l'Italie..., d'une augmentation d'effectif à l'armée des Alpes... »

Cavaignac répondit que tout cela se pouvait faire aisément, mais qu'il désirait être fixé sur l'époque où l'armée française aurait à entrer en scène.

Ricci, de plus en plus embarrassé, répliqua que l'armée royale était encore assez forte pour tenir pendant trois mois tête à l'Autriche.

Cavaignac alors se retourna vers Guerrieri :

« ... Et vous, dit-il, croyez-vous que trois mois

encore doivent s'écouler avant notre intervention?...

— Je crois, répondit le Milanais, qu'elle est nécessaire sur-le-champ... (1). »

On se sépara sans rien conclure, mais en descendant l'escalier, le marquis Brignoles, l'ambassadeur sarde à Paris, qui, muet, avait assisté à la scène, dit à Guerrieri :

« Je crains plus que je n'espère l'intervention française... »

Ricci avait, sans s'en douter, fait le jeu de Cavaignac, car au fond le gouvernement français était bien aise de ne pas intervenir.

N'eût-il pas été étrange, en effet, de voir un gouvernement démocratique faire tuer ses soldats pour établir une monarchie à sa porte?...

« Non seulement, écrivait à ce propos Bastide, alors ministre des affaires étrangères de la république, non seulement nous aurions fait une chose ridicule, mais nous aurions encouru l'animadversion des républicains italiens et l'inimitié des autres gouvernements de la Péninsule... »

Une autre solution souriait à la politique française. C'était celle de tenter, de concert avec l'Angleterre, une médiation entre les belligérants.

Lord Normanby, l'ambassadeur anglais à Paris, se montra tout de suite partisan de ce projet. Le 4 août, il fut décidé dans une conférence tenue entre Cavaignac, Bastide et Normanby, que, d'un commun

(1) *Mémoires de Montanelli*, t. II, p. 316.

accord, la France et l'Angleterre présenteraient un projet de médiation au Piémont et à l'Autriche (1). M. de Reiset ignorait naturellement ces détails ; mais quand même il les eût connus, le temps était passé où son intervention auprès du maréchal Radetzky et de Charles-Albert aurait pu être utile. La parole, à cette heure néfaste, allait encore être au canon.

Bava, en effet, avait au moment même de son arrivée, le 3 août au soir, disposé en demi-cercle autour de Milan les vingt-cinq mille hommes qui l'avaient suivi. Les différentes divisions de l'armée se concentraient sous la ville, prenant position depuis le pont de Sevese, sur la route de Milan à Bergame, jusqu'à Chiesa Rossa, près du canal de Pavie.

Les avant-postes se trouvaient à environ deux milles de la ville, sur les diverses routes qui de Milan mènent en Vénétie. La droite prit position à Chiesa Rossa, le centre à Vigentino, la gauche en avant de la porte Orientale. On mit en batterie de l'artillerie sur toutes les avenues de la ville, et la cavalerie s'établit en arrière de l'artillerie. Quelques ouvrages de campagne élevés en grande hâte relièrent entre eux les différents corps d'armée, trop éloignés cependant les uns des autres pour se prêter un appui bien efficace.

La nuit du 3 au 4 août fut tranquille. Mais vers dix heures du matin, le 4, quelques coups de fusil se font entendre sur la droite, vers Gamboliate. Ils vont

(1) *Storia della diplomazia europea,* p. 311.

en se multipliant, et bientôt le bruit du canon se mêle à celui d'une terrible mousqueterie. Radetzky engageait ses quarante-cinq mille hommes.

Dès le premier coup de fusil, Charles-Albert monte à cheval et se porte à découvert sur la route que suivent les Autrichiens. Aussitôt il devient le point de mire des Tyroliens embusqués dans les hauts maïs et des batteries qui s'avancent parallèlement à la route.

Un quart d'heure ne s'est pas écoulé que deux hommes et trois chevaux tombent frappés derrière le Roi. Lui avance toujours, il avance jusqu'à ce que Bava se jette à la tête de son cheval et l'oblige à quitter ce chemin fatal, sur lequel portent tous les coups.

En avant, la bataille fait rage; c'est encore Savoie, flanquée de la brigade de Casal et des gardes, qui tient tête à l'ennemi.

Malgré des efforts héroïques, l'Autrichien gagne du terrain. La situation devient critique. Le duc de Dino qui suit le Roi pense qu'un répit de quelques heures pourra être d'un précieux secours. Il s'approche et lui dit que M. de Reiset a manifesté l'intention de se rendre au camp autrichien dans le cas où les progrès de l'ennemi pourraient faire craindre un bombardement. Le ministre français comptait obtenir du maréchal Radetzky une suspension d'armes de quelques heures pour faire sortir de la ville ses compatriotes. Le Roi approuve, et le duc de Dino va chercher M. de Reiset qui, le plus tranquillement du monde, sous le feu qui fait rage, explique à Charles-Albert ses motifs d'aller au camp autrichien. Comme

le Roi le congédie, Charles-Albert lui dit en lui serrant la main : « ... J'aime à voir des Français au feu, ils y font toujours si bonne figure... »

Malheureusement M. de Reiset ne put rejoindre le quartier général autrichien à temps pour arrêter le combat. Vers trois heures, les tirailleurs tyroliens, profitant d'un accident de terrain, coupent la ligne piémontaise et s'emparent de cinq pièces de canon. Il faut reculer.

Le Roi suit pas à pas la retraite de ses braves troupes qui, toujours combattant en échelons, s'acheminent vers la ville. Quand enfin elles touchent aux remparts, Charles-Albert fait mettre quatre pièces en batterie au devant de la porte Romaine, pousse son cheval entre les canons et demeure là, immobile.

Le danger auquel le Roi persiste à s'exposer rend évident pour tous qu'il cherche la mort. Le général Robilant se hasarde à lui démontrer que sa présence sur ce point n'est pas nécessaire.

« ... Il me semble, lui répond aussitôt le Roi, que la situation est assez grave pour que l'on s'abstienne de me donner des conseils... Si je reste ici, je sais ce que je fais... »

M. de Robilant crut que son avis avait été mal interprété; il salua et partit au petit galop, du côté de l'ennemi. Au bout d'un quart d'heure, il revenait au pas, rendre compte au Roi de ce qu'il avait vu.

Moins heureux était le capitaine Avogadro qui commandait la batterie devant le Roi. Un boulet lui emportait la tête, et ses artilleurs, les yeux pleins de

larmes à la vue de leur chef gisant sous les roues de leurs canons, continuaient leur feu, fascinés par l'impassibilité du Roi.

Après Avogadro, c'est Gazelli et six carabiniers de l'escorte que la mitraille fauche derrière le Roi, sans qu'il y prenne garde.

Tout à coup éclate, avec la nuit qui tombe, un effroyable orage. Le tonnerre répond au canon qui enfin se tait. A grand'peine on arrache alors le Roi du champ de bataille où il n'a plus que faire, puisqu'une fois encore la mort n'a pas voulu de lui.

Elle n'a pas voulu de lui, mais lui, du haut des remparts, veut envoyer à la mort un dernier appel ou un suprême défi... La bataille finie, il reste une heure à cheval, le visage tourné vers l'ennemi.

Le romancero du Cid raconte que, quand le héros fut mort, on l'attacha entre deux planches; on le plaça à cheval pâle et inanimé, l'épée liée à son poing raidi. Le spectre équestre faisait encore la plus fière contenance. Ses yeux étaient ouverts, il se tenait droit, d'aplomb, il semblait vivant. Tel dut apparaître, à la lueur de l'éclair, le roi Charles-Albert sur les remparts de Milan, le soir du 4 août; mais cette nuit-là, hélas! les Sarrasins n'ont pas fui devant le fantôme lugubre et terrible qui tenait encore si haut l'épée rompue.

CHAPITRE XI

Le Roi au palais Greppi. — La capitulation de Milan est inévitable. — Les généraux Lazzari et Rossi au quartier général de Radetzky. — Récit du duc de Dino. — Effet produit à Milan par la nouvelle de la capitulation. — Scènes indescriptibles sous les fenêtres du Roi. — Charles-Albert au balcon. — Il déchire la capitulation et charge Bava de porter aux troupes l'ordre de se tenir prêtes à marcher. — L'armée piémontaise refuse de combattre, tant que le Roi sera prisonnier. — Démarche de la municipalité milanaise auprès de Radetzky. — Le podestat Bassi au palais Greppi. — Son impuissance à calmer la foule. — Évasion de La Marmora qui, au péril de sa vie, sort du palais Greppi et ramène une compagnie de bersaglieri. — Le Roi est sauvé. — Récit du général Bava. — Les émigrants sur la route de Buffalora. — Proclamation du Roi à son armée vaincue. — Le député Brofferio et l'adresse du Cercle national. — L'armistice Salasco. — Venise. — Universelle ingratitude vis-à-vis de Charles-Albert. — Souvenirs et notes du marquis Costa. — Le comte de Revel constitue un nouveau cabinet. — Médiation de la France et de l'Angleterre. — Condition douloureuse d'un vaincu.

I

Les balles arrivaient encore sur les remparts de Milan, mais si espacées que le Roi, vers six heures, perdit tout espoir de mourir. Il se dirigea alors vers le palais Greppi où l'on avait transporté son quartier général depuis que le voisinage des Autrichiens rendait inhabitable l'hôtel Saint-Georges.

Mais, pour y arriver, il fallait traverser, dans toute

sa longueur, la ville que maintenant les habitants hérissaient de barricades. Triste défilé que celui-là! Sur le passage du Roi, personne ne détournait la tête. Vainement la veille on avait essayé de rédiger une proclamation pour réchauffer l'enthousiasme. Pas un *Evviva* ne saluait le vaincu.

Le Roi, devant tant de froideur, pouvait-il garder une illusion? — « La situation, dit-il au duc de Dino qui le suivait, me paraît cette fois sans ressource. S'il en existait une encore, ce serait dans le désespoir de la population. Mais vous avez vu vous-même de quel secours cette population nous a été aujourd'hui!... »

. . . .

Comme le duc de Dino engageait le Roi à faire une proclamation aux Milanais:

« Et quelle voix, lui répondit-il brusquement, pourrait être plus puissante que celle du canon qui ébranle leurs murailles? »

Puis, se reprenant :

« Je veux cependant essayer encore, ajouta-t-il, je veux réunir un conseil de guerre, je me ferai rendre compte de nos ressources, et nous verrons .. »

En effet, le conseil de guerre se réunit une heure après, sous la présidence du Roi. Mais, hélas! chacun des généraux appelés y apportait sa mauvaise nouvelle.

Il n'était plus rien à espérer du grand parc d'artillerie qu'un ordre mal donné avait dirigé sur Pavie. Les parcs divisionnaires demeuraient sans réserves.

On ne pouvait, pour les combats du lendemain, compter que sur les munitions de gibernes.

Milan, il est vrai, avait encore un peu de poudre, mais pas de projectiles. A peine se trouvait-il dans la ville des vivres pour deux ou trois jours. Il ne restait dans le trésor que cent vingt mille francs. Un emprunt ou un fourrage autour de Milan étaient aléatoires comme résultat. Enfin il devenait de plus en plus évident pour chacun qu'une résistance, si honorable qu'elle fût, ne pouvait aboutir qu'à un dernier désastre qui livrerait à Radetzky l'immense matériel de l'armée. Ce matériel perdu, c'en était à jamais fait de la revanche...

Ces raisons étaient péremptoires pour les généraux, mais pour Charles-Albert combien devenait terrible la situation à laquelle il se voyait acculé!

Il allait rendre cette ville qui jadis sans son secours avait chassé l'étranger et qui, délivrée, s'était donnée à lui.

Il n'avait donc pris possession de Milan que pour livrer la grande cité guelfe à l'Autriche.

Cette pensée révoltait le malheureux roi, comme elle allait révolter tout un peuple.

Il fallait prendre un parti pourtant et le prendre au plus tôt, car chaque heure, chaque minute de résistance rendrait l'ennemi plus intraitable !

Arbitre du sort de ce peuple qui semblait avoir perdu toute raison en même temps que toute énergie, le Roi ne devait-il pas le sauver malgré lui ? Charles-Albert s'arrêta à cette interprétation du devoir d'un chef

vaincu. Sortant de son anéantissement de douleur, le Roi donna aux généraux Lazzari et Rossi l'ordre d'aller traiter de la capitulation. Il demandait avant tout au maréchal la vie sauve pour les Milanais, puis, pour lui, le droit de repasser le Tessin à la tête de son armée.

C'était là, hélas ! tout ce que l'on pouvait espérer dans l'état où se trouvaient et l'armée et Milan. Rien ne peut donner l'idée de la situation de la ville à cette heure terrible. La foule y était surexcitée jusqu'à la démence. On ne songeait pas plus à commander qu'à obéir. Il n'était à dominer encore cet effroyable désordre que la défiance entre Milanais et Piémontais.

D'heure en heure, depuis la veille, la haine entre eux n'avait fait que grandir et touchait à son paroxysme au moment où Charles-Albert prenait la résolution que je viens de dire.

Il avait voulu, de son balcon, voir s'acheminer ses plénipotentiaires Lazzari et Rossi ; mais si grands étaient la confusion, le désordre, que ceux-ci ne purent gagner les portes que vers neuf heures du soir. Là, malgré l'obscurité, s'échangeaient encore des coups de fusil... Contre qui ?... Nul ne l'aurait pu dire.

Étrange, lugubre, solennelle était la marche des généraux plénipotentiaires que le duc de Dino escortait un mouchoir attaché au bout de son sabre. Un artilleur, une torche élevée au-dessus de sa tête, éclairait ce drapeau blanc, tandis qu'un trompette à la droite du duc sonnait au parlementaire. Rossi et Lazzari suivaient à cheval, à quelques pas en arrière. Derrière

eux, venaient MM. de Reiset et Campbell, ministres français et anglais, qui, pour traiter du sort de leurs nationaux, avaient voulu se joindre aux plénipotentiaires piémontais.

La route était encombrée d'arbres abattus et de débris de toute espèce. Le trompette avait beau sonner à pleins poumons, la fusillade n'en continuait pas moins. La torche qui éclairait en plein visage les parlementaires en faisait le point de mire des tirailleurs ennemis, et les balles sifflèrent bientôt si vivement aux oreilles des chevaux qu'il fallut avoir recours à l'éperon pour les faire avancer.

A force de sonner, le trompette avait perdu haleine. Le duc de Dino le suppléa. Sonna-t-il mieux ou autrement? je ne sais. Mais le feu des Autrichiens cessa tout à coup.

Une trentaine de Croates se jetèrent, la baïonnette en avant, à la tête des chevaux. L'officier qui menait ces hommes s'excusa de n'avoir pas fait cesser le feu plus tôt en disant que la sonnerie parlementaire dont on venait de se servir était celle qui commandait la charge dans les régiments hongrois.

Enfin parut le général d'Aspre qui reçut les parlementaires, leur fit bander les yeux et donna l'ordre de les conduire à San Donato, vieille abbaye où s'était établi le quartier général de Radetzky.

Hess, le chef d'état-major, introduisit Rossi et Lazzari près du maréchal. MM. de Reiset et Campbell restèrent, entre temps, dans l'ancien réfectoire du couvent.

Vers quatre heures du matin, Hess vint les y chercher et les fit entrer chez le maréchal.

« ... Je viens de signer la capitulation de Milan, leur dit aussitôt celui-ci... Vos compatriotes anglais et français n'ont donc rien à craindre... Au besoin, mes troupes sauront les protéger contre toute insulte... »

Il était six heures lorsque les plénipotentiaires rentrèrent à Milan, le 5 août.

Les conditions acceptées de part et d'autre portaient: que douze heures seraient accordées à quiconque voudrait quitter Milan et s'expatrier... ; que l'armée piémontaise aurait à se retirer en deux marches de l'autre côté du Tessin... ; que la porte Romaine serait remise aux troupes autrichiennes le 6 août, à huit heures du matin... ; et enfin, que l'intendance piémontaise aurait quarante-huit heures pour évacuer ses malades.

. . . .

Il fallait s'attendre à ce que les Milanais reçussent la nouvelle de la capitulation avec colère. Ce fut avec rage qu'ils l'accueillirent.

Tout d'abord ils n'y voulurent pas croire, ils se rassuraient en disant que le Roi et ses fils étaient là. Milan les tenait comme otages et pourrait leur faire payer cher « *la trahison* ».

Le malheureux qui le premier donnait la nouvelle de la capitulation était égorgé dans la rue aux cris de : « *A bas l'Autrichien!... A bas le traître!* »

Cependant les détails se précisent. Chacun prétend savoir les articles de la capitulation que personne ne connaît encore... On discute dans le vague, on am-

plifie, on proteste, on s'exaspère. Oh! c'est alors, dans cette malheureuse ville, une immense explosion de colère, de blasphèmes, d'imprécations contre celui qui, quatre mois auparavant, proclamait la guerre sainte, appelait ses peuples aux armes, donnait à la nation le drapeau aux trois couleurs; contre celui enfin qui, se hissant sur son cheval de bataille, en face de tous les peuples italiens, leur avait promis une commune patrie.

. . . .

Pendant que Milan blasphémait ainsi son nom, Charles-Albert, enfermé au palais Greppi, pleurait sur l'armée, qui pendant dix-huit ans avait été son souci, son honneur, et qu'il voyait détruite.

Le peuple, qu'il était venu secourir, huait ses soldats. Ce peuple les accusait de n'avoir su passer de ville en ville que pour les désarmer et les remettre pantelantes, l'une après l'autre, à l'ennemi.

Mais, hélas! pour si lamentables que fussent les imaginations du Roi, la réalité les dépassait encore.

Les plus violents et les plus frénétiques à le blasphémer sont précisément ceux qui ont travaillé avec le plus d'ardeur à l'union de la Lombardie au Piémont.

Ceux-là parcourent les rues comme des fous, maudissant le Roi, se maudissant eux-mêmes d'avoir eu foi en lui. La foule, parmi laquelle, on l'a su depuis, Radetzky avait lâché tous les malfaiteurs des prisons de Mantoue, s'attache aux plus furieux pour les suivre, elle hurle avec eux : « Mort à Charles-Albert ! Mort au Roi qui nous livre à l'Autriche! »

Tous se ruent vers le palais Greppi.

La vue d'un uniforme piémontais redouble les colères. Quand ce torrent humain arrive devant le palais, le piquet de garde nationale qui est censé garder le Roi s'enfuit, ou fait cause commune avec l'émeute.

C'était précisément l'instant où le Roi venait de ratifier les conventions rapportées par Lazzari et Rossi.

Espérant désarmer les Milanais en leur témoignant une entière confiance, il avait dès la veille renvoyé aux remparts toute son escorte, ne gardant autour de lui qu'une vingtaine de carabiniers.

Il était alors deux heures de l'après-midi.

Le Roi malheureusement avait commis cette faute grave de n'appeler aucun Milanais au conseil de guerre où la capitulation avait été décidée, et d'en avoir signé les conditions en l'absence de tout représentant de la ville. Comment faire accepter maintenant par la municipalité et par les comités insurrectionnels cette capitulation désastreuse?

La tâche était terrible, à en juger par l'état où un simple soupçon avait jeté la population.

Bava se chargea de l'épineuse mission. Il fit prier comités et municipalités d'envoyer une délégation au palais Greppi.

Le général devait exprimer la profonde douleur qu'éprouvait le Roi de quitter Milan; il devait ajouter que les Milanais recevraient en Piémont une royale hospitalité.

A son grand étonnement, Bava trouva ses interlo-

cuteurs plus raisonnables qu'il n'avait osé l'espérer. Les délégués voulurent lire, relire, commenter le texte de la capitulation, et, finalement convaincus de l'inutilité d'une plus longue résistance, ils allaient se résigner, quand, tout à coup, deux jeunes gens se levèrent écumants, insultants, s'en prenant au Roi avec la dernière violence.

Ils jettent le mot de trahison à la foule, et voilà que, comme par miracle, le tocsin sonne à tous les clochers, voilà que la générale bat partout, qu'une explosion de cris éclate sous les fenêtres du palais.

Bava s'avance sur le balcon et voit les voitures du Roi renversées et brisées. En se retirant, il se heurte à un gros homme apoplectique, les yeux hors de la tête. Cet homme, qui s'est introduit on ne sait comment, gesticule avec fureur. Il veut, il exige que le Roi se montre à la foule. La foule, hurlante sous les fenêtres, fait écho et demande Charles-Albert à grands cris.

En même temps la cour se remplit, la populace fait irruption jusque dans l'escalier. Les quelques carabiniers d'escorte réussissent à la maintenir. Mais bientôt ils sont débordés, le peuple envahit le vestibule.

Robilant, l'un des aides de camp du Roi, menace de mettre l'épée à la main. Ardoïno, un exilé de 1833, le rejoint et aperçoit un jeune homme aux cheveux et à la barbe blonds qui paraît être le chef des insurgés. « Milanais, s'écrie-t-il, je reconnais l'homme à qui vous vous fiez. C'est un Allemand, payé pour nous

faire entr'égorger et pour que Radetzky ait bon marché de nous... »

Le misérable se trouble et cherche à s'esquiver. Ceux qui, avec lui, ont atteint l'antichambre redescendent; il se fait un reflux jusque dans la rue. Mais ils sont là des centaines et des centaines d'hommes qui menacent le palais d'un véritable siège. Pour le Roi, tout est à craindre...

Devant ce débordement, l'illustre historien milanais Cantù, qui, de son côté, est accouru au palais Greppi, insiste auprès de l'aide de camp de service pour qu'on prévienne Sa Majesté de ce qui se passe; car, épuisé de fièvre et de fatigue, le Roi sommeille, étendu sur un matelas, dans une chambre au fond du palais.

Il faut réveiller Charles-Albert. Le Roi soupire profondément, mais ne manifeste ni étonnement ni impatience. Il revêt sa tunique et s'approche de la fenêtre en bouclant son ceinturon.

« J'étais à son côté, raconte Cantù, quand il commença à parler. Mais sa voix était trop faible pour se faire entendre. Je lui demandai ce qu'il voulait dire, m'offrant à transmettre ses paroles. Il prononça quelques mots que les hurlements de la foule m'empêchèrent de saisir. A ce moment même, une balle passa entre nous deux. Le Roi fit de la main un signe de compassion, me montra la foule furieuse et rentra.

« Je le suivis, car il semblait vouloir me parler. Mais... non, il se tut; sa faiblesse était si grande

qu'il tomba presque inanimé sur son lit. Alors je compris que les yeux d'un roi peuvent aussi se mouiller de larmes !... »

Pendant les quelques instants qu'il avait passés sur le balcon, le malheureux prince avait entendu, en effet, tout ce qu'une foule en délire peut vomir d'outrages. C'était, entre un énergumène dont la voix dominait ses hurlements et cette foule, une alternance inouïe d'injures. Lui reprochait au Roi sa fuite de 1821, ses rigueurs de 1833 ; elle, comme un chœur infernal, criait en refrain à la trahison et au mensonge.

Un indescriptible spectacle était celui de la rue. On y vit un homme affolé, monté sur un cheval sans bride et sans selle, courir ventre à terre en criant : *Trahison!... trahison!...*

Jamais, au dire de l'entourage de Charles-Albert, vision ne fut plus terrifiante que celle de cette cohue écumante et démontée comme la mer. Deux serviteurs de la cour, poursuivis à coups de couteau, ne doivent leur salut qu'à un Piémontais qui les arrache à la foule, en déclarant que c'est à lui de se faire leur bourreau.

Rien ne semblait plus pouvoir calmer cette ville en fureur, lorsque Litta et Anelli, les deux seuls membres du gouvernement provisoire qui n'eussent pas déserté leurs fonctions, comprenant enfin l'écrasante responsabilité qu'ils encouraient, vinrent au palais Greppi et demandèrent à voir le Roi.

Charles-Albert se présenta sur le palier de l'escalier

que les deux Milanais venaient de gravir au milieu des émeutiers furieux.

« Que veulent, en définitive, les Milanais? demanda Charles-Albert absolument calme.

— Ou la guerre, ou la mort ! » répondirent cent voix...

Litta ajouta : « Et aucun de nous, Sire, ne répond de votre vie, si vous refusez de combattre...

— Mais, reprit le Roi, c'est le manque de munitions, c'est la répugnance évidente de vous autres à combattre qui m'ont, en quelque sorte, contraint à un arrangement... C'est folie d'entreprendre plus que les forces humaines ne le permettent... Du reste, les conventions sont honorables. Les citoyens sont à l'abri de tout danger personnel; le maréchal se fait garant du pardon pour l'avenir.

— Qui contiendra le peuple ? demanda Litta.

— Le podestat lui-même a déclaré, reprit Charles-Albert, que le peuple préférait la paix aux horreurs d'un siège...

— Ce n'est pas vrai ! interrompit brusquement un des gardes nationaux qui accompagnaient Litta... Le peuple est frémissant et veut la guerre... Sire, nous nous souvenons de 1821 !...

— Bien ! dit le Roi, toujours calme, mais le visage cruellement contracté, pour la dernière fois, que voulez-vous ?

— Combattre...

— Êtes-vous prêts à verser votre sang pour la patrie ?...

— Oui, tous, tous !

— Eh bien ! soit; je donnerai le mien pour vous. »

. . . .

Et, en disant ces mots, il tendit la main à son insulteur. Celui-ci, tout en continuant de crier : « Guerre! guerre! » tomba à genoux, baisa la main qui lui était tendue et fondit en larmes (1). . . .

. . . .

II

Apaisée, sinon satisfaite par cette promesse, la foule qui encombrait l'escalier se retira alors, et les quelques carabiniers qui gardaient le Roi en profitèrent pour fermer les portes du palais Greppi.

La situation, cependant, n'en devenait pas meilleure.

Autour du Roi, tous croyaient, avec raison, que ce n'était qu'une accalmie; que l'émeute, qui hurlait encore sous les fenêtres, allait revenir à l'assaut et, cette fois, massacrer Charles-Albert.

Sans communications, en effet, avec son armée campée hors de la ville, le Roi était à la merci de la rue, qu'un nouvel incident allait affoler. La caserne du génie, ou plutôt une poudrière située

(1) Bersezio, vol. IV, p. 170.

auprès du palais Greppi, saute. Le gardien, auteur présumé de l'explosion , est fusillé sur place. Son cadavre reste abandonné dans la rue avec ceux des malheureuses victimes de l'accident.

Et de plus belle le peuple crie à la trahison en se précipitant de nouveau vers le palais Greppi.

Une indescriptible scène se passe alors dans le salon où Charles-Albert se tient, debout, impassible. Un forcené, nommé Oldini, a pénétré jusqu'à lui, et l'interpelle :

« Citoyen Charles-Albert, lui crie-t-il, livrez-vous au peuple. »

Le Roi se retourne :

« Vous voulez que je reste? dit-il. Messieurs, je resterai, mais à la condition que vous vous battrez.

— Cent mille poitrines feront un rempart à la liberté de l'Italie! hurle Oldini, qui se précipite dans l'escalier.

— Citoyens, dit-il lorsqu'il arrive sur la place, Charles-Albert vient de promettre de rester et de combattre. Mais cela ne suffit pas. Il faut le garder pour l'empêcher de s'enfuir au milieu de ses troupes. Quelques-uns d'entre vous resteront au palais. C'est moi qui commanderai...

— Bravo, Oldini! reprend la foule... A moi, Oldini!... Un baiser, Oldini!... Vive Oldini!... »

Et Oldini passe de main en main, recevant force caresses et horions.

Entre temps, Charles-Albert dit à Bava :

« Ces fous veulent absolument se battre...

— Eh bien! battons-nous, répond le général; mieux

vaut la guerre avec l'ennemi que la guerre civile sous ses yeux... »

Bava, aussitôt, s'élance vers la fenêtre, l'ouvre et fait signe qu'il veut parler.

Son apparition calme un instant la populace. Elle applaudit lorsqu'il annonce que le Roi a déchiré la capitulation.

Mais aussitôt elle se reprend à hurler, plus menaçante que jamais. Elle vient d'apprendre que M. le duc de Gênes a rejoint son père au palais Greppi. Un homme grimpé sur une chaise demande que le prince serve d'otage à la parole du Roi.

Le duc de Gênes, aussitôt, se montra au balcon. Impassible comme son père, il dit aux Milanais qu'il admire leur vaillance et qu'il est prêt à vaincre ou à mourir avec eux.

La foule bat des mains, mais exige alors que le Roi vienne ratifier la promesse de son fils.

Charles-Albert réapparaît au balcon ; auprès de lui, un officier milanais attaché à sa personne sert de porte-voix au dialogue qu'il échange avec l'énergumène toujours debout sur sa chaise. Celui-ci, cette fois, veut la parole signée du Roi de s'ensevelir avec ses fils sous les murs de Milan.

Encore une fois, Charles-Albert obéit.

« Peu importe, dit-il, de mourir aujourd'hui ou demain... »

Et, d'une main ferme, il trace ces quelques mots que bientôt on affiche dans tous les quartiers de la ville :

« La manière énergique dont la population vient de

se prononcer contre toute idée de transaction avec l'ennemi me détermine à continuer la lutte, quelque contraires que soient les circonstances.

« Je reste parmi vous comme parmi mes enfants... »

Au même moment, le Roi envoyait au quartier général autrichien dénoncer l'armistice.

Mais voici que l'horizon tout à coup s'empourpre des flammes d'un immense incendie. Les villas situées autour de la ville brûlent par ordre du génie piémontais, qui cherche à déblayer les abords de la place.

L'inepte foule, qui veut se battre, ne comprend pas la nécessité de cette mesure et accuse le Roi de vouloir livrer à l'ennemi une ville en cendres.

Des coups de feu aussitôt repartent de toutes parts dans la direction du palais. Bava, chargé de donner l'ordre aux brigades de Savoie, des gardes, de Casal, d'Acqui, de se tenir prêtes à marcher, cherche à gagner le quartier général. Son premier pas dans la rue manque lui coûter la vie.

Tous ces hommes qui parlent d'une lutte héroïque s'acharnent sur le général en chef qu'ils veulent garder comme otage. Bousculé, lacéré, moulu, embrassé par les uns, frappé par les autres, Bava arrive enfin au camp. Mais c'est pour y trouver les troupes plus exaspérées encore que la foule à laquelle il vient d'échapper.

Officiers et soldats l'entourent, frémissants; quand ils apprennent de sa bouche l'ordre formel que leur donne le Roi de n'en pas venir aux mains avec les Milanais.

Le général Biscaretti, à la tête de sa brigade des gardes, entouré de ses officiers, auxquels se sont joints les officiers de Savoie, déclare qu'il se refusera à marcher contre les Autrichiens tant que le Roi sera prisonnier de l'émeute. Un immense cri de : *Vive le Roi!* accueille cette déclaration, et, séance tenante, Biscaretti donne l'ordre à ses batteries divisionnaires de prendre position contre la ville.

Bava aurait dû sévir. Mais il partageait trop sincèrement au fond du cœur le sentiment de ses officiers pour user de son droit.

« Messieurs, dit-il, je vous rends responsables de toutes les conséquences que peut avoir votre zèle imprudent. Rappelez-vous qu'un jour le pays vous saura gré de votre obéissance aux ordres du Roi. Il y va du salut de notre commune patrie... »

Un peu de calme se rétablit, et, avec M. le duc de Savoie, Bava put, dès lors, s'occuper des dispositions nécessaires à une reprise d'hostilités qu'il croyait imminente. Bien cruelles furent ces heures pour lui.

« Deux ou trois fois, raconte-t-il dans ses *Souvenirs*, j'envoyai quelqu'un de mes officiers pour avoir des nouvelles du Roi, mais pas un ne put parvenir jusqu'à lui... »

Cependant le général ne concevait rien à ce qui se passait. Il ne pouvait s'expliquer que les Autrichiens, à qui l'armistice avait été dénoncé, n'eussent pas encore attaqué et qu'aucun mouvement n'indiquât, de la part des insurgés, si pressés de se battre, une marche en avant.

Voici ce qui motivait un *statu quo*, si étonnant à pareille heure.

Les gens sensés s'avisaient, enfin, que la continuation de la lutte exposait Milan à toutes les horreurs d'un assaut, comme à toutes les vengeances d'un ennemi exaspéré. Mais si ce danger était terrible, plus grand encore était celui de voir la foule furieuse assassiner le Roi, et cet assassinat devenir le signal d'un égorgement général de Piémontais à Lombards. Parmi de telles horreurs Radetzky ne tarderait pas à ensevelir la ville maudite sous ses ruines.

Ce qui restait de la municipalité se décida alors à envoyer au maréchal une députation pour le supplier de maintenir la capitulation tout à l'heure déchirée par le Roi.

Sans même prendre le temps de prévenir Charles-Albert, le podestat Paul Bassi, l'assesseur comte Taverna, l'archevêque de Milan et un attaché du consulat de France s'acheminèrent, vers quatre heures, sur San Donato, où ils pensaient trouver encore le maréchal.

« Je me souviens, raconte Cantù, à qui j'emprunte ces détails, que le podestat Bassi, l'assesseur et l'archevêque me confièrent qu'ils étaient à jeun, et que je leur achetai du pain à la boulangerie Saint-Clément... »

La députation fut bien reçue. Le maréchal accorda le maintien de la capitulation, mais il refusa avec fermeté le délai de vingt-quatre heures qu'on lui demandait avant son entrée dans la ville.

« J'ai promis, dit-il, de dîner dimanche à Milan. J'occuperai donc demain, dès huit heures du matin, la porte Romaine. J'entrerai à midi. Jusque-là, pourra sortir qui voudra, mais seulement par la route qui mène de Milan à Buffalora... »

Et, avec plus de bonhomie que de colère, Radetzky montra au podestat la collection de toutes les caricatures qui avaient été publiées contre lui.

La nuit était venue lorsque les plénipotentiaires rentrèrent dans la ville. Il leur fallait obtenir, pour cette nouvelle convention, la ratification du Roi ; mais la difficulté de parvenir jusqu'à lui était presque insurmontable.

Pendant leur voyage, l'émeute avait encore grossi. Les insurgés, maintenant, occupaient toutes les fenêtres en face du palais, et leur fusillade s'en échappait plus nourrie que jamais. On comptait, quelques jours plus tard, sur la façade du palais Greppi, la trace de plus de trois cents projectiles.

Ce fut miracle que le podestat put parvenir jusqu'auprès du Roi. Comment s'y prit-il ? Je l'ignore; mais, à cette heure suprême, Charles-Albert et sa suite durent leur salut à la présence de quelques Milanais qui s'étaient introduits avec Bassi au palais.

L'un d'eux, nommé Burigozzi, commissaire des guerres, eut le courage, malgré la fusillade, d'ouvrir l'une des fenêtres et de crier à la foule qui, juste à cet instant, mettait le feu à la porte cochère, qu'elle allait brûler son podestat, ce podestat qu'à peine trois jours auparavant elle venait de nommer.

Bassi, aussitôt, se montrait au balcon accompagné de deux hommes qui, pour qu'on le reconnût bien, tenaient une lanterne tout proche de son visage.

Il commença un discours, un discours peu éloquent, en disant qu'il était « le podestat de Milan..., le podestat des Milanais... » Il ne trouvait pas autre chose.

En vérité, il n'était pas facile de jeter une parole sensée en pâture à cette foule.

Bassi risqua enfin ce mot de capitulation qui l'étranglait, sans en pouvoir ajouter un autre. Un formidable hurlement lui coupa la parole... Avec les hurlements, les coups de fusil recommencèrent.

Personne ne fut atteint sur le balcon; mais Bassi dut se réfugier auprès du Roi pour attendre, avec lui, l'aide de Dieu...

Cependant, profitant de l'étonnement qu'avaient causé l'apparition et la disparition du podestat, un jeune homme, nommé Manzoli, pouvait s'échapper du palais sans être vu.

Tout d'une haleine, il court aux avant-postes piémontais pour prévenir Bava de la situation désespérée où se trouve Charles-Albert.

Au même instant, on voit s'abattre devant la porte qui se referme un bersaglieri blessé. Celui-là apporte à son maître ce qui lui reste de vie. Couché là, en travers du seuil, il défie d'un héroïque regard la foule écumante, et, sublime réponse à ses insultes, lui râle au visage le cri de : Vive le Roi !

Assis dans une des chambres lointaines du pa-

lais, Charles-Albert attendait que le drame finît.

Il ne lui restait aucune chance de se soustraire à la mort. Le palais, de toutes parts entouré de hautes murailles, n'avait d'autre issue que la porte cochère bloquée par la multitude. C'en était fait du malheureux roi, lorsque le marquis Scatti, lieutenant des gardes du corps, qui, depuis le commencement de la campagne, n'avait pas quitté Charles-Albert, s'avisa, vers dix heures du soir, d'entrer dans le jardin auquel personne, jusque-là, n'avait songé.

A peine le marquis y avait-il fait quelques pas, qu'il se heurtait à cinq ou six misérables armés. Ceux-ci essayaient de monter sur un arbre, pour, de là, viser plus juste la fenêtre derrière laquelle ils soupçonnaient le Roi.

Les carabiniers aussitôt s'emparent d'eux. Le moyen de salut tant cherché est enfin trouvé.

A l'aide de l'une des échelles avec lesquelles ils s'étaient introduits dans le jardin, le colonel La Marmora, chef d'état-major du duc de Gênes, put, à son tour, franchir la muraille. Il courait aux remparts, lorsqu'à quelques pas du palais il rencontre quelques bersaglieri perdus dans la ville (1).

La Marmora leur fait prendre le pas de charge et arrive sur la place où les émeutiers furieux roulent à

(1) Massari, l'historien du général La Marmora, raconte, page 41, que les choses se passèrent autrement.

Ce serait par la porte du palais qu'au risque de sa vie le colonel se serait échappé pour courir aux remparts. (*Souvenirs du général La Marmora*, p. 41.)

ce moment même un baril de poudre pour faire sauter le palais.

A la vue de la troupe piémontaise, les lâches ne font pas de résistance, ils se dispersent, tirant de loin quelques coups de fusil inoffensifs auxquels personne ne fait attention, tant l'émotion de tous, en revoyant le Roi sain et sauf, est profonde.

Lui, plus pâle que jamais, mais souriant à ses soldats, s'achemine au milieu d'eux, à pied, vers la porte Vercellina, par laquelle la capitulation l'oblige à sortir de Milan.

Il est onze heures du soir.

III

Cependant le général Bava, instruit par Manzoli, qui, se glissant le long des murailles, se dissimulant dans les détours des rues, avait fini par rejoindre le camp, n'était plus maître de l'inquiétude qui le dévorait.

L'heure tardive rendait improbable une attaque autrichienne. Le calme se trouvant rétabli parmi les troupes royales, Bava prit avec lui quelques hommes et se dirigea vers le palais Greppi.

L'obscurité dans la ville était complète.

« Nous marchions, raconte le général, comme à tâtons à travers les barricades, lorsque, tout à coup,

nous entendons le pas d'une troupe en marche.

« C'était le Roi, à pied, accompagné de son fils, escorté par la compagnie de bersaglieri qui m'avait devancé et qui, plus heureuse que moi, venait d'arracher le Roi à ses assassins...

« J'exhortai le prince à prendre quelque repos dans mon logement, près de la porte Romaine. Il voulut bien y consentir, et, chemin faisant, m'apprit la démarche du podestat et de l'archevêque de Milan auprès du maréchal, démarche qui avait abouti à un armistice que nous n'avions plus qu'à observer... »

Les ordres furent donnés en conséquence. Quelques heures plus tard, toutes les troupes piémontaises étaient en retraite, à l'exception du bataillon qui devait faire la remise de la porte Romaine à l'ennemi.

Quant au Roi, vers deux heures du matin, après avoir sommeillé quelques instants, il repartait à pied, entouré de la même escorte de bersaglieri qui l'avait sauvé.

Des cris furieux retentissent de nouveau, et une hideuse troupe se met à courir vers la porte Vercellina, en suivant les rues parallèles à celle que prenait le Roi. De tous côtés, les coups de fusil repartent. Les cloches recommencent à sonner le tocsin. Çà et là, quelque incendie rougit encore la nuit. Vraiment la scène est terrible.

« Nos soldats, qui accompagnaient le Roi, raconte Bava, voyaient un assassin dans tout homme qu'ils rencontraient; ils se précipitaient sur lui, sans dire un mot, ils le désarmaient, le couchaient à terre, et l'y

tenaient ainsi, la tête dans le ruisseau, jusqu'à ce que le Roi fût passé.

« La Providence ne permit pas que ces maudits osassent accomplir leurs desseins. Ah! que mieux vaut qu'il en ait été ainsi, car la mesure était pleine et notre patience à bout!...

« Quand on arriva à la porte Vercellina, les barricades qui la défendaient brûlaient. Il fallut, pour éteindre l'incendie à travers lequel nos canons et nos caissons d'artillerie devaient passer, perdre de longues heures. Enfin le Roi était en sûreté et l'armée pouvait s'acheminer vers le Tessin... »

Mais au milieu de quel désordre!

La marche des troupes avait été mal calculée, et les divers régiments se présentaient pêle-mêle pour passer. Artillerie, cavalerie, infanterie, bagages arrivaient confondus, sans parler de la population affolée qui se précipitait à pied, à cheval, en voiture, pour suivre l'armée.

La panique s'en mêlant, ce n'étaient que cris insensés de gens qui s'écrasaient entre les barricades et les portes, parce qu'ils croyaient entendre derrière eux le galop des Croates.

Le 6 août, à l'aube de ce jour de deuil et d'affliction, Milan ressemblait à quelqu'une de ces villes prises d'assaut au moyen âge. Des familles entières, n'emportant que le désespoir, s'acheminaient vers l'exil ou plutôt s'acheminaient sans savoir où elles allaient. Pour ceux qui restaient, l'horreur n'était pas moins grande.

Dès huit heures du matin, Radetzky avait occupé la porte Romaine. D'innombrables patrouilles de uhlans galopaient à travers les rues désertes, détruisant les barricades, arrachant les drapeaux, effaçant les dernières traces d'une indépendance éphémère.

A midi, les Autrichiens rentraient en vainqueurs dans Milan, d'où cinq mois auparavant ils avaient été chassés. Les mêmes canons, sur les mêmes places qu'autrefois, menaçaient la malheureuse ville.

Sur la route de Milan à Buffalora, la seule route laissée ouverte à l'émigration, le spectacle était à tirer les larmes. Au milieu d'une poussière où l'on ne se voyait plus, parmi les soldats, les chevaux, les canons, sous un soleil de plomb, des femmes, des enfants se traînaient à pied, haletants, épuisés. L'ordre enfin vint de mettre ces malheureux sur les caissons.

Chaque cavalier prit un enfant en croupe. Les fantassins eux-mêmes, malgré leur fatigue, soutenaient les vieillards, les malades qui ne pouvaient plus avancer.

Le Roi, pendant ce triste défilé, attendait à la porte de la ville, toujours à pied, debout..., immobile comme une statue. Ses voitures, on le sait, avaient été brisées. Mais quand même, il ne s'en fût pas servi. Il voulait remonter à cheval et passer le dernier. Comme le commandant du navire qui sombre, il entendait ne partir qu'après tout l'équipage.

Longtemps ses chevaux d'armes, perdus dans la

bagarre, se firent attendre. Enfin, on put en amener un à Charles-Albert, qui se dirigea vers Magenta. Quand il traversa le village, il y trouva un immense bivouac de malheureux parqués pour ainsi dire, sous l'œil des cavaliers allemands qui, à droite et à gauche de la route, veillaient à ce que nul ne s'écartât.

Le 6 et le 7 août, l'armée piémontaise passa le Tessin qu'elle avait franchi naguère avec tant d'enthousiasme. Les drapeaux déchirés, mais non souillés, regardaient tristement vers la terre.

Sur le visage des soldats, hâve, creusé par la faim, émacié par la fatigue, se lisait je ne sais quelle fierté, car ils n'avaient pas été vaincus par les hommes, mais par la Providence dont ils ont voulu devancer l'heure.

De tels hommes étaient capables d'entendre ces paroles que le Roi leur adressait au lendemain du jour où, si tristes, ils avaient repassé la frontière :

« Élevez vos âmes..., reconstituez-vous vite et fortement... Dans les moments difficiles, l'union et la subordination sont plus que jamais nécessaires. La cause de l'indépendance italienne est noble et sainte entre toutes. Elle fut l'aspiration des siècles passés, et naguère encore le vote des populations se prononçait pour nous, libre et unanime...

« ... Les mauvais jours passeront, le droit triomphera de la force brutale... Que personne ne désespère... Que tous remplissent leur devoir... Je suis à l'armée, mes fils y sont avec moi... Nous sommes prêts à de

nouveaux sacrifices, à donner notre vie pour la chère terre natale... »

Comme réponse à ces paroles, des milliers et des milliers de signatures couvrirent une adresse que le Piémont et la Savoie envoyèrent au Roi malheureux.

Mais si beaucoup étaient sincères parmi ces signatures, quelques-unes avaient été apposées par des hommes qui rêvaient d'exploiter à leur profit l'esprit chevaleresque du Roi.

Cette adresse, en effet, avait été rédigée dans une sorte de club, alors tout-puissant; je veux parler du Cercle national.

Le député Brofferio, celui que nous avons vu porter à la tribune de si violentes attaques contre l'armée piémontaise, s'était arrogé, en sa qualité de président du Cercle, la mission de présenter au Roi l'adresse, dont le dernier mot était l'offre d'une levée en masse pour rétablir sa fortune et la liberté en l'Italie.

L'armistice de trois jours qui avait permis à l'armée de rentrer en Piémont durait encore au moment où Brofferio arrivait à Vigevano pour voir le Roi. Il espérait que sa parole ardente, enfiévrée, l'empêcherait de conclure la paix.

Est-il, en effet, gens plus guerriers que ceux qui ne font pas la guerre?...

Mais l'arrivée du tribun au quartier général provoqua, parmi les officiers et les soldats qu'il avait insultés, un indicible déchaînement de colères.

Les épées sortirent du fourreau, et ce fut à grand'peine que, sans avoir vu le Roi, Brofferio regagna Turin.

Deux partis se trouvaient donc en présence, se disputant l'avenir du pays, en même temps que le cœur et l'âme du malheureux Charles-Albert. Les vieux amis du Roi voulaient une paix honorable; le parti démagogique demandait la guerre à outrance.

Les cris belliqueux de la rue ne pouvaient cependant prévaloir contre la triste réalité. L'armée était hors d'état de retourner au feu, et quant à la levée en masse dont Brofferio menait si beau bruit, « il n'y avait là, comme l'écrivait la marquise d'Azeglio, que de pures chimères ».

Coûte que coûte, il fallait en venir à un armistice qui s'imposait comme une fatalité.

Charles-Albert se décida enfin à envoyer au maréchal Radetzky son chef d'état-major, Salasco, pour arrêter les bases de ce douloureux traité.

Les conditions en furent dures : Modène, Parme, Plaisance, Peschiera devaient être évacuées par les Piémontais. Il en serait de même pour Venise et son territoire. L'armistice était conclu pour six semaines et pouvait être prolongé. Si toute chance de paix semblait perdue et si les hostilités devaient être reprises, il demeurait convenu que l'armistice serait dénoncé huit jours avant la rentrée en campagne...

Formidable fut l'explosion de colère qui, dans toute l'Italie, accueillit la signature de ce fatal traité.

« ... Certes, l'armistice ne fut pas glorieux, écrivait

plus tard le Roi, qui dans l'approbation de sa conscience trouvait un adoucissement à l'injustice de ses peuples; mais il ne fut pas sans avantage pour l'Italie... S'obstiner à combattre, c'eût été aller au-devant d'un désastre qui, à jamais, eût anéanti toutes nos espérances. »

Amèrement, Charles-Albert ajoutait :

« ... Les insurrections se font par les peuples, mais les guerres se font par les soldats. Puisque les peuples ne se souciaient plus de se soulever et que les armées étaient détruites, quelle autre voie de salut restait-il, si ce n'est celle d'une suspension d'armes (1)?... »

Ah! que le sort a donc de cruelles ironies, ou plutôt qu'il ménage donc de douloureuses coïncidences à ceux qu'il écrase!

Le 6 août, le jour même où Charles-Albert, vaincu, repassait le Tessin, où Radetzky faisait sa rentrée triomphante à Milan, le général Colli et le commandeur Cibrario, commissaires du Roi, prenaient en son nom possession de Venise.

En vertu du vote du 4 juillet et de l'acceptation de ce vote par le Parlement, le drapeau tricolore italien, chargé de la croix de Savoie et du lion de Saint-Marc, était hissé aux grands mâts de la Piazzetta le 7, au matin.

On ignorait encore à Venise, à cette date, les derniers malheurs; mais, hélas! on y savait déjà la double défaite de Custozza et de Volta. Comment alors se

(1) *Guerra dell' indipendenza.*

réjouir? Les dépêches parvenues le 8, le 9, le 10 au gouvernement provisoire, avaient éteint tout autre sentiment que celui du patriotisme.

Ah! celui-là s'exalta encore quand arriva la nouvelle de la capitulation de Milan et de la retraite désastreuse qui l'avait suivie.

Le 11, le général autrichien Welden envoyait aux commissaires royaux une copie du traité Salasco, qui rendait Venise après Milan.

Comment apprendre cette effroyable nouvelle au peuple?

On court chez Manin, chez Tommaseo. Ceux-là ont été grands à l'heure de la victoire, ils seront grands à l'heure de la défaite; le peuple le sait. Admirable destinée que celle de ces hommes qui apparaissent aux mauvais jours, puis disparaissent aux jours heureux!

Manin arrive au palais National. L'effervescence au dehors est affreuse. Le commissaire du Roi, général Colli, se présente au balcon, et, quelque grand que soit son courage, il ne peut que balbutier une partie de l'affreuse vérité.

Un seul et même cri sort alors de toutes les poitrines :

« Et Venise!... Et Venise!... »

Comme personne n'ose répondre, les cris : « A bas le Roi! A bas les commissaires! » se mêlent à ceux de : *Vive Manin!...*

L'apparition de Manin au balcon calme un moment l'orage. — Pendant qu'il parle, on fait entendre au

général Colli et à son collègue que leurs pouvoirs n'existent plus.

En effet, les Vénitiens pouvaieut-ils reconnaître un pouvoir quelconque à ceux qui représentaient le prince qui les abandonnait?

Entre temps, Manin expliquait à la foule avide de l'entendre qu'une assemblée de représentants prononcerait dans deux jours sur les destinées de la patrie. Et, d'une voix triste, mais ferme, il ajoutait : « Pendant ces quarante-huit heures, je gouvernerai, moi ! »

La foule, à cette parole, acclame son sauveur et se disperse silencieuse, confiante dans la parole de l'homme qui, si vaillamment, se charge de pourvoir à l'avenir.

Au même instant la lune se dégagea d'un gros nuage qui, depuis deux heures, la voilait, et, à sa douce lueur, le lion de Saint-Marc, sur sa colonne, sembla revivre (1)...

IV

Les malédictions de Venise arrivaient au malheureux roi en même temps que celles de l'Italie entière.

Il devenait le bouc émissaire de toutes les fautes

(1) Voir pour tous ces détails : Garnier-Pagès, *Histoire de la révolution de 1848 en Europe*.

commises. Ah! qu'il avait eu jadis raison d'écrire : « Aujourd'hui, *Vivat!* demain, *Mort!* »

A l'heure du succès, le peuple est un prêteur généreux; mais qu'il se montre un créancier impitoyable à l'heure du désastre! Pour ceux qui se dévouent à lui, le mot douloureux du poète grec sera éternellement vrai : « J'ai eu pitié des hommes, et voilà pourquoi on n'a pas eu pitié de moi. » . . . .
. . . .

L'ingratitude de la foule peut être naturelle ; mais que dire des ingratitudes galonnées, plus âpres à prendre leur revanche d'un bienfait que d'une injure ?...

« Les larmes me sont venues aux yeux, écrivait, le 9 août, le marquis Costa, que le licenciement de la Chambre ramenait auprès de son maître;... les larmes me sont venues aux yeux en entendant traiter le Roi avec une horrible dureté par un homme puissant à qui il n'a jamais fait que du bien.

« Celui-là réclamait l'abdication, disant que Radetzky traiterait M. le duc de Savoie plus courtoisement que son père.

« Quant à moi, je pars pour reprendre mon service auprès de Sa Majesté, décidé, que le Roi abdique ou non, à le suivre désormais. Mais je ne crois pas qu'il en vienne à cette extrémité. Quelle cruauté pour lui, s'il le sait, de penser que l'on veut, lui vivant, installer un successeur à sa place pour traiter plus avantageusement!... »

Le 11 août, le marquis Costa, arrivé à Vigevano, continuait :

« Je suis ici depuis hier soir. Comme je descendais de voiture, j'ai croisé une calèche qui ramenait le duc de Gênes. Il arrivait de Milan. C'est lui qui a fait la remise de la ville à Radetzky.

« Il m'a annoncé que je ne trouverais pas le Roi à Vigevano; que, ce matin même, il en était parti pour Alexandrie par Sartirana. Il doit coucher ce soir dans ce mauvais village. Le prince m'a donné sur l'état de santé et sur l'état moral de son père les plus tristes détails, et m'a engagé à rejoindre Sa Majesté le plus vite que je pourrais.

« C'est le cœur plein de bien douloureuses préoccupations que je vais tout à l'heure m'acheminer vers Sartirana. J'ai vainement tenté de voir M. le duc de Savoie, dont le quartier général est resté ici... »

Le lendemain, une nouvelle lettre du marquis annonçait qu'il avait manqué le Roi à Sartirana et qu'il n'avait pu le rejoindre qu'à Alexandrie...

« Quelle émotion j'ai eue à le revoir! écrivait-il, lui que j'avais quitté sur le champ de bataille de Goïto, après son plus glorieux fait d'armes... Je l'ai trouvé pâle, défait, mortellement triste, mais d'un calme qui m'a plus profondément ému que n'eussent ému de grandes phrases ou de grandes colères. C'est sans la moindre amertume qu'il m'a parlé des hommes et des choses. Sa bienveillance a été infinie à me dire le plaisir qu'il avait de me revoir.

« Gioberti et Casati ont, depuis avant-hier, apporté leur démission, disant qu'ils sont gens de guerre et non faits pour signer la paix.

« Revel sera probablement appelé pour former un nouveau ministère.

« Avant mon départ de Turin, le prince de Carignan, que j'y ai vu, m'a aimablement chambré pour me faire entrer dans la combinaison nouvelle. J'ai refusé avec énergie et ne reviendrai point en arrière. Mais ce qui m'a été au cœur, c'est la déclaration formelle que m'a faite le prince, que si les Autrichiens passaient la frontière, toute la famille royale se rendrait en Savoie...

« Ah ! que le Roi lui-même ferait bien de se mettre à l'abri, derrière notre fidélité, des avanies dont on l'abreuve! Certes, moins que personne, je ne me suis gêné pour blâmer ce qui, chez lui, me paraissait blâmable. Mais le malheur n'est-il pas pour effacer les fautes, s'il y en a eu, et pour rattacher de cœur et d'âme à celui que l'on a servi aux jours heureux?... »

. . . .

Pendant que la couronne de fer se brisait sur la tête de Charles-Albert, et que l'anneau de l'Adriatique s'échappait de sa main, par delà les Alpes, les vieilles fidélités de la terre nourricière s'offraient comme un refuge à sa souffrance.

C'est que nul, là-bas, ne spéculait sur cette souffrance. Les quelques hommes politiques que la Savoie avait envoyés au Parlement ne briguèrent jamais le pouvoir, mais moins que jamais ils le briguèrent à l'heure où ils ne pouvaient plus se flatter d'endiguer la révolution.

Tandis que vingt combinaisons cherchaient à s'imposer au Roi, il choisit enfin la meilleure en confiant au comte de Revel la formation du nouveau ministère.

Le comte de Revel avait eu le portefeuille des finances dans le cabinet Balbo; c'est dire qu'il donnait à la combinaison une teinte absolument réactionnaire. On le comprit du moins ainsi. Ce ne fut pas sans une véritable satisfaction que l'opinion de droite salua cette sorte de protestation du Roi contre la pression du parti démagogique.

Le comte de Revel ne devait parvenir cependant qu'après de longs tâtonnements à constituer son ministère. Il garda pour lui le portefeuille des finances, donna l'intérieur au comte Pinelli et la justice au président de la Chambre, Merlo.

Les autres hommes marquants du cabinet allaient être, car les hésitations durèrent plusieurs semaines, le général Dabormida à la guerre, le général Perrone aux affaires étrangères. Le marquis Alfieri di Sostegno, le vieil ami du prince de Carignan, eut la présidence du conseil, sans portefeuille. Il avait été question de faire entrer Gioberti dans la combinaison, mais le superbe abbé demandant la présidence du conseil, on n'avait pu s'entendre. Sa néfaste influence n'en planait pas moins sur le programme du comte de Revel, si j'en crois le journal du marquis Costa.

« Je viens d'avoir, écrivait celui-ci, une curieuse conversation avec le comte de Revel qui, à toute force, voulait me faire entrer dans sa combinaison bien difficile à mener à bonne fin. Il m'a pendant deux heures,

ce matin, entretenu de la nécessité où j'étais d'accepter un de ses portefeuilles. Et pour me convaincre, il a repris l'un après l'autre tous les arguments dont s'était déjà servi le prince de Carignan.

« Comme enfin je lui demandais de préciser son programme, il me répondit que pour faire à l'opinion publique une concession nécessaire, le ministère expulserait légalement et par décret royal les Jésuites et autres Ordres religieux déjà condamnés par la Chambre.

« Sur cette belle déclaration, j'ai refusé net. Dans la journée, le Roi m'a reproché ce refus, avec une grande bienveillance. J'ai répondu que mon refus était trop bien motivé pour que Sa Majesté ne l'approuvât pas. Le Roi a bien voulu m'assurer que j'avais raison, et que, quant à lui, il ne signerait jamais un pareil acte, que seul, le nom du régent pourrait figurer au bas du décret... Cette réserve jésuitique, c'était le cas de l'appeler ainsi, n'est naturellement pas parvenue à me faire changer de sentiment, et les choses en sont restées là... »

Mais en réalité l'être ou le non-être de quelques Ordres religieux ne figuraient que comme question incidente au programme ministériel. La question de paix ou de guerre était la vraie, la seule question qui primait toutes les autres.

L'Angleterre et la France semblaient vouloir aider le gouvernement piémontais à conclure une paix honorable.

Le 10 août, en effet, le général Cavaignac, M. Bas-

tide et lord Normanby, dont nous avons indiqué l'entente préalable, étaient arrivés à un accord définitif. Le projet de médiation, rédigé par lord Normanby, offrait, à des conditions qui, quoique dures pour le Piémont, semblaient acceptables aux représentants des puissances, les bons offices de la France et de l'Angleterre (1).

Le 15 août, on voyait donc arriver au quartier général, à Alexandrie, les ministres de France et d'Angleterre, MM. de Reiset et Abercromby, chargés l'un et l'autre d'offrir au Roi la médiation de leurs gouvernements.

« ... Hier, à trois heures, écrivait, le 16 août, le marquis Costa, j'ai eu l'honneur d'introduire auprès du Roi les ministres d'Angleterre et de France, assistés

(1) Suspension d'armes immédiate, chacune des deux armées conservant les positions qui lui seraient attribuées par les puissances médiatrices.

Renoncement provisoire de l'Autriche à sa souveraineté sur la Lombardie, toutes réserves faites pour l'avenir.

Comme conclusion supplémentaire, la Lombardie devait assumer à sa charge une partie de la dette autrichienne qui lui était afférente.

Les provinces vénitiennes, tout en demeurant sous la souveraineté de l'Autriche, auraient une administration et un gouvernement séparés, comme la Hongrie.

Mantoue et Peschiera restaient villes lombardes, Vérone et Legnano revenaient à Venise.

Un traité particulier réglerait par la suite la situation de Modène et de Parme[1].

Pour ce qui concernait l'intervention armée, Cavaignac avait dit à l'ambassadeur sarde, marquis Brignoles : « Sur cette question aucun engagement n'a été pris... On se réglera sur les circonstances... Pour l'instant, on n'a qu'à négocier... »

[1] *Diplomazia europea,* p. 313-314.

du comte de Revel. Ces messieurs, d'une parfaite courtoisie, semblent bien disposés pour nous, mais portent-ils dans les plis de leurs manteaux la paix ou la guerre? C'est ce que je ne saurais dire... Ce que je sais, c'est que leur arrivée a donné lieu à une aventure qui serait plaisante s'il n'était profondément triste de voir le Roi pieds et poings liés, comme il l'est par la Constitution.

« Revel, à l'heure de l'audience, n'avait encore que trois collègues. Et comme il était indispensable qu'il y eût vis-à-vis des criailleries de la Chambre au moins un ministre responsable, Lisio, membre sortant de l'ancien cabinet, a contresigné, pour la circonstance, la nomination de Revel... Mais qu'importe cet incident à côté des questions terribles pour notre avenir qui se sont débattues à cette heure! »

Que terrible, en effet, fut pour le Roi son entrevue avec les représentants des puissances!

Charles-Albert lut attentivement le document qu'apportaient les ministres français et anglais. Puis il tendit le papier à Revel. L'impression de celui-ci fut aussi pénible que celle du Roi. Les conditions faites, à Venise surtout, leur paraissaient à l'un et à l'autre inacceptables.

« Mon gouvernement, dit le Roi, ne peut paraître abandonner Venise pour se procurer à lui-même de meilleures conditions de paix (1)... »

Sir Abercromby répondit aussitôt que les puissances

(1) *Diplomazia europea*, p. 223.

médiatrices croiraient s'abaisser en faisant des propositions qui ne garantiraient pas à la fois l'honneur de la Sardaigne et les intérêts de l'Italie...

« Que le Roi et son ministère veuillent bien, ajouta l'ambassadeur anglais, examiner sérieusement les clauses relatives à Venise, et ils se convaincront facilement qu'ils ont tort de se plaindre... Il ne peut, en effet, venir à l'esprit de personne que la Sardaigne ait sacrifié une partie de la famille italienne à son intérêt personnel. »

Revel voulut alors entrer en discussion sur quelques articles relatifs à la question financière, mais avec une raideur dont la diplomatie n'use qu'à l'égard des vaincus, les plénipotentiaires étrangers fermèrent la bouche au ministre sarde, en disant qu'ils n'avaient aucun pouvoir pour modifier les bases de la médiation, et « nous attendons, ajoutèrent-ils, de la part de Sa Majesté, une acceptation ou un refus pur et simple ».

Ils se retirèrent sur cette rude parole.

Le soir du même jour, le comte de Revel notifiait à MM. de Reiset et Abercromby que son gouvernement acceptait la médiation proposée. Sur l'ordre du Roi, pourtant, Revel ajoutait cette phrase presque suppliante : « que le gouvernement sarde demeurait intimement persuadé que, dans les négociations à intervenir, la France et l'Angleterre voudraient bien tenir compte des conditions morales et politiques où se trouvaient les populations de la haute Italie (1)... »

(1) *Diplomazia europea*, p. 324.

. . . .

A cette humble prière en était réduit celui qui, trois mois auparavant, semblait devoir imposer à l'Europe l'affranchissement de l'Italie.

CHAPITRE XII

Le Roi à Alexandrie. — Notes au jour le jour de son premier écuyer. — Abdication possible de Charles-Albert. — M. le duc de Savoie. — Sa façon de juger les événements. — Charles-Albert réunit ses souvenirs sur la campagne qui vient de finir. — Admirable introduction au livre intitulé : *La guerra dell' independenza*. — Le Roi rend à chacun selon ses œuvres. — L'armée, la démocratie jugées par Charles-Albert. — Une lettre de lui à propos de l'enquête ordonnée par la Chambre sur la conduite des généraux. — M. le duc de Gênes refuse la couronne de Sicile. — Gioberti et le député Valerio. — Jacques Durando à Gênes. — Mauvais vouloir de l'Autriche dans les négociations entamées. — Irrésolution de la France. — Les espérances de paix deviennent chimériques : le Roi ne dissimule pas sa satisfaction. — On exige qu'il renonce à commander l'armée. — Inutiles démarches faites à Paris par le colonel La Marmora auprès du maréchal Bugeaud et du général Changarnier. — Le colonel Zamoïsky parle au Roi du général Chrzanowsky. — Le conspirateur Misley auprès de Charles-Albert. — Le Roi quitte Alexandrie et revient à Turin. — Tristesses du retour.

I

« Quand autour de nous tout semble gémir... quand tout se contracte et se resserre, l'âme atteinte d'une sorte de frisson et de malaise se ramasse douloureusement en elle-même.... » et c'est dans cette concentration, aurait pu ajouter le philosophe à qui j'emprunte cette formule, que bien des gens, comme Charles-Albert, puisent l'énergie de leur martyre.

Où trouver ailleurs le moyen d'unir tant de force pour souffrir, à tant de faiblesse pour vouloir?

Ceux-là seuls qui s'interdisent, comme le Roi, toute détente morale, parviennent à se raidir contre la douleur. L'âme d'un malheureux ressemble à un navire que la moindre voie d'eau peut faire couler.

Plus que jamais, depuis qu'il était à Alexandrie, Charles-Albert exigeait la solitude autour de lui et imposait le silence. Il n'y avait place dans cet isolement que pour d'incessantes, d'impitoyables réflexions. C'était, dans son esprit, comme une revue silencieuse des terribles événements qui venaient de s'accomplir, revue passée dans la glaciale atmosphère d'une existence que ne réchauffait même plus une espérance.

Rien, le Roi ne demandait rien à personne et allait jusqu'à s'étonner que l'on attendît encore quelque chose de lui. Nulle émotion ne plissait désormais son masque impassible, véritable masque de fer.

Le journal du marquis Costa donnera l'idée du marasme où le malheureux roi s'enfonçait chaque jour davantage.

. . . .

« 18 août.

« Une vie plus solitaire, plus délaissée que la nôtre serait impossible à imaginer. Le Roi prie et écrit sans cesse. Voilà ce qu'on lui voit faire, et quand j'aurai ajouté qu'il lit tous les journaux, j'aurai dit tout ce que l'on peut dire de sa triste vie. Dieu sait s'il trouve dans ces journaux maudits un baume pour ses bles-

sures ! On ne saurait se figurer quels articles infâmes publie contre lui la *Gazette de Milan* surtout, devenue le journal officiel de Radetzky. Quand il l'a lu, le Roi remet le journal à sa place, sans un mot, sans un signe qui trahisse son impression..... Notre presse piémontaise ne lui est guère plus consolante. Elle stigmatise nos généraux; elle insulte tout ce qui de près ou de loin touche à l'entourage du Roi.

« On s'en prend à cet entourage, avant de s'en prendre directement à la royauté.

« L'un après l'autre, nous serons chassés sur l'ordre de la camarilla. Elle désigne aujourd'hui Lazzari, le meilleur serviteur qu'ait Sa Majesté. Elle continuera par Salasco. A chaque jour, sa victime. »

. . . .

« 20 août.

« La marquise Cortanze (1) m'écrit pour la troisième fois, de la part de la Reine, pour avoir des nouvelles de son mari. Dans sa misanthropie noire, le Roi, paraît-il, ne lui écrit plus. La pauvre femme voudrait venir à Alexandrie, mais lui ne paraît guère s'en soucier... Il est pourtant assez malade! Il a repris la fièvre à Vigevano, et ses accès, bien que faibles et peu réguliers, l'abattent fort. Le foie est d'une grosseur anormale, le teint du visage plombé, les jambes enflent souvent. Un repos absolu, l'absence de toute

(1) Dame d'honneur de la reine Marie-Thérèse.

préoccupation serait un remède... Mais comment l'espérer?

« Tout à l'heure le Roi me disait que son seul vrai désir était d'échanger cette vie de souffrances contre le bonheur sans fin que sa foi ardente lui fait espérer.....

« Avant-hier, malgré sa fièvre, il a voulu visiter nos hôpitaux. Ces visites lui coûtent un effort infini... Elles sont lugubres. On voit que le pauvre prince s'impose là un devoir pénible, et qu'il n'est pas emporté par un élan de cœur au chevet des malades. Plus que jamais, son cœur semble pétrifié par le chagrin. Il l'est, à entendre l'invariable uniformité des trois phrases que le Roi, de lit en lit, adresse à chaque soldat.

« Les plus habitués d'entre nous à sa froideur glaciale sont déconcertés par tant de sécheresse et désolés de l'effrayante lassitude que tout indique chez notre malheureux maître..... »

. . . .

« 23 août.

« ... Je blâme le Roi, et j'ai tort. Plus on étudie les replis du cœur humain, plus on le trouve tristement semblable à lui-même. Il est égoïste, égoïste, partout, toujours, qu'il batte sous un habit brodé, sous un uniforme, sous une soutane, cette soutane fût-elle violette! Les évêques voisins d'Alexandrie, ceux de Tortone, d'Asti, de Casal, d'Acqui, qui trouvaient fort honorable de faire cinquante ou soixante milles

chaque semaine pour venir ennuyer le Roi, quand il était roi absolu, trouvent tout simple de ne plus se souvenir de lui, aujourd'hui qu'il est roi constitutionnel, et partant sans pouvoir.

« Toutes leurs prévenances s'adressent maintenant au ministre de la justice et des cultes, le digne Merlo, qui ne s'attendait certes pas aux révérences de tant de crosses et de tant de mitres.

« Le Roi, comme toujours, ne dit rien, mais ne sent pas moins profondément ces tristes procédés.

« Hier il avait invité à sa table certain chanoine nommé Cerise, personnage rouge et joufflu, comme son homonyme. J'observai au Roi, en prenant ses ordres pour le lendemain, que le vicaire général du diocèse, *sommité capitulaire,* pourrait se choquer de ne pas recevoir le même honneur que son confrère, inférieur en grade.

« Le Roi alors, avec une expression qui m'a fait une peine que je ne suis pas parvenu à dissimuler, a repris : Pensez-vous donc qu'il puisse être quelqu'un encore à qui il soit agréable de dîner avec moi? Si vous le croyez, faites prévenir le chanoine grand vicaire!

« La misanthropie du Roi, son mépris si froid, si calme, des hommes, ne sont que trop justifiés par les faits..... »

« 24 août.

« ... Que dire de notre situation, sinon qu'elle s'assombrit tous les jours? Notre pauvre roi n'a plus ni

force, ni autorité, ni confiance. On lui impose sans pitié l'abdication. Si on n'ose le lui dire en face, on ose le lui faire comprendre, par les procédés les plus durs. On ne lui tient plus aucun compte de son passé et de ses sacrifices, de son admirable courage. On ne voit plus que ses fautes et sa défaite.

« Comme toujours, les courtisans de sa prospérité sont les plus ingrats. Imaginez qu'il y a trois jours, au conseil des ministres, l'un deux a pris la parole et a déclaré qu'il était temps, qu'il était nécessaire que le cabinet assumât dans toute son étendue le pouvoir qui lui appartenait dans le régime *constitutionnel,* que le Roi devait renoncer à toute ingérence dans les affaires d'État; enfin, que les généraux désignés par l'opinion publique devaient être mis en accusation. Ceci a été adopté.

« Je comprends, à la rigueur, que l'armée puisse désirer dans son chef plus de talent et d'expérience. Je comprends encore qu'elle ait perdu confiance dans celui à qui l'on peut reprocher des fautes militaires; mais ce que je ne comprendrai jamais, c'est que pour avoir été malheureux notre prince cesse d'être respecté et respectable... »

« 25 août.

« Le Roi semble décidé à abdiquer. Il m'en a parlé hier longuement avec une sérénité et une résignation qui m'ont vivement ému. Un petit détail qui a son immense signification, c'est que le Roi s'est commandé quelques vêtements civils; mais comme on veut qu'il

avale le calice jusqu'à la lie, on veut qu'il signe la paix, et comme celle-ci peut n'être pas glorieuse ni même très honorable, ses ennemis ou ceux qui voudraient se ménager les bonnes grâces du successeur disent qu'il ne faut pas que M. le duc de Savoie commence son règne par un acte impopulaire. Hier, je répondis à quelqu'un des plus chauds partisans de ce système, que c'était une iniquité de vouloir retenir le Roi, pour le charger de tout l'odieux d'un traité et le chasser ensuite dans le désert, comme un bouc émissaire, sans qu'une sympathie, sans qu'un regret l'y accompagnât. J'ai dit tout cela, avec trop de véhémence peut-être, mais je n'ai pu m'empêcher de me souvenir que je servais le Roi depuis vingt-cinq ans et que je lui serai dévoué corps et âme jusqu'au bout.

« En causant avec lui, on demeure frappé de son calme. Pas une plainte, pas un reproche ne lui échappent. Il ne dit point le lieu où il veut se retirer, mais ce sera certainement loin et très loin de ses anciens États. Il veut noliser un bâtiment qui n'appartienne pas même à la marine de guerre sarde. Je suis convaincu qu'il rejettera toute assignation pécuniaire de l'État et ne conservera que son maigre patrimoine diminué des dettes qu'on lui imputera et dont il se chargera. Ce que je reproche au Roi, c'est toujours son indécision. Il parle de ses projets, mais je voudrais maintenant qu'il prît une attitude aussi ferme que sa pensée est noble et grande.

« Je voudrais qu'il parlât en roi, et que sa fin fût vraiment digne de lui. Je voudrais qu'il déposât la cou-

ronne, comme le fit Victor-Amédée. Je voudrais qu'il ne songeât surtout pas à partir seul sans entourage et sans amis. Je l'ai conjuré de me permettre de le suivre jusqu'au lieu qu'il aurait choisi pour y fixer sa demeure, lui disant que c'était un témoignage d'affection qu'il me devait, qu'il devait à la Savoie, dont je m'estime si fier de représenter la fidélité dans le malheur.

« Il s'y est refusé en disant qu'il ne voulait faire partager à personne son triste changement de fortune. Au reste, qui sait ce qui restera demain peut-être de tous ces projets ? »

. . . .

« 26 août.

« Avant-hier est arrivé à Alexandrie M. le duc de Savoie, accompagné de son écuyer, M. Della Rocca. Ils avaient quitté leur quartier général de Casal au point du jour et trouvé l'un et l'autre, dans cette matinale chevauchée, un formidable appétit.

« J'ai causé quelque temps avec le prince ; il s'est exprimé sans beaucoup de ménagement sur les fautes commises ou imputées au Roi pendant la campagne. Il m'a parlé des bruits d'abdication douloureusement, et je ne sais si de mauvais conseils n'ont pas altéré quelque peu son bon cœur. Bref, le prince m'a dit qu'il ne consentirait jamais et s'opposerait de tout son pouvoir à l'abdication de son père, et qu'il déclinerait, quant à lui, la responsabilité et les conséquences de fautes qu'il n'avait pas commises. Du reste, le jeune

prince semble croire une reprise d'hostilités inévitable. Il y poussera de toute son influence, dit-il. Il semble avoir grande confiance dans son expérience et ses talents militaires ; ses jugements sur les principaux chefs de l'armée sont sévères. Il les exprime sans réserve. Je ne sais quelles sont ses aptitudes comme général, mais l'entourage qui rend justice à l'extrême valeur du duc de Savoie semble fort redouter de lui voir assumer le commandement en chef. L'attitude du prince est un nouveau chagrin pour son père. Il semble que l'on veuille maintenant les brouiller ensemble et isoler le Roi même de son fils.

« Je voudrais que ceux qui croient à l'influence exercée sur Sa Majesté par son entourage vissent ce malheureux prince toujours seul, ne causant que par hasard avec l'un ou avec l'autre d'entre nous. Ils seraient bientôt désabusés et comprendraient que notre présence ici n'a d'autre raison que notre sentiment du devoir et je devrais ajouter de la profonde et respectueuse pitié que nous inspire le Roi ! »

. . . .

Peut-être ces notes se prolongent-elles plus que ne le comporte leur intérêt historique, mais, dans une étude psychologique, dans une étude où l'on ne cherche qu'à lever l'empreinte d'un cœur, les moindres indications sont précieuses. J'emprunterai donc tout à l'heure encore à ceux qui ont approché le Roi leurs jugements, tour à tour si pleins d'affection, de tristesse ou de sévérité.

Mais je veux auparavant que le Roi parle lui-même,

car ses plus dévoués ne virent pas toujours juste. C'est par la plainte que l'âme qui souffre se révèle. Or, il y a dans la plainte un attendrissement sur soi-même que le Roi, je l'ai dit, ne se permit jamais. Son âme répugnait à cette sorte de sensualisme moral, autant qu'elle s'exagérait ses devoirs de justice envers ceux qui, pour lui, avaient souffert.

II

Une noble pensée était venue au Roi à Alexandrie. Autour de lui la calomnie grandissait. Il lui sembla qu'il était une œuvre d'équité à faire. Cette œuvre, lui seul, le Roi, pouvait l'accomplir. Il voulut redire les gloires, les souffrances, les héroïsmes, comme les faiblesses de la guerre qui finissait. Et il se mit à écrire, « non seulement pour la génération d'alors, mais pour la postérité, espérant que sa parole ramènerait la paix parmi les factions qui déchiraient l'Italie (1) !... »

Ce souhait résume le beau livre que le Roi a intitulé : *La guerre d'indépendance.*

« ... Le Roi m'a lu quelques pages d'un livre qu'il prépare sur notre récente campagne, écrivait le marquis Costa. Les descriptions sont belles, les détails sont pleins d'intérêt. Mais ce que j'admire par-dessus

(1) *Guerra d'indipendenza.*

tout, c'est la hauteur de vues, l'abnégation, la sévère justice, devrais-je dire, avec lesquelles le Roi se traite lui-même et traite chacun... »

Ah! qu'en vain le Roi prétendait garder l'anonyme! On pouvait le reconnaître dès les premières lignes de son livre.

« Officier depuis bien des années dans l'armée piémontaise, écrivait-il (1), j'ai versé des larmes de joie en entendant les paroles avec lesquelles Charles-Albert déclarait la guerre à l'Autriche le 23 mars.

« Mon métier de soldat me faisait désirer la guerre, mon sang, ma patrie, me disaient que cette guerre était précisément la mienne. J'ai marché parmi les troupes qui entrèrent à Pavie avec le Roi à la fin de mars. J'ai assisté aux deux batailles de Goïto, à celle de Pastrengo, à celles de Staffalo et de Custozza, et j'étais de cette retraite si triste qui ressembla bien plus encore à la retraite de Cambyse qu'à telle autre retraite plus célèbre de Napoléon.

« Comme les soldats du roi de Perse, nous ne fûmes pas vaincus par l'ennemi, mais par la faim, par les souffrances, par la fatigue, par l'ardeur d'un ciel brûlant. J'ai eu à l'armée des amis dans tous les grades. Mes supérieurs voulaient bien me témoigner quelque estime. Mes égaux étaient des frères pour moi. Mais mes inférieurs, ah! ceux-là, j'en suis sûr, ils m'aimaient! Je les ai vus tomber nombreux, troués de balles ou percés par les baïonnettes autri-

(1) *Guerra d'indipendenza*, Avvertenza, p. 1.

chiennes; je les ai vus tomber d'inanition, suffoqués dans l'atmosphère embrasée..... Malheureux, ils mouraient de faim dans le plus riche pays de l'Europe, et le soleil d'Italie les tuait. Ceux qui pendant quatre mois avaient affronté en chantant la mitraille et la lance des uhlans, je les ai vus chancelants, l'œil hagard et sanglant, marcher comme hébétés, titubants dans les plaines lombardes. Ainsi dans ma jeunesse avaient passé devant moi les glorieux vaincus de Waterloo..... »

. . . .

Que ne puis-je traduire ici, dans son entier, l'admirable préface de ce livre dans lequel le Roi raconte tour à tour ses succès et ses revers !

Dans ce récit auquel j'ai déjà emprunté bien des pages, abondent les détails techniques. Mais, dans la préface, c'est le cœur du Roi qui parle, qui s'exalte, plein d'admiration pour le soldat qui l'a si vaillamment servi, plein de généreux pardons pour les égarés qui, en trahissant leur maître, ont trahi l'Italie.

Écoutez :

« J'ai mangé à la gamelle du soldat, et que de fois j'ai admiré son dévouement si simple au Roi et à la patrie, sa vertu vraie, sa patience, son courage, et pardessus tout, sa modestie devant les actions héroïques qu'il avait accomplies ! . . . .

. . . .

« Gloire à vous surtout... fils de la Savoie, à vous qui, sans être Italiens, avez combattu pour la liberté et l'indépendance de l'Italie avec une bravoure

et une constance qu'elle aurait voulu voir chez tous ses enfants, ses enfants qui promettaient et conspiraient, tandis que vous, vous offriez vos poitrines aux balles autrichiennes !...

« O champs de Sona, de Volta, de Somma Campagna, vos habitants raconteront à leurs enfants comment les soldats de Savoie, traîtreusement attaqués, se sont jetés braves comme des lions sur l'ennemi, et comment, épuisés, mourants, suffoqués, ils l'ont repoussé et mis en fuite une dernière fois !... (1). »

. . . .

Et maintenant à chacun selon ses œuvres...

« Il n'est que trop vrai, continue le Roi, que l'Italie ne doit qu'à elle-même ses plus cruels malheurs, elle qui jamais n'a su se résigner à soumettre ses volontés soudaines à la réflexion, le caprice du petit nombre au bien général, et qui, pour éviter un mal passager, s'expose à un avenir éternellement douloureux (2)... »

Ici le Roi énumère les tristes prétentions, les mensonges absurdes de ceux qui, dans cette patrie déchirée, prétendaient parler au nom du peuple.

« ... Pour eux, dit-il, les soldats sont les satellites du despotisme..., les volontaires suffisent pour faire la guerre... la discipline est un attentat à la liberté humaine..., l'indiscipline est un des droits de l'homme... Vieillerie démodée que l'expérience !

« Le patriotisme suffit à faire des ministres parfaits,

(1) *Guerra d'independenza*, p. 22.
(2) *Idem*, p. 14.

des administrateurs infaillibles, des généraux et des soldats toujours victorieux. Quant aux malheureux en politique ou sur le champ de bataille, ce sont des traîtres. Appelez-les ainsi, et cette magique parole tiendra lieu de toute bonne raison. Si on n'égorge pas les malheureux, c'est que l'adoucissement des mœurs ne permet plus de les égorger, mais ils vivront déshonorés, montrés au doigt, tandis que leurs calomniateurs, eux, auront fait œuvre de bons et loyaux citoyens... »

Les générations spontanées de grands hommes que crée tout mouvement populaire ont-elles jamais été plus noblement flétries?.....

Quant à Milan, le Roi parlera aussi de cette ville ingrate... Mais il n'en saura dire qu'une chose, « c'est qu'il bénit Dieu de ne s'être pas vengé!..... »

. . . .

Que ne puis-je tout citer! ce passage surtout où le Roi demande à ceux qui ont osé jeter à son armée et à lui-même le mot de trahison :

« ... Quels sont-ils donc, ces ossements qui blanchissent les rives du Mincio (1)?... D'où sont-ils donc venus, les soldats qui campent encore sur le Tessin et

(1) A peine croyables sont, en effet, les sacrifices qui provoquèrent tant d'ingratitude.

Pendant six mois, le Piémont, qui alors comptait à peine 4,600,000 habitants, maintint sous les armes 140,000 hommes, versa dans les caisses de l'État près de soixante millions, en outre des contributions ordinaires, et donna l'hospitalité à plus de 25,000 émigrés lombards, tandis qu'il protégeait Venise avec sa flotte. (Voir à ce sujet : *Pensieri sulla scorsa campagna della guerra italiana*, Torino, 1848, per Zecchi e Bona, p. 36.)

qui montrent aux trafiquants de peuples qu'il y a encore une Italie?... »

Mais bien mieux que ses envolées indignées, le dernier mot du royal écrivain montre ce qu'il fut : le plus grand des méconnus.

« Peut-être voudriez-vous savoir mon nom. Comme je n'ai jamais calomnié personne, je puis, en conscience, le cacher..... »

Non certes, jamais le Roi n'avait calomnié personne, mais aussi son éloge, parce qu'il était anonyme, ne pouvait protéger personne. C'était à visage découvert que, quelques jours plus tard, Charles-Albert prenait parti pour ses généraux, que la démagogie voulait absolument soumettre à une enquête.

« ... L'enquête que vous me mentionnez sur les généraux..., à laquelle vous vous êtes opposé comme nuisible, écrivait le Roi, le 23 août, au général Dabormida, ministre de la guerre, aurait été, à mon avis, une mesure révolutionnaire, impolitique, et qui, le premier moment d'exaltation passé, aurait engendré la plus grande indiscipline et le plus grand mécontentement dans l'armée. Et puis, cette mesure n'aurait pu avoir aucune conséquence sérieuse pour les officiers que l'on aurait attaqués, car je vous prie de le croire, j'ai assez de cœur pour m'adosser (*sic*) toutes les responsabilités et les haines possibles, et indubitablement je les aurais couverts de mon nom et de mes ordres. Puis, après un semblable affront, j'aurais immanquablement abdiqué une couronne que je ne conserve encore, dans les moments dange-

reux où nous sommes, que par unique dévouement pour notre patrie.

« ... Je suis bien disposé à l'éloignement de quelques généraux, pourvu qu'on le fasse avec les égards que leur dévouement et leur bravoure exigent qu'on ait pour eux, et que nous n'ayons point l'air de céder aux cris de la rue. Enfin, en résumé, s'il faut prendre quelque mesure politique, qu'on la prenne, mais sans faire des actes qui seraient injustes devant Dieu (1). »

. . . .

Voilà ce qu'était Charles-Albert pour ceux qui le servaient, et l'on peut concevoir le dévouement qu'il inspirait.

Le malheur est en quelque sorte le souffle qui ranime toutes les flammes du cœur.

Inquiet des obsessions auxquelles il voyait le Roi en proie et des mouvements insolites qui tout à coup se produisaient dans son entourage, le marquis Costa écrivait à la date du 26 août :

« ... Voici M. le duc de Savoie qui arrive, on annonce également l'arrivée de M. le duc de Gênes.

« Que viennent-ils faire? Le pauvre Castagnetto sort de chez moi, tout en larmes. Le Roi lui a donné une foule de petites instructions pour son prochain départ. Je ne crois pas cependant, d'après ce que m'a dit M. le duc de Savoie et d'après le sentiment si haut que le Roi a de sa responsabilité, qu'aucune décision relative à l'abdication soit prise... »

(1) *Scritti e lettere,* p. 64 et 65.

. . . .

« 27 août.

« M. le duc de Gênes est ici, mais, Dieu merci, il n'est pas question d'abdication. Le Roi avait fait appeler le prince pour le faire se prononcer sur l'acceptation ou sur le refus de la couronne de Sicile qui lui est cette fois officiellement offerte.

« Une députation sicilienne composée de dix membres est, en effet, arrivée ici il y a deux jours. Ces gens sont de fort bonne mine. Ils ont présenté au duc deux superbes in-folio de parchemin magnifiquement reliés et miniés. L'un contient la nouvelle constitution sicilienne, l'autre le décret de l'Assemblée nationale qui offre la couronne au duc.

« Le Roi et son fils ont été quelque peu ébranlés par les instances qui leur ont été faites. Cependant ils n'ont répondu que d'une façon dilatoire. C'est aux ministres qu'il appartient de trancher la question. Ils consulteront pour cela, je pense, la France et l'Angleterre. Quant à moi, je voudrais, dans l'intérêt de notre charmant prince, qu'il renonçât à une couronne qui ne sera, je le crains, qu'une couronne d'épines... »

Plus que jamais depuis l'émeute de Naples et le rappel des troupes napolitaines, la Sicile s'était montrée résolue à proclamer son autonomie. Dès le début de sa révolte elle avait été soutenue par l'Angleterre, mais, comme toujours, le cabinet de Saint-James à l'heure critique battait en retraite.

Sir Abercromby, consulté sur les dispositions de son

gouvernement, se borna à reproduire la réponse que lord Minto avait faite déjà le mois précédent : « Que si le prince acceptait, le cabinet de Londres le reconnaîtrait, mais s'en tiendrait là. »

Ce propos, que Charles-Albert connaissait depuis longtemps, car le vote de l'Assemblée sicilienne remontait au 11 juillet, était si peu encourageant qu'implicitement le Roi dès lors renonçait à la couronne de Sicile pour son fils.

Quant à M. le duc de Gênes, à la première nouvelle de son élection, il écrivait à l'un de ses amis :

« Je n'ambitionne aucune couronne. J'aime l'Italie et je suis heureux de la servir (1). »

Le 27 août, à Alexandrie, le prince répétait aux députés siciliens : « Qu'il aimait son épée plus qu'aucun sceptre au monde... ; que l'Italie, plus que jamais, avait besoin de soldats... ; qu'il était soldat avant tout, et qu'il voulait se battre pour l'Italie... (2). »

Heureux les princes qui peuvent refuser des couronnes !... M. le duc de Gênes et M. le duc de Savoie pouvaient s'en tenir à leur épée..., mais pour leur père la couronne était comme celle du drame d'Euripide, elle le brûlait, à petit feu, sans qu'aucune force humaine pût l'arracher de son front !...

(1) Bersezio, vol. IV, p. 202.

(2) Le ministère consulté répondit aussi d'une manière évasive, et les événements qui se précipitèrent mirent fin à cette négociation.

III

Le temps cependant passait.

Les grandes afflictions comme les grandes joies raccourcissent les heures. L'armistice était près de finir. L'armée continuait à n'avoir ni discipline ni organisation. Dix-huit mille malades remplissaient les hôpitaux. Et rien que des discours ou des motions révolutionnaires pour remédier à cet effrayant état de choses !

Gioberti, le belliqueux théologien, comme l'appelait Brofferio, fulminait au Cercle national contre le ministère, l'accusant d'avoir deux programmes, l'un guerrier, l'autre pacifique, et de tromper ainsi alternativement tout le monde. Imprimé et répandu bientôt à des milliers d'exemplaires, ce discours ouvrait la voie aux motions les plus dangereuses.

C'est ainsi que Valerio, dans la *Concordia,* publiait, à la date du 4 septembre, le programme d'une république italienne.

Celle-là devait « trouver assez de sympathie pour ses principes et assez de force chez ses adeptes, pour chasser à la fois d'Italie le Pape, les rois et l'Autriche... »

Une minorité bruyante prétendait ainsi exprimer à Turin l'opinion d'une majorité qui, consternée, laissait dire et faire.

A Gênes, la situation était plus grave encore. Après

une échauffourée, la ville, les forts tombaient entre les mains de l'émeute.

« C'est peut-être une guerre civile que nous suscitent ainsi les Autrichiens, écrivait le marquis Costa, car toute la démagogie de l'Europe semble s'être donné rendez-vous en ce moment à Gênes. Les journaux vous auront sans doute appris que Jacques Durando, le frère du général papalin, que l'on préconise pour en faire un aide de camp du Roi, y a été envoyé... »

« Durando, jadis, a été avocat; mais, à la suite du mouvement de 1833, auquel il a été mêlé, Durando a fait une brillante fortune militaire en Portugal, en Espagne, en Belgique. Le gouvernement semble avoir escompté ses doubles facultés de parleur et de guerrier pour ramener le calme à Gênes. Mais l'autorité du Roi y est tellement déconsidérée que je doute fort du succès de son représentant. Au demeurant, il ne fera ni mieux, ni moins bien qu'un autre. Les choses en sont arrivées à ce point que nous serons fatalement surpris par la fin de l'armistice en pleine crise révolutionnaire.

« L'Autriche, qui nous la ménage, glisse, en attendant, le plus habilement du monde, entre les mains de nos médiateurs... »

Sans agir avec la perfidie dont on l'accusait dans l'entourage de Charles-Albert, l'Autriche, cependant, avait cherché tout d'abord à éluder les offres de médiation de la France et de l'Angleterre. Comme il fallait pourtant que le baron de Wessenberg répondît aux ouvertures qui lui étaient faites, il prétendit

que le Piémont ne se trouvait pas dans des conditions à pouvoir se prévaloir de la bienveillance des puissances. Il en donnait pour raison que, contrairement aux stipulations de l'armistice, le Roi maintenait sa flotte devant Venise, et cherchait, d'autre part, à négocier directement avec le cabinet de Vienne.

C'était tout au moins inexact, car, bien loin d'avoir entamé des négociations avec Vienne, Charles-Albert, non sans quelque hauteur, avait refusé l'offre faite par Radetzky de servir d'intermédiaire entre les deux souverains.

« Engagé vis-à-vis des puissances médiatrices, avait dit le Roi, je ne puis admettre d'autres propositions que les leurs (1). »

Cette réponse n'était pas pour faciliter les négociations, et l'Autriche bientôt ajoutait une difficulté nouvelle aux difficultés si grandes déjà d'une entente.

Elle soutenait, en effet, que deux questions distinctes surgissaient de la situation : la première à débattre entre l'Empire et ses sujets italiens, la seconde entre l'Empire et la Sardaigne.

« Or jamais, disait le baron de Wessenberg, nous ne permettrons à personne de se mêler de la première. Quant à la seconde, le plus simple moyen de la résoudre serait une négociation directe entre Vienne et Turin (2). »

(1) Dépêche du ministre sarde Perrone aux ambassadeurs sardes à Paris et à Londres, 29-30-31 août 1848.

(2) Dépêche de Revel, ambassadeur sarde à Londres, au ministre Perrone à Turin, 3 septembre 1848.

C'était non seulement compromettre le Roi, alors furieusement attaqué par le parti d'action, mais placer le gouvernement français lui-même dans un grand embarras.

Les déclarations faites aux Chambres françaises, le 24 mai précédent, équivalaient en effet à un engagement pris par la France en faveur de l'Italie.

A tout prix il fallait dégager la parole donnée, et, à défaut d'autre moyen, le gouvernement du général Cavaignac essaya d'intimider le cabinet de Vienne.

Encore ne pouvait-on pas parler trop haut, car il importait de marcher d'accord avec l'Angleterre qui, plus que jamais, cherchait à éviter une conflagration générale.

On parla donc à mots couverts, à Paris, d'envoyer une flotte française devant Venise.

Mais cette menace ne parut pas être prise au sérieux par le gouvernement de l'Empereur.

« Nous savons l'état de votre armée et de vos finances, disait narquoisement l'ambassadeur d'Autriche au ministre Bastide; nous savons, par conséquent, que vous êtes hors d'état de faire la guerre en ce moment. »

« Nous avons les moyens révolutionnaires... », répondait Bastide.

« Mais vous n'en userez pas, répliquait courtoisement l'ambassadeur, de peur d'allumer un incendie qui commencerait par brûler votre propre maison (1). »

(1) *Diplomazia europea,* vol. V, p. 330.

. . . .

Le 3 septembre, enfin, le cabinet de Vienne faisait passer à Paris et à Londres une note qui, bien que peu encourageante, apportait aux puissances médiatrices une réponse définitive.

La médiation y était acceptée en principe, mais l'Autriche se réservait d'en changer absolument les bases.

Une telle prétention équivalait à un refus.

La France et l'Angleterre ne se découragèrent cependant pas, et continuèrent à chercher un terrain d'entente. Mais, à chaque proposition nouvelle, on voyait s'augmenter les prétentions de l'Autriche : elle avait reconquis la Lombardie; elle entendait la reconstituer à sa guise.

En vain Bastide et Palmerston faisaient observer qu'une paix durable serait impossible dans ces conditions. N'était-il pas, d'ailleurs, souverainement injuste que l'Autriche pût, à la veille de la fin de l'armistice, modifier de fond en comble les conditions de la médiation, alors que le Piémont n'avait été autorisé qu'à faire connaître son acceptation ou son refus pur et simple (1) ?

Mais les traités les mieux ménagés, comme l'a dit Vauvenargues, « que sont-ils en dernière analyse, si ce n'est la loi du plus fort? »

Ainsi disparaissaient l'une après l'autre toutes les espérances de paix.

Quand je dis espérances, je parle pour le ministère.

(1) *Diplomazia europea,* p. 347.

Le Roi ne comptait guère, lui, sur une solution pacifique de la vieille querelle. Chaque démarche diplomatique l'envenimait pour lui.

« ... Sa Majesté, écrivait le marquis Costa, se plaint avec une amertume bien justifiée de la mauvaise foi de l'Autriche. Celle-ci soutient aux puissances médiatrices que nous traitons en dehors d'elle, ce qui est absolument inexact. Radetzky, de son côté, se vante d'avoir envoyé à l'Empereur dix drapeaux, dont neuf auraient été pris à nos régiments qui n'en ont pas perdu un seul de toute la campagne. Nos médiateurs, avec cela, nous engagent pour tout remède à prendre patience ! »

. . . .

La patience est la vertu des vaincus et des malheureux. Mais, à Londres comme à Paris, on ne se contentait pas de la conseiller; on prenait bientôt ce ton de pitié et de condescendance qui rend les conseils, pour si sages qu'ils soient, profondément blessants. Vis-à-vis de ceux qui souffrent, la raison même doit se faire compatissante. C'est là ce que ne pratiquait guère le gouvernement français.

Aux plaintes du marquis Brignoles, Bastide répondait sèchement : « Qu'après tout, on pouvait toujours discuter les bases d'une médiation, et que la France ne se regardait nullement comme engagée à reconnaître comme base de la médiation l'union de la Lombardie au Piémont (1). »

(1) *Diplomazia europea,* vol. V, p. 348.

Et comme, pour obliger le gouvernement français à s'expliquer nettement, le ministre sarde faisait allusion à la reprise possible des hostilités, Bastide renchérissait encore de dureté :

« Vous nous aurez dans ce cas-là, lui dit-il, pour spectateurs impassibles d'une lutte dont, à tout prix, nous voudrions vous détourner (1). »

Les consolations que de son côté lord Palmerston prodiguait au comte de Revel, ambassadeur sarde à Londres, étaient encore plus platoniques :

« ..... Vous savez, lui disait-il, quel est mon avis. J'estime que l'Autriche agirait sagement en vous abandonnant, sinon les forteresses, du moins la Lombardie. Mais elle n'entend pas de cette oreille-là. Vous comprenez bien que nous ne pouvons faire la guerre pour l'y obliger (2).... »

Puis, un peu à la façon de ces médecins qui envoient mourir au loin les malades qu'ils désespèrent de guérir, lord Palmerston engageait vivement Revel à espérer dans l'intervention de la diète de Francfort qui, « certainement, ne pouvait manquer d'être favorable à la cause italienne... »

Il était impossible que Charles-Albert se méprît sur le véritable sens des dépêches qui lui rapportaient ces propos.

Mais on eût dit que c'était avec une sorte de joie qu'il lisait, entre les lignes, la profonde indifférence de

(1) *Diplomazia europea,* p. 353.
(2) *Idem,* p. 348.

l'Europe. Si maître qu'il fût de ses impressions, il ne parvenait pas, sur ce point-là du moins, à les dissimuler à son entourage.

« ..... La physionomie du Roi, lorsque je lui ai parlé ce matin des dépêches officielles, au sujet de la médiation, m'a étonné, écrivait le marquis Costa. Est-ce parce que les conditions ne le satisfont pas ou parce qu'il nourrit, en secret, l'espoir d'une revanche? Ce qui est certain, c'est que sa physionomie ne paraît s'éclaircir que lorsqu'on prétend que les médiateurs sont disposés à accepter pour nous de telles conditions qu'il sera impossible de s'y soumettre. Il me paraît clair que si elles étaient meilleures, le Roi ne verrait pas sans douleur s'éloigner les chances d'une guerre de revanche... Est-ce illusion? Est-ce folie?..... »

Ce n'était ni illusion, ni folie. C'était l'obsession d'un souvenir. Certaines injures s'attachent à l'âme, indélébiles comme les gouttes de sang que lady Macbeth revoyait sans cesse sur ses mains.

Que pouvait peser pour le Roi le blâme de toute l'Europe, auprès de cette épithète de traître, que l'Italie lui avait jetée à la face?

Pour arriver à cette revanche que Charles-Albert appelait, comme du fond de la géhenne les âmes souffrantes appellent leur délivrance, il eût tout sacrifié... tout. Oui, tout, car après le sacrifice qu'il allait faire de la plus chère de ses prérogatives royales, celle de commander son armée, que lui restait-il à donner à l'Italie?

IV

Telle avait été la colère du Roi, lorsque quelques semaines auparavant le marquis Alfieri lui suggérait d'abandonner le commandement en chef, qu'Alfieri s'était vu forcé de résigner la présidence du conseil.

Mais enfin Charles-Albert, cédant à la pression toujours croissante de l'opinion, avait accepté un suppléant.

Celui-ci ne pouvait être que Bava. Mais Bava venait précisément de publier, sur les dernières opérations, un opuscule qui avait profondément blessé le Roi. On ne pouvait donc songer à lui.

Le ministère, alors fort embarrassé, eut la pensée de confier le commandement en chef de l'armée sarde au maréchal Bugeaud.

Fort apprécié en Savoie pendant la campagne de 1814 (1), le maréchal s'était créé depuis, par son extrême courtoisie vis-à-vis de quelques officiers piémontais voyageant en Algérie, une véritable popularité dans l'armée sarde.

Il est bien évident que sa grande réputation militaire primait encore ces deux raisons, et que chacun faisait les vœux les plus ardents pour le succès de la

(1) Voir. *Storia della diplom.*, Nicomède Bianchi, p. 344.

mission du colonel La Marmora, chargé de transmettre au maréchal les offres du gouvernement piémontais.

La Marmora était ce vaillant aide de camp du duc de Gênes qui, au péril de sa vie, avait sauvé le Roi pendant l'émeute de Milan. Il appartenait à l'une des plus illustres familles militaires du Piémont; on y comptait à la fois quatre frères généraux : Alphonse La Marmora, dont il est ici question, servait alors dans l'artillerie.

Il était peu d'hommes dans l'armée piémontaise pour inspirer une plus universelle affection et une plus haute estime.

Cavaignac reçut froidement l'envoyé de Charles-Albert. Sa première parole fut pour lui demander s'il apportait une lettre autographe du Roi, ou du moins quelque papier l'accréditant.

« Mais, reprit un peu embarrassé La Marmora, qui avait quitté Turin sans lettres de créance, je suis venu chercher un général et non négocier un traité. »

Et comme, quelques jours après, La Marmora revenait muni des papiers réclamés : « Puisque vous voulez Bugeaud, lui dit rudement Cavaignac, voyez-le. S'il consent à partir pour le Piémont, il en est le maître. »

Ce n'était là qu'une défaite, car bientôt, craignant que les négociations avec le maréchal n'aboutissent, Cavaignac mandait de nouveau La Marmora, et, cette fois, lui déclarait que « la France n'entendait pas se

brouiller avec l'Autriche pour faire plaisir au Piémont (1) ».

Il est facile d'imaginer avec quelle anxiété l'on attendait à Alexandrie, dans l'entourage du Roi, le résultat de la mission confiée à La Marmora.

« ..... Le refus de Bugeaud est malheureusement probable, d'après les dernières nouvelles, écrivait le marquis Costa. Il y aura lieu de s'entendre avec Bedeau ou avec Changarnier. Le Roi, après avoir eu bien de la peine à se laisser dépouiller du commandement, semble aujourd'hui résigné et parle de son futur successeur avec un admirable détachement. Ses préférences, si je ne me trompe, seraient pour Changarnier, dont la candidature rencontre ici même, en dehors du Roi, un accueil que d'honorables susceptibilités ne laissaient guère prévoir. Toutefois, rien n'est fait. Certaines jalousies à Paris pourraient bien décevoir, cette fois encore, nos espérances... » ....

Les jalousies purent, il est vrai, jouer leur petit rôle, mais ce furent, en dernière analyse, les prétentions exagérées du général Changarnier lui-même qui firent échouer les négociations.

Changarnier, au dire du duc de Dino, eût en effet accepté le commandement qui lui était offert si le gouvernement français lui eût en même temps garanti le commandement de l'armée des Alpes au cas où celle-ci entrerait en ligne.

Cavaignac, naturellement, ne voulut pas souscrire

(1) *Diplomazia europea,* vol. V, p. 304.

à cette exigence de son camarade d'Afrique, et La Marmora, éconduit de partout, revint sans avoir rien conclu.

De ce côté, les espérances s'effondraient donc aussi. On aurait pu dire des généraux français ce que les anciens disaient de certains oiseaux prophétiques, « qu'ils évitaient le toit qui allait s'écrouler ».

Il est, au contraire, des hommes qui, par le charme qu'ils répandent autour d'eux, semblent porter bonheur partout où ils arrivent.

Dans la défaite, dans l'exil, dans la mauvaise fortune, ceux-là savent faire si bonne mine à mauvais jeu qu'ils inspirent l'affection, la confiance, quoi qu'on en ait.

Brillants, élégants, de manières charmantes, toute une pléiade de jeunes officiers polonais avaient apporté au camp piémontais, pendant la dernière campagne, la séduction qui n'appartient qu'à cette fine race du Nord.

Parmi eux, le colonel Zamoïsky était parvenu à inspirer au Roi une véritable affection. Dans les longues conversations que favorisaient les marches et les contremarches, Zamoïsky avait insensiblement accoutumé Charles-Albert à l'idée d'appeler en Piémont un de ses compatriotes, le général Chrzanowsky, dont les travaux militaires et trois ou quatre campagnes heureuses avaient fait un grand homme aux yeux de l'émigration polonaise.

Sans qu'il fût question de donner précisément telle ou telle situation au général Chrzanowsky, le Roi lui avait fait dire par Zamoïsky qu'il le verrait avec plaisir. Il songeait à lui confier la place de chef d'état-

major, sous les ordres du général français, que l'on espérait encore.

Hélas! c'était à Chrzanowsky que la fatalité réservait ce commandement en chef que d'autres avaient si obstinément refusé... Mais on ne touchait pas encore à cette extrémité.

Tandis que le Roi et son ministère pourvoyaient ainsi à de belliqueuses éventualités, le pays était en proie à d'autres et non moins graves inquiétudes.

Il était question d'un emprunt forcé de soixante millions et en même temps d'une énorme émission de papier-monnaie.

« Voilà donc où nous en sommes, où aboutissent toutes les libertés que nous avons conquises, écrivait le marquis Costa dans son journal. Les Chambres sont prorogées, et l'on profite de leur prorogation pour décréter sans nous un impôt qui nous ruine. Le mécontentement est partout, et je crains bien, pour comble de maux, que cette question de médiation qui, pour nous, est vitale, ne soit une pure affaire d'amour-propre pour la France et l'Angleterre. Cavaignac et Palmerston se lasseront de toutes les difficultés que leur suscite l'Autriche et finiront par faire bon marché de nos intérêts...

« Après tout, l'égoïsme chez les gouvernants, l'ingratitude chez les gouvernés sont les pivots sur lesquels tourne le monde. Il serait aussi naïf qu'inutile de s'en plaindre...

« Puisque je suis en veine de triste philosophie, j'ajoute qu'une prorogation de l'armistice qu'on nous

annonce et qui ne serait que la prolongation de nos récriminations forcenées contre l'Autriche ne servirait qu'à irriter l'ennemi entre les mains duquel il nous faudra forcément retomber tôt ou tard...

« ... Et puis voici que l'on s'agite à Turin ; on veut savoir pourquoi le Roi ne revient pas... ce qu'il fait ici...

« V*** m'écrit que l'étonnement grandit là-bas, et que l'étonnement est bien près de faire place au mécontentement et au murmure.

« Que répondre ? car moi non plus je ne vois pas bien clairement l'intérêt que nous avons à nous prolonger à Alexandrie, à moins que ce ne soit pour y entretenir d'assez tristes relations... »

C'est que, moins au fait peut-être que ne l'était le comte Castagnetto des habitudes mystérieuses de son maître, le marquis Costa s'étonnait prodigieusement d'avoir à introduire auprès du Roi certains personnages qui hantaient, comme de mauvais génies, les alentours de la demeure royale.

Parmi ces hommes, il en était un qui se distinguait par ses allures à part et dont la réputation était en quelque sorte européenne. Celui-là se nommait Misley. Misley, qui toujours s'était fort occupé des affaires d'Italie, semblait plus que jamais s'arroger la haute main sur ses destinées.

Le passé de cet homme était curieux (1).

(1) Pour tous les détails sur Misley, voir l'illustre historien Poggi : *Storia d'Italia,* vol. I, p. 577 et suiv.; vol. II, p. 56.

Anglais, quoique né à Modène, dévoué à François IV, quoique républicain, Misley avait, à l'en croire, réussi à faire, en 1830, de François IV presque un révolutionnaire. Mais le complot italien dans lequel, toujours au dire de Misley, le duc de Modène s'était absolument engagé, avait été réprimé avec la dernière énergie par le général autrichien Frimont. François IV tout aussitôt tournait le dos à ses amis de la veille et laissait exécuter le principal d'entre eux, Cirio Menotti, dans les conditions les plus odieuses.

Quant à Misley, condamné lui aussi à mort, il s'était évadé comme par miracle, emportant à travers l'Europe une haine mortelle contre M. le duc de Modène et l'implacable résolution de se venger de lui tôt ou tard.

Les dix-huit années qui s'étaient écoulées depuis sa fuite de Modène avaient été employées par Misley à nouer des relations avec la révolution cosmopolite, et c'était en quelque sorte son concours qu'il venait offrir au roi Charles-Albert.

« ... Ce n'est pas sans étonnement, écrivait le marquis Costa, que, pour la deuxième ou troisième fois, j'ai introduit aujourd'hui Misley chez le Roi... Les relations de ces deux hommes sont, pour moi, non pas inexplicables, mais tristes. Car Misley est adroit, intrigant, spirituel et, partant, bien dangereux.

« Il connaît toutes les cours de l'Europe. Directement ou indirectement on l'a vu se mêler aux événements de France, d'Allemagne, de Russie. Aujourd'hui Misley veut bien s'occuper de nous. Il organise à

Turin un comité dont les projets et les vues inspirent confiance au Roi. Dieu veuille que nous ne courions pas à quelque nouvelle aventure ou à quelque nouvelle déception !

. . . .

« Quoique cuirassé par une longue expérience des hommes, Misley m'a paru naïvement séduit par l'accueil que lui a fait le Roi. Il est, en effet, bien peu de républicains pour résister aux cajoleries d'un prince.

« Déjà notre homme prend vis-à-vis de nous des airs d'importance. Hier, il se vantait d'avoir décidé le Roi à retourner à Turin et demandait s'il était convenable qu'il lui préparât une ovation pour son retour dans sa capitale.

« En sommes-nous donc là qu'un intrigant étranger puisse à son gré décréter en l'honneur du Roi une ovation ou un charivari ? »

Le marquis Costa pressentait sans doute dans Misley le pivot d'une évolution radicale de la part du Roi, car il complétait ainsi dans son journal ses impressions sur le conspirateur :

« . . . . . Fort boutonné jusqu'ici, le personnage est devenu tout à coup plus communicatif à mon égard. Il m'a entretenu de l'indispensable nécessité où se trouve maintenant le Roi, pour sauver l'Italie, de se mettre franchement en rapport avec le parti radical, bien distinct, dit-il, du parti républicain. Le bon apôtre semble même redouter de voir Gênes et la Lombardie proclamer la république. Peut-être a-t-il

raison ; mais, pour moi, ce péril est subordonné à une seconde défaite, à laquelle nous exposerait certainement une rentrée en campagne. Et cependant Misley et ses amis y emploient tous leurs efforts.

« Quant à nous, en prévision de ce qui peut se produire grâce à eux, nous hâtons l'approvisionnement d'Alexandrie. Dans la matinée d'avant-hier, le Roi a visité les travaux exécutés autour de la place. Ils sont établis dans des conditions aussi bonnes que le permet une saison sèche. La cohésion des terres employées est en effet, par ce soleil brûlant, bien difficile à obtenir.

« Après une longue et incandescente promenade sur les chantiers, le Roi est entré dans la citadelle pour en vérifier les approvisionnements, qui sont aujourd'hui achevés...

« Mais voilà qu'en rentrant au palais, vers deux heures, aujourd'hui 13, le Roi m'a donné tout à coup l'ordre de préparer tout pour retourner le soir même à Turin. Il voulait que ce départ restât le plus secret possible, de peur que la nouvelle de son arrivée ne le précédât dans sa capitale. Je n'ai donné, en conséquence, les ordres qu'à sept heures du soir pour huit heures et demie, — et encore le Roi, toujours pressé lorsqu'il a pris un parti, voulait devancer l'heure fixée.

« Le voyage s'est accompli heureusement. La population d'Alexandrie a salué le Roi à son départ par des vivats répétés. A Amone, à Felizzano et à Asti, quelques curieux se sont réunis à l'arrivée de la

voiture du Roi, mais sont restés dans le plus complet silence.

« A Turin, personne n'étant prévenu, les gardes nationaux de planton au palais n'ont même pas eu le temps de prendre les armes. Seul, le prince de Carignan s'est trouvé là pour recevoir le Roi au pied du grand escalier. Deux valets de pied ont précédé, une torche à la main, le silencieux cortège à travers les vastes salles qui conduisent à l'appartement du Roi. Sa Majesté s'y est retirée aussitôt, sans doute profondément impressionnée de cette rentrée, humiliée, obscure et si différente de la marche triomphale que le pauvre prince avait, certes, pu rêver aux jours heureux... »

Il fait toujours mal revoir, aux heures d'infortune, la demeure que l'on habitait aux heures heureuses... Il s'en exhale un parfum empoisonné, fait du souvenir des joies évanouies et de la sensation du mal présent. Charles-Albert pouvait-il échapper à cette sensation si vive qu'elle semble s'être prolongée à travers le demi-siècle écoulé depuis lors? La tristesse, la douleur ont élu domicile dans ce palais dont les grilles sont fermées comme celles d'un cimetière. — C'est, en effet, ici le domaine des derniers morts que la maison de Savoie a semés entre Haute-Combe et le Panthéon d'Agrippa.

« ..... Le froid qui nous a saisis en rentrant au palais, écrivait le marquis Costa, semble avoir en même temps glacé la vieille fidélité piémontaise. Le prestige royal est atteint.

« Turin, si admirablement fidèle, ne sait plus gré au Roi ni de ses sacrifices, ni de ses peines. On dirait que la compassion même s'est envolée avec la confiance. Le parti anarchique trouve que le Roi n'a pas assez fait; le parti rétrograde, qu'il a trop fait. Tous le blâment à l'unisson.

« Quant à lui, il reprend ses habitudes de vie intérieure. On revoit au dîner le grand chambellan, le grand maître des cérémonies. Le train-train va recommencer, sauf ce qui peut regarder les audiences publiques. Le premier visage que j'ai rencontré a été celui de Misley. Il était en train de serrer la main au général Ramorino. Comme il s'était vanté de pouvoir faire faire au Roi une ovation à son retour à Turin, j'ai demandé vertement compte au personnage de la froideur témoignée par la population.

« Il m'a répondu que cette froideur venait de ce que l'on était partout mécontent de voir que le Roi soutenait un ministère aussi rétrograde et aussi impopulaire que celui qui négociait la paix.

« Misley m'a entretenu ensuite longuement des grands services que pourraient rendre MM. Garibaldi et Ramorino.

« Pour m'engager sans doute à m'intéresser à eux auprès du Roi, il a bien voulu ajouter que son parti me voulait quelque bien.

« Là-dessus, je me suis tâté, me demandant, non sans un peu d'inquiétude, ce qui pouvait me valoir une bienveillance que je partageais avec MM. Ramorino et Garibaldi..... »

CHAPITRE XIII

Scission entre le Roi et son ministère. — Martini et les réfugiés lombards à Turin. — Superstition du petit peuple milanais. — Ingérence du ministère dans les questions d'étiquette. — Avances faites par la démocratie à l'entourage du Roi. — Inextricable situation du ministère. — Arrivée du général Chrzanowsky. — Son portrait. — Pourquoi Charles-Albert s'était engoué du général polonais. — Misley amène Brofferio au Roi. — Conversation entre Charles-Albert et Brofferio. — Couronne ou bonnet rouge?... — Nouvelle émeute à Vienne. — Élections complémentaires en Piémont. — Garibaldi député. — Brofferio et le comte de Cavour. — Révélations faites au Parlement sur l'état de l'armée. — « Quanti sudditi, tanti soldati. » — Assassinat de Rossi. — Fuite du Pape à Gaëte. — Impression produite par cette fuite sur Charles-Albert. — Différence entre l'action du Roi et l'action du Pape. — Chute du ministère Pinelli. — Arrivée de Gioberti au pouvoir. — Comment le général Sonnaz fait annoncer ses nouveaux collègues à Sa Majesté. — Craintes de l'abbé Gioberti. — Répugnance du Roi pour son nouveau ministre. — Miracle théologique et miracle psychologique. — Charles-Albert jugé par le ministre Cadorna.

I

Une femme d'esprit disait : « ... Ce que l'on sait de la souffrance n'est rien auprès de ce qu'elle vous apprend... » Charles-Albert était à bonne, mais bien rude école.

« ... Je ne puis m'expliquer, écrivait le marquis Costa, moi qui, depuis si longtemps, connais le caractère impérieux du Roi, la faculté qu'il a acquise

de souffrir la contradiction. Personne ne la lui épargne plus. — C'est ainsi que le ministre de la guerre a donné, l'autre jour, contre-ordre à l'ordre que Sa Majesté avait donné à l'état-major général de rentrer à Turin. C'est ainsi encore que le cabinet conteste aujourd'hui au Roi le droit d'accorder le titre d'Altesse royale et l'entrée au conseil à M. le prince de Carignan... »

« Pièce à pièce, lambeau par lambeau, notre pauvre maître se voit ainsi arracher pouvoir, privilèges, dignités. Et lui supporte tout, soutenu, sans doute, par l'espérance de la revanche. C'est uniquement, je le vois bien, cette espérance qui lui fait ainsi retenir, de ses deux mains liées, la couronne sur sa tête... »

On aurait pu ajouter à cette lettre que le Roi avait escompté ces humiliations le jour où, dans toute la sincérité de son âme, il abdiquait son pouvoir absolu. Dès ce jour-là, il avait présouffert, si l'on peut ainsi dire, tous les sacrifices que l'évolution libérale lui imposerait.

Ses vieux amis s'étonnaient que, dans sa détresse, il ne se retournât pas vers eux. Mais lui n'en fut jamais tenté, non qu'il fût ingrat (A), mais parce que, depuis la concession du Statut, il lui semblait que chaque nouveau sacrifice hâtât l'accomplissement de sa mission. Mourir à la peine lui semblait tout simple. Il l'avait prévu.

De là, entre le Roi et ses ministres, qui, eux, étaient prêts à abandonner les revendications italiennes, une scission que chaque journée aggravait, en même

temps qu'elle portait à son paroxysme l'anxiété des réfugiés lombards : ceux-ci, sans cesse, en appelaient du ministère au Roi...

« Hier, écrivait le marquis Costa le 17 septembre, j'ai vu entrer chez moi Henri Martini tout ému. Il m'a dit que, devant l'opposition chaque jour plus manifeste du ministère piémontais à la fusion lombarde, sa position et celle de ses amis devenaient insoutenables. « Comme pour nous, a-t-il ajouté, tout est préférable « à la domination autrichienne, nous allons être « forcés de nous allier aux républicains, aux anar- « chistes, aux communistes, pour nous délivrer de « l'ennemi commun. Puisque le gouvernement, ici, « nous repousse et méconnaît le seul moyen de sau- « ver le pays, qui serait de constituer un gouverne- « ment solide avec les éléments honnêtes de Piémont « et de Lombardie, il ne reste plus, quoi qu'il arrive, « qu'à jouer la carte révolutionnaire... » Plaintes et menaces, m'a avoué Martini, sont unanimes parmi les membres d'une consulte lombarde qui vient de se réunir à Turin. Elle l'a chargé de voir les hommes les plus importants du cabinet, tels qu'Alfieri, Revel, Pinelli, pour leur mettre le marché à la main. Martini doit exiger d'eux une déclaration, ou qui rassure pleinement l'émigration lombarde, ou qui rompe avec elle. »

. . . .

Et Henri Martini ajoutait sur la situation de Milan des détails navrants, qui ne motivaient que trop les pressantes instances du noble lombard.

« ..... Les extorsions, les vexations de Radetzky, continuait le marquis Costa, sont inouïes. Un parc de cent vingt pièces de canon a été réuni à Milan. Trente mille hommes y tiennent garnison. Les principaux palais sont occupés et souillés par les Croates. Un trait caractéristique et digne des lazzaroni de Naples, c'est que, dans presque toutes les maisons des gens du peuple, on a retourné le crucifix. On a mis la tête en bas au Christ, parce que Dieu, disent ces malheureux, les a trahis en se faisant Croate..... »

. . . .

Cette superstition, si vivante dans le cœur du petit peuple italien, vivait non moins poignante dans le cœur de celui qui s'écria un jour, en voyant tant de tristesses, « qu'il coifferait le bonnet rouge, plutôt que de ne pas prendre sa revanche de l'Autriche (1) ».....

Cette parole qu'a prononcée Charles-Albert, poussé à bout, dit-on, par l'attitude de son ministère, livre son secret, le secret de toutes les menées souterraines, de toutes les alliances suspectes qui ont obscurci la gloire du Roi. Qui voulait l'Italie, l'avait pour allié. Il ne voyait pas, ou ne voulait pas voir qu'employer certains hommes, c'était ôter à la cause italienne son plus glorieux prestige.....

Désavoué ainsi, battu en brèche même par le Roi, le ministère rétrograde que présidait le comte de Revel était sans force devant les attaques de Gioberti

(1) Brofferio, *Storia del Piemonte*, partie III, p. 203.

comme devant les menaces du Cercle national, comme devant les huées de la rue.

Et alors que, pour conjurer l'immense péril que l'union du Roi à la démocratie faisait courir au Piémont, il eût fallu des mesures héroïques, le ministère ne trouvait que de mesquins expédients.

Sous prétexte de rétablir les finances, sous prétexte d'apaiser la démocratie, c'étaient des marchandages d'antichambre, de pitoyables contrôles sur la cour, sur ses dépenses, sur ses agissements.

« Nous aurons aujourd'hui, comme protestations, sans doute, contre l'ingérence ministérielle dans nos questions d'étiquette, un grand dîner au palais, écrivait le marquis Costa. — Le Roi pense peut-être que le ministère, qui lui supprime l'apparat de sa messe de cour, n'osera porter sur sa cuisine et sur ses convives ses outrecuidantes investigations. Cependant, pour peu que la *Gazette du peuple* ou l'*Opinione* relèvent l'inconvenance du festin royal, nous verrons probablement le ministère, la férule à la main, interdire au Roi de manger en public et d'inviter à sa table qui bon lui semble.

« Le Roi paraît, du reste, pressentir cette éventualité, car le dernier dîner ressemblait à un dîner de funérailles. Il l'a présidé sans déplier sa serviette, sans causer avec ses voisins, jaune comme un citron, bien malade et bien triste.....

« A ce dîner assistaient plusieurs anciens ministres, tels que Villa-Marina, Casati, Sclopis, Franzini, mais pas un des ministres en exercice.

« Le personnage marquant du dîner, dans les circonstances actuelles, était Henri Martini.

« C'est donc que la partie des Lombards est loin d'être désespérée... »

Elle l'était d'autant moins que les Lombards avaient désormais la démocratie pour inébranlable alliée. Plus les hommes d'opinion avancée combattaient le ministère, plus, de concert avec les Milanais, ces mêmes hommes redoublaient d'obséquiosités vis-à-vis du Roi et de son entourage intime, dont ils cherchaient l'alliance.

« L'aide de camp du Roi, général Lazzari, est venu me prendre, hier, au saut du lit, écrivait le marquis Costa, pour me raconter que Misley voulait absolument le mettre en rapport avec Brofferio et Gioberti. L'occasion devait être un déjeuner que, naturellement, Lazzari a refusé... »

Le jeu qui se jouait autour de Charles-Albert, entre un ministère qui, par tous les moyens, se rendait odieux au Roi, et la démocratie qui, par tous les moyens, cherchait, au contraire, à gagner ses bonnes grâces, n'est pas une des données les moins curieuses de la tragédie qui se préparait à Turin.

On n'en était plus, ni d'un côté ni de l'autre, à une politique à vues lointaines.

Des deux côtés on s'arrachait, comme dans une bataille on s'arrache les positions décisives, les influences qui entouraient le Roi.

Et comme nouvel élément de discorde et de mécontentement, arrivait précisément à cette heure ce

nouveau général, que, sur l'initiative toute personnelle du Roi, le colonel Zamoïsky était allé chercher à Breslau :

« ... Les fort ennuyeuses querelles politiques et les rivalités d'influences m'ont fait trop négliger, écrivait le marquis Costa le 20 septembre, les questions militaires bien autrement importantes. Hier, j'ai rencontré l'ancien ministre de l'intérieur Plezza, qui se rendait chez le président du conseil pour lui parler de l'effroyable situation faite aux troupes depuis l'armistice.

« De partout s'élèvent des plaintes. Les hommes couchent sur de la paille brisée remplie d'insectes, sans draps, sans pouvoir changer de vêtements.

« Le ministère donne des ordres auxquels personne n'obéit. Si l'armée doit rentrer en campagne, il n'est que temps d'aviser, car les soldats tiennent sur leurs officiers, sur leurs généraux, les propos les plus inquiétants. On n'a que trop réussi à enlever à ces hommes le respect et la confiance.

« Je ne crois pas que l'arrivée d'un étranger pour les commander soit faite pour leur rendre l'un et l'autre... »

Chrzanowsky venait en effet d'arriver. Il était petit, laid, ne savait pas un mot d'italien, avait une figure de singe, le nez camus, et se savait si dépourvu de prestige que jamais il ne se faisait voir aux troupes.

« Hier, écrivait spirituellement la marquise d'Azeglio, on en disait des merveilles, aujourd'hui on

trouve déjà qu'il n'a pas le sens commun. Cela tient au climat. » Quant à Cavour, il affirmait que jamais il ne saurait même prononcer son nom.

Chrzanowsky, né à Varsovie en 1788, avait débuté comme officier d'artillerie dans l'armée franco-polonaise. Il s'était grandement distingué à Leipzig et à Waterloo, puis il avait fait sous Diebitsch la guerre de 1828 contre les Turcs. Enfin, rentré en Pologne, il avait pris part à l'insurrection comme chef d'état-major de Skrzynecki.

On faisait courir les bruits les moins rassurants sur le personnage, mais qu'importait? Chrzanowsky dénouait en arrivant à Turin une inextricable situation.

Le ministère, en effet, ne voulait pas que le Roi commandât l'armée. Le Roi, de son côté, ne pouvait accepter de servir d'aide de camp à quelqu'un des généraux qui avaient fait sous ses ordres la campagne précédente. Il en résulta que, faute de pouvoir faire de Chrzanowsky le chef d'état-major de quelqu'un, on en fit un général en chef. Le personnage, du reste, était fait pour plaire au Roi par bien des côtés.

. . . .

II

Tout homme a sa dominante à laquelle il obéit et qui devient la cause rectrice de ses actions.

Celle-ci, chez Charles-Albert, et lui-même l'a reconnu quand il a dit : « Ma vie a été un roman », fut la passion de l'extraordinaire.

Qu'était, en effet, son mysticisme, sinon le roman de sentiment appliqué à la foi?

Qu'était, au point de vue politique, le mystère dont le Roi aimait à s'entourer, sinon une politique de roman ?

Or, plus les circonstances devenaient difficiles, plus s'accentuait chez le Roi cette tendance vers l'extraordinaire.

De là le penchant si curieux de Charles-Albert pour les visionnaires dans le domaine religieux, et pour les aventuriers dans le domaine politique.

Avec une naïveté où l'on a voulu voir de la fourberie, Charles-Albert s'en remettait à eux comme le malade qui ne se fie pas au médecin s'en remet à l'empirique. Oui, Charles-Albert a présenté ce phénomène unique d'unir une inconcevable crédulité à la plus souveraine défiance. Autant il se tenait en garde contre une fidélité éprouvée, autant il s'abandonnait aux individualités louches, pourvu qu'elles présentassent quelque chose de romanesque, de hasardé, d'audacieux, d'inattendu, de singulier.

Voilà pourquoi tant de mystérieux personnages ont traversé sa vie étrange, pourquoi Mazzini fut appelé, pourquoi Garibaldi fut reçu au camp, pourquoi Chrzanowsky charma le Roi. Voilà pourquoi enfin Misley allait être autorisé à conclure, au nom de l'honneur national, l'alliance du prince avec

la révolution, fatal épilogue de cette vie royale...

« Misley, écrivait le marquis Costa, sans doute sous cette impression, continue de manœuvrer avec une rare habileté. Il pousse comme des pions sur son échiquier les hommes les plus avancés, et je ne doute pas qu'avant peu il fasse le Roi échec et mat.

« A l'heure actuelle, c'est de Brofferio surtout qu'il s'occupe. Il le pousse en avant, et l'on m'assure que Lazzari a été chargé par le Roi de faire audit personnage quelques propositions pour entrer au ministère. Serait-ce possible !

« Dans l'audience de congé que vient de me donner le Roi, il m'a parlé des tentatives faites par Brofferio pour arriver à lui comme député du Cercle national. Il a ajouté bien vite qu'il avait constamment refusé de le recevoir, mais je ne serais point surpris qu'il ne donne demain, sur les instances de Misley, cette audience qu'il a refusée hier. — On prétend avec cela que le Roi conspire contre son ministère. Il ne serait pas le premier à l'avoir fait. »

. . . .

Le départ du marquis Costa, qui avait terminé son service de premier écuyer, devait l'empêcher de voir l'accomplissement de sa prophétie.

Ce fut le marquis de La Marmora qui introduisit chez le Roi le député Brofferio que Misley était allé chercher.

Le Roi pratiquait-il cette maxime du cardinal de Retz : « Qu'il faut souvent changer d'opinion, pour être toujours de son parti » ?

Non, j'aime mieux croire qu'il se souvenait, en appelant Brofferio, de cette belle parole que jadis il avait écrite : « J'aime tous mes sujets, et mon cœur ne peut connaître de parti (1)... »

Les premières paroles du prince à Brofferio furent affectueuses. — J'emprunte le récit de cette conversation à Brofferio lui-même. — Charles-Albert commença par exprimer au député son regret de la mésaventure qui lui était arrivée à Vigevano, et l'invita à s'expliquer en toute liberté sur les choses de l'heure présente.

Brofferio, sans se faire prier, répondit que la nation n'avait aucune confiance dans la politique du ministère, et qu'une médiation heureuse de la part de la France et de l'Angleterre était une utopie.

« Je crois comme vous, répondit le Roi, que les choses ne peuvent être remises en état, chez nous, que par la guerre, et c'est pour cela que j'ai donné le commandement de l'armée au général Chrzanowsky. — On dit que la Pologne est sœur de l'Italie; le général combattra donc avec nous comme un frère. »

Brofferio, encouragé par les façons courtoises du prince, reprit qu'il ne suffisait pas d'appeler au commandement de l'armée un général habile, mais qu'il fallait changer complètement l'état-major général

(1) « ... J'aime tous mes sujets, mais mon cœur ne peut connaître de parti. Je marche avec fermeté et dévouement à mon but : la gloire de Dieu, le bonheur du peuple. A ces sentiments j'ai immolé mon âme et mon corps... » (*Lettre du Roi à Villa-Marina,* citée par LA VARENNE, p. 214.)

et changer de telle façon les cadres militaires que l'esprit de la troupe se modifiât absolument.

« Il faut bien, ajouta Brofferio, que Votre Majesté se persuade que depuis qu'Elle a tiré l'épée pour la délivrance de l'Italie, une si intime alliance a été contractée entre le Roi et le peuple, qu'ils ne peuvent que vivre ou mourir ensemble. Tant que le prince continuera donc de s'entourer des hommes de jadis, qui haïssent à mort les choses du présent et qui ont une si lourde responsabilité dans les désastres de la guerre, l'Italie ne croira pas à sa résurrection... »

Ces mots prouvaient la sincérité avec laquelle Brofferio avait fait des avances aux vieux amis du Roi.

Un instant, celui-ci demeura pensif :

« ... Mais, dit-il, ces hommes, je les ai vus presque tous se conduire avec une irréprochable bravoure sur le champ de bataille. »

« ... Je ne les accuse certes pas, reprit Brofferio, de ne pas vouloir se battre, mais de ne pas vouloir vaincre. Et je me porte garant que, parmi ces hommes, Charles-Albert n'a plus un ami... »

Ici le Roi regarda Brofferio.

Certains yeux réfléchissent comme un miroir les visages qu'ils fixent. Certaines âmes prennent de même l'empreinte de l'âme avec laquelle elles sont en contact. On a beaucoup accusé Charles-Albert d'accepter ainsi l'impression de son interlocuteur. Brofferio put se convaincre cependant, au coup d'œil que lui jetait le Roi, que l'attaque qu'il venait de diriger contre des

hommes chèrement aimés était trop vive; il s'excusa et reprit :

« ... Si Votre Majesté a le courage d'entendre la vérité, toute la vérité, j'aurai celui de la lui dire, même au risque d'une trop grande hardiesse... »

Invité de nouveau par le prince à parler librement, Brofferio ajouta donc :

« ... Je sais qu'au sein de l'aristocratie, on tend maintenant bien des fils pour obliger Votre Majesté à déposer la couronne. Et cela parce que l'on espère conduire M. le duc de Savoie à gouverner tout autrement que Votre Majesté... »

« Le Roi, continue Brofferio, ne me parut point surpris de ces paroles. Il dit au contraire qu'il était hanté par le désir d'abdiquer.

« ... Mais, ajouta-t-il, je veux auparavant retourner encore une fois sur les champs de bataille et assurer l'indépendance de l'Italie... »

« ... Ce vœu est sublime, dit Brofferio, mais Votre Majesté en verra l'accomplissement empêché par les ministres, les généraux, les courtisans dont Elle est entourée... »

Charles-Albert se tut et rompit l'entretien.

Le lendemain, un résumé de la conversation paraissait dans le journal piémontais l'*Opinione.*

Qui donc, sinon Charles-Albert, pouvait en avoir révélé le mystère?

Le Roi voulait-il montrer son mécontentement à Brofferio, ou apprendre aux amis de la monarchie l'extrémité où elle était réduite? Je ne saurais le dire.

Mais tandis que le parti démocratique criait à la trahison des rois, et le parti rétrograde à leur ingratitude, lui, Charles-Albert, se dégageait de leur double étreinte. Bonnet rouge ou couronne, peu lui importait maintenant le cimier de son casque, pourvu que ce cimier ralliât autour de lui les peuples dont il voulait venger la défaite...

III

Puisque la politique est un jeu, il est naturel que, pour en marquer les phases, on se serve d'expressions empruntées au langage des joueurs : ne pourrais-je donc dire que les cartes étaient terriblement brouillées en Europe, à la fin de 1848 ?

Or sur ces cartes la révolution semblait avoir gravé tous les mystérieux et sinistres symboles que les imagiers du moyen âge multipliaient sur leurs tarots.

Qui ne connaît ces figures de la Fortune écrasant ses adorateurs, de la Mort fauchant des gerbes de rois? Qui n'a vu ces anges amaigris qui volettent sur la vallée de Josaphat, tandis que d'autres, gros et gras, sonnent à pleins poumons, dans leurs trompettes, la résurrection des morts?

Des gerbes de rois tombaient, en effet, fauchées par la révolution en 1848. Que d'armées, que de princes, la Fortune avait écrasés sous sa roue depuis six mois !

Entre Vienne et Turin, surtout, les cartes jouées avec tant de chances et d'alternances diverses enfiévraient plus que jamais les joueurs. A la grande joie de Turin, Vienne pour la seconde fois entrait en révolution. Le 6 octobre, le peuple massacrait le ministre de la guerre, comte de Latour. L'Empereur à grand'-peine échappait à l'émeute, et l'Italie se reprenait à espérer.

Qu'attendait donc le ministère piémontais pour dénoncer l'armistice?... Que valait cette fantasmagorie de médiation derrière laquelle on s'abritait? Voilà ce que l'on entendait au Cercle démocratique de Brofferio, dans le congrès fédératif que Gioberti, plus que jamais désireux de jouer un rôle, venait de créer pour diriger à sa guise le mouvement.

Partout, l'émigration lombarde faisait écho aux diatribes des journaux démagogiques qui demandaient la convocation des Chambres.

On voulait la guerre, la guerre à tout prix, la guerre sans merci.

Le ministère, enserré de toutes parts, cédait à la plus irrésistible des pressions; il jetait en pâture à cette foule ameutée un décret qui convoquait les Chambres et rendait tout Italien éligible.

Garibaldi, pour la première fois, apparaissait au Parlement, envoyé par le collège de Ciccagna. C'est dire quel esprit présida aux élections complémentaires.

Le 18 octobre suivant, la Chambre se donnait Gioberti pour président. Le lendemain, le député Ravina demandait à interpeller le ministère.

Il voulait savoir si l'armistice du 9 août durait encore dans sa forme première, où en était la question de médiation et, enfin, si l'armée était prête à rentrer en campagne.

Pinelli répond que l'armistice durera jusqu'à ce que les espérances que fait naître la médiation soient évanouies.

A ces mots, Brofferio se précipite à la tribune. Il propose un ordre du jour par lequel la Chambre, sans vouloir attendre l'issue des négociations entamées, somme le ministère de déclarer immédiatement la guerre.

C'est vainement qu'à cet ordre du jour belliqueux quelqu'un tente d'opposer un ordre du jour de confiance. La gauche de la Chambre ne veut rien entendre.

Le président du conseil et le ministre de la guerre, Dabormida, se succèdent à la tribune.

Le discours de ce dernier, si prudent qu'il tâche de le rendre, contient d'écrasantes révélations sur l'organisation et l'esprit de l'armée.

Cavour parle en faveur du ministère. Il dit qu'autant il a confiance dans la médiation des puissances, autant il en a peu maintenant dans la coopération de l'Italie.

A ce discours Brofferio répond par une déclaration véhémente sur la solidarité italienne.

Les tribunes interviennent.

Cavour furieux proteste contre ce scandale.

Alors Gioberti se lève et s'écrie que les applaudissements des tribunes sont un irrécusable hommage au sentiment national.

Le grand homme faisait de plus en plus son évolution à gauche. Gioberti en appelait à l'émeute. Et devant la porte du palais Carignan, sur cette même place où l'on voit aujourd'hui sa statue souriante et reposée, l'émeute avait répondu à son appel. Elle allait, dès lors, prendre dans la tragédie qui se préparait le rôle du chœur antique.

Demander la guerre à tout prix était sans doute héroïque, mais la pouvait-on faire?

Après bien des hésitations, le cabinet se décida à révéler au Parlement l'état vrai de l'armée. Il espérait ainsi trouver dans la Chambre effrayée un point d'appui, pour se maintenir jusqu'à l'heureuse issue de la médiation.

Sept commissaires à qui l'on avouerait toutes les lacunes, tous les désastres, devaient se porter caution devant les Chambres de la politique ministérielle.

Mais l'espoir du cabinet ne se réalisa pas. Mal édifiés sans doute, les commissaires prirent parti contre les ministres et les obligèrent à en appeler de leur verdict à celui de la Chambre tout entière.

Pendant quatre jours, les députés réunis en comité secret entendirent les plus lamentables rapports, les plus désolantes révélations, tour à tour faites par le président du conseil et par le ministre de la guerre (1).

(1) « ..... Vous savez, cher général, écrivait le 27 octobre M. le duc de Savoie au général Dabormida, que plusieurs milliers de soldats, que je n'estime pas à moins de vingt mille, n'ont pas encore rejoint l'armée. En outre de cela, un grand nombre quittent leurs corps à la moindre occasion, et beaucoup sont

Contrairement à l'avis de la commission, la Chambre donna raison au ministère. Mais celui-ci sortait si amoindri de la lutte, que le général Dabormida, ministre de la guerre, envoyait sa démission. Il était remplacé par le colonel Alphonse La Marmora.

Quant au Roi, depuis sa conversation avec Brofferio, il semblait s'isoler, de plus en plus, des querelles et des incidents parlementaires qui visiblement lui répugnaient. Il faut reconnaître que bien peu, en revanche, s'inquiétaient de ce que Charles-Albert pensait. A force de s'effacer, il tombait presque dans l'oubli, dans l'oubli qui ne donne pas d'amis et n'ôte pas d'ennemis. Le Roi semblait être à l'une de ces heures où l'on n'est ni debout ni à terre ; à l'une de ces heures où l'âme n'a plus ni affection, ni passion, ni colère, où elle est contente de chacun comme on l'est de ceux dont on n'attend plus rien.

Pourquoi Charles-Albert eût-il reproché aux hommes leur méchanceté ? Pourquoi leur eût-il été reconnaissant d'être bons ?... Il ne voyait plus en eux qu'instruments utiles ou nuisibles à la cause qui dominait sa vie. Dabormida avait échoué, La Marmora pourrait peut-être réussir. Voilà pourquoi

tout prêts à déserter, si, vraiment, nous entrions en campagne. Je crois de mon devoir de vous avertir de tout cela. Si nous avions quelque temps devant nous pour rétablir la discipline, l'ennemi recevrait un coup terrible; mais si nous avions à entrer immédiatement en Lombardie, nous serions bien faibles et facilement vaincus. » (*La vita e il regno di Vittorio-Emanuele*, Massari, p. 17.)

Charles-Albert vit sans regret celui-ci remplacer celui-là.

« ... Après les tristes aveux de Dabormida, écrivait le marquis Costa, son remplacement était inévitable. Il fallait mettre à la tête de l'armée un homme dont la réputation ne laissât de doute à personne sur les intentions belliqueuses du Roi. A ce titre La Marmora est bien choisi. Autre symptôme encore de reprise d'hostilités : Sa Majesté fait acheter des chevaux.

« Je sais d'ailleurs que malgré tous les généraux en chef, nommés ou à nommer, Elle espère bien, au dernier moment, reprendre le commandement de ses troupes. Malgré les lourdes fautes commises pendant la dernière campagne, il serait vraiment par trop cruel pour le Roi d'être volontaire dans sa propre armée. Je ne sais trop d'ailleurs si, lui absent, un autre que lui pourrait faire battre nos soldats. — ... Ah ! quelle fidélité il y a encore chez ces braves gens si on ne se plaisait à les gangrener !... »

Oter le commandement d'une armée piémontaise au Roi, c'était en effet arracher le cœur à cette armée.

« *Quanti sudditi, tanti soldati* », disait je ne sais plus quel prince de la maison de Savoie. — « J'ai autant de soldats que je compte de sujets... » Mais c'était à la seule voix de leurs princes que se levaient ces soldats.

Pour le cœur, il n'y a pas de greffe possible, il n'y fleurit que ce qui a germé à l'état sauvage. On n'en-

thousiasme pas un pays par ordre. On ne rend pas des hommes héroïques parce qu'un général de rencontre leur a dit qu'ils devaient l'être. On avait beau appeler Charles-Albert traître, il était le Roi, le Roi pour qui, de père en fils, Piémontais et Savoyards avaient coutume de mourir.

Pour ces hommes, qui jusque-là n'avaient marché à l'assaut qu'au son de la marche royale, c'était un étrange mot d'ordre que le mot de république. C'était avec un profond étonnement qu'ils entendaient le nom du conspirateur Mazzini (1), le nom du moine révolté Gavazzi (2), prononcés après celui de M. le duc de Gênes et de M. le duc de Savoie. C'est que la période révolutionnaire qui touchait alors à son paroxysme en Italie amalgamait ces contraires et rendait tout possible, depuis l'insulte jusqu'à la trahison, depuis l'ingratitude jusqu'à l'assassinat.

« La Toscane, écrivait le marquis Costa, est en pleine insurrection. Le grand-duc réfugié à Porto-Ferrajo ne peut manquer d'abdiquer bientôt, s'il n'est pas assassiné au premier jour. Lisez, si vous pouvez vous le procurer, le *Corriere livornese* du 28 octobre. Vous y trouverez la plus monstrueuse, la plus atroce diatribe contre Charles-Albert qui jamais ait été imaginée ou écrite. On le menace du poignard, et

(1) Mazzini, après la prise de Milan, s'était retiré à Lugano, d'où il dirigeait des bandes de volontaires qui voulaient à tout prix continuer la guerre.

(2) Le moine Gavazzi, après avoir quitté l'armée romaine au moment de l'encyclique, révolutionnait alors la Toscane.

encore, ajoute l'auteur, cette mort serait trop douce, *parce que trop prompte*, le Roi est réservé aux vengeances du peuple... »

Treize jours plus tard le poignard levé sur Charles-Albert s'abattait dans la poitrine de Rossi (1).

Horrible était le crime, plus horrible encore fut l'explosion de joie qui le salua.

Gênes et Livourne célébrèrent cette mort comme une victoire.

« ... On dirait, écrivait la marquise d'Azeglio, que les habitants de ces deux villes appartiennent, non à des pays civilisés, mais à des hordes sauvages... »

C'est que dans cet homme qui avait voulu sauver la papauté en l'arrachant à la révolution, la démagogie voyait son pire ennemi, ennemi d'autant plus redoutable qu'elle connaissait mieux sa fermeté et son génie.

Et voyez à quel point l'opinion était alors égarée : les plus honnêtes gens, en Piémont, tout en répudiant le crime avec horreur, y voyaient en quelque sorte le châtiment de la désertion de Pie IX !...

« Il faudrait au moins que la France et l'Angleterre ne tardassent pas à intervenir, écrivait la marquise d'Azeglio, et réussissent du moins à sauver ce malheureux pape qui a été si rigoureusement châtié de sa défection à la cause de la commune patrie... »

Mais la France et l'Angleterre ne pouvaient plus

(1) Rome, 15 novembre 1848.

rien contre la mauvaise volonté de l'Autriche. A grand'peine avaient-elles obtenu que l'on fixât Bruxelles comme point de réunion pour les plénipotentiaires.

C'est en vain que devant cette méprisante attitude les ministres piémontais essayaient d'un suprême appel à la France (1). C'est en vain que devant le cadavre de Rossi, Pasolini cherchait à arracher au Pape le désaveu de sa fatale encyclique du 29 avril; « à ce prix, lui disait-il, Pie IX peut encore redevenir l'arbitre de l'Italie... (2). »

Pour toute réponse, Pie IX s'enfuyait à Gaëte. Tout s'émiettait, se disloquait, s'effondrait avec lui.

Ressuscitée pour un instant, la fiction théologique et politique qui avait enthousiasmé Charles-Albert et l'Italie, l'idée guelfe, qui fascinait déjà les races du moyen âge et groupait les peuples, se recouchait pour toujours sous sa dalle gothique...

---

(1) La France répondait par une lettre de Bastide à Ricci, datée de Paris, 4 décembre 1848, que « loin de garantir l'intégrité du territoire sarde en cas de reprise d'hostilités de la part de celui-ci, elle regarderait cette reprise d'hostilités comme une violation positive des engagements pris par la Sardaigne en acceptant la médiation anglo-française ». (*Storia della diplomazia europea,* vol. V, p. 356.)

(2) Pasolini, *Mémoires,* p. 142.

IV

« Le Roi, écrivait le marquis Costa le 30 novembre, est profondément atteint par la fuite du Pape. Trop évidente est la solidarité de sa cause avec celle de Pie IX pour qu'il ne se sente pas frappé du même coup qui atteint le Pape, son inspirateur et son modèle. Ils avaient essuyé ensemble les enthousiasmes de l'Italie, les mêmes malédictions les enveloppent aujourd'hui, et Sa Majesté est atterrée. Toute politique, tout calcul, toutes prévisions sont désemparés par d'aussi violentes secousses. Que va faire le Roi dans cette passe où Dieu lui-même ou plutôt la sainte Église semble définitivement l'abandonner? » . . .

. . . .

Dans la politique de Charles-Albert était entré moins de charité, sinon moins de mysticisme, que dans celle du Pape. Le Roi ne s'était pas immobilisé sur ces sommets où l'on touche, il est vrai, le ciel, mais « d'où l'on ne descend sur la terre, dit Maine de Biran, que pour faire tout plus mal que les gens du pays... »

Dès le premier jour Charles-Albert en avait appelé à son épée; c'était sur elle, encore, qu'il comptait pour glorieusement finir. Après avoir eu foi dans son étoile, après avoir eu foi dans sa mission, il allait avoir foi dans son martyre...

Dans son martyre, car autant il était persuadé que « le grand jour finirait par arriver... (*sic*), autant il doutait qu'il franchirait lui-même le seuil de la terre promise.

« Un autre que moi, lui entendait-on dire sans cesse, exécutera un jour ce que j'ai tenté... » « Le Roi d'Italie, ce ne sera pas moi, ce sera mon fils Victor... »

Quand il se prêtait aux combinaisons belliqueuses de la révolution, Charles-Albert entendait assurément poursuivre la solution de la grande question politique, mais il y cherchait aussi maintenant la solution d'une question personnelle.

Faut-il le dire? Le Roi espérait rencontrer, dans une bataille prochaine, la mort qui justifierait sa vie.

Peut-on imaginer la situation qu'un tel prince faisait à son ministère ?

Cette situation était inconcevable.

Conservateurs, les ministres de Charles-Albert ne pouvaient s'associer aux tendances belliqueuses de leur maître qui faisait le jeu des révolutionnaires de Rome et de Toscane.

Ils ne pouvaient, d'autre part, par une politique de répression, faire le jeu de l'Autriche.

Il ne restait au cabinet qu'à choisir le terrain sur lequel il tomberait honorablement.

Les étudiants de Turin, en demandant à établir parmi eux des associations politiques, fournirent au cabinet l'occasion cherchée.

Mis en minorité par la Chambre sur cette question, le 3 décembre, le président du conseil, Pinelli,

offrit au Roi sa démission et celle de ses collègues.

Le Roi l'accepta avec bonheur ; et la rue salua d'un immense cri de joie la chute de ces hommes qui, pour avoir essayé de contenter tout le monde, n'avaient satisfait personne.

Fatalement Charles-Albert devait faire appeler Gioberti. Gioberti était l'homme de la situation. Mais il avait « ... déserté l'autel pour se souiller de politique (1) », comme l'écrivait naguère un grand historien italien, et Gioberti faisait toujours à Charles-Albert l'effet d'un prêtre apostat. Donner la direction de sa politique à un tel homme, c'était pour le Roi appeler sur son pays la colère de Dieu.

Mais, vraiment, qu'importaient à la démagogie, maîtresse de Turin, les préférences ou les scrupules du Roi !

Dès le 26 novembre, le Cercle démocratique lui enjoignait de faire appeler l'ambitieux abbé.

C'est en vain que, pour se dérober à cette nécessité, Charles-Albert avait prié les hommes politiques sur le dévouement desquels il croyait pouvoir compter de lui soumettre une combinaison ministérielle. Le comte Lisio s'était refusé à l'expérience. Massimo d'Azeglio l'avait tentée sans succès. A la Chambre comme sur la place publique l'opposition était décidée, cette fois, à ne pas reculer. Il fallait ou lui livrer le pouvoir, ou faire un coup d'État.

(1) Bersezio, *Trent' anni...*, etc., vol. IV, p. 216.

Mais on ne fait pas de coup d'État quand on est arrivé au dégoût de toutes choses.

Le 13 décembre, le Roi capitulait et faisait appeler Gioberti.

« Nous y voilà, écrivait le marquis Costa, le Roi vient de passer deux heures en tête-à-tête *col prete politicante* (1). Peut-être, après tout, devons-nous nous réjouir d'en finir avec lui et avec ses partisans belliqueux; car c'est vainement que Gioberti essayera d'enrayer les événements avec sa fédération italienne. La guerre est certaine, car elle est dans son programme. Après tout, elle servira, comme une saignée, à calmer les passions anarchiques où nous nous débattons. Si nous sommes vainqueurs, le Roi pourra reparler en maître; si nous sommes vaincus, c'en sera fini de nos ennemis en même temps que de nous... »

Le surlendemain, c'est-à-dire le 15, nouvelle lettre :

« Depuis deux jours le Cercle démocratique de Turin, bannières déployées, manifestait dans les rues, si insolemment, si bruyamment, qu'il n'y avait pas à résister. Gioberti présidera le cabinet et sera ministre des affaires étrangères; Sineo aura l'intérieur; Ricci, les finances. Ses autres collègues seront Buffa, Rattazzi, Tecchio, Cadorna et autres députés de même teinte.

« J'oubliais le général Sonnaz, à qui échoit le portefeuille de la guerre. Gare aux récifs avec de tels pilotes! Quant à leur programme, le voici, dit-on :

(1) Avec le prêtre politiquant.

Tout d'abord et fort adroitement nos ministres rendront le commandement général de l'armée au Roi.

« Puis ils ont décidé que l'armistice serait dénoncé si la médiation n'a pas abouti le 15 janvier. »

Cette anecdote qui alors circulait à Turin était pour donner au cabinet son vrai caractère.

Comme le général Sonnaz avait seul l'habitude de la cour, Gioberti le pria de régler avec le chambellan ou l'écuyer de service les détails de la première visite officielle.

Sonnaz donc, escorté de tous ses collègues, arrive à l'heure dite, et jette ces mots qui retentissent dans tous les salons :

« Annunciate a Sua Maestà l'abbate e tutta la compania democratica... (1). »

La foule cependant se trompait quand elle s'imaginait avoir affaire à des démagogues de l'école la plus avancée. Elle effrayait Gioberti, bien plus qu'elle ne le charmait par ses cris mille fois répétés de « *Vive* la démocratie! »

Or personne plus que l'abbé n'appartenait à cette école politique qui a pour premier soin de rompre, après la victoire, avec des alliés compromettants ou dangereux.

« On prétend, écrivait le 21 décembre le marquis Costa, que notre président du conseil redoute déjà les attaques qui l'attendent et qu'il ne siégera de long-

(1) « ... Annoncez à Sa Majesté l'abbé et toute la compagnie démocratique... »

temps à la présidence. On va même jusqu'à dire que le digne homme a une peur mortelle, et que le sort de Rossi lui procure de si horribles cauchemars qu'il fait coucher le député V... dans sa chambre.

« ... Voilà deux charmants camarades de lit. Quant à son collègue Buffa, il vient de prendre possession du pouvoir par la plus maladroite des proclamations adressée aux Génois insurgés. — Le ministre daube sur l'armée, la seule force qui nous reste. Quel gâchis! — Tant mieux, disent les uns; tant pis, disent les autres; et tous accusent le Roi. Le voilà arrivé à l'état de bouc émissaire, jusque dans sa propre famille. On s'exprime sur son compte avec une lamentable liberté. — On dit la Reine malade d'une rougeole heureusement bénigne. N'est-ce pas un prétexte pour cacher son chagrin? — Il n'est pas jusqu'à notre angélique duchesse de Savoie qui ne dise son petit mot amer... Toute notre diplomatie va être changée. — Nos ministres n'ont-ils pas à pourvoir leurs créatures? A choses nouvelles, il faut des hommes nouveaux...

« ... Le Roi le comprend, car mercredi il donnera un raout où il invite députés et sénateurs. Pour la première fois, on verra des gens se présenter au palais en frac, en bottes et en chapeau rond... Je suis profondément attristé de l'attitude que Sa Majesté devra prendre dans une réunion si fort constitutionnelle. »

. . . .

En regard des miracles théologiques il y a, comme on l'a dit, des miracles psychologiques. — Or, le fait du miracle a toujours été de provoquer le scandale des

uns, l'incroyance des autres, ou du moins l'étonnement de tous.

Le miracle de leur monarchie se faisant tout à coup citoyenne ne pouvait, en effet, que scandaliser profondément ceux qui, jusque-là, avaient vu Charles-Albert incarner l'étiquette. Son entourage ne pouvait comprendre l'abnégation qui lui faisait congédier les habitudes de toute sa vie, pour peupler sa maison de mœurs nouvelles. — On eût d'ailleurs cherché en vain à se rendre compte de ce qu'il en coûtait au Roi.

Le premier jour où il ouvrit son palais à la bourgeoisie de Turin et à la garde nationale, Charles-Albert se promenait seul parmi ses invités, dont le flot s'ouvrait respectueusement sur son passage. Il s'arrêtait ici et là, pour dire un mot aux gens qu'il pouvait connaître.

« Passant enfin près de moi, raconte le ministre Cadorna à qui j'emprunte ce récit, il s'arrête et me dit avec un sourire :

« En est-il bien ainsi ?. . »

« Je m'inclinai respectueusement, ajoute le ministre, car jamais il ne m'avait paru plus grand qu'à ce moment. Dans ce simple mot qu'il venait de me dire, j'entrevoyais la noblesse et la loyauté de ses sentiments. . . . .

« ... Il devait être douloureux pourtant, continue Cadorna, de changer tout à coup les formes et les habitudes de son gouvernement. Jamais Charles-Albert n'en laissa rien voir. Et ce fait frappait tous ceux qui l'approchaient. Ses relations avec ses ministres non

seulement étaient bienveillantes, mais toujours d'une absolue correction. Ses observations au conseil laissaient le champ libre à toute discussion. Non seulement pas un mot, mais pas une marque quelconque ne mettait les ministres dans la pénible alternative de lutter contre les préférences, pour ne pas dire les volontés du Roi. La raison de cette conduite admirable se trouvait dans l'infinie loyauté du prince et dans le merveilleux sentiment qu'il avait de son devoir (1). ». . . . .
. . . .

(1) Lettre de Cadorna, citée dans la *Storia del parlamento subalpino,* Brofferio.

CHAPITRE XIV

La démocratie au pouvoir. — Comment se forme un peuple. — Politique réactionnaire de Gioberti. — Ingérence du ministère dans le choix du nouvel entourage du Roi. — Le général Jacques Durando remplace le général Lazzari. — Curieuse conversation du Roi avec son nouvel aide de camp. — Gioberti accentue son évolution révolutionnaire. — Violentes attaques de la gauche. — Brofferio s'en fait l'interprète. — Démission de Gioberti, offerte et acceptée avec joie par Charles-Albert. — Rupture des négociations de Bruxelles. — Ouverture de la nouvelle Chambre. — Adresse belliqueuse au Roi. — On se prépare ouvertement à la guerre. — Une lettre de M. le duc de Savoie sur l'armée piémontaise. — Le prince refuse le commandement en chef. — Nomination de Chrzanowsky comme général responsable, sous les ordres du Roi. — Première discussion du général en chef avec les ministres. — *Grosse guerre, ou guerre de détail?...* — Nomination de La Marmora et du général Cossato comme sous-chefs d'état-major du général. — Lettre du Roi sur l'état de l'armée. — Voyage de Tecchio et de Cadorna au quartier général de Chrzanowsky à Alexandrie. — On règle les dernières dispositions à prendre pour la dénonciation de l'armistice. — Le Roi ne contredit à rien. — Lettres du marquis Costa sur l'état de Turin, du Parlement et de la province. — Sa dernière entrevue avec Charles-Albert. — Le colonel Raphaël Cadorna va à Milan dénoncer l'armistice, le 14 mars à midi. — Rattazzi annonce la déclaration de guerre au Parlement piémontais. — L'armée sarde et l'armée autrichienne. — Départ du Roi. — « Forse mai. »

I

La démocratie s'était enfin saisie de ce pouvoir tant rêvé. « La guerre des rois est finie », disait-elle dans

ses clubs, dans ses meetings, dans ses banquets. La guerre des peuples va commencer.

On eût dit que Salasco, en signant l'armistice de Vigevano, d'un même trait de plume effaçait toute reconnaissance du cœur de l'Italie.

Folie, orgueil, présomption en prenaient la place. La démocratie rêvait d'accomplir avec ses bandes ce que Charles-Albert n'avait pu faire avec son armée, brave et disciplinée. Elle rêvait de faire l'Italie.

Mais comment ?

Personne ne le savait.

Les démocrates criaient aux armes, et à leurs appels se levaient des hommes qui criaient plus fort qu'eux. De tels cris soulèvent les passions et non les dévouements, décrètent la victoire, mais ne l'organisent pas (1).

A côté de ces énergumènes florissaient en Piémont les modérés, gens de bien, mais prêts, comme toujours, à tout sacrifier pour sauver le reste. Ceux-là poussaient de stériles gémissements sur les débordements du parlementarisme, sur les clameurs de la rue, sur

(1) Personne n'a mieux jugé le rôle joué alors par le parti démocratique que Cavour. Dans une lettre datée du 29 avril 1849 et adressée à la comtesse de Circourt, il écrivait :

« ... Le Piémont, après de magnanimes efforts, a succombé sous les coups de l'Autriche, moins à cause des forces de nos ennemis que par suite de l'incomparable impéritie du parti ultra-démocratique qui s'était emparé du pouvoir. Ce parti lâche et imbécile a tout fait pour nous perdre. Il a tout désorganisé et n'a su tirer aucun parti des éléments immenses de force que possédait le pays. » (*Lettere edite e inedite di Cavour,* Luigi Chialla, p. 146-147.)

les sophismes de la presse, sur l'empirisme de la politique princière dans toute l'Italie.

Le roi de Naples revenait aux pires pratiques d'autrefois. Le grand-duc de Toscane jouait au plus fin avec la révolution. Le Pape excommuniait Rome. L'Autriche écrasait Venise et Milan. Charles-Albert, enfin, que la défaite avait livré à Gioberti, faisait entre ses mains la douloureuse figure d'un roi fainéant.

Et c'était avec de tels éléments qu'aux premiers jours de 1849 on rêvait encore de faire une patrie.

L'excès même de son improbabilité devait réaliser ce rêve; car, comme on l'a dit, la race n'est plus qu'un élément secondaire, la religion n'est plus un facteur tout-puissant; l'unité de l'État, réalisée dans un certain organisme d'institution, ne suffit même plus.

Ce qu'il faut, c'est une communauté de haines ou de souffrances; ce qu'il faut, c'est du sang, ce sont des larmes versées en commun pour faire une patrie (1).

Lorsque Corinthe brûla, d'innombrables statues d'or, d'argent, d'airain, de cuivre, de bronze se fondirent, dit-on, en un métal unique; de même, dans l'immense brasier où la révolution devait jeter l'Europe, les provinces, les royaumes italiens se fondirent en une Italie unique. Et, chose inouïe! l'œuvre était coulée au profit d'une dynastie.

(1) Joseph de Maistre avait déjà dit de la révolution : « Nous ne sommes broyés que pour être mêlés... »

« *Requiem æternam,* disait Joseph de Maistre, sur les races royales qui ont voulu contredire ou heurter de front la révolution. »

Après Joseph de Maistre, Charles-Albert avait entrevu que la volonté des peuples était l'agent nouveau dont la Providence semble maintenant se servir pour régir le monde. C'est dans ce pressentiment de l'avenir qu'il s'isolait de ceux qui croyaient éternelles les formes de gouvernement, parce que telles ils les voulaient.

On pouvait donc dire de lui, avec la marquise d'Azeglio, que « plus que jamais alors il ressemblait à un sphinx ». Oui, comme ces sphinx d'Égypte immobiles parmi les tempêtes de sable, il regardait vers l'Orient.

Patient, parce qu'il voyait l'événement inéluctable, que lui importaient les efforts faits pour le hâter ou l'éloigner! Il avait, lui, l'expérience des choses, expérience qui, si fort, manquait à ses nouveaux ministres, à leur chef surtout, qui, pour arriver, promettait hier ce qu'il ne pouvait plus tenir aujourd'hui.

Gioberti, dans l'ivresse de son succès, s'était risqué à dissoudre la Chambre qui l'avait acclamé. Avec cette suffisance qui toujours fut le trait distinctif de son caractère, il imaginait que, par amour pour lui, le pays mettrait à ses ordres une Chambre docile et malléable.

Peut-être la chose eût-elle été fort heureuse, car, pour rendre à chacun selon ses œuvres, il faut dire

que Gioberti, alors, envisageait sagement l'avenir de son pays. Il voulait rendre à la guerre contre l'Autriche son vrai caractère, son caractère primitif de guerre d'indépendance. Mais, pour cela, il fallait avant tout paralyser les révolutionnaires qui, eux, voulaient une guerre républicaine et leur arracher des mains Rome et la Toscane.

A Rome, Mamiani venait de proclamer la déchéance du Pape. A Florence, le grand-duc râlait aux mains de la révolution. Grande et vraiment italienne était l'idée de Gioberti. Sa réalisation eût, en effet, empêché l'étranger de se mêler aux affaires de la Péninsule, et puis, c'était un moyen honorable de retarder une prise d'armes qui ne pouvait que compromettre l'avenir.

Mais, encore une fois, Gioberti avait compté sans la nouvelle Chambre.

Au lieu d'y faire entrer ses amis, il ne s'était occupé qu'à préparer le terrain sur lequel il voyait déjà sa future majorité le suivre avec enthousiasme.

Or, tout manqua, la majorité comme l'enthousiasme. Abusant du nom du premier ministre, ses adversaires, grâce à ce nom alors tout-puissant, firent nommer les hommes à la fois les plus inconnus et les plus avancés d'Italie.

Toutes les personnalités marquantes de la précédente législature restaient sur le carreau. Balbo était ballotté. Cavour ne passait pas. Gioberti allait s'apercevoir que sa majorité serait aussi ingouvernable que pouvaient l'être celles qui, à Rome et à Florence, faisaient la loi.

Mais l'amour-propre et la vanité du grand homme n'étaient pas pour s'avouer vaincus par cette première déconvenue.

Son prestige, croyait-il, était intact. Il comptait sur l'aveugle obéissance de ses collègues du ministère, et puis, le Roi n'avait-il pas absolument besoin de lui ?...

Cependant, collègues, Parlement et prince allaient apprendre au philosophe qu'il faut longtemps étudier le monde avant de prétendre le conduire.

Le Parlement se réunissait le 1er février 1849.

Charles-Albert avait voulu ouvrir lui-même la session.

Décharné, abattu, blanc comme un cygne, il s'affaissa dans le fauteuil qui lui avait été préparé. Pendant que tout retentissait encore des applaudissements qui saluaient son entrée, le Roi, d'un œil triste, cherchait parmi les députés quelque visage connu, sans paraître en trouver un seul, car son regard errait flottant, incertain, jusqu'à ce qu'enfin il se fixât sur un feuillet blanc, qu'il déplia lentement. La voix du Roi était si faible et si brisée que personne ne l'entendit.

Après avoir, en quelques phrases, exprimé son bonheur, certes, très officiel, de se retrouver parmi des hommes dont la foi et la constance s'étaient accrues par le malheur; après avoir ajouté qu'une Constituante assurerait l'avenir du royaume de haute Italie, et affirmé par là l'union, quand même, de la Lombardie et de la Vénétie au Piémont, le Roi arriva à ce

passage de son discours que chacun attendait avec une indicible anxiété :

« Mes ministres, dit-il, et ici sa voix sembla se raffermir, mes ministres vous expliqueront plus en détail la politique que j'entends suivre, mais il m'appartient à moi de vous parler de notre armée et de l'indépendance nationale qui est le but suprême de nos efforts...

« L'armée est refaite, augmentée, florissante. Elle rivalise d'héroïsme et de solidité avec notre flotte. Je l'ai naguère visitée, et je puis témoigner de la patriotique ardeur qui les enflamme...

« Tout nous fait croire, continuait le Roi, que la médiation de deux puissances généreuses et amies aura bientôt son heureux couronnement ; mais alors même que, sur ce point, nos vœux seraient trompés, nous pourrions recommencer la guerre avec l'espoir de vaincre...

« Pour vaincre, cependant, il faut que la nation aide l'armée ; ceci dépend de vous, Messieurs, et de ces deux provinces qui, maintenant, font partie de notre royaume et de nos affections.

« ... Consolez-vous des sacrifices que vous aurez à faire : ils seront courts, et le fruit en sera éternel. »

Pendant que le Roi parlait, Gioberti, au pied de l'estrade que surmontait le trône, promenait à travers ses lunettes un regard de triomphe sur l'assemblée.

Quel contraste entre cette joie de parvenu pour qui le succès n'était qu'une affaire personnelle, et cette

royale tristesse pour qui le malheur n'était malheur qu'à cause de son pays !

Cependant, les applaudissements allaient au ministre plus qu'au Roi. Les enthousiasmes du nombre vont rarement à ce qu'il y a de plus grand.

Tandis donc que le Roi rentrait solitairement au palais, Gioberti, pour célébrer son triomphe, donnait au ministère des affaires étrangères une grande fête. Ses quatorze salons étaient illuminés : députés, sénateurs, officiers, ministres, anciens ministres y affluaient. Gioberti n'avait épargné à personne ses invitations, pas même au comte de La Margherita.

Tout, au dire d'un témoin, s'y était passé à souhait. L'abbé, souriant, saluant, rayonnant, se multipliait et parcourait successivement tous ses salons, les mains derrière le dos, à la joie aussi vive que discrètement contenue des membres du corps diplomatique.

Mais ces grandes façons de l'abbé premier ministre ne pouvaient plaire à la démocratie. Elles lui plaisaient d'autant moins que le député Brofferio et ses amis du Cercle national avaient eu connaissance des négociations entamées, soit à Rome, soit à Florence, pendant l'interrègne parlementaire. L'empressement que montraient, d'un autre côté, les hommes de la droite à entourer Gioberti (la fête que venait de donner le ministre en témoignait) n'était pas pour rassurer les démocrates sur les intentions du président du conseil.

Ils avaient donc organisé, dès l'ouverture du Parlement, une manifestation belliqueuse pour signifier

à Gioberti la conduite que la démocratie entendait lui voir tenir. Mais, grisé d'orgueil, Gioberti ne croyait plus avoir à compter avec son passé.

« Le grand abbé, écrivait le marquis Costa, qui venait d'être renommé député, semble ne plus vouloir la guerre. Il revient à ses belles et philanthropiques théories du *Primato*. Ce qu'il voulait, c'était le pouvoir, et maintenant qu'il l'a, il ne veut plus avancer.

« La droite se rallie à lui et crie : *Hosanna!* Le pouvoir divinise tout et fait tout oublier. Je ne sais ce que l'avenir réserve au digne abbé, mais on me raconte que le voilà singulièrement démonétisé auprès de ceux qui comptaient sur lui pour battre Radetzky... »

Dans cette lettre, le marquis Costa ne nomme pas le Roi, mais il est aisé d'y voir que la dernière illusion qui pouvait rester à Charles-Albert sur Gioberti s'était évanouie. Celui que l'on appelait « le belliqueux théologien » ne justifiait même plus ce titre qui, seul, avait vaincu les répugnances de Charles-Albert à l'appeler au ministère. Pour lui, Gioberti n'était plus qu'une sorte de pédagogue qui s'arrogeait un droit impertinent sur tout, même sur ses royales affections.

Pauvre prince! il avait dû accepter le contrôle de son ministre sur son nouvel entourage.

Comme pour ménager la transition, on avait pourtant offert au Roi de garder un ou deux de ses vieux serviteurs. « ... Non, non, avait-il répondu... Je ne veux personne... Que ferais-je d'eux (1)?... »

(1) Cette phrase du Roi si douloureuse se trouve dans une

Du passé cependant tout n'était pas mort, car un sentiment immortel, celui-là, autour du vieux trône de Savoie, continuait à verdoyer. Charles-Albert, sûr d'être entendu, pouvait parler d'honneur militaire, d'honneur national avec les hommes d'aujourd'hui comme avec ceux d'autrefois.....

. . . .

Ceux d'aujourd'hui me fourniront donc désormais ces détails intimes, ces traits, ces mots, qui, mieux que n'importe quel récit solennel, feront connaître les dernières luttes, les suprêmes angoisses du prince dont il me reste à raconter l'agonie.

II

Le général Jacques Durando, dont, à propos de la révolte de Gênes, j'ai déjà cité le nom, avait remplacé

lettre du marquis Costa, datée du 30 décembre 1848. En prenant congé du prince qu'il avait si longtemps servi, le marquis lui avait laissé entrevoir la profonde tristesse que lui causaient autant les événements que l'attitude nouvelle que le Roi croyait devoir prendre.

Quelque chose de cette conversation avait transpiré et prêté à des commentaires désobligeants. Charles-Albert, informé de ce que ces commentaires pouvaient avoir de pénible pour le marquis, lui écrivit aussitôt une lettre que l'on trouvera à la fin de ce volume. Cette lettre est aussi honorable pour celui qui daigna l'écrire que pour celui dont elle récompensait les longs et loyaux services. (Voir note A, chap. XIV.)

comme premier aide de camp de Charles-Albert le général comte Lazzari.

Durando cumulait la vice-présidence de la Chambre avec ses fonctions auprès du Roi, et celui-ci, heureux de connaître autrement que par des rapports officiels l'opinion publique, ne manquait pas d'interroger le général chaque fois qu'il se présentait au palais.

C'était vainement que Durando, dont la bravoure ne pouvait être suspecte, non plus que son amour pour l'Italie, cherchait à démontrer à Charles-Albert l'impossibilité d'entreprendre une nouvelle campagne. C'était vainement qu'il montrait l'idée d'une revanche condamnée par toute l'Europe. Hanté de cette pensée unique de remonter à cheval, le Roi le laissait dire, et chaque jour, entre lui et son nouvel aide de camp, s'engageait ce dialogue dont Durando a gardé la sténographie :

« Eh bien, disait le Roi, on veut la guerre?

« — Il paraît que oui, Sire.

« — Et la Chambre des députés?

« — Elle veut aussi la guerre.

« — Et vous, général, qu'en pensez-vous? »

. . . .

A cette question, Durando se taisait et haussait les épaules.

« Alors, reprenait le Roi, vous doutez du succès?...

« — Tout ce que je possède d'expérience, répondait Durando, m'oblige à dire à Votre Majesté que je n'ai aucune confiance.

« — Mais, alors, pourquoi ne le dites-vous pas à Gioberti? disait le Roi finement.

« — Je n'ai aucune influence sur lui.

« — Mais dites alors votre sentiment à la Chambre.

« — Hélas! mes paroles ne serviraient qu'à décourager encore plus l'armée!

« — Que faire, alors?

« — Je ne vois aucune possibilité de faire dériver le courant, reprenait Durando. Il faudra subir la guerre comme un jeu de hasard, comme un duel. C'est pour nous, d'ailleurs, une sorte d'obligation d'honneur, après les calomnies répandues sur Votre Majesté et sur nous.

« — C'est vrai, reprenait invariablement le Roi. I faudra faire la guerre et s'en remettre aux hasards de la bataille... »

Et, tout réconforté à la pensée que, quoi que pût faire son premier ministre, la guerre était inévitable, le Roi congédiait Durando.

Gioberti, cependant, ne voyait, n'entendait rien de ce qui se passait autour de lui.

Certains dieux de l'Inde peuvent seuls donner l'idée de l'adoration ou plutôt de l'infatuation personnelle portée au degré où la portait l'abbé.

Il ne comptait pas avec le Roi, et à peine daignait-il compter avec les événements.

Si inquiétantes que fussent les nouvelles de Bruxelles, où le succès de la médiation devenait de plus en plus problématique, on voyait le ministre monter à la tribune dans les premiers jours de février,

et là, sous prétexte de commenter le discours de la couronne, donner à son passé le plus éclatant démenti.

« Le président du conseil, écrivait le marquis Costa le 11 février, vient de nous lire une pièce de sa façon, sorte de profession de foi nouvelle que personne ne lui demandait, et qui, dans les circonstances actuelles, fera l'effet d'un coup de pied dans une fourmilière. Au plus grand étonnement de chacun, nous l'avons entendu se déchaîner contre la démagogie romaine, contre la démagogie toscane. Il a fulminé ainsi pendant plus d'une heure contre la république. Et voilà le grand homme plus réactionnaire que pas un d'entre nous. Les bras tombent devant de semblables palinodies. Allons-nous, à notre tour, être obligés de nous désavouer nous-mêmes, et nous voyez-vous, nous Jésuites de robe courte, réduits par conscience à soutenir l'abbé Gioberti ?...

« Vous n'imaginez pas avec quelle stupeur d'abord, puis ensuite avec quelle explosion de rage certains de nos amis de la gauche ont entendu l'abbé nier la souveraineté populaire, traiter de factieuse l'Assemblée romaine, faire des vœux pour le retour du Pape et conclure que l'Italie touchait à ce point politique qu'elle ne pouvait ni ne devait dépasser. »

On eût dit, en effet, à entendre l'admirable parole de Gioberti, les fusées d'un feu d'artifice ; mais ces fusées, en retombant, mettaient le feu à toutes les susceptibilités, à toutes les jalousies, à toutes les rancunes accumulées contre l'impérieux ministre.

S'en faisant l'interprète, Brofferio, tout aussitô

s'élance à la tribune et s'inscrit en faux contre des doctrines aussi antirévolutionnaires.

Mais sa voix est étouffée sous les clameurs de la droite. Il ne peut faire entendre à l'abbé qu'une sommation de venir répondre à son interpellation.

Gioberti, dédaigneusement, accepte le rendez-vous pour le surlendemain et se retire parmi les bravos. La foule, qui guette sur la place Carignan le résultat de la séance, emboîte le pas aux députés qui font cortège au président du conseil et l'accompagne jusqu'au ministère pour le réaccompagner le surlendemain, plus enthousiaste, plus bruyante encore.

Ce jour-là, quand le tout-puissant ministre franchit le seuil du Parlement, les *evviva* qui de partout le saluent présagent un nouveau triomphe.

Mais voilà que, sans se laisser intimider, et dans son magnifique langage, Brofferio oppose le programme de Gioberti candidat au programme de Gioberti premier ministre, et peu à peu, entassant contradictions sur contradictions, l'écrase de tout leur poids.

Trop rude est l'attaque pour que le prodigieux orgueil de l'abbé suffise à le protéger.

Il essaye cependant de se reprendre, de remonter au Capitole, suivant sa coutume. Quand il s'y croit arrivé, il demande un vote de confiance. Mais la Chambre hésite, discute et passe à l'ordre du jour.

Gioberti seul ne voit pas que son astre pâlit, ou s'il le voit, par un coup d'audace il entend ramener la fortune.

C'est l'heure précise où il vient de recevoir un si

rude avertissement qu'il choisit pour passer de la politique spéculative à la politique d'action, qui résume son nouveau programme.

Ses adversaires ont le pressentiment de l'événement quand ils voient le général La Marmora abandonner brusquement le portefeuille de la guerre, pour prendre le commandement du camp de Sarzano, sur les frontières toscanes.

Quelques jours après, l'ordre arrivait au camp de mobiliser une division. On peut juger avec quelle colère on recevait à Turin l'écho d'une si outrecuidante agression.

Gioberti n'y devait pas survivre.

« Il faudrait, écrivait le 21 février le marquis Costa, des volumes pour rendre compte de l'intrigue ourdie contre Gioberti. A-t-il tort ou raison? Je n'en sais rien, et ne me porterais caution ni du grand homme, ni de ses accusateurs.

« Ceux-ci, qui ne sont autres que ses collègues, les ministres et le Roi, ont tout à coup prétendu que, tranchant du dictateur et à leur insu, l'abbé avait préparé avec l'Angleterre, la France et l'Espagne une intervention en Toscane, et que, toujours en cachette, il venait d'expédier à la division La Marmora l'ordre de passer la frontière.

« Gioberti prétend, au contraire, qu'il s'est expliqué de son projet pendant l'un des précédents conseils; que, approuvé par ses collègues, il a été soumettre le projet au Roi, et que, bien loin d'y contredire, le prince l'a encouragé.

« Quoi qu'il en soit, au lieu de garder le secret de si tristes discussions, on en fait étalage en plein parlement.

« Rattazzi est venu demander des explications que l'abbé a dédaigneusement données, affirmant la complète solidarité de ses collègues. Ceux-ci, de protester avec indignation.

« Vous voyez ce qu'a pu être une séance remplie d'affirmations et de dénégations non moins scandaleuses. Tous ces ministres me semblent être désormais également impossibles au ministère et également désireux d'y rester.

« Qui l'emportera, de l'abbé ou de ses contradicteurs ?... Je ne le saurais dire, mais je parierais volontiers contre l'abbé dont les grands airs ont finalement lassé chacun... »

Comme dernier argument dont il croyait l'effet irrésistible, Gioberti jeta à ses collègues le mot de démission.

Ceux-ci l'attendaient. Le Roi aussi l'attendait, trop heureux de se soustraire à l'encombrante personnalité de son premier ministre.

Louis XIII se plaignait que Richelieu ne lui laissait autre chose à faire que de guérir les écrouelles. Charles-Albert, tant qu'avait duré le ministère de Gioberti, ne pouvait même pas en dire autant.

Une adresse couverte de quinze mille signatures suppliait cependant le Roi de ne pas se séparer de Gioberti. Mais Charles-Albert la prenait d'autant moins en considération que la nouvelle de la rupture

des négociations engagées à Bruxelles lui parvenait en même temps.

Après une démarche des plus pressantes du comte Colloredo à Londres, pour modifier les intentions conciliatrices de lord Palmerston, le prince Schwarzenberg faisait parvenir aux puissances médiatrices une note portant que « si elles voulaient voir venir à Bruxelles un plénipotentiaire autrichien, elles devaient préalablement s'interdire toute motion infirmant les droits garantis à l'Autriche, en Italie, par les traités de 1815 (1) ».

Ainsi disparaissaient presque simultanément du chemin de Charles-Albert les deux derniers obstacles qui l'empêchaient de se jeter sur l'épée de l'Autriche.

III

Tout ce qui va disparaître jette à l'existence un sourire d'adieu. Bas sur l'horizon, le soleil double d'éclat. Un suprême rayon d'intelligence illumine le mourant. Le malheureux meurt bercé par une dernière illusion. Et parmi ces illusions, les plus trompeuses nous sont les plus chères. Tant il est vrai que

(1) Note de Schwarzenberg, Vienne, 16 février 1849.

ce mensonge qu'on appelle le bonheur cherche à nous tromper encore au seuil de l'éternelle vérité.

Dans la vie déjà longue du roi Charles-Albert, une seule survivait parmi tant d'illusions qui, tour à tour, s'étaient évanouies. Celle-là habitait au plus intime de son cœur et y réchauffait un sang que sans elle le malheur y eût dès longtemps glacé.

Elle murmurait la possibilité d'une revanche, et le Roi l'écoutait, charmé... Aussi quand la Chambre, au nom du pays, vint le supplier de tirer l'épée, il ne se demanda pas si quelque mensonge se cachait derrière cette prière, heureux de croire la parole qui mettait son devoir à l'unisson de son plus cher désir.

Comment n'eût-il pas été heureux ?

Écoutez :

« L'adresse qui répondait au discours de la couronne rappelait au Roi l'admirable dévouement avec lequel il avait promis de consacrer à la conquête de l'indépendance italienne sa vie et celle de ses fils... »

Et puis elle disait :

« Appuyé sur l'énergique vœu de la nation qui ne peut plus longtemps supporter de si cruelles incertitudes, les députés du peuple vous prient, Sire, de rompre avec les atermoiements et de déclarer la guerre... Nous nous en remettons à nos armes. Nous n'avons de confiance que dans notre droit et dans nos armées.

. . . .

« La nation est prête pour le grand combat... Nous avons déjà fait trop de sacrifices inutiles au maintien de la paix européenne. Quelque lourds

qu'ils soient, la guerre nous rendra légers les sacrifices que nous ferons encore... »

. . . .

Ceux qui apportèrent cette adresse au palais disent qu'ils n'avaient pas vu, depuis longtemps, le visage du Roi aussi désattristé, ni entendu sa voix plus sonore que lorsqu'il répondit :

« Vous m'assurez que la nation est prête à tout sacrifier, messieurs. A mon tour, je vous assure que l'armée est prête et florissante, et que le plus cher désir comme le plus cher espoir pour mes fils et pour moi est l'indépendance nationale... »

. . . .

Ici les illusions du Roi devenaient chimères, car avoir une illusion, c'est voir d'une manière fausse des choses qui existent, tandis que les chimères sont sans aucun point de départ réel.

Chimérique était l'appréciation du Roi sur l'état de l'armée. Non, bien loin d'être florissante, elle se désagrégeait. Bien loin d'être impatiente de combats, elle comprenait l'impossibilité de la lutte qui allait s'engager. Elle se souciait peu d'alliés qui l'avaient abandonnée au feu et insultée dans les rues de Milan. Par-dessus tout elle craignait l'émeute que le ministère entendait lui donner comme auxiliaire dans la future campagne.

On préparait en effet à Turin la guerre comme on prépare une révolution.

Sous prétexte de rendre les recrues belliqueuses, on les rendait parfaitement indisciplinées.

L'insubordination passait, aux yeux des meneurs, pour une marque de zèle ; la désertion sévissait comme une épidémie.

Après être entré dans les plus tristes détails sur l'état de ses régiments, M. le duc de Savoie terminait une lettre au ministre de la guerre par ces mots qui en diront plus long que bien des pages :

« ..... Je préviens Votre Excellence que, parmi les soldats, cette idée que la peine de mort est abolie fait son chemin. Et comme les punitions infligées communément par les conseils de guerre, telles que les galères, la chaîne militaire, les corps francs, éloignent les poltrons des dangers de la guerre, non seulement ces châtiments ne sont pas craints, mais encore ils sont ambitionnés par les lâches (1)..... »

Pourquoi ne pas l'avouer ?... L'armée, l'admirable armée de Goïto, de Pastrengo, était profondément atteinte dans son moral par ses dernières défaites.

On avait, il est vrai, doublé les effectifs, par des levées extraordinaires, mais le manque de cadres, le manque d'instruction, le manque de cohésion, et surtout de confiance, rendaient ces adjonctions plus funestes qu'utiles.

L'infanterie était médiocre ; la cavalerie et l'artillerie semblaient meilleures comme esprit et comme organisation, mais manquaient de chevaux et de matériel.

L'intendance, les services d'ambulance ne pouvaient suffire au service des quatre-vingt mille hommes qui

(1) *La vita ed' il regno di Vittorio Emanuele,* Massari, p. 19.

composaient l'ensemble des forces piémontaises.

A de telles troupes il aurait fallu des généraux plus qu'habiles ou qui, tout au moins, à défaut d'habileté, eussent inspiré confiance au soldat.

Or, il n'en était rien, malheureusement.

Les généraux tels que Bava, Sonnaz et tant d'autres qui, dans la précédente guerre, avaient commandé, s'avouaient hors de service. On les avait remplacés. Mais que valaient ces remplaçants? C'est ce que personne ne savait encore. Leur action à venir, du reste, n'était que relative. Ils vaudraient ce que les ferait le général en chef.

Or, au mois de février, alors que de toutes parts on criait à la guerre, ce général n'avait pas encore été nommé.

On se souvient de l'inutilité des démarches faites à Paris pour obtenir un général français.

Le général suisse Dufour et M. le duc de Savoie (1) avaient de même refusé le commandement qui leur était offert.

Acculés enfin par les circonstances à une nomination immédiate, les ministres résolurent la difficulté

---

(1) Dans les premiers jours de janvier 1849, le duc de Savoie écrivait au général Dabormida en le priant « de l'instruire sur les choses du moment ». J'entends dire, ajoutait-il, que Chrzanowsky et son chef d'état-major La Marmora n'acceptent pas leurs nouvelles fonctions; d'autres disent que l'on veut me nommer général en chef. Par charité, dites-moi ce qu'il en est, parce que je ne puis accepter cette position par mille raisons et que tant de choses seraient à changer pour que j'acceptasse... (*La vita ed' il regno di Vittorio Emanuele*, Massari, p. 19.)

par le plus étrange amalgame qui se pût imaginer de parlementarisme et de stratégie.

Ils maintenaient cet article de leur programme que « le commandement en chef devait être rendu au Roi », mais là encore le Roi devait régner sans commander. On lui adjoignit un général responsable, qui pourrait mener la campagne au même titre que les hommes qui venaient d'inventer cette combinaison menaient la politique du malheureux roi.

Chrzanowsky, dont j'ai parlé et qui jusque-là s'était occupé exclusivement de la réorganisation de l'armée sans attributions bien définies, accepta la mission de commander sous le nom du Roi et prit le titre de major général.

C'est en cette qualité qu'il assistait au conseil des ministres du 17 février 1849.

Ayant enfin devant eux quelqu'un à qui s'en prendre, les ministres entamèrent les questions techniques, et Chrzanowsky, pour se faire comprendre, dut à son tour employer des expressions qu'il est assez rare de rencontrer à propos de plans de campagne. Il offrit aux ministres le choix entre une *grosse guerre* (*guerra grossa*) ou une *guerre en détail* (*in dettaglio*). La *grosse guerre* pouvait, selon lui, terminer la campagne par une seule bataille, tandis qu'une *guerre de détail,* moins compromettante, pouvait à la longue amener des résultats également décisifs (1).

(1) *Storia del parlamento subalpino,* Brofferio, *Documenti,* vol. III, p. 110. — C'est à ces mêmes documents que j'emprunte la plus grande partie des détails qui vont suivre.

. . . .

Le général-major s'offrait à mener les choses de l'une ou de l'autre façon selon les vues politiques du cabinet.

Le cabinet tout aussitôt protesta de son incompétence, disant que le but à atteindre étant la victoire, c'était à Chrzanowsky seul qu'il appartenait de choisir entre la *grosse guerre* ou la *guerre de détail.*

Ce mot mit fin à la très longue et très confuse discussion qui s'était engagée entre les ministres et le général. Celui-ci, malgré l'assurance qu'il affichait de pouvoir entrer en campagne quatre jours après la dénonciation de l'armistice, dont il laissait la date à fixer au ministère, n'avait pas grande confiance dans l'armée qu'il allait commander. Les innombrables difficultés d'une réorganisation inachevée le laissaient fort perplexe. Il ne comprenait pas une armée qui ne fût absolument régulière et dont les officiers ne fussent pas tous des savants. N'estimant pas à sa valeur l'état-major piémontais, Chrzanowsky s'était entouré d'une foule d'officiers étrangers qui ne connaissaient guère mieux que lui la langue du pays, et moins encore l'esprit de l'armée et ses grandes qualités. Si flattés qu'ils fussent de la déférence que Chrzanowsky semblait prêt en toute occasion à leur témoigner, les ministres n'avaient pas été sans remarquer cette terrible lacune, et, pour y parer, ils avaient donné à Chrzanowsky le général Alexandre La Marmora (1) comme chef d'état-major.

(1) Alexandre de La Marmora était le frère cadet d'Alphonse

Parmi les officiers supérieurs de l'armée piémontaise, La Marmora était certes l'un des plus braves, mais cette bravoure précisément le rendait impropre à ses nouvelles fonctions. Comme il était impossible à ce vaillant de ne pas, en toute circonstance, se battre en simple soldat, son ardeur lui faisait tout de suite perdre de vue l'ensemble d'une opération.

Un tel défaut demandait à être corrigé. On adjoignit donc à Chrzanowsky et à La Marmora, comme sous-chef d'état-major, le général Cossato, militaire fort instruit, mais froid, compassé et sans grande initiative.

On voit donc, pour me servir de la pittoresque expression d'un écrivain italien, que cet état-major était composé comme un balancier compensateur, alors qu'il aurait fallu un grand nom et un homme d'une indomptable énergie pour fusionner les éléments disparates et découragés de l'armée piémontaise.

Entre temps, pour hâter l'ouverture des hostilités, l'émigration lombarde remplissait l'air de ses cris. On faisait pressentir une immense insurrection de l'autre côté du Tessin, dès que l'armée royale aurait franchi le fleuve. Les rapports qui arrivaient de Milan, de Venise, de Brescia, de Bergame, annonçaient des enrôlements en masse, parlaient d'accumulations d'armes; partout les espions étaient en campagne. A les entendre, le pays était prêt, haletant, frémissant...

---

de La Marmora, qui venait de quitter le ministère pour prendre le commandement du camp de Sarzano.

Hélas ! il était prêt aussi, il frémissait de même l'année précédente ! Le renouveau de ces enthousiasmes rappelle une bien étrange histoire que raconte Saint-Simon.

Pour une des fêtes les plus brillantes que Louis XIV donna à Versailles, on s'était servi de merveilleux masques de cire. Si grand avait été leur succès qu'un an après on voulut s'en resservir. Quelques-uns gardaient leur fraîcheur d'autrefois; mais les autres, et c'était le plus grand nombre, avaient perdu leur vermillon et grimaçaient comme des faces de cadavres...

Sur les deux rives du Tessin, le bel enthousiasme d'antan grimaçait comme ces masques sinistres. Il ne pouvait donner l'illusion de la vie à ceux qui avaient fait la campagne précédente.

Entre Lombards et Piémontais, le souvenir des trahisons de Milan tuait tout autre souvenir et faisait de ceux qui n'avaient pas au cœur le généreux pardon du Roi des frères ennemis. Lui seul avait pardonné au point d'écrire quelques jours plus tard :

« J'ai les nouvelles les plus satisfaisantes à vous donner sur l'esprit de nos troupes, même des régiments lombards. La déclaration de guerre a fait disparaître la tristesse et la mauvaise volonté. On est content de sortir de cette inaction et de cette attente assommante qui nous opprime, et la majorité pense avec joie à des jours glorieux... (1). »

. . . .

(1) *Scritti e lettere,* p. 69 ; lettre du 16 mars 1849.

Dans les temps troublés on est toujours plus près d'une action que d'une réflexion, de là tant de folies héroïques. L'empressement que le Roi avait à rentrer en campagne l'empêchait de se souvenir. Il l'empêchait même de s'apercevoir du cruel abandon dans lequel le reléguaient ses ministres à cette heure décisive. C'était à lui pourtant qu'appartenait, de par la constitution, le droit de faire la paix ou de déclarer la guerre.

Mais, depuis la nomination de Chrzanowsky, c'était, je l'ai dit, avec le général-major que les ministres traitaient toutes les questions.

Or, comme ceux-ci croyaient n'avoir plus qu'à fixer le jour de la reprise des hostilités, deux d'entre eux, MM. Cadorna et Tecchio, arrivaient le 7 mars à Alexandrie. Ils trouvaient le major général travaillant avec La Marmora.

« Eh bien, lui dirent-ils, quand comptez-vous entrer en campagne ?

« — Dans quatre jours, si vous voulez, car mes dernières dispositions sont prises. Toutefois, si vous ne changez rien à mes projets, j'attaquerai le 18.

« — Trouveriez-vous un avantage, demandèrent alors les deux ministres au général, à ce qu'en dépit des stipulations de l'armistice Salasco on attaquât sans avoir dénoncé cet armistice huit jours auparavant ?... »

Il semblait à Tecchio et à Cadorna que la violation par l'Autriche de plusieurs des articles convenus au mois d'août justifiât leur question. Pour eux encore, elle se justifiait par le fait que la convention n'avait

pas été contresignée par un ministre responsable.

Le major général opina qu'en tout autre temps la chose eût été possible et même utile à tenter, mais, ajouta-t-il, « Nos préparatifs ont depuis trop longtemps marqué nos intentions au maréchal Radetzky, pour que nous puissions espérer le surprendre. Mieux vaut donc nous en tenir aux strictes conventions de l'armistice, et éviter, par là, les inutiles criailleries de l'Europe... »

Il restait à fixer le jour de la reprise des hostilités. Comme il y avait un an à pareille époque que Milan s'était soulevé, on crut un tel anniversaire d'un heureux augure, et l'on fixa la date du 10 mars.

Daniel Manin devait être avisé; tous les comités lombards seraient prévenus. Il ne restait plus qu'à arrêter la formule de la dépêche qui fixerait au major général la date de l'entrée en campagne. MM. Tecchio et Cadorna répétèrent une fois encore à Chrzanowsky que le cabinet lui laissait au point de vue militaire une pleine initiative et la complète responsabilité de ses actes. Puis les ministres remontèrent en voiture.

IV

Arrivés à Turin dans la matinée du 8 mars, les deux voyageurs se hâtèrent de convoquer leurs collègues pour leur rendre compte de la mission accom-

plie à Alexandrie. On discuta, on s'expliqua, on approuva. Lorsque enfin toutes les décisions furent prises et qu'il n'y eut plus qu'une sanction à donner, le cabinet se réunit sous la présidence du Roi.

Rien ne fut changé aux dispositions générales arrêtées avec Chrzanowsky. Cependant, comme le 18 et le 19 mars étaient jours de fête, quelqu'un objecta que ces jours pouvaient être utilement employés soit à des prières publiques, soit à une bénédiction de drapeaux. Le conseil recula donc de quarante-huit heures les dates convenues, c'est-à-dire qu'il fixa au 14 mars la dénonciation de l'armistice, et au 20 l'entrée en campagne.

On décida, enfin, que le Roi quitterait Turin le 13 à minuit, de façon à se trouver le 14, jour même de la dénonciation de l'armistice, au milieu de ses troupes. Lui, tout heureux de retourner à la bataille, avait laissé dire et faire à ses ministres tout ce qu'ils avaient voulu, impassible parmi leurs discussions comme il allait l'être à la Sforzesca et à Novare.

Si bien gardé qu'il fût, le secret cependant transpira. Comment en eût-il été autrement à la vue des régiments, des batteries qui les uns après les autres quittaient Turin, et s'acheminaient soit vers Novare, soit vers Alexandrie? Personne cependant ne voyait encore la crise aussi prochaine. Quelques-uns même, comme le marquis Costa, croyaient à un mouvement antidynastique plutôt qu'à une reprise d'hostilités.

« Le Roi, écrivait-il le 5 mars, persiste dans ses

idées de guerre. Le ministère en fait autant, mais je crains que de plus habiles qu'eux ne profitent du départ des troupes, car il semble qu'un mouvement républicain nous gagne.

« On conspire ouvertement ici. Les principaux agents de Mazzini sont, à Turin, prêts à faire leur triste besogne. Et, avec cela, il est question de dissoudre la garde nationale, dont les sentiments monarchiques sont trop connus... »

« On n'a jamais tant parlé de guerre, ajoutait pourtant encore le 7 le même correspondant, mais je ne crois pas qu'on ose en venir à cette extrémité, tant l'Europe y semble opposée. Hier, le ministre d'Angleterre a eu avec le Roi une conférence de trois quarts d'heure. Il s'est prononcé contre nos folies avec la plus rare énergie. Notez qu'il n'y a pas un sou dans nos coffres; les bruits de guerre si persistants empêchent tout emprunt. Je ne puis croire d'ailleurs que le ministère puisse songer à une reprise d'hostilités, sans avoir tout au moins présenté à la Chambre une loi de finances qui permette de pourvoir aux premiers besoins de l'armée... »

« 11 mars.

« Turin est gros de nouvelles. Malgré toutes mes raisons d'avoir raison, nous sommes décidément à la guerre. Le Roi partira mardi ou mercredi pour Alexandrie. La brigade de Savoie le suivra partout. Il compte ne marcher qu'avec elle. Prendre nos

Savoyards par l'honneur, c'est le moyen de les faire tuer jusqu'au dernier... Mais quelle responsabilité assume notre pauvre prince! J'ai eu une conversation d'une grande heure avec lui. Il m'a paru absolument illuminé, et tel que je l'ai vu au moment où l'an dernier nous franchissions le Pô. Il croit son concours nécessaire à une volonté supérieure manifeste.

« ..... Je ne puis imaginer que, pour cette fois, il croie au succès. Il s'abandonne à la fatalité où qu'elle doive le conduire. J'ai écouté et je me suis tu tristement devant cette inguérissable hallucination. Je sentais l'inutilité de mes raisonnements;... mais je sentais par là même grandir mon regret de ne pouvoir plus suivre le Roi, comme nos gens vont le faire. Pourquoi me faut-il rester ici rivé à mon banc de député?...

« ..... Au milieu de tout cela, le ministère est en déconfiture; plusieurs de ses membres veulent se retirer. Qu'ils s'en aillent! la chose importe peu: nous ne pouvons aller plus mal. Le désordre est indescriptible dans les ministères. Tout le haut personnel change chaque fois que changent les titulaires. Les affaires ne sont plus connues de personne et ne s'expédient plus. A la fin du mois, j'en ai peur, nous aurons politiquement touché le fond de l'abîme. Puissions-nous ne l'avoir pas touché au point de vue de notre honneur militaire! »

. . . .

Grâce à Dieu, l'honneur devait être sauf. Mais, pour le reste, la triste prophétie du marquis Costa allait s'accomplir.

A l'heure où il écrivait ainsi, le colonel Raphaël Cadorna, frère du ministre, prenait la poste et s'arrêtait, le lendemain 14 mars, à midi précis, devant le palais du Gouvernement, à Milan. Il remettait entre les mains de Radetzky la dépêche, contresignée de tous les ministres, qui dénonçait l'armistice du 9 août précédent.

A la même heure, le ministre de l'intérieur Rattazzi paraissait à la tribune de la Chambre. Depuis le matin, le bruit s'était répandu dans les rues que l'armistice allait être dénoncé, et une foule anxieuse, où se trouvaient confondus ambassadeurs, journalistes, députés, sénateurs, gens du peuple, courait vers le palais Carignan. Le silence s'était fait lugubre, en quelque sorte, lorsque l'on vit Rattazzi, blême, hésitant, tant était profonde son émotion, se préparer à parler :

« Messieurs, dit-il, sa voix était si tremblante qu'à peine on entendit ses premières paroles, le jour de la revanche est arrivé; je viens vous l'annoncer au nom du gouvernement. Notre longanimité, non plus que les bons offices des puissances médiatrices, n'ont servi à rien. L'attitude de l'Autriche nous a démontré que nous ne pourrions espérer une paix honorable que si nous l'imposions par les armes.

« Attendre davantage n'eût servi qu'à ruiner nos finances et à éteindre l'ardeur de nos soldats. C'est vous, Messieurs, qui, dans votre adresse, avez poussé le cri de guerre. Le gouvernement l'a entendu. »

. . . .

Bien que l'on y fût préparé, la déclaration, tombée

du haut de la tribune, produisit parmi les auditeurs une de ces émotions si profondes que l'on ne saurait, à première vue, y démêler le sentiment dominant. Il y avait dans ce sentiment de l'enthousiasme, de la joie, et en même temps de l'hésitation, de la terreur. Chacun sentait que sa propre existence, que l'existence du pays était en jeu; devant ce terrifiant inconnu, l'impression de la solidarité nationale avait envahi la foule. Il n'y avait plus d'opinion parmi ces hommes si ardents, la veille encore, à se contredire. C'était la lutte pour la vie de la nation, pour la monarchie. De telles impressions ne se traduisent pas par des cris. De là, dans les rues de Turin, une sorte de calme plat sans aucune de ces manifestations dont on avait jusque-là si fort abusé.

Des résolutions énergiques se prenaient immédiatement au Parlement. Le gouvernement était armé de pouvoirs extraordinaires contre la presse, contre toute éventualité possible de soulèvement. Une telle éventualité n'était, du reste, plus à craindre, car en Piémont on avait ce sentiment si profond de l'honneur national que personne n'eût osé songer à une révolution devant l'ennemi et devant ses provocations.

A peine, en effet, Cadorna avait-il rempli sa mission près du général autrichien qu'un immense hourra saluait à Milan la dénonciation de l'armistice. Toutes les musiques autrichiennes parcouraient les rues parmi les vivats de la troupe et des officiers. Hélas! cet entrain présageait le succès. Les régiments avaient le sentiment de leur force. En face de troupes sans con-

fiance, sans discipline, démoralisées avant d'avoir combattu, se trouvait une armée victorieuse, coordonnée, merveilleusement approvisionnée.

Cette armée avait une artillerie plus nombreuse, sinon meilleure que l'artillerie sarde. Sa cavalerie était infiniment mieux montée que celle du Roi, et son infanterie se composait de vieilles bandes aguerries, instruites, bien encadrées, alors que l'infanterie sarde ne se composait, comme je l'ai dit, que de recrues sans instruction et de volontaires sans discipline.

L'armée autrichienne comptait quatre-vingt mille hommes, commandés par des divisionnaires qui, tous, avaient une longue expérience de la guerre. Au triste Chrzanowsky enfin elle opposait l'admirable vieillard qu'était Radetzky. Rajeuni, pour ainsi dire, par ses récents succès, il gardait, malgré ses quatre-vingt-trois ans, la pleine possession de son génie, mais aussi de ses rancunes.

Rien, en effet, ne peut rendre l'outrage des proclamations qu'il lança dès le lendemain de la dénonciation de l'armistice. Elles étaient vraiment si injurieuses, qu'un instant, à Turin, on les crut rédigées par le ministère piémontais pour exaspérer le pays et l'armée. La diatribe autrichienne se terminait par le serment d'aller dicter la paix à Turin. Turin, ce soir-là, fut le mot d'ordre donné aux troupes autrichiennes. Mais c'était au Roi surtout que s'en prenait le maréchal. Les mots de *déloyauté* et de *parjure* revenaient à chaque ligne. Entre l'Autrichien ami de Metternich et le Roi, on sentait que c'était maintenant un duel,

duel à mort, cherché, voulu depuis près d'un demi-siècle, et qui touchait à la dernière passe.

Hélas! parmi les témoins de l'offensé qui arrivaient à cette heure sur le terrain, bien peu se faisaient illusion sur le sort qui attendait leur malheureux maître.

Quant à lui, malgré ses efforts pour espérer, il paraissait en proie à un de ces états d'âme où le sentiment d'une issue fatale stimule au lieu d'arrêter.

On ne pouvait se méprendre, à l'attitude du Roi, sur ce qu'il pensait. Lugubre fut son départ dans la nuit du 13 au 14 mars. Ceux qui en ont été témoins, — ils étaient rares, car on avait réduit la suite du Roi à quelques officiers seulement, — furent unanimes à constater quelque chose de précipité, de fiévreux et en même temps de résigné, de final, si l'on peut ainsi dire, dans ses paroles et dans ses gestes. — On avait l'impression que la mort passait sur lui...

La dernière parole de Charles-Albert à sa femme fut navrante entre toutes.

C'est au crayon qu'il me faudrait écrire cette scène d'adieux, car « écrire au crayon, c'est parler bas », et c'est tout bas qu'il convient de parler de certaines douleurs...

Dès longtemps, on ne voyait la Reine sortir de son auréole d'obscurité que lorsqu'il y avait plus que d'habitude à souffrir. A cette heure, elle en sortait avec un si cruel sentiment de sa nationalité, qu'elle se tenait là, devant son mari, sans presque oser lever sur lui ses yeux pleins de larmes.

Après un silence terrible, elle se hasarda enfin à dire :

« Quando ci rivedremo, Carlo (1)? »

« Forse mai », fut la réponse du Roi.

Elle s'évanouit (2) et ne le vit pas partir.

---

(1) « Quand nous reverrons-nous, Charles ? »

(2) Voir *Lettere edite e inedite di Cavour,* Chialla. Introduction. Note.

CHAPITRE XV

Plan de Chrzanowsky. — Positions occupées par les troupes sardes. — Le général Ramorino. — Ses antécédents. — Dernières tentatives pacifiques faites auprès du Roi par la France et l'Angleterre. — Le ministre Cadorna arrive au camp. — Son entrevue avec le général Chrzanowsky. — L'armée sarde se met en marche vers la frontière. — Charles-Albert au pont de Buffalora. — Les Autrichiens passent le Tessin à Pavie. — Changement de front de l'armée piémontaise. — Les champs de bataille. — Succès à la Sforzesca. — Défaite à Mortara. — Le Roi au bivouac du deuxième régiment de Savoie. — Concentration des troupes sous Novare. — Arrivée de Charles-Albert au palais Bellini. — Entrevue du Roi et de M. le duc de Savoie. — Ordre de bataille le 24 mars au matin. — Conversation du Roi avec Cadorna... avec Jacques Durando. — Premier engagement en avant de la Bicoque. — Succès de M. le duc de Gênes. — Charles de Robilant. — Radetzky accourt avec ses réserves. — Faute de Chrzanowsky. — Dernier effort des Piémontais. — Mort du général Perrone. — La bataille est perdue. — Conseil de guerre sous les murs de Novare. — Le général Cossato, envoyé comme parlementaire à Radetzky. — Le Roi refuse les conditions autrichiennes. — Abdication, dernière conversation du Roi avec son ministre Cadorna.

I

Chrzanowsky pouvait être un calculateur habile, mais il manquait de ce coup d'œil et de cette résolution qui font le véritable homme de guerre. Subordonnant son action à celle de l'ennemi, ainsi que le font les généraux médiocres, il prenait sur le Tessin

une position à la fois offensive et défensive, prêt à agir selon les circonstances. Il savait que Radetzky avait concentré ses troupes. Mais cette concentration pouvait aussi bien annoncer une invasion du Piémont qu'une retraite sur le Mincio. Il voulait pourvoir à cette double éventualité.

Les troupes piémontaises se trouvaient donc, le 20 mars, échelonnées le long du Tessin, d'Oleggio, gros village situé à quelques kilomètres du lac Majeur, jusqu'à La Cava, position qui domine le confluent du Tessin et du Pô.

Sur le cours du Tessin qui, alors, on le sait, formait la frontière piémontaise, il n'existait que deux ponts : celui de Buffalora et celui de Pavie. C'était vers ces deux ponts, mais par fractions bien inégales, que se trouvaient réparties les troupes piémontaises. Trente mille hommes environ, massés autour de Buffalora, devaient, le cas échéant, pénétrer en Lombardie, tandis que, pour observer l'ennemi, du côté de Pavie, Chrzanowsky n'avait envoyé qu'une division. Et cependant, si l'on pouvait redouter une invasion, c'était par Pavie. Outre le magnifique pont qui relie, en face de la ville, les deux rives du Tessin, Radetzky avait encore à sa disposition un petit bras du fleuve, nommé le Gravellone. Large à peine comme un ruisseau et toujours guéable, le Gravellone donnait au feld-maréchal un accès facile en Piémont. Envoyer une division seulement sur un point aussi indispensable à surveiller était une première et lourde faute de la part de Chrzanowsky. Mais il avait commis

la faute bien plus grande encore de confier cette surveillance aux quatre ou cinq mille hommes les plus indisciplinés de son armée et à leur misérable général Ramorino.

Ramorino devait être l'homme fatal de cette malheureuse campagne, non pas qu'il fût dépourvu de courage ni même de quelques connaissances militaires, mais sa moralité était loin d'égaler sa bravoure. En Pologne, en Espagne, en Portugal, partout où il avait passé, sa réputation était celle d'un aventurier sans scrupules.

Sa dernière équipée datait de 1831. Il avait avec Mazzini, à cette époque, tenté un coup de main en Savoie, et, chose curieuse, c'était Charles-Albert, alors prince de Carignan, qui commandait les troupes envoyées contre lui. L'aventure finit misérablement, mais Ramorino y avait trouvé des titres à la confiance de la démagogie italienne. Ne l'a-t-on pas dit? Il y a des hommes qui profitent de leurs hontes comme certains mendiants vivent de leurs plaies.

Le ministère démocratique s'était hâté de faire nommer Ramorino député et de l'imposer au Roi, malgré les répugnances de Charles-Albert, malgré, surtout, les renseignements détestables qui, de partout, arrivaient sur le compte du personnage. Mais l'homme s'était vanté d'arriver à Vienne avec vingt mille volontaires. C'était là plus qu'il n'en fallait pour faire de lui, aux yeux du parti avancé, un grand général.

Chrzanowsky et Ramorino s'étaient rencontrés en Pologne. De là datait entre eux une véritable haine.

Forcé de subir la présence de son ennemi dans l'armée qu'il commandait, le général en chef avait au moins voulu l'éloigner le plus possible de sa personne. C'est pourquoi, sans tenir malheureusement un compte suffisant de l'importance de la position qu'il lui confiait, Chrzanowsky avait envoyé Ramorino à La Cava. La querelle de deux aventuriers allait être pour le Piémont la cause d'irréparables malheurs.

Grâce au chef qui la commandait, on ne pouvait compter sur la division lombarde qui portait le nom de cinquième division. D'ailleurs, parmi les cinq mille hommes qui la composaient il n'y avait guère de solides que les bersaglieri commandés par le colonel Manara.

C'eût été folie, évidemment, de penser qu'avec de pareilles troupes on pût arrêter la marche d'une armée.

Les ordres donnés à Ramorino portaient donc simplement que si les Autrichiens se présentaient pour passer le Tessin, soit par le Gravellone, soit par le pont de Pavie, il eût à retarder leur marche, en même temps que, soit par son canon, soit par ses coureurs, il aviserait l'état-major piémontais.

Les instructions les plus précises avaient été données pour qu'une chaîne d'éclaireurs, établie le long du Tessin, reliât Ramorino au général Bès, campé avec la deuxième division en face du bac de Belriguardo. Un peu en arrière de Bès, le général Broglia, avec les sept ou huit mille hommes qui composaient la troisième division, occupait le village de Gambolo.

En remontant vers Buffalora, on rencontrait le campement de la première division, sous les ordres du général Durando. Enfin M. le duc de Gênes et la quatrième division faisaient face au pont de Buffalora. La réserve que commandait M. le duc de Savoie bivouaquait aux environs de Casal.

Telles étaient les positions occupées le 20 mars à midi par les troupes piémontaises. Cette concentration à laquelle le Roi lui-même avait voulu présider s'était faite en six jours.

Charles-Albert, après avoir simplement traversé Alexandrie, était arrivé le 16 mars à Novare. Presque aussitôt, et à son grand étonnement, il s'y voyait rejoint par un envoyé du gouvernement français, M. Mercier, chargé d'empêcher à tout prix le passage du Tessin (1). Mais l'obstacle jeté à une telle heure sur sa route ne pouvait qu'obliger le Roi à hâter le pas. Le fatalisme de sa réponse était pour prouver que rien ne devait plus l'arrêter. « ... Il est trop tard... je suis entre les mains de Dieu et prêt à accepter ses arrêts », avait dit Charles-Albert... Le lendemain il faisait la même réponse à un attaché d'ambassade anglais, M. de Salis, chargé d'une mission identique. Et pour la première fois sans doute, heureux de son irresponsabilité, le Roi remettait, sans même les discuter, les ultimatums de France et d'Angleterre au ministre Cadorna qui rejoignait le quartier général pour y représenter le gouvernement.

(1) *Souvenirs du duc de Dino.*

En sortant de chez le Roi, Cadorna (1) s'était aussitôt rendu chez le général Chrzanowsky. Son étonnement fut grand de le trouver hésitant et inquiet. Le major général se plaignait de l'esprit de l'armée et surtout de n'avoir pas, sur les mouvements de l'ennemi, des renseignements suffisamment positifs pour pouvoir, lui-même, régler ses opérations. Les rapports étaient, cependant, unanimes sur un point. Tous signalaient, en avant du Tessin, la disparition des Autrichiens. Mais Chrzanowsky prétendait avoir des raisons pour n'en rien croire; singulier entêtement dont le major général allait avoir à se cruellement repentir.

En vain un dernier espion avait été jusqu'à offrir de se constituer prisonnier pour garantir la sincérité de son dire. C'est la fatalité de certaines heures que l'on croie tout excepté la vérité. L'admettre pour Chrzanowsky eût été reconnaître la nécessité de modifier les dispositions prises en vue du passage du Tessin, et Chrzanowsky avait son siège fait. Il fallait que l'ennemi fût là de l'autre côté du pont de Buffalora. Le Roi malheureusement se laissa persuader. Et l'on partit.

Charles-Albert et Chrzanowsky, après avoir suivi la route qui de Novare mène à Milan, arrivaient le

(1) Au cours de ce récit, on verra sans cesse revenir le nom de ce ministre qui suivit le roi Charles-Albert depuis son entrée en campagne jusqu'à son abdication. Dans une lettre datée de Florence, le 19 février 1866, M. Cadorna a donné les détails de cette triste campagne. J'ai largement emprunté à ce récit.

20 vers dix heures du matin en face du pont de Buffalora : de bruyantes acclamations parties de tous les campements établis le long du fleuve saluèrent l'apparition du Roi. Lui, comme toujours, impassible, marchait au pas de son cheval, les yeux fixés sur l'autre rive du Tessin où se montraient et disparaissaient, tour à tour, quelques uhlans. Arrivé enfin au bord du fleuve, Charles-Albert mit pied à terre, sans rien dire à personne. Presque automatiquement il se mit à marcher de long en large sur les galets de la rive.

A quelques pas de lui se groupaient les officiers de son état-major. Il y avait là le prince de Masserano, l'ami de jeunesse de Charles-Albert, et puis ses autres vieux fidèles, le comte de Robilant, le marquis Scatti. C'étaient encore le général Cossato, le colonel Carderina, le major Villamarina, les capitaines Borson, Battaglia, Martini. C'était enfin le duc de Dino à qui j'ai emprunté et emprunterai encore tant de charmants détails..... c'étaient enfin de jeunes officiers polonais, espagnols, vénitiens, parmi lesquels je citerai le prince Czartoryski, le prince Falco, le colonel Branicki, etc...

Un soleil radieux faisait reluire les baïonnettes, tandis que de longues files de soldats projetaient leur ombre sur les sables blancs qui bordent le fleuve.

« A cet instant, raconte le duc de Dino, tout le monde avait oublié les secrètes appréhensions, et, pour ma part, je sentais l'espérance rentrer dans mon cœur. Par une de ces circonstances puériles dont

l'homme ne peut guère s'empêcher de tenir compte, dans les moments les plus solennels, pendant qu'à l'aide de ma lorgnette je tâchais de me rendre compte de ce qui se passait sur la rive ennemie, je fus distrait par une nuée de canards sauvages qui se jouaient au soleil dans les eaux du Tessin. — Tous nageaient vers la rive lombarde. — Puis, au dernier coup de midi, comme ils touchaient la rive, ils prirent leur vol dans la direction de Milan.

« Le souvenir des augures antiques me revint à l'esprit; je me laissai aller à l'espérance, et joyeux de ce pronostic de victoire, je courus au bord du fleuve, attendant avec impatience l'ordre de le franchir (1)... »

Cependant le temps passait.

L'un après l'autre, les uhlans entrevus avaient disparu. Maintenant Charles-Albert regardait de plus en plus anxieusement de l'autre côté du fleuve, étonné de n'y voir que quelques paysans curieux. Chrzanowsky, de son côté, une carte sous les yeux, donnait les signes de la plus vive agitation. Au premier coup de midi, qui sonnait à l'église de Trecate l'expiration de l'armistice, le Roi et le général marchèrent vivement l'un vers l'autre. La lutte allait commencer, où l'honneur et la vie de tous deux étaient engagés. — Mais entre eux, quel contraste! De toute sa majesté Charles-Albert écrasait ce major général, petit, laid, au nez kalmouck, aux yeux

(1) *Souvenirs du duc de Dino,* chap. XIV, Buffalora, p. 298.

rougis, qui allait jouer sur un coup de dés l'avenir d'un royaume dont il n'était même pas le sujet ! La fatalité a de ces ironies et semblait se moquer cruellement de cette fiction constitutionnelle qui rendait à l'heure de la bataille un roi irresponsable et un aventurier responsable du sort d'un grand pays.

Mais rien toujours n'était venu faire écho, ni du côté de Magenta, ni du côté de Pavie, aux douze coups qu'avait frappés l'horloge de Trecate. Qu'était devenu l'ennemi ? Sa disparition semblait donner raison à Chrzanowsky qui, toujours, avait pensé qu'il ne rencontrerait de résistance que sur l'Adda. Si grande que fût son impatience de s'en assurer, le major général voulut cependant attendre une heure encore avant de s'engager sur l'autre rive. — Dans une heure, le canon de Ramorino, en annonçant la marche de Radetzky, aurait mis fin peut-être à la terrible incertitude où l'on était.

Mais rien, toujours rien... L'heure était passée. — L'impatience de tous l'emporte enfin sur la prudence. Chrzanowsky donne l'ordre à M. le duc de Gênes de franchir la frontière avec sa division. — Le clairon sonne. Une première compagnie de bersaglieri se présente devant le pont. D'un geste, Charles-Albert l'arrête. Il met l'épée à la main, et le voilà qui, à la tête de la compagnie, s'achemine vers l'autre rive. — Peut-être le pont est miné ?... Peut-être les broussailles qui garnissent les berges cachent des tirailleurs ?... Peut-être Charles-Albert va payer de sa vie sa témérité ?...

« ... Il y eut à le voir ainsi, raconte le duc de Dino, un moment de poignante inquiétude... Mais non, voilà le Roi de l'autre côté du fleuve. Quand on lui voit poser le pied sur le sol lombard, une immense acclamation salue le prince héroïque.

« Quelques coups de fusil retentissent. Un incendie s'allume au sommet de la côte, en face du pont, et puis tout rentre dans le silence. Les derniers uhlans ont disparu...

« La division de M. le duc de Gênes tout entière a passé le fleuve et marche vers Magenta. Il paraît désormais certain que la route de Milan est libre. Les paysans disent que les Autrichiens, qui la veille encore étaient là, se sont, dans la nuit, repliés du côté de Pavie. La perplexité du Roi et de Chrzanowsky s'augmente de ces renseignements. Radetzky ne s'est donc pas retiré sur l'Adda, comme on le croyait. S'il est à Pavie, comment n'a-t-il pas tenté de forcer le passage?... Une seule explication est plausible. C'est que le maréchal a remis l'attaque au lendemain. Deux ou trois officiers sont envoyés en reconnaissance du côté de La Cava, mais ils ne peuvent être de retour que bien avant dans la nuit.

« Sans les renseignements qu'ils rapporteront, il y aurait folie à avancer. Chrzanowsky le voit et donne l'ordre à M. le duc de Gênes de ne pas dépasser Magenta. Puis, il ramène le Roi de l'autre côté du fleuve et s'établit avec lui à Trecate pour y passer la nuit. Encore une fois sur le seuil de la terre promise, une main invisible a repoussé le Roi... »

II

Vers dix heures du soir, l'un des officiers envoyés en reconnaissance, le comte Casati, arrive enfin à Trecate. C'est à grand'peine qu'il a échappé aux éclaireurs autrichiens. Toute l'armée de Radetzky a passé le Tessin. On ne sait ce qu'est devenu Ramorino. Casati le croit de l'autre côté du Pô. — Il n'est que temps d'aviser, si l'on ne veut pas voir le lendemain les avant-gardes autrichiennes marcher sur Turin.

Ces renseignements, tout confus qu'ils sont, ne peuvent laisser acun doute sur la trahison de Ramorino. Chrzanowsky se précipite chez le Roi, et, comme il en sort après lui avoir appris la désastreuse nouvelle, arrive à son tour un aide de camp du général Ramorino, qui donne sur le fait qui vient de se passer les plus extraordinaires renseignements. D'après lui, il n'est question que d'une forte reconnaissance poussée par les Autrichiens sur le territoire piémontais. Non seulement rien n'est compromis, mais son général a manœuvré avec une grande habileté. Sans vouloir en entendre davantage, Chrzanowsky donne l'ordre au personnage de rejoindre Ramorino et de le ramener aussitôt (1). Le général

(1) Ramorino, au lieu d'obéir, quitta l'armée et s'enfuit du

Fanti est en même temps expédié pour prendre à sa place le commandement de la division lombarde, si toutefois on peut la rejoindre.

Entre temps, des renseignements plus circonstanciés arrivaient au quartier général.

La dénonciation de l'armistice n'avait pas surpris Radetzky. Dès longtemps, ses dispositions étaient prises pour porter la guerre en Piémont. Ses six corps d'armée devaient marcher au premier signal, vers le confluent du Pô et du Tessin. Les ordres du maréchal avaient été exécutés avec tant de promptitude que, dans la nuit du 19 au 20, toute son armée était concentrée autour de Pavie. On dit que Radetzky connaissait exactement les dispositions prises par Chrzanowsky. On dit même qu'il pouvait compter qu'il ne rencontrerait pas de résistance à La Cava. — Quoi qu'il en soit, dans la matinée du 20 il avait fait jeter deux ponts sur le Tessin au-dessus et au-dessous du pont de Pavie.

A onze heures, les brigades du général d'Aspre étaient massées sur le Gravellone. A midi, comme l'armistice expirait, elles le franchissaient sur trois colonnes. Tout cela s'était fait sans que l'armée autrichienne rencontrât d'autre résistance que celle qu'opposèrent les bersaglieri de Manara. — A peine des hauteurs de La Cava partent quelques coups de fusil

---

côté d'Arona. Il y fut reconnu sous un déguisement, par un gendarme qui l'arrêta, condamné à mort quelques semaines plus tard et fusillé.

auxquels répondent vivement les têtes de colonnes autrichiennes. Ce n'est même pas un combat. Écrasés par le nombre, les quelques Lombards qui ont essayé de résister se dispersent. Le gros de la division de Ramorino et toute son artillerie, campée de l'autre côté du Pô, n'essayent même pas d'entrer en ligne, car le général est à Stradella à deux lieues de là, où il dîne en joyeuse compagnie.

Si terrible que fût ce premier échec, on ne se rendit pas compte tout d'abord au quartier général piémontais de sa gravité. — L'éventualité du passage des Autrichiens par Pavie était prévue, et les ordres avaient été préparés en conséquence. Toutes les divisions échelonnées le long du Tessin devaient, dans ce cas, exécuter une conversion qui les présentât face à l'ennemi.

Chrzanowsky et son état-major se mirent donc en devoir de régler ce mouvement. La chose faite, le major et le Roi se persuadèrent qu'il n'y avait là qu'une perte de temps et que, dès le lendemain, on pourrait reprendre l'offensive.

Charles-Albert, que Cadorna vit vers sept heures du matin, quoique fort en colère contre ce qu'il appelait la trahison de Ramorino, ne semblait pas, plus que son chef d'état-major, prendre l'aventure de la veille pour autre chose qu'un contretemps. Cependant, pour surveiller et pour suivre de plus près l'évolution qu'ils venaient d'ordonner, Chrzarnowsky et le Roi quittèrent Trecate et se rendirent à Vigevano. Charles-Albert ne fit que traverser cette dernière

ville et alla établir son quartier général à la Sforzesca.

Peut-être n'est-il pas inutile d'indiquer en quelques mots ici les dispositions topographiques du terrain sur lequel allait se jouer la terrible partie où Charles-Albert avait mis pour enjeu sa vie et sa couronne.

C'est une étroite bande de terrain comprise entre le Tessin et la Sesia. Cette bande est fermée au midi par le Pô, et au nord par le lac Majeur et les Alpes suisses. Novare en occupe le centre. Au-dessous de Novare, en obliquant vers le Tessin, se trouvent deux villes moins importantes qui sont : Mortara à gauche, et Vigevano à droite. Le pays est peu accidenté, mais couvert, et coupé d'une infinité de canaux et de petites rivières que l'on appelle *roggie,* en Piémont. De ces roggie, la plus importante est la *Roggia Biraga*, qui passe à cinq ou six kilomètres au levant de Mortara, et coupe les deux routes qui, de cette ville, mènent à Pavie et à Vigevano.

C'est derrière ce canal que Chrzanowsky pensait concentrer ses troupes et attendre l'ennemi.

Durando, avec la première division, reçut l'ordre de couvrir Mortara, Bès de prendre position à la Sforzesca, en avant de Vigevano. La troisième division, commandée par le général Broglia, vint appuyer celle de Bès, tandis que M. le duc de Savoie et la réserve prenaient position à Castel-Angogna, en arrière de Mortara. Comme les Autrichiens ne pouvaient pénétrer en Piémont que par les routes qui traversent Vigevano et Mortara, Chrzanowsky crut avoir pourvu

au plus pressé, et s'être ainsi donné le temps de la réflexion.

Malheureusement, ce temps-là précisément lui manqua. Les Autrichiens, dès le soir de leur passage, avaient poussé leurs avant-gardes sur la route de Mortara, décidés à se porter ensuite sur Verceil ou sur Novare, selon les mouvements de l'ennemi. Le 21 au matin, ils reprenaient leur marche sous les ordres du général d'Aspre, tandis que les généraux Strassoldo et Wohlgemüth s'acheminaient sur Vigevano.

A peine les dispositions de Bès, chargé de couvrir cette dernière ville, étaient-elles prises, que les têtes des colonnes autrichiennes débouchaient en face de ses avant-postes, à la Sforzesca. Dès les premiers coups de fusil, Charles-Albert et son état-major arrivaient au galop, assez à temps pour voir le major Villamarina mettre en déroute tout un régiment de hussards. Cette brillante charge de cavalerie préludait à deux charges à la baïonnette non moins brillantes que fournissaient quelques instants après les colonels Cialdini et Mollard.

Ramenés ainsi, les Autrichiens tombaient sur deux bataillons de Savoie qui, relayant en quelque sorte leurs camarades, poursuivirent les régiments autrichiens jusque vers Gambolo. L'entrain des Savoyards fit qu'ils ne s'aperçurent pas qu'ils étaient en l'air et sans soutien. Vainement on tentait de les arrêter.

« Je suivais, raconte le duc de Dino, ces braves gens... lorsque enfin on put les ramener dans leurs positions, un soldat me dit : — Mais pourquoi, mon

capitaine, ne nous a-t-on pas laissés prendre Gambolo? — Mon ami, répondis-je, parce que n'ayant personne pour vous appuyer, on ne pouvait pas risquer la vie de braves gens tels que vous.

« — Est-ce que Savoie a besoin de soutien? répondit le soldat.

« Je fus charmé de cette bravade, ajoutait le duc, une telle assurance est toujours de bon augure au commencement d'une campagne. »

Malheureusement, l'attaque que les Savoyards venaient de repousser si vaillamment n'était qu'une fausse attaque. Wohlgemüth et Strassoldo, en se faisant battre, avaient rempli leur mission. Celle-ci était de détourner l'attention de Chrzanowsky, pendant que le gros des forces autrichiennes s'emparerait de Mortara.

On avait bien, comme le combat de la Sforzesca finissait, entendu de ce côté-là quelques coups de canon, mais ce ne pouvait être qu'une alerte. En effet, deux divisions, celle de Durando et celle de M. le duc de Savoie, occupaient les abords de Mortara.

Malheureusement, Durando avait ses troupes mal placées, et s'était laissé surprendre. Un fossé séparait son aile droite de son aile gauche, à ce point qu'elles ne pouvaient s'être réciproquement d'aucun secours. Enfin ses régiments faisaient leur soupe quand, vers quatre heures et demie, l'avant-garde du général d'Aspre, commandée par l'archiduc Albert, ouvrit le feu contre le 19ᵉ régiment, en bataille sur la route.

Bientôt vingt-quatre pièces autrichiennes sont mises

en batterie. Rien ne peut résister à cette grêle de mitraille. Benedeck, à la tête de deux bataillons, profite du désordre dans lequel les fuyards rentrent à Mortara. Il les pousse, l'épée aux reins, se précipite avec eux dans la ville. Durando, après une heure de combat, voit qu'il n'y a plus qu'à battre en retraite et entraîne dans cette retraite la division de réserve qu'amenait à son secours M. le duc de Savoie.

Imaginez que la nouvelle de l'échec essuyé à Mortara arriva presque par hasard. Deux officiers qui n'avaient pu rejoindre leurs divisions en retraite s'étaient rabattus sur Vigevano. De là ils arrivaient à la Sforzesca, vers onze heures du soir. Terrible fut le réveil de Chrzanowsky.

Quant au Roi, lui aussi dormait; mais son sommeil semblait hanté, ce soir-là, par quelque sinistre pressentiment. Il avait voulu bivouaquer au milieu de la brigade de Savoie. Charles-Albert, enveloppé dans son grand manteau gris, dormait là sur quelques lambeaux de toile. Le visage du prince, ordinairement si pâle et si défait, paraissait livide. Sa bouche, à chaque instant, se contractait et imprimait à sa moustache épaisse des mouvements convulsifs, tandis que sa main soulevée par le rêve, — c'est ici un témoin oculaire qui le raconte, — s'agitait dans l'espace et semblait conjurer quelque esprit invisible.

Vers une heure du matin, Chrzanowsky arrive au bivouac, et demande où est le Roi. Charles-Albert, raidi par le froid, s'approche du feu qui grésille. Le premier mot de Chrzanowsky est celui-ci :

« Que voulez-vous que l'on fasse, Sire, avec des troupes qui ne se battent pas?... » Et il raconte les détails qu'il vient d'apprendre. A chaque détail nouveau, le Roi hoche la tête. Quand, enfin, après lui avoir dit ne pas savoir sur quel point Durando a dirigé sa retraite, Chrzanowsky ajoute qu'il est sans nouvelles de M. le duc de Savoie :

« Oh!... » dit simplement le Roi.

Puis on le vit, au bout d'un instant, se renvelopper dans son manteau et refermer les yeux. — Autour de lui, les soldats de Savoie regardaient avec stupeur ce visage crispé qui semblait celui d'un mort, tant le Roi était pâle sous la pluie fine qui commençait à tomber...

III

A quoi songeait le Roi, pendant que, les yeux fermés, il rêvait ainsi?... Que pensait son chef d'état-major qui voyait la victoire se changer subitement en désastre?... Il n'y avait plus d'illusion à se faire, la fatalité bouleversait toutes les combinaisons prévues. Charles-Albert succombait sous sa destinée, et Chrzanowsky n'était capable d'aucune de ces illuminations que font jaillir chez le véritable homme de guerre les situations désespérées.

Chrzanowsky aurait pu attaquer sur leur flanc les Autrichiens en marche et les couper de leur base d'opé-

rations ; il pouvait encore se jeter hardiment en Lombardie, et forcer ainsi Radetzky à rebrousser chemin. Mais il eût fallu pour cela une résolution qu'il n'avait pas. Il eût fallu, surtout, chez les troupes qu'il commandait, une vigueur et un entrain qu'elles n'avaient plus. Un troisième parti, enfin, qui consistait à devancer Radetzky sur la route de Turin et à lui livrer une bataille décisive, paraissait le plus sage en apparence, mais, en réalité, était le pire. Ce dernier parti présentait autant de danger que le premier, car une défaite, dans un cas comme dans l'autre, devenait irrémédiable. De plus, il avait l'inconvénient immense de démoraliser absolument les troupes. Une retraite enlevait, en effet, toute confiance à des soldats qui déjà se croyaient hors d'état de tenir tête à l'ennemi.

Ce fut pourtant à ce parti, qui convenait le mieux à l'esprit étroit et stérile du chef d'état-major général, que l'on s'arrêta. L'armée reçut l'ordre de se concentrer sur Novare, où l'on venait d'apprendre que Durando et M. le duc de Savoie s'étaient repliés.

Mais encore fallait-il gagner les Autrichiens de vitesse. Heureusement Radetzky avait perdu à Mortara un temps que le major général sut mettre à profit. Dès l'aube du 22 mars, les régiments avec lesquels le Roi venait de bivouaquer à la Sforzesca se mettaient en marche sur Trecate, qu'ils ne firent que traverser. Le soir même, le gros de l'armée arrivait sous les murs de Novare.

Charles-Albert avait voulu faire cette longue marche

avec ses régiments. Pendant toute la matinée on l'avait vu suivre le bord de la route la tête penchée, laissant flotter les rênes sur le cou de son cheval. Il semblait à la fois résigné et accablé. Pas un mot d'encouragement ne tombait de ses lèvres. Il ne semblait pas plus s'occuper de ses soldats qu'eux ne s'occupaient de lui. Ah! chez ces hommes qui, comme le Roi, semblaient écrasés, qu'il était loin, l'enthousiasme d'antan! M. le duc de Gênes était seul à avoir gardé quelque chose de cette belle humeur, de cette assurance qui toujours avait fait de lui le plus brillant soldat de l'armée.

Cependant les troupes avançaient un peu au hasard, car, au dire du ministre Cadorna qui ne quittait pas le quartier général, Chrzanowsky, jusque vers trois heures, était encore perplexe sur la possibilité de la concentration projetée à Novare.

Quand, après une halte à Trecate, le Roi remonta à cheval, il semblait plus abattu encore que dans la matinée. L'attitude des troupes, elle aussi, était plus morne. A peine se dérangeaient-elles maintenant pour laisser passer le quartier général. Les hommes se traînaient; ils murmuraient de l'étape trop longue. Sur ces malheureux le vent de la défaite passait comme un vent d'épidémie.

Un officier disait plus tard que cette marche de Trecate sur Novare demeurerait le plus triste souvenir de sa vie militaire. Mais le Roi ne semblait guère s'apercevoir de ce qui se passait autour de lui. C'est vainement que tantôt l'un, tantôt l'autre de ses aides

de camp, poussant son cheval auprès de celui de Charles-Albert, cherchait à arracher le malheureux prince à lui-même. Ils n'y parvenaient pas. Un mot, un remerciement banal lui échappait, et il retombait dans sa rêverie, dont quelques paroles comme celles-ci trahissaient toutes les douleurs :

« Tout est fini de moi..., une bataille encore..., on fera la paix..., je me sacrifierai... »

Enfin, vers huit heures du soir, on arriva à Novare. Le Roi était à bout de forces. Trois jours passés à cheval et au bivouac eussent justifié, même sans les terribles émotions qui l'étreignaient, l'état de prostration auquel il paraissait réduit en mettant pied à terre devant le palais Bellini.

Effrité, morne, lamentable, le palais Bellini semble encore aujourd'hui imprégné de l'immense douleur qu'il abrita ce soir-là.

En même temps que le Roi descendait de cheval, M. le duc de Savoie arrivait à Novare. Depuis la perte de la bataille de Mortara, le duc avait l'âme profondément ulcérée. Il craignait de revoir son père. Mais le Roi l'accueillit avec une bonté et une affection inaccoutumées (1). L'infortune les rapprochait. Le Roi embrassa tendrement son fils. Dans cette tendresse que nul n'avait jamais vue, il y avait un hommage rendu à la vaillance du prince et une toute-puissante consolation pour son malheur.

---

(1) *La vita e il regno di Vittorio-Emanuele*, par MASSAIS, p. 21.

Quand M. le duc de Savoie fut parti, Charles-Albert s'enferma dans sa chambre, une grande chambre tapissée de glaces, qu'encadrent sur un fond de boiseries vertes des moulures dorées. On a dû jadis y donner des fêtes, car çà et là des torchères sont encore accrochées aux panneaux. Mais pas un meuble du temps ne survit. Ils sont remplacés par les cartons et les instruments d'un ingénieur. Cependant, que de grands souvenirs dorment dans la poussière de cette chambre! C'est là qu'à la veille de sa dernière bataille, Charles-Albert s'est fait du sacrifice une suprême espérance!

Pour lui, cette nuit-là fut affreuse. De son lit, il entendait les cris, les blasphèmes de ses soldats débandés qui vaguaient dans la ville, pillant, hurlant la misère et la faim. Cadorna, en quittant le Roi, tombait entre les mains d'une bande qui lui demandait du pain. Un peu plus loin, d'autres soldats, ivres, dévalisaient les boutiques et jetaient en payement cette grossière plaisanterie : *Paga Pio Nono.*

Pourtant vers le matin le calme s'était peu à peu rétabli, et les régiments l'un après l'autre traversaient Novare pour aller à deux ou trois kilomètres en avant de la ville, sur la route de Mortara, prendre leur place de combat.

Si l'on veut se rendre compte du terrain sur lequel s'engagera tout à l'heure la bataille, il faut imaginer une longue route à pente assez douce, allant du nord au sud, passant par le village d'Olengo, de Vespolata dans la direction de Mortara. Sur la rive droite de

cette route est un torrent appelé l'Agogna. A gauche, c'est un autre cours d'eau nommé le Terdoppio. L'espace compris entre eux est d'environ trois kilomètres carrés. Partout le sol y est légèrement vallonné, semé de blés et planté de mûriers. Le centre, un peu plus élevé, est couvert de vignes, et puis, assez irrégulièrement distribuées, quelques fermes et quelques cassines plus élégantes seront bientôt prétextes aux combats les plus acharnés. Voilà à droite, par exemple, la villa Visconti où l'archiduc Albert tiendra toute la journée. Et puis, un peu sur la gauche, à une demi-portée de fusil, c'est la villa des Gesuiti qui servira pour ainsi dire de quartier général à Charles-Albert. Presque au centre de la position que j'esquisse, à deux kilomètres environ de Novare, la route est coupée par un gros village que l'on appelle La Bicoque. C'est là que se concentreront les efforts désespérés des deux armées.

Chrzanowsky avait assez habilement utilisé la configuration du terrain. Durando, avec les divisions ramenées de Mortara, formait la droite de la ligne de bataille et s'appuyait sur l'Agogna. Le général Perrone qui commandait l'aile gauche s'appuyait sur le Terdoppio, tandis que Bès, qui formait le centre, occupait les avenues de La Bicoque.

Les créneaux entre ces divisions étaient garnis d'artillerie, soutenue à quelque distance en arrière par huit régiments de cavalerie. Plus en arrière encore M. le duc de Gênes à gauche et M. le duc de Savoie à droite commandaient d'importantes réserves.

Je ne sais par quelle raison Radetzky s'était imaginé que le gros des forces piémontaises avait pris la direction de Verceil. Pour s'en assurer, il laissa ses régiments au bivouac pendant toute la journée du 22 mars. Le lendemain, comme il était toujours dans la même incertitude, il voulut étendre autour de l'armée piémontaise une espèce de réseau, de manière à pouvoir se concentrer rapidement au point où l'on rencontrerait le gros des forces de Chrzanowsky.

D'Aspre, Appel avec la réserve marchèrent sur Novare, Wratislaw se dirigea sur Verceil, tandis que Thurn cheminait entre eux.

Les Autrichiens qui avaient perdu toute la journée du 22, comme je viens de le dire, ne montrèrent pas beaucoup plus d'activité le 23. Ils quittèrent leurs cantonnements si tard qu'au quartier général piémontais on ne croyait pas que la bataille fût encore pour ce jour-là.

C'était du moins ce que pensait le Roi, chez qui Cadorna s'était présenté de grand matin. Charles-Albert paraissait moins abattu, moins triste que la veille. Malgré les cris et les désordres de la nuit, il jugeait l'esprit de ses régiments assez bon, et la conversation n'avait roulé que sur la triste désertion de Ramorino.

« ... Je m'y attendais, disait le Roi avec une violence bien en dehors de son caractère... Je ne voulais de cet homme à aucun prix... J'ai résisté... mais à la fin il m'a fallu céder... »

N'en avait-il pas toujours été ainsi? « On ne fait

jamais qu'une seule faute dans sa vie, a dit un penseur, parce qu'on fait toujours la même. » Ah! si à l'intrépidité qu'il montrait sur le champ de bataille Charles-Albert avait joint l'intrépidité morale que donne la confiance en soi-même, quel renom il eût laissé!

Son coup d'œil, que de fois on a pu le constater au cours de cette histoire! était juste. Mais par défiance de lui-même, on l'a pu voir aussi, le Roi cédait toujours. Cette défiance, qui le laissait désarmé vis-à-vis de chacun, ne fut-elle pas peut-être la principale raison de la dissimulation qu'on lui a tant reprochée? Devant le danger seulement il reprenait la pleine possession de soi, et si jamais il a trahi le secret de son âme, c'est sous le feu de l'ennemi.

Cadorna avait quitté le Roi à huit heures du matin, plein de réticences. A dix heures Charles-Albert le faisait rappeler; le Roi était transfiguré. Il alla au-devant de son ministre et lui dit vivement qu'enfin les Autrichiens prenaient position, que la bataille commençait, que lui-même allait monter à cheval, que la journée serait décisive, mais qu'il avait confiance...

... Et puis, livrant l'arrière-pensée qui le dominait :

« Si je ne me trompe, dit tout à coup le Roi, si nous devons être malheureux une fois encore, je suis décidé à abdiquer... »

Stupéfait d'une telle révélation, Cadorna balbutia d'abord et puis trouva dans son affection pour le prince toutes les raisons qui pouvaient lui faire combattre

un semblable projet... Mais lui regardait son ministre avec ce sourire calme qui annonce une résolution dès longtemps prise. « Après une nouvelle défaite sa présence ne serait plus utile à l'Italie, d'autres feraient ce que lui ne pouvait plus faire... »

Cadorna essaya de répliquer, Charles-Albert lui tendit la main et rompit l'entretien par ces mots : « J'ai confiance que tout ira bien. Si, comme je le crois, les soldats font leur devoir, nous battrons les Autrichiens. »...

Au bout d'un instant, le Roi descendait l'escalier du palais Bellini. Sur les dernières marches il rencontrait son aide de camp, Jacques Durando, qui accourait : « Nous y voilà, dit-il... Ah ! si nous pouvions donner aux Autrichiens... » Et la phrase du Roi s'acheva dans un geste violent (1). On avait amené son cheval. Charles-Albert s'enleva en selle et prit au galop le chemin de La Bicoque. Le temps était froid. Par-dessus son uniforme, le Roi portait une pelisse de fourrure noire à brandebourgs d'argent.

Un premier coup de canon, puis un second éclatent. La bataille était engagée.

Les troupes qui semblaient depuis le matin froides et mal disposées retrouvèrent, à voir passer Charles-Albert, une sorte d'enthousiasme. Elles l'aimaient par une vieille habitude. Lui, si abattu hier, semblait presque gai aujourd'hui. Mais cette gaieté n'était

(1) La plupart des faits qui vont suivre sont empruntés à une lettre écrite par le général Jacques Durando, qui, pendant toute la durée du combat, ne quitta pas le Roi.

que fiévreuse comme la rougeur qui, par intervalles, teignait la pâleur cadavérique de ses joues.

Comme le Roi paraissait à la hauteur de La Bicoque, la bataille y faisait rage. Tout aussitôt un homme de l'escorte tombait frappé d'une balle au front. Bès était là aux prises avec l'extrême droite de Radetzky que commandait le général d'Aspre. Brave à son accoutumée, l'Autrichien avait engagé l'action sans se soucier de savoir si devant lui se trouvait une arrière-garde ou toute l'armée piémontaise.

S'apercevant bien vite, à la résistance qu'il rencontre, que l'affaire sera sérieuse, il envoie prévenir le maréchal resté à Vespolate, en même temps qu'il donne l'ordre à Thurn et à Appel de se rabattre sur Novare.

L'avant-garde autrichienne, commandée par l'archiduc Albert, lie entre temps vivement partie avec les bersaglieri de Bès. Ceux-ci, malheureusement, ne sont presque que des conscrits. Le feu les étonne, les déconcerte, les rejette enfin sur la brigade de Savone qu'ils débandent. Les deux régiments de Savoie, placés en seconde ligne, accourent à la rescousse. Chose étrange, pendant qu'ils chargent, les Savoyards alternent les couplets de la *Marseillaise* avec leurs cris de : Vive le Roi!

Mais la brigade de Savoie ne peut tenir contre les troupes fraîches qui sont entrées en action. Toute la division de Perrone, dont la brigade fait partie, est bientôt en déroute. D'Aspre, pour la seconde fois, s'empare de La Bicoque. Chrzanowsky ordonne alors

au duc de Gênes d'amener contre l'ennemi deux régiments de sa réserve. Le duc arrive avec la brigade de Piémont conduite par le général Passalacqua. Passalacqua tombe frappé de trois balles. Voilà le duc de Gênes qui roule aussi dans la poussière avec son cheval. Mais lui se relève, l'héroïque prince. Il entraîne le quatrième régiment, traverse La Bicoque, poursuit l'ennemi et le refoule au delà d'Olengo, à trois kilomètres vers Mortara.

Charles-Albert est partout où la mitraille, où les balles pleuvent. La mort frappe à ses côtés. Lui semble protégé par un talisman. « La tête de son cheval ne se retourna pas », disait un soldat de son escorte. Tout à l'heure, comme il passait auprès d'une batterie, un paquet de mitraille a tué dix artilleurs. Les majors Goffi et Staglione, le lieutenant Pellegrini sont emportés à quelques pas en arrière du Roi, qui marche dans la boue sanglante comme à la parade. Il est alors deux heures.

La position de d'Aspre devient des plus critiques. Il essaye de remettre un peu d'ordre dans ses troupes débandées. Mais il n'ose croire qu'il pourra résister à une attaque un peu vigoureuse. C'est vainement qu'il a demandé des secours à Thurn et au maréchal. Ces secours n'arrivent pas...

Napoléon l'a dit : « Il n'est pas de bataille où la fortune n'ait souri, pendant un quart d'heure au moins, au vaincu. » Mais ni le Roi ni Chrzanowsky n'aperçurent ce sourire. Au lieu d'appuyer le mouvement du duc de Gênes, qui venait de repousser les

Autrichiens jusqu'à Olengo, le major général crut ses troupes compromises et les rappela.

Chrzanowsky avait son plan. Ce plan était défensif. Il ne voulait pas s'en écarter. Avec un peu d'audace, cependant, il battrait d'Aspre avant l'arrivée de Thurn ; il battrait Thurn avant l'arrivée de Wratislaw. Avec un peu d'audace, le désastre se ferait victoire. Mais Dieu ne le veut pas.

IV

D'Aspre, que Chrzanowsky venait de sauver, reprenait l'offensive contre un ennemi victorieux et en retraite. Le terrain perdu était reconquis par l'Autrichien. La Bicoque retombait en son pouvoir. Pour la quatrième fois, il fallait reprendre ce village rougi de sang, criblé de balles, et qui n'était plus qu'un monceau de ruines et de cadavres.

Ce fut alors une dernière charge, une charge désespérée que menait le duc de Gênes et qu'accompagnait le Roi au grand trot de son cheval. A trois pas de Charles-Albert, Balbo, le fils du ministre, est emporté par un boulet.

Au même moment, Charles de Robilant a le poignet enlevé par un éclat de mitraille. Son père, qui passe près de lui, à la suite du Roi, voit l'enfant pâlir (il avait alors vingt ans). Charles-Albert aussi l'a vu. Il

arrête son cheval... « Êtes-vous blessé?... » L'autre, pour toute réponse, brandit son bras fracassé, asperge l'air de son sang et crie : « Vive le Roi!... »

Le comte de Robilant se penche alors sur sa selle, embrasse son fils et lui dit ce simple mot : « Bravo, Charles, tu as fait ton devoir!... »

Il fallait quand même reculer.

Radetzky, averti à midi de l'engagement, donnait à toutes ses troupes l'ordre de revenir sur Novare, et lui-même se hâtait d'accourir. Il arrivait sur le champ de bataille au moment où Chrzanowsky rappelait si malheureusement M. le duc de Gênes.

Sûr désormais du succès, le vieux maréchal prépara la manœuvre ordinaire aux Autrichiens, qui consiste, à la fin d'une affaire, à écraser l'ennemi avec toutes les réserves.

Elle était si connue, cette manœuvre, que, vers quatre heures, Durando l'annonçait au Roi en lui faisant entendre que, malgré tout, la bataille était désormais perdue. Mais, voyant aussitôt quelle terrible impression produisaient ces paroles : « ... Notre uniforme, Sire, ne sera pas souillé, ajouta-t-il, après une résistance qui aura duré cinq heures...

« — Oui, l'honneur sera sauf, répondit le Roi... Mais que nous restera-t-il à faire après?

« — Il nous restera à traiter, car à l'heure qu'il est la route de Verceil, notre dernière ligne de retraite, nous est sans doute coupée... », répondit Durando.

Ce que disait Durando était malheureusement vrai. Vers quatre heures et demie, Appel et la réserve

avaient rejoint Radetzky. Peu d'instants après, Thurn et Wratislaw apparaissaient à leur tour. Ces quatre divisions, formées en colonnes d'attaque et lancées contre La Bicoque, écrasèrent bientôt sous leur poids toute résistance.

Alors Chrzanowsky ordonna au duc de Gênes de faire un dernier effort. Le jeune prince, à pied à la tête de trois bataillons, se reporte en avant; accueilli par un feu terrible, il ne peut que rétrograder pas à pas. Mais comme le disait un témoin : « Lui et ses hommes ne semblaient reculer que sous la poussée d'une force surnaturelle. »

La même force repoussait le Roi à travers les morts et les blessés. Voilà que l'un d'eux se relève et lui barre le chemin. C'est le général Perrone (1); deux soldats le soutiennent; son visage est inondé de sang. Il peut à grand'peine prononcer quelques paroles inintelligibles, dernier salut d'un héros qui achevait de mourir à un autre héros qui jalousait sa mort.

La nuit tombait. Vers cinq heures et demie, un officier d'ordonnance vint chercher Cadorna de la part du Roi. Le ministre avait passé cette terrible journée sur les remparts de Novare, suivant avec angoisse le mugissement de la tempête qu'il avait déchaînée.

Il trouva le Roi à cheval près de la porte de Mortara. Quelques pièces étaient encore en batterie devant lui. M. le duc de Gênes, à pied, se tenait auprès de

(1) Le général Perrone était l'ancien ministre des affaires étrangères.

son père, entouré de Chrzanowsky et des aides de camp du Roi. C'était de force, pour ainsi dire, qu'il avait fallu arracher Charles-Albert à la mêlée. Deux ou trois fois il avait voulu remonter le courant des fuyards. Il s'était même arrêté si longtemps sur la route, à un point où deux batteries autrichiennes croisaient leurs feux, que Durando, le prenant par le bras, l'avait doucement repoussé vers un angle rentrant que forme l'église de La Bicoque. Le Roi lui dit alors avec un inexprimable accent de douleur : « Laissez-moi mourir... Tout est inutile... Ceci est mon dernier jour... »

Cadorna trouva le Roi défait à faire pitié. Charles-Albert raconta à son ministre que, pendant quelques heures, la fortune avait semblé lui sourire... que trois ou quatre fois ses soldats étaient entrés à La Bicoque; mais qu'enfin il avait fallu céder. Avec cette générosité cependant qui toujours lui faisait prendre le parti des malheureux, il rendit hommage aux efforts de Chrzanowsky.

« Mes fils aussi ont fait leur devoir, ajouta-t-il : le duc de Gênes a eu deux chevaux tués sous lui... Mais nous voilà repoussés... L'armée est à bout de forces... Une plus longue résistance est impossible... »

« Le sifflement des balles autrichiennes qui se fichaient dans les arbres sous lesquels nous étions, raconte Cadorna, en témoignait suffisamment... »

Le ministre, avant de répondre au Roi, se retourna vers Chrzanowsky. « Qu'en pensez-vous? » lui dit-il.

Chrzanowsky avoua qu'il ne voyait plus rien à

tenter. Cadorna, de son côté, se refusait à émettre, comme ministre, un avis sur ce qu'il y avait à faire.

Chacun, à cette heure lamentable, déclinait une responsabilité qu'il sentait écrasante. Seul, le Roi, qu'aux heures heureuses on déclarait irresponsable, voulut être responsable devant le malheur. Il congédia son ministre et donna l'ordre de déployer le drapeau blanc.

Peu à peu alors, le feu diminua, pour s'éteindre bientôt sur toute la ligne.

Le général Cossato avait reçu la triste mission d'aller parlementer au quartier général autrichien. Pendant qu'il s'y rendait, le Roi s'attardait sur le champ de bataille.

Là gisaient trois mille Autrichiens hors de combat.

Les pertes piémontaises étaient d'environ quatre mille hommes tués ou blessés. Mais qu'importait le plus ou moins de morts? Le Piémont était vaincu et, cette fois, désarmé. Aucun espoir ne restait.

On vit alors Charles-Albert monter sur les remparts de Novare et y attendre longtemps comme sur les remparts de Milan. Quoi? La balle perdue qui s'obstinait à le fuir.

« Il serait impossible, racontait quelqu'un de l'état-major, de rendre l'aspect du Roi, lorsque, enfin, nous le revîmes en pleine lumière descendre de cheval à la porte du palais Bellini. C'était bien toujours le même calme, la même dignité; mais sa physionomie était méconnaissable et son visage altéré à ce point que

nous comprîmes tous qu'il ne tarderait pas à mourir de douleur... »

Cossato revenait du camp autrichien en même temps que le Roi rentrait au palais Bellini. Les conditions de Radetzky étaient dures.

Le maréchal exigeait que tous les Lombards fussent immédiatement expulsés du territoire piémontais. Il voulait, en outre, que ses troupes occupassent, sans coup férir, Novare et Alexandrie.

Auprès du Roi se trouvaient alors les généraux Chrzanowsky, Durando, Cossato et le ministre Cadorna.

Charles-Albert, tout aussitôt, déclara que jamais il ne souscrirait à de telles conditions. Hélas! c'était bien le cas d'abdication prévue. Le Roi en reparla, et, se retournant vers son ministre, il lui demanda si un écrit, en pareille circonstance, était nécessaire.

« Oui », répondit Cadorna.

Charles-Albert n'ajouta rien, mais donna l'ordre de réunir un conseil de guerre pour ce même soir, à neuf heures et quart. Encore une fois, Cadorna se trouva en tête-à-tête seul avec le Roi. C'étaient les mêmes regrets exprimés avec la même sincérité; mais c'était aussi avec la même fermeté que Charles-Albert se refusait à accepter les conditions du maréchal. Il se les redisait, et toujours répétait ce mot : « Impossible... impossible... »

Il existe des hommes qui semblent ne pouvoir se roidir, mais leur âme recèle un coin de dignité inviolable contre laquelle aucune puissance humaine ne

saurait prévaloir. Cette parcelle de diamant moral est comme le noyau de leur être. Le mot « impossible », que Charles-Albert répétait, reflétait ce diamant. Le Roi, si ondoyant jusque-là, s'était instantanément cristallisé dans son honneur de soldat. Il ne ploiera plus. Charles-Albert avait d'ailleurs compris que sa personnalité était un insurmontable obstacle à tout arrangement avec l'Autriche. Ce n'était pas le souverain seulement que Radetzky détestait, c'était l'homme que, naguère encore, il accablait d'injures. Le maréchal, vis-à-vis de M. le duc de Savoie, serait moins intraitable...

.... Une heure plus tard, se trouvaient réunis autour du Roi le duc de Savoie, le duc de Gênes, Chrzanowsky, les deux frères La Marmora, le général Jacques Durando, et enfin le ministre Cadorna.

Charles-Albert était adossé à la cheminée. Ses deux fils se tenaient à sa gauche. Les généraux faisaient le cercle devant lui.

Charles-Albert demanda à Chrzanowsky si une trouée sur Verceil ou sur Alexandrie pouvait être tentée. « Non », répondit le chef d'état-major. Non, dirent à leur tour tous les généraux que le Roi interrogea l'un après l'autre.

Alors il se fit un grand silence dans cette pièce où se jouait l'un des drames les plus poignants du siècle. Ces soldats se sentaient pénétrés pour leur maître d'une infinie compassion.

Charles-Albert, seul, semblait impassible; il reprit :

« . . . . Rien, jusqu'à présent, ne m'a coûté pour le bonheur du Piémont et de l'Italie. . . Je me sens maintenant un obstacle à ce bonheur. . . Pour que cet obstacle disparût j'ai, toute la journée, cherché une balle sans la rencontrer : à son défaut, il me reste l'abdication. . . . . »

Appuyant sur chaque mot, le soulignant en quelque sorte par une intonation de plus en plus ferme, Charles-Albert déclara qu'il était résolu au parti suprême d'abdiquer.

Tous s'attendaient à cette conclusion, pourtant elle sonna dans le cœur de tous comme un glas. Tous saisirent les mains du Roi, les baisèrent, le suppliant. Mais lui, sans voir leurs larmes, ajouta :

« . . . . . Je ne suis plus votre roi ; le voilà, votre roi, c'est mon fils Victor. . . » Après avoir ainsi parlé, il embrassa chacun et se retira dans la chambre voisine, avec ses deux fils. Charles-Albert était d'une sérénité parfaite. Il y avait une incomparable grandeur dans la simplicité de son sacrifice.

Quelques minutes plus tard, le Roi faisait rappeler Cadorna pour lui demander un passeport. Ce passeport devait être fait au nom du comte de Barge, et visé pour la France, l'Espagne et le Portugal.

Comme le ministre sortait, le Roi le retint. « J'ai foi, lui dit-il, que des jours meilleurs luiront pour notre pays... Si jamais mon fils recommence la guerre et que je vive, je prendrai un fusil et je reviendrai me battre comme simple soldat. . . . . »

Puis, ajoute Cadorna : « Il voulut me remercier de

nouveau, et me chargea de ses remerciements pour mes collègues du ministère. Qu'importe ce que je lui disais ou ce qu'il me dit! il n'était plus le Roi. Je n'avais plus devant moi que l'auguste figure d'un martyr qui confessait sa foi par le sacrifice. Il voulut m'embrasser encore, et quand il l'eut fait, il ajouta ce seul mot : « Adieu. »

« Je ne trouvai pas un mot à dire, et après lui avoir respectueusement serré la main, je sortis le cœur brisé. »

CHAPITRE XVI

La déroute. — Sous le nom de comte de Barge, Charles-Albert quitte Novare. — Il est arrêté par le général Thurn. — Un bersagliere piémontais. — Charles-Albert au Laghetto. — Sa conversation avec le général Olivieri et l'intendant général de Nice, comte Santa Rosa. — Le comte Castagnetto rejoint le Roi à Antibes. — Son royal désintéressement. — De Novare à Oporto. — Saint-Sébastien. — Tolosa. — Saint-Jacques de Compostelle. — Arrivée à Viana. — Le Léthé. — Arrivée à Oporto. — Coup d'œil rétrospectif sur le Piémont. — Le roi Victor-Emmanuel et le maréchal Radetzky. — Triste accueil fait au nouveau roi par la population de Turin. — Émeute à la Chambre. — Le député Josti. — Le Parlement vote une adresse au roi Charles-Albert. — Pauvreté du Roi, dans son exil. — Sa vie à la villa *Entre Quintas*. — Arrivée des députés piémontais. — Admirable réponse du Roi. — Le comte Cibrario et le comte Collegno, délégués du Sénat. — Dernière conversation politique de Charles-Albert. — Ses inquiétudes à propos de son fils, le roi Victor-Emmanuel. — Mortelle émotion à l'annonce de l'arrivée d'un bâtiment sarde. — Le prince de Carignan, le docteur Riberi à Oporto. — Dernière maladie de Charles-Albert. — Son admirable résignation. — Sa mort.

I

... Quand le sauve-qui-peut a retenti, le soldat, l'œil hagard, furieux, fou, va devant lui comme un fauve. Il n'entend rien, il ne reconnaît personne. Insensible à l'honneur, au châtiment, à la mort même, cet homme qui tout à l'heure se battait héroïquement, vous le tueriez plutôt que de le faire obéir.

Novare, après la défaite, était en proie à cette anarchie militaire à laquelle nulle autre ne se peut comparer. Des hordes de fuyards avaient envahi la malheureuse ville. A coups de fusil ils brisaient les fenêtres, à coups de sabre et de crosse ils enfonçaient les portes. Une heure après, il n'y avait plus un magasin qui ne fût au pillage Et puis voilà l'incendie d'une, puis de deux maisons, qui éclaire la scène. Les habitants, terrifiés, se barricadent chez eux. L'autorité militaire se débat en vain dans cet enfer. C'est inutilement que M. le duc de Gênes a essayé de parlementer, il a fallu charger ces forcenés. La charge passée, le flot des furieux se referme, et déferle plus violent encore contre toute résistance.

Ce fut par miracle qu'au milieu de ce désordre une petite voiture étroite et basse put sortir du palais Bellini sans que personne l'aperçût. Le Roi était monté dans cette voiture qui aussitôt avait pris le chemin de Verceil. Canna, le secrétaire intime; Bartolino, le valet de chambre du Roi, étaient seuls dans le secret de ce départ. Charles-Albert n'avait voulu, pour le suivre, que son courrier de cabinet, Gamallero, et son valet de pied, François Valetti.

Au moment de partir, le Roi remettait deux lettres à Bartolino : l'une pour le prince de Carignan, l'autre pour le comte de Castagnetto. Mais il n'y avait rien pour la Reine.

Ah ! s'il est vrai que les choses aient des larmes, elles ont aussi de cruelles ironies ! Sur les panneaux de la petite voiture qui emportait le Roi se lisait cette

devise des jours d'espérance : « *J'attends mon astre* (1). »

La voiture sortit de la ville, mais bientôt le *wer da* allemand l'arrêtait. Le Roi tombait dans un avant-poste ennemi. Aussitôt il est entouré. Gamallero, interpellé, répond que le voyageur qu'il accompagne est le colonel de Barge, chargé d'une mission pour Paris, et le courrier exhibe le passeport du Roi. Mais ce passeport ne suffit pas. Un officier autrichien fait conduire la voiture dans la cour d'une ferme où le général Thurn s'est établi avec son état-major.

Thurn ne tarde pas à paraître. Il invite le voyageur à descendre. Charles-Albert pénètre à sa suite dans une grande pièce où çà et là les officiers fument, dorment ou écrivent. On interroge l'inconnu. La conversation, bientôt, dérive sur la bataille de la veille. Le Roi répond à toutes les questions avec sa dignité et sa distinction habituelles. Insensiblement il se laisse aller à raconter les détails de la bataille. Il loue les manœuvres autrichiennes, la victoire remportée sur les troupes royales est complète, il l'avoue; mais en même temps le comte de Barge insiste avec passion sur la bravoure des soldats piémontais.

A cela, personne ne contredit. Et tous admirent la noblesse du voyageur qui bien plutôt semble appar-

(1) C'était une voiture de la Reine et faite à sa taille. Charles-Albert y était tellement à l'étroit qu'il en souffrit cruellement pendant tout le voyage.

tenir à la diplomatie qu'à l'armée. « Pardonnez-moi, monsieur le comte, dit alors le général Thurn, mais je m'étonne qu'un homme aussi distingué que vous l'êtes soit encore d'un grade aussi peu avancé...

« — Que voulez-vous, répond le comte de Barge, je n'ai jamais été heureux... Je n'ai pas réussi ; aussi, après la bataille, voyant ma carrière sans avenir, j'ai donné ma démission du grade que j'occupais (1)... »

Cette réponse n'était pas pour dissiper les soupçons du général autrichien. Pas un officier de l'état-major piémontais ne portait le nom qu'avait pris le Roi. Pour s'en éclaircir, Thurn fit amener un bersagliere prisonnier, et brusquement lui demanda si le personnage qu'il lui montrait était bien le colonel comte de Barge...

L'homme aussitôt reconnaissant le Roi prend instinctivement la position du soldat sous les armes. Mais il a compris. D'une voix qu'il essaye de rendre ferme, il dit que c'est bien le comte de Barge, qu'il l'a vu trop souvent pour ne pas le reconnaître.

Thurn savait à quoi s'en tenir. Il s'inclina devant le Roi et lui dit ces simples mots :

« Monsieur le comte, vous pouvez continuer votre route ; que Dieu vous protège... »

Un peu avant midi, Charles-Albert rencontrait près de Casal une colonne autrichienne (2). — Ce fut vaine-

(1) *Souvenirs du duc de Dino,* p. 335.
(2) Radetzky avait envoyé trois brigades vers Casal. Elles

ment qu'il annonçait l'armistice à l'officier supérieur qui la commandait. Celui-ci tirait encore quelques coups de canon, pendant que le Roi se dirigeait vers Ponte Stura.

De Ponte Stura, la petite voiture prit par Moncalvi la direction d'Asti, et enfin parvint à Nice de Montferrat. Le ciel se fondait en une pluie fine et serrée, mêlée de neige et accompagnée, chose extraordinaire, d'éclairs et de coups de tonnerre. C'est par ce temps affreux que, le dimanche de la Passion, le Roi arrivait à Acqui. Il y entendit la messe et repartit, pour arriver le lendemain, à l'aube du jour, au Laghetto.

Chacun connaît sur la route de la Corniche ce petit pèlerinage alors déjà célèbre, mais devenu historique depuis la scène que voici et que rappelle une inscription placée dans l'église. Comme on y disait la première messe, le 26 mars 1849, un voyageur, qui n'était autre que Charles-Albert, y entrait, s'agenouillait dans un confessionnal, puis se présentait à la sainte table. Quelques vieilles femmes qui priaient dans l'église remarquaient la douleur et la foi profondes que reflétait le visage de l'étranger. Longtemps, bien longtemps Charles-Albert demeura là en prières, tandis que Gamallero se dirigeait rapidement vers Nice.

Le Roi avait ordonné au fidèle serviteur d'aller

---

devaient occuper cette ville, protéger le flanc gauche de son armée et menacer la route de Turin par Trino. Ces troupes étaient sous le commandement du général de Wimpffen.

prévenir de son passage l'intendant de la province, comte de Santa Rosa, et le gouverneur de la ville, général Olivieri.

Le premier devait fournir au prince un passeport pour franchir la frontière et une voiture fermée pour traverser Nice sans être reconnu. Le second devait recueillir les dernières paroles de Charles-Albert sur le sol de la patrie.

Après s'être présenté chez Santa Rosa, Gamallero courait chez le général. Six heures venaient de sonner lorsqu'il pénétra chez le gouverneur.

« J'étais encore couché, a raconté celui-ci, j'entends frapper à ma porte, et, avant que j'aie pu dire d'entrer, je vois se précipiter chez moi un des courriers bien connus du Roi; il était pâle et avait ses vêtements tout couverts de poussière. L'arrivée de cet homme, que je reconnus aussitôt, me fit peur; son visage me fit glacer le sang : je me sentis froid jusque dans le cœur. Qu'y a-t-il? dis-je, en me vêtissant à la hâte.

« — Excellence, reprit le courrier à voix basse, comme s'il eût craint que quelqu'un autre entendît ses paroles, Sa Majesté m'envoie vous chercher.

« — Oh ! mon Dieu, m'écriai-je, le Roi est ici?

« — J'ai laissé Sa Majesté au couvent du Laghetto.

« — Je vous suis, dis-je au courrier, et deux minutes après nous descendions ensemble l'escalier. Conformément aux instructions reçues, je passai chez l'intendant général Santa Rosa pour prendre le passe-

port qui avait été demandé au nom du comte de Barge.

« Nous rencontrâmes le Roi, à pied sur la route; à peine m'eut-il aperçu qu'il me tendit les bras, entr'ouvrant le manteau dans lequel il était enveloppé. Je devinai tout de suite son désespoir aux regards abattus et douloureux dont il m'enveloppa.

« — Sire, balbutiais-je, en prenant ses deux mains et en les baisant...

« — .. Mon cher général, dit le Roi avec une voix résignée et profondément triste, tout est fini ; les songes se sont évanouis.

« Sa Majesté me releva doucement et ajouta :

« — Mon vieux camarade, je n'ai pas voulu partir sans vous serrer la main...

« — ... Partir, Sire, vous partez ! Où allez-vous ? lui dis-je.

« — ... Je ne sais, répondit-il, et que m'importe ? Y a-t-il encore pour moi quelque chose en ce monde ?

« — ... Mais vos fils, Sire, et nous tous qui vous aimons comme un père ?...

« — ... Mes fils, reprit le Roi, toujours avec la même voix triste qui révélait à la fois une profonde amertume et une irrévocable résolution, mes fils, je les ai embrassés pour la dernière fois à Novare ! Que Dieu qui est bon les protège et veille sur eux ! Les balles n'ont pas voulu me toucher, c'est un malheur; mais Charles-Albert est mort, absolument mort.

« Il prononça ces derniers mots comme s'il eût eu le pressentiment de sa fin prochaine, puis, secouant la tête, il ajouta d'une voix plus basse encore :

« — Hélas! tout est fini! Dieu l'a voulu! Je suis résigné... J'ai prié au couvent du Laghetto, et Dieu m'a donné du courage...

« Se renveloppant alors dans son manteau, le Roi s'enfonça dans la voiture, et les chevaux partirent au galop.

« ... J'aurai toujours devant les yeux ce visage calme sur lequel, pour ainsi dire, s'était gravée cette fatale journée; les cheveux du Roi étaient devenus blancs; son corps semblait plié sous le poids de cette volonté supérieure dont il parlait à chaque instant... »

. . . .

Quelques notes laissées par l'intendant Santa Rosa complètent ce récit.

Tandis que Gamallero courait chez Olivieri, Santa Rosa pourvoyait à la voiture et au passeport demandés, puis s'acheminait à son tour vers le Laghetto. — A moitié route, il rencontrait, lui aussi, Charles-Albert marchant sur le bord du chemin. Le premier mot du Roi fut pour prier l'intendant de ne révéler à qui que ce fût son passage à Nice.

« Mais ne puis-je en informer la Reine et les princes? avait respectueusement demandé Santa Rosa.

« — Vous pouvez écrire à la Reine... »

Mais, pour écrire ainsi, il fallait savoir où allait le Roi.

Santa Rosa n'osait questionner. Charles-Albert eut pitié de son embarras.

« Mon premier projet, dit-il, avait été d'aller en

Terre sainte. Mais on n'aurait pas manqué de dire que je finissais mon règne par... » Ici, il s'arrêta. Santa Rosa crut comprendre que le Roi sous-entendait : « ... par un acte de folie religieuse ».

« J'avais pensé à l'Angleterre, continua Charles-Albert, mais j'y ai renoncé pour ne pas y grossir le nombre des proscrits. J'ai enfin résolu d'aller m'établir à Oporto. Cette ville est assez éloignée du Piémont pour que jamais personne puisse croire que je veuille encore me mêler des affaires publiques (1)... »

Le Roi venait de livrer son secret. Une heure après, il franchissait le Var et pénétrait en France.

Quelle impression emportait-il de son pays qu'il ne devait plus revoir? Était-ce une impression de colère, de rancune ou de désespoir? Non, il n'y avait dans cette âme royale qu'un regret, regret amer, de n'avoir vécu que de songes et de n'avoir été pour autrui qu'une énigme...

« Ma vie a été un roman; je n'ai pas été connu », disait-il le lendemain à Castagnetto qui venait le rejoindre à Antibes (2). Castagnetto seul peut-être avait

(1) Ce double récit, laissé par le général Olivieri et le comte de Santa Rosa, a été publié pour la première fois, je crois, par l'*Illustration italienne,* lors de la mort du comte Castagnetto.

(2) Voici la lettre que Bartolino avait portée à Turin, et qui avait appelé le comte Castagnetto à Fréjus :

« Novare, 23 mars 1849.

« Très cher Castagnetto,

« N'ayant pu être tué aujourd'hui, j'ai accompli ce soir le dernier devoir que j'avais à remplir envers ma patrie. J'ai abdiqué. Désirant régler mes affaires de patrimoine privé, je vous prie de

la clef du roman et était capable de faire quelque bien à son inconsolable héros.

Confident des pensées, des projets, des relations les plus intimes de son maître, il pouvait lui prouver la droiture de l'intention qui, partout et toujours, avait sauvé l'honneur. Le reste importait peu au Roi, et moins que toute autre chose les misérables questions d'argent. L'avenir le devait prouver. Car c'est à peine si, dans la succession de Charles-Albert, chacun de ses fils recueillit dix-sept mille livres de rente (1).

En réglant avec Castagnetto, à Antibes, les questions de son patrimoine privé, le Roi voulut abandonner à l'État jusqu'aux innombrables et précieuses collections qu'il avait acquises sur sa cassette (2). C'est

---

venir de suite me rejoindre à Fréjus (France), et de m'apporter les papiers qui y sont relatifs, ainsi que quelques effets que vous consignera Bartolino.

« Lorsque je serai établi où je désire me fixer, vous m'enverrez alors les diverses choses qui sont dans ma chambre à coucher. Je désire, pour plusieurs raisons, que vous ne disiez à personne que je vous ai appelé à Fréjus.

« Votre très affectionné,

« CHARLES-ALBERT.

« Vous demanderez du (*sic*) comte de Barge. »

(1) Voir CASTELLI, *Mémoires,* p. 48.

(2) Le 6 mai, le Roi écrivait d'Oporto au comte Castagnetto : « Quant à nos affaires avec les finances, veuillez bien vous rappeler que je ne veux absolument point que vous parliez ni des galeries ni des objets d'art. En ce moment dans lequel l'État est accablé des plus cruelles et affreuses charges, je préférerais manger du pain noir tout le reste de mes jours plutôt que l'on pût dire que, dans une époque aussi terrible, je suis venu aggraver ou embarrasser encore, dans un intérêt personnel, les finances de l'État. » (*Notizie sulla vita di Carlo Alberto,* CIBRARIO, p. 193.)

qu'aux seules races de tradition appartient le dédain de la fortune. Toujours le désintéressement les distinguera de celles que le hasard peut jeter sur le trône...

... Pendant que Castagnetto, qui, à son tour, s'était vu refuser l'offre de son dévouement, reprenait, les yeux pleins de larmes, le chemin de Turin, Charles-Albert continuait son voyage par Beaucaire, Pezénas, Toulouse et Tarbes.

Le 1er avril, il arrivait à Bayonne. C'était ce même chemin que jadis il avait parcouru, plein de jeunesse et d'espérance, alors qu'il allait guerroyer en Espagne. Sa vie était comme un cercle dont le malheur rivait maintenant pour jamais les deux extrémités.

A Saint-Sébastien, le Roi s'informa de la route la plus courte pour se rendre à Oporto.

Rude allait être l'itinéraire qu'on lui traça. C'était tout le nord de l'Espagne qu'il fallait traverser pour arriver jusqu'à La Corogne, et de là, par Santiago, gagner les frontières du Portugal. Effrayant voyage, en vérité, dans l'état d'abattement où était le Roi. Mais qui sait tout souffrir peut tout oser.

Il n'y avait qu'une souffrance, cependant, à laquelle il ne fût pas absolument résigné. Ses dernières conversations avec Olivieri et Castagnetto témoignaient de l'effroyable raidissement de cœur qu'il en coûtait à Charles-Albert pour rompre avec de vieilles fidélités. — Une fois encore, il allait affronter ces raidissements.

A Tolosa, son premier aide de camp, son plus ancien ami, le prince de Masserano, le rejoignait.

Il était de ceux qui, un instant atterrés par le départ précipité du Roi, avaient bien vite retrouvé l'espérance de le reconquérir. Dévoué après la défaite comme après la disgrâce, il entendait bien partager l'exil du vaincu, comme à Florence, jadis, il avait partagé l'exil du proscrit.

Sous prétexte de réclamer de Charles-Albert l'acte officiel de son abdication, abdication qui, on s'en souvient, n'avait été que verbale, La Marmora arrivait, décidé à suivre son maître, allât-il au bout du monde.

Mais son dévouement ne devait pas être plus heureux que ceux d'Olivieri ou de Castagnetto...

Étrange envers des grandeurs! Ce fut un pauvre notaire de campagne qui rédigea l'acte d'abdication du roi Charles-Albert. Et l'on voit à Tolosa, à la *Fonda de la Hija politica de Sistraya,* dans une chambre du deuxième étage, une plaque qui rappelle que ce fut dans ce pauvre gîte que, le 3 avril 1849, Charles-Albert signa l'acte qui, pour toujours, le découronnait.

Le Roi remit au malheureux La Marmora ce suprême renoncement à toute ambition humaine, et, désormais seul au monde, il poursuivait son voyage vers Vittoria.

II

Les régions qu'allait traverser le voyageur ressemblaient à ce pays de Savoie, berceau de sa race, terre de ses plus fidèles, sol généreux qui avait produit ses plus braves...

Et l'image de la patrie semblait ainsi le poursuivre sur la terre d'exil. Ces rochers abrupts, ces arbres que l'hiver laissait encore dénudés de leurs feuilles, rappelaient au Roi les paysages alpestres tant de fois décrits par lui dans ses livres de jeunesse.

Il connaissait, d'ailleurs, ces sierras, ces défilés de l'Espagne. Était-ce pour les revoir qu'il avait choisi ces régions lointaines comme un port de refuge?... Peut-être!...

On aime à revivre ses joies d'autrefois comme ses douleurs passées. Pauvre prince! il croyait que des unes comme des autres rien ne survivrait hors de son propre cœur. Cependant, le lendemain, toute la garnison en armes le recevait à Vittoria, et la foule se précipitait à sa rencontre. On le traitait en roi. Qui donc avait prévenu de son arrivée?... Pourquoi ces honneurs rendus à celui qui n'espérait, qui ne voulait que l'oubli?...

C'était le dimanche des Rameaux que Charles-Albert se voyait ainsi accueilli. N'y avait-il pas, dans

une telle coïncidence, quelque chose de frappant?...

A Torquemada, le comte de Montalto, ministre de Sardaigne à Madrid, le saluait du titre de Majesté. A Valladolid, don François de Paule, père du roi d'Espagne, lui imposait tous les honneurs royaux dans son palais. On était au vendredi saint : il fallait bien que ce jour-là saignassent les stigmates que Charles-Albert portait au front.

Debout avant l'aube pourtant, le Roi s'acheminait le lendemain vers Léon.

L'étape fut rude. Sur cette route de Castille, où il faut, comme dit le proverbe espagnol, « que l'alouette, pour vivre, emporte elle-même son grain... », le Roi ne put trouver un verre d'eau.

Écrasé de fatigue, grelottant de fièvre, en arrivant à Léon il se fit porter dans son appartement et se coucha sans manger...

Le son des cloches, le lendemain, annonçait le jour de Pâques.

Le Roi se leva moins défait d'âme et de visage. Son rêve, bercé par l'*Alleluia,* lui avait-il montré l'Italie ressuscitant glorieuse du tombeau dont l'Autriche croyait avoir pour jamais scellé la pierre?... La foule pressentait-elle cette résurrection, quand elle s'agenouillait sur le passage du Roi martyr? — Peut-être!

Le peuple aime les sacrifiés et les victimes; il se reconnaît dans ceux qui pâtissent; toutes les religions du peuple ont eu pour point de départ une souffrance acceptée. Mais, comme la vie du Roi, son voyage ne devait être que contrastes.

Charles-Albert quitta ces enthousiasmes populaires pour affronter la désolation des montagnes les plus sauvages de l'Espagne. Sur la crête des Cantabres, le froid régnait intense, la neige blanchissait la plupart de ces abrupts sommets. A peine la route y était-elle tracée. Chaque cahot devenait pour le prince une souffrance nouvelle, car, sous l'influence des fatigues et des émotions de la dernière campagne, la maladie inflammatoire dont il souffrait depuis sa jeunesse était revenue à l'état aigu. Mourant de froid, de faim, brisé par ce pénible trajet à travers la Galice, le pays le plus rude de l'Espagne, Charles-Albert, à Lugo, dut se contenter d'une paillasse jetée dans le coin d'une misérable auberge.

Enfin, le 10 avril, il arrivait à La Corogne. Indescriptible fut l'enthousiasme qui l'y accueillit.

Quelle étrange chose, en vérité, que cet enthousiasme que soulevait le vaincu! Personne ne se fût soucié de Charles-Albert s'il eût régné en paix. Et, parce qu'il était le vaincu d'une grande cause, l'enthousiasme le poursuivait.

Le canon tonnait à La Corogne, la garnison avait pris les armes; une garde veillait à la porte du Roi; parmi les plus grands personnages, c'était à qui aurait l'honneur de baiser ses mains royales.

Et encore, cet enthousiasme ne ressemblait que de loin à celui qui devait accueillir Charles-Albert, le surlendemain, à Saint-Jacques de Compostelle. Là, moines, soldats, hommes du peuple, paysans, gentilshommes s'étaient précipités à sa rencontre.

Le génie de l'Espagne chevaleresque saluait le Roi chevalier. Celui-ci arrivait avec sa bravoure et son mysticisme comme l'incarnation de toutes les légendes chères à cette foule. Pour elle, Charles-Albert était de la race de ses saints et de ses héros. Parmi ces enthousiastes, plus d'un, sans doute, crut entendre ce grand bruit d'armes qui retentit dans la châsse du bienheureux saint Jacques quand arrive en Espagne un grand événement.

J'abrège, car l'éternelle route que faisait Charles-Albert ressemblait à la monotone tristesse qui hantait sa pensée.

Il touchait enfin aux frontières du Portugal.

Là, la scène changea. Le temps se fit moins rude sur la baie de Vigo, qu'il fallut traverser en barque. — L'hôtelier qui reçut le voyageur à son arrivée, le 13 avril, était Français. Sa rencontre fut pour le prince une petite joie. On sait quelle tendre reconnaissance il gardait toujours, au fond du cœur, pour la chère France, qui avait été sa première patrie.

M. Ricaut, je tiens à rappeler le nom de ce fidèle courtisan du malheur, voulut lui-même le lendemain conduire par la bride le cheval qui porta Charles-Albert à travers l'horrible route qui devait l'amener à Valenza. Cette dernière étape de son voyage fut pour le Roi d'une souffrance inouïe. L'irritation d'entrailles dont il souffrait depuis son départ était arrivée à son dernier degré d'acuité. Le Roi ressemblait à un spectre quand il toucha la frontière portugaise. On eût dit que dans tout son être il n'y avait plus que des nerfs

frémissants, tendus à se rompre, et dont chaque vibration ressemblait à un gémissement.

Pourtant, dans cet état il fallut, véritable *ecce homo,* se montrer à la foule, subir ses acclamations, écho prolongé de celles qui, depuis Saint-Jacques de Compostelle, avaient suivi l'exilé, pour le précéder encore sur la route d'Oporto.

Le 16 avril, Charles-Albert descendait le Minho jusqu'à son embouchure, dans une barque élégamment parée et entourée d'une flottille pavoisée à ses couleurs.

Quel merveilleux parcours! Sur les deux rives du fleuve, c'est un enchevêtrement de toutes les verdures connues, égayées, ponctuées, si l'on peut ainsi dire, de maisons roses ou blanches, telles qu'on les rencontre au pays du soleil. A droite, c'est la Guardia; à gauche, c'est Caminha avec ses batteries, ses roches, ses maisons éparpillées sur le versant de la montagne parmi de splendides jardins. Le paysage a la mer pour horizon. Sur cette admirable toile de fond, tout est mouvement dans le calme. Ce sont des volutes bleues sur lesquelles glissent des voiles blanches, dans une poussière d'or.

Le Roi aurait pu débarquer à l'embouchure du Minho. Une route charmante l'eût alors mené à Viana; mais, vu l'état de prostration où il se trouvait, on préféra lui faire poursuivre sa route par mer.

Bientôt, accompagné d'un essaim de petits bâtiments accourus à sa rencontre, la barque qui le portait, franchissant les sables et les rochers situés à

l'embouchure du fleuve Lima, s'avançait vers l'adorable ville qui s'appelle Viana.

On pourrait dire de Viana qu'elle est une corbeille de verdure et de fleurs jetée sur les bords du fleuve. Heureux fleuve! voilà quatre mille ans, au dire de Strabon, que ses eaux bleues ont un étrange privilège. Les ombres qui les traversaient perdaient le souvenir des maux et des joies de la vie. Ce petit fleuve qu'allait à son tour passer Charles-Albert s'appelait jadis le Léthé.

Mais, hélas! les morts seuls oublient... Le Roi emportait, où qu'il allât et quoi qu'on fît, vivante, poignante, la torture du souvenir.

Si quelque chose pourtant pouvait embaumer sa blessure, c'était la bonté proverbiale des habitants de Viana. Leur fleuve enchanté n'est peut-être que la poétique image de l'adoucissement qu'apporte à la souffrance une bienfaisante compassion. Charles-Albert en fit l'expérience. Jusque-là, il avait été comblé d'honneurs, mais nulle part il n'avait encore rencontré l'accueil d'une aussi touchante affection.

Autour du Roi, la foule baisait ses mains, ses genoux, et jusqu'aux harnachements de son cheval.

Malgré, ou peut-être à cause de ces émouvants témoignages, le Roi voulut à tout prix partir le lendemain pour Oporto. Comme il en approchait, vers le soir du 20 avril, après vingt-sept jours de voyage, il vit arriver à sa rencontre les gouverneurs civils et militaires de la ville. Ils marchaient à la tête de toute la garnison, et étaient suivis d'une foule immense.

Don Lopez Diaz de Vasconcellos, gouverneur civil d'Oporto, souhaita la bienvenue au Roi. Une voiture à six chevaux était là, prête pour une entrée triomphale. D'un geste, Charles-Albert la refusa. La foule battit des mains à ce spectacle d'un mourant voulant mourir à cheval, et comme dans son armure de bataille.

L'assourdissant de ses acclamations, la population entière d'Oporto suivit le Roi à travers les faubourgs et les rues jusqu'à la place dos Ferradores, où ses appartements avaient été préparés, à l'hôtel del Peixe.

Il était temps que Charles-Albert arrivât. La force lui eût manqué d'aller plus loin. L'aspect de l'être presque inanimé que Gamallero et Valetti étendirent sur un triste lit d'hôtellerie était plutôt d'un mort que d'un vivant (1).

III

On dit que les larmes de ceux qui restent sont plus amères que les larmes de ceux qui partent. Dans ce drame qui finit, la douleur semblait égale soit dans la patrie, soit dans l'exil.

Pendant les vingt-six jours qu'avait duré le voyage

(1) Beaucoup, parmi les détails de ce voyage, ont été empruntés au beau livre de Cibrario, intitulé : *Ricordi d'una missione in Portogallo.*

du Roi, que de tristes choses, hélas! s'étaient passées en Piémont! Dès le lendemain de la bataille de Mortara, la partie semblait perdue. A Turin, on croyait voir poindre d'un instant à l'autre les avant-gardes de Radetzky. Les rues, les places publiques étaient encombrées d'une foule morne, d'un va-et-vient d'hommes, de femmes anxieux qui prêtaient l'oreille aux plus invraisemblables nouvelles. Tous les ministères évacuaient leurs archives sur les forts de Fenestrelle ou de Lesseillon. La Reine, madame la duchesse de Savoie faisaient elles-mêmes leurs préparatifs de départ.

« ... J'ai trouvé avant-hier à ma porte, écrivait le marquis Costa le 26 mars, le valet de chambre de confiance de notre pauvre duchesse. Il venait de sa part me prier d'aller la voir le soir même, à sept heures, en grand secret.

« A l'heure dite, je me suis présenté chez la dame de service où m'attendait la duchesse, charmante, bien triste, et toute vêtue de noir.

« Elle m'a fait asseoir, et nous avons longuement traité les douloureuses questions du moment. Naturellement, elle ne savait encore ni la bataille de Novare, ni l'abdication de son beau-père. Elle en était au danger couru la veille à Mortara par son mari. La pensée de voir sa propre famille s'entr'égorger ainsi lui arrachait des larmes...

« C'est par ordre de M. le duc de Savoie qu'elle m'avait fait appeler. Il l'avait chargée de me confier ses papiers et ses objets les plus précieux. Elle-même

m'a prié de prendre ses diamants sous ma garde et m'en a envoyé trois ou quatre cassettes avec quelques autres objets que je soigne aujourd'hui de mon mieux, au fond de mon coffre-fort. Je n'ai pas revu la duchesse depuis que la voilà reine... Je sais seulement que sa belle-mère ne fait que pleurer ; non certes que la pauvre femme regrette l'abdication de son mari, mais parce que le courrier Bertolino qui a apporté à Turin une lettre pour Castagnetto, et une autre pour M. le prince de Carignan, n'apportait rien pour elle...

« Jamais plus tragique abdication n'a été accompagnée de plus de mystère. Les ministres ne la savent même pas officiellement. Ils ne savent rien non plus des conditions d'un armistice que l'on dit signé. Le quartier général s'est transporté après la bataille de Novare à Mommo, près de Bielle, et il n'a plus eu avec le cabinet la moindre communication...

« Les malheureux ministres en perdent toute contenance vis-à-vis des Chambres et du public. Leur situation est triste, et serait ridicule si quelque chose pouvait être ridicule à pareille heure. Que feront-ils? Que fera le nouveau roi ? Lui seul peut donner quelque espoir. Absolument étranger à la politique suivie, et n'ayant été jusqu'ici qu'un soldat vis-à-vis de l'Autriche, le terrain lui sera bon pour négocier. J'ajoute que sa jeunesse lui donne une confiance que l'expérience ne pouvait guère laisser à son père. »

Le marquis Costa aurait pu ajouter qu'autant Radetzky avait de haine contre l'exilé d'Oporto, autant

il avait d'affection pour son fils. De tout temps, en effet, Radetzky avait été l'ami de l'archiduc Régnier, le beau-père de Victor-Emmanuel. Le maréchal avait même été l'un des témoins lors du mariage du prince avec l'archiduchesse Marie-Adélaïde.

Charles-Albert, en prenant la route de l'exil, ne s'était donc pas trompé. Il avait justifié ce mot de Chateaubriand, que les princes de la maison de Savoie sauvent leurs couronnes en les abdiquant. Mais, chose infiniment douloureuse pour son cœur, un instant le Roi put croire que son sacrifice serait inutile : oh ! non pas par la faute de l'Autriche, mais par la faute du pays même auquel il s'était sacrifié.

Par une étrange fatalité, Victor-Emmanuel eut, en quelque sorte, à se défendre vis-à-vis de ses sujets de l'affection que lui témoigna Radetzky le lendemain de la défaite de Novare.

Ce jour-là, le 24 mars, avec une décision dont si souvent depuis il devait donner la preuve, Victor-Emmanuel était monté à cheval et, suivi seulement de quelques officiers, s'était dirigé vers Novare, où il pensait rencontrer le maréchal.

Celui-ci, à peine avisé de cette visite royale, s'était lui-même porté au-devant de Victor-Emmanuel qu'il avait rencontré à quelques kilomètres de la ville. L'entrevue fut cordiale. A peine descendu de cheval, Radetzky avait tendrement embrassé le Roi. Puis il s'était fait souple et insinuant pour lui persuader qu'il était son meilleur ami, que nul plus ardemment ne souhaitait au nouveau

règne gloire et prospérité... Et puis, peu à peu, le maréchal avait laissé entendre au jeune roi qu'un agrandissement territorial serait possible s'il consentait à revenir aux anciennes formes gouvernementales du Piémont.

Avec sa grande finesse politique Victor-Emmanuel laissa le tentateur s'enferrer et, à son tour, prenant l'offensive, répondit à ces offres par le plus noble des refus. Il acceptait, avec toutes ses dures conséquences, sa situation de vaincu, mais il ne rachèterait pas son pays au prix d'une mauvaise action. Coûte que coûte, il maintiendrait la constitution que son père avait jurée et ne sacrifierait jamais les Lombards dont le sang s'était mêlé à celui de ses soldats.

Longue, ardente, passionnée fut la discussion, mais enfin Radetzky capitulait sur les deux conditions auxquelles il semblait tenir le plus. On s'était séparé vers le soir, et presque heureux dans son malheur d'avoir arraché ces concessions au maréchal, Victor-Emmanuel, le 26 mars, revenait à Turin.

Hélas ! à Chivasso, un billet de la Reine le prévenait qu'un triste accueil l'y attendait. Je ne sais comment le bruit s'était déjà répandu à Turin des tendresses de Radetzky pour le nouveau roi. Je ne sais encore comment les conditions acceptées avaient transpiré. Le fait est que la proclamation royale affichée à Turin le 27 mars fut fort mal accueillie. Une heure après, le Roi lui-même en passant une revue ne rencontrait que des visages mornes et une froideur glaciale. Pas un cri, pas un applaudissement ne le

saluait, si bien que, lorsqu'il rentra au palais, les larmes, dit-on, lui jaillissaient des yeux.

Mais plus douloureuse encore fut, pour le malheureux prince, l'attitude de la Chambre. Ce même soir du 27, le premier ministre, Rattazzi, parut à la tribune; coup sur coup, il annonça l'abdication de Charles-Albert et l'avènement de Victor-Emmanuel. Enfin il se mit à lire les clauses de l'armistice que, sans le concours d'aucun ministre, le nouveau roi venait de signer avec Radetzky.

On savait bien que ces conditions étaient dures; mais lorsque la Chambre apprit officiellement que trois mille Autrichiens devaient occuper Alexandrie, et que la flotte allait quitter les eaux de l'Adriatique, ce fut, sur les bancs de la gauche et dans les tribunes un accès de folie furieuse. Les motions les plus violentes partaient de toutes parts. On voulait la guerre, la guerre jusqu'à extinction, jusqu'au dernier sang. Les mots de lâcheté et de trahison volaient de toutes parts. Le désordre dans la salle et dans les esprits touchait à son paroxysme, quand tout à coup on apprend que non seulement l'abdication de Charles-Albert n'a pas été régularisée par le notaire de la couronne, mais qu'elle n'est que verbale. L'orgueil, la colère, la révolte contre l'humiliation acceptée par Victor-Emmanuel se fondent alors dans une formidable réaction en faveur du Roi découronné. Il est question de ne pas reconnaître son abdication.

Un député s'écrie :

« Je ne vois, parmi tant de défaillances qui nous

entourent, qu'une seule noble et grande figure. C'est celle du roi Charles-Albert. »

En prononçant ces mots, le député, qui se nomme Josti, montre le portrait royal encore suspendu dans la salle.

La droite et la gauche se lèvent alors à la fois. Un même cri de : Vive le Roi ! sort de toutes les poitrines, les tribunes le répètent, et Josti peut ajouter au milieu d'une indescriptible émotion :

« Voilà l'image du martyr de l'Italie. Au grand jour de la résurrection, la postérité lui rendra justice et couronnera d'immortalité le Roi qui, si vaillamment, tira l'épée pour la délivrance de la patrie... »

Ce fut sous cette impression que la Chambre vota à Charles-Albert cette statue que douze ans plus tard le poète Prati inaugurait en disant :

« *Pecca il mondo e si pente in bronzi è in marmi* (1). »

Puis il fut décidé au milieu de l'agitation toujours croissante qu'une adresse serait envoyée à Oporto. On tira au sort le nom de ceux qui devaient l'y porter. Le sort désigna comme le premier d'entre eux Urbain Rattazzi.

Nous retrouverons bientôt l'ambassadeur auprès du royal exilé ou plutôt du cénobite qu'était devenu Charles-Albert, cénobite qui ressemblait certes moins à

(1) « Le monde pèche et paye sa faute par du marbre et du bronze. »

Charles-Quint parmi ses magnificences de Saint-Just, qu'au Frère mendiant dans sa cellule.

« Je manquais de tout en arrivant ici, écrivait le Roi pendant les premiers jours de son séjour à Oporto, je me suis acheté deux couverts d'argent : vous voyez quel luxe! Je fus assez heureux pour trouver un Anglais qui s'en retournait chez lui et qui me céda une petite maison qu'il louait huit cents francs par an, mais qui aussi, dans ses deux étages, n'avait que trois chambres, outre celles des gens. Il me vendit tous ses meubles, qui sont simples, mais jolis, et tous les accessoires possibles d'un service de table et de cuisine... Ma dépense de premier établissement ne s'est montée qu'à quatre mille cinq cents francs. »

La petite maison dont parlait Charles-Albert fait l'angle d'une rue appelée : *dos Quarteis*. Voisine du marché, c'est une des rues les plus bruyantes d'Oporto. Paysans et paysannes la traversent sans cesse, criant, à la façon portugaise, leurs oranges, leurs légumes, leurs fleurs dont regorgent les paniers que portent des mules empanachées. Tout est bruit, tout est mouvement à Oporto. Les moutons, les vaches, les chèvres vaguent par bandes à travers les rues, bousculant ces autres bêtes de somme qui sont les portefaix, ces fameux *gallegos* qui gravissent d'un pas rythmé les pentes à pic de la haute ville. Partout c'est un bourdonnement assourdissant que domine encore le cri aigu des vendeurs d'eau.

Dans sa recherche de solitude, le Roi ne pouvait longtemps s'accommoder de tout ce bruit. Il se trou-

vait par trop à l'étroit d'ailleurs dans la petite maison de la rue *dos Quarteis.* A force de peine, ses gens lui en trouvèrent une autre à l'extrémité d'un faubourg moins vivant. Celle-là, connue sous le nom de *Villa entre Quintas,* appartenait à un riche Portugais, M. Pinto.

Pour y accéder, il fallait traverser une plaine inégale bordée de pauvres maisons. Après avoir suivi le Douro pendant quelque temps, le chemin aboutissait à un jardin assez vaste, planté d'arbres rares. C'est parmi ces arbres que s'élevait la maison où le Roi vint s'installer dans une solitude qu'égayait seule une admirable vue sur la ville d'Oporto et sur le cours du Douro.

Malheureusement, par une fatalité qui ne se lassait pas de le poursuivre, Charles-Albert, le jour même où il prit possession de sa nouvelle demeure, voyait s'aggraver ses souffrances au point de ne pouvoir jouir que de sa fenêtre de l'admirable nature qui l'entourait.

Le paysage avait la mer pour horizon, le Douro et la ville d'Oporto pour premiers plans.

Le Douro semble remonter le long des deux collines sur lesquelles la ville s'étage, pour que les clochers, les tours, les monuments de celle-ci puissent se mirer à l'aise dans ses eaux et alterner de coquetterie avec les bois de châtaigniers et de camélias qui peuplent ses deux rives. C'est la végétation des tropiques qui, à mesure qu'elle s'élève, rejoint la végétation des Alpes.

Soit que cet admirable spectacle l'arrachât, malgré lui, à ses pensées tristes, soit qu'il bénéficiât du repos et du climat qu'il trouvait en Portugal, le Roi, malgré l'augmentation de sa souffrance physique, se sentait l'âme moins endolorie. Il jouissait de cet exil moral qu'il était venu chercher au bout du monde. Ses nerfs se distendaient, pareils aux cordes qu'une main violente cesse de tordre après en avoir forcé les sons.

Il se reprenait un peu aux choses de la guerre et de la politique. Journellement, il se faisait apporter les papiers français que l'on pouvait se procurer à Oporto. Il écrivait une ou deux lettres, et le reste de sa journée était occupé à parcourir quelque ouvrage militaire ou à quelque pieuse lecture sans cesse interrompue par la prière.

Pour certaines figures, la vérité historique apparaît dans l'enchaînement de leur vie comme dans un miroir, d'une seule pièce. Pour d'autres, elle ne se réfléchit que par parcelles dans les différentes phases de leur existence, comme sur les fragments d'un miroir brisé. Ce ne seront donc plus les traits d'un glorieux soldat, d'un roi malheureux ou d'un mystique en extase que reflétera la fin de ce récit. Ce seront ceux d'un chrétien qui, mourant, se réfugie dans les réalités de sa foi.

Pour une âme qui s'épure ainsi, Dieu sort du nuage. Les rêves mystiques, les images allégoriques disparaissent. Seule la vérité reste.

Charles-Albert sentait venir l'heure d'une lutte suprême et se retournait vers Dieu, lui adressant sa

prière, comme jadis ceux qui allaient mourir envoyaient à César leur dernier salut. Lui qui avait repoussé tout dévouement, tout secours humain, invoquait la suprême assistance de ces bras crucifiés qui, tant de fois, l'avaient soulevé au-desus du désespoir. C'est entre ces bras crucifiés qu'il retrouvait la force qui faisait dire à ceux de son entourage que le Roi se tenait debout par miracle.

Rien de théâtral ne marquait ce courage. Le Roi semblait majestueusement apaisé. Ses jugements étaient dépourvus de passion. Il parlait comme si déjà il avait touché l'autre rive de la vie.

Aussi, lorsque arrivèrent les commissaires italiens conduits par Rattazzi, reconnurent-ils à peine cet être transfiguré. Charles-Albert leur apparut comme appartenant déjà à la légende. Leur parole trahit cette impression. Elle semblait ne pas s'adresser à un vivant.

« ... Nous venons saluer en vous la majesté du malheur et acquitter une dette sacrée, au nom de l'Italie. Par votre martyre même, notre cause est devenue grande. Ce martyre montrera aux générations à venir que leur triomphe ne sera qu'au prix des plus héroïques sacrifices... Vous demeurerez pour nous un drapeau... Vous ne cesserez de parler aux imaginations italiennes...

« ... Bien des souvenirs amers comme bien des souvenirs glorieux vous suivent dans cette retraite... Votre nom demeurera le glorieux symbole de nos espérances immortelles... »

A ce discours, Charles-Albert répondit :

. . . .

« Nous avions entrepris une guerre juste... Vaincu, j'ai abdiqué pour le salut de mon pays. Je n'y retournerai pas..., ma présence y serait funeste à mon fils... Puisse-t-il quelque jour réaliser ce que j'ai tenté!... »

Ainsi disant, il semblait entrevoir dans le miroir de Macbeth une longue suite de rois à naître de son sang, mais sur lui-même Charles-Albert fermait les yeux.

Et c'est pourquoi il refusa la statue que son pays voulait lui élever.

« ... A l'heure où la patrie a besoin de toutes ses ressources, dit-il, ce serait crime d'en rien distraire pour la glorification d'un vaincu!... »

IV

... Le Roi était depuis quarante jours à Oporto lorsque les délégués du Sénat y arrivèrent à leur tour. L'un était Hyacinthe de Collegno, l'ami du Roi en 1821 ; l'autre, le comte Cibrario, à qui j'ai déjà demandé plus d'un détail pour mon récit. Je veux lui emprunter encore cette description de la maison de La Quinta, où il trouva Charles-Albert.

« ... Près de la porte du jardin, dit-il, porte

qu'ombrageaient de vieux châtaigniers, nous rencontrâmes un poste de soldats que le gouverneur y avait placé malgré toute la répugnance du Roi pour des honneurs qui lui rappelaient sa condition passée.

« Par une route de cailloutis serpentant à travers une série de terrasses, nous arrivions jusqu'à la plus large d'entre elles. Là, s'élevait la maison accotée à ses écuries et à ses remises. La maison est à deux étages, avec une vingtaine de chambres, plutôt petites que grandes, mais décemment meublées. Un escalier de bois aboutit, au premier étage, à une espèce de galerie. On y trouve la chapelle à droite ; à gauche, c'est une petite pièce où se tiennent les valets de chambre du prince. En face de l'escalier, sur le premier palier, s'ouvre la porte du salon tapissé de papier jaune. Une grande glace, un meuble d'acajou recouvert de soie, un tapis en sont tout l'ornement.

« Sur ce salon donnent la petite chapelle et la chambre à coucher du Roi. Je n'ai vu dans cette dernière pièce qu'un lit de fer, fort bas, sans rideaux, avec un petit matelas très mince. Il y a là aussi une armoire, quelques chaises en velours d'Utrecht vert, et enfin un bureau placé près de la fenêtre qui domine le Douro.

« Sur ce bureau, parmi les livres et les quelques papiers épars, j'ai vu deux petites images peintes ; l'une était de la Vierge Marie, l'autre de saint François... »

Qu'on s'imagine maintenant Charles-Albert assis à cette petite table où le rivent ses infirmités. Son visage est d'une pâleur de cire. Le Roi semble déjà porter,

comme disait Dante, les couleurs de la mort ; ses yeux se perdent dans les cavités profondes où la vie s'est réfugiée. A peine voit-on de temps en temps ce masque glacé s'animer sous le coup d'une émotion, d'une émotion profonde comme celle que ressentit Charles-Albert quand, à leur tour, les ambassadeurs du Sénat se présentèrent à son audience.

Ainsi qu'il l'avait fait pour la députation de la Chambre, le Roi voulut se lever et marcher à la rencontre des arrivants, mais il ne put faire que deux ou trois pas. Il fut forcé de se rasseoir.

Cibrario raconte combien lui sembla douloureux le regard dont le Roi accompagna ce triste aveu de sa faiblesse.

C'est qu'en vérité la maladie l'avait usé jusqu'à l'âme.

Dès longtemps, on le savait atteint d'une inflammation du foie, mais toujours il avait traité sa souffrance avec un si superbe mépris, qu'elle n'avait pu tempérer ni son ardeur au travail, ni l'excès de ses pratiques religieuses ; mais, depuis un an, hélas! les fatigues, le chagrin, l'inquiétude avaient singulièrement aggravé son mal. La rapidité désastreuse du voyage de Novare à Oporto le rendait mortel.

Son corps, comme l'a dit un penseur, n'était plus que le costume déjà déchiré et bientôt pulvérisé de la vie. Le Roi le jetait au tombeau après sa couronne, comme autant de vêtements usés qui ne pouvaient plus lui servir.

De même, depuis bien longtemps, il avait rejeté

loin de lui toute rancune, tout ressentiment, tout souvenir amer, et je ne crois pas que, pendant les quatre mois qu'il vécut à Oporto, Charles-Albert fit à son passé douloureux d'autre allusion que celle que je trouve ainsi rapportée dans les souvenirs du comte Cibrario :

« Un jour je lui disais que, si grande que fût ma repectueuse affection pour lui, je n'avais pu m'empêcher d'applaudir à sa résolution d'abdiquer et de quitter l'Italie.

« Après un acte aussi magnanime, aucune ombre ne planerait sur certains actes de sa jeunesse. La secte fatale, cause déjà de tant de maux, ne pouvait plus, ajoutai-je, imputer à la trahison l'insuccès de nos armes !

« ... Je le vis alors, continue Cibrario, frapper sur son bureau... — « Vous avez raison, s'écria-t-il, vous avez raison... Ne vous rappelez-vous pas comme j'ai été traité à Milan, non par le peuple, mais par ces gens-là (1)?... »

Dans ce mot, il y avait un dernier soubresaut de l'âme tant éprouvée, un dernier soubresaut dont la volonté n'avait pas été maîtresse. . . . .

. . . .

On peut dire que le comte Cibrario fut le dernier parmi les hommes politiques qui reçut quelque confidence du Roi. Après le départ du comte, qui quitta

(1) *Ricordi d'una missione in Portogallo,* Cibrario, p. 234, chap. iv.

Porto le 2 juillet, il n'y eut plus que la visite du confesseur, don Antonio Peixoto, pour ne pas être importune à La Quinta. Deux ou trois fois par semaine on voyait le saint homme venir à la villa, sans qu'il pût obtenir cependant que son royal pénitent modifiât en rien ses dures façons de vivre.

Le Roi se levait à sept heures, il dînait à cinq, et toujours seul. Une heure ou deux après, il se couchait pour se relever bientôt et passer une partie de la nuit en prières. Sa nourriture, invariablement la même, se composait de riz, d'œufs et de quelques petits poissons ; mais encore il y touchait à peine, tant son estomac était rebelle à toute alimentation.

. . . .

Le docteur François-d'Assise Souza, un des médecins les plus réputés de Portugal, tout d'abord appelé auprès du prince, avait, en sortant de la consultation, informé le ministre sarde à Lisbonne, comte de Launay, que l'état du malade était grave. Le danger, pourtant, ne lui paraissait pas immédiat. Peut-être aurait-il eu raison, si une secousse terrible ne fût venue briser l'amarre qui rattachait encore à la terre la glorieuse épave !

. . . .

Chez Charles-Albert, la solitude avait réveillé les affections de famille que la raison d'État, jadis, refoulait dans son cœur. Les lettres de ses enfants devenaient la grande, ou plutôt la seule préoccupation de l'exilé.

Il avait demandé et s'était entouré à Oporto de tous

les souvenirs intimes qui meublaient à Turin sa chambre à coucher. Mais ce qu'il avait voulu pardessus tout, c'étaient les portraits de ses petits-enfants. Ces portraits, dans son exil, étaient comme ces statuettes de Tanagra, que les anciens mettaient dans les tombeaux, pour rappeler aux morts les joies de la vie.

Que de fois l'évêque d'Oporto ou le gouverneur lui entendirent parler avec attendrissement de ses petits-fils, avec admiration de ses fils, de M. le duc de Gênes surtout ! Un instant il avait espéré sa visite. Mais, hélas ! la paix n'était pas faite. Le prince commandait une des divisions de l'armée, et Charles-Albert, avec la sublime abnégation qui toujours fut la règle de sa vie, faisait encore à son pays le sacrifice de ne pas revoir cet enfant préféré.

Il fallait se contenter de lettres; et qu'elles étaient tristes, les lettres qui arrivaient de Piémont ! La guerre menaçait. On ne voulait pas reconnaître à Vienne les stipulations acceptées par Radetzky; on accusait le maréchal de faiblesse pour Victor-Emmanuel. Celui-ci, dans sa détresse, avait été obligé d'invoquer les bons offices de la France et de l'Angleterre. Puis, une terrible insurrection qui venait d'éclater à Gênes, des élections hostiles, une presse sans frein, des finances en désarroi, un peuple en suspicion, presque en révolte, avaient causé de telles secousses au jeune roi qu'il était tombé gravement malade.

Le 29 juin, je ne sais quel journal français apportait à Oporto cette désastreuse nouvelle.

Et voilà que le lendemain, vers cinq heures du soir, le télégraphe établi sur la tour dos Clerigos, qui domine la ville de Porto, donna avis qu'un navire de guerre battant pavillon sarde se présentait à l'embouchure du Douro.

Le Roi sortait de table quand on l'en prévint. Il crut que son fils était mort assassiné peut-être, et que le bâtiment arrivait chargé d'un funèbre message.

L'ébranlement fut si fort que le malade se prit à trembler. Ce tremblement, au grand effroi de l'entourage, se prolongea pendant plus de trois heures, c'est-à-dire jusqu'à ce que la marée montante permît au *Mozambano* l'entrée du fleuve.

Le navire franchit enfin la barre au cri de : « Vive Savoie! » Les couleurs italiennes que le Roi n'avait pas revues depuis Novare flottèrent majestueusement sur le Douro, puis s'abaissèrent pour envoyer au glorieux vaincu le salut de sa patrie.

Le malade, dominant ses terribles vibrations, se raidit au point que l'on put croire à la réalisation de la parole antique (1) : « *Oportet imperatorem stantem mori...* »

Mais cette tension violente, désordonnée, brisa le dernier ressort de la vie. Presque aussitôt, le Roi tombait haletant sur son lit, incapable d'affronter debout l'émotion, le coup peut-être qu'il pressentait. On vit alors que le bonheur est impuissant à réparer le

(1) CIBRARIO.

mal qu'il a causé en se faisant trop attendre. Le prince de Carignan qu'amenait le *Mozambano* n'apportait que d'heureuses nouvelles.

Victor-Emmanuel avait triomphé de la maladie comme il avait triomphé de l'effervescence en Piémont et du mauvais vouloir de l'Autriche; enfin Charles-Albert retrouvait dans le prince qui lui arrivait, envoyé par la Reine, son enfant, pour ainsi dire. A défaut du duc de Gênes, personne ne pouvait mieux adoucir l'exil, personne n'était plus aimé du Roi qu'Eugène de Carignan.

Avec le prince arrivait Riberi, le médecin ordinaire de Sa Majesté. Riberi était un homme dont la science et le dévouement rivalisaient. Le chevalier Canna, Bartolino, le valet de chambre favori, avaient également pris passage sur le *Mozambano*. C'étaient autant d'amis dont l'affection devait adoucir les derniers instants de l'exilé.

Riberi tout de suite appela les médecins qui avaient soigné le Roi. Leurs rapports étaient lamentables; à une dysenterie du pire caractère s'ajoutait une bronchite; enfin, depuis quelques jours, on croyait constater les premiers symptômes de la phtisie.

Riberi ne put que reconnaître la justesse de ces diagnostics. Il trouvait en effet le malade en proie à une fièvre incessante. La toux était si cruelle qu'elle provoquait des vomissements. L'appétit n'existait plus, les jambes commençaient à enfler. Un changement radical dans le caractère du malade accentuait encore ces symptômes désespérants.

L'ennui envahissait cette âme jusque-là si énergique. La volonté s'affaissait. Le Roi devenait inoccupé par force, oisif par faiblesse, indifférent par abattement. Il prenait la nausée de toutes choses. A un malade dans cet état, il faudrait un levier pour soulever les heures, non seulement les heures, mais les minutes, tant elles pèsent.

Aussi, bien courte fut la diversion apportée par le prince de Carignan aux progrès d'un mal sans remède. Deux jours après l'arrivée du *Mozambano,* Charles-Albert se trouvait hors d'état de se lever. La tête se penchait sur la poitrine. Les forces diminuaient rapidement. Le Roi se sentait mourir, il le disait. Riberi avait découvert une fistule qu'il opéra. Le malade se sentit mieux, et l'on eut quelque espoir. Mais bientôt cet espoir s'évanouit. Taries étaient les sources de la vie. Le travail même qui s'opérait pour la cicatrisation de la plaie épuisait le peu de force qui restait.

Les nerfs qui jusque-là rattachaient encore Charles-Albert à la vie, comme la corde qui jadis rattacha Nelson mourant au grand mât de son navire, tombaient flasques et distendus maintenant. Par moments, le Roi s'étirait raide et glacé. Ses membres semblaient alors se briser aux jointures, et la cire de ses joues se plaquait d'un rouge de feu.

Autour de son lit, il n'y avait plus d'illusions. Charles-Albert, lui surtout, ne s'en faisait aucune. Il dit en souriant à Riberi : « ... Je serais heureux de mourir en ce moment ; je serais heureux au moins en

cela que je mourrais à propos... » On était alors au 23 juillet.

La journée du lendemain fut mauvaise; la nuit qui suivit, très agitée. De plus en plus les prodromes d'une issue fatale s'accentuaient.

Interrogé par le Roi, Riberi, qui savait à quelle grande âme il avait affaire, répondit que les symptômes fâcheux s'aggravaient depuis la veille. Charles-Albert entendit passer à son oreille cette sentence de mort avec le même calme que lorsque sifflaient les balles de Pastrengo, de Goïto ou de Novare.

Il demanda le viatique, qui lui fut apporté le 24 juillet.

... A La Quinta, il n'y eut ce jour-là rien de cette pompe qui fait que les rois, trop souvent, dans leur dernière rencontre avec Dieu, veulent le traiter d'égal à égal.

..... L'étiquette était absente. Celui qui aima les humbles et les pauvres trouva l'humilité et la pauvreté agenouillées sur le seuil qu'il venait visiter. Dans la nudité de l'âme qui l'appelait, comme dans la maison vide, rien n'était pour faire obstacle à l'écho du sermon de la montagne. Bienheureux le mourant qui gisait là. Il avait pleuré, il avait souffert, il avait eu faim et soif de justice. Sa dernière heure devenait la suprême revanche de sa vie douloureuse (1).

(1) Dans une dépêche du 27 juillet, le comte de Launay raconte que l'évêque de Porto, après avoir passé quelques instants auprès du malade et lui avoir donné la bénédiction

Ceux qui étaient dans la chambre du Roi quand entra le viatique purent juger de la sincérité de sa foi.

Sur son visage émacié, dans l'expression de ses yeux, c'était la ferveur qu'a surnaturellement traduite le Dominiquin dans la *Communion de saint Jérôme.* Du reste, dans leurs deux existences, dans l'existence du Roi poursuivi par son rêve, dans celle de l'ascète hanté par ses troublants souvenirs, la passion, si différente qu'elle ait été, avait amené une pénitence égale. Les mêmes larmes avaient creusé les mêmes sillons, la même souffrance avait imprimé la même grande ride;... enfin, la même expiation faisait naître la même immortelle espérance.

Ceux qui furent témoins de cette dernière communion du Roi ont gardé l'inoubliable impression de la foi avec laquelle, se soulevant sur son lit, il répondit aux questions du prêtre, affirmant d'une voix ferme chaque article du *Credo.* Lorsqu'on lui demanda s'il croyait à la présence du Christ dans l'hostie, ce fut avec une émotion passionnée qu'il répondit : « Oui... je crois !... »

. . . .

Une inexprimable détente se produisit chez le malade, lorsque, laissant retomber sa tête sur l'oreiller, il ferma les yeux et passa, immobile, près d'une heure. Quand il les rouvrit, étonné de retrouver auprès de

apostolique, disait, en fondant en larmes : « C'est la mort d'un juste. »

lui son confesseur, le chevalier de Launay, le fidèle Canna et ses serviteurs Valetti et Bartolino, il voulut demander pardon à tous, protestant que, de son côté, il pardonnait. « J'oublie tout, dit-il... je pardonne tout... » C'est qu'il se sentait lui-même pardonné !

Son visage rayonnait de cette joie qu'un poète a prêtée au Juif errant sur la terre lorsque le Christ lui donna pour preuve de son pardon qu'il pouvait enfin mourir. Charles-Albert avait tant cherché la mort! Enfin elle lui ouvrait ses bras...

Dans cette joie de mourir, le mourant demanda l'extrême-onction. Il lui fut répondu que c'était trop tôt, et lui, de s'étonner qu'il pût passer la nuit. En effet, il en était réduit à ne plus supporter que quelques cuillerées d'eau, mêlée de café. Elles le soutinrent un jour, puis deux encore.

Le 28 juillet, on put croire à une amélioration.

« ... Si cela continue, dit Charles-Albert au médecin, je pense que dans trois ou quatre jours on pourra refaire mon lit..... J'y suis vraiment trop mal..... »

Hélas ! son corps n'était qu'une plaie, sans que le Roi s'en plaignît autrement. Ce jour-là il lut une lettre de la Reine et fit quelques prières à l'aide d'un livre.

L'évêque d'Oporto vint à la *Villa entre Quintas*. Sa visite fatigua horriblement le malade, qui, aussitôt que l'évêque fut parti, demanda qu'on le retournât dans son lit. Il voulait dormir, disait-il. Gamallero et Valetti se hâtèrent d'obéir; mais comme ils soulevaient leur maître, celui-ci poussa un cri et se plai-

gnit d'une violente douleur au cœur. Riberi accourut pour constater une paralysie du bras gauche et une légère contorsion de la bouche. Le médecin cependant vint à bout de ces symptômes à l'aide de frictions énergiques.

Se sentant moins mal, le Roi voulut se réessayer à dormir. Avec sa bonté ordinaire, il engagea Riberi, pour que lui aussi profitât de cette accalmie, à faire dans le jardin une promenade de quelques instants. Le docteur préféra rester.

« Comme vous voudrez... », dit le Roi.

On baissa les rideaux, et ce fut dans la chambre un grand silence qui dura près d'une heure.

Mais tout à coup, Riberi qui, sans que le malade s'en fût aperçu, s'était assis au pied du lit, entend un terrible grincement de dents.

Il ouvre les rideaux. Le Roi le regardait d'un œil atone. Le Roi venait d'être frappé d'un second coup d'apoplexie.

« ... Ah! je me meurs, balbutiait-il..., je me meurs... ma tête devient lourde... Riberi, je veux bien mourir... je le veux bien... mais je meurs... »

Le confesseur, qui était dans la pièce voisine, accourt avec MM. de Launay et Canna. Il n'y a plus à hésiter, il faut en venir à cette extrême-onction qui arme pour les dernières luttes.

Dans toute la plénitude de sa présence d'esprit, dans toute la soumission de sa volonté, le Roi suivait ces prières.

Les hallucinations, les visions funèbres avaient fui

loin de sa couche. C'était le calme d'une tempête qui s'apaise, d'un jour brûlant qui s'éteint; c'était la clarté se faisant enfin pour l'aveugle qui, toute sa vie, a tâtonné dans les ténèbres... Et puis, comme les yeux grands ouverts du Roi devenaient fixes, le confesseur, en élevant devant eux l'image du Christ, détourna cette fixité vers le ciel. Mais voilà que leur éclat diminue; à voir ainsi pâlir peu à peu le regard, on dirait d'une lumière qui s'éloigne pour s'éteindre, quand enfin sur sa lueur vacillante passa le grand coup d'aile de l'âme qui s'envolait.

Il était trois heures (1).

(1) 28 juillet 1849.

FIN.

NOTES

INTRODUCTION

(A) Revenu à Turin en 1824, Charles-Albert était tenu à l'écart et plus que froidement traité par le roi Charles-Félix. Il partageait sa vie entre Turin et Racconis, et s'il donnait quelques fêtes, celles-ci, lorsque le Roi et la Reine daignaient y assister, étaient toujours pour le prince une cause d'humiliation. Le roi Charles-Félix ayant refusé à Charles-Albert le titre d'Altesse royale, celui-ci, en qualité d'Altesse sérénissime, était obligé, d'après l'étiquette, de servir lui-même le Roi. Quant aux affaires, on affectait à la Cour de ne jamais en parler à l'héritier présomptif. Cette lettre inédite, écrite par Charles-Albert quinze jours avant la mort de Charles-Félix, montre combien le prince souffrait de la situation qui lui était faite :

« Au général marquis d'Oucieu (Archives du château de Mougex).

« Turin, 12 avril 1831.

« Je ne saurais assez vous remercier et vous exprimer ma reconnaissance, mon cher marquis, pour le mémoire intéressant que vous avez bien voulu m'envoyer. Je l'ai lu plusieurs fois et suis convaincu que les vues aussi sages que clairvoyantes que vous développez sont les seules qui puissent sauver notre pays. Je ferai tous mes efforts pour les faire adopter. Mais, hélas ! comme vous le savez, non seulement je puis bien peu, mais dans l'état actuel des choses on ne fait absolument plus rien. Il devient tous les jours plus impossible de rien faire. J'en suis navré de douleur, car nous sommes à la veille des événements les plus importants, les plus décisifs. Non seulement nous pour-

rions sauver notre patrie avec gloire, mais peut-être même en retirer quelques avantages, au lieu qu'on ne peut penser à notre avenir sans se sentir le cœur déchiré. *Je vous assure, mon cher ami, que si vous puissiez* (sic) *voir l'état des choses ici, et par conséquent ma position, que vous conviendriez qu'on ne peut en trouver de plus cruelle.* Le Roi a été bien mal pendant plusieurs jours. Mais la maladie a entièrement changé, actuellement, son cours primitif. Il se trouve aujourd'hui presque sans fièvre, infiniment mieux de toutes manières. Espérons que Dieu nous accordera la grâce qu'on puisse sous peu lui parler d'affaires au moins indispensables.

« Je vous embrasse, mon cher marquis.

« ALBERT DE SAVOIE. »

La lettre qui précède est du 12 avril. Quinze jours plus tard (27 avril 1831), Charles-Félix mourait sans que son futur successeur ait même pu l'approcher. Voici comment Charles-Albert raconte l'étrange manière dont il s'empara en quelque sorte du trône :

« ... Dans le dernier mois (de la maladie de Charles-Félix) on ne me laissa presque plus approcher de lui. Je ne pus plus ni le veiller, ni le soigner, ni le voir sans de nombreux témoins.

« Aucun ministre ne put faire parvenir au Roi le moindre rapport, et, contre toutes les règles de notre pays, il leur fit dire qu'il avait chargé la Reine de faire les affaires et de signer. Pourtant notre position n'avait jamais été plus critique. On venait de découvrir une conspiration qui paraissait avoir des fils fort étendus, qu'on n'osa point, vu l'état des choses, attaquer de front..... On faisait journellement courir les bruits les plus inquiétants. Le duc de Modène, secondant les vues de la reine *M.-T.* (*sic*) (1), s'était assuré d'un parti pour s'emparer de la couronne à la mort du Roi. Une insurrection libérale devait éclater pour renverser notre gouvernement, à l'instar de celle de Belgique. D'autres voulaient, à la mort du Roi, m'entourer lorsque je me rendrais au palais, afin d'obtenir une constitution. Enfin, la fermentation, l'inquiétude étaient générales. Les affaires se trouvaient arriérées dans tous les ministères, on ne

(1) Marie-Thérèse.

pouvait plus marcher. On voulait avoir une armée et on se trouvait absolument dépourvu, non seulement de poudre d'artillerie, de tout ce qui est indispensable à une armée, mais même de bons cadres, dans lesquels on pût faire entrer les conscrits. Nous nous trouvions sans troupes, sans officiers et, par malheur, sans argent, les bilans ayant presque toujours dépassé les revenus, durant le règne du roi Charles-Félix... » (*Scritti e lettere di Carlo Alberto,* Nicomède Bianchi, p. 24-25.)

« ... Tel était l'état politique de notre pays, continue le prince, lorsque le 27 avril, par la mort du Roi, je montai sur le trône.....

« Je montais à cheval dans mon jardin, lorsqu'un garçon de la chambre du Roi vint m'avertir que son maître, qui était à l'agonie depuis plusieurs heures, était expirant. Je me rendis immédiatement auprès de lui. Cinq minutes après mon arrivée, il expira. Je lui baisai encore la main, puis j'emmenai la reine Christine. En sortant de la chambre du Roi, je donnai l'ordre au capitaine des gardes de ne laisser sortir absolument personne des appartements, pour qu'on ignorât dans le public la mort du Roi. J'envoyai chercher ma femme, et dès qu'elle put me remplacer auprès de la Reine, je passai dans le grand palais, où le gouverneur, toutes les grandes charges de la couronne, de l'État et les ministres vinrent me baiser la main. Après quoi, on annonça la mort du Roi. Deux heures après, sur mon ordre, le gouverneur de la ville fit prêter serment à la garnison. On envoya des officiers en courriers dans toutes les provinces, et mon avènement au trône se fit dans le plus grand ordre et la plus parfaite tranquillité... » (Ce fragment, suite du précédent, se trouve dans : *La vie et la mort du roi Charles-Albert,* par Luigi Cibrario, traduction de Charles de La Varenne, p. 59).

(B) Jusque vers 1840, Charles-Albert, pris entre l'Autriche menaçante et le vieux parti piémontais, se trouva dans la plus inconcevable dépendance. Ses propres ministres, qu'il ne pouvait changer, le tenaient en constante suspicion et gouvernaient souvent à l'inverse de ses vues. Ne voulant rien brusquer, il ne brisa jamais avec personne et pratiqua surtout l'art de préparer les événements et d'attendre patiemment l'occasion favorable. « Une partie des grandes charges de la Couronne étaient occupées, continue le Roi dans le fragment cité plus haut, par des

personnes qui m'avaient fait beaucoup de mal et s'étaient montrées ouvertement mes ennemies dans des temps malheureux. Je les leur conservai à tous, comme si de rien n'eût été. Je fis de même avec tous les membres du gouvernement, voulant ne faire aucun changement avant de m'être bien mis au fait des choses, me paraissant au surplus qu'un règne ne doit pas débuter par des innovations... » (*Ibid., La vie et la mort du roi Charles-Albert,* Luigi Cibrario, traduction de M. de La Varenne.)

L'influence des hommes du passé fut prépondérante pendant les débuts du règne de Charles-Albert, mais autour du Roi la lutte entre les partis ne cessa jamais. C'est ce qui explique chez lui tantôt de violents retours vers le passé, comme en 1833, où une répression rigoureuse du mouvement révolutionnaire le rejeta dans les traditions autoritaires des aînés de sa race, tantôt d'irrésistibles élans vers l'avenir, comme ce jour où, en 1845, il disait à un de ses amis : « Ah ! Ricci, la forme des gouvernements n'est pas éternelle... Avec les temps, comment ne changeraient-elles pas ? » (Voir Brofferio, *Storia del Parlamento subalpino,* p. 153. Introduction. — Documents.)

(C) Charles-Albert passa les quinze premières années de son règne dans un labeur incessant, effrayant, pourrait-on dire.

En voici un aperçu :

L'administration de la justice fut entièrement modifiée. La couronne ne se réserva plus certaines causes importantes. Le Roi les rendit aux cours d'appel, abolit le supplice de la roue et la confiscation (1831). Un nouveau code civil parut en 1837 et fut suivi d'un code pénal (1839). Le fidéicommis y était aboli et le droit d'aînesse restreint : le contentieux fut séparé du judiciaire, le Conseil d'État créé et la Cour de cassation constituée.

Les finances parvinrent à un degré de prospérité presque incroyable. Les exemptions d'impôt disparurent, une caisse de réserve fut établie (1834). Des réformes dans l'administration des bois (1835), des postes, des biens des communes, des entraves apportées à l'industrie des soies produisirent une prospérité sans précédents. Ces réformes jointes à une économie sévère et à une gestion habile, portèrent les revenus de l'État qui, en 1831, étaient d'environ soixante millions et par conséquent insuffisants pour les dépenses, à quatre-vingt-cinq mil-

lions en 1846, plus une année d'avance. Ce magnifique résultat avait été obtenu bien qu'on eût *diminué* les impôts et créé un fonds de réserve de vingt-huit millions.

Charles-Albert s'appliqua non moins à améliorer les conditions morales et intellectuelles du pays. Il réforma les abus des établissements de charité et de bienfaisance, modifia le système pénitentiaire et créa des écoles normales pour former les instituteurs. Il fonda l'Académie des beaux-arts, appelée à cause de lui l'*Albertine*, et des chaires d'économie politique, d'histoire nationale, d'histoire militaire, des écoles populaires de mécanique et de chimie.

Mais ses préoccupations, ses soins incessants furent pour l'armée.

Il commença (en 1831) par organiser le corps d'état-major, puis en 1831-1839 les corps d'infanterie, en 1836 les régiments de cavalerie, en 1837 le conseil et le corps spécial du génie militaire, l'artillerie en 1837, qu'il fit instruire dans le plus grand détail, et enfin le corps des bersagliers (1836). La loi militaire fut modifiée par un nouveau code militaire publié en 1840 ; la médaille d'or ou d'argent fut attribuée au mérite militaire, et l'ordre du Mérite civil de Savoie créé pour récompenser les savants, les littérateurs, les artistes.

(D) Le mysticisme du Roi se révèle tout entier dans ces trois lettres inédites que Charles-Albert écrivait au duc de Lucques. L'une est sans date, l'autre de 1841, la dernière de 1845. J'en dois la communication à l'obligeance de Mgr Anzino, chapelain de S. M. le roi Humbert.

« ... Je vois avec bonheur par votre lettre, mon très cher cousin, les sentiments de religion que vous me manifestez, car ce sont les seuls qui puissent conduire, même en ce monde, à un bonheur assuré. Nous avons passé notre jeunesse par de cruelles vicissitudes, entourés de grands malheurs et de cruelles afflictions, et rien ne nous annonce, dans l'horizon politique, qu'un avenir plus consolant nous soit réservé pour nos vieux jours, bien au contraire. Mais Dieu est grand, et il n'abandonne jamais ceux qui l'aiment et le servent suivant son cœur ; — mettons en lui toute notre confiance... »

. . . .

« Il me paraît d'après votre lettre, mon très cher cousin, que

vous aussi êtes dégoûté du monde et revenu de ses illusions; il me paraît difficile que vous puissiez l'être autant que moi. Mais notre état nous donne des devoirs qui pourtant ont un charme encore bien grand, puisque, si nous sommes entourés de tribulations de toutes espèces, d'autre part, nous travaillons au bien de l'humanité et à la plus grande gloire de Dieu. Ces pensées consolantes élèvent au-dessus de cette vie décolorée. Elles donnent joie et courage... oh! oui, car ce Dieu si bon bénira tout ce que nous ferons et endurerons pour lui... »

. . . .

« Ce serait pour moi une grande consolation et un grand sujet de joie de vous revoir, mais, en attendant, vous vous faites saint, ce qui est fort bien fait. Cependant, comme vous l'étiez déjà avant d'aller à Rome, je pense que vous aurez, pour le bien de votre âme, de la sainteté en surabondance. Aussi vous ferez fort bien d'en verser un peu sur moi qui en aurais un fort grand besoin. »

(E) La sévérité de Charles-Albert faisait que Victor-Emmanuel surtout n'était heureux que hors de la Cour et cherchait à échapper, par tous les moyens, à la surveillance du Roi son père.

Cette lettre écrite à Alphonse La Marmora et datée de Gênes 1840 peut donner l'idée du caractère du prince:

« ... Maintenant, je vous parlerai de mes affaires. Je vous dirai que je m'amuse beaucoup, que je suis tonjours très gai, que je fais des parties de gaieté à tout moment, que je fais enrager Saint-Front (second écuyer du Roi, capitaine de Savoie cavalerie), que je me fais admirer par toutes les belles Génoises. Quel beau pays! Il y a tant de belles dames que je ne veux plus retourner à Turin. Il y a de quoi devenir fou. La Rocca (son écuyer) s'amuse aussi beaucoup. Je pourrais louer mon appartement, car je n'y suis jamais : toujours en route! Il y a eu une manœuvre énorme, un de ces jours; je commandais le régiment de Piémont. Toutes les dames sont venues me voir. *Cœur de fer* (le cheval du prince) était toujours droit sur les jambes de derrière, et, pendant que je commandais, il faisait les plus belles révérences à ces beautés... »

Au moment de son mariage, — 12 août 1841, — Victor-Emmanuel écrit encore à La Marmora :

« ... Le Roi vous charge de lui acheter un bien beau cheval... Pour moi, achetez seulement ce que vous croirez, un ou deux chevaux... Je vous recommande qu'ils soient bien élégants, hardis, qu'ils sautent beaucoup... Vous savez, en un mot, comme je les désire... Achetez-en aussi un pour ma femme qui m'écrit qu'elle veut me faire devenir sage. Pas peu à faire! Elle ne vient pas à présent, et le mariage se fera en octobre ou en janvier. Soyez gay (*sic*), aimez-moi toujours, préparez-moi des perdrix. Adieu, pardonnez ce griffonnage fait en cinq minutes.

« VICTOR DE SAVOIE. »

(*Ricordi della giovinezza di Alfonso La Marmora*, p. 187.)

Il y a plus de sérieux dans les lettres du duc de Gênes.

Au sujet de rapports peu avantageux sans doute faits au Roi sur son compte, il écrit à La Marmora en 1848:

« Ceux qui crient tant ont tort, et je m'explique, pour que, le cas échéant, vous puissiez persuader le Roi... Je crois qu'en conscience, vous pouvez dire au Roi que je ne suis pas un débauché. Je puis vous assurer que je mène une vie plus régulière que la plupart des autres officiers... On dit que je passe toutes mes journées chez les femmes. Je crois que l'éloge que Bava a fait de moi répond à cela..... Avec un département aussi étendu que le mien (le prince avait alors la direction de l'artillerie), il est impossible de le bien diriger, si l'on passe tout son temps chez les femmes. Pour m'occuper de mon emploi, je ne vais même plus à la chasse, ce qui me plaît bien plus que les femmes.....

« Je vous prie d'expliquer tout cela au Roi, comme vous croirez le mieux, pour qu'il ne prenne pas une fâcheuse idée de moi et de nous tous... » (*Ricordi della giovinezza di Alfonso La Marmora*, p. 202.)

Enfin cette lettre du duc de Gênes peut donner l'idée des différences de caractère entre lui et son frère:

« A LA MARMORA.

« Racconis, 22 juillet 1842.

« ... Lundi, j'ai accompagné au clair de lune maman jusqu'à Lombardour. A part la poussière, c'était une jolie promenade. A Ague, le soir nous allions, au clair de lune, mener les dames promener en bateau... Elles étaient très gaies. Il y en avait pour

les goûts de tout le monde, car mon frère en a trouvé une qui a fumé avec lui tout le soir. Une autre a ramé avec moi. Quant à la troisième, c'était délicieux, tandis qu'elle chantait, de voir La Rovere, à genoux, l'accompagner sur la guitare, comme les anciens troubadours... » (*Ricordi*, etc., p. 222.)

CHAPITRE PREMIER

(A) Gioberti était fils d'un courtier de commerce, fort honnête homme, qui, compromis dans une faillite dont il n'était pas responsable, fut, dit-on, empoisonné par les vrais coupables. Un saint prêtre, l'abbé Pasio, nommé plus tard évêque d'Alexandrie, était fort en relation avec le malheureux courtier. Il s'intéressa aux orphelins qu'il laissait, et s'occupa surtout de l'aîné, qui avait alors sept ou huit ans, et devait être le grand abbé Gioberti.

Par l'entremise d'un autre ecclésiastique, très bien en cour (l'abbé de Brischeraschio, qui finit par être grand aumônier du Roi), l'abbé Pasio obtint pour son protégé le titre et le petit traitement de *clerc de la Chambre*. Puis il lui fit donner le titre et le traitement de chapelain du Roi.

Lorsque Gioberti fut devenu prêtre, Charles-Félix, toujours sur la recommandation de l'abbé Pasio, accorda au jeune abbé une pension pour l'établissement de son titre ecclésiastique. Jusqu'en 1831, Gioberti ne fit guère parler de lui. Mais, s'étant à cette époque compromis dans une échauffourée, il fut arrêté, détenu à la citadelle de Turin, puis condamné à l'exil. En entrant en France, il data du Pont-de-Beauvoisin deux lettres d'une extrême impertinence, adressées l'une au Roi, l'autre à son bienfaiteur l'abbé Pasio, lettres par lesquelles il réclamait sa radiation de la liste des chapelains du Roi. En effet, dès lors il ne célébra plus la messe, et se lança à corps perdu dans la politique.

Les premières années de l'exil de Gioberti s'écoulèrent à Paris et à Bruxelles. Il y vivait dans l'intimité de Mazzini et de

tous les réfugiés italiens. Il eut, à cette époque, une polémique assez violente avec le fameux abbé Rosmini. Mais bientôt, abandonnant la métaphysique pour la politique, Gioberti publia en 1843 son fameux livre du *Primato d'Italia*. Ce livre était dédié à Silvio Pellico, qui se montra fort peu flatté de la dédicace. Son frère, le Père François Pellico, prit aussitôt la plume pour contredire à quelques pages dont l'orthodoxie laissait infiniment à désirer. Gioberti répondit par les fameux *Prolégomènes* qui portèrent aux Jésuites un coup terrible. Le Père Curci essaya d'une réplique, mais bien vite Gioberti l'écrasa sous les cinq gros et ennuyeux volumes du *Jésuite moderne*. Ce livre, en dernière analyse, n'est qu'une œuvre d'insulte et de calomnie dont il ne reste rien aujourd'hui, mais dont l'effet, au moment de la publication, fut immense. La seule œuvre qui survit à Gioberti est son livre du *Primato d'Italia*, qui éclata sur l'Italie comme un coup de foudre. Chacun connaît l'idée mère du livre. C'est la fédération italienne sous la présidence du Pape. Mais à cette confédération italienne il n'y avait qu'un obstacle : c'était l'Autriche. Contre l'étranger, Gioberti en arrivait à conclure à l'union indissoluble du Pape et du roi de Sardaigne.

Personne ne pouvait, en Italie, s'offenser d'un pareil langage ni d'un pareil livre, qui exaltait le peuple et prêchait la concorde aux princes. J'arrête ici cette note. La vie de Gioberti et les déductions qui furent tirées de son livre se trouvent dans le texte de mon récit.

Le *Primato* de Gioberti parut en 1843. Balbo avait déjà alors écrit son livre des *Speranze d'Italia;* mais il ne le fit paraître qu'au commencement de 1844 et le dédia à Gioberti.

(B) Cesare Balbo naquit à Turin, le 21 novembre 1789. Son père, Prosper Balbo, fut quelque temps ambassadeur de Sardaigne à Paris. Sa mère, Henriette d'Azeglio, était de l'illustre famille dont il est si souvent question dans ces pages. A l'âge de neuf ans, Cesare Balbo fut emmené à Paris par son père; mais en 1798, Prosper Balbo voulut rejoindre ses princes en Sardaigne, et y emmena son fils. Bientôt cependant l'ancien ambassadeur ramenait l'enfant à Turin, et lui faisait donner la plus brillante éducation. A dix-sept ans, Cesare Balbo faisait

déjà un travail sur le Dante et la Bible comparés. Mais le jeune étudiant se livrait, avec non moins de succès, à l'étude du droit. Ce succès fut si complet que, lorque Napoléon vint à Turin vers 1807, il le nomma auditeur au conseil d'État. Successivement secrétaire général du gouvernement provisoire de Toscane, puis de la commission de liquidation chargée d'y organiser les finances au moment de l'annexion à l'empire, Balbo conserva toujours les mêmes goûts littéraires. Lecteur infatigable, il lut et annota, depuis Tacite jusqu'à Machiavel, tous les auteurs de travaux historiques, politiques ou militaires. De là une érudition variée, profonde, qui, jointe à une grande originalité d'idées, à un jugement infiniment sûr et à une admirable connaissance de sa langue, devait en faire à la fois un savant, un penseur et un écrivain de premier ordre. Son premier grand ouvrage fut *la Vie historique et politique du Dante.* Il y présentait son héros non comme poète, mais comme la plus grande figure historique de l'Italie du moyen âge, « *comme l'Italien*, disait-il, *le plus Italien qui ait jamais existé* ».

Dans ce mot, on pouvait déjà pressentir l'auteur des *Speranze d'Italia.* Ce livre, imprimé à Paris, parut en Italie en 1844. Dédié à Gioberti, il se répandit encore plus facilement que le *Primato*, qui avait éveillé à un si haut point l'intérêt sur la même question. Balbo diffère de Gioberti en ce qu'il n'admet pas, comme lui, la fédération sous la présidence du Pape comme solution. Rien n'est possible, selon Balbo, tant que l'étranger occupe une partie de l'Italie. Il faut éloigner l'Autriche en faisant d'elle une grande puissance danubienne, et « la chute de l'empire turc qu'on peut prévoir à brève échéance permettra cette compensation ». « Que les princes et les peuples italiens ne songent pour le moment qu'à cette entreprise!... Qu'on s'arme, qu'on s'instruise! L'indépendance, voilà ce qu'il faut poursuivre avant tout. »... Le succès du livre de Balbo fut prodigieux. Et ce qui en augmenta encore la portée, c'est que l'auteur continua à habiter tranquillement Turin sans paraître redouter les colères d'aucun gouvernement. On répandit même le bruit que Charles-Albert avait fait frapper en l'honneur de l'auteur une médaille où on lisait la devise royale : *J'attends mon astre.* (Voir *Storia d'Italia*, Poggi.) Une parodie des deux livres de Gioberti et de Balbo donne bien l'idée de l'esprit de chacun.

Italia mia...
Grida il Gioberti che tu se' una rapa
Se tutta non ti dai in braccio, al Papa.
E, il Balbo grida : dai Tedeschi lurchi
Liberar non ti posson, che i Turchi (1).

(C) La sévérité du Roi contre les mouvements révolutionnaires qui éclatèrent en 1833 ressort de cette lettre inédite de Charles-Albert au général marquis Paolucci, gouverneur de Gênes. Cette lettre a été communiquée au marquis de Faverges par le lieutenant général comte Maurice de Sonnaz, et se trouve aux archives de Sonnaz.

« Racconis, 4 août 1833.

« Mon cher marquis,

« J'apprends que vous êtes dans l'indécision sur ce que vous devez faire lorsque le conseil de guerre aura prononcé les sentences.

« Quant à Sacchi et aux deux autres sous-officiers et soldats qui firent des révélations utiles dans les commencements, vous suspendrez l'exécution et me ferez des propositions de commutations de peines suivant la gravité des délits ou les services que ces coupables auront rendus.

« Quant à l'officier Topaze et aux deux bourgeois, s'ils sont condamnés à mort, vous ferez exécuter leur sentence vingt-quatre heures après qu'elles auront été prononcées. Les circonstances dans lesquelles nous nous trouvons me mettent dans l'impossibilité de faire aucune grâce jusqu'à la fin des procès qui sont en cours. Désirant que ces procès soient au plus tôt terminés, j'espère que le second conseil de guerre se rendra au plus vite que possible (*sic*) à Gênes. Les instructions sont les mêmes que pour le premier, c'est-à-dire que vous me ferez demander des commutations pour les militaires révélateurs, et que vous ferez exécuter toutes les autres, surtout celles des bourgeois.

(1) O mon Italie.
Gioberti me crie : « Bien fou si tu ne te jettes dans les bras du Pape », et Balbo crie non moins haut : « De l'Allemand, seul le Turc te délivrera ! »...

« Toutes les lettres interceptées aux rebelles nous prouvent que c'est l'accomplissement que nous faisons de la justice qui a bien servi notre pays, et non seulement l'Italie, mais même les puissances secondaires de l'Allemagne. Ils disent tous que si nous tenons la même marche, il sera impossible de plus rien entreprendre chez nous.

« Leurs espérances, pour le moment, se fondent sur une invasion de la Savoie par les réfugiés de tous les pays. Mais nous leur donnerons une fameuse leçon, s'ils osent l'entreprendre. L'arrivée de Barante, l'audacieuse insolence des journaux français et suisses qui se vantent déjà de nous avoir intimidés, nous placent aussi dans la nécessité de faire justice.

« Je vous embrasse et suis votre ami.

« CHARLES-ALBERT. »

(D) Le comte Hilarion Petiti naquit à Turin le 21 octobre 1790. Il fit ses études au collège Nazareno, de Rome, et ne remplit aucune fonction publique tant que dura le gouvernement de Napoléon. Mais il entra dans la carrière administrative dès que le gouvernement monarchique fut restauré en Piémont. Petiti se révéla alors comme un administrateur de premier ordre. A ses travaux professionnels, il ajoutait de nombreux écrits sur les questions provinciales, communales et gouvernementales. Charles-Albert, qui avait voulu le voir alors qu'il n'était encore que prince héréditaire, nomma le comte Petiti au conseil d'État peu après son accession au trône. Petiti montra dans cette situation une indépendance de caractère inflexible. Celle-ci naturellement lui valut de nombreux ennemis. Il trouva même des calomniateurs pour l'accuser auprès du Roi, et celui-ci lui ôta sa confiance. Ce ne fut qu'à Oporto que Charles-Albert rendit pleine justice à l'intégrité et à la hauteur de vues du comte Petiti.

La liste de ses travaux serait trop longue pour être donnée iei. Je me borne à signaler le livre de Petiti sur les chemins de fer, qui eut un si profond retentissement en Italie. Le comte Hilarion Petiti mourut en 1850.

(E) « ..... Le petit Camille Cavour, écrivait le prince de Carignan au comte Sylvain Costa, le 2 janvier 1826, le petit Camille Cavour s'étant avisé de faire le jacobin, je l'ai mis à ma (*sic*)

porte. Pleurs, désolations des parents. » (Archives de Beauregard, lettre de Charles-Albert au comte Sylvain Costa...)

Né en 1810, Camille Cavour était alors âgé de seize ans. Depuis le 9 juillet 1824, le prince de Carignan l'avait admis parmi ses pages. L'enfant se montrait fort mécontent de son sort, s'offensait d'être habillé, suivant son expression, comme *un laquais*, et montra autant de joie d'être renvoyé des pages, que ses parents en furent affligés. « Enfin, disait-il après sa disgrâce, *on m'a enlevé le bât de dessus le dos.* »

Nommé au mois de septembre 1826 lieutenant du génie, le ci-devant page fut envoyé en garnison d'abord à Vintimille, puis à Gênes. Aussitôt après son avènement, en 1831, Charles-Albert, qui s'était souvenu du propos de son page, le dirigea, toujours pour lui prouver son mécontentement, sur Bard, dans la vallée d'Aoste.

Dégoûté du service militaire par cet acte de sévérité, Camille de Cavour obtint de son père la permission de quitter le service militaire, et donna sa démission, le 12 novembre 1831. De cette époque semble dater sa complète évolution vers les idées libérales. Il croit à leur triomphe; il s'y prépare par des études économiques et des essais d'agriculture dans sa commune de Grinzano dont il est nommé syndic. Puis il entre en relation avec les Français qui servent le gouvernement de Juillet, M. de Barante, ambassadeur à Turin, M. d'Haussonville, attaché à la légation. Dans ses conversations avec eux, il parle déjà de l'émancipation de l'Italie, et se voit aussitôt signalé à l'Autriche comme un *homme dangereux*. On lui interdit un voyage en Lombardie, il s'en dédommage en faisant un long séjour à Genève, chez les parents de sa mère. « Après avoir vécu trois ans au milieu des exagérations les plus violentes et les plus opposées, leur écrit-il, l'atmosphère de raison qu'on respire dans votre pays doit être tout à fait restaurante... » Camille de Cavour passe, entre la duchesse de Clermont-Tonnerre, sa tante (la sœur de sa mère avait épousé en secondes noces le duc de Clermont-Tonnerre), le comte Jean-Jacques de Sellon, son oncle, enthousiaste de liberté, et l'élite de la société génevoise, plusieurs mois qu'il se rappellera toujours avec bonheur. Puis en février 1835, il quitte la Suisse pour se rendre en France et en Angleterre. Là, il étudie tous les rouages du gouvernement représentatif, se passionne plus que jamais pour les nouvelles institu-

tions, et revient en Piémont par Bruxelles, pour voir Vincenzo Gioberti qui, exilé depuis deux ans, prépare son *Primato d'Italia.*

De retour à Turin en juillet 1835, Cavour comprend que toute carrière politique lui est fermée à l'heure où il se trouve, et prend en main la gestion de toute la fortune de sa famille. L'agriculture devient sa grande préoccupation jusqu'en 1843, époque à laquelle il lance ses premières publications : *Considérations sur l'état actuel de l'Irlande, et son avenir ; De la question relative à la législation anglaise sur le commerce des céréales,* qui font sensation en Angleterre. Enfin, en 1846, paraît, au sujet du livre du comte Petiti sur les chemins de fer italiens, l'article du comte Cavour, qui devait avoir l'immense retentissement que j'indique. Ce fut à l'obligeance du duc de Broglie que l'auteur dut sa publication dans *la Revue nouvelle* du 1er mai 1846. L'article était précédé d'une note de la rédaction ainsi conçue :

« Nous appelons particulièrement l'attention de nos lecteurs sur ce travail que nous devons à M. C. de Cavour... Récemment, un écrit de M. de Cavour sur les lois céréales du Royaume-Uni obtenait, en Angleterre, un retentissement mérité. Nous ne croyons pas devoir prédire un moindre succès à cette étude sur les chemins de fer d'Italie, où il a su grandir l'exposé d'une question économique par des considérations politiques dont tous les esprits sages et généreux apprécieront l'élévation et la portée... »

(F) L'Association agraire avait été fondée en 1842.

L'idée vague de l'affranchissement agitait alors l'esprit des Italiens, mais c'était plutôt une aspiration inconsciente qu'une idée nettement définie. Le principal obstacle à la réalisation de ce rêve était l'absolue prohibition de toute réunion, chose si nécessaire partout et toujours pour passer de l'inspiration aux actes. Il existait, il est vrai, alors des sociétés secrètes; mais celles-ci ne pouvaient convenir à une foule de patriotes qui n'entendaient point abdiquer leurs personnalités non plus que leur liberté de penser et de vouloir.

La Société agraire, instituée sous le patronage de Charles-Albert, se constituait précisément à temps pour donner satisfaction à ce besoin qu'avait de se réunir une foule de citoyens

fidèles au Roi, mais en même temps amis de la liberté. Le besoin de se réunir, de se connaître, de mettre en commun inspirations et idées, était alors si universel en Italie, que la nouvelle association fut accueillie avec un véritable enthousiasme et que les esprits les plus éclairés se hâtèrent de s'y affilier. Il était impossible que l'Association ne devînt bientôt un instrument entre les mains de ceux qui poursuivaient la libération de l'Italie.

L'année suivante, en effet, on pouvait commencer à s'apercevoir des résultats produits.

En 1843, à Bruxelles, Gioberti avait publié le *Primato d'Italia,* et ce livre avait rencontré le plus grand succès auprès des membres de l'Association; puis étaient venus les livres publiés par Balbo, par Giacomo Durando, par Massimo d'Azeglio; tous combattaient l'oppression de la tyrannie, l'œuvre des sectes et les mouvements inconsidérés, et engageaient chacun à tourner ses regards vers le Piémont, à condenser l'effort dans une œuvre commune, ordonnée et légale, qui seule pouvait conduire l'Italie à son indépendance. (Voir *la Vie et les Temps,* de Jean Lanza, p. 32.)

(G) Le litige entre le gouvernement autrichien et le gouvernement piémontais éclata sur la question du transit du sel, qui par Gênes approvisionnait la Suisse.

L'Autriche prétendait qu'un traité de 1751 interdisait ce commerce.

Le Piémont répondait que le transit n'était pas un commerce.

Les choses en étaient là, quand l'Autriche s'avisa de doubler les droits sur l'importation des vins en Lombardie.

L'Association agraire s'empara de la question et publia dans son journal un article dû à la collaboration de Cesare Alfieri et de Cavour.

Cet article produisit un effet immense. La lutte était ouverte.

La *Gazette officielle,* dans un article du 2 mai 1846, qualifia l'attitude de l'Autriche de *représailles*. Ce mot parut si nouveau, si solennel, si audacieux, que le Piémont tout entier s'en émut comme d'une grande victoire...

La victoire fut encore plus accentuée par un traité de commerce que Charles-Albert concluait aussitôt avec la France. (Voir, sur ce point, *la Vita e i Tempi,* de Giovanni Lanza.)

(H) Joseph Pasolini Dall'Onda naquit à Ravenne le 8 février 1815.

Il passa une grande partie de sa jeunesse à voyager. En 1838, Pasolini fut envoyé comme député à Ravenne et s'occupa jusqu'en 1847 des affaires des Romagnes. D'un libéralisme assez avancé, il était, à Imola, le centre de la résistance au pape Grégoire XVI. Lorsque Pie IX monta sur le trône de saint Pierre, le premier soin du nouveau pape fut de mander auprès de lui le comte Pasolini et de s'inspirer de ses conseils. — Pasolini eut la plus réelle influence sur les déterminations libérales du pape Pie IX. Il étudia avec lui les principales réformes, fut nommé membre de la Consulte et enfin ministre.

Lors de la déclaration de guerre, en 1848, et au moment des hésitations du Pape, Pasolini fut de ceux qui le pressèrent le plus vivement d'envoyer ses troupes rejoindre celles du roi Charles-Albert. — Pasolini, après la fuite du Pape à Gaëte, se retira complètement de la politique et mourut le 4 décembre 1876.

(I) L'ouverture du conclave fut marquée par un fait tel qu'il ne s'en était pas encore produit. Le malheureux comte Rossi, alors ambassadeur de France, saluant le conclave au nom du corps diplomatique, osa dire « qu'il était urgent, en présence des fautes du gouvernement qui finissait, des misères du peuple, que l'on choisît un homme à la hauteur des circonstances et capable de comprendre les besoins et les volontés du peuple... »

Les cardinaux opposés à Lambruschini hésitaient entre Gizzi et Mastaï; mais, comme le premier semblait avoir plus de chances, l'ambassadeur d'Autriche, usant de son droit, lui donna l'exclusion; en même temps, il faisait passer, sous l'étiquette d'une bouteille de vin de Champagne, l'avis au cardinal Lambruschini que le cardinal Gaisrück, archevêque de Milan, arrivait avec l'exclusion impériale contre le cardinal Mastaï.

Mais, au même moment, le cardinal Bernetti, ami de Mastaï, recevait, dans le manche ciselé d'un couteau de table, l'avis de ce qui se préparait. Il n'y avait donc pas un instant à perdre pour l'élection.

Et en effet, Gaisrück arriva trop tard. — Que de choses

eussent été changées en ce monde s'il eût quitté son palais un jour plus tôt! (Voir p. 230, Bonfadini. *Mezzo secolo di patriotismo.*)

(J) Lettre de Mazzini au Pape.

« 8 septembre 1847.

« Saint Père,

« J'étudie vos démarches avec une espérance immense... Soyez confiant, fiez-vous à nous... Nous fonderons pour vous un gouvernement unique en Europe. Nous saurons traduire en un fait puissant l'instinct qui frémit d'un bout à l'autre de la terre italienne. Nous vous susciterons d'actifs appuis au milieu de tous les peuples de l'Europe. Nous vous trouverons des amis jusque dans les rangs autrichiens. Nous seuls, parce que seuls, nous avons unité de but et que nous croyons à la vérité de notre principe. Je vous écris parce que je vous crois digne d'être l'initiateur de cette vaste entreprise. Si j'étais auprès de vous, je prierais Dieu de me donner la puissance de vous convaincre par le geste, par l'accent et par les larmes... »

(K) Au mois de novembre 1846, le roi Charles-Albert était prévenu que M. Crétineau-Joly préparait une histoire des sociétés secrètes et avait recueilli, soit à Vienne, soit à Milan, les documents les plus graves contre lui. Par le fait de circonstances trop longues à relater ici, M. Crétineau-Joly passait précisément par Gênes lors du séjour qu'y faisait le Roi, à la fin de l'année 1846. Charles-Albert voulut voir l'écrivain français... Je passe sur les détails mélodramatiques dont M. Crétineau-Joly encadre son récit, pour en venir à la conversation même, dont je crois devoir reproduire textuellement les principaux passages.

« — J'ai entendu parler, dit le Roi, de certains documents qu'un archiduc vous aurait montrés. On dit tout bas que cet orgueilleux prince Félix de Schwarzenberg, qui m'a tant fait souffrir par ses insolences durant son ambassade à Turin, a eu avec vous, à Naples et ailleurs, de fréquents rapports. On m'écrit de Vienne qu'il vous a fourni des renseignements qu'en aucun temps il ne serait bon de publier, et qui, dans les circonstances actuelles, seraient plus qu'une indiscrétion de votre

part. Ces documents, qui me concerneraient, les avez-vous en réalité?...

« — ... J'en connais peut-être quelques-uns, Sire, balbutiai-je, en juré qui prononce un verdict de culpabilité...

« — ... Maintenant, reprit Charles-Albert après une pause, que je sais à quoi m'en tenir sur les desseins du gouvernement impérial à mon égard, j'espère, monsieur, que votre plume ne se prêtera pas au scandale qu'il attend de vous. Dieu m'est témoin que je n'ai jamais ambitionné la popularité qui m'arrive et qui m'effraye. Nous serons évidemment entraînés à une guerre italienne contre la maison d'Autriche. C'est dans cette prévision qu'elle commande un ouvrage dans lequel je serai jeté aux gémonies de l'histoire... »

Crétineau-Joly essaya de disculper l'Autriche. Il dit au Roi que le livre à écrire avait été inspiré par Grégoire XVI. Mais Charles-Albert sembla n'en rien croire, et, poursuivant sa pensée :

« — ... C'est un outrage direct, dit-il, que vous préparez contre moi, et un outrage immérité, ne reposant que sur l'imposture... »

A ce mot, Crétineau-Joly reprit :

« Je n'ai pas l'habitude, Sire, de m'appuyer sur l'imposture. Mon ouvrage aura le tort, l'unique tort d'être vrai. Il contiendra peut-être, sur Votre Majesté, un jugement que l'honneur d'aucune victoire, la pitié d'aucune défaite ne couvrira jamais... »

Malgré cette menace, l'ouvrage ne parut pas. Crétineau-Joly attribue son silence à l'intervention du pape Pie IX en faveur de Charles-Albert. Il ne m'appartient pas de contester cette affirmation. Mais à cette raison donnée j'en pourrais peut-être ajouter d'autres.

Si ces pièces si compromettantes eussent existé, aurait-on attendu M. Crétineau-Joly pour les publier, ou se serait-on tenu pour battu par son simple désistement? J'ajoute que les Mémoires du prince de Metternich, sur lesquels semble s'appuyer le continuateur du Père Deschamps pour donner au récit de Crétineau-Joly une complète créance, contiennent à l'égard du roi Charles-Albert des allégations que les historiens contemporains ont prises en flagrant délit d'inexactitude. Je renvoie, par exemple, le lecteur à cette brochure de Nicomède Bianchi, intitulée : *Documenti relativi ad alcune asserzioni del Principe di*

Metternich, intorno al Re Carlo Felice ed a Carlo Alberto, principe di Carignano.

Aux allégations du prince de Metternich et des écrivains qui, après lui, ont prétendu faire de Charles-Albert un carbonaro, je veux, à mon tour, opposer la justification du prince, écrite de sa propre main. Entre la parole intéressée de Metternich et celle de Charles-Albert, qui, au point de vue de ses ambitions italiennes, avait tout à perdre à nier ses rapports avec les ventes, comment hésiter? Un vieil axiome de jurisconsulte dit de « chercher à qui le crime profite »; je demande à qui l'inexactitude pouvait ici profiter (1).

L'écrit du Roi, que voici, est daté de Racconis, août 1839, et intitulé : *Ad majorem Dei gloriam.*

« Voici dix-huit ans, écrit le prince, que les événements de l'année 1821 se sont passés. Depuis lors, je dois croire que, les passions s'étant amorties, la vérité a dû se faire jour au milieu des calomnies de toutes sortes qui furent enfantées par l'esprit de parti, par les intérêts privés et par les amours-propres froissés. Je dois espérer qu'un jugement suivant l'esprit du Seigneur aura remplacé les opinions erronées. S'il n'en est pas ainsi, je ne cherche point à me disculper. Je ne pourrais le faire sans dire du mal de plusieurs, sans relever des faiblesses. Je persévérerai constamment dans l'attitude impassible que j'ai prise. Mon cœur ne contient aucune espèce de rancune contre personne au monde. Ma bouche, à moins d'y être forcée par mon devoir, ne prononcera jamais le moindre blâme. Puissé-je n'avoir toujours que des éloges à faire de ceux qui se déchaînèrent le plus violemment contre moi!

« Bénissant la main de Dieu, dans les événements de ma vie tels qu'il lui plaît de me les envoyer, le peu de mots qui suivent n'ont pour but que de retracer quelques faits purement personnels, dont le lecteur tirera les conséquences qu'il croira.

« Je fus accusé de carbonarisme...

« Les carbonari et autres sectaires de cette espèce s'engagent, par les serments les plus terribles, à la destruction de l'autel et

(1) A ce propos, je renvoie le lecteur à un très curieux article de l'*Univers,* en date du 2 juin 1846. — Cet article affirme « que le carbonarisme a été l'allié sinon le plus dévoué, du moins le plus utile du cabinet de Vienne »... (en Italie).

du trône. Ils ont la haine des princes; ils s'obligent, par leurs serments, à les poignarder toutes les fois qu'on le leur commande pour arriver à leurs fins, qui est la république. Comment donc alors supposer qu'ils eussent pu confier leurs secrets à un prince destiné à monter sur un trône? ou qu'un jeune prince, qui avait déjà un fils, eût pu s'affilier à eux, embrasser leurs maximes et partager leurs désirs?... »

« D'ailleurs, continue le prince, malgré toutes les investigations dirigées contre moi... (dans les procès politiques faits à Turin et à Milan), on n'a jamais rien pu produire... »

L'attitude même des insurgés pendant les troubles (de 1821) suffirait, du reste, à le justifier. Si lui, le prince, eût été carbonaro, l'émeute, « l'émeute toute de carbonari », dit-il, l'aurait-elle reçu à coups de fusil lorsqu'il marchait sur la citadelle, et aurait-elle assassiné le major des Geneys, son porte-parole?...

Enfin, après l'abdication, l'a-t-on traité en complice? Bien au contraire. « Les conspirateurs, dit-il encore, ont insurgé le peuple aussi bien contre moi que contre le Roi. Et, quoique mon salon fût alors encombré de personnes de tous les partis, qui peut dire avoir entendu, en ces moments sinistres, un seul des révoltés me rappeler des serments ou seulement des engagements?... » (*Ad majorem Dei gloriam*. Racconis, août 1839. — *Informazioni sul Ventuno, in Piemonte*. Antonio Manno, p. 120.)

On peut aussi voir dans la *Jeunesse du roi Charles-Albert*, page 207, une lettre où le Roi juge les carbonari.

CHAPITRE II

(A) Non seulement le Saint-Siège réclama hautement contre l'occupation de Ferrare, mais il fit rédiger une protestation notariée pour donner plus de force à ses réclamations.

M. de Metternich protesta à son tour contre le fond et la forme des réclamations du cardinal Ferretti de la façon la plus hautaine :

« ... L'Empereur, écrit-il dans une note datée du 19 août 1847, et envoyée à son ambassadeur à Rome pour être remise

au cabinet du Vatican..., « l'Empereur, ne pouvant regarder la protestation faite par S. E. le cardinal-légat comme fondée sur un droit, trouvant au contraire, dans les dernières manifestations qui ont eu lieu à Ferrare, un motif de plus pour que la garnison ne manque à aucune des règles de prudence qu'il est de son devoir d'observer, dans son intérêt comme dans celui des habitants, charge le soussigné de faire connaître à S. E. Mgr le cardinal secrétaire d'État que M. le maréchal comte de Radetzky, commandant général des troupes de S. M. Impériale, Royale, Apostolique, dans le royaume lombardo-vénitien, a l'ordre de maintenir la garnison de Ferrare dans les droits qui lui appartiennent, et dont l'exercice est, au surplus, devenu militairement indispensable à sa sûreté.

« Si la cour impériale, qui ne voudrait avoir à entretenir avec la cour de Rome que les relations les plus intimes, si nécessaires à la prospérité des deux États, déplore le fond de cette question, le cabinet de Vienne ne peut, de son côté, que regretter vivement la forme insolite donnée à la protestation faite par S. E. le cardinal-légat. Ce n'est pas par-devant notaire que peuvent se traiter dignement et utilement les affaires entre les gouvernements. Le cabinet de Vienne doit donc se prémunir contre l'introduction d'une pareille forme. » . . . .

. . . .

Quelques jours plus tard, le 29 août, M. de Metternich imposait sa solution du débat par cette dépêche à Lutzow, ambassadeur d'Autriche à Rome :

« ... Je vous invite, Monsieur l'ambassadeur, à représenter au cabinet du Vatican la nécessité absolue qu'il mette fin au tracas de Ferrare. Analysée jusque dans ses derniers éléments, cette question se réduit aux points suivants :

« L'Empereur a le droit et il a la charge de tenir garnison dans les places fortes de Ferrare et de Comacchio. Ce droit repose sur l'article 103 de l'acte du congrès de Vienne signé le 9 juin 1815.

« Le cardinal Consalvi a déposé le 12 juin aux archives de ce congrès une protestation. Les puissances n'ont pas jugé devoir satisfaire à cette protestation en changeant les dispositions de l'acte arrêté entre elles. Ces dispositions ont été mises à exécution.

« Les places de Ferrare et de Comacchio ont depuis trente-

deux ans, par suite de l'acte du congrès, des garnisons autrichiennes. Le service dans ces places a toujours lieu d'après les exigences des règlements militaires; les relations entre le commandement militaire et les autorités civiles ont été les plus amicales et conformes aux procédés que réclame l'ordre public.

« Cet ordre de chose a récemment éprouvé une altération que l'Empereur déplore, vu le respect que Sa Majesté Impériale porte à l'autorité pontificale et la réaction que la situation doit nécessairement exercer sur l'opinion publique qui, de toutes les opinions, est malheureusement celle qui est le plus portée à prendre le change.

« La cour impériale s'est tue jusqu'à cette heure, mais elle ne pourrait, sans se manquer à elle-même et sans compromettre les intérêts qui servent de règle invariable à sa conduite politique et en forment la base, se vouer plus longtemps au silence.

« De quoi s'agit-il?

« Il s'agit évidemment de l'existence ou de la non-existence du droit de notre cour de tenir garnison dans les places de Ferrare et de Comacchio.

« La cour de Rome nie-t-elle ce droit? C'est à elle que, dans ce cas, il appartiendrait de plaider sa cause, non envers nous qui nous reconnaissons ce droit, mais envers les cours signataires de l'acte du congrès.

« Reste la question de fait. L'Autriche exerce depuis trente-deux ans le droit de garnison dans les deux places, et il est de l'intérêt du repos moral et matériel des deux États, et en particulier de celui des localités elles-mêmes, que le service de leurs garnisons soit fait d'après les règles qui servent de loi à tout service militaire régulier. Nous nous reconnaissons le droit et le devoir de demander au gouvernement romain que des ordres conformes à cette nécessité soient transmis de sa part aux autorités pontificales civiles et militaires à Ferrare, en déclinant toute responsabilité des conséquences que le manque de directions pareilles pourrait entraîner à sa suite, contrairement aux vœux de Sa Majesté Impériale qui, avant tout, ont pour objet le maintien du repos public.

« Vous voudrez bien, Monsieur l'ambassadeur, placer la présente dépêche sous les yeux de S. E. le cardinal secrétaire

d'État et lui en remettre une copie s'il devait vous en exprimer le désir. »

(Metternich, *Mémoires,* vol. VII, p. 168, 169, 170 et suiv.)

(B) Le comte Trabuco de Castagnetto fut peut-être l'homme qui exerça la plus grande influence sur le roi Charles-Albert.

Son portrait, à ce titre, peut avoir quelque intérêt.

Souple, insinuant, de grande ambition, le comte Castagnetto avait supplanté le chevalier Barbania, grand maître de la maison du prince de Carignan.

Lorsque Charles-Albert monta sur le trône, en 1831, Castagnetto conserva ses fonctions d'intendant et devint, en même temps, secrétaire particulier du Roi.

Esprit étroit, il n'apportait dans la direction de la maison royale que mesquines économies. Peu aimable pour les princes, souvent rude avec ses inférieurs, Castagnetto empiétait sur toutes les attributions des grandes charges, pour s'en faire un petit ministère de la maison du Roi. — Ceci lui valut de puissantes inimitiés.

La nature des fonctions qu'occupait le comte Castagnetto le rendait l'intermédiaire obligé entre le Roi et tous ceux qui pouvaient avoir affaire à lui. On vit l'influence qu'avait acquise le secrétaire particulier lorsque éclatèrent les premiers troubles de 1847. Castagnetto fut dès lors en relations constantes avec les chefs du parti libéral. Ceux-ci se servaient de lui pour faire connaître à Charles-Albert leurs projets, leurs désirs, leurs espérances.

On peut dire que les réformes qui, au mois d'octobre 1847, inaugurèrent en Italie le nouvel ordre de choses, furent hâtées par Castagnetto. Pour prix de ses services, il obtint enfin du Roi le titre ambitionné de secrétaire d'État et le droit de siéger, quoique sans portefeuille, au conseil des ministres.

Si l'on juge le comte Castagnetto par l'ensemble de ses actes, le jugement ne lui sera pas favorable. Il fut, peut-être sans s'en douter, l'agent le plus influent du parti révolutionnaire. Mais il faut ajouter que ses intentions furent toujours droites.

(C) Cette lettre inédite du roi Charles-Albert au marquis Paolucci, gouverneur de Gênes, montre quel était l'esprit

des Génois. — (Elle a été communiquée par le comte de Sonnaz.)

« 2 août 1835.

« MON CHER GÉNÉRAL,

« Le choléra venant d'éclater avec assez de violence à Coni, il paraît bien difficile d'en prémunir les autres provinces et villes des États. J'ai pourtant donné aujourd'hui les ordres qui vous seront communiqués pour que la ville de Gênes en soit garantie autant qu'il sera en notre pouvoir.

« Malgré ça et quoi que nous fassions pour les habitants, plus que pour tous autres (*sic*), je m'attends à ce que les gens mal pensants, que les sectaires feront tous leurs efforts pour profiter de cette occasion, pour indisposer contre le gouvernement et pour exécuter des troubles. Je ne puis donc assez vous recommander d'user de la plus grande surveillance sur la garnison et sur les forts qui dominent la ville. Il faut, en ce moment, montrer la plus grande confiance aux habitants, se montrer envers eux plus gracieux, plus prévenants que jamais, mais sans que l'on puisse s'en douter.

« Faites tout préparer dans le plus grand secret pour que les forts soient mis en état de défense.

« La moindre insulte à la troupe ou résistance à la force doit être réprimée avec une grande rigueur, et, s'il y eut (*sic*) des attroupements, des principes de révolte, je ne veux absolument point transiger en aucune façon avec les libéraux, ni avec les factieux. Que la force des armes les fasse rentrer immédiatement dans le devoir.

« Je désire aussi que vous me teniez parfaitement au courant de ce qui arrivera, ou des choses essentielles que vous pourriez prévoir devoir arriver, car je me rendrais de suite moi-même à Gênes, pour partager avec vous les périls et la responsabilité.

« Votre ami,

« CHARLES-ALBERT. »

(D) Les deux lettres qui suivent montrent que le Roi, si souvent taxé d'irrésolution, savait et pouvait vouloir...

La première lettre est adressée au marquis Paolucci au sujet de rapports désavantageux faits au Roi sur le marquis X...

qui avait été placé à la tête des établissements de charité, à Gênes...

La seconde, adressée également à Paolucci, a trait à la même affaire et révèle plus de fermeté encore... Ces lettres ont été communiquées par le comte de Sonnaz.)

« Turin, 18 mars 1840.

« Mon cher marquis,

« Je désirerais que vous me fassiez savoir s'il est vrai, comme on me le rapporte, que quelques membres élevés de mon gouvernement aient prononcé des paroles de blâme, dans l'ennuyeuse affaire du marquis X... Car si je puis être indifférent aux propos de personnes qui ne me servent point, il m'est impossible, en conscience, de tolérer que *qui reçoit de moi des honneurs et des appointements vienne donner l'exemple de la critique et entraver la marche de mon administration.*

« Une personne élevée en dignité dans l'Église m'avait fait prévenir de deux faits contre le marquis X... Mais je ne crus point qu'ils étaient de nature à devoir le priver de l'honneur de diriger un hôpital. Un d'eux était qu'il courtisait une marquise. Mais si je dois me priver des services de tous les marquis qui font la cour à des marquises, vous comprenez, mon cher général, que nous pourrions aller fort loin.

« Depuis sa dernière nomination, je n'ai pu à moins (*sic*) d'être fort étonné d'apprendre toutes les monstruosités qu'on lui attribue. Car si seulement une partie fussent réels, comment se peut-il faire qu'étant mon gentilhomme de la chambre, ni vous ni aucune des personnes qui jouissent le plus de mes faveurs à Gênes ne m'en aient prévenu, surtout pendant mon dernier séjour dans cette ville?...

. . . .

« Mettant donc de côté ce qui peut en être de ce seigneur, la mesure que j'ai prise pour cet hôpital est pour le bien des pauvres. C'est pour chercher à obtenir qu'ils soient aussi bien traités et soignés que le sont ceux des hôpitaux de Turin, que j'ai pu parvenir à faire monter dans une perfection dont sont loin ceux de Gênes...

« ... La mesure a été prise, je la crois bonne : je ne *recule jamais;* elle aura donc son accomplissement, *dussé-je y laisser la peau.* Une opposition s'est élevée. C'est un précédent qui

pourrait avoir de fâcheuses conséquences. Nous devons donc agir avec autant de prudence que de fermeté et n'avoir point l'air surtout d'être le moins du monde affectés de ce qui se passe. Je désire pourtant, mon cher général, que vous secondiez de votre prudente influence le premier président pour terminer ce différend.

« Je vous embrasse et suis votre ami.

« CH.-ALBERT. »

Le marquis Paolucci s'était sans doute excusé de n'avoir pas révélé les faits imputés au marquis X... Le Roi lui répond :

« Turin, 24 mars 1840.

« MON CHER GÉNÉRAL,

« Vous devez me connaître assez pour être convaincu que personne plus que moi évite les discussions inutiles, et que souvent même je passe sur les choses que je pourrais relever. Mais le désir de mon cœur doit pourtant toujours plier lorsqu'il s'agit de mon devoir devant Dieu. C'est donc pour cela que je réponds à votre lettre.

« Vous me dites que vous ne m'avez point prévenu des faits qui sont imputés au marquis X... parce qu'ils ne concernaient point le service de l'État, et qu'alors vous auriez été *blâmable* et un *délateur*. Or, le marquis susdit dirigeait les établissements de charité auxquels je porte un grand intérêt, que je visite moi-même; il faisait un service auprès de ma propre personne, il introduisait auprès de moi ses compatriotes sur lesquels je pouvais lui demander des informations lorsque je ne les connaissais point. Il dînait à ma table... Tout ce que je viens de vous dire est considéré partout comme service de l'État, et dans le serment que l'on prête dans les mains du Roi, on lui dit qu'on l'avertira de tout ce qui peut *concerner son intérêt ou service.*

« Un sentiment de délicatesse a pu vous tromper, vous faire prendre le change sur cette affaire, mais j'ai dû rétablir les faits dans leur état réel, et si j'eusse été prévenu, ce mal ne serait pas arrivé, et de plus les fausses démarches que quelques seigneurs génois ont faites n'auraient pas compromis leur avenir avec moi. Car, cher général, *je ne me perds point en paroles nutiles, mais je mar che froidement, silencieusement vers le but*

que je me suis proposé, patientant souvent plusieurs années jusqu'à ce que j'aie pu me convaincre ou surmonter les obstacles que je puis trouver dans ma marche.

« Dans le moment où nous nous trouvons, je ne puis permettre que le marquis X... se retire, je paraîtrais faire un pas en arrière.

« Je vous embrasse, mon cher général, et je suis votre ami.

« CH.-ALBERT. »

CHAPITRE IV

(A) Le Roi se croyait charge d'âmes, comme le témoigne cette si curieuse lettre :

AU MARQUIS LÉON COSTA

3 décembre 1841 (à l'occasion de réformes apportées à la constitution à Genève. — Archives du château de Beauregard).

« C'est avec empressement, mon cher Costa, que je réponds à votre lettre qui m'a infiniment intéressé par les notions que vous me donnez sur les événements de Genève, qui pourraient avec la grâce de Dieu finir par avoir un résultat glorieux et avantageux pour notre religion et pour nos États. Car, si le parti radical et propagandiste y prend pied et qu'on en forme un foyer de révolution pour les autres pays, il pourrait en surgir des événements qui me mettraient à même de reprendre les communes qui nous furent enlevées et peut-être même cette ville. Le premier cas me rendrait bien heureux, mon cœur ne pouvant à moins que d'être douloureusement affecté de voir tant de bons Savoyards séparés de nous, et sous le joug du protestantisme, ce qui a aussi, pour notre pays, de graves inconvénients. Le second cas serait d'une importance immense et inappréciable pour l'avantage que la religion finirait par en ressentir, pour celui de la Savoie, et parce que cette acquisition aurait un résultat politique qui, sous plusieurs points de vue, ne pourrait être assez calculé, en tête desquels je place une garantie de la

possession de la Savoie, contre les vues ambitieuses de la France. Sans attendre une guerre générale, ces deux cas pourraient avoir lieu. Si le parti radical commet, à l'aide des réfugiés, quelque tentative hostile contre nos provinces, s'il vient à persécuter les catholiques de nos anciennes communes, ou encore si, à la suite de troubles et réactions politiques, le parti aristocratique finit par comprendre que son intérêt serait de se réunir à nous et qu'il nous appelât. Ce serait alors une des époques les plus glorieuses de notre histoire.

« S'il le fallait, nous leur accorderions des assurances, et je m'emploierais de mon mieux auprès du Pape pour qu'il leur accordât tout ce qu'il lui serait possible pour parvenir à une union religieuse. A ces fins, je donnerais mon sang de grand cœur. Vous m'obligerez, mon cher Costa, si vous eussiez encore d'autres notions intéressantes, de me les communiquer. Faites mes compliments à l'abbé Rendu et croyez-moi à jamais votre très affectionné,

« Charles-Albert. »

(B) Les couleurs italiennes que l'on voulut arborer dès lors sont vert, blanc et rouge, disposées d'une manière analogue à celles du drapeau français. Ce drapeau fut adopté par les patriotes italiens lors de la fête de la Fédération, célébrée à Milan le 9 juillet 1797, et fut, comme drapeau national de la république cisalpine, solennellement bénit par l'archevêque Visconti.

Plus tard, en 1802, la disposition des couleurs est modifiée : dans un carré rouge est inscrit un losange blanc, contenant un autre carré à fond vert. Certains corps, comme la garde royale italienne, ont pu avoir des drapeaux d'autres couleurs. Il existe à l'arsenal de Vienne un étendard carré, lie de vin, chargé d'un N d'argent surmonté de la Couronne de fer et entouré de cors ayant une grenade au centre ; mais la cravate de ce drapeau est verte, blanche et rouge.

Les trois couleurs italiennes ont été relevées, le 25 mars 1848, par Charles-Albert qui, abandonnant le drapeau piémontais, remit aux troupes le drapeau national et ordonna qu'il ne fût déployé qu'en Lombardie. Ce même drapeau fut, le 15 avril suivant, donné à la marine de guerre et à la marine marchande, et, deux mois plus tard, il remplaça définitivement le drapeau

bleu dans tout le royaume de Sardaigne, en même temps que la cocarde tricolore était substituée à la cocarde bleue.

(C) En apprenant la révolution de 1830, Charles-Albert avait demandé instamment au roi Charles-Félix la permission de passer en France pour venir défendre Charles X. Le Roi lui refusa cette permission, mais on voit, par cette lettre inédite, comment Charles-Albert comprenait les devoirs de la monarchie :

Au marquis Victor Costa. (Archives du château de Beauregard.)

« Racconis, 20 août 1830.

« Je ne saurais assez vous exprimer, mon cher marquis, le vif intérêt que m'a procuré la lettre que vous avez bien voulu m'écrire. Aussi, l'ai-je lue et relue bien des fois, partageant complètement vos opinions sur la nouvelle révolution qui vient d'éclater en France et sur les causes fatales qui l'ont produite. Vos réflexions pleines de prévoyance et de sagesse ont excité au plus haut point la reconnaissance que je vous porte pour l'affection que vous me prouvez. Et elles m'ont, en même temps, fait faire de sérieuses et pour trop tristes (*sic*) méditations, car je ne puis me persuader, quelque désir que j'en aie, que l'on suive dans cette désastreuse circonstance la marche qui seule pourrait sauver l'Europe des plus grands malheurs. On reconnaîtra maintenant la perte immense, le mal irréparable qu'a procuré la mort de l'empereur Alexandre. Le génie du mal paraît planer sur notre vieux monde et nous conduire à une nouvelle série de désastres. La main de Dieu paraît de nouveau vouloir s'appesantir et faire expier aux souverains et aux peuples de grandes fautes.

« En tolérant cette infâme révolution, les puissances n'obtiendront qu'une paix momentanée. D'autres révolutions arriveront qui entraîneront des guerres terribles. Je ne doute pas que la justice céleste n'arrive enfin, mais qui sait quand et quel triste, quel cruel avenir nous est réservé jusque-là !

« J'avais obtenu du Roi la permission de passer en France à l'armée royale, ne pouvant, certes, prévoir une fin aussi inconcevable. Car quelque attaché qu'on puisse être à la vie, il est des circonstances où on doit la sacrifier à ses devoirs, et ceux d'un roi sont immenses. Il a pourtant abdiqué (Charles X) au milieu

d'une armée presque entièrement fidèle. Quel compte il aura à rendre un jour au Seigneur, de tout le mal qui va arriver et qu'il aurait pu empêcher ! Mon cœur est déchiré, car je lui étais et je lui suis bien dévoué, bien affectionné, à ce pauvre Roi qui fut si bon pour moi, ainsi que toute sa famille, lorsque j'étais malheureux. Je me répète sans cesse qu'il est innocent de cette révolution, qu'il fut aveuglé par Celui qui régit les destinées humaines et dont les vues sont incompréhensibles. Notre Roi m'a promis de m'employer activement, lorsque le temps viendra, ce qui est pour moi une grande consolation ; je ne fais que soupirer le moment (*sic*).

« Veuillez bien, je vous prie, mon cher marquis, me rappeler au souvenir de madame la marquise Costa, et croyez-moi à jamais

« Votre très affectionné ami,

« ALBERT DE SAVOIE. »

CHAPITRE V

(A) Claudine Rongeon, en religion Sœur Marie-Thérèse, naissait en 1815, au Pont-de-Beauvoisin (Savoie).

Dès son enfance, elle fut en proie au mysticisme le plus exalté. Elle jouait sans cesse à la religieuse, se frappait d'orties, courait la nuit les cimetières pour prier et marchait sur des épines...

A dix-huit ans, elle entrait, comme Sœur converse, au Carmel de Paris. Ce fut pour le quitter bientôt et entrer au couvent des Chartreusines de Voiron. Mais là, il fallait une dot que mademoiselle Rongeon n'avait pas.

Le roi Charles-Albert la lui envoya. Aussi, dès lors, le mysticisme et la reconnaissance firent du roi Charles-Albert une sorte de héros providentiel pour la religieuse. « La Providence a de grands desseins sur lui, répétait-elle sans cesse... Il délivrera l'Italie... » Ceci lui était, paraît-il, révélé par la Vierge elle-même.

On verra quelle influence la religieuse exerça sur les décisions du Roi pendant toute la campagne de 1848.

Ce fut à cette époque que Charles-Albert envoya lui-même un magnifique chapelet à la Sœur Marie-Thérèse, par l'intermédiaire de l'abbé C..., alors vicaire d'une paroisse importante près de Chambéry.

Après la capitulation de Milan, la Sœur Marie-Thérèse se rendit à Turin, où elle passa quelque temps, voyant, dit-on, le Roi presque chaque jour. Elle était de retour en Savoie au moment de la bataille de Novare, et s'achemina alors vers Rome. S'arrêtant de couvent en couvent, elle finit par y arriver et obtint même une longue et mystérieuse audience de Pie IX.

Revenue de ce voyage, elle ne rentra pas au couvent des Chartreusines, fut chargée pendant quelque temps de la direction de l'hôtellerie des femmes à la Grande-Chartreuse, puis devenue un objet de curiosité pour le public et presque d'effroi, car on croyait toujours voir en elle quelque chose de surnaturel, elle se retira dans un petit village près du Pont-de-Beauvoisin (Domessin), où elle mourut en 1877. Un grand nombre de lettres laissées par elle et parmi lesquelles des témoins dignes de foi affirment avoir vu des lettres du Roi, ont été brûlées à la mort de la Sœur Marie-Thérèse par son héritier, l'abbé B...

CHAPITRE VI

(A) Les lettres du roi Charles-Albert, où il montre son attachement à la Savoie, sont infiniment nombreuses. En voici quelques-unes inédites :

« Au marquis d'Oncieu. (Archives du château de Mongex.)

« Turin, 14 mars 1831.

..... « Je ne saurais terminer cette lettre, Monsieur le marquis, sans vous remercier de nouveau de toutes vos attentions, sans vous en exprimer ma vive reconnaissance. Le souvenir du peu de jours que je passai près de vous sera toujours cher à

mon cœur. Si jamais la tranquillité de la Savoie fut de nouveau menacée (il y avait eu un mouvement mazziniste sur la frontière), veuillez bien m'en prévenir. Vous me verriez accourir dans nos montagnes et les défendre jusqu'à mon dernier soupir.

« Votre très affectionné ami,

« ALBERT DE SAVOIE. »

« AU MARQUIS VICTOR COSTA. (Archives du château de Beau regard.)

« Turin, 23 mars 1831.

« Je ne puis vous exprimer, mon cher marquis, le plaisir que m'a fait la lettre que vous avez bien voulu m'écrire. Combien je vous porte de reconnaissance pour les réflexions aussi sages que pleines d'intérêt sur la position du pays ainsi que pour les nouvelles que vous me donnez! Je l'ai relue bien des fois et toujours avec une plus grande satisfaction. Elle me fait encore plus regretter d'être si loin de vous, car j'éprouve un vrai bonheur de vous voir au moins aussi souvent que pendant le peu de jours que je passai à Chambéry. J'ai emporté de la Savoie de bien doux souvenirs qui, certes, ne s'effaceront pas de mon cœur, et qui n'ont fait qu'augmenter, si ce peut être possible, l'attachement que je porte à ce berceau de nos ancêtres. Si la guerre vient à éclater, je ferai tous mes efforts pour préserver les habitants des désastres d'une guerre défensive. Je me suis prononcé bien hautement à cet égard et sur l'importance de prendre l'offensive, ainsi que sur la nécessité de bien convaincre que notre famille, pour aucun dédommagement possible, ne renoncera jamais à la Savoie. J'ai proposé, à mon arrivée, non seulement la place de guerre que je croyais la plus avantageuse, mais aussi plusieurs autres choses qui me paraissaient pouvoir contribuer au soulagement et bonheur des Savoyards, comme une diminution dans le prix du sel, des règlements plus paternels et préventifs pour les douanes. Mais, hélas! la maladie du Roi qui, quoiqu'en s'améliorant, continue toujours, paralyse absolument la marche des affaires. On ne peut lui parler absolument de rien, et on n'ose rien faire dans les ministères. En vous réitérant tous mes remerciements, je vous embrasse, mon cher marquis, et suis à jamais votre affectionné ami,

« ALBERT DE SAVOIE. »

CHAPITRE IX

(A) Le Roi eut toujours un tel respect et une telle vénération pour les Ordres religieux, qu'il voulut avoir des Frères et des Capucins jusque dans le parc de Racconis.

Le 23 juin 1821, il écrivait au chevalier Sylvain Costa :

« MON TRÈS CHER MAJOR,

« J'ai reçu vos deux dernières lettres et je viens vous faire mes plus vifs et sincères remerciements sur toutes les notes que vous m'avez envoyées, qui sont absolument ce que je désire. Vous m'avez fait par là le plus grand plaisir, et je ne tarderai point à mettre à profit ces excellents renseignements. Je commence par fonder un couvent de Capucins, pour lesquels, vous savez, que j'ai toujours eu une certaine prédilection. Je l'établis dans la belle église des Dominicains qui est près du parc. Le bâtiment attenant est aussi fort convenable. Il m'a presque fallu l'acheter entièrement. Mais j'ai voulu être tout seul dans cette affaire et n'avoir point ces messieurs de la ville pour associés, ce que je crois que vous trouverez assez convenable. Dès que j'aurai établi ces bons Pères, je fonderai l'école des Frères de la Doctrine chrétienne. Maistre s'est déjà chargé de me les faire venir. J'ai déjà fait annoncer pour le 30 août de l'année prochaine, jour qui est la fête de Racconis, que l'on aurait couronné (*sic*) une rosière. Enfin, je cherche, dans ma solitude, à faire le plus de bien possible... »

(B) Au nombre des accusations formulées contre Charles-Albert, reparaît sans cesse celle d'ingratitude. — Rien de mieux fait pour la démentir que cette lettre si touchante de reconnaissance. Elle est adressée au chevalier Sylvain Costa, après la mort de son père, le marquis Henry Costa, dont la vie a été écrite sous le titre d'*Un Homme d'autrefois*.

« Turin, 3 décembre 1824.

« Je m'empresse, mon très cher Costa, de répondre à votre lettre, désirant vous exprimer la part bien vive que je prends à la juste douleur à laquelle vous êtes actuellement en proie. Quoique persuadé aussi que votre père jouisse actuellement de la récompense de ses vertus..., je ne puis, à moins que de

regretter sa perte, lui ayant toujours porté une particulière estime, non seulement à cause de ses rares talents, des grands services qu'il a rendus à notre pays... et de son zèle ardent qu'il ne cessa de montrer, dans les moments les plus malheureux de notre famille, mais aussi parce que je lui portais une vraie affection. — Le marquis Costa eut mille attentions pour moi, lorsque, trop jeune encore, je rentrai en Piémont. J'y fus on ne peut plus sensible, et la reconnaissance que je lui en porterai sera éternelle... J'espère maintenant, mon cher Costa, que vous n'êtes plus retenu par des devoirs sacrés qui ont sûrement bien affligé votre bon cœur, que vous penserez à moi et que, n'ayant plus de maison paternelle, vous songerez à la prendre chez moi. Car, quelque grand seigneur que vous puissiez être devenu, n'étant pas marié, je m'offusquerai terriblement si vous ne venez point me retrouver et si vous ne vous établissez pas une belle et bonne fois chez nous pour n'en plus bouger. — Ma femme vous fait ses compliments, et moi, en vous embrassant, je me dis votre reconnaissant et affectionné ami.

« ALBERT DE SAVOIE. »

(Archives de Beauregard.)

CHAPITRE XIV

(A) Lettre du Roi après son entretien avec le marquis Costa, le 30 décembre 1848 :

« Turin, 12 janvier 1848.

« Une seule personne crut devoir me prévenir des bruits que l'on faisait circuler sur la dernière conversation que nous eûmes ensemble et dont, suivant mon constant usage, je n'avais rien répété. Mais je m'empresse, mon bien cher marquis, de repousser ces assertions, et je suis heureux, au contraire, de pouvoir assurer qu'en me quittant vous me donnâtes des assurances de votre dévouement et de votre affection, dont je suis profondément pénétré et convaincu, ayant la plus haute estime de votre beau et noble caractère, et ayant reçu dans notre der-

nière campagne les preuves les plus réelles de votre attachement. Nous nous trouvons dans un moment de crise politique vraiment cruel, dans lequel toutes les passions sont déchaînées. On ne peut donc s'étonner si les hommes qui devraient être le plus à l'abri de la médisance en éprouvent aussi les injustes attaques. Les temps sont certes bien mauvais, mais la puissance de Dieu est immense. J'ai en lui une confiance sans bornes et j'ai la conviction absolue qu'il ne nous abandonnera pas, qu'il fera triompher la sainte religion et qu'il finira par nous mettre à même de pouvoir assurer la tranquillité et le bonheur du peuple, par de sages lois, suivant son cœur.

« Quant à la Savoie, tout ce que je puis vous en dire pour le moment, c'est qu'en aucun temps aucun souverain ne l'a aimée autant que moi et n'a plus ardemment désiré de procurer son véritable bien, sa félicité, que rien au monde ne pourrait m'induire à y renoncer.

« Je vous embrasse, très cher Costa, en vous assurant de ma constante et vive affection.

« CHARLES-ALBERT. »

(Archives du château de Beauregard.)

FIN

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE III

CHAPITRE IV

CHAPITRE V

CHAPITRE VI

CHAPITRE VII

CHAPITRE VIII

CHAPITRE IX

CHAPITRE X

CHAPITRE XI

CHAPITRE XII

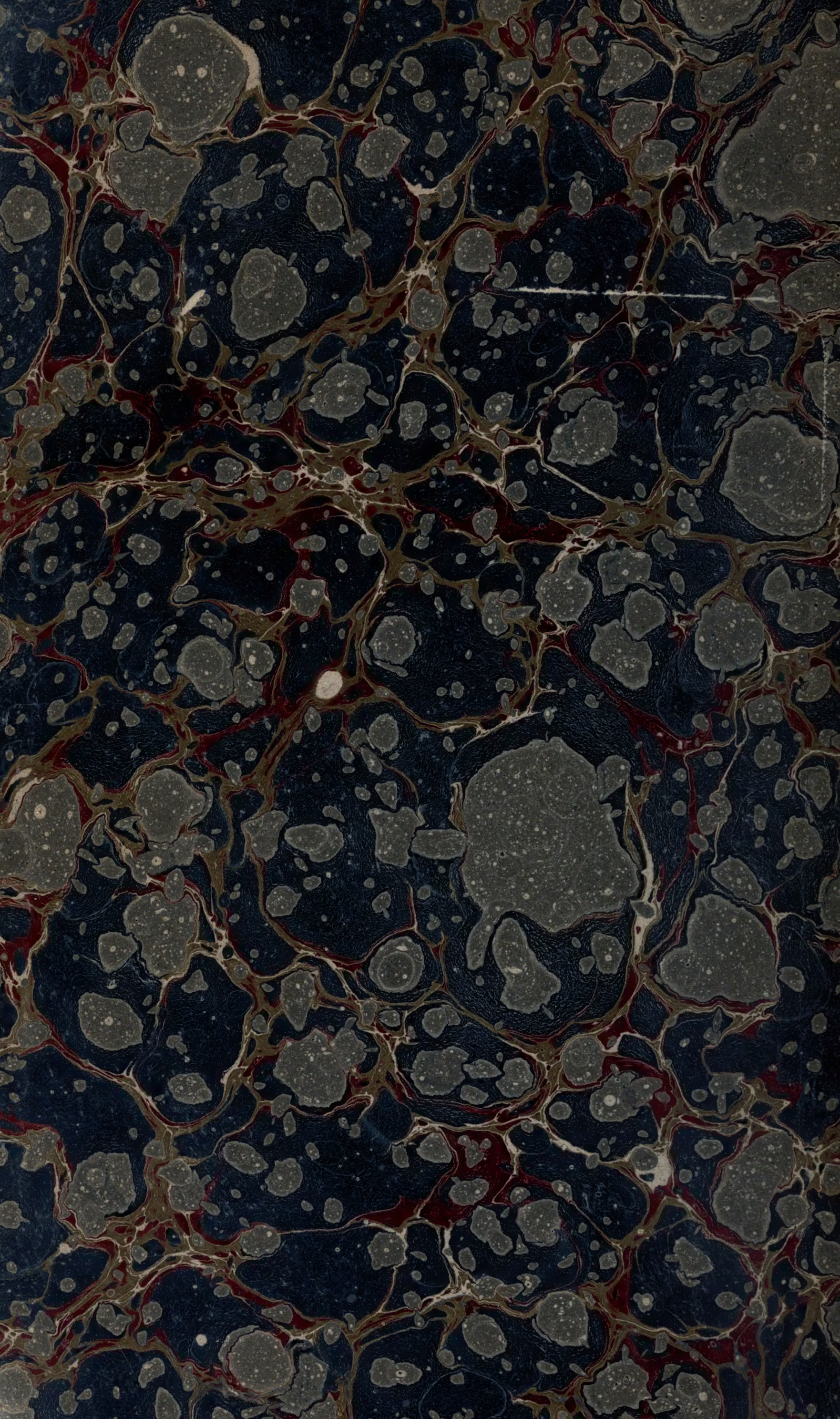
CHAPITRE XIII

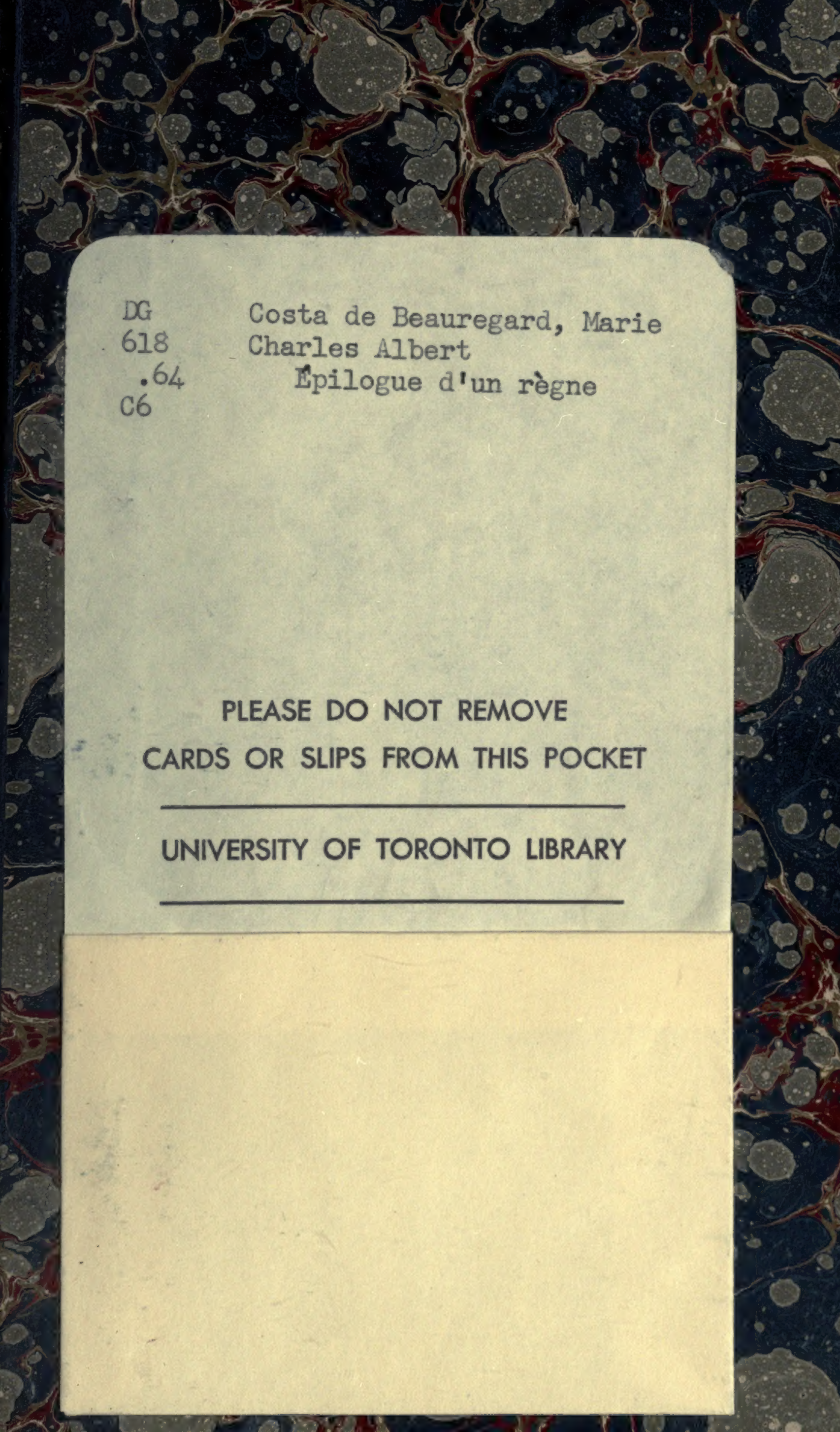
CHAPITRE XIV

CHAPITRE XV

CHAPITRE XVI

PARIS. TYP. DE E. PLON, NOURRIT ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.





DG
618
.64
C6
Costa de Beauregard, Marie
Charles Albert
Épilogue d'un règne
PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET
UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

